



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

LSoc 451.6.6

Harvard College Library

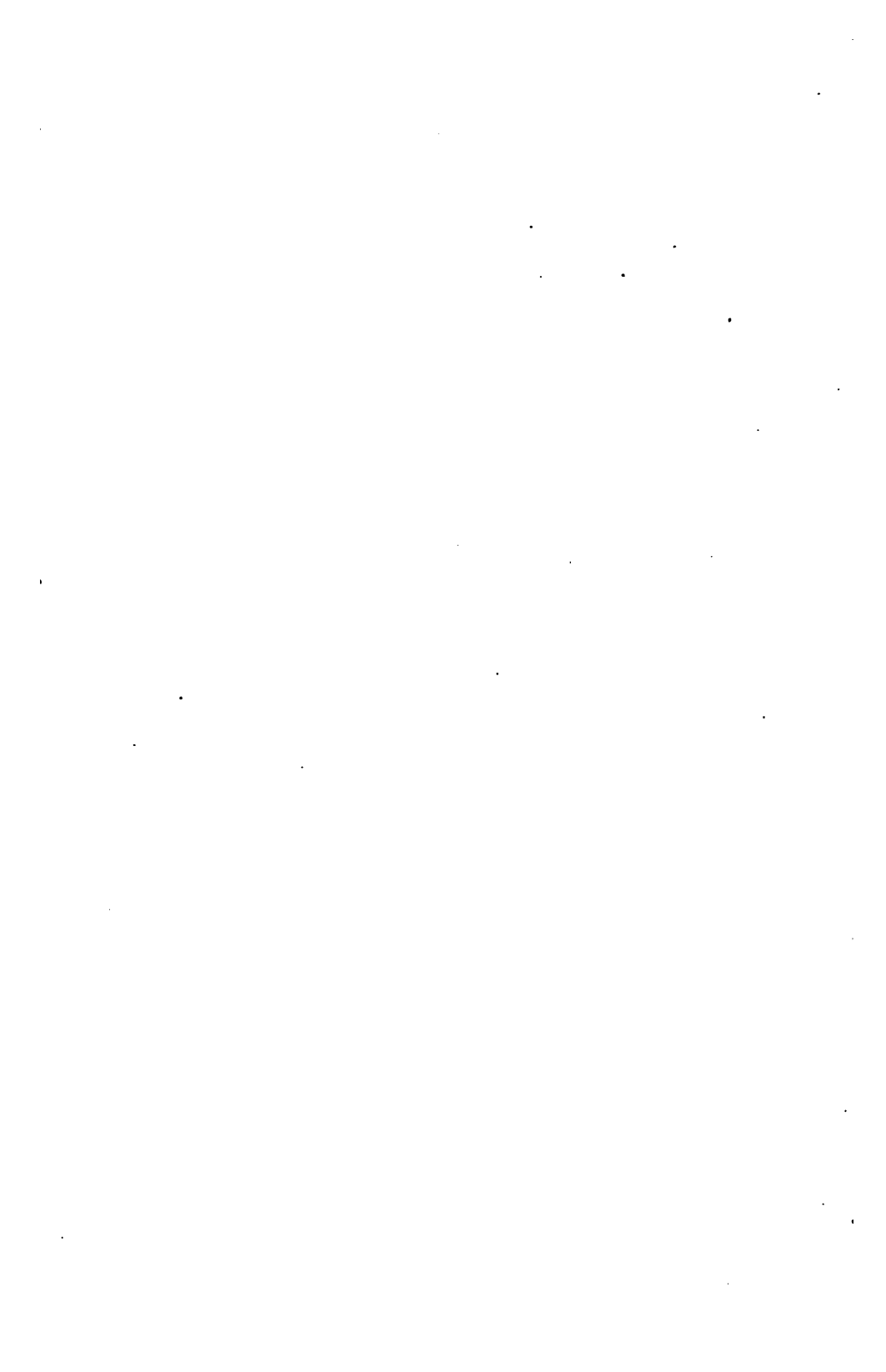


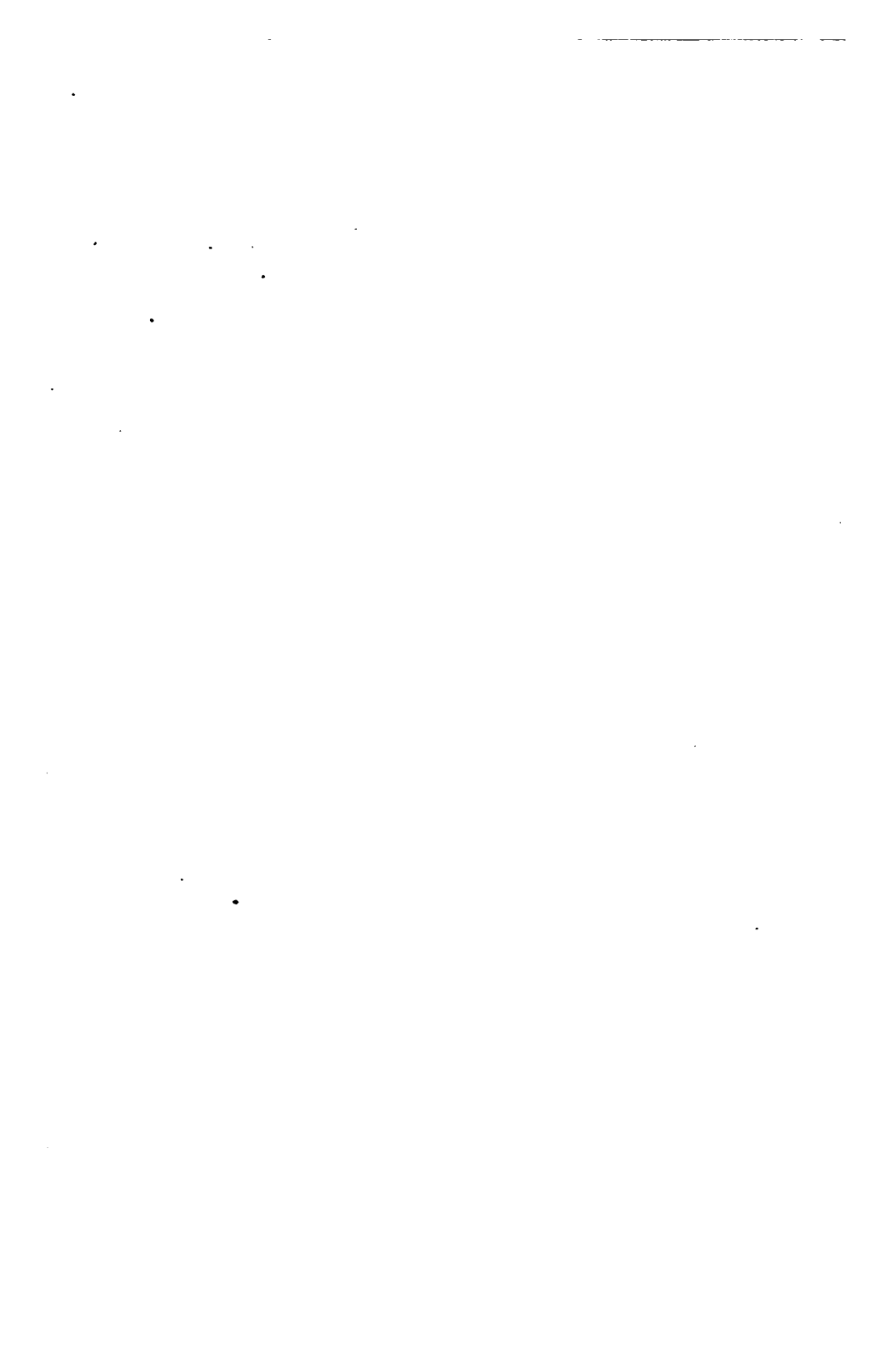
FROM THE FUND OF

CHARLES MINOT

Class of 1828







BULLETINS
DE LA
CLASSE DES LETTRES
ET DES
SCIENCES MORALES ET POLITIQUES
ET DE LA
CLASSE DES BEAUX-ARTS



ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE

BULLETINS

DE LA

CLASSE DES LETTRES

ET DES

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

ET DE LA

CLASSE DES BEAUX-ARTS

1905



BRUXELLES

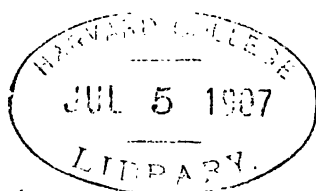
HAYEZ, IMPRIMEUR DE L'ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE

Rue de Louvain, 412

1905

L Soc 451.6.6

(CZ.62)



Minot Fund
(1915-62 vol)

**Discours de M. le baron Descamps,
Président de l'Académie en 1904,
lors de la réception au Palais le
1^{er} janvier 1905.**

SIRE,

C'est au nom des travailleurs de la pensée, groupés dans l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts, — dont Votre Majesté est le Haut Protecteur, — que je viens déposer aux pieds du Trône, avec le tribut de notre admiration et de notre gratitude, les vœux que nous inspire le commencement de cette année jubilaire, riche de tant de souvenirs, auréolée de tant d'espérances, toute vibrante de patriotiques émotions.

Ils sont présents à tous les yeux, les bienfaits prodigués au pays par la Royauté depuis le jour où l'Auguste Fondateur de notre Dynastie, répondant à l'appel pressant du peuple belge, associa à

toujours ou plutôt identifia les destinées de sa Maison aux destinées de la Belgique.

Du tableau évocateur de ces bienfaits tel qu'il est gravé, Sire, ès cœur de tous les Belges et tel que le burinera l'histoire, nous ne voulons en cet instant que détacher ce trait : l'inlassable sollicitude avec laquelle la Monarchie belge veille, harmoniquement, — en même temps qu'à la sauvegarde du sol patrial et à la prospérité économique du pays, — à l'accroissement de ce patrimoine intellectuel et artistique que nous ont légué, non sans gloire, nos ancêtres et que la présente génération a le devoir de transmettre agrandi, fécondé, pénétré de toutes les irradiations de la pensée moderne, à ceux qui sont appelés à soutenir après nous le bon renom de notre science et de nos arts.

Notre Roi a la claire vue des intimes liens qui rattachent, à notre époque surtout, la prospérité des peuples à leur culture intellectuelle. Il sait que la libre recherche scientifique est le principe

des plus remarquables progrès humains. Et il a toujours considéré comme une des plus belles prérogatives de la Couronne la mission d'encourager les sciences, les lettres et les arts, en développant dans cet ordre un mouvement d'un caractère vraiment national.

Ainsi pensait le duc de Brabant lorsqu'il prononçait, au Sénat de Belgique, ces belles paroles :

« Une sage politique nous enseigne qu'un peuple jaloux de son indépendance doit tenir à posséder une pensée à lui, à la revêtir d'une forme qui lui soit propre et, qu'en un mot, la gloire littéraire est le couronnement de tout édifice national. »

Ainsi n'a cessé de penser et d'agir le Roi.

Mais notre Souverain fait plus que protéger royalement les sciences, les lettres et les beaux-arts. En même temps qu'il a ouvert un monde nouveau aux efforts civilisateurs et à l'activité industrielle de nos concitoyens, il a offert à la science un immense et merveilleux champ d'ob-

servations et de découvertes utiles à l'humanité entière, en ménageant aux savants, avec une inépuisable générosité, les moyens d'explorer ce domaine.

Vive donc le Roi, non seulement au nom de notre foi monarchique traditionnelle et intangible, non seulement au nom des bienfaits de sécurité, de prospérité et de concorde publique qui nous rendent doublement chère notre Dynastie nationale, mais au nom de la science, des arts, du progrès humain et du rayonnement mondial de la civilisation !

MADAME ⁽¹⁾, MONSEIGNEUR, MADAME ⁽²⁾,

Daignez agréer les vœux que forme en ce jour l'Académie de Belgique pour Vos Altesses Royales.

(1) S. A. R. la princesse Clémentine de Belgique.

(2) LL. AA. RR. le prince Albert et la princesse Élisabeth de Belgique.

ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE

BULLETIN

DE LA

CLASSE DES LETTRES

ET DES

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

ET DE LA

CLASSE DES BEAUX-ARTS

1905. — N° 1

CLASSE DES LETTRES

ET DES

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

Séance du 9 janvier 1905.

M. le baron Éd. DESCAMPS, directeur pour 1904, occupe le fauteuil.

M. le chevalier EDM. MARCHAL, secrétaire perpétuel.

Sont présents : MM. G. Monchamp, *directeur* pour 1905 ;
S. Bormans, T.-J. Lamy, L. Vanderkindere, le comte
Goblet d'Alviella, F. vander Haeghen, Ad. Prins,
A. Giron, Paul Fredericq, G. Kurth, Mesdach de ter Kiele,

P. Thomas, E. Discailles, Ch. Duvivier, V. Brants, A. Beernaert, Ch. De Smedt, A. Willems, Jules Leclercq, M^{ce} Wilmotte, E. Nys, D. Mercier, H. Pirenne, *membres*; J. Lameere, A. Rolin, M^{ce} Vauthier, Fr. Cumont, J. Vercoillie et J.-P. Waltzing, *correspondants*.

M. H. Denis, membre titulaire, et M. E. Gossart, correspondant, ont motivé leur absence.

Des félicitations sont adressées à M. Cumont au sujet de son élection de correspondant de l'Académie des inscriptions et belles-lettres de Paris.

Dès la lecture du procès-verbal de la dernière séance, la Classe procède, par scrutin secret, à l'élection du directeur pour l'année 1906. Les suffrages se portent sur M. P. Thomas.

M. le baron Descamps, directeur sortant, en cédant le fauteuil à son successeur, M. Georges Monchamp, remercie ses confrères de la courtoisie avec laquelle ils l'ont aidé à remplir ses fonctions; il en conservera, ajoute-t-il, le meilleur souvenir.

M. G. Monchamp propose de voter des remerciements à M. le baron Descamps, non seulement pour la manière dont il a rempli son mandat de directeur, mais aussi pour la distinction avec laquelle il s'est acquitté de ses fonctions de président des trois Classes, auxquelles le Roi l'avait appelé selon les Statuts organiques de l'Académie.

M. Monchamp réitère à la Classe les sentiments qu'il lui avait exprimés lorsqu'il a été élu directeur en janvier 1904. Il installe ensuite M. Thomas, qui déclare qu'il est on ne peut plus sensible à l'honneur qui vient de lui être dévolu.

CORRESPONDANCE.

M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique envoie une ampliation de l'arrêté royal du 8 décembre dernier, nommant président de l'Académie pour 1905 M. Gevaert, directeur de la Classe des beaux-arts pour la même année.

— Le même Ministre transmet, au nom du Gouvernement hellénique, le programme et le règlement relatifs à l'organisation du Congrès international d'archéologie qui se tiendra à Athènes aux vacances de Pâques 1905.

Le Gouvernement précité ayant exprimé le désir de connaître dans le plus bref délai les noms des personnes qui prendront part au Congrès et les questions sur lesquelles des mémoires seront présentés, MM. Alphonse Willems et Waltzing acceptent d'y représenter l'Académie.

L'acceptation de M. Waltzing est conditionnelle.

— M. Henri Francotte adresse, par écrit, ses remerciements pour son élection de correspondant.

— M. le duc de Calvello de la Tour, Chargé d'affaires d'Italie à Bruxelles, fait savoir que le Ministre de l'Instruction publique à Rome l'a invité à transmettre les sentiments de vive reconnaissance du Gouvernement du Roi pour le don des collections académiques fait à la Bibliothèque nationale de l'Université à Turin.

— M. le Ministre de l'Intérieur envoie, pour la bibliothèque de l'Académie, les livraisons 166, 167 et 168 de la *Bibliotheca Belgica*, publiée par Ferd. vander Haeghen et R. Vanden Berghe.

— Remerciements.

— Hommages d'ouvrages :

1° *Le dogme et la sociologie*; par Hector Denis;

2° *Charles I^{er}, roi de Roumanie. Chroniques; actes; documents*; par Démètre A. Sturdza, tome II, 1876-1877;

3° a) *Les tribunaux de commerce en Belgique*; b) *De l'organisation d'une statistique officielle et uniforme des causes de décès*; par Edm. Nicolai (présentés par M. Denis, avec une note pour le *Bulletin*);

4° *Codicum romanorum, partens priorem*; descripterunt Franciscus Cumont et Franciscus Boll, V.;

5° *La typographie à Bruxelles au début du XX^e siècle*; par le Père J.-Laurent-M. Perquy (présenté par M. Brants, avec une note qui figure ci-après).

— Remerciements.

NOTE BIBLIOGRAPHIQUE.

L.-M. PERQUY, *La typographie à Bruxelles au début du XX^e siècle*. Bruxelles, Schepens, 1904, xxxv-584 pages in-8°.

Dans la précédente séance de la Classe, j'ai présenté l'ouvrage de M. Michotte, récemment paru dans la Bibliothèque de l'École des sciences sociales et politiques à l'Université de Louvain. Je me vois déjà amené à lui offrir un nouveau volume de la même collection : c'est la monographie détaillée de l'industrie typographique à Bruxelles, au point de vue historique, technique, économique et social. L'étendue du volume dit assez en quels détails il pénètre, et en réalité c'est toute la vie de cette importante industrie qui s'y déroule; son histoire depuis les formes premières de l'invention de

Britto et de Gutenberg, son organisation sous l'ancien régime, son développement, sa puissance. On étudie les divers ateliers, les grandes imprimeries, les « maisons de labeur », les presses de journaux avec un aperçu sur l'histoire de la presse périodique, les petits ateliers qui gardent leur importance. On voit ensuite l'organisation professionnelle la plus ancienne solidement constituée et qui partout présente un caractère particulier ; à ce propos, l'auteur fait comme une monographie spéciale du syndicat des typographes et discute ses procédés et son système. Pour tout cela, il a consulté des sources nombreuses, il a surtout fait une enquête pendant de longs mois avec une patience et une minutie d'observation infatigables. Certes on discutera ses appréciations, mais même sans les partager, on trouve dans ce volume un document très instructif et très suggestif. Ajoutons qu'il est illustré de planches documentaires très réussies.

V. BRANTS.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ACADEMIES.

Sir Michael Foster, secrétaire de la Société royale de Londres et président de la deuxième assemblée générale triennale de l'Association internationale des Académies, envoie le *Report of proceedings* de cette réunion, qui a été tenue à Londres du 25 au 27 mai 1904, sous la direction de la Société royale de Londres.

— Remerciements.

L'Académie royale des sciences de Munich fait savoir que le plan pour le *Corpus* des actes et diplômes grecs du moyen âge et des temps postérieurs qu'elle a élaboré

conjointement avec l'Académie impériale des sciences de Vienne, a été adopté par l'Association internationale des Académies dans l'assemblée générale de mai 1904.

Le Comité de rédaction se compose de :

H. Gelzer, de la Société royale de Leipzig;

C. Sirecek, de l'Académie impériale de Vienne;

K. Krumbacher, de l'Académie royale de Munich;

H. Osmont, de l'Académie des inscriptions et belles-lettres de Paris;

G. Vitelli, de l'Académie des Lincées de Rome.

Il sera présidé par M. Krumbacher; le siège sera à Munich.

PRIX PERPÉTUELS.

PRIX GANTRELLE, CASTIAU ET DE KEYN.

La Classe prend notification :

1° D'un mémoire anonyme répondant à la question :
Recueillir les textes relatifs aux doctrines des Χαλδαιον et étudier l'influence de ces doctrines sur l'antiquité gréco-romaine, envoyé en réponse à la question posée pour la septième période du prix Gantrelle (année 1903-1904).

— Commissaires : MM. Cumont, Willems et Thomas;

2° a) D'une série de brochures de M. Louis Banneux, attaché au Ministère de l'Industrie et du Travail, sur divers sujets concernant l'industrie ouvrière; b) D'un travail de M. Robert de Beaucourt de Noortvelde, sur les moyens d'améliorer la condition morale des classes pauvres; c) Du *Journal des Mères*; par M^{lle} Marie Parent; d) Du *Manuel social. La législation et les œuvres*; par le Père S.-J. Vermeersch, reçus pour la huitième période du

prix Castiau (1902-1904). — Commissaires : MM. Brants, De Greef et Waxweiler ;

3^e D'une trentaine d'ouvrages imprimés et manuscrits (enseignement primaire), reçus pour la première période du XIII^e concours des prix fondés par Joseph De Keyn. — Ces ouvrages sont renvoyés à un jury composé de MM. Bormans, L. Fredericq, P. Fredericq, Neuberg, Thomas, Vercoullie et Wilmotte.

COMMUNICATIONS ET LECTURES.

L'hérésie à l'Université de Louvain vers 1470 ;
par Paul Fredericq, membre de l'Académie.

Il y a quelques mois, le savant directeur de notre jeune Institut historique de Rome, dom Ursmer Berlière, m'envoya gracieusement la copie d'un bref du pape Paul II, adressé de la ville éternelle, le 3 mai 1470, à Guillaume, évêque de Tournai, pour le charger des fonctions d'inquisiteur de la foi à exercer par lui au sein de l'Université de Louvain (1).

Cette ville, dont l'*Alma Mater* venait seulement d'être créée depuis une bonne trentaine d'années, était alors comprise dans le diocèse de Liège, qui était beaucoup plus étendu autrefois que de nos jours. L'évêque de Tournai, sans ce mandement du pape, n'avait rien à voir à Louvain, car les poursuites du chef d'hérésie y appartenaient à l'évêque de Liège ou à ses délégués, concurremment avec les inquisiteurs apostoliques du diocèse de Liège ou de la province archiépiscopale de Cologne. Le

(1) Voir le texte de la bulle aux pièces justificatives.

bref de Paul II constitue ainsi un acte tout à fait insolite du Saint-Siège.

Du reste, le pape expose les motifs qui le font agir.

Après un préambule sur les devoirs qui lui incombent pour le maintien de la pureté de la foi, en sa qualité de vicaire du Christ et de successeur de saint Pierre, Paul II déclare qu'il a appris, non sans un grand déplaisir, que depuis quatre années, dans le sein de l'Université de Louvain et dans son entourage immédiat, il se trouve certains fils d'iniquité qui soutiennent, dans les écoles et devant un public très nombreux, des propositions fausses, contraires à la foi catholique, erronées, scandaleuses et malsonnantes. Ces erreurs, en opposition avec les Saintes Écritures, et ces enseignements entachés manifestement d'hérésie, ils ne rougissent pas de les semer dans les âmes simples de leurs auditeurs.

Afin d'empêcher que ces doctrines exécrables n'empoisonnent le cœur des fidèles, le pape charge l'évêque de Tournai de faire une enquête (*inquisitio*) en son nom, afin de déclarer hérétiques ceux des coupables qui refuseraient de se rétracter, et de leur infliger le châtiment mérité (*debita pena punire*). Pour ce faire, le pape concède à l'évêque de Tournai les pouvoirs inquisitoriaux nécessaires dans le diocèse de Liège contre les hérétiques et leurs fauteurs, quelles que soient leurs dignités ecclésiastiques ou laïques, y compris le recours usité au bras séculier. En même temps, le pape ordonne à l'inquisiteur apostolique de la province ecclésiastique de Cologne, qui englobait le diocèse de Liège, de ne pas contrecarrer l'évêque de Tournai dans sa mission, lui enjoignant même de remettre à celui-ci toutes les pièces des procès qu'il aurait déjà entamés lui-même dans cette affaire, et déclara-

rant nul et non avenu tout ce qui se ferait en dehors du même évêque de Tournai, nonobstant tous les droits et privilèges contraires de l'Université de Louvain.

J'avoue que je fus assez surpris à la lecture de ce bref si énergique et si alarmé. Je ne me rappelais aucune hérésie redoutable qui se serait fait jour à la fin du XV^e siècle dans l'*Alma Mater* de Louvain. Mais, en cherchant bien, j'en trouvai des traces confuses et laconiques. Molanus, qui fut recteur de l'Université à la fin du XVI^e siècle et qui a excerpé les archives du *Studium Lovaniense*, a levé un coin du voile dans quelques brèves annotations de son indigeste, mais précieuse compilation, publiée en 1861 pour la Commission royale d'histoire par M^{re} de Ram.

J'avais oublié que j'avais inséré moi-même cette courte note dans le tome I^{er} de mon *Corpus doc. Inquisitionis Neerlandicae* en 1889.

Dans ses *Historiae Lovaniensium libri XVI*, Molanus s'exprimait ainsi : « *De doctrina Aristotelis*. Nemini liceat sententiam Aristotelis tanquam haeticam rejicere, quam catholici defensarunt, nisi illi fuerit prius per facultatem theologiae ostensa haeretica. *Acta 1470*. — Mittit Facultas Romam ad declarandum, quod magister Henricus Zoemerren sit pervicax, dicens Aristotelem sibi contradicere in materia de futuris contingentibus. *Acta 1470 (1)*. »

J'avais en outre inséré, dans les extraits du *Corpus*, une autre brève annotation qui mentionnait un avis du 28 juin 1471, émanant de l'inquisiteur de la foi en France, Roland le Cozic, dans l'affaire du docteur louvaniste

(1) Éd. DE RAM, t. I, pp. 581, 582; *Corpus*, t. I, p. 423.

Petrus de Rivo (1). Mais, au moment où j'avais réuni ces extraits, j'avais passé trop légèrement sur toute cette procédure d'inquisition. Le bref de Paul II m'a amené à reprendre les documents déjà publiés et à remonter à la source de Molanus lui-même, c'est-à-dire aux *Acta* de l'Université de Louvain, dont feu le chanoine Reusens a commencé la publication; mais la mort l'a empêché d'arriver à l'époque qui nous occupe.

C'est le grand compilateur Duplessis d'Argentré, docteur en Sorbonne et évêque *in partibus infidelium*, qui m'avait déjà fourni la brève indication sur l'intervention de l'inquisiteur de la foi en France. Je repris sa précieuse collection des condamnations prononcées par l'Église depuis le XII^e jusqu'au XVII^e siècle et j'y trouvai tout un dossier, assez confus du reste, sur l'hérésie louvaniste dont parle le bref de Paul II. Duplessis d'Argentré publie ce dossier avec l'en-tête : *Anno 1470. Quaedam dicta Petri de Rivo de futuris contingentibus in Lovaniensi Academia magnam controversiam movent* (2).

Sur cette cause, qui a dû être célèbre dans le monde des théologiens à la fin du XV^e siècle, l'auteur déclare avoir trouvé beaucoup de documents dans la Bibliothèque colbertine et dans celle de l'abbaye bénédictine de Saint-Germain-des-Prés à Paris. Il affirme que, de son temps, ces documents se trouvaient aussi à Louvain à la Bibliothèque du Collège du pape (*Collegium Hadriani*), et il s'étonne qu'ils n'aient pas été publiés dans les *Fasti academici studii Lovaniensis*.

(1) C. DUPLESSIS D'ARGENTRÉ, *Collectio judiciorum de novis erroribus*, t. I, deuxième partie, p. 274; *Corpus*, t. I, p. 423.

(2) *Collectio judiciorum*, t. I, 2^e partie, pp. 258-284.

Il ressort de ce volumineux dossier, composé d'attaques, de réponses, de répliques, de dupliques et d'autres pièces de procédure et de polémique, que deux docteurs de Louvain, Henri van Zoemen et Pierre de Rivo, s'étaient déclaré la guerre en 1465 et que cette querelle théologique avait, pendant plusieurs années, troublé profondément la jeune université brabançonne.

A l'origine, le débat portait sur la théorie d'Aristote concernant les futurs contingents ; mais bientôt des questions de personne et de coterie vinrent envenimer la polémique, comme le prouvent les nombreuses séances que consacrèrent le conseil académique, le recteur et les commissaires de l'Université à apaiser ou parfois plutôt à aviver le différend philosophico-théologique qui divisait l'*Alma Mater* en deux camps ennemis et avait sa répercussion jusqu'à Cologne, à Paris et à Rome.

Je ne promènerai pas le lecteur à travers tous les méandres de ces délibérations interminables et sans cesse renouvelées. Pour ceux que la chose intéresse spécialement, je publierai aux pièces justificatives les extraits des procès-verbaux insérés au registre contemporain des actes de l'Université ; ces procès-verbaux ont été rédigés séance tenante, semble-t-il.

Une analyse, même succincte, de ces annotations serait absolument fastidieuse aujourd'hui ; mais, au XV^e siècle, la question passionnait visiblement les esprits. D'ailleurs, ces braves *magistri nostri* de l'Université de Louvain paraissent avoir eu du temps de reste ; en tout cas, ils le dépensent de gaité de cœur en des palabres théologiques et procédurières d'une longueur et d'une lenteur désespérantes. Et la plupart de leurs séances restaient sans résultat et leurs résolutions demeuraient

toujours en suspens et étaient régulièrement accompagnées de restrictions et de sous-entendus qui, à leur tour, remettaient tout en question et engendraient de nouvelles disputes et de nouvelles paperasseries.

En somme, on se demande comment toute l'*Alma Mater* louvaniste, de nombreux docteurs de l'Université de Paris et plusieurs papes ont pu s'occuper pendant des années de cette controverse qu'on serait tenté d'appeler irrévérencieusement une tempête dans un verre d'eau bénite.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

Bref du pape Paul II.

Rome, 5 mai 1470.

Paulus etc. venerabili fratri Guillelmo, episcopo Tornacensi, salutem, etc.

Pro humani generis redemptione de summis celorum ad ima mundi descendens, mortem tandem subiens temporalem, Dei Filius Jhesus Christus, ne gregem sui pretio sanguinis gloriosi redemptum, ascensurus post resurrectionem ad Patrem, absque pastore desereret, ipsius curam beato Petro apostolo, ut sue stabilitate fidei ceteros in christiana religione firmaret, eorumque mentes ad salutis opera sue accenderet devotionis ardore, commisit. Unde

nos, eiusdem apostoli effecti, disponente Domino, licet immeriti successores et ipsius Redemptoris locum in terris quanquam indigni tenentes, circa gregis eiusdem custodiam sollicitis vacare vigiliis et animarum saluti iugis attentione cogitationis intendere, submovendo noxia et agendo profutura debemus, ut excusso a nobis negligentie somno nostrique cordis oculis diligentia sedula vigilantibus animas Deo lucrificare, sua nobis cooperante gratia, valeamus eiusque Domini tunicam inconsutilem, sacrosancte videlicet Romane Ecclesie et fidei orthodoxe unitatem perpetuam conservemus.

Sane ad nostrum, qui desideranter in votis gerimus, ut fides catholica nostris temporibus prosperetur et pravitas heretica de finibus fidelium extirpetur, non sine displicentia grandi pervenit auditum, quod in Universitate studii Lovaniensis, Leodiensis diocesis, et circumvicinis locis a quadriennio citra fuerunt et hodie sunt nonnulli iniquitatis filii, qui quasdam falsas, sancte catholice fidei contrarias, erroneas, scandalosas et male sonantes propositiones, etiam in scholis et frequentissimo hominum cetu, veras esse publice affirmare et pertinacissime sustentare ac defendere apertissimasque sacre scripture auctoritates eorum erroribus repugnantes, illarum rectum, clarum et apertum sensum falsis eorum interpretationibus impudenter instando refellere, huiusmodi quoque eorum falsa dogmata manifestam heretice pravitatis labem continentia in aliorum mentes inserere et simplicium animas illaqueare non erubuerunt.

Nos igitur, premissos execrandos errores male et contra fidem sonantes, ne propagentur ulterius et corda fidelium damnabiliter corrumpant, evellere et radicitus extirpare cupientes, fraternitati tue, de qua in hiis et aliis non immerito specialem in Domino fiduciam obtinemus, per apostolica scripta committimus et mandamus, quatenus de pre-

missis omnibus et singulis inquiras auctoritate nostra diligencius veritatem, et quos per inquisitionem huiusmodi culpabiles esse repereris, si iuxta canonicas sanctiones et sanctorum patrum instituta se emendare ac, depositis de cordibus eorum totaliter erroribus predictis, ad Ecclesie unitatem, heretica labe huiusmodi abiurata, redire et tales propositiones esse scandalosas, falsas et hereticas ac male sonantes fateri et cum effectu ut tales refutare noluerint, hereticos declarare et, prout uniuscuiusque eorum excessus exegerit, debita pena punire, eadem auctoritate procures. Nos enim tibi contra affirmantes propositiones huiusmodi vel aliquam earum, et generaliter contra quoscumque hereticos in civitate et dioc. Leodien. commorantes protempore ac adherentes, receptatores et defensores eorum, cuiuscumque dignitatis, gradus vel conditionis existant, et quacumque ecclesiastica vel mundana prefulgeant dignitate et auctoritate, ac quibusvis privilegiis sint muniti, per te vel alium seu alios, quos duxeris ad hoc fidei negotium deputandos, per accusationem, denuntiationem aut inquisitionem semel et pluries, simul vel successive procedendi et eos capi et incarcerari faciendi, ac repertos culpabiles, prout erroris qualitas exegerit, acriter puniendi, et illos ac contradictores quoslibet et rebelles, per censuram ecclesiasticam compescendi, brachium seculare pro horum omnium et dependentium ab eisdem executione, si opus fuerit, invocandi, et generaliter omnia et singula, que in premissis et circa ea necessaria fuerint seu quomodolibet opportuna, et que inquisitores heretice pravitatis, pro executione officii eis commissi, facere et exercere possunt, et ad officium Inquisitionis heretice pravitatis quomodolibet pertinent de consuetudine vel de iure, faciendi, gerendi et exequendi auctoritate apostolica tenore presentium concedimus facultatem : Districtius inhibentes dilecto filio inquisitori heretice pravitatis in provincia Colonien. deputato, ne absque

tua speciali licentia et commissione contra tales procedere aut ratione dicti sui officii in prefatis civitate et dioc. Leodien. absque tua licentia speciali aliquid facere presumat, etiam contra illos contra quos iam procedere inchoasset, ymo illos cum scripturis et processibus ac informationibus quibuscumque per eum desuper habitis ad te remittat; ac decernentes irritum et inane, si secus super hiis per eundem inquisitorem ac quoscumque alios scienter vel ignoranter contigerit attemptari, non obstantibus fel. rec. Bonifacii pape VIII, predecessoris nostri, in quibus cavetur, ne quis extra suam diocesim, nisi in certis exceptis casibus, et in illis ultra unam dietam a fine diocesis sue ad iudicium evocetur, seu ne iudices a sede apostolica deputati extra civitatem et diocesim, in quibus deputati fuerint, contra quoscunque procedere, aut aliis vices suas committere, aut aliquos extra vel ultra unam dietam a fine dioc. eorundem trahere presumant, et de duabus dietis in concilio generali; aut si Universitati predictae et illius doctoribus, magistris, scholaribus et personis aut quibusvis aliis communiter vel divisim a dicta sit sede indultum quod interdicti, suspendi vel excommunicari aut extra vel ultra muros Lovanien. seu alia certa loca, aut coram aliis quam certis expressis iudicibus et conservatoribus trahi et ad iudicium evocari non possint, et quibusvis aliis privilegiis, indulgentiis et litteris apostolicis generalibus vel specialibus, quorumcumque tenorum existant, per que presentibus non expressa vel totaliter non inserta, iurisdictionis et facultatis tibi concessae et a te deputandorum et subdelegandorum huiusmodi explicatio impediri posset quomodolibet vel differri quibus, etiamsi de eis eorumque totis tenoribus habenda esset mentio specialis, presentibus pro expressis habentes, illis alias in suo robore permansuris, quoad premissa specialiter et expresse derogamus ceterisque contrariis quibuscumque. Tu autem in premissis sic te geras

sollicite, fideliter et prudenter, quod exinde possis a nobis merito commendari.

Datum Rome apud S. Petrum, anno etc. MCCCCLXX°,
tercia nonas Maii, pontificatus nostri anno sexto.

Collation : G. BLONDUS.

J. DE CURIA.

A. DE URBINO.

(Archives du Vatican à Rome, *Paulus II*,
Reg. Vatic., n° 540, fol. 96-98.)

Extraits des *Acta Universitatis [Lovaniensis] ab anno 1455
usque 1474* (tom. 3) dans le *Reg. Univ. de Louvain* n° 7
des Archives générales du Royaume, à Bruxelles.

30 décembre 1469.

In crastino Sancti Thome indicta fuit congregacio uni-
versitatis hora nona apud Augustinenses super hijs
articulis...

Controversia inter Henr. Zoemerem et Pet. de Rivo.
(Hic notatur bonam mentem universitatis pro pace
in causa Zomerem.)

Item super dissensionibus existentibus inter magistrum
magistrum Henricum Zomerem ex una et m. Petrum de
Rivo ex alia, pendentibus, propter responsiones et deter-
minaciones factas de futuris contingentibus tam in scolis
theologorum quam quodlibeta in facultate artium, rogavit
facultas artium universitatem, quatenus informare vellet
dictum magistrum Henricum, quod decetero non laboraret
ad enervacionem statutorum facultatis in hac materia ex
consilio facultatis sacre theologie captorum et conclusorum
ac in libro facultatis scriptorum ; super quibus, presentibus
predictis hinc inde auditis, rogavit universitas partes hinc
inde, quatenus supersedere vellent a persecutione ulteriorj

tam in scholis quam alibi, donec et quousque per universitatem aliter in hac materia fuerit ordinatum; et ad visitandum hanc materiam dedit et nominavit deputatos, videlicet omnes magistros facultatis sacre theologie; et facultas artium dedit decanum suum ac quatuor regentes et quatuor non regentes; et placuit quod dominus rector ex alijs facultatibus assumeret et vocaret alios, quos vellet habere.

17 janvier 1470.

Anno a nativitate Domini M^o CCCC^{mo} LXX, mensis Januarij die xvij indicta fuit congregacio universitatis apud Augustinenses super hijs articulis :

Item proposuit dominus rector de discordia existente inter nostrum magistrum m. Henricum Zomeren ex una ac m. Petrum de Riwo ex altera partibus, et ea, que in hoc negotio acta fuerunt; et placuit universitatj committere hanc materiam et eius expeditionem magistris nostris de facultate theologie; et quod ipsi hanc causam cicius quo possent terminarent. Insuper universitas imposuit ipsis partibus interim silencium et quod nec ipsi nec alij quicumque disputarent vel declararent in publico, donec et quousque deputati magistri facultatis sacre theologie huiusmodi materiam (?) terminassent; et in casu quo non possent terminare, quod interim causa reduceretur ad universitatem.

Et circa istam materiam et propter quemdam m. Jo. Beyart, instructorem domini archidiaconj de Ostrevant, qui ad instanciam studij et pretacte facultatis artium tractus est in causam coram domino rectore propter injurias dicte facultatj artium per eundem, ut dicit, illatas et factas, ex eo quod turbavit auditorium et determinationes m. Petrj de Riwo legentis in scholis artium, comparuerunt in facie universitatis illustris et nobilis dominus Karolus Sancti Pauli,

Arnoldus de Lalayn, prepositus beate Marie Brugensis, et decanus archidiaconus cum pluribus alijs nobilibus huius universitatis; et excusaverunt dictum m. Jo. Beyart de dicta turbacione, rogantes universitatem et facultatem artium, quod vellent sibi pro hac vice indulgere vel, si non, quod causa terminaretur summarie et cito expediretur.

Super quibus placuit quatuor superioribus facultatibus annuere supplicationibus dictorum nobilium et rogare facultatem artium, quod in Henricum Zoemerem mite et gracie se velit habere jntentu dictorum nobilium; et jta dominus rector nomine quatuor facultatum predictarum rogavit in presencia ipsius universitatis decanum et facultatem artium, sicut prescriptum est; voluit tamen, quod dicti nobiles informarentur de casu, qui fuerunt male informatj in hoc, quod extranej non possent se exercitare neque ostendere hic in scolis et disputacionibus, quia quilibet promotus in quacumque etiam universitate potest secundum morem dicte facultatis artium libere in disputacionibus formalibus disputare et arguere et in actu quodlibetariatus (?) ipsius facultatis respondere.

26 février 1470.

Super predictis ac omnibus alijs postac propositis non fuit deliberatum, sed omnia fuerunt continuata usque ad ultimam diem huius mensis.....

28 février 1470.

Ultima Februarij jndicta fuit congregacio universitatis apud Augustinenses hora nona super hijs articulis :

Zoemerem et de Rivo.

Item de appellacione m. Henricj de Zomerem, quam universitatj jnsinuavit et per Arnoldum Trot tamquam notarium legj publice fecit, necnon de jnhibicione, quam sibi per

universitatem concedj pecijt contra facultatem artium, voluit universitas ex deliberacione tamen trium facultatum (videlicet theologie, juris canonici et legum), quod appellacio sua terminaretur per universitatem, quia universitatj eam tamquam judicj ad quem jnsinuavit; et concessit sibi jnhibicionem in causa, forma et cum clausula justificativa, prout sibi concedj pecijt, ne appellacione pendente aliquid contra eum innovaretur.

Item de petitione m. Petrj de Rivo, quam in scriptis exhibuit et personaliter legit, videlicet quod coram reverendo domino rectore et suis deputatis posset admitti ad producendum testes suos ad probandum istos conclusiones, quas (ut premittitur) ibidem legit; placuit universitati saltem ex mente trium facultatum et postea ex mente quasi omnium deputatorum ad hoc solempniter ex singulis facultatibus 7^a die mensis Martij presentis in domo rectoris vocatorum, quod que apud dominum rectorem... jurisdictionis totius universitatis ex... muna erectione eiusdem domini rectoris unacum deputatis suis, vel procedere ac testes examinare in illa materia, quo ad ea constant sufficere et probari possunt per testes et jurisdictione egeant prout defensione, placuit tamen universitati, quod illi de facultate theologie, si velint, poterint interesse.

Item de supplicatione nobilium et m. Jo. Beyart, qui in effectu pecierunt, quod ex suo reatu eligeretur... de facultate artium quam ex parte sibj contraria, pecierunt alium sibj substitutum ex facultate theologie vel m. Adrianum de Dordraco, placuit universitatj, quod ipse m. Jo. Beyart daret coram domino rectore causas excusationis et suspicionis, quod si legitime erint, substituerent ex reatu alium prout de facultate; suaserunt tamen deputatj super hoc postea illic congregatj, quod d. rector sponte et liberaliter substitueret unum ex superioribus facultatibus, de quo dominus rector fuit bene contentus.

9 mars 1470.

Nona Martij judicta fuit congregacio universitatis apud Augustinenses hora nona per juramentum super hijs articulis :

Primus est. Ad audiendum ea, que acta sunt per d. rectorem et deputatos universitatis jn causa n. magistri m. Henricj de Zomeren et m. Petrj de Rivo necnon legi certum libellum recusacionis d. rectori per eundem m. Henricum datum, ac deliberandum desuper.

Quoad primum articulum retulit d. rector acta deputatorum, que erant circa mandatum quoddam in presencia m. nostri m. Henricj de Zomeren de consilio unanimj deputatorum et ex requestu singularj quasi omnium facultatum executum, videlicet quod prefatus m. Henricus Zomeren infra triduum traderet domino rectorj conclusiones, quas scripserat certis personis in privatis appellationibus suis tam in urbe Romana quam in curia principis Burgondiae, tanquam enunciatas a m. Petro de Rivo et suspectas de heresi; quod quidem mandatum fuit eidem factum sub pena perjuri, non tamen nisi precedentibus generosis admonestationibus per d. rectorem et Adrianum bedellum sibj factis.

Item quoad 2^{am} partem eiusdem articuli, videlicet de libello recusacionis reorum, lectus fuit idem libellus recusacionis; super quibus omnibus placuit universitatj ratificare et avoare omnia huiusmodi acta domini rectoris et deputatorum, jnhibendo eidem magistro adhuc, jta quod sub pena periurij adhuc teneatur prefatus m. Henricus jnfra triduum dictas conclusiones tradere d. rectorj ut supra secundum formam primj mandatj; alioquin quod contra eundem procedatur ad declaracionem periurij prout de jure.

Item quoad 2^{am} partem eiusdem articuli de magistro

Zoemerem in causa presenti, placuit universis dominis, [quod] rector cum certis deputatis et cum dominis de facultate theologie interesse volentibus debet procedere et testes compellere et examinare prout de jure in hijs, que facta sunt et in facto consistunt, et hijs expeditis et compta veritate de conclusionibus, quos m. Petrus de Rivo enunciasset, stabitur determinacioni dominorum et magistrorum de facultate sacre theologie, an conclusiones ipse catholice sint et sustinende vel non; voluit tamen facultas medecine, prout sepius in precedentibus congregacionibus universitas super eadem materia deliberavit, quod, ex quo apud d. rectorem resideat jurisdictio, per ipsum unacum deputatis suis jlla fieri deberent, quod examinationes testium, etc. in huiusmodi causa concernere videtur et quod ipse dictis dominis theologis ulterius traderet materiam.

25 juin 1470.

Anno LXX, xxv mensis Junij, jndicta fuit congregacio universitatis apud Augustinenses per juramentum jnfra octavam et nonam horas super hijs articulis :

Notandumque desobadienciam, rebellionem, presumptionem, superbiam, stulticiam et petulanciam Henrici de Zomerem...

Zoemerem. Quoad primum articulum retulit d. rector ea, que primo per eum, postea per suos deputatos acta fuerunt contra m. nostrum Henricum de Zomerem propter collationem per eum factam in novissimis vesperiis in theologia, jn qua collatione longum sermonem fecit de materia futurorum contingencium, que tamen pridie per universitatem commissa erat jnquisitioni dominj rectoris et eius deputatorum concorditer per universitatem, et de qua eciam eidem magistro Henrico jmpositum erat silencium per universitatem juxta tenorem conclusionis desuper capte;

et dixit d. rector, quod, licet ipse ex causis precedentibus bene potuisset turbasse dictum actum publice imponendo sibj silentium jbidem in scolis et alia faciendo, que ad silentium sibj jmonendum ibidem recte convertissent, tamen ob reverenciam venerabilis facultatis sacre theologie honestatemque supradicti actus et propter notabilitatem persone ipsius m. Henricj hoc facere distulit et expectavit usque finem actus; quo completo, commisit dominus rector Adrianum notarium universitatis ad exequendum in persona ejusdem m. nostri m. Henricj coram duobus testibus mandatum in hac forma, videlicet quod ipse jnfra tres dies..... sequenti traderet domino rectorj collationem predicatam in ea parte, qua tangebatur materiam futurorum contingencium, vel copiam ac auctenticam signatam manu alicuius notarij et hoc sub pena perjuri et privacionis; et jta Adrianus juxta commissionem (ut pre-mittitur) datam executus est dictum mandatum coram duobus testibus, videlicet magistro Wilhelmo Cacabarij ac Arnolde Trot, bedello dicte facultatis theologie; quo mandato taliter in eum executo, petijt ipse magister noster huiusmodi mandatum darij sibj in scriptis, alioquin non esset paratus respondere. Sic ergo Adrianus fecit relacionem suam d. rectorj, qui denuo misit ipsum Adrianum ad ipsum magistrum nostrum ad dicendum sibj, quod non esset moris aut consuetudinis universitatis, quod d. rector talia vel similia mandata daret in scriptis. Praeterea habuit d. rector in simili mandato et contra eundem in commissis concorditer a suis deputatis ex simili facultatem, quod huiusmodi mandatum sibj non traderet in scriptis, ex eo quod non erat moris vel consuetudinis dare talia mandata in scriptis. Et jta Adrianus dixit eidem m. Henrico coram duobus testibus; quj respondit Adriano ut supra.

Hijs ergo sic peractis, dominus rector fecit convocare deputatos ex singulis facultatibus in numero satis copioso,

quibus omnia premissa proposuit. Super quibus ipsi deputati deliberaverunt ratificantes huiusmodi mandatum suum et approbantes ea, que in hac parte fecit d. rector, et exigentes ab eo, ut die sequenti faceret fieri congregationem universitatis super dicto primo articulo, in qua congregatione omnia premissa proposuit d. rector in effectu et in forma, in presencia prefati m. nostri m. Henrici, qui post propositionem domini rectoris longum sermonem fecit in universitate verbo et in scriptis super premissis et maxime super dicto mandato excusando se et etiam respondendo ad ea, que per d. rectorem fuerant proposita presertim circa observanciam mandati, pretendens videlicet quod ad illud observandum non esset astrictus ex multis rationibus ibidem per eum lectis et dictis: super quibus omnibus hinc inde recitatis, dictis et diligenter auditis, conclusit universitas primo ratificans denuo predictum mandatum domini rectoris in ipsum m. nostrum m. Henricum pridem (ut premititur) executum, et approbans etiam omnia per eum acta circa emanacionem huiusmodi mandati, injungens ipsi m. Henrico tradere collacionem vel eius copiam juxta tenorem dicti mandati domini rectoris. Deinde imponens sibi silentium ut de huiusmodi materia futurorum contingencium de cetero taceret, ita quod in nullo loco publico de ea faceret mencionem et hoc sub pena privacionis ipso facto, addens finaliter universitas, quod, dicta collacione vel eius copia domino rectori exhibita, d. rector cum suis deputatis eandem collacionem diligenter visitabit, ita quod in casu quo per huiusmodi collacionem reperiatur ipse m. Henricus contravenisse conclusioni universitatis aut etiam mandatis domini rectoris pridem in eum factis, contra eum procedatur prout de jure. Et istis mediantibus universitas fuit contenta, quod in futura aula ipse m. Henricus modeste presideret.

7 septembre 1470.

Septima Septembris, iudicta fuit congregacio universitatis apud Augustinenses hora nona super hijs articulis : ...

Primus est. Ad audiendum magistrum Nicolaum de Traiecto, d. antiquum rectorem, in proponendo per eum super actis tempore suj rectoratus in materia inquisitionis, etc., et ambaciatores, quj novissime in hac materia missi fuerunt ad curiam principis necnon magistros nostros reverendos magistros Henricum Zomeren et Jacobum Schelwart et alios, si quj sint volentes aliquid proponere juxta conclusiones universitatis alias habitas.

Quoad ad primum articulum datj et nominatj fuerunt commissarij mittendj ad curiam principis videlicet d. Robertus de Lacu unacum Adriano Petri, notario universitatis.

Modus colligendi pecunias. Item circa hunc articulum proposuit d. rector de modo habendj pecunias pro dicta ambaciata expedienda et eciam pro notarijs et scriptoribus processuum in materia inquisitionis, etc. ; et retulit dominus antiquus rector certum modum alias per deputatos conceptum, videlicet quod facultas artium concederet universitatj xxv coronas et 4^{re} facultates, videlicet theologie, juris canonicj et legum simul etiam xxv coronas penderent universitatj; super quibus placuit universitatj et singulis facultatibus dictus modus conceptus per deputatos de dictis pecunijs modo predicto universitatj concedendis, et quoad salarium dictorum notariorum et scriptorum processuum commisit universitas domino rectorj et decanis singularum facultatum.

Quoad secundum articulum auditus fuit d. rector antiquus ad longum pro justificatione sui processus et actorum suorum in materia inquisitionis, jn quibus denuo petunt avocarj et approbarj, circa que acta facultas theologie

nondum sufficienter informata adhuc distulit avoacionem eorundem actorum, relique vero quatuor facultates habuerunt acta supradicta avoata et recommendata; jtem ordinavit universitas novam congregationem fiendam feria 2^a proxime futura, jn qua audiretur dictus magister noster magister Henricus Zomeren et Jacobus Schelwart ac alij proponere volentes.

10 septembre 1470.

Anno lxx, decima Septembris jndicta fuit congregacio universitatis apud Augustinenses hora nona super hijs articulis :

Ad audiendum magistros nostros magistros Henricum Zomeren et Jacobum Schelwart et alios proponere volentes juxta novissimas conclusiones universitatis.

Quoad primum articulum auditus fuit primo m. noster m. Henricus de Zomeren, 2^o m. noster m. Jacobus Schelwart, 3^o Robertus de Lacu super processu expedito per dominum antiquum rectorem jn materia jnquisicionis necnon actorum in eadem materia per d. Robertum de Lacu apud Rev. dominum prelatum d. Tornacensem, super quibus conclusit universitas, quod m. Henricus de Zomeren traderet copiam suorum dictorum jnfra sex dies, ad quod m. Henricus dedit responsum.

Item doluit universitas de contensionibus et differentiis dictorum proponencium.

Item m. Petrus Bode ut syndicus universitatis et nomine 4^{or} facultatum, videlicet juris canonicj, civilis, medicine et artium pecijt, quod magistri nostri magistri Henricus Zomeren et Jacobus Schelwart unacum commensalibus suis se retraherent et non interessent deliberacionibus facultatis theologie jn materia altercacionis currentis; jtem quod facultas theologie se declararet, an vellet adherere 4^{or} facul-

tatibus vel recedere (?) ab eisdem; super quo respondit facultas theologie, quod ipsa vellet adherere universitatj et se concordare cum 4^{or} facultatibus, quando ille concordarent se universitatj.

Item de supplicatione m. Petri de Rivo, quam in scriptis e-
 it, et per notarium universitatis legi fecit et instrum-
 pecijt cum protestacione, quod per hanc suppli-
 m non vellet contravenire jnhibicioni domini
 ansis inquisitoris etc. aut suorum subdelegatorum
 atj theologie placuit, quod
 sua scripta communicare;
 ac coercerj; relique vero
 acionem suam admiserunt, salva tamen
 m. Petrj, videlicet quod non fiat impe-
 dimentum quod jnquisitori.

1^{or} octobre 1470.

Ipsa die sancti Remigij post collacionem universitatis factam per m. Gerlacum Bout ac publicacionem statutorum tenta fuit congregacio universitatis super hijs articulis :

Item supervenit m. Nycolaus de Mera (?) antiquus rector pro assistencia universitatis, qui dixit sibj jnjurias fuisse illatas occasione suj officij rectoralis in sua deposicione per m. Henricum de Zomeren, et quod hoc sibj fierj debuit, allegavit statutum de defendendo rectorem in hijs, que pateretur racione suj officij, et quod in illa materia m. Henricus Zomeren cum suis commensalibus et domesticis excluderentur a deliberacione. Super quo facultas theologie voluit plenius deliberare precipue ad 2^{am} partem de excludendo dictos commensales; cetere 4^{or} facultates annuerunt supplicationi sue. Et jta conclusit universitas, attentis statutis, assistendum esse dicto m. Nycolao in jnstantia; et jnferatur hoc statutum in processu.

5 octobre 1470.

Quinta Octobris jndicta fuit congregacio universitatis apud Augustinenses hora nona super hijs articulis :

Ad audiendam relacionem dominj Robertj de Lacu super actis per eum nomine universitatis in curia principis.

Quoad primum articulum retulit dominus Robertus ad longum ea, que per eum nomine universitatis in curia principis in Hesdinio.

necnon super litteris scriptis per universitatem ac singulas facultates ac commissarios reverendi patris domini Tornacensis in Lovanio jn materia jnquisitionis ore r. p. d. Tornacensis ad litteras principis universitatj in eadem materia jnquisitionis directas. Circa que universitas regraciabatur eidem domino Roberto ac alijs dominis et fautoribus universitatis in curia principis, qui in hijs punctis pro universitate fideliter et cordialiter laboraverunt, et habuit universitas omnia huiusmodi acta rata, grata, avoata et recommendata, et deputavit eundem dominum Robertum unacum Adriano Petrj bedello ad presentandum litteras per dominum ducem eiusdem presidenti et alijs de consilio Brabantij in materia naturalium directas, et de modo ulterius persequendj et conducendj dictas materias commisit universitas domino rectorj cum suis deputatis, et voluit universitas, quod dicte littere in materia naturalium per dominum ducem et suum magnum consilium in gallico scripte redigerentur in latinum, ut eo melius deputatj super eisdem deliberare possent.

Item m. noster m. Henricus de Zomeren satisfaciendo conclusionj universitatis exhibuit et apud me notarium dimisit sua scripta, quibus excopiatis, ea sibj restituj pecijt et obtinuit.

19 octobre 1470.

xix Octobris iudicta fuit congregacio universitatis apud Augustinenses hora nona super hijs articulis :

Primus est. Ad audiendum aliqua exponj coram universitate et commissarijs reverendi patris domini Tornacensis circa materiam jnquisitionis currentis.

Quoad primum articulum in conspectu universitatis necnon dominorum commissariorum r. p. d. Tornacensis exposuit m. Petrus Bode, syndicus universitatis, ac eius nomine et presertim 4^{er} facultatum, videlicet juris canonicj, civilis, medicine et artium, ea que per certos fautores earundem facultatum in universitate Coloniensj et per venerandam facultatem theologie eiusdem universitatis Coloniensis in materia jnquisitionis currentis pro honore universitatis acta fuerunt tam super statuto alias in hoc materia condito et in libro statutorum facultatis artium universitatis studij Lovaniensis conscripto quam super articulis de futuris contingentibus, etc., ac super certo tractatu in hoc materia per m. Petrum de Rivo composito et facto ; et quod, prehabita super premissis matura deliberacione, ipsa facultas sacre theologie universitatis Coloniensis certam conclusionem unanimiter cepisset et quod certj ac plures magistrj eiusdem facultatis eandem conclusionem manibus eorum proprijs subscripsissent, quam conclusionem ipse promotor necnon dictum statutum ex libro statutorum facultatis, quem jbidem exhibuit, legj et publicarij pecijt, et jta publice per notarium universitatis in presencia dictorum dominorum commissariorum ac ipsorum notariorum, videlicet m. Conrardj de Leodio et Gabrielus Hans, jbidem lecta et publicata fuerunt; quibus perlectis, jdem syndicus pecijt et requisivit nomine quo supra per ipsos dominos commissarios in eorum actis pre-

missa omnia ponj et registrarj et de singulis per eos auditis dicto reverendo patri domino Tornacensi fidelem relationem fierj; jdem ipsi dominj commissarij sponte et gracie facere sponponderunt, commiseruntque dictis eorum notarijs, quatenus premissa omnia et singula fideliter registrarent et de singulis jbidem propositis copiam auctenticam caperent et in actis ac processu eorum ponerent et conscriberent.

Deinde m. noster Henricus de Zomeren ad longum dixit et exposuit ea, que sibj in hoc negocio pro suo honore, excusacione et opinione facere videbatur; jnsuper m. Petrus de Rivo pro verificatione dicte facultatis theologie studij Coloniensis in medium exhibuit dictum suum tractatum et jbidem solempniter profestatus fuit, prout pluries protestatus est, quod in omnibus suis in hac materia dictis, enunciatis et scriptis se submitit et submittit determinacioni sancte sedis apostolice ac quorumcumque aliorum jntelligencium, exclusis magistris nostris magistris Henrico de Zomeren et Jacobo Schelwart et suis de domo eorum, quos habet suspectos; et fuit ipse m. Petrus de Rivo contentus, quod quicumque vellet sua scripta in hac materia facta videret et visitaret.

Quibus jta peractis, universitas regraciabatur dicte facultatj et magistris nostris eiusdem facultatis sacre theologie universitatis Coloniensis de favore et laboribus universitatj Lovaniensi in hac materia jmpensis et factis, similiter fautoribus alijs, qui fideliter in hac materia laboraverint pro veritate jnquirenda.

3 novembre 1470.

In die sancti Hubertj post missam universitatis tenta fuit congregacio universitatis in magno refectorio fratrum predicatorum...

.

Deinde m. Petrus Bode, syndicus universitatis, ex officio proposuit, qualiter in jus traxisset coram domino rectore magistrum nostrum m. Henricum de Zomeren et sibj libellum dedisset super dampno universitatj per eum facto, ex eo quod alias jnstantia (?) universitate mutacionem conservatorum privilegiorum universitatis in Romana curia fierj procurasset, etc. Ad quem libellum ipse partim jmpertinenter et jnjuriose respondisset, que responsio in parte per eundem syndicum lecta fuit; et in effectu pecijt acta sua in ea parte avoarj et ratificarj et ulterius sibj mandatum per universitatem darj ad huiusmodi casum persequendum, etc. In casu quo jta placeret universitati 2^o proposuit, qualiter de mandato 4^{or} facultatum, videlicet juris canonicj, civilis, medicine et artium requisivisset decanum facultatis theologie, quatenus fierj faceret congregacionem eiusdem facultatis theologie ad dandum eorum judicium super conclusis per facultatem theologie universitatis Coloniensis et adhuc nomine earundem facultatum exhortabatur eosdem dominos et magistros facultatis, quatenus super dictis conclusis eorum judicium darent; et ididem pecijt m. Petrus de Rivo, exclusis magistris nostris magistris Henrico Zomeren et Jacobo Schelwart.

Item proposuit promotor in deliberacione, an ipse magister noster m. Henricus propter sua demerita veniret deliberacionis privatus. Item peciit jpse promotor, quod dictus m. Henricus et omnes de sua domo excluderentur a deliberacionibus in facultate theologie super punctis concernentibus materiam de futuris contingentibus, etc.; et ididem eciam pecijt m. Petrus de Rivo juxta conclusiones universitatis desuper captas. Insuper idem magister Petrus de Rivo rogavit dictas quatuor facultates, quatenus cum eo rogarent dictos magistros facultatis theologie, exclusis dictis magistris nostris magistris Henrico Zomeren et Jacobo Schelwart, quod vellent se declarare an in suis tractatibus

exhibitis aliquid esset offensivum et desuper eorum iudicium darent.

Ex adverso sepedictus magister Henricus Zomeren super premissis quantum potuit se excusavit et dixit, quod super premissis, signanter super privacione, universitas deliberare non posset nec debet, nisi prius super eisdem esset specialis congregacio iudicta, etc. cum expresso articulo.

Super quibus omnibus conclusit universitas : primo habuit acta predicta dominj promotoris rata, avoata et recommendata, et sibj dedit speciale mandatum ad persequendum ulterius dictas causas inchoatas ac alias quascumque inchoandas super injurijs quibuscumque personis jllatis vel jnferendis contra dictum magistrum nostrum magistrum Henricum et alias quascumque personas. Item quoad declarationem privacionis voluit universitas, quod desuper fieret specialis congregacio eciam cum expresso articulo. Item de iudicio dando per facultatem theologie, ad hoc 4^{or} facultates exhortabantur facultatem theologie, que nondum consencijt, donec ad hoc esset per reverendum patrem dominum Tornacensem aut alias legitime exhortata seu requisita. Item de excludendo magistros nostros m. Henricum et Jacobum et omnes de domo eorum mansit universitas in primis conclusis, videlicet quod omnes secluderentur a deliberacionibus suis, dum fieret deliberacio de articulis controversis de futuris contingentibus, etc., non tamen in alijs causis. Facultas tamen theologie duxit se non satis consultam de jure jllius negocij.

19 novembre 1470.

xix Novembris iudicta fuit congregacio universitatis ad requestam promotoris universitatis per juramentum hora nona in Augustinensibus super hijs articulis :

Primus est ad deliberandum de et super articulis in

ultima congregacione pro parte dicti promotoris propositis an videlicet magister noster m. Henricus de Zomeren a dicta alma matre nostra privarij debet et abscindj perjurisque declararij ac alias mulctarij et privarij propter tunc narrata et adhuc proponenda.

Circa primum articulum retulit Arnoldus Trot, bedellus facultatis theologie, magistrum nostrum m. Henricum de Zomeren in persona ad instanciam promotoris juxta formam et tenorem primj articuli citasse; deinde decanus m. Petrus Bode tanquam promotor universitatis, presente dicto m. nostro m. Henrico, primo protestatus fuit, quod per ea, que propositurus esset non nomine proprio proponere intenderet, sed ex officio et tanquam promotor et non animo injuriandi cuique; qua protestatione facta, ipse repecijt summarie ea, que alias in dicto die sancti Huberti in magno refectorio Predicatorum contra m. nostrum m. Henricum de Zomeren in congregacione universitatis proposuerat, et jn quantum illa non sufficerent ad penam petitam videlicet privacionis etc., juxta tenorem articuli, extunc de novo in presentj congregacione contra ipsum m. nostrum m. Henricum proposuit, plura alia puncta extracta ex quibusdam famosis scripturis dicti m. nostri alias per eum in universitate, ut premittitur, lectis et exhibitis, que puncta ad requestam dicti promotoris per notarium universitatis jn conspectu ejusdem universitatis publice lecta fuerunt; jnsuper pecijt legj et publicarij per eundem notarium duas conclusiones universitatis pridem captas, videlicet xvij Januarij et xxv Junij annj lxx, per quas, ut asseruit, eidem m. nostro fuit jmpositum silencium sub pena privacionis ipso facto, et jta per notarium lecte et publicate fuerunt; quibus lectis, dixit promotor, quod, illis non obstantibus, de post bina vice in scholis theologorum jdem m. noster publice mencionem fecisset de futuris contingentibus, etc.; ex quibus omnibus et attento jurā-

mento per ipsum m. n. m. et quodlibet suppositum universitatis domino rectorj et universitatj prestito, pro tempore, conclusit et pecijt dictum m. nostrum Henricum a corpore universitatis necnon privilegijs, gracijs, honoribus et libertatibus ejusdem abscindj et privarj perjurumque declararj necnon in centum et quinquaginta florenos de camera condemnarj, et quod recognoscat se delinxisse et ad genua ponat et veniam petat moderamine universitatis in omnibus super salvo.

Ex adverso dictus m. noster m. Henricus de Zomeren primo pecijt sibj concedj notarium, qui sibj fidem facere haberet de per eum jbidem dicendis et legendis; et fuit universitas contenta, quod notarius universitatis desuper sibj fidem faceret jnsuper quoad proposita per dictum promotorem contra eum jn die sancti Hubertj et, ut premititur, jam summarie resumpta; necnon ad substanciam dictarum duarum conclusionum respondit et se excusavit in scriptis, que jbidem publice legit et apud notarium universitatis dimisit. Et quoad dicta alia puncta de novo contra eum proposita pecijt sibj statuj terminum competentem ad deliberandum et respondendum, promotore exadversus contradicente sibj nullam deliberacionem darj debere, attento quod tam notorie in conspectu totius universitatis delinxisset, ut patet in dictis proprijs suis scripturis in universitate per eum lectis et prius debitam requisitionem sibj factam per eum exhibitis; postremo jdem m. n. m. Henricus de Zomeren jbidem publice certum libellum refutatorium contra facultatem artium et certas alias personas de alijs facultatibus exhibuit et dixit et protestatus fuit et ad sanctam sedem apostolicam provocavit et appellavit prout in ipso libello refutatorio jbidem publice per ipsum m. nostrum lecto et apud notarium universitatis dimisso lacius habetur et continetur; super quibus omnibus jbidem per eum dictus et lectus sibj a notario universitatis fierj pecijt jnstrumenta unum vel plura.

Quibus omnibus, ut premittitur, peractis, conclusit universitas quoad proposita per syndicum in ultima congregatione universitatis, videlicet in die sancti Hubertj, necnon dictas duas conclusiones, ex quibus pecijt m. nostrum m. Henricum privarj et perjurum declararj, se velle plenius et maturius deliberare; et quoad dicta alia puncta in presentj congregatione de novo proposita, dedit universitas eidem m. nostro m. Henrico terminum octo dierum ad deliberandum et respondendum.

26 novembre 1470.

xxvj mensis Novembris jndicta fuit congregacio universitatis per juramentum hora nona apud Augustinenses super hijs articulis :

Primus est, quia m. noster m. Henricus de Zomeren in ultima congregatione obtinuit terminum deliberandj et respondendj ad octo super tunc sibj objectis videlicet privacione et perjurio etc., ad audiendum eundem et ulterius deliberandum et concludendum.

Quoad primum articulum auditus fuit m. noster m. Henricus Zomeren et primo pecijt notarium sibj concedj ad faciendum sibj fidem et jnstrumenta super suis dicendis; et fuit universitas contenta, quod notarius universitatis sibj serviret in suis dicendis. Item protestatus fuit, quod per ea, que dicturus esset, non intenderet alicuj jnjuriam inferre, sed animo defendendj se et justificandj suum jus et jnformandj universitatem. Item obtulit se paratum et pecijt stare jurj coram domino rectore vel reverendo patre domino Lexoniensi super quibuscumque sibj imponendis etc. contra quascumque personas, et dixit se non petere gratiam, sed pecijt sibj justiciam ministrarj. Item receijt libellum suum recusatorium alias in universitate lectum et exhibitum contra facultatem artium et certas alias personas

ex alijs facultatibus. Item commemoravit universitatj litteras jllustrissimj principis dominj Burgondiae, Brabantij etc., ducis, duas, quarum copia jbidem publice exhibuit et legj pecijt, et jta lecta fuit. Item premissa et plura alia successive verbo et in scriptis ad longum dixit, respondit ac protestatus fuit prout in certis scriptis per eum jbidem publice lectis et per eum exhibitis et apud notarium universitatis dimissis laicius habetur et continetur. Eciam pecijt sibj dilacionem concedj usque ad proximam congregationem universitatis animo melius universitatem jnformandi et particulariter ad singula respondendj super articulis alias sibj per promotorem universitatis in ultima ejus congregacione objectis, quia, ut dixit, non potuit suas scripturas de hac oppugnacione reperire nec ab Adriano notario universitatis jbidem presente copiam clausularum, ex quibus facte sunt, ut dixit, excerptaciones, obtinere, licet sepe ad hoc jnstiterit.

Ad que dictus Adrianus, postquam idem m. noster auditus fuerat, in omnibus, que dicere voluit, se excusando, ad statim respondit et dixit se semper fuisse paratum ad dandum eidem m. nostro copiam dictarum et aliarum quarumcunque scripturarum per eum exhibitarum, sed verum fuit quod ipse m. noster die Martis novissime preterita sibj tradi et concedj pecijt originales suas scripturas in universitate et per universitatem ad hoc compulsus exhibitas et ex quibus articuli perjuriorum sibj per promotorem impositi et datj extractj erant, quod jdem Adrianus sine concensu universitatis facere non audebat, nec, ut dixit, tenebatur; et jta inter se convenerunt, quod ipse Adrianus daret eidem m. nostro copiam dictorum articulorum ex dictis suis scripturis extractorum et per promotorem universitatis in ultima congregacione sibj objectorum, quam copiam, ut dixit, eidem m. nostro misit die sequentj videlicet mercurij ante prandium cum Hugone Mol, bedello

facultatis medicine, qui huiusmodi copiam scripsit et cui idem Adrianus dictas scripturas omnes sub firma custodia dedit ad excopiandum, et quascunque copias, quas idem m. noster habere vellet sive in toto sive in parte faciendum. Insuper dixit Adrianus, quod ipse m. noster eodem die mercurij post prandium jtem misit suum clericum ad eum ad habendum dictas suas originales scripturas et ut eas idem Adrianus sibj concederet ad excopiandum et visitandum principium et finem dictarum scripturarum: quod idem Adrianus, ut prius, facere non audebat, et recusavit, sed dixit eidem clerico m. nostri, quomodo dictas scripturas tradidisset dicto Hugonj Mol ad excopiandum in toto vel in parte ea, que m. noster habere vellet; et jta idem clericus accessit Hugonem, ut Hugo sibj retulit, et dixit idem clericus in hijs vel similibus verbis: « Hugo, incepisti excopiare scripturas m. nostri? » Dixit Hugo quod non, « quia magister noster non mihi commisit ». Dixit clericus: « Bonum est, quia m. noster est contentus habere solum principium et finem; et jta ego fui ad Adrianum, quj est contentus quod vos detis vel portetis magistro nostro dictas scripturas et quod ipse posset eas videre et dicere quid velit habere in principio et in fine. » Et respondit Hugo se hoc ab eodem Adriano non habere in commissis, sed, si m. noster vellet habere copiam in toto vel in parte, paratus esset ad statim sibj facere copiam et quod hoc diceret domino suo; et jta clericus recessit et deponit idem Hugo nec ipse Adrianus aliquid audiverunt ex parte dicti m. nostri. Et jta ipse Adrianus rogavit eundem m. nostrum, quatenus super premissis se habere vellet excusatum et quod jta actum fuit. Ipse Adrianus se referebat ad ipsum m. nostrum, qui contra premissam excusacionem dictj Adrianj nihil obiecit seu replicavit, sed se contentum esse dixit.

Ex adverso m. Petrus Bode ut promotor universitatis

pecijt, premissis non obstantibus, propter notorietatem facti ex propria sua confessione et alias dictum m. nostrum m. Henricum de Zomeren privarj perjurumque declararj et alias mulctarj et punirj prout alias in pristinis congregationibus universitatis pecijt et conclusit. Et quoad dictas litteras principis lectas respondit promotor ad propositum non servire, quia dicte injurie diu jllate sunt et facte post datam ac primam presentationem earundem litterarum principis. Item requisivit jdem promotor facultatis theologie, quatenus non admitterent habitantes in collegio ad deliberandum super premissis.

Quibus jta peractis, dominus vicerector premissa omnia posuit in deliberacionibus facultatum, que se ad deliberandum retraxerunt et, factis deliberacionibus inter se, redierunt facultates ad reddendum earum deliberata domino vicerectorj; et cum facultates sua deliberata redderent, statim post deliberacionem trium primarum facultatum dictus m. noster m. Henricus Zomeren surrexit et in suis manibus certam appellacionem in scriptis habuit et juxta tenorem ejusdem verbo appellavit et protestatus fuit et eam universitatj verbo jnsinuavit ac jbidem eandem ad statim legj et publicarj pecijt et requisivit ac in manibus notarij universitatis eam ad legendum tradidit et erras eidem dedit petens sibj desuper jnstrumenta fierj unum vel plura.

Istis non obstantibus, facultates requisiverunt dominum vicerectorem, quod ulterius audiret et reciperet deliberacionem reliquarum duarum facultatum, et jta factum fuit.

Item post deliberaciones omnium facultatum et ante conclusionem dictus m. noster m. Henricus jtem surrexit et dictum dominum vicerectorem instanter requisivit, quatenus non concluderet, donec dicta sua appellacio lecta foret, alioquin protestabatur de jnjurijs et conamine et de persequendo contra personam dicti dominj vicerectoris suis loco et tempore.

Ex adverso dictus syndicus et plures de diversis facultatibus requisiverunt dominum vicerectorem, quod primo concluderet et jta repetitis vicibus ab utraque parte requisiverunt dominum vicerectorem; quibus sic jnstantibus et requirentibus, dictus dominus vicerector respondit, quod hic esset punctus inter quem non jntelligeret; quapropter se in perplexitate constitutum dixit et quod esset paratus concludere pro quocunque et contra quemcunque prout de jure, etc., sed esset contra principium suum. Et licet ipse haberet ex deliberacionibus facultatum quid ipse juxta statuta concludere teneretur, attentis tamen premissis, pecijt, quod facultates se retraherent et sibj darent et decernerent quod illorum vellent primo fierj. Et jta facultates se retraxerunt et dixerunt et deliberaverunt, quod primo concluderet et quod deinde appellacio predicta legeretur cum protestacione, quod universitas non jntendit aliquid facere contra jnhibicionem sibj ex parte reverendi patris domini Tornacensis factam.

Quibus omnibus sic actis, conclusit universitas, quod m. noster m. Henricus de Zomeret debeat recognoscere se deliquisse et se humiliare et veniam petere ad statim et ad genua jn presentia jllius universitatis, secus alioquin habuit vicerector eum privatum ab universitate.

Qua conclusione sic, ut premittitur, capta, sepedictus promotor pecijt a dicto magistro nostro m. Henrico de Zomeren jbidem adhuc presente et premissa audiente, an juxta formam dicte conclusionis se humiliare vellet; et respondit, quod non, sed vellet jnherere appellacioni sue, quam tunc legj pecijt; et jta per notarium universitatis publice in conspectu universitatis lecta fuit; qua lecta, sibj de articulis responderj pecijt; super quibus omnibus antedictus m. n. m. Henricus ex una ac promotor ex alia partibus sibj a notario universitatis unum vel plura publicum seu publica jnstrumenta fierj pecierunt et quilibet eorum pecijt.

29 novembre 1470.

In profesto Andree penultima Novembris jndicta fuit congregacio universitatis apud Predicatores per juramentum hora nona super hijs articulis :

Item proposuit d. vicerector, quomodo in visitacione actorum fuit varietas opinionum jnter deputatos utrum conclusio privacionis magistrj nostrj m. Henricj de Zomeren deberet formarj cum illo adiecto « ex deliberacionibus quatuor facultatum » vel non. Et placuit eisdem deputatis, quod poneretur in deliberacione universitatis. Et conclusum fuit per universitatem, quod dicta particula non esset addenda.

Item proposuit Adrianus, notarius universitatis, an ipse deberet dare petentibus nudam conclusionem, per quam m. noster m. Henricus de Zomeren est privatus, vel eam cum actis suis, et an deberet fierj processus si sic ex quibus actis et an solum ex actis continentibus jnjurias m. Nycolao de Traiecto illatas vel ex omnibus per promotorem propositis, et an deberet jnserj protestacio propter jnhibicionem reverendj patris dominj Tornacensis; et ad conficiendum huiusmodi processum pecijt Adrianus sibj dare deputatos; et dedit universitas sibj pro deputatis decanos singularium facultatum et facultas theologie dedit adiunctum videlicet magistrum nostrum m. Jo. Godshuesdeel, et voluit quod in processu dicta protestacio jnsereretur.

Item promotor pecijt sibj darj mandatum ab universitate ad faciendum jnquisicionem per scrutinium inter supposita universitatis, an ipsa vellent adherere conclusioni universitatis de privacione m. Henricj vel non, quia plures habuit suspectos, quj, ut presumebat, faverent m. Henrico; et conclusit universitas, quod promotor huiusmodi jnquisicionem faceret et quod fieret publicacio de privacione ipsius m. Henricj, prout ipse promotor huiusmodi publicacionem

fieri pecijt, videlicet ad valvas ecclesiarum sub sigillo rectoratus, etc.

Item comparuit in conspectu universitatis m. noster m. Henricus de Zomeren, habens in suis manibus quandam appellacionem, quam ibidem stans in loco supplicancium legit et appellavit et eam universitatj ibidem publice intimavit et insinuavit et sibj de articulis responderj pecijt et cetera fecit, prout in ipsa cedula appellacionis, quam o universitatis dedit, continetur, repetens etiam libellatorium alias per eum datum, quibus sic actis t, uti beneficio juris, jvit ad locum suum in sua et in universitate, ibidem sedit.

adverso promotor universitatis pecijt et requisivit, quod ipse m. noster exire universitate; alioquin pecijt juxta statutum eum declarari perjurum; quod omnia dominus vicerector posuit in deliberacione universitatis; et, antequam facultates se retraxerunt, dictus magister noster de novo dedit et publice legit quendam libellum recusatorium ac dixit et protestatus fuit, prout in eodem libello continetur.

Et jta retraxerunt se facultates, ex quarum deliberacionibus conclusit d. vicerector, quod m. n. m. Henricus Zomeren haberet exire universitate; et jta exivit.

A qua conclusione dictus magister noster verbo appellavit et de injurijs protestatus fuit repetens dictam suam appellacionem ac suum libellum recusatorium, super quibus omnibus per eum, ut premititur, actis et expeditis a notario universitatis sibj fieri pecijt jnstrumenta unum vel plura. Insuper presente adhuc m. nostro m. Henrico in universitate, m. Johannes Costecieree tamquam decanus facultatis juris canonicj et nomine ac ad requestam eiusdem facultatis publice protestatus fuit de injurijs dicte facultatis per ea, que continentur in dicto libello recusatorio ultime lecto illatis; super quibus sibj similiter jnstrumenta fieri

peciit ulterius super articulis per m. nostrum m. Henricum prout in dicta sua appellacione continetur petitis.

Conclusit universitas sibi articulos dando esse et dedit sibj pro... culpam suam et articulos sibj per promotorem obiectos et per eundem publice in conspectu universitatis lectos et confessatos ac jnobedienciam suam juxta jnjunxionem universitatis, pretrea dominus vice-rector et universitas omnibus melioribus via, jure, modo, causa et serie constitueret conjunctim eorum syndicos seu procuratores citra tamen revocationem quoruncumque aliorum sindicorum seu procuratorum per eos hactenus constitutorum, videlicet venerabiles ac circumspectos viros dominos ac magistros Johannem Steenwinckele, Jo. Sanagetj, Ditmarum de Mariscallo, Paulum Maeluesin et dominum Theodorum Clunroede in Romana curia residentem absentes tamquam presentes et quemlibet eorum jnsolidum, etc. Ad jpsorum dictorum constituentes nomine et pro eis in Romana curia in causa et causis appellacionis supradicte contra ipsum m. nostrum m. Henricum de Zomeren ac alias quascunque personas, etc. necnon litteras quascunque neccessarias et apostolicas jmpetrandum et obtinendum, necnon in causa et causis supradictis, que coram quibuscunque causarum apostolicarum auditoribus datis vel dandis ac alijs iudicibus ecclesiasticis vel secularibus, ordinarijs, extraordinarijs, delegatis, subdelegatis et alijs quibuscunque in Romana curia et alibj contra dictum m. nostrum m. Henricum de Zomeren et alias quascunque personas ecclesiasticas vel seculares, eciam si collegia, capitula, communitates vel universitates existant comparendum, causamque seu causas motam, motas aut movendam vel movendas vel eciam forsitan agerent; jpsosque dominos constituentes eorumque jura et bona in omnibus et per omnia defendendum agendumque, libellum seu libellos ac quascunque petitiones summarias dandum et recipiendum darique et recipi,

videndum litem seu lites contestandum etc. cum potestate constituendj ac alijs clausulis neccessarijs, opportunis et requisitis jn meliorj forma. Super quibus voluerunt et pecierunt fierj per notarium universitatis jnstrumenta sub sigillo rectoris universitatis unum vel plura.

Acta fuerunt hec secundum modum et formam predictos in dicta congregacione, presentibus jbidem discretis viris Arnolde Trot, bedello facultatis theologie, et Petro Perlic, cursore universitatis, notarijs publicis testibus, Cameracensis et Leodiensis diocesum ad premissa vocatis specialiter et rogatis.

Die vero predicta post prandium reverendus dominus rector quantum in eo fuit approbavit omnia et singula per dominum vicerectorem et universitatem (ut premittitur) acta necnon secundum modum et formam predictos eosdem procuratores constituit, etc. Acta fuerunt hec jnfra domum jnhabitacionis dicti domini rectoris, presentibus jbidem dicto Arnolde Trot et Hugone Mol, testibus ad premissa vocatis.

Item in congregacione predicta d. Robertus de Lacu avizando universitatem dixit, quod universitas bene attenderet ad dictum terminum trium mensium per dictum m. Henricum m. Henricum de Zomeren ad comparandum in Romana curia universitatj assignatum, quia periculum posset esse in mora. Et voluit universitas quod deputatj ad hoc bene attenderent.

30 décembre 1470.

In crastino beati Thome jndicta fuit congregacio universitatis apud Augustinenses hora nona super hijs articulis :

Item lecta fuit quedam appellacio jnterposita per m. nostrum m. Henricum de Zomeren alias in judicio domini rectoris super publicacione privacionis sue, etc.,

qua lecta, universitas dedit eidem eosdem .., quos alias sibi dedit in profesto Andree (1) in Predicatoribus super appellatione tunc interposita super dicta sua privacione, etc.

Et conclusit universitas, quod si contingeret aliquid suspectum per m. nostrum m. Henricum aut aliam quamcunque personam occasione huius questionis currentis inquietarij, molestarj seu in jus trahi, quod universitas illud seu illa defendet et defendere vult.

31 janvier 1471.

Anno lxxj, mensis Januarij die ultima, iudicta fuit congregacio universitatis apud Augustinenses hora nona super hijs articulis :

Primus est ad videndum presentarij rectorj et universitatj certas litteras per magistrum Jo. Beyart a reverendo in Christo patre domino Tornacensi eisdem rectorj et universitatj, ut dicit, directas.

Quoad primum articulum presentate fuerunt certe littere universitatj ex parte reverendi patris domini Tornacensis per unum ex familiaribus m. nostri m. Henricj de Zomeren, que cum reverencia recepte fuerunt et lecte; super quibus due facultates (medicine et artium) petiverunt copiam et conclusit universitas, quod rescriberetur eidem reverendo patri Tornacensi graciaram actio de suo favore. Et ulterius prout deputatis videretur.

Item proposuit dominus rector de salario notariorum et aliorum, qui servierunt et scripserunt in processibus factis tam in materia futurorum contingentium quam in materia privacionis m. Henricj de Zomeren; et conclusit universitas, quod eisdem fieret solucio rationabiliter ad dictamen domini rectoris et deputatorum.

(1) 29 novembre 1470.

28 février 1471.

Anno lxxj, mensis Februarij die ultima, jndicta fuit congregacio apud Augustinenses hora nona per juramentum super hijs articulis :

Quoad 2^m articulum narravit dominus rector, quomodo super modo rescribendj reverendo patri domino Tornacensj fuisset concepta certa forma, que fuit visitata per deputatos, quibus videbatur bonum esse, quod cause pendentes contra m. Jacobum Schelwaert et m. Jo. Beyart contemplacione dicti reverendi patris dominj Tornacensis usque festum Johannis proxime venturum suspenderentur; super quibus conclusit universitas, quod necessario (?) esset rescribendj dicto reverendo patri et jpsum per universitatem de processu et veritate cause m. Henricj de Zomeren jnformandj; et quia jntellexit facultatem medicinae quoad causam m. Jacobj et facultatem artium quoad causam m. Jo. Beyaert esse paratas ad rescribendum sic, eisdem commisit munus rescribendj.

Jtem narravit dominus rector se illo die ante congregationem per manus m. Nijcolaj Hellis litteras jllustrissimj principis universitatj directas recepisse mencionem facientes de causis expeditis et pendentibus contra m. Henricum de Zomeren, m. Jacobum Schelwart et m. Jo. Beyart; quas universitas cum reverencia qua decuit recepit et eas legi et publicari mandavit, et jta lecte fuerunt; et quia non petiverunt, rursus sic universitas desuper non deliberavit.

Jtem m. Petrus Bode, syndicus universitatis, requisivit facultatem theologie prout alias, quatenus super dubijs existentibus jnter m. Henricum Zomeren et m. Petrum de Rivo scriberet et suam opinionem daret prout facultas theologie universitatis Coloniensis dedit et scripsit; super quibus facultas theologie non respondit.

31 mai 1471.

Anno lxxj ultima mensis Maij iudicta fuit congregacio apud Predicatores hora nona super hijs articulis per iuramentum :

Item proposuit m. Petrus Bode, promotor universitatis ex officio, de lectione, quam m. Henricus de Zomeren in theologia legere habuit, quod post privacionem ipsius ab universitate unus ex magistris nostris sacre theologie professoribus videlicet m. Egidius Baelioel lectiones ipsius m. Henricj turno et septimanis suis publice in scholis theologie et pro ipso m. Henrico legit et fecit, quod facere non debuit; et ad hoc allegavit certum statutum universitatis, quod lectum fuit; quare pecijt dicto magistro nostro magistro Egidio ac ceteris de universitate inhiberi, quod talia vel similia de cetero non attemptent neque faciant; super quibus conclusit universitas, quod super isto articulo voluit manere in statuto per promotorem allegato et lecto et quod practicaretur statutum contra contrarios facientes.

1^{er} octobre 1471.

In die sancti Remigij post collacionem factam nomine facultatis medicine per m. Anthonium de Thenis, artium magistrum et in medicina licenciatum, ac publicationem statutorum universitatis tenta fuit congregacio universitatis apud Augustinenses, in qua reverendus pater d. abbas Parchensis nomine m. nostri m. Henricj de Zomeren supplicavit, quatenus ipse Zomeren posset in turno suo legere lectionem suam per substitutum, attento quod, licet erat privatus ab universitate, non tamen erat privatus prebenda neque lectura; super quibus conclusit universitas, quod non legeretur substitutorio nomine m. Henricj de Zomeren; verumtamen, ut provideretur auditoribus et non frustrarentur lectionibus, placuit universitatj, quod lege-

retur, dummodo tamen per hoc non prejudicaretur statutis vel conclusionibus universitatis; in causa tamen dubij dedit deputatis, salvis tamen semper conclusis et statutis.

Deinde jdem reverendus pater dominus Parchensis dixit se ex urbe Romana et a diversis personis, non tamen a magistro Henrico de Zomeren, diversas litteras recepisse, per quas sibj, ut dixit, est scriptum, quod propter litteras ex universitate Lovaniensj in urbe sanctissimo [patri] nostro et certis cardinalibus contra m. Henricum de Zomeren scriptas, jdem pater sanctissimus s. d. noster papa fuisset de eisdem litteris tam male contentus ex eo quod per easdem universitas Lovaniensis approbavit dicta m. Petry de Rivo, quod, nisj bonj amicj jmpedivissent, sanctitas sua totam universitatem Lovaniensem declarasset hereticam; et dixit eciam jdem reverendus pater dominus Parchensis, quod famabatur, quod dicte littere misse non processerunt ex mente universitatis nec erant littere universitatis, sed certarum privatarum personarum jpsius universitatis. Jnsuper idem reverendus pater jbidem publice jnter alia dixit quoad signaturas magistrorum nostrorum facultatis theologie studij Coloniensis alias datas et scriptas in materia futurorum contingencium etc. sibj esse scriptum, quod dictj dominj Coloniensis easdem signaturas non subscripissent. Super istis non fuit deliberatum conclusive.

Item de litteris missis et mittendis in urbe Romana pro defensione causarum universitatis jbidem pendencium contra m. Henricum de Zomeren, placuit universitatj, quod ille littere mittende post earum confectionem legerentur et publicarentur in universitate.

Ulterius dictus reverendus pater dominus Parchensis dixit, quod multj erant ex suppositis universitatis, qui clamabant contre capitacionem ordinatam et conclusam et qui non vellent contribuere contra m. Henricum de Zomeren. Eciam jpse opposuisset se; sed, quia in dicta

capitatione habetur, quod prelatj et nobiles dabunt ad voluntatem eorum, etc., sic non scivjt an esset asstrictus aliquid dare, et jta fuit contentus.

Super quibus declaravit se universitas, quod, licet in dicta capitatione haberetur, quod prelatj et nobiles dabunt ad voluntatem eorum, etc., quod jpsi debent solvere et non minus quam doctores, sed plus ad voluntatem eorum. Et voluit, quod ulterius procederetur ad collacionem capitationis prout conclusum et jnceptum est.

Postremo post premissa jncontinentj dictus m. Petrus de Rivo super premissis per dominum Parchensem propositis et eum concernentibus pro justificatione tractatorum suorum et aliorum suorum dictorum in hac materia, dixit se vidisse quemdam tractatum de hac materia, ut jntellexit, per sanctissimum dominum nostrum papam modernum compositum et ex eodem extraxisse sub brevibus quinque puncta, qui continent totam substanciam eiusdem tractatus; que quidem puncta jbidem publice legit et exposuit ac cum eisdem declaravit fuisse et esse de mente ac opinione eiusdem sanctissimi domini nostri pape, non reprobare scripta dominj et magistri Petrj Aureoli, ex quibus dictus jpse m. Petrus de Rivo totam suam jntencionem et suum tractatum et dicta sua fundavit et collegit, et sic non convenire opinionem dicti sanctissimj dominj nostrj pape, et jta speraret non esse verisimile quod per premissa proposita potuerint vel possent esse vera, sed magis crederet conficta et ex ea processisse ex menti emulorum et inimicorum suorum et jta rogavit jpsum reverendum, patrem d. Parchensem, quatenus de cetero jta cito emulis et adversarijs suis credere non vellet nec jta paratus esset, prout hucusque fuit, ad ledandum jpsum in honore suo prout per dicta sua proposita jpsum jbidem publice et adhuc per alia et similia in diversis alijs locis ledj et injuriarj videbatur et quod de cetero a similibus desistere vellent. Super quibus non fuit conclusum.

30 octobre 1471.

Penultima Octobris jndicta fuit congregacio universitatis hora nona per juramentum apud Augustinenses super hijs articulis :

Primus est ad providendum de modo ulterius conducj et continuandj causam et causas in Romana curia pendentibus contra m. Henricum de Zomeren etc. attento quod pontifex mortuus est et quod est scribendum de novo, quod fierj debet cum consensu universitatis, prout prius factum est.

Quoad 2^m articulum conclusit universitas esse scribendum et scripta esse examinanda per decanos.

Item magister noster magister Egidius Baelioel pro se ac magistro nostro m. Jacobo Schelwart jbidem eciam presente dixit ad manus eorum pervenisse a summo pontifice unum breve quod jbidem lectum fuit, et in effectu concernit lectionem m. Henricj de Zomeren; super quo conclusit universitas, quod universitatj fieret copia, qua habita, voluit desuper lacijs deliberare cum protestacione, quod semper ut devota filia vult obedire eidem sanctissimo domino nostro pape et suis mandatis.

3 novembre 1471.

In die sancti Hubertj post missam in Predicatoribus jndicta fuit congregacio universitatis ad requestam promotoris universitatis ad statim post missam per juramentum super hijs articulis :

Primus est. Ad audiendum accusationem promotoris universitatis faciendam contra magistratum nostrum m. Jacobum Schelwart ac magistros Nycolaum Hellinck, Johannem de Grimberghe, Johannem de Montibus et Wilhel mum Cacabarij super certis litteris per ipsos in Romana

curia contra universitatem missis et ad ulterius procedendum contra eosdem, prout jnterfuit.

Quoad primum articulum retulit Arnoldus Barbitonsoris citasse nominatos in particulari ad jnstanciam m. Petri Bode promotoris juxta formam ipsius articuli; deinde jdem promotor contra dictos in primo articulo nominatos jbidem presentes proposuit, quod non obstantibus juramentis per eosdem et quemlibet eorum universitatj prestitis necnon eciam juramentis per ipsos tanquam testes de dicendo veritatem et non revelando, etc. jn causa jnquisitionis facte in materia futurorum contingencium, etc. prestitis, ipsi contra eorum juramenta predicta jn causa et causis pronunciantibus in Romana curia jnter universitatem ex una et m. Henricum de Zomeren ex alia partibus contra universitatem nostram in favorem dicti m. Henricj sibi scripserunt ea, que per ipsos ut testes necnon magistrum Wilhelmum de Delft dicta et deposita erant etc., prout in ipsis litteris missis, quas jbidem legi per notarium universitatis requisivit, lacijs asseruit continerj; et jta lecte fuerunt due littere, quarum una fuit subscripta, ut apparebat, per manus et nomina dictorum magistrorum, alia fuit, ut apparebat, per manum dicti m. Wilhelmj Ketelere; quibus lectis, attentis contentis in eisdem et alijs per promotorem narratis et per ipsos in articulo nominatos contra universitatem et eorum juramenta prestita actis et factis, pecijt per universitatem ipsos et quemlibet eorum ab universitate privari et perjuros declarari, salvo moderamine universitatis.

Jnsuper contra reverendum patrem d. Parchensem jdem promotor jnter alia proposuit, quod dictus reverendus pater dixit alias publice coram deputatis universitatis se esse procuratorem generalem dicti m. Henricj in omnibus causis suis et hoc opus in se suscepisse et quod favet ipsi m. Henrico contra universitatem; quare petit eum secludi ab universitate, quando cause contra m. Henricum agitentur in

universitate. Item requisivit et pecijt jdem promotor dictum reverendum patrem d. Parchensem compelli ad exhibendum illas litteras, quas dixit se recepisse et per quas, ut dixit, alias sibj esset scriptum ex curia, quod sanctissimus dominus noster papa fuisset jllius jntencionis, quod totam universitatem Lovaniensem declarasset hereticam, etc. Item peciit, quod m. noster m. Egidius Baelioel daret copiam brevis universitatj alias jnsinuatj ad finem quod universitas posset super premissis rescribere sanctissimo domino nostro pape et se excusare; et ad hoc faciendum necnon ad conducendum causam et causas contra m. Henricum et in eisdem scribendis pecijt sibj darj deputatos cum plena potestate, ut universitas in suo jure non maneat jndefensa. Deinde jdem promotor pecijt et requisivit, quod dictus reverendus pater et alij de collegio, contra quos, ut premititur, proposuit, exirent universitate et non deliberarent super dictis suis propositis. Ipse fuit contentus exire ad finem quod facultatis possent liberius deliberare et dixit hoc de jure fierj, de jure de quo se referebat ad universitatem; et requisivit, quod jste punctus primo expediretur, antequam super alijs suis propositis fierent deliberaciones. Exadverso dictus reverendus pater Parchenses recognovit se esse procuratorem et eciam fautorem dictj m. Henricj in ista causa, quia scit jpsum habere bonam et justam causam et quod non vellet prestare juramentum calumpnie pro universitate in hac causa et quod timet, quod universitas paciatur scandalum adhuc in hac causa; et jnter alia dixit se bene velle retrahere ab universitate, quando fient deliberaciones in hac causa, si placeat universitatj.

Deinde dictus m. noster magister Jacobus Schelwart, magistri Nycolaus Hellinck, Jo. Steenbrugghe, Wilhelmus Ketelere nominibus proprijs et aliorum de collegio protestatj sunt de jnjurijs eis et cuilibet eorum in dictis propositis promotoris jllatis, eciam quod presens congregacio

indicta est cum expresso articulo contra eos ad accusandum, etc. et quod ad hoc fuerunt citati, super quibus sibi instrumenta fieri pecierunt unum vel plura; insuper requisiverunt eis dari per promotorem libellum super quibuscunque eis impositis et imponendis et fuerunt contenti sibi respondere et iuri stare coram iustitia competentibus.

Super quibus conclusit universitas, quod predicti, contra quos promotor, ut premititur, proposuit, deberent se retrahere et non interesse deliberacionibus facultatum, quando fierent deliberaciones super controversiis existentibus inter ipsam universitatem et m. Henricum de Zomeren.

Deinde dedit deputatos ad conducendum causam et causas pendentes in Romana curia, et ad scribendum ea, que scribenda erunt in conduccionem huiusmodi cause pro honore universitatis, et quod promotor posset et debet prosecui causas suas predictas contra dictas personas coram d. rectore, et quod per eundem partibus fiat iustitia.

29 novembre 1471.

In profesto sancti Andree indicta fuit congregacio universitatis apud Predicatores hora nona super hijs articulis :

Item venerabilis vir m. noster m. Jo. de Bomalia in universitate presentavit certas litteras, que lecte fuerunt, per quas constitutus fuit inquisitor heretice pravitatis et pro tali universitas eum accepit.

31 décembre 1471.

In crastino crastini beati Thome indicta fuit congregacio per juramentum apud Augustinenses in puncto hore none super hijs articulis :

4^{us} est : ad requestam domini decani facultatis artium ad audiendum relacionem magistrum Walterum de Rupelmonda

super hijs, que acta sunt Parisius in materia de futuris contingentibus.

Quoad 4^{um} articulum ad petitionem dominj decanj facultatis artium, auditus fuit magister Walterus de Rupelmonda et facta relacione de actis per eum Parisius et in Colonia, presentavit universitatj determinaciones magistrorum nostrorum facultatis theologie universitatis Parisiensis in materia de futuris contingentibus, etc. Quibus lectis, universitas huiusmodi acta laudavit et gavisa est ea sic fuisse facta.

Item magister noster Jacobus Schelwart pro se et suis de collegio ac dominus Parchensis pro se et suis de domo sua reproduxerunt certam cedula[m] alias domino rectorj presentatam continentem solucionem capitacionis universitatis et eam legi et publicarij obtinuerunt; super quibus conclusit universitas et ex gracia, quod, nisi predicti de collegio ac dominus Parchensis cum suis infra x dies satisfecerunt de capitacione universitatis simpliciter et sine aliqua condicione, quod vicepromotor processum inchoatum ulterius continuaret et quod per justitiam ac viam juris ad hoc compellerentur.

6 février 1472.

Anno lxxij mensis Februarij die sexta, indicta fuit congregacio universitatis hora nona per juramentum super hijs articulis apud Augustinenses :

2^{da} est : Ad deliberandum super rebellione, inobediencia, appellacionibus et adhesionibus per reverendum patrem d. Parchensem et suos ac quosdam de collegio theologorum factis et interpositis contra statuta et conclusiones universitatis.

Quoad 2^m articulum magister Petrus Bode, promotor ex officio, narravit successive, contra dictos nominatos in 2^o articulo ac eis pro majorj parte presentibus, videlicet

domino Theodorico de Tuldcl, abbate Parchensi, magistro Theodorico de Viridivalle, magistro Jacobo Schelwart, Nycolao Hellinck et Jo. de Grimberghen, omnia et singula acta per eosdem contra capitaciones ac conclusiones ac statuta universitatis; in primis recitavit omnes conclusiones circa capitaciones captas ac statuta condita circa appellationes necnon acta judicialia tam coram domino rectore quam conservatorie habita et facta, ac appellationes, adhesiones, rebelliones et jnobediencias per ipsos reos factas et jnterpositas ac eas et ea jbidem publice et successive legi per notarium universitatis obtinuit; quibus omnibus sic lectis et declaratis jllisque attentis, jpse promotor pecijt dictos reos eorumque consortes et correos ac quemlibet eorum divisim tanquam membrum putridum et morbosum a consorcio almaque universitate necnon usu et frui-cione jurium, privilegiorum et libertatum universitatis privarj, abscindj et tanquam fidej et juramentj pifatj violatores perjuros declararj, litteras declaratorias et denunciatorias desuper decernendo et concedendo necnon in expensis factis de fiendis protestationibus condempnarj.

Ex adverso predicti rej jbidem presentes et eorum quilibet pro se et suis absentes protestatj sunt et quilibet protestatus est de injurijs jpsis et cuilibet eorum per dicta proposita promotoris jllatis et de persequendo eas suis loco et tempore; et requisiverunt, quod ipse promotor se jnscribet contra eos; deinde petiverunt eis ab jpso promotore super omnibus jbidem per eum et contra jpsos propositis, dictis et narratis darj petitionem summariam ac terminum deliberandj et respondendj; jnsuper jnter alia dominus rector protestatus est de nonnullis jnjurijs sibj ex cura suj officij in appellatione pro parte dominj Perchensis et suorum jnterpositis, factis et jllatis, et desuper pecijt assistere universitatj et sibj emendam condignam fierj.

Super quibus omnibus hinc inde propositis, universitas

primo approbavit omnia et singula per dominum rectorem et promotorem in hoc negocio acta, gesta et facta, regratulo eisdem de bona diligencia; et super injurijs domino rectorj jllatis sibj assistenciam facere voluit secundum statuta. Deinde conclusit universitas, quod jpsi appellantes conforment se statutis et conclusionibus universitatis et quod jnfra triduum habeant... universitatis super capitacione et alijs annexis et quod, si jnfra triduum non satisfecerint, moverent in statutis et conclusis, scilicet quod similiter solvant absque aliqua condicione; alioquin quod promotor procedat ad ulteriora juris remedia.

8 février 1472.

Anno lxxij mensis Februarij die viij, ad requestam domini abbatis Parchensis ac illorum de collegio theologorum jndicta fuit congregacio universitatis hora nona super hijs articulis :

Primus est ad audiendum excusacionem, defensionem et responsionem domini Parchensis et suorum ac quorundam de collegio theologorum super eis per syndicum universitatis in congregacione ultima obiectis.

Quoad primum articulum narravit dominus rector, qualiter die hesterni requisitus fuisset per jpsos nominatos in articulo, quatenus super eodem fierj faceret congregacionem; deinde quod pro parte domini Parchensis et suorum super appellacione per eos jnterposita petitj fuissent ab eo apli et quod eis dedisset conclusionem pridie captam pro aplis; jtem quod requisiverunt habere summariam petitionem a promotore de omnibus in ultima congregacione contra eos obiectis et propositis et quod illam habuissent prout jbidem in congregacione lecta fuit; qua lecta, dominus Parchensis pro se et suis primo pecierunt ab universitate declaracionem de mente conclusionis ultime ac statu-

torum universitatis circa appellaciones et an possent satisfacere universitatj per solucionem principalis capitacionis et 2^o partis eiusdem et omnium expensarum factorum; qua declaracione habita, pecierunt audirj super excusacionibus, defensionibus et responsionibus suis; et retraxerunt se facultates et voluerunt aliquē audire dictas defensiones, excusaciones et responsiones; quibus per notarium universitatis pro parte domini Parchensis lectis, jpsisque de collegio et eciam promotore hincinde auditis, retraxerunt se facultates; et super singulis dictis, propositis et allegatis conclusit universitas, quod jipse dominus Parchensis et suj ac illi de collegio theologorum debent solvere capitacionem ac primam partem eiusdem et omnes expensas simpliciter et absque aliqua condicione et renunciare eciam similiter omnibus appellacionibus, adhesionibus, rebellionibus ac reliquis aliis omnibus tam coram domino rectore quam conservatore contra capitacionem, conclusiones et statuta actis, gestis et factis; alioquin exnunc prout extunc, et extunc prout exnunc in conclusis et statutis mansit, manet et manere vult ac super tenorem eorundem contra eosdem opposcentes et quemlibet eorum procedj voluit.

Qua conclusione capta, r. p. d. Parchensis pro se et suis jbidem publice in conspectu universitatis optulit se paratum velle similiter et absque aliqua condicione solvere capitacionem et 2^{am} partem eiusdem et omnes expensas factas; et renunciavit similiter omnibus appellacionibus, adhesionibus et recusacionibus jnterpositis ac reliquis alijs omnibus per eos contra capitacionem universitatis actis et factis.

Similiter m. noster m. Jacobus Schelwart, m. Nycolaus Hellinck et m. Jo. Grimberghen pro se et suis fuerunt contentj, quod pecunie per eos deposite tam de prima quam de 2^a parte et expensis manerent similiter et absque aliqua condicione solutis, et de expensis non solutis paratj fuerunt

satisfacere et renunciaverunt sponte omnibus appellacionibus, adhesionibus et recusacionibus contra capitacionem interpositis et reliquis omnibus alijs actis et factis jn eadem materia capitacionis, pro eorum excusacione allegantes, quod statutum contra eos lectum de periurio jgnorarent.

Super quibus omnibus et singulis dictus dominus promotor videlicet m. Petrus Bode sibj nomine universitatis a notario universitatis fierj pecijt unum vel plura publicum seu publica jnstrumentum vel jnstrumenta.

24 avril 1472.

xxiiij Aprilis jndicta fuit congregacio universitatis hora nona in Augustinensibus super hijs articulis :

Primus est ad audiendum acta deputatorum et concepta in facto citacionis ad jnstanciam m. Henricj execute in rectorem et certos alios de universitate.

Quoad primum articulum facta est divisio in quinque puncta : Primus de citatis, videlicet domino rectore m. Jo. Varenacker, Petro Bode, Nycolao de Mera et Adriano Petrj ad jnstanciam m. Henricj de Zómeren ad Romanam curiam, que citacio lecta fuit per notarium universitatis.

Secundus fuit de deputatis alias datis ad conducendum hanc causam videlicet dominis ac magistris Roberto de Lacu, Johanne de Papenhove, Renero de Leodio et Nycolao de Mera de Trajecto.

Tertius de pecunijs ad curiam mittendis et acquirendis.

4^{us} de constitutione procuratorum.

Quintus de relevando citatos ad jnstanciam m. Henricj de Zomereren ad curiam.

Super quibus conclusit universitas concorditer, quod deputatj superius nominatj et prius datj deberent in hac materia ad bonum et honorem universitatis laborare et materiam conducere prout hucusque fideliter et diligenter

fecerunt; deditque universitas concorditer et unanimiter predictis deputatis et alijs, si opus fuerit, per dominum rectorem et ipsos vocandis omnimodam et plenariam potestatem acquirendj et mittendj pecunias ad curiam pro conductione huius materie prout eisdem melius videbitur expedire; voluitque et vult relevare jndempnes dictos citatos et quemlibet eorum ac alios quoscumque jn futurum forsitan occasione jstius materie citandos; et propterea jussit et voluit universitas, quod singuli decanj singularam facultatum nomine eiusdem universitatis in meliorj forma constituerent procuratores in curia, etc.; similiter et ipsi citatj et quilibet pro se ipso ad defendendum, etc. Notatur quod in sequentj congregacione universitas constituit procuratores, etc.

29 april 1472.

Anno lxxij mensis Aprilis die penultima jndicta fuit congregacio universitatis apud Augustinenses sub pena unius floreni Renensis super hijs articulis :

Primus est ad constituendum procuratores in urbe nomine tocius universitatis ad defendendum causas universitatis et suppositorum eiusdem motas et movendas contra Henricum Zomeren.

Quoad primum articulum universitas concorditer et solempniter congregata jn presencia magistri Henricj Marchant tanquam notarij constituit suos procuratores alias in Romana curia constitutos necnon dominum et magistrum Johannem Hoen advocatum etc., m. Jo. Christianum de Os et m. Jo. de Wellis in Romana curia residentes jn omnibus et singulis causis pronunc motis et jmposterum movendis contra m. Henricum de Zomeren vel e contra ad agendum, defendendum, persequendum etc. jn meliorj forma cum potestate substituendj.

Item proposuit dominus rector, quomodo propter conclusiones alias captas omisit et non vocare fecit ad presentem congregacionem videlicet dominum Parchensem et suos ac ipsos de collegio tanquam in hac causa suspectos, quod per universitatem avoarij et ratificarij pecijt; super quibus universitas conclusit et mansit in conclusionibus suis alias captis; et habuit predicta acta domini rectoris rata, grata, avoata et recommendata.

Item m. noster m. Jo. Varenacker, m. Petrus Bode promotor et Adrianus Petrij notarius universitatis exposuerunt, quod ad instantiam magistri Henricij de Zomeren novissime ad Romanam curiam citati essent, prout hoc satis constaret universitati ex eo ut presupponunt, quod ad valvas ecclesiarum ipse magister Henricus tamquam ab universitate privatus publicatus fuit tempore rectoratus ipsius m. nostri m. Jo. Varenacker et sub sigillo rectoris ad instantiam ipsius m. Petri Bode promotoris et per litteras signatas et confectas per ipsum Adrianum tamquam notarium universitatis et, quod hec de mandato et conclusione universitatis acta sunt, sic pecierunt omnia hujusmodi acta in dicta publicatione privacionis per universitatem approbari, avoarij et ratificarij; super quibus universitas quod ex quo privacio dicti m. Henricij de Zomeren publicata sub m. nostro magistro Johanne Varenacker ad valvas ecclesiarum ad instantiam dicti m. Petrij Bode promotoris et per litteras signatas per ipsum Adrianum notarium, fuit de statu, consensu et mandato universitatis; ideo ipsa universitas per hanc conclusionem unanimiter captam et, nemine discrepante, approbat et ratificat omnia et singula in hujusmodi publicatione privacionis acta et pro suis actis habere vult et ea sustinere et defendere intendit tamquam juste, legaliter et bene facta.

23 mai 1472.

Die sabbatj xxiiij Maij iudicta fuit congregacio hora nona apud Augustinenses super hijs articulis :

Primus est ad audiendum aliqua proponj per dominum officialem d. Leodiensis in Lovanio ex parte sanctissimi dominj nostrj pape Sixtj quartj.

Quoad primum articulum supplicavit dominus officialis supportarj et excusarj de presentacione et lectura ac executione cuiusdam brevis sibj per nuncium apostolicum presentatj, cuius petitioni universitas unanimiter et benigne annuit; recepitque ut filia obediens breve et breviam ibidem tunc presentata, protestans quod semper vellet manere sicut ab inicio ereccionis sue mansit obediens filia sedj apostolice et mandatis eius; ulterius deliberavit quoad 2^{am} partem articuli, quod ex quo in illis brevibus et maxime in uno videbatur esse difficultas, quod dominus rector deberet convocare suos deputatos alias datos et plures alios advocandos ad deliberandum et concludendum quomodo et qualiter respondendum erit istis brevibus apostolicis filialiter et domino officiali istorum mandatorum apostolicorum executorj.

Item supplicavit magister Petrus de Rivo pro litteris amicalibus et commendatorijs ab universitate ad s. dominum nostrum papam et ad senatum cardinalium, ad jllustrissimum principem nostrum et ad dominum nostrum reverendissimum episcopum Leodiensem et ad alios ubj sibj videretur necessarium pro expedicione sue cause in justitia et equitate; cuius petitioni universitas annuit, semper salvo quod littere tales cum tali prudencia scribantur, ut universitas non posset notarj plus favoris gerere ad unam partem quam ad aliam et ne quis per tales litteras calumpnietur vel accusetur nisi quantum necessario oportet ad expressionem cause.

Item protestabatur facultas medicine, quemadmodum ab initio litis iustius protestata fuit, quod de causa futurorum contingencium non vellet se intromittere, sed de causa privacionis m. Henricj de Zomeren et de omnibus, que concernunt jurisdictionem domini rectoris et universitatis, semper vult manere cum universitate.

30 mai 1472.

Anno lxxij mensis Mayj die penultima, indicta fuit congregacio universitatis in Predicatoribus hora nona super hijs articulis :

1^{us} est ad audiendum aliqua proponi per dominum rectorem concernencia materiam brevis apostolicj alias in universitate reverenter (ut decuit) susceptj et publice coram omnibus lectj.

Quoad 2^{us} articulum deduxit dominus rector ad longum, quod narrationes facte in brevj apostolico non viderentur satis stare cum veritate ex eo capite, quia in actis universitatis omnium particularum narrationi ipsius brevis videbatur contrarium inveniri. Proposuit igitur an placeret in isto negotio dare deputatos novos vel continuare antiquos eciam cum potestate plena, considerata brevitate temporis, qui infra x dies currentes possent concipere decentem, honestum et gratum modum respondendj sanctissimo domino nostro pape cum omni reverencia et honore. Item proposuit, an placeret committere deputatis decernere et concludere an magister Nycolaus de Mera et m. Petrus Bode citatj cum m. Petro de Rivo deberent ambo secum equitare vel unus duntaxat aut aliquis alius pro eisdem nomine et expensis universitatis, attento et considerato, quod paciuntur propter officium universitatis eisdem injunctum, attentis eciam conclusionibus diversis et repetitis vicibus factis et conclusis de relevando quoscunque patientes propter causas universitatis.

Super quibus universitas dedit deputatos prius datos cum quibuscunque alijs per dominum rectorem vocandis ad debite conducendum presentem causam cum justicia et honestate ad honorem universitatis cum plena potestate (ut prius).

Item quoad 2^m, videlicet de m. Nycolao et m. Petro Bode citatis, similiter commisit eisdem deputatis cum plena potestate, ut illud negocium meliorj et honestiorj modo dirigant ad utilitatem suppositorum universitatis.

11 août 1472.

Anno LXXII xj mensis Augustj indicta fuit congregacio universitatis apud Augustinenses hora nona super hijs articulis :

Primus est ad audiendum aliqua proponi per dominum rectorem concernencia bonum et honorem universitatis.

2^{da} est ad audiendum venerabilem virum m. Petrum de Rivo super proponendis per eum.

Quoad primum articulum proposuit dominus rector de litteris per magistrum Petrum de Rivo et nomine eiusdem cum assistancia universitatis ab illustrissimo principe Burgondie ad summum pontificem et passus, etc. ac reverendi dominj Leodiensis similiter ad summum pontificem et certos cardinales, etc. impetratis et impetrandis, placuit universitatj, quod ipse littere traderentur m. Petro, qui in hoc regraciabatur universitatj quantum potuit de bona assistancia et favore sibj ostensis et obtulit se servire universitatj in curia et alibj ubicunque in quibuscunque et quocunque posset.

Item proposuit dominus rector, qualiter Petrus de Rivo ab eo pecijssset litteras, jura, processus et munimenta sibj in sua causa deservientes et deservienda; viso et considerato quod vocatus fuit ad curiam ad comparandum personaliter cum omnibus suis juribus, processibus, munimentis, etc.

Similiter proposuit dominus rector, qualiter quidam Henricus Valgate, procurator magistri Henricj de Zomerem, venit ad eum cum duobus compulsorijs petens et requirens, ut illorum tenorj satisfaceret sub penis, etc. ; quare retulit se convocasse deputatos universitatis in domo m. Jo. Gronsselt in notabili numero, ibique fecit vocarj diversis vicibus dictum Henricum Valgate, qui comparuit et legit unam compulsoriam et tradidit copias duas, videlicet in causa privacionis m. Henricj Zomerem unam, in causa disputationis fidej aliam. Cui responsum est, quod super tenorem mandatorum daretur ei responsio in tempore expresso in mandatis.

Deinde retulit dominus rector, qualiter misisset diversas copias certis dominis de universitate, ut desuper deliberarent.

Insuper in hac congregacione jterum proposuit dominis de universitate petitionem dictj Henricj et pecijt sibj darj deputatos cum quibus posset deliberare ad plene et debite satisfaciendum, mandatis predictis apostolicis per dominum Henricum exhibitis; et dederunt facultates deputatos scilicet dominum Robertum de Lacu, m. Wilhelmum de Delft, m. Jo. Papenhoven, m. Jo. Spierinck, m. Petrum Boet, quatuor regentes seniores facultatis artium, m. Jo. de Busto et alios per dominum rectorem vocandos.

Postmodum in eadem congregacione comparuit dictus Henricus cum duobus notarijs, videlicet Anselmo uten Bossche ac magistro Theodorico Bruhezen, et jbidem fecit dictum Anselmum exequj dictas compulsoriales litteras jn dictum rectorem, decanos singularium facultatum, notarium universitatis ac singula alia supposita jbidem existencia juxta tenorem earundem litterarum.

Super quibus conclusit universitas, quod m. Petro de Rivo statim vel in brevj recessuro fieret expedicio tradendo sibj necessaria juxta tenorem citatorij suj; et de Henrico

Valgate voluit universitas, quod dominus rector cum deputatis datis et eciam per eum advocandis jnfra tempus statutum jn jpsis litteris compulsorialibus responsionem daret eidem pertinentem et prout de jure et eum expedire prout melius et decencius fierj prosset.

Item proposuit dominus rector, qualiter die hodierna delatum fuit ad eum, qualiter una certa facultas aut aliquj ex illa clam et secrete super punctis et articulis in congregatione universitatis per dominum rectorem propositis citra duos annos in causa magistri Henricj de Zomeren collegisset sua deliberata et scripsisset ea per viam conclusionum in libro conclusionum illius facultatis; quodque eodem facultas requisita fuit ad exhibenda illa deliberata pro parte m. Henricj de Zomeren per dictum Henricum Valgate, eiusdem eius procuratorem; et allegavit d. rector statutum et juramentum factum per quemlibet recipiendum ad universitatem, quod sub pena periurij non deberet quisquam secreta universitatis revelare; allegavit insuper, quod quilibet juravit deliberare juxta suam conscienciam pro bono et honore universitatis. Allegavit eciam statutum universitatis servatum ab ereccione eiusdem, videlicet quod, quando reddentur per facultates deliberata, d. rector debet concludere ex pluralitate deliberacionum facultatum, jta scilicet quod quando 3^{ae} facultates vel 4^{or} sunt concordēs, ex illis debet fierj conclusio universitatis. Item proposuit jnsuper, quod ab origine universitatis non est visum, quod aliqua facultas contra conclusionem universitatis collegisset secrete suas deliberaciones per viam conclusionum vel aliter. Dixit eciam, quod, si res ista foret vera, prout non credidit, posset cedere in preiudicium jllius facultatis, si per facultatem res jpsa fuisset facta, vel, si non per facultatem, tunc posset cedere in preiudicium persone vel personarum colligentis vel colligencium talia deliberata plus quam in preiudicium universitatis; et jta caritative admonendo

exhortabatur singulas facultates et singulas personas singularium facultatum, ut provide et sapienter seu sagaciter vellent in isto negotio procedere nec quidquam attemptare, quod posset eis postmodum esse preiudiciale.

Quo facto, respondit magister noster magister Egidius Baelioel et narravit, quod m. Henricus de Zomeren requisivit facultatem theologie, quatenus vellet sibj deliberare et tradere sua acta in materia concernente eum; et hac occasione ipsa facultas collegit deliberata sua et conclusit, quod non vellet ea sibj deliberare, nisi esset legitime compulsa.

Super quo conclusit universitas, quod hec res esset nova et jnvisa et preiudicialis universitatj et contra statuta, juramenta et conclusiones universitatis facta et practicata, et jta eam non approbavit. Si tamen omnimodo facultas theologie vel aliqui persone ex eodem vellent talia sua vota communicare, quod hoc facerent periculo suo proprio, attendentes propria eorum juramenta universitatj prestita.

Quoad 2^m articulum m. Petrus de Rivo proposuit, quod post jnhibitionem factam similiter de universitate per ipsam universitatem, ne presumeret quisquam legere vel disputare de materia futurorum contingencium, donec per sanctam sedem apostolicam hec materia fuerit determinata, nichilominus tamen magister Jacobus Schelwart duabus integris septimanis in scholis publicis theologorum coram toto auditorio legisset de ista materia et, ut eidem magistro Petro relatum fuit per plures, sepius eundem nominavit nominibus adiectis vicij et similiter nominibus verbalibus in derogacionem honoris sui sonantibus, videlicet quod esset contradictor suj ipsius et maxime quod duas propositiones, quas jbidem nominavit, et easdem publice dogmatizasset in scholis, videlicet, vel jmpium vel offensivum vel hereticum esse dicere, quod futurum contingens inquantum futurum nulli certitudinali cognicioni subest; quod ad

posicionem dicentium, quod deus cognoscit futura contingencia tanquam sibj presencia aut instancia, sequitur omnia de necessitate evenire.

Pecijt jgitur jpse m. Petrus de Rivo a dicto magistro Jacobo jbidem presente, an dicta dogmata doctrinavit et, si sic, an adhuc velit jnherere necne. Et sive responderet se doctrinasse sive non, et si dixit de eidem doctrine jnherere sive non, peciit dictus m. Petrus publicum documentum a notario universitatis.

Exadverso dictus magister noster m. Jacobus Schelwart jn effectu respondit, quod si daret petitionem suam in scriptis, jpse statim sibj responderet.

Quo facto, m. Petrus statim in eadem congregatione per notarium universitatis dictas propositiones cum una cedula misit et eam jpse m. noster magister Jacobus ab eodem notario recepit. Super quibus premissis hincinde a notario universitatis jnstrumenta fierj pecierunt.

Jnsuper jdem m. Petrus recitavit, quatenus ultra xxij annos ante presentem diem fuit conditum unum statutum in universitate et traditum facultatj artium et per eandem acceptatum de certis conclusionibus seu propositionibus offensivis per 4^{or} magistros in artibus tunc disputatis, videlicet per magistrum Henricum Zomeren, m. Egidium Baelioel jbidem presente, m. Nycolao Fabrj pie memorie et unum alium; et pecijt ab jpso m. Egidio Baelioel, an vellet confiterj se fuisse unum ex illis 4^{or} vel non; et, si non, pecijt se admittj ad probandum.

Cui jpse m. Egidius Baelioel jbidem publice respondit et dixit se fuisse unum ex 4^{or} disputantibus certas propositiones descriptas; non tamen fatebatur, quod jpsemet disputasset materiam de futuris contingentibus.

Super quibus idem magister Petrus sibj jnstrumentum fierj pecijt. Item pecijt m. Petrus omnem ordinem, modum et seriem rej geste, qualiter scilicet jpsum statutum fuit

et conditum tunc temporis, et desuper documentum per universitatem sibj tradj; pecijt quoque an dictum statutum duntaxat fuisset conditum propter dictos 4^{or} magistros.

Item magister Petrus de Rivo pecijt, quod in absencia sua ad curiam Romanam non sibj fieret jmpedimentum in bonis et redditibus suis, quinyo posset persequi per procuratores suos debitores suos tam in beneficijs quam alijs bonis suis. quodque in omnibus suis negocijs haberetur tanquam presens quamdiu propter istam causam oporteret eum abesse ab universitate; cuius supplicacioni universitas annuit.

Item avoavit et ratificavit universitas omnia acta et facta domini rectoris in hoc negocio videlicet litterarum scilicet magistri Petrj et proposicionum et conclusionum istius cause et maxime in gestis circa Henricum Valgate; deditque universitas eidem domino rectorj mandatum petendj copias notatorum et notandorum per notarium Henricj Valgate videlicet in Theodoricum Bruheze et alios quoscunque notarios in omnibus et similiter agendj per dictum Henricum Valgate.

Item propter certa relata per Henricum Valgate in congregacione universitatis, videlicet quod procuratores universitatis jn curia Romana acceptassent nomine universitatis causam fidej, nec, si hoc jta sit, quod non credit, universitas non habet jlla acta avoata, quia de causa fidej nichil ad universitatem, dequo protestata est ab jncio et adhuc protestatur; verum jllam commisit theologis et sancte sedj apostolice; causas autem tam in jnquisicionis quam privacionis tenet pro suis et jllas cum omnibus suis appendencijs vult et intendit defendere et omnes in ea parte citatos et citandos juxta tenorem processuum desuper fulminatorum.

31 août 1472.

Anno lxxij mensis Augusti die ultima, jndicta fuit congregacio apud Augustinenses hora nona super hijs articulis :

2^{da} est ad audiendum aliqua proponj per dominum rectorem.

Jtem retulit dominus rector ea, que acta et conclusa sunt per eum et deputatos universitatis et nomine eiusdem universitatis cum magistro Anthonio Perkenbergh, artium magistro et in decretis licenciati, qui nomine universitatis acceptavit onus equitandj cum m. Petro de Rivo, prout equitavit ad curiam Romanam, et jbidem excusandj tam apud summum pontificem quam jnter et alibj magistros Nycolaum de Mera de Traiecto et Petrum Bode, promotorem universitatis, de non personali comparacione, necnon sollicitandj causam et causas universitatis jbidem pendentes; que omnia per universitatem fuerunt approbata, avoata et ratificata.

1^{er} octobre 1472.

In die sancti Remigij post collacionem factam per m. Lambertum de Herlen pro parte facultatis artium ac publicationem statutorum universitatis in refectorio fratrum heremitarum Augustinensium tenta fuit congregacio universitatis.

Preterea idem magister Petrus Bode ex officio legj et publicarj fecit statutum quoddam quod disponit, quod una facultas alterj vel unum suppositum alterj non detrahat, etc.; quo statuto non obstante, ut jpse asteruit, m. Jacobus Schelwart nisus est diffamare m. Petrum de Rivo, de quo jpse retulit se ad quoddam scriptum m. Jacobj responsivum ad quamdam petitionem m. Petrj de Rivo similiter et in scolis; et jta juxta tenorem jllius statutj requisivit

decanum facultatis, quatenus illud exsequeretur in personam dicti m. Jacobij.

Super quibus conclusit universitas, quod fieret injunctum dicto decano facultatis theologie, quod moneret m. Jacobum, ut detractacionibus et injurijs de cetero abstineret, ad finem quod pax et tranquillitas et mutuus amor inter supposita universitatis posset servari.

28 novembre 1472.

xxviii Novembris in refectorio Predicatorum hora nona indicta fuit congregacio universitatis super hijs articulis :

Item narravit etiam dominus rector, quomodo post dictum compotum (1) comparuerunt coram eisdem deputatis Arnoldus Trot, qui pecijt sibi satisfieri de laboribus suis de certo processu per ipsum ac dictum Adrianum facto, subscripto et signato et per universitatem ad Romanam curiam cum Wilhelmo de Rosendale nuncio apostolico misso in materia inquisitionis facte per m. Nicolaum de Mera rectorem super materia futurorum contingencium, ad excusandum ipsum m. Nicolaum ac m. Petrum Bode in Romana curia de non usurpacione jurisdictionis sedis apostolice, etc.

Similiter et Hugo Mol, qui etiam pecijt sibi satisfieri de laboribus suis, quas habuerat diversis temporibus in causis universitatis.

Super quibus deputati ordinaverunt, quod ponerent eorum supplicacionem in scriptis et eam presentarent in presenti congregacione, ad finem quod dominus de universitate possent eis super predicto salario providere. Et commisit universitas quoad quotam eis dandam dominis deputatis.

(1) Reddition de comptes concernant une capitation décrétée par l'Université.

Item narravit dominus rector, quomodo dominus Jacobus Quisthout eciam comparuerat tunc coram dominis deputatis petens similiter sibj providerj de salario propter certas litteras missas per universitatem ad curiam Romanam jbj per eundem diversis dominis presentatas et traditas. Et ordinauerunt sibj dominj deputatj pro dicto suo salario duos florenos Renenses ultra recepta per eum; quod et universitatj placuit.

9 mai 1473.

Anno lxxiij mensis Mayj die nona jndicta fuit congregacio universitatis hora nona apud Augustinenses super hijs articulis :

Primus est ad audiendum relationem magistrorum Petrj de Rivo et Anthonij Peck de Bergis de hijs, que acta sunt in Romana curia et ad desuper deliberandum.

Quoad primum articulum retulit magister Petrus de Rivo ea, que per jpsum gesta erant in curia Romana in materijs, pro quibus jlluc ascenderat anno preterito et potissime in materia de futuris contingentibus, et legit quamdam cedulam papiream, quam in manu tenebat jntencionem suam continentem; qua lecta, posuit eam sub notario universitatis.

Dehinc retulit magister Anthonius Peck diligencias per jpsum factas eciam in curia Romana jn causa usurpacionis jurisdictionis racione jnquisitionis pridem facte ex commissione universitatis per magistrum Nycolaum de Mera tunc rectorem sentencie absolutorie jnde subsecute super hijs, que magistro Petro de Rivo jmponebantur quoad assercionem et dogmatizacionem certarum propositionum materiam fidej concernencium, de quibus super facto an eas asseruisset vel dogmatizasset necne commissa fuerat inquisicio dicto magistro tunc rectorj; quibus quidem diligencijs non obstantibus, judex apostolicus in urbe tulit

sententiam revocatoriam et cassatoriam dicte absolutorie per magistrum Nycolaum de Mera tunc rectorem late (1), condemnans in expensis huiusmodi cause magistrum Nycolaum memoratum, magistrum Petrum de Rivo et magistrum Petrum Bode, sindicum universitatis.

Qua relacione facta, peciit m. Petrus de Rivo, ex quo ad causam huiusmodi vocatus non fuerat nec ut pars habitus, per universitatem relevarij.

22 mai 1473.

xxij dictj mensis Mayj jndicta fuit congregacio universitatis hora nona apud Augustinenses super hijs articulis :

Primus est ad deliberandum super punctis alias in novissima congregacione propositis.

In hac congregacione proposuit magister Walterus de Rupermonda, qualiter in novissima congregacione universitatis quidam turbassent clamore suo relacionem magistrj Petrj de Rivo, petens desuper providerj, ne tale aliquid deinceps contingeret; hortabatur eciam singulos, quod vellent se dare paci et quod universitas vellet circa hoc jntendere.

Ex deliberacionibus facultatum conclusit dominus rector prout sequitur :

Quoad primum articulum primo quod relacionem magistrj Petrj de Rivo jntellexit universitas et labores, quos jpse protulit; et quoad suam petitionem de relevarij in expensis in causa usurpacionis, etc., placuit universitatj eum relevare in expensis jllius cause juxta quamdam conclusionem prius captam de relevacione eorum, quj ob causam illam paterentur.

(1) En marge : Sentencia in urbe contra universitatem.

Acta per m. Anthonium Peck in curia Romana habuit grata et regraciabatur sibj de diligencijs suis et voluit, quod fieret prosecutio appellacionis per ipsum interposita.

31 mai 1473.

Anno lxxiij ultima mensis Mayj indicta fuit congregacio universitatis apud Predicatores hora nona super hijs articulis :

In eadem congregacione comparuit dominus decanus de Haltert et presentavit quoddam breve apostolicum rectorj et universitatj directum, quod rector et universitas cum ea qua decuit reverencia suscepit. Et, eo lecto et intellectu, conclusit universitas juxta petitionem ipsius brevis, quod haberet magistrum Petrum de Rivo bene commendatum.

Pecijt magister Petrus de Rivo illud breve in favorem persone sue directum sibj communicari; super quo placuit universitatj, quod sibj communicaretur copia auctentica et proinde ad archivam poneretur.

Item proposuit magister Petrus de Rivo ex quo in ultima congregacione conclusum erat de silencio imponendo sub pena privacionis in materia de futuris contingentibus, an non liceret sibj, quj diffamatus erat apud multos, se excusare. Et placuit universitatj, quod sic. Et, si quj alij sentirent se diffamatos, possent se similiter excusare.

Interpretatum quoque est huiusmodi silencium, quod de materia futurorum contingencium et alijs connexis, quorum ratione suborta erat tribulacio, non tractaretur in lectionibus, disputacionibus et actibus publicis.

Ces *Acta universitatis* contiennent toute espèce d'annotations, qui souvent éclairent l'époque d'un jour nouveau. Voici, par exemple, un passage qui prouve que les étudiants mineurs étaient protégés contre les trafiquants peu scrupuleux qui abusaient de leur inexpérience :

28 avril 1468.

Anno lxxviii penultima mensis Aprilis indicta fuit congregatio universitatis apud Augustinenses hora nona super hijs articulis...

Item comparuit in facie universitatis juxta decretum domini rectoris quidam Theodoricus, qui dicit se librarium sive venditorem librorum, et flexis genibus et junctis manibus ac nudo capite humiliter veniam petijt, quod alias contra ordinationes universitatis emisset quemdam librum a quodam minorene, super quibus universitas, attenta dicta humiliacione, pro hac vice dictum excessum eidem Theodorico remisit.

Plus curieuses encore sont les décisions prises quant aux secours médicaux que l'on doit refuser aux malades qui négligent d'appeler un confesseur :

21 janvier 1469.

Anno lxxix mensis Januarij die xxj indicta fuit congregatio universitatis apud Augustinenses hora nona super hijs articulis :

Item m. Jo. Spierinck, nomine facultatis sue videlicet medicine, proposuit qualiter ipsa facultas concepit, quod quicumque aliquis ex dominis medicis vocatus esset ad aliquem infirmum, quod in prima vice dicere habebit amicis vel illis apud eundem infirmum existentibus, quod faciat

eum confiteri, et, si pro 2^a vice vocatus fuiret et quod infirmus non sit confessus, extunc illum amplius visitari non posse, nisi post confessionem et hoc sub certis penis per universitatem ordinandis; et, ut res ipsa melius et firmitus observaretur, peciit facultas medicine, quod hec omnia per universitatem statuerentur et sub certis penis, de quibus omnibus universitas fuit bene contenta et voluit et conclusit, quod hec res per universitatem statueretur et sub penis. Et ut hoc statutum salubrius observaretur, commisit totam ordinationem ipsi facultati medicine, quam res ipsa contingit (1).

Enfin voici une ordonnance universitaire de 1471, défendant de donner des bals publics ou privés ou de se masquer :

9 février 1471.

Primus est [articulus] ad audiendum aliquam propositionem per dominum rectorem concernentem bonum et honorem universitatis.

Quoad primum articulum proposuit dominus rector an placeret universitatj ordinare et precipere suis subditis, quod nemo, attenta qualitate temporum presencium, jnfra proximum trimestre presumat ducere coreas publicas aut tales in domo sua recipere aut larvata facie incedere, etc. sub pena, etc. Quod placuit universitatj et voluit, quod jntimaretur jn crastino ad valvas sub pena unius floreni Renensis applicanda juxta statutum antiquum editum de corizantibus et larvatis, quod ad noctivagos eciam voluit extendj.

(1) Voir la brève annotation de Molanus dans *Corpus Inquisitionis Neerlandicae*, t. I, p. 422.

Remarques critiques sur les œuvres philosophiques d'Apulée
[cinquième série] (1); par P. Thomas, membre de
l'Académie royale de Belgique.

[DE DEO SOCRATIS. PROLOGUS.]

P. 1, l. 10, éd. Goldb. : *Sic enim ferme adsolet, etc.*
B porte *Enim sic* au lieu de *Sic enim*, et c'est ainsi qu'il
faut lire. Cf. *Florid.*, IX (p. 158, l. 18, éd. van der
Vliet) : *Enim sic natura comparatum est, etc.* Voy.
R. Novák, *Quaestiones Apuleianae*, p. 74 (Prague, 1904).

DE DEO SOCRATIS.

IV (p. 9, l. 3-5) : *Quid igitur? nullone conexu natura
se vinxit, sed in divinam et humanam partem <man>cam
se et interruptam ac veluti debilem passa est?*

La plupart des manuscrits portent *partem campse*
(M : *partem cāse*, corrigé en *tāse* par la deuxième main).
B donne *partem* (puis un blanc de trois ou quatre lettres)
cam se. Il est certain que la syllabe *cam* est le reste d'un
mot dont le copiste de l'archétype n'a pu déchiffrer le
commencement (2). Mercier a proposé *cassam se*, Bosscha
sectam se, Hildebrand *cretam se*, M. Goldbacher *mancam
se*, Lütjohann *partitam se*. Aucune de ces conjectures ne

(1) Voir *Bull. de l'Acad. roy. de Belgique*, 3^e sér., t. XXXV, n° 6,
pp. 993-1012, 1898; *Bull.*, etc. (Classe des lettres, etc.), n° 6, pp. 470-
484, 1899; n° 3, pp. 143-163, 1900; n° 6, pp. 499-512, 1900.

(2) On ne peut faire état, pour notre passage, de la glose *campse*
(voy. *Corp. gloss. Latin.*, t. V, p. 584, 4, et p. 657, 1).

s'impose. Celle de M. Goldbacher, *mancam*, séduit au premier abord : elle convient sous le rapport paléographique, et *mancam* s'associe bien à *debilem*. Mais elle est sujette à deux objections : 1° *mancam* devrait se trouver à côté de *debilem*, au lieu d'en être séparé par *interruptam* ; 2° *mancam* ne peut aller avec *in divinam et humanam partem* : il faut un adjectif exprimant l'idée de division, de séparation. Je crois pouvoir reconstituer le mot mutilé : c'est *HIULCAM*. *Hiulcus* est ici le terme propre ; il est expressif et pittoresque. A vrai dire, je ne l'ai pas rencontré avec *in* et l'accusatif, mais le verbe *dehiscere* est construit de cette manière dans Pline, *Nat. Hist.*, XXXV, 52, 4 : *Concreti aluminis unum genus schiston appellant Graeci, IN CAPILLAMENTA quaedam canescentia DEHISCENS* (« il se divise en filaments blanchâtres » [Littré]). — Apulée emploie *hiulcus* dans l'*Apolog.*, XLIII (p. 57, l. 19, éd. van der Vliet) : *naribus hiulcus*. — Ajoutons que ce mot, étant relativement rare, a pu embarrasser les copistes.

XIII (p. 16, l. 18-19) : *quippe, ut fine conprehendam, daemones sunt genere animalia, etc.*

M. Goldbacher suppose qu'il y a une lacune après *ut*. B porte, de la première main, *daemonas* ; et d'après cela, Rohde écrit : *quippe, ut fine conprehendam daemonas, sunt genere animalia*. Malgré l'autorité de B, j'hésiterais à admettre cette leçon : le nom de l'objet défini doit, ce me semble, être le sujet de la phrase qui contient la définition, plutôt que d'être relégué comme complément dans une incidente. L'accusatif *daemonas* dans B est, d'après moi, un exemple de fausse accommodation grammaticale. Est-il bien nécessaire de donner un com-

plément à *comprehendam* ? La phrase suivante de Sénèque (*epist.* 75, 11) paraît prouver que non : *Ut breviter finiam, morbus est iudicium in pravo pertinax, etc. Fine comprehendere* n'est qu'une périphrase de *finire* (= « définir »). Quant à la leçon de manuscrits inférieurs : *ut finem comprehendam*, adoptée par Lütjohann, elle n'a aucune valeur.

XV (p. 18, l. 19-22) : *Cum vero incertum est, quae cuique eorum sortitio evenerit, utrum Lar sit an Larva, nomine Manem deum nuncupant; scilicet et honoris gratia dei vocabulum additum est.*

Et après *scilicet* n'a aucune raison d'être. Il est omis dans F, et assurément il a pu provenir d'une dittographie. Mais les corrections fournies par F sont sujettes à caution. Je préférerais corriger *et* en *ei*. La confusion de *ei* et de *et* est très fréquente dans les manuscrits.

XX (p. 22, l. 23-25) : ... *aut eam* (sc. *vocem*) *quiddam insolitum et arcanum demonstrat habuisse, ita ut Socrates eam, quam sibi ac divinitus editam tempestive adsciscebat.*

Adsciscebat est une conjecture de M. Goldbacher. Les manuscrits donnent *accidebat*, qu'on a essayé de corriger de diverses façons. M. Koziol (1) me semble s'être le plus approché de la vérité en proposant *accidere edebat*; mais la clause est défectueuse, et *edebat* forme une répétition vicieuse après *editam*. Je lirais : *ACCIDE < RE DICE > BAT.*

Quant à *ac*, il avait été supprimé avec raison par Van Wouweren (2). Il provient de ce qu'un copiste avait

(1) *Zeitschr. f. oesterr. Gymn.*, p. 748, 1877.

(2) Cf. LÜTJOHANN, p. 30 de son édition (*Progr. Greifswald*, 1878).

commencé à écrire *accidere* après *sibi*; ce copiste, ayant tracé les deux premières lettres (*ac*), s'est aperçu de son erreur, mais la syllabe parasite n'a pas été expunctuée.

[ASCLEPIUS.]

V (p. 31, l. 14-17) : *Quorum vero daemonum species sunt, <quae> qualitate sui generis perseverant, hi amantes hominum ratione daemones nuncupantur.*

Quae a été ajouté à tort par M. Goldbacher. M. Kroll (1) a fort bien corrigé : *Quorum vero daemonum species in qualitate sui generis perseverant, hi... daemones nuncupantur.* Mais que signifient les mots *amantes hominum ratione*? Les meilleurs manuscrits, B et M, ne donnent pas *ratione*, mais *ratio*. Or, si nous considérons la phrase suivante (l. 17) : *Similis est et hominum aut eo amplior*, nous y constatons une lacune : il manque un substantif dont dépende le génitif *hominum* (2). Ce substantif n'est autre que *ratio*, qui a été transposé par erreur dans la phrase précédente. Nous lisons donc : ... *hi amantes hominum daemones nuncupantur. Similis est et hominum ratio aut eo amplior.*

La faute s'explique par le fait que le mot *hominum* se trouve deux fois dans le texte à une ligne d'intervalle.

Pour l'expression *hominum ratio*, cf. III (p. 30, l. 3) : *divinitatis ratio*, et XXXVII (p. 58, l. 17) : *circa deorum rationem*.

(1) *Rhein. Museum*, t. LIII, p. 576.

(2) M. KROLL (*loc. cit.*) sous-entend *species*, mais il ajoute : « Nisi quid excidit aut corruptum est. »

XIV (p. 38, l. 14-16) : *Idcirco non erant, quando non erant, sed in eo iam tunc erant, unde nasci habuerunt.*

Les meilleurs manuscrits, B et M, n'ont pas *quando*, mais *quanta*, d'où je tire : *idcirco non erant*, QUIA NATA *non erant*. Notons, en effet, ce qui suit (l. 16-17) : *Non enim ea sola NON NATA dicuntur*, etc. Et plus loin (l. 24-26) : *Ὡς αὖτε vel mundi natura et spiritus, quamvis NATA NON VIDEANTUR A PRINCIPIO*, etc. Cf. XXXI (p. 53, l. 16-17) : *mundum NON NATUM ... intra se habens*.

XVII (p. 40, l. 4-9) : *Est enim cava mundi rotunditas in modum sphaerae ipsa sibi qualitatís vel formae suae causa invisibilis tota... Propter quod multis locis instar qualitatemque habere creditur.*

Telle est la leçon des manuscrits. Évidemment *multis locis* n'a aucun sens; il faut un substantif au génitif dépendant de *instar qualitatemque* (1).

Il suffirait peut-être, pour corriger ce passage embarrassant, de changer *locis* en *loci* : « Beaucoup croient que le monde a la nature du lieu. » Le terme *locus* est pris ici dans le sens philosophique, et sert à rendre le grec τόπος ou χώρα. L'auteur ajoute (l. 9-10) : *Per formas enim solas specierum, quarum imaginibus videtur insculpta, quasi visibilis creditur*. Cf. XVII (p. 39, l. 28) : Ἑλη αὐτὴν vel mundus omnium est receptaculum; XXX (p. 52, l. 20-22) : Ipse mundus vitae dispensator est his omnibus, quae in se sunt, et LOCUS est omnium, quae sub sole gubernantur. On lit dans Hermès Trismégiste, Πρὸς Ἀσκληπίον λόγος καθολικός, § 4 : Ἀσώματος ὁ τόπος. Le monde (κόσμος,

(4) M. Goldbacher n'a pas été heureux en substituant *noctis* à *locis*. Cette conjecture a excité la verve railleuse de Rohde.

mundus) a-t-il été quelquefois identifié avec le lieu, l'étendue (τόπος, χώρα, *locus*)? Je laisse à de plus compétents que moi le soin de résoudre cette question. En tout cas, la correction que je propose a l'avantage de la simplicité. *Loci*, après *multis*, sera devenu *locis* par une fausse accommodation grammaticale.

XVII. Le monde, dit l'auteur, a la forme d'une sphère; d'un point quelconque de la partie supérieure de cette sphère, il est impossible d'apercevoir la partie inférieure. On lit ensuite (p. 40, l. 12-13) : *Ex quo eius imum vel pars si locus est in sphaera, graece "Αἰδης dicitur, etc.*

Je restituerais ainsi cette phrase défectueuse : *Ex quo eius imum [vel pars], <imo> si locus est in sphaera, etc.* Rationnellement, il n'y a dans une sphère ni haut ni bas; c'est pourquoi à l'expression *eius* (sc. *sphaerae*) *imum*, l'auteur a cru devoir ajouter cette restriction : *imo si locus est in sphaera*. Le mot *imo* étant tombé après *imum*, la phrase se présentait sous cette forme : *Ex quo eius imum, si locus est in sphaera, etc.* Je suppose qu'un lecteur, qui ne comprenait pas *si locus est in sphaera*, a songé à remplacer *locus* par *pars*, et que les mots *vel pars*, écrits au-dessus de *locus*, ont été plus tard malencontreusement insérés dans le texte devant *si*.

XXIV (p. 47, l. 10-11) : ... *et inhabitabit Aegyptum Scythes aut Indus aut aliquis talis id est vicina barbaria.*

Bernays voulait remplacer *id est* par *e*. Je lirais plutôt : *aut aliquis talis de vicina barbaria.*

XXIX (p. 52, l. 15-17) : <Si> *semel autem dispensavit vitam vitalibus cunctis, aeterna lege praestatur hoc more, quo dicam.*

Si a été ajouté par M. Goldbacher. M. Koziol préférerait *ut* (« dès que »). M. Kroll (1) propose : *Semel autem dispensavit vitam vitalibus cunctis, <quae> aeterna lege praestatur, etc.* Il est à remarquer que B donne *vita*, et non *vitam*. Nous rétablirons la construction en écrivant : *Semel autem dispensATA VITA vitalibus cunctis aeterna lege praestatur, etc.* De DISPENSATAVITAVITALIBVS un copiste a fait DISPENSAVITVITAVITALIBVS, qui a été corrigé postérieurement en *dispensavit vitam vitalibus*.

DE PLATONE ET EIUS DOGMATE.

I, I (p. 63, l. 12 — p. 64, l. 2) : *Nam vidisse sibi visus est cygni pullum ex altari, quod in Academia Cupidini consecratum est, volasse.*

Il faut évidemment lire *evolasse* avec le scoliaste de Lucain édité par Usener (p. 322, l. 2). L'omission de *e* s'explique par une haplographie : *consecratum ē evolasse*.

I, VIII (p. 70, l. 9-11) : *<Cum> septem locorum motus habeantur, progressus et retrocessus, dexteriores ac sinistri, sursum etiam deorsumque nitentium et quae in gyrum circuitumque torquentur, etc.*

Les manuscrits ne donnent pas *dexteriores*, mais *dexterioris*. Je me demande s'il n'y a pas lieu de corriger *dexteri <err>oris et sinistri* : « (les mouvements) de l'écart à droite et à gauche ».

Cette conjecture m'a été suggérée par les passages suivants de Platon, *Timée*, p. 54 A : τὰς δὲ ἐξ ἀπάσας κινήσεις ἀπεῖλε καὶ ἀπλανὲς ἀπειργάσατο ἐκείνων, et

(1) *Rhein. Museum*, t. LIII, p. 579.

p. 45 B : εἰς τε γὰρ τὸ πρόσθε καὶ ὀπίσθεν καὶ πάλιν εἰς δεξιὰ καὶ ἀριστερὰ κατὰ τε καὶ ἄνω καὶ πάντη κατὰ τοὺς ἑξέτους πλανώμενα προΐειν.

I, XII (p. 74, l. 13-15) : *Instabile enim quiddam et incurrens intercedere solere, quae consilio fuerint et meditatione suscepta, quae non patiaturs meditata ad finem venire.*

Ce texte est évidemment altéré. Je le rétablirais ainsi : *Instabile enim quiddam et incurrens intercedere solere, < quod >, quae consilio fuerint et meditatione suscepta, [quae] non patiaturs [meditata] ad finem venire.*

I, XIII (p. 75, l. 1-2) : *Irascientiam vero procul a ratione ad domicilium cordis deductam esse obsequique et eam in loco respondere sapientiae.*

B et les autres manuscrits, sauf F, omettent *et* devant *eam*. Cet *et* est une interpolation provenant de ce qu'on a pris *obsequi* pour l'infinitif de *obsequor*, tandis que c'est en réalité le génitif singulier de *obsequium*, dépendant de *loco*. Les mots *obsequi* (= *obsequii*) *in loco* correspondent à l'expression de Platon τὴν δορυφορικὴν οἰκῆσιν (*Timée*, p. 70 B).

II, IV (p. 83, l. 18-19) : ... *incommobilitas* — ἀοργησίαν νοῦ *sic interim dixerim*.

B et M donnent : ἀΟΡΗΘΙΑΝΤΙC *interim dixerim*. M. Goldbacher a eu raison de lire *sic interim dixerim*, mais il a eu tort d'ajouter νοῦ à ἀοργησίαν. Il y avait dans l'archétype ΑΟΡΗΘΙΑΝΤΙC. Le copiste a pris les trois dernières lettres pour des lettres grecques, et de f il a fait Y. Cf. VIII (p. 86, l. 25) : ἀλογον τριβὴν *elocuti sumus*, où l'e de *elocuti* a été réuni par les copistes à ΤΡΙΒΗΝ (ΤΡΗΒΗΝC · *locuti*).

DE MUNDO.

XVII (p. 119, l. 8-9) : *Opposito incendio aquae uruntur ut Phlegethontis amnis, etc.*

Les meilleurs manuscrits ne donnent pas *ut*, mais *et*. De plus, le passif *uruntur* est assez étrange : on comprend que des eaux soient brûlantes, mais non qu'elles soient brûlées. Nous corrigerions : *Opposito incendio aquae urunt, ut et Phlegethontis amnis. Urunt ut* est devenu *uruntur*.

XXXIII (p. 130, l. 13-16) : ... *in mundano fastigio, quem Graeci οὐρανὸν recte vocant, ut qui sit altitudinis finis. Etiam idem illa ratione eum ὄλυμπον nominant, quem ab omni fuscitate ac perturbatione vident liberum.*

Au lieu de *illa ratione*, ne faudrait-il pas *ALIA ratione* ?



CLASSE DES BEAUX-ARTS.

Séance du 5 janvier 1905.

M. F.-A. GEVAERT, directeur, président de l'Académie pour 1905.

M. le chevalier EDM. MARCHAL, secrétaire perpétuel.

Sont présents : MM. Éd. Fétis, Th. Radoux, G. De Groot, Gustave Biot, H. Hymans, Max. Rooses, J. Robie, G. Huberti, Ch. Tardieu, J. Winders, Ém. Janlet, C. Meunier, Ém. Mathieu, Eug. Smits, Edg. Tinel, Louis Lenain, Xav. Mellery, F. Courtens, Léon Frédéric et Ern. Acker, *membres*; Fl. van Duyse, L. Solvay et Jan Blockx, *correspondants*.

M. Maquet ainsi que M. Danse prient la Classe d'excuser leur absence.

CORRESPONDANCE.

M^{me} veuve Julien Dillens annonce la mort de son mari, M. Julien Dillens, correspondant de la Section de sculpture, né à Anvers le 8 juin 1849, décédé à Saint-Gilles (Bruxelles) le 24 décembre 1904.

Les remerciements de la Classe sont adressés à M. le

Secrétaire perpétuel qui, lors des funérailles, s'est fait l'organe de l'Académie. Son discours paraîtra au *Bulletin*.

Une lettre de condoléance sera adressée à M^{me} veuve Dillens.

— M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique transmet une ampliation de l'arrêté royal en date du 6 décembre, nommant président de l'Académie pour 1905 M. Gevaert, directeur de la Classe des beaux-arts pour la même année.

— M. le Ministre de l'Intérieur, par dépêche du 31 décembre 1904, fait savoir que M. Jules Raeymaekers, en son vivant artiste peintre à Houffalize, lègue à l'État, pour être mises à la disposition de l'Académie royale de Belgique, une maison sise à Houffalize, destinée à servir de résidence aux peintres désirant faire des études de paysage en Ardenne, et une seconde maison à Molenbeek-Saint-Jean, dont les revenus capitalisés devront servir à la fondation d'une bourse d'études.

« Je vous saurais gré, Monsieur le Secrétaire perpétuel, — ajoute M. le Ministre, — de soumettre ce legs à l'avis de la Classe des beaux-arts de l'Académie et de me faire connaître si, dans les conditions déterminées par le testament, la donation est favorable aux artistes et peut être acceptée par l'État sans qu'il en résulte de charges notables pour le Trésor. »

Voici les conclusions admises par la Commission administrative dans sa séance du 31 décembre :

« La Commission administrative ne voit, en ce qui concerne l'Académie, aucun obstacle à répondre à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique

dans un sens favorable au vœu qu'a exprimé M. Jules Raeymaekers par disposition testamentaire.

» Les propriétés précitées de M. Raeymaekers ayant été léguées à l'État, c'est le Gouvernement (c'est-à-dire le Service des Domaines et le Service de la Trésorerie, au Ministère des Finances) qui les administrera comme bien-fonds domanial et comme ressources pécuniaires pour desservir les bourses d'études.

» Le rôle de la Classe des beaux-arts doit uniquement se borner à notifier au Gouvernement, chaque fois que les circonstances le permettront, le nom des paysagistes qui, selon son sentiment, pourraient faire de fructueuses études à Houffalize, par la Fondation Raeymaekers. »

La Classe des beaux-arts, après délibération, charge le Secrétaire perpétuel d'écrire à M. le Ministre de l'Intérieur qu'elle se rallie complètement à la manière de voir de la Commission administrative et qu'elle accepte avec gratitude cette généreuse donation. Elle se met à la disposition du Ministre pour réaliser, conformément à la loi qui régit la matière, le but de la Fondation, si favorable aux artistes, qu'a voulu atteindre M. Jules Raeymaekers.

— M. le Ministre de l'Agriculture communique, avec demande d'avis, un rapport accompagné de dessins envoyé au Gouvernement par M. Gysen, en exécution de ses obligations comme premier prix du grand concours de sculpture de 1903. — Renvoi pour appréciation à MM. C. Meunier, Max. Rooses et H. Hymans.

Discours prononcé aux funérailles de Julien Dillens, correspondant de la Classe des beaux-arts, décédé à Saint-Gilles (Bruxelles) le 24 décembre 1904 ; par le chevalier Edm. Marchal, secrétaire perpétuel de l'Académie (1).

MESSIEURS,

Je viens, comme organe de la Classe des beaux-arts de l'Académie royale de Belgique, saluer du dernier adieu confraternel la dépouille mortelle d'un artiste bien-aimé et hautement estimé.

Tout nous faisait présager que la première heure de l'an 1905 allait sonner sans qu'un deuil vint encore assombrir l'horizon académique.

Tout nous faisait penser que cette année 1905 serait pour celui dont nous entourons le cercueil, une année nouvelle de succès et de continuation de glorieuse notoriété, en raison du concours de son admirable talent à la grandiose manifestation nationale qui se prépare pour célébrer le soixante-quinzième anniversaire de l'Indépendance de la Belgique.

Tout nous faisait espérer qu'après la perte inopinée du peintre André Hennebicq, le confrère également bien-aimé, dont nous avons dû enregistrer la mort, il y a peu de mois encore, dans le nécrologe de la Classe des

(1) Les funérailles ont eu lieu le mercredi 28 décembre 1904.

beaux-arts, ce mémorial funèbre se serait fermé sur ce nom pour l'année 1904, qui n'a plus que trois jours à subsister, lorsque nous arrive la nouvelle de la mort presque aussi foudroyante que celle de Hennebicq, de l'ami si affectionné et du bien-aimé confrère Julien Dillens.

Comme son illustre collègue de la Section de sculpture, Paul de Vigne, mort il y a trois ans, Julien Dillens fut un statuaire de race.

Qui ne se souvient de son oncle Adolphe Dillens, le peintre incomparable des scènes de la vie zélandaise, l'auteur de tant de productions en ce genre si pittoresque, qui brillèrent dans tant d'expositions du pays et de l'étranger, tableaux qu'il savait peindre avec cette virtuosité de pinceau, avec cette intensité de coloris dont, seul, il possédait le secret?

Qui n'a encore dans la mémoire les tableaux d'intérieur ou de genre de Henri Dillens, le père de Julien, l'excellent disciple de Maes-Canini, tableaux qui lui valaient chaque fois une place estimable dans les salons annuels du pays et même de l'étranger?

Or, c'est avec des attaches ou des liens de parenté aussi proches et aussi intéressants sous le rapport de la peinture, que Julien Dillens se présenta dans la carrière des arts.

L'objectif de son père avait été de lancer ce fils bien-aimé dans une carrière plus sûre que l'art proprement dit, qu'il considérait comme si aléatoire au point de vue des ressources pécuniaires pour autant que la fée du succès et de la gloire n'ait pas présidé à la naissance de l'artiste. Aussi Henri Dillens caressait l'idée de faire de

son Julien un ingénieur ou tout au moins un constructeur, c'est-à-dire un homme à idées pratiques au point de vue des besoins quotidiens et, par conséquent, en dehors de ce monde de l'idéal, ce seul domaine des arts. La propension naturelle qui subsiste en chacun d'entre nous pour le choix d'une carrière a beau être combattue, le milieu ambiant dans lequel on est né constitue une force impulsive à laquelle il faut toujours finir par céder.

L'amour de l'art devait l'emporter en notre jeune confrère sur le sérieux, sur l'abstrait si rigide des études que comportent les mathématiques et le dessin géométral. Julien Dillens s'y appliqua cependant, mais comme depuis son enfance il n'avait entrevu l'existence que dans l'atelier de son père, la peinture devait l'emporter en lui.

C'est à l'Académie de Bruxelles, où il professait encore si brillamment au moment de sa mort, qu'il suivit les cours de dessin et de composition.

La sculpture devait bientôt s'emparer de cette si exubérante nature d'artiste. En cet art par excellence, il eut les précieux conseils de Simonis, qui présentait en Julien un artiste d'élite.

Le premier grand travail de Dillens fut sa collaboration à l'ornementation sculpturale de la Bourse de Bruxelles; celle-ci a été inaugurée en 1874.

Comme on le sait, Léon Suys avait demandé à Carrier-Belleuse et à Rodin de s'occuper de la décoration de l'édifice. Le contact journalier de ces deux illustres maîtres fut un précieux stimulant pour Dillens, qui avait accepté de travailler à la frise. Il ne pouvait être à meilleure école.

Dillens était né à Anvers en 1849, de parents gantois. Il songea, sa part de travail terminée à la Bourse, à s'établir définitivement à Bruxelles, où il résidait depuis son enfance chez son père. Il se sentait déjà de force à se créer une personnalité, d'autant plus qu'il était las de sa servitude à des patrons plus ou moins sans vergogne et plus soucieux d'exploiter à leur profit le talent des jeunes statuaires que de les aider à laisser percer leur mérite propre.

Après un court séjour à Paris, où Carrier-Belleuse l'avait engagé à aller chercher du travail, Dillens revint définitivement dans son milieu favori bruxellois. Il se laissa bientôt tenter par le prix de Rome pour la sculpture, dont le concours devait s'ouvrir en 1877. Il avait alors 27 ans. Dix-sept concurrents s'étaient présentés. Selon le règlement, les six premiers seulement purent prendre part au concours définitif. Le sujet était : « Un chef gaulois prisonnier de guerre des Romains. » Dillens remporta le prix. Charles de Kesel, de Somergem, fut classé second, François Joris, de Deurne, Georges Geefs, d'Anvers, et D. Duwaerts, de Diest, obtinrent en partage une mention honorable. Si je cite ces noms, c'est que ces artistes, qui jouissent actuellement d'une belle et sincère réputation, étaient des concurrents sérieux, si pas même redoutables, au moins les deux premiers, ce qui rehausse d'autant plus le mérite de la victoire remportée par Dillens.

Dillens a aussi connu l'Italie, où il s'initia, pendant ses quatre années de séjour sur cette terre privilégiée des arts, au réel sentiment du beau et du grandiose, cet héritage de l'art grec que nulle école ne saurait encore

remplacer. Il en revint tout aussi personnel qu'il l'avait déjà été en ses premières productions sorties de son atelier de Bruxelles. C'est d'Italie, de Florence, m'assure-t-on, sa ville préférée où il passa deux années, qu'il envoya son célèbre groupe représentant la Justice, relégué dans la galerie supérieure du Palais de Justice de Bruxelles. Cette œuvre magistrale, si fortement pensée, si fortement conçue, ne mérite pas l'abandon dans lequel on la laisse depuis tant d'années; elle avait valu à l'artiste la médaille d'honneur aux Expositions d'Amsterdam en 1883, d'Anvers en 1885 et de Paris en 1889! Elle lui valut aussi la Légion d'honneur. Son exécution en marbre serait une gloire pour la Belgique. Les trois personnages qui en constituent le sujet sortent de la banalité conventionnelle qui a présidé depuis des siècles à la personnification ou au symbole de la Justice humaine. Le statuaire a su y allier le caractère de la statuaire antique avec le sentiment de la modernité.

Au Salon de Bruxelles de 1881, il reçut la médaille d'or; au Salon de Munich de 1900, il obtint la médaille d'or de première classe.

Il n'entre pas dans mes intentions, Messieurs, de vous parler de toutes les productions sculpturales de Dillens, de tous ses bustes, de toutes ses médailles : ce soin appartient à son biographe. Il excellait aussi dans la sculpture chrysoéléphantine, dont le Musée de Tervueren possède de si beaux spécimens.

Plus d'un monument public, la Maison du Roi à Bruxelles, avec ses si caractéristiques « lansquenets » décorant les lucarnes, l'Hospice des Deux-Alice, à Uccle, avec ses deux grands frontons, le Palais de Justice de

Nivelles (où se trouve son Jean de Nivelles, de légendaire mémoire historique), le square du Petit-Sablon à Bruxelles, avec sa statue en marbre de Bernard Van Orley, le palais des Beaux-Arts, rue de la Régence, où figurent sur la façade latérale ses statues en bronze de l' « Art monumental » et de l' « Art industriel » ; le jardin botanique de l'État avec sa statue du « Vainqueur », le monument Anspach avec ses deux belles figures décoratives ; les statues de la Maison du Renard, Grand'Place, etc. ; toutes ces œuvres constituent la plus belle justification matérielle du beau talent de Dillens. Toutes ses productions sont empreintes de ce sentiment artistique qu'il devait donner à son œuvre. Il sut s'élever aussi au sentiment du grandiose par sa statue d'allure si fière du célèbre avocat Metdepenningen, à Gand, et par ses majestueuses statues de saint Louis et de saint Victor, toutes les deux à Épernay (France).

Au Musée des beaux-arts de Bruxelles se trouve sa délicieuse « Petite fille agenouillée », vrai poème de marbre.

Quant à son « Silence de la Tombe », qui décore l'entrée du cimetière de Saint-Gilles, œuvre d'un réalisme aussi saisissant que sa figure du cimetière de Laeken (le « génie » de la tombe de la famille Moselli et qui est empreinte d'un si ingénieux sentiment), elles suscitent toutes les deux la même contemplative admiration. Il en est de même de son monument funéraire de la famille Brugmann, à Uccle.

Sa plaque ou plutôt son cadre commémoratif en bronze doré consacré par la ville de Bruxelles à perpétuer le souvenir de la mort de l'héroïque Everaert de Tserclaes,

cadre encastré sous la maison de l'*Étoile*, récemment rétablie Grand'Place, constitue une merveille en laquelle on admire tout à la fois la virtuosité de l'ébauchoir, le fini du travail ainsi que la fougue de la scène épique que Dillens y a représentée avec un brio inimitable.

Le Conseil provincial du Brabant venait de confier à Dillens le « Monument du Travail », que ce collègue se proposait de faire exécuter pour commémorer le soixante-quinzième anniversaire de l'Indépendance nationale. Hélas! Dillens n'aura pu justifier en cette circonstance la confiance que l'on avait placée en son talent!

Mais il avait pu heureusement arriver à réaliser la part qui lui avait été attribuée dans la décoration sculpturale de l'arcade du Palais du Parc du Cinquantenaire : le grand cartouche aux armes de la Belgique, d'une virtuosité si magnifique, qui décorera la face principale du socle du quadrigé, en regard de la ville de Bruxelles. Nous pourrions au moins, lors de l'inauguration prochaine de cette arcade, comprendre Dillens dans les applaudissements qui accueilleront l'œuvre entière, à laquelle l'architecte Girault a eu le bon goût d'appeler l'élite des sculpteurs de la Belgique.

Comme l'a dit avec raison Lucien Solvay, l'art de Dillens s'inspirait des plus belles traditions décoratives; il avait l'ampleur de la ligne, la hardiesse du mouvement, la santé et la noblesse : c'était un vrai Flamand. Toutes ses œuvres portent un cachet profond de personnalité; elles sont reconnaissables au premier coup d'œil, par leur élégance, leur forme serrée et précise, leur harmonieuse souplesse. A une époque où la sculpture tend parfois à perdre son véritable caractère dans la recherche

excessive de l'expression, il avait su conserver à son art la fière allure, un peu tourmentée et capricieuse, ça et là, que lui donna la Renaissance.

L'entrée de Dillens à l'Académie date du 8 janvier 1903. Déjà vers cette époque se manifestait le redoutable mal qui devait fatalement l'emporter.

Assidu, pour autant que le lui permettait sa santé, aux séances de la Classe des beaux-arts, son excellent bon sens, sa vive et originale intelligence en matière d'art, non seulement dans les discussions, mais aussi dans les appréciations des rapports de voyage des Prix de Rome, en avaient fait un des membres les plus écoutés.

La mort vient de nous enlever l'admirable artiste que nous considérons comme un honneur de voir figurer dans nos rangs.

Adieu, cher et bien-aimé confrère. Repose dans la paix éternelle.

A côté du « Silence de la tombe » qui veillera dorénavant sur ta dépouille mortelle, le génie de la gloire étendra désormais ses ailes sur tout ce que tu as produit de beau et de grandiose.

Que la famille de notre regretté et bien-aimé confrère veuille bien accepter l'expression de la plus sincère condoléance de l'Académie.

PROGRAMME DU CONCOURS POUR L'ANNÉE 1907.

PARTIE LITTÉRAIRE.

PREMIÈRE QUESTION.

Faire l'histoire des habitations du XVI^e et du XVII^e siècle dans les anciens Pays-Bas ; établir la comparaison entre ces habitations et celles de nos jours, tant au point de vue esthétique que sous le rapport de l'emploi des matériaux, du confort et de l'hygiène.

DEUXIÈME QUESTION.

Étudier dans sa source, dans ses tendances et dans ses résultats l'enseignement des arts plastiques (la peinture, la sculpture, l'architecture, la gravure) au XIX^e siècle.

TROISIÈME QUESTION.

Écrire l'histoire de l'école anversoise de gravure jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, en y comprenant des informations authentiques sur les éditeurs et leur influence sur la production des estampes.

L'auteur fournira autant que possible des indications pour l'illustration de son travail.

QUATRIÈME QUESTION.

Écrire l'histoire de l'architecture en Belgique, tant civile que religieuse, les restaurations exceptées, au XIX^e siècle.

L'auteur donnera un aperçu biographique des représentants principaux de l'art architectural pendant la période indiquée. Le travail sera accompagné de croquis.

CINQUIÈME QUESTION.

On demande une étude sur les conditions dans lesquelles, aux XV^e, XVI^e et XVII^e siècles, les peintres des provinces belges vendaient leurs œuvres.

La valeur des médailles d'or présentées comme prix est de 800 francs pour les première, deuxième, quatrième et cinquième questions, et de 1,000 francs pour la troisième.

Les mémoires seront lisiblement écrits et rédigés en français ou en flamand. Ils devront être adressés, franc de port, avant le 1^{er} juin 1907, à M. le Secrétaire perpétuel, au Palais des Académies.

ART APPLIQUÉ.

(Les concours d'art appliqué sont limités aux Belges de naissance ou naturalisés.)

GRAVURE EN TAILLE-DOUCE.

On demande le portrait en buste, gravé en taille-douce, d'un personnage belge vivant.

Le prix est de 800 francs.

Ce portrait doit être absolument inédit. Les estampes exécutées d'après photographie sont exclues du concours.

La tête aura de 6 à 7 centimètres de hauteur.

Les concurrents sont tenus de soumettre deux épreuves au moins de leurs planches, dont une sur *chine*, et non encadrées ni sous verre. Ils doivent y joindre le dessin, d'après nature, qui leur a servi de modèle; ce dessin leur sera restitué sur leur demande.

Les épreuves soumises à ce concours restent la propriété de l'Académie.

L'ÉCRITURE.

o. *Un groupe, avec piédestal, pour
terre-plein du rond-point de la rue de la
Loi, à E . Le candélabre qui occupe actuellement
cet emplacement doit être considéré comme inexistant.)*

Le sujet ou motif, ainsi que l'importance de
l'œuvre, sont entièrement à l'appréciation des
jurés.

Les dimensions du projet en plâtre ou en terre glaise
sont fixées au cinquième de l'exécution.

Le prix est de 1,000 francs.

Les gravures avec leur dessin d'après nature ainsi que
les projets de sculpture doivent être remis, franc de port,
au secrétariat de l'Académie avant le 1^{er} octobre 1907.

L'Académie n'accepte que des travaux entièrement
achevés.

L'auteur couronné du groupe est tenu de donner
une reproduction photographique de son œuvre, pour
être conservée dans les archives.

Un délai de trois mois à partir du jugement est
accordé aux auteurs des groupes pour reprendre leurs
œuvres.

**CONDITIONS RÉGLEMENTAIRES
COMMUNES AUX CONCOURS ANNUELS DE LA CLASSE.**

Les auteurs ne mettront point leur nom à leur ouvrage; ils n'y inscriront qu'une devise, qu'ils reproduiront sur un billet cacheté renfermant leur nom et leur adresse. Il leur est défendu de faire usage d'un pseudonyme. Faute de satisfaire à ces formalités, le prix ne sera pas accordé.

Les ouvrages remis après le temps prescrit et ceux dont les auteurs se feront connaître, de quelque manière que ce soit, sont exclus du concours.

L'Académie demande la plus grande exactitude dans les citations : elle exige, à cet effet, que les concurrents indiquent les éditions et les pages des ouvrages mentionnés dans les travaux présentés à son jugement.

Les planches inédites, seules, seront admises.

L'Académie se réserve le droit de publier les travaux couronnés.

Elle croit devoir rappeler aux concurrents que les manuscrits des mémoires soumis à son jugement restent déposés dans ses archives comme étant devenus sa propriété. Toutefois, les auteurs peuvent en faire prendre copie à leurs frais, en s'adressant, à cet effet, au Secrétaire perpétuel.

PROGRAMMA VAN DEN PRIJSKAMP
VOOR HET JAAR 1907.

LETTERKUNDIG GEDEELTE.

EERSTE PRIJSVRAAG.

Schrijf de geschiedenis der woningen uit de XVI^e en de XVII^e eeuw in de oude Nederlanden; vergelijk ze met de woningen onzer dagen, zoowel van het standpunt der kunstschoonheid beschouwd als van dat der gebruikte bouwstoffen, der geriefelijkheid en der gezondheid.

TWEEDE PRIJSVRAAG.

Doe het onderwijs der beeldende kunsten gedurende de XIX^e eeuw in zijn oorsprong, in zijne strekkingen en in zijn uitslagen kennen (de schilderkunst, de beeldhouwkunst, de bouwkunst, de gravuur).

DERDE PRIJSVRAAG.

Schrijf de geschiedenis der Antwerpsche graveerschool, tot aan het einde der XVIII^e eeuw, daarin begrijpende inlichtingen uit echte bronnen geput over de uitgevers en hunnen invloed op het voortbrengen der prenten.

De schrijver zal, zooveel mogelijk, aanduidingen bezorgen voor de illustratie van zijn werk.

VIERDE PRIJSVRAAG.

Schrijf de geschiedenis van de bouwkunst, zoo burgerlijke als kerkelijke, de herstellingen uitgezonderd, in België, gedurende de XIX^e eeuw.

De schrijver zal een levensbericht leveren van de voornaamste beoefenaars der bouwkunst gedurende het aangeduide tijdvak. Het werk zal vergezeld gaan van schetsen.

VIJFDE PRIJSVRAAG.

Men vraagt eene studie over de voorwaarden waarin de schilders der Belgische provinciën hunne werken verkochten in de XV^e, XVI^e en XVII^e eeuwen.

De waarde der gouden medailles als prijzen uitgelooft bedraagt 800 frank voor de eerste, tweede, vierde en vijfde vragen en 1,000 frank voor de derde.

De verhandelingen, als antwoord op deze prijsvragen ingezonden, moeten duidelijk geschreven zijn en mogen in het Fransch of in het Nederlandsch opgesteld worden. Zij moeten vóór den 1^{en} Juni 1907 vrachtvrij aan den bestendigen Secretaris, in het Paleis der Academieën, te Brussel, gezonden worden.

TOEGEPASTE KUNST.

(Aan de prijskampen van toegepaste kunst mogen alleen geboren of genaturaliseerde Belgen deelnemen.)

PLAATSNIJKUNST.

Men vraagt het portret, in borstbeeld en in kopersnede, van een nog levenden Belg van beteekenis.

De prijs bedraagt 800 frank.

Het portret moet volstrekt onuitgegeven en naar de natuur gemaakt zijn. De platen naar fotografie uitgevoerd worden buiten den prijskamp gesloten.

Het hoofd zal 6 tot 7 centimeters hoog zijn.

De mededingers zijn verplicht ten minste twee afdrucken hunner plaat in te zenden, waarvan één op Chineesch papier, niet ingelijst en niet onder glas. Zij zullen er de

“ ; bijvoegen, naar welke zij gegraveerd hebben ;
el de natuur vervaardigd zijn.
; aanvraag teruggegeven worden.
onden tot dien prijskamp blijven
e. demie.

BEELDHOUKUNST.

Men vraagt het ontwerp van een groep met voetstuk bestemd om het middelpunt van het aarden bed op het ronde plein der Wetstraat, te Brussel, te versieren. (De kandelaar, die deze plaats versiert, moet aanschouwd worden als weggenomen zijnde.)

De keus van het onderwerp, evenals de belangrijkheid van het werk, worden geheel aan de mededingers overgelaten.

De afmeting der groep in gips of in potaarde zal een vijfde der grootte van uitvoering bedragen.

De prijs bedraagt *duizend frank*.

De gravuur met de oorspronkelijke teekening, naar de natuur gemaakt, en het ontwerp van beeldhouwwerk moeten vrachtvrij bij het Secretariaat der Academie vóór den 1^{en} October 1907 ingezonden worden.

De Academie aanvaardt geene andere dan geheel voltooide werken.

De bekroonde mededinger in den prijskamp van beeldhouwkunst is verplicht eene fotografische afbeelding van zijn werk te bezorgen, welke in het archief der Academie zal bewaard blijven.

Een termijn van drie maanden te rekenen van den dag der beoordeeling, wordt verleend aan de mededingers in den prijskamp van beeldhouwkunst om hun werk af te halen.

**VOORWAARDEN GELDIG VOOR AL DE JAARLIJKSCHE
PRIJSKAMPEN UITGESCHREVEN DOOR DE KLAS.**

De schrijvers zullen hunnen naam niet op hun werk vermelden; zij zullen er alleen eene kenspreuk op zetten, die zij zullen herhalen op eenen verzegelden brief, waarin hun naam en hun adres worden aangeduid. Het is hun verboden eenen schijnnaam te bezigen. Indien zij deze voorschriften niet in acht nemen, kan de prijs hun niet toegekend worden.

De werken, die na den bepaalden termijn besteld zijn, en diegene, wier schrijvers zich zullen doen kennen, op welke wijze het ook zij, zullen buiten den prijskamp gesloten worden.

De Academie verlangt de grootste nauwkeurigheid in de aanhalingen : zij eischt, te dien einde, dat de mededingers de uitgaven en de bladzijden aanduiden der boeken, welke vermeld worden in de verhandelingen, aan hare beoordeeling onderworpen.

De onuitgegeven platen zullen alleen toegelaten worden.

De Academie behoudt zich het recht voor de bekroonde werken uit te geven.

Zij acht het nuttig aan de mededingers te herinneren, dat de handschriften der verhandelingen, aan hare beoordeeling onderworpen, haar eigendom worden en in haar archief blijven berusten. De schrijvers mogen er echter afschrift laten van nemen op hunne kosten, mits zich, te dien einde, tot den bestendigen Secretaris te wenden.

RAPPORTS.

Il est donné lecture des appréciations suivantes :

1° De MM. Winders, Janlet et Acker : a) sur le quatrième rapport de voyage de M. Bonduelle, prix Godecharle pour l'architecture en 1901; b) sur le cinquième rapport (avec onze châssis), du même lauréat.

2° De MM. Mathieu, Tinel et Blockx, sur le premier rapport de voyage (avec symphonie), de M. Biarent, premier prix du grand concours de composition musicale de la même année 1901.

Ces appréciations seront transmises à M. le Ministre de l'Agriculture.

ÉLECTIONS.

La Classe procède aux élections pour les places vacantes.

Ont été élus correspondants :

1° *Dans la Section de peinture :*

M. Lamorinière (J.-P.-J.), à Anvers ;

M. Verheyden (Isidore), directeur de l'Académie royale des beaux-arts de Bruxelles;

2° Dans la Section d'architecture :

M. Brunfaut (J.), membre correspondant de la Commission royale des monuments, à Bruxelles.

— La Classe renouvelle le mandat de MM. Huberti, Hymans, Maquet et Robie, comme membres de sa Commission des finances pour l'année 1905.

M. De Groot remplacera **M. Hennebicq**, décédé.

— Au moment de procéder à l'élection du directeur pour l'année 1906, **M. le Secrétaire perpétuel** donne lecture d'une lettre de **M. le comte J. de Lalaing**, directeur sortant pour l'année 1904, s'excusant de ne pouvoir assister à la séance à cause de son état de santé. **M. de Lalaing** ajoute :

« J'aurais désiré, au moment où prend fin mon directorat, avoir l'occasion de remercier de tout cœur mes confrères qui ont rendu faciles et agréables des fonctions que je redoutais tant.

» En cédant le fauteuil à **M. Gevaert**, j'ai l'impression de lui restituer ce que je détenais indûment. Je souhaite la bienvenue et bonne chance à l'élu d'aujourd'hui, et termine en vous adressant, à vous, Monsieur le Secrétaire perpétuel, mes meilleurs remerciements. »

Il est procédé ensuite au vote : les suffrages se portent sur **M. Max. Rooses**.

M. Gevaert installe **M. Rooses** au bureau et lui adresse le compliment d'usage. Les applaudissements accueillent ces paroles ainsi que les remerciements de **M. Rooses**.



OUVRAGES PRÉSENTÉS.

Cumont (Fr.) et Boll (Fr.). Catalogus codicum astrologorum Graecorum. Codicum Romanorum, partem priorem, V. Bruxelles, 1904; in-8° (256 p.).

Denis (Hector). Le dogme et la sociologie. Liège, 1904; extr. in-8° (28 p.).

Vander Haeghen (Ferd.). Bibliotheca Belgica, livraisons 166 à 168. 1904.

Perquy (J.-Laurent-M.). La typographie à Bruxelles au début du XX^e siècle. Bruxelles, 1904; gr. in-8° (xvi-584 p.).

Nicolai (Edm.). De l'organisation d'une statistique officielle et uniforme des causes de décès. Fréquence comparée des principales causes de décès dans les villes qui font usage de la nomenclature internationale. 1904; extr. in-8° (8 p.).

— Les tribunaux de commerce en Belgique. Bruxelles, 1904; in-8° (40 p.).

BRUGES. *Société d'émulation.* Recueil de chroniques : Cartulaire de l'ancienne Estaple de Bruges; par Gilliodts-Van Severen, tome 1^{er}, 1903.

Wolff-Bech (Bruno). Kaiser Titus und der jüdische Krieg. Berlin, 1903; in-8° (38 p., portrait).

KIEL. *Gesellschaft für Geschichte.* 1904; Zeitschrift, 34. Band, 1904.

AMÉRIQUE.

Coelho Netto. Por~~ã~~montes e valles. Rio, s. d. ; in-8° (194 p.).

Lopes (B.). Val de lyrrios. Rio, 1900; in-18 (144 p.).

Coelho Netto. Praga. Rio, 1894; in-18 (114 p.).

Duque-Estrada (L.-G.). A arte brasileira. Rio, 1888; in-18 (250 p.).

Magalhães de Azeredo. Alma primitiva. Capital Federal, 1895; in-18 (206 p.).

Varzea (V.). Mares e campos. Capital Federal, 1895; in-18 (209 p.).

Viveiros de Castro. Ideias e phantasias. Capital Federal, 1895; in-18 (260 p.).

FRANCE.

Senchet (Émilien). Essai sur la méthode de Francisco Sanchez. Paris, 1904; in-8° (xxxix-170 p.).

— Liberté du travail et solidarité vitale. Paris, 1903; in-8° (xvii-235 p.).

NANCY. *Académie de Stanislas*. Mémoires, 1903-1904.

SOISSONS. *Société archéologique*. Bulletin, tome X, 1900.

PARIS. *Société de l'histoire de France*. Chronique de Jean Le Bel (J. Viard et Eug. Déprez), tome I^{er}.

— Mémoires du maréchal de Villars, accompagnés de correspondances inédites, tome VI (le marquis de Vogüé). 1904.

LONDRES. *Royal historical Society*. Transactions, vol. XVIII, 1904.

UGOLEVI. I monumenti del dialetto di Lio Mazor. Venise, 1904; in-8° (80 p.).

Sturdza (*Démètre-A.*). Charles I^{er}, roi de Roumanie. Chroniques — Actes — Documents, tome II, 1876-1877. Bucarest, 1904; vol. in-4° (xcix-944 p.).

Villa (*Antonio-Rodriguez*). Ambrosio Spinola, primer marqués de les Balbases. Ensaye biográfico. Madrid, 1905; in-8° (770 p.).

Rydberg (*Gust.*). Zur Geschichte des französischen ə, II, 3. Monosyllaba im französischen Artikelformen und Objekts-pronomen. Upsal, 1904; in-8° (210 p.).

BATAVIA. *Genootschap van kunsten en wetenschappen*. Dag-Register gehouden int Casteel Batavia, anno 1677 (Van der Ghijs). 1904.

NEUCHÂTEL. *Société de géographie*. Bulletin, 1904.

*Liste des ouvrages déposés dans la Bibliothèque de l'Académie
par la Commission royale d'histoire.*

Doppler (*P.*). Le « Grand Temple » de Saint-Monulphe, l'église Saint-Servais à Maestricht. Avec une étude sur sa mesure et ses proportions, par P. Schmeits. Maestricht, 1904; in-4° (31 p.).

GAND. *Société d'histoire et d'archéologie*. Bulletin, 1904, n° 6. Annales, tome V, 5^e livraison. Inventaire de Gand, fascicules 34 à 36.

COLOGNE. *Stadtarchiv*. Mitteilungen, 30. und 31. Heft, 1900-1902.

BONN. *Gesellschaft für rheinische Geschichtskunde*. *Publikationen* : XII. Erläuterungen zum Atlas der Rheinprovinz, mit Karte, Blatt I-IV : Kirchliche Organisation und Verleitung der Confessionen im Bereich der heutigen Rheinprovinz um das Jahr 1610; XIII. Geschichte des Kölner Malerschule, mit Lichtdrucktafeln, 4. Lieferung; XIV. Uebersicht über den Inhalt der Kleineren Archive der Rheinprovinz; XXIII. Zur Geschichte der Rheinlande aus dem vatikanischen Archiv, Band II; XXIV. Der Buchdruck Kölns.

WASHINGTON. *Jewish historical Society*. Publications, Number 2, 1903.

PARIS. *Ministère de l'Instruction publique*. Recueil des chartes de l'abbaye de Cluny, tome VII.

— Bibliographie des travaux historiques et archéologiques, tome IV, 3^e livr., 1903.

— Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome, fascicule 85 : Table de concordance du catalogue des vases peints du Musée d'Athènes.

Fascicule 90 : L'Italie méridionale et l'Empire byzantin.

Fascicule 91 : Recueil des inscriptions chrétiennes du Mont Athos, 1^{re} partie.

POITIERS. *Société des Antiquaires*. Bulletin, tome X, 1^{er} trimestre de 1904.

ROME. *R. Accademia dei Lincei*. Rendiconti dell' adunanza del 5 giugno 1904, vol. II, 1904.

Blum (*Martin*). Bibliographie luxembourgeoise, 1^{re} partie, 1904.

LUXEMBOURG. *Verein für Geschichte*. Ons Hemecht, 10. Jahrgang, Heft 4-10. 1904.



ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE

BULLETIN

DE LA

CLASSE DES LETTRES

ET DES

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

ET DE LA

CLASSE DES BEAUX-ARTS

1905. — N° 2

CLASSE DES LETTRES

ET DES

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

Séance du 6 février 1905.

M. G. MONCHAMP, directeur.

M. le chevalier EDM. MARCHAL, secrétaire perpétuel.

Sont présents : MM. P. Thomas, *vice-directeur* ; S. Bormans, L. Vanderkindere, le comte Goblet d'Alviella,

F. vander Haeghen, Ad. Prins, A. Giron, le baron J. de Chestret de Haneffe, Paul Fredericq, G. Kurth, Mesdach de ter Kiele, E. Discailles, Ch. Duvivier, V. Brants, P. de Paepe, A. Willems, Jules Leclercq, E. Nys, D. Mercier, H. Pirenne, *membres*; J. Lameere, A. Rolin, M^{re} Vauthier, J. Vercoullie, E. Waxweiler, J.-P. Waltzing et Henri Francotte, *correspondants*.

M. Ch. De Smedt écrit pour motiver son absence.

M. le Directeur adresse à M. Francotte le compliment d'usage au sujet de son élection de correspondant.

CORRESPONDANCE.

M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique adresse une lettre de M. Ch. Duvivier, membre de la Classe, relative à la création d'un prix qui portera son nom.

M. le Ministre demande qu'en lui renvoyant cette lettre, à laquelle était joint un projet de règlement du concours, la Classe « lui fasse connaître, dans le plus bref délai possible, le sentiment de l'Académie au sujet de la fondation dont il s'agit ».

La Classe, à l'unanimité, invite M. le Secrétaire perpétuel à répondre à M. le Ministre qu'elle accepte avec gratitude cette fondation, et qu'elle saurait gré au Gouvernement de bien vouloir lui appliquer l'article 910 du Code civil, exigeant la sanction royale d'acceptation.

Elle demande que des remerciements soient adressés aussi par le Gouvernement à M. Duvivier pour cette libéralité en faveur des historiens belges qui s'occupent du droit belge ou étranger ou de questions concernant l'histoire des institutions politiques, judiciaires ou administratives de la Belgique.

Le prix sera de 1,200 francs.

La première période triennale sera close le 31 décembre 1907.

La question à mettre au concours sera arrêtée par une Commission composée de quatre membres de la Classe et de trois délégués désignés : 1° par les premiers présidents des Cours de cassation et d'appel ; 2° par les bâtonniers de l'Ordre des avocats des mêmes Cours, et 3° par l'Université de Bruxelles (Faculté de droit).

Le programme paraîtra ultérieurement.

— M. le Ministre de la Justice adresse, pour la bibliothèque de l'Académie, deux exemplaires de la nouvelle publication de la Commission royale des anciennes lois et ordonnances de la Belgique, comprenant les *Coutumes des seigneuries enclavées dans le vieux bourg de Gand*, tome IX. — Remerciements.

— M. le Secrétaire perpétuel présente l'*Annuaire* de l'Académie pour 1905.

— Hommages d'ouvrages :

1° *Pour le sixième centenaire de François Pétrarque, 1304-1904. François Pétrarque et le pays liégeois*; par M. George Monchamp;

2° *Université de Gand. Le poète Stace*; discours par P. Thomas;

3° *L'ère de la mondialité. Éloge d'Élie Reclus*; par
Guillaume De Greef;

4° *Les missions catholiques et les langues indigènes*; par
Paul Peeters.

— Remerciements.

COMMUNICATION ET LECTURE.

Guillaume de la Marck n'est pas le Sanglier d'Ardenne;
par le baron J. de Chestret de Haneffe, membre de
l'Académie.

Lorsque, dans sa belle étude sur *Maurice de Neufmoustier*, M. Kurth proposa en passant d'attribuer à Renier de Huy les célèbres fonts baptismaux de Saint-Barthélemi à Liège, sa voix ne fut pas entendue, l'attention étant attirée sur l'objet principal de sa lecture. Quelques années après, sans me rappeler la question soulevée par notre savant confrère, je fis valoir, dans la *Biographie nationale*, les premiers arguments qui militaient en faveur de la même thèse; mais là aussi mes considérations passèrent inaperçues, et l'on continua, comme si de rien n'était, à faire honneur à Lambert Patras d'un des chefs-d'œuvre de l'art mosan. Il fallut, pour émouvoir le public, un troisième assaut, que cette fois M. Kurth livra, selon toutes les règles, à l'erreur accréditée par Jean d'Outremeuse. Le pauvre Patras en sortit fort mal

arrangé, et s'il n'est pas tout à fait mort aujourd'hui, c'est que les légendes ont la vie dure. Vous me permettez d'en donner une nouvelle preuve.

Qui n'a lu avec un sentiment douloureux, dans l'histoire du pays de Liège, le récit des troubles où domine la sinistre figure de Guillaume de la Marck, bien connu de nos jours sous le nom de *Sanglier des Ardennes*? Eh bien! le *Sanglier d'Ardenne*, pour me servir d'une expression plus exacte, n'était pas Guillaume de la Marck. Dans un livre consacré spécialement à sa famille (1), je me suis efforcé, à deux reprises, de rétablir sur ce point la vérité : elle est restée au fond du puits, c'est-à-dire dans les notes où j'ai peut-être eu le tort de la reléguer. Aujourd'hui qu'à l'occasion de l'Exposition de Liège on se propose de transporter sur la scène un épisode de la vie du prétendu Sanglier, il est temps de lui rendre définitivement son véritable surnom.

Et d'abord qu'entend-on par Sanglier d'Ardenne?

C'est un homme farouche, redoutable, habitué à vivre ou à chercher un refuge dans les impénétrables forêts de l'Ardenne. Or trois la Marck au moins portèrent successivement ce bizarre surnom, et l'on peut dire sans crainte qu'aucun d'eux ne l'avait volé.

Le premier fut Jean de la Marck, seigneur d'Arenberg, de Sedan, de Lummen, de Peer, d'Aigremont, avoué de Hesbaye, prévôt de Bastogne et de Marche, coseigneur de Neufchâteau, qui assista Philippe le Bon dans sa conquête du duché de Luxembourg, en 1443, et qu'Oli-

(1) *Histoire de la maison de la Marck, y compris les Clèves de la seconde race*, pp. 117 et 193.

vier de la Marche appelle, à cette occasion, le *Sangler d'Ardenne* (1).

Ce Jean de la Marck laissa plusieurs fils, entre autres Everard et Guillaume, celui qui fait l'objet de cette notice. Everard, l'ainé, était déjà prévôt de Bastogne, de Marche, de Chiny et d'Étalle quand il hérita de la seigneurie d'Arenberg et de la moitié de celle de Neufchâteau. Peu après, il devint seigneur de Mirwart, de Lomprez, de Villance, avoué de Saint-Hubert et, enfin, gouverneur du duché de Luxembourg, ce qui fit de lui l'homme le plus puissant de ce pays.

Guillaume eut pour sa part les seigneuries de Lummen, de Peer, d'Aigremont et l'avouerie de Hesbaye. A ces possessions, il ajouta plus tard Seraing-le-Château et les forteresses de Logne et de Franchimont, de telle sorte qu'aucun de ses biens n'était situé en Ardenne.

Ses contemporains nous le représentent comme un beau chevalier, d'un naturel féroce, ne respirant que la guerre et laissant croître sa barbe pour se donner un air plus terrible. Cette barbe, qui lui tombait jusqu'à la ceinture, était partout célèbre, et son propriétaire était connu dans le peuple sous le nom de Guillaume à la Barbe (2). Molinet, l'historiographe de la maison de

(1) « Et venoient à luy (Philippe le Bon) tous les seigneurs et nobles hommes de ladicte duchié, qui tenoient places et seignories en hommaige de ladicte duchié, comme le Sangler d'Ardenne, nommé le damoiseau Jehan de la Marche, et aultres grans personnaiges. » (OLIVIER DE LA MARCHE, *Mémoires*, éd. de la Société de l'histoire de France, t. II, p. 19.)

(2) « Prolixam barbam gestans » (JEAN DE LOS, dans *De Ram, Documents*, etc., p. 71); « barbam ad renes et pectus protensam » (ADRIEN DE BUT, dans Kervyn, *Chroniques*, etc., t. I, p. 635); « hispi-

Bourgogne, l'appelle même tout simplement « la Barbe », et, à deux reprises, le distingue expressément du Sanglier d'Ardenne. En 1479, dit-il, « monseigneur le comte de Chimay, la Barbe, le sanglier d'Ardenne » et d'autres assiégèrent la ville de Virton, qui fut obligée de se rendre; et plus loin, après avoir parlé des opérations de l'armée bourguignonne réunie à Namur en 1480, il ajoute : « Et fut conclu que monseigneur de Chantereine, chief d'aulcunes compagnies desdits seigneurs, iroit devant Longnes, appartenant à messire Guillard de la Marche, nommé la Barbe; mais le sanglier d'Ardenne, gouverneur du Luxembourg, frère audit Barbe, vint au devant; et fut appointé que ledit Chantereine auroit dix mille florins et chercheroit ailleurs ses aventures (1). »

Impossible, on le voit, d'être plus catégorique : dans ce dernier passage, Guillaume de la Marck devient encore une fois Guillaume à la Barbe, tandis que le gouverneur du Luxembourg, qui n'est autre que son frère Everard, nous apparaît comme le véritable Sanglier d'Ardenne, deuxième du nom.

Cette identité semblerait-elle encore douteuse, en voici la preuve matérielle : les monnaies que messire Guillaume fit frapper à Liège en qualité de mambour, nous le montrent à tous crins et s'appelaient *deniers à la*

dae barbae prodigiosus portitor » (PLACENTIUS); « Wyllem van der Mercke off van Arenberch mytten barde » (HABETS, *Chronijk der landen van Overmaas*, dans *Publ.*, etc., de Maestricht, t. VII, p. 63); « Willem metten baerde » (PIOT, *Chroniques de Brabant et de Flandre*, p. 249).

(1) JEAN MOLINET, *Chroniques*, dans Buchon, *Chroniques nationales françaises*, t. XLIV, pp. 195 et 241. Voir aussi pp. 308 et 439.

Barbe; celles d'Everard, qui s'intitulait *protecteur de Liège*, ont pour marque distinctive un sanglier placé dans la légende ou cheminant au-dessus de l'écusson; d'où le nom de *deniers à la Truye* (1).



Veut-on savoir maintenant d'où nous vient une croyance infirmée par de pareils témoignages? Un écrivain étranger, Jean de Roye, notaire au Châtelet de Paris, dont la *Chronique scandaleuse* parut en 1491, raconte qu'au mois d'août ou de septembre 1482, « messire Guillaume de la Marche, dit le Sanglier d'Ardaïne », ourdit une conspiration contre la vie de Louis de Bourbon, dans le dessein de faire évêque « le frère dudit Sanglier », et qu'ayant rassemblé à cet effet, tant à Paris qu'aux environs, deux à trois mille mauvais garnements, il les fit habiller de robes rouges, à chacune desquelles, au-dessus de la manche gauche, il fit mettre une hure de sanglier (2).

On voit que l'auteur est fort mal informé, puisqu'au lieu du fils de Guillaume, il nous représente son frère

(1) J. DE CHESTRET DE HANEFPE, *Numismatique de la principauté de Liège*, pp. 212 et suiv.

(2) JEAN DE ROYE, *Journal connu sous le nom de Chronique scandaleuse*, éd. de la Société de l'histoire de France, t. II, p. 118.

comme aspirant au trône épiscopal (1). Mais pour qui n'était pas mis en défiance par cette erreur grossière, le récit d'un contemporain devait offrir toutes les apparences de vérité. Aussi un autre Français, Robert Gaguin, crut-il pouvoir écrire, en 1495, qu'à Liège on appelait Guillaume de la Marck le Sanglier d'Ardenne (2). Six ans plus tard (1501), cette allégation était répétée mot pour mot par un Allemand; Jean Nauclerus, auteur d'une chronique universelle (3).

Cependant aucun de nos annalistes, aucun de nos historiens ne se fit l'écho de Jean de Roye. Sans parler des chroniqueurs liégeois ou flamands, on n'aperçoit aucune trace de son dire, ni dans Suffridus Petri, ni dans Placentius, ni même dans Fisen, qui tenait encore la plume en 1649. Mais à partir de cette année, l'édition de Philippe de Comines donnée par Denis Godefroy se répandit dans le monde des travailleurs, et ceux-ci purent y lire, à la page 209, une note marginale disant que Guillaume de la Marck était surnommé le Sanglier d'Ardenne. C'est là que le père Foullon puisa cette particularité, jusqu'alors inconnue à Liège, et qu'il introduisit, sous la même forme, dans sa grande histoire de la principauté (4). Achievé en 1654, cet ouvrage ne fut publié que

(1) Ajoutons que si l'on tient pour vrai le port d'une livrée par quelques gens de guerre de Guillaume de la Marck, c'est probablement à un contingent fourni par son frère Everard qu'il faut l'attribuer.

(2) « Guillelmus Marchianus, quem Arduenne aprum Leodii vocant. » (ROBERTI GAGUINI *Compendium super Francorum gestis*, éd. de 1504, fol. 159 v°.)

(3) JOANNIS NAUCLERI *Chronicon*, éd. de 1516, t. II, fol. 297.

(4) FOULLON, *Historia Leodiensis*, t. II, p. 145. Voici le passage en question : « Aprum Arduennatem aetatis suae homines vocavere : quod praediis arcibusque in Arduenna locuples ac potens esset; et

longtemps après (1735-1736), mais comme il en circulait de nombreuses copies manuscrites, la vieille erreur de Jean de Roye ne tarda pas à se propager chez les érudits.

On lui donna surtout créance après 1706, lorsque Jean Godefroy, fils de Denis, eut fait paraître, à Bruxelles, une nouvelle édition de Comines, accompagnée cette fois de la *Chronique scandaleuse* elle-même. Ce qu'on y disait du surnom de Guillaume et de la livrée portée par ses soudards fut imprimé pour la première fois à Liège, en 1720, dans l'ouvrage d'Abry sur les bourgmestres de la cité (1). On y lit que « ledit comte Guillaume de la Marck (2) étoit surnommé à la Barbe et le grand Sanglier d'Ardenne, à raison d'une hure de sanglier que ses soldats portoient d'ordinaire sur leurs épaules ». L'auteur connaissait donc aussi le vrai surnom du terrible chevalier; mais l'opinion de Foullon prévalut; Bouille la fit sienne dans son *Histoire du pays de Liège*, et, plus tard, Walter Scott, s'emparant du célèbre aventurier dans son roman de *Quentin Durward*, répandit aux quatre coins du monde la renommée du Sanglier.

La qualification pittoresque appliquée au meurtrier de Louis de Bourbon et de tant d'autres répondait si bien à son caractère sauvage et brutal, qu'on ne s'arrêta pas à

ob agreste ferumque ingenium, quo dotes omnes animi ac corporis dehonestavit. » Et en marge : « Annot. ad Comin. appelé Sanglier d'Ardenne. »

(1) *Recueil héraldique des bourguemestres de la cité de Liège*, p. 184.

(2) Ce titre de comte, dont beaucoup d'historiens gratifient notre personnage, n'est pas moins abusif que le surnom de Sanglier d'Ardenne. Guillaume de la Marck, cadet d'une famille illustre, ne le prit jamais et ne pouvait le prendre, pour la bonne raison qu'il appartenait au chef de sa maison, le comte régnant de la Marck, en Westphalie.

cette considération si simple qu'il n'avait aucune possession dans l'Ardenne. On ne fit aucune attention aux nouveaux documents où il était appelé Guillaume à la Barbe; la chronique de Molinet, qui restituait à son frère Everard le surnom de Sanglier d'Ardenne, passa même inaperçue. Enfin, quand on put voir, dans l'*Histoire numismatique* du comte de Renesse, une monnaie de ce même Everard marquée du caractère sanglier, on n'en tira aucune conséquence, et l'erreur consacrée par le temps continua d'être acceptée comme parole d'Évangile.

Il me reste à dire un mot du dernier des la Marck entaché du surnom devenu en quelque sorte héréditaire dans sa famille. C'était ce Robert de la Marck, seigneur de Sedan, neveu d'Everard et de Guillaume, qui ne craignit pas de partir en guerre contre Charles-Quint, et dont l'imprudente agression mit aux prises le puissant empereur et son rival, François I^{er}. Mais laissons parler Brantôme : « On l'appeloit au commencement *le grand sanglier des Ardenes*, pour l'amour de ses terres qui aboutissoient aux Ardenes (1), et qu'il ravageoit toutes les terres de l'empereur et autres ses voisins, et y faisoit de grands maux, ny plus ni moins qu'un sanglier qui ravage les bledz et les vignes des pauvres et bonnes gens... Il avoit pris pour devise : Si Dieu ne me veut ayder, le diable ne me peut manquer (2). »

(1) Ou plutôt à cause de celles qu'il y avait en gage, telles que le comté de Chiny et la place de Bouillon.

(2) BRANTÔME, *Oeuvres complètes*, éd. de la Société de l'histoire de France, t. III, p. 189.

CLASSE DES BEAUX-ARTS.

Séance du 2 février 1905.

M. F.-A. GEVAERT, directeur, président de l'Académie pour 1905.

M. le chevalier EDM. MARCHAL, secrétaire perpétuel.

Sont présents : MM. Max. Rooses, *vice-directeur* ; Éd. Fétis, Th. Radoux, G. De Groot, Gustave Biot, H. Hymans, J. Robie, G. Huberti, Ch. Tardieu, J. Winders, Ém. Janlet, H. Maquet, Ém. Mathieu, Edg. Tinel, Louis Lenain, Xav. Mellery, Léon Frédéric et Ern. Acker, *membres* ; L. Solvay, *correspondant*.

MM. Danse et J. Brunfaut prient la Classe d'excuser leur absence.

CORRESPONDANCE.

MM. Lamorinière, Verheyden et Brunfaut adressent des remerciements pour leur élection de correspondant.

M^{me} veuve Julien Dillens écrit pour remercier la Classe au sujet de la lettre de condoléance qui lui a été adressée.

M. le Ministre de l'Agriculture envoie, avec demande d'avis, le deuxième rapport de M. Triphon De Smet, premier prix du grand concours d'architecture de 1902.

— Renvoi à la Section d'architecture.

— M. le Secrétaire perpétuel présente l'*Annuaire* de l'Académie pour l'année 1905, renfermant, entre autres, la notice nécrologique de M. Aug. Dupont, ancien correspondant de la Classe, par M. Émile Mathieu.

— Hommages d'ouvrages :

1° *Variétés campanaires*; par Fernand Donnet;

2° *La statuette de Casterlé*; par le même;

3° *Médailles historiques de Belgique, 1904*; par Édouard Laloire.

— Remerciements.

RAPPORT.

Il est donné lecture de l'appréciation par MM. Janlet, Winders et Acker du premier rapport (avec dessins) de la quatrième année d'études à l'étranger de M. J. Evrard, grand prix du concours d'architecture de 1899.

— Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture.

OUVRAGES PRÉSENTES.

De Greef (G.). L'ère de la mondialité. Éloge d'Élie Reclus (34 p.).

Monchamp (G.). Pour le sixième centenaire de François Pétrarque, 1304-1904. François Pétrarque et le Pays liégeois. Conférence donnée le 21 décembre 1904. Liège, 1905; in-8° (20 p.).

Thomas (Paul). Le poète *Stace*. Discours prononcé le 18 octobre 1904 à la séance solennelle de rentrée de l'Université de Gand. Gand, 1904; in-8° (21 p.).

De Roy (G.). Le prochain Congrès de la Paix. Tournai, 1905; in-8° (19 p.).

— Lettre ouverte à Sa Majesté de Russie, empereur de la Paix. Péruwelz, 1905; in-4° (4 p.).

de Jonghe (le vicomte B.). Un denier noir frappé à Ypres par Gui de Dampierre, comte de Flandre, 1280-1305. Bruxelles, 1905; in-8° (6 p.).

Laloire (Édouard). Médailles historiques de Belgique, année 1904. Bruxelles, 1905, in-8° (12 p. et 3 pl.).

Donnet (Fernand). La statuette de Casterlé. Turnhout, 1905; in-8° (23 p. et 2 pl.).

— Variétés campanaires. Anvers, 1905; in-8° (132 p.).

Peeters (Paul). Les missions catholiques et les langues indigènes. Bruxelles, 1905; extr. in-8° (20 p.).

Prenau (St.-L.). Zoet en zuur over zuiver Nederlandsch. Gand, 1904; in-8° (37 p.).

BRUXELLES. *Ministère de la Justice. Commission des anciennes lois et ordonnances*. Coutumes des Pays et Comté de Flandre. Quartier de Gand, t. IX (De Berten). 1904; in-4°.

Ministère de l'Industrie et du Travail. Les salaires dans l'industrie gantoise. II. Industrie de la filature du lin. Rapport et enquête par Louis Varlez. 1904.

MALINES. *Cercle archéologique*. Bulletin, t. XIV, 1904.

TOURNAI. *Société historique et archéologique*. Annales, t. VIII, 1904.

ALLEMAGNE.

BERLIN. *Königl. preussische Akademie der Wissenschaften*. Acta Borussica, Band VII : Die Behördenorganisation und

die allgemeine Staatsverwaltung Preussens im 18. Jahrhundert. — *Ergänzungsband*. 1903.

— Politische Correspondz Friedrich's des Grossen, 30. Band. 1903.

FRANCE.

Hamy (E.-T.). Commentaires sur quelques cartes anciennes de la Nouvelle-Guinée, pour servir à l'histoire de la découverte de ce pays par les navigateurs espagnols (1528-1608). Paris, 1877; in-8° (39 p.).

— Coup d'œil d'ensemble sur les résultats des fouilles de M. D. Charnay dans le massif du Popocatepetl. Paris, extr. in-8° (16 p.).

— Étude sur les Papouas de la mer d'Entrecasteaux. Paris, 1889; in-8° (21 p.).

— Un naufrage en 1332. Documents pour servir à l'histoire des marques commerciales au XIV^e siècle. Bruxelles, 1902; in-8° (16 p.).

— Quelques observations sur l'origine du mot America. Paris, 1902; in-8° (12 p.).

— Considérations générales sur les races jaunes. Paris, 1895; extr. in-8°.

— Note sur six anciens portraits d'Incas du Pérou, conservés au Musée d'ethnographie du Trocadéro. Paris, 1897; extr. in-8° (8 p.).

— Sculptures Haïda. Paris, in-8° (6 p. et 2 pl.).

— Les races nègres. Paris, 1897; extr. in-8° (15 p.).

— Les vases peints d'Ica (Pérou moyen). Paris, extr. in-8° (3 p.).

— La pierre tombale de Philip Thicknesse au Musée de Boulogne-sur-Mer. Boulogne-sur-Mer, 1899; extr. in-8° (15 p.).

Hamy (E.-T.). Sur les ruches en poterie de la Haute-Egypte. Paris, 1901; extr. in-8° (3 p.).

— Sur une miniature de Jaques Le Moyne de Morgues représentant une scène du voyage de Laudonnière en Floride (1564). Paris, 1901; extr. in-8° (10 p.).

— Oyapoc et Vincent Pinson. Paris, 1901; extr. in-8° (7 p.).

— Le capitaine René de Laudonnière. Nouveaux renseignements sur ses navigations (1561-1572). Paris, 1902; extr. in-8° (15 p.).

— Quelques observations au sujet des gravures et des peintures de la grotte de Font-de-Gourne (Dordogne). Paris, 1902; extr. in-8° (6 p.).

— Quelques observations sur les tumulus de la vallée de Gambie, présentées à l'occasion d'une exploration récente de M. Je capitaine Duchemin. Paris, 1904; extr. in-4° (10 p.).

— Jean-Nicolas Brard, peintre-naturaliste provençal, explorateur des Antilles (1748-1822). Notice biographique. Marseille, 1904; extr. in-8° (8 p.).

Bastin (J.). Précis de phonétique et rôle de l'accent latin dans les verbes français, 2^e édition. Paris, Saint-Pétersbourg, 1903; in-8° (226 p.).



ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE

BULLETIN

DE LA

CLASSE DES LETTRES

ET DES

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

ET DE LA

CLASSE DES BEAUX-ARTS

1905. — N° 3

CLASSE DES LETTRES

ET DES

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

Séance du 6 mars 1905.

M. G. MONCHAMP, directeur.

M. le chevalier EDM. MARCHAL, secrétaire perpétuel.

Sont présents : MM. P. Thomas, *vice-directeur* ; S. Bormans, T.-J. Lamy, L. Vanderkindere, le comte Goblet

1905. — LETTRES, ETC.

9

d'Alviella, F. vander Haeghen, Ad. Prins, A. Giron, le baron J. de Chestret de Haneffe, Paul Fredericq, G. Kurth, Mesdach de ter Kiele, H. Denis, le baron Éd. Descamps, E. Discailles, Ch. Duvivier, V. Brants, P. de Paepe, Aug. Beernaert, Ch. De Smedt, A. Willems, Jules Leclercq, Maurice Wilmotte, E. Nys, D. Mercier, H. Pirenne, *membres*; Ern. Gossart, J. Lameere, A. Rolin, Maurice Vauthier, F. Cumont, J. Vercoullie et Henri Francotte, *correspondants*.

CORRESPONDANCE.

La Classe prend notification du décès de Samuel-Rodolphe-Detlow-Canut d'Olivecrona, conseiller à la Cour suprême de Stockholm, associé de la Section des sciences morales et politiques, mort à Stockholm, le 2 février dernier.

Une lettre de condoléance sera adressée à la famille du défunt.

— M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique envoie :

1° Une ampliation de l'arrêté royal du 28 février autorisant le Gouvernement à accepter pour l'Académie la donation faite par M. Charles Duvivier en faveur des sciences historiques; voir ci-après, p. 132;

2° Un mémoire manuscrit sur les Chaldéens, qu'il a reçu dans les conditions réglementaires du concours pour le prix Gantrelle. — Renvoi au jury;

[Sur sa demande, M. Alph. Willems est remplacé dans ce jury par M. le comte Goblet d'Alviella, lequel sera troisième commissaire.]

3° Un exemplaire de l'Aperçu des lacunes qu'il faudrait combler pour la publication des sources de l'histoire des Pays-Bas (en néerlandais);

4° Pour la bibliothèque de l'Académie, un exemplaire de la publication suivante : *Handelingen van het 25° Nederlandsch taal- en letterkundig Congres, gehouden te Gent, in 1899, en van het 27°, gehouden te Kortrijk, in 1902.* — Remerciements.

— Hommages d'ouvrages :

1° *Annuaire de l'Institut de droit international*, 13° à 20° volumes, 1894-1904, avec Tableau décennal de l'organisation, du personnel et des travaux de l'Institut (offert par le baron Descamps, secrétaire général);

2° *L'établissement du régime espagnol dans les Pays-Bas et l'insurrection*; par Ern. Gossart (présenté par M. le chevalier Edm. Marchal, avec une note);

3° *Le Droit international. Les principes, les théories, les faits*, tome II; par E. Nys (présenté par M. le chevalier Marchal, avec une note);

4° *El emperador Carlos V y su corte*; par Antonio Rodriguez Villa (présenté par M. Ern. Gossart, avec une note);

5° A. *Code de la justice de paix*, tomes I et II; B. *Code des tribunaux de police*; par Joseph de Leuze;

6° *Les légendes hagiographiques*; par Hippolyte Delehaye, S. J., hollandiste (présenté par M. De Smedt, avec une note);

7° *Materialien zur Kunde des älteren Englischen Dramas*. Bd VII : *Ben Jonson's Dramen in Neudruck herausgegeben nach der Folio 1616*. Erster Theil, von W. Bang. — Bd VIII : *Pedantius, a latin Comedy, formerly acted in Trinity College; Cambridge*, edited by G.-C. Moore Smith (présenté par M. Kurth, avec une note).

Les notes lues par MM. Gossart, De Smedt, Kurth et Marchal figurent ci-après.

PRIX CHARLES DUVIVIER.

LÉOPOLD II, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Vu la lettre en date du 1^{er} février 1905, de M^e Ch. Duivier, avocat près la Cour de cassation, Membre de l'Académie, portant ce qui suit :

« Un groupe de magistrats, de confrères, de collègues, de collaborateurs, d'anciens élèves et amis ont voulu, à l'occasion de mon jubilé au barreau et dans l'enseignement universitaire, me donner un témoignage de leur sympathie. Ils ont réuni par souscription une certaine somme destinée à la fondation d'un prix d'histoire. Ils m'ont chargé d'organiser cette fondation, à laquelle ils ont voulu attacher mon nom.

» Je compte donc mettre à la disposition de l'Acadé-

mie, Classe des lettres et des sciences morales et politiques, une somme de 13,400 francs, valeur nominale, en titres d'emprunt belge 3%, coupons du 1^{er} juillet 1905 attachés.

» Le produit de cette somme servira à décerner tous les trois ans un prix d'histoire d'une valeur de 1,200 francs.

» L'intention des donateurs et la mienne propre sont d'encourager l'étude : 1^o de l'histoire du droit belge ou étranger, et 2^o de l'histoire des institutions politiques judiciaires ou administratives de la Belgique.

» Le prix portera la dénomination : *Prix Charles Duvivier.* »

Vu le règlement proposé pour l'attribution de ce prix;

Vu l'avis favorable de la Classe des lettres et des sciences morales et politiques de l'Académie royale de Belgique;

Vu les articles 910 et 937 du Code civil;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ARTICLE PREMIER. — Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique est autorisé à accepter, au nom du Gouvernement, pour l'Académie royale de Belgique, le don fait par M. Ch. Duvivier.

Le règlement pour l'attribution du prix fondé, dit Prix Charles Duvivier, est approuvé tel qu'il se trouve ci-annexé.

ART. 2. — Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Laeken, le 28 février 1903.

(signé) LÉOPOLD.

Par le Roi :

*Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Instruction publique,*

(signé) J. DE TROOZ.

Règlement du prix Charles Duvivier.

ARTICLE PREMIER. — Tous les trois ans, la Classe des lettres et des sciences morales et politiques de l'Académie royale de Belgique mettra au concours une question concernant l'histoire du droit belge ou étranger, ou concernant l'histoire des institutions politiques, judiciaires ou administratives de la Belgique.

ART. 2. — La question sera mise au concours sur la proposition d'une commission composée de sept membres, savoir : 1° quatre membres de la Classe; 2° un magistrat désigné par MM. les premiers présidents de la Cour de cassation et de la Cour d'appel de Bruxelles; 3° un avocat délégué par MM. les bâtonniers de l'Ordre des avocats près la Cour de cassation et près la Cour d'appel de Bruxelles; 4° un professeur de l'Université de Bruxelles, choisi par la Faculté de droit.

La Classe jugera le concours sur le rapport d'une commission composée comme il vient d'être dit.

ART. 3. — Pour la première période de trois ans (1905-1907), la question mise au concours sera désignée par la Classe, aussitôt qu'elle le pourra faire, dans l'une de ses prochaines séances de 1905. Pour les autres périodes, elle le sera, autant que possible, dans la séance du mois de février de l'année qui ouvre la période.

ART. 4. — Ne seront admis à concourir que des auteurs belges. Les membres et les correspondants de l'Académie sont exclus.

ART. 5. — Les mémoires envoyés en réponse à la question mise au concours devront être rédigés en français, en flamand ou en latin.

ART. 6. — Ces mémoires ne seront pas signés. Ils porteront une devise, qui sera répétée dans un bulletin cacheté joint au manuscrit et renfermant les nom, prénoms et adresse de l'auteur.

ART. 7. — Le prix sera de 1,200 francs, augmenté, s'il y a lieu, des intérêts produits par le capital de la Fondation.

ART. 8. — Si, à l'expiration d'une période, aucun mémoire n'est parvenu à la Classe, ou n'est jugé digne du prix par la Commission, le délai pourra, de l'avis de ladite Commission, être prolongé de trois ans, et le montant du prix doublé.

ART. 9. — La Classe pourra aussi, dans le même cas, sur la proposition de la Commission, mettre au concours une deuxième question, tout en maintenant celle pour laquelle le délai aura été prolongé; ou bien encore,

décider que la somme représentant le prix servira à augmenter le capital de la Fondation.

ART. 10. — La première période finira le 31 décembre 1907.

ART. 11. — Si la Commission ne pouvait se constituer dans les conditions prévues à l'article 2, la Classe complètera le nombre des membres indiqué audit article.

ART. 12. — Tout ce qui se rapporte au concours doit être adressé, franc de port, à M. le Secrétaire perpétuel de l'Académie.

(Première période triennale : 1905-1907.)

SUJET PROPOSÉ.

On demande une étude sur les conditions dans lesquelles s'est réalisée, dans une région déterminée de la Belgique, l'extinction du servage.

« Le mémoire indiquera ce qu'était le servage dans l'un des anciens territoires de la Belgique. Il mettra en relief les efforts accomplis pour l'adoucir et le faire disparaître. Il insistera particulièrement sur les droits et prestations successivement établis, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, en remplacement ou en représentation de la servitude. Le mémoire mentionnera également les mesures qui furent prises pour arriver à la suppression de ces droits et prestations lors de l'application, en Belgique, des lois abolitives de la féodalité. »

Ne seront admis au concours que des auteurs belges. Les membres et les correspondants de l'Académie sont exclus.

Les mémoires envoyés en réponse au sujet précité doivent être inédits; ils peuvent être écrits en français, en flamand ou en latin.

Le prix sera de 1,200 francs.

Les manuscrits ne peuvent être signés. Ils porteront une devise qui sera répétée sur un billet cacheté renfermant les nom, prénoms et adresse de l'auteur. Il est défendu de faire usage d'un pseudonyme.

Les réponses devront être adressées, franc de port, avant le 31 décembre 1907, à M. le Secrétaire perpétuel de l'Académie, au Palais des Académies.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

M. Antonio Rodríguez-Villa, membre de l'Académie d'histoire de Madrid, dont les nombreux travaux relatifs au XVI^e et au XVII^e siècle ne concernent pas seulement l'Espagne, mais, pour une bonne part, la Belgique, vient de publier, sous le titre : *Charles-Quint et sa cour*, un recueil de dépêches des plus intéressants, que j'ai l'honneur d'offrir en son nom à l'Académie (1). Ces dépêches

(1) *El Emperador Carlos V y su corte, según las cartas de don Martín de Salinas, embajador del Infante don Fernando, 1522-1539*, con introducción, notas é índices por Antonio Rodríguez Villa. Madrid, establecimiento tipográfico de Fortanet, 1903-1905, 1 vol. gr. in-8°

sont adressées à l'infant Ferdinand, frère de Charles-Quint, qui devint roi de Hongrie, puis roi des Romains et plus tard empereur, et à son trésorier, Francisco de Salamanca, par Martin de Salinas, représentant de ce prince à la cour d'Espagne, chargé d'y défendre ses intérêts. Elles embrassent les années 1522 à 1539.

A côté de renseignements sur les événements de l'époque, on y trouve une quantité d'informations sur l'empereur, sa vie, les personnages qui composaient ses conseils, des anecdotes, des traits de mœurs, même des détails sur le costume du temps. Avec ces dépêches et celles des ambassadeurs vénitiens, si riches également en récits pittoresques, on pourrait composer un tableau très vivant de la cour de Charles-Quint pendant cette partie de son règne.

Parmi les événements importants dont Salinas a été témoin ou au sujet desquels ses lettres fournissent des détails nouveaux, nous notons le séjour de Charles-Quint à Bologne, à l'occasion de son couronnement, en 1530; la fameuse séance dans laquelle, étant à Rome, en 1536, il adressa publiquement un défi à François I^{er}, en présence du pape, au grand étonnement de toute l'assistance et même de ses conseillers, dont il n'avait pas demandé l'avis, contrairement à son habitude; la malheureuse campagne de 1536 dans le midi de la France, conduite par Charles-Quint en personne; les négociations pour la

de 990 pages. Tiré, à 100 exemplaires, du *Bulletin de l'Académie royale d'histoire*. Nous rappellerons ici qu'à la fin de l'année 1904 a paru un ouvrage considérable du même historien relatif à Ambroise Spinola, dont l'Académie royale de Belgique a reçu également un exemplaire.

paix, en 1538; l'entrevue, qui suivit, avec François I^{er}; la mort de l'impératrice, en 1539.

Sur l'entourage de l'empereur, ses ministres, leur action pendant cette période de 1522 à 1539, les renseignements abondent également. Le premier séjour de Charles-Quint en Espagne, de 1517 à 1520, lui avait été défavorable. On lui reprochait de trop écouter ses ministres flamands, de n'avoir d'attention que pour eux; de là des mécontentements qui provoquèrent, en partie du moins, le formidable soulèvement des *comunidades*. Charles de Gand, ainsi que les Espagnols qualifiaient dédaigneusement le fils de Philippe le Beau et de Jeanne la Folle, était considéré comme un étranger; il fut traité alors en ennemi. Au contraire, quand il revient en Castille, en 1522, les sentiments, de part et d'autre, changent. L'empereur s'efforce de gagner les sympathies. En 1523, son confesseur Glapion étant mort, il le remplace par un Espagnol, Garcia de Loaisa, évêque d'Osma, qui acquiert bientôt une part considérable d'influence dans ses conseils; le secrétaire Covos est également très écouté. Sans que Charles-Quint rompe avec ses anciens serviteurs flamands et bourguignons, il subit de plus en plus l'influence des Espagnols : l'action de ceux-ci sur sa politique, ses idées, ses goûts se fait sentir davantage de jour en jour.

M. Rodriguez Villa regrette que cette action ne se soit pas exercée plus tôt, que le petit-fils de Maximilien n'ait pas été amené dès son enfance en Castille pour y être élevé et formé sous les yeux de ses aïeuls Ferdinand et Isabelle. Le sort de l'Espagne, remarque-t-il, eût été alors bien différent, de même que la direction de la politique de l'empereur. Il nous sera permis de n'être

pas de cet avis et de trouver que « Charles de Gand » n'a que trop cédé à l'influence de l'Espagne, au détriment des Pays-Bas.

ERN. GOSSART.

J'ai l'honneur d'offrir à la Classe, au nom de l'auteur, un exemplaire de l'étude sur *Les légendes hagiographiques*, par le P. Hippolyte Delehaye, bollandiste.

Il ne me sied pas de louer longuement un livre dont l'auteur me tient de si près. Il suffira, je pense, pour lui concilier votre bienveillant intérêt, de vous dire qu'il expose exactement les idées partagées par tous les bollandistes au sujet de la délicate question qui en fait la matière, et qu'il peut être regardé comme le code des lois de critique qui président à leurs jugements sur la valeur des traditions relatives aux saints, à leur vie et à leur culte, parvenues jusqu'à nous.

CH. DE SMEDT.

J'ai l'honneur d'offrir à la Classe, de la part de M. Bang, professeur à l'Université catholique, les tomes VII et VIII (première partie) de son ouvrage intitulé : *Materialien zur Kunde des älteren englischen Dramas*.

Cette collection, que M. Bang publie avec le concours d'un grand nombre d'érudits anglais, américains, allemands, autrichiens, belges et hollandais, nous apporte, en des éditions établies selon toutes les règles de la critique, les textes des plus anciennes pièces du théâtre anglais : ceux-ci édités pour la première fois, ceux-là

devenus rares et réimprimés. Le tome VII, dû à M. Bang lui-même, est consacré tout entier à la réimpression de Ben Jonson ; la première partie, la seule qui soit sous les yeux de la Classe, contient *Every man in his humour*, *Every man out of his humour*, *Cynthias Revells* et les premières pages de *Poetaster*. Dans les tomes VIII, M. C. Moore Smith réédite le *Pedantius*, comédie latine du XVI^e siècle, représentée pour la première fois au *Trinity College* de Cambridge. Il ne m'appartient pas de porter un jugement d'ensemble sur la collection éditée par M. Bang, mais je dirai que son entreprise est suivie de fort près, et avec une vive sympathie, par les principaux organes de la critique littéraire en Angleterre et en Allemagne, et que tous s'accordent à faire l'éloge de la manière dont elle est conduite. Pour ne citer qu'un témoignage entre beaucoup d'autres, voici comment s'exprimait récemment un critique dans *Notes and Queries* (18 février 1905) : « We cannot but regret that it is reserved to foreigners to accomplish what should be assumed as a national responsibility... Professor Bangs task is admirably discharged, and we are disposed to regard the publication as the greatest contribution yet made to the Tudor drama from a foreign source. » Il nous sera permis, à nous Belges, de nous féliciter de voir, grâce à l'initiative de M. Bang, notre patrie prendre un rang si honorable dans des recherches d'un caractère international, et intéressant une des plus grandes littératures du monde.

G. KURTH.

J'ai l'honneur d'offrir à la Classe, de la part de M. Ernest Nys, le tome II de son livre : *LE DROIT INTERNATIONAL. Les principes, les théories, les faits*, 1 vol. in-8°.

Je regrette de n'avoir pas la compétence voulue pour vous parler de ce sensationnel ouvrage. Vous connaissez mieux que moi, surtout Messieurs les jurisconsultes et magistrats ici présents, la haute valeur des écrits de notre excellent confrère. Tout ce que je puis vous dire au sujet de celui-ci, c'est qu'un des miens se rencontra un jour sur le quai de la gare de Gand (sud) avec le professeur François Laurent. En parlant entre autres des brillants succès universitaires d'Ernest Nys, Laurent répondit : « Nys oh, il ira loin ! » Paroles prophétiques d'une des illustrations du pays à la mémoire de qui notre estimé confrère a voué une vénération sans bornes.

Chev. EDM. MARCHAL.

J'ai été chargé de vous offrir, de la part de M. Gossart, son livre : *Espagnols et Flamands au XVI^e siècle. — L'établissement du régime espagnol dans les Pays-Bas et l'insurrection*, 1 vol. in-8°.

J'aurais voulu, le terrain de l'histoire m'étant plus familier, vous en dire quelques mots, mais j'estime que tous ceux qui voudront bien lire cette nouvelle contribution à l'histoire des Pays-Bas durant le règne de Philippe II, seront unanimes à en féliciter hautement l'auteur.

Il est inutile que j'appuie ici sur la valeur des ouvrages dont M. Gossart a déjà enrichi le domaine de l'histoire

de Belgique au XVI^e siècle. Ils sont tous écrits avec cette érudition, cette sagesse d'exposition et cette intégrité de caractère qui honorent notre excellent confrère.

Chev. EDM. MARCHAL.

COMMUNICATIONS ET LECTURES.

Le prince de Ligne ambassadeur en Italie en 1849;
par Ern. Discailles, membre de l'Académie.

Une lettre (absolument inédite) écrite par le prince de Ligne à l'époque où il était ambassadeur près du Saint-Siège, contient des renseignements curieux sur l'Italie en 1849, sur l'état des esprits, sur les mœurs et les tendances des populations.

Nous avons pensé intéresser la Classe en lui en donnant connaissance.

Nous n'entendons pas d'ailleurs faire nôtres les appréciations et les opinions de l'auteur de cette lettre.

Un mot d'abord sur la vie du Prince avant 1849.

En 1830, lors des premières discussions auxquelles donna lieu le choix du chef de l'État, plusieurs membres du Congrès National et une partie de la presse, comme le rappelle Juste dans son *Histoire du Congrès*, s'étaient prononcés à diverses reprises en faveur d'un prince indigène. Plusieurs patriotes avaient songé au « petit-fils du célèbre feld-maréchal qui, par ses actions guerrières et surtout par ses écrits, avait donné au nom qu'il portait un

éclat européen ». Les candidatures des ducs de Nemours et Leuchtenberg avaient fait écarter celle du prince de Ligne. Mais après que Louis-Philippe eut refusé la couronne pour son fils, et comme la question d'une régence ou d'une lieutenance générale était agitée, MM. Lebeau, Nothomb et Duval de Beaulieu allèrent demander au Prince l'autorisation de le proposer pour lieutenant général du royaume. Ils lui dirent qu'une fois proclamé lieutenant général de la Belgique par le Congrès National, la transition au trône devenait facile, comme un exemple récent l'avait démontré : le duc d'Orléans, nommé par Charles X lieutenant général du royaume de France, n'était-il pas devenu roi des Français ?

Le prince de Ligne avait refusé.

Ce n'est que vingt ans plus tard qu'il se décida à jouer un rôle politique en entrant au Sénat.

Mais avant son entrée dans cette assemblée (1), dont il

(1) Il fut élu sénateur par l'arrondissement d'Ath, en juin 1850, sous les auspices du libéralisme. Il appartenait à la fraction modérée de ce parti — au centre gauche si l'on veut. Lors de la constitution du cabinet libéral du 12 août 1847, il écrivait, de Belœil, au ministre plénipotentiaire qui le remplaçait à la tête de la mission belge de Paris : « Le ministère me semble composé de manière à inspirer la » plus grande confiance dans le pays, et si les catholiques modérés » et consciencieux ont de l'intelligence et de l'entente de leurs » intérêts, ils y prêteront leur concours (*sic*). Quant à moi, une » semblable combinaison, après les votes du 8 juin, me semble des » plus avantageuses. » Et il faisait savoir au chef du cabinet qu'il pouvait compter sur son « *sincère et loyal concours* et dans le pays également ». Il se sépara de la gauche sur la question de la loi des successions, en 1851, et sur celle de la loi de l'enseignement primaire, en 1879. Il quitta la haute assemblée le 18 juillet 1879. « Mon grand » âge, écrivit-il à M. Rolin-Jaequemyns, ministre de l'intérieur, et les » infirmités dont je suis atteint me font sentir la nécessité de rentrer

fut président pendant de longues années (de 1852 à 1879), le prince de Ligne avait occupé les plus hautes fonctions dans la diplomatie, où il débuta en 1838 en représentant la Belgique au couronnement de la reine d'Angleterre Victoria.

Il n'avait pas tenu au Gouvernement belge qu'il débutât plus tôt. Pour décliner « une mission officielle qui lui avait été offerte par les autorités révolutionnaires (1) », il avait mis en avant sa qualité de chambellan de l'Empereur d'Autriche. Ses sympathies fort vives pour la famille impériale, avec laquelle il conserva toujours des relations suivies, expliquent peut-être certains passages de la lettre qu'on va lire.

Le Prince était ambassadeur du Roi des Belges près du Roi des Français Louis-Philippe, lorsque la révolution du 24 février 1848 renversa la monarchie de juillet.

Quelques mois après que son ambassade en France eut cessé (2), le Prince fut chargé d'une mission semblable en Italie.

Notre bien regretté confrère M. Leclercq, l'éminent

» dans la vie privée après 41 ans de services diplomatiques et » législatifs. » Dans la lettre d'adieu qu'il adressa à ses collègues le même jour, il disait : « Vous avez fait de moi l'exception la plus » flatteuse dans les annales parlementaires du monde, en m'appelant » à l'honneur de présider votre assemblée, modèle entre toutes, » pendant trente sessions législatives... »

(1) *Histoire du Congrès National*, p. 277.

(2) Le Roi Léopold I^{er} écrivait « à Messieurs les membres de la Commission du Pouvoir exécutif de la République française », le 23 juin 1848 : « La mission spéciale que Nous avons confiée au prince de Ligne, prince d'Amblise et d'Épinoy, Grand d'Espagne de première classe, en qualité de notre ambassadeur extraordinaire, est venue à cesser. »

et très modéré procureur général près la Cour de cassation, avait été, en juillet 1847, désigné pour représenter la Belgique auprès du Saint-Siège. Ce choix avait déplu à la Curie romaine. Il en était résulté un conflit dont on peut voir les détails dans le deuxième volume de mon *Charles Rogier* (pp. 201-204). Le poste de Rome était resté sans titulaire jusqu'au moment où, les légations de Turin, de Naples et de Florence ayant été réunies à la légation près du Saint-Siège, le prince de Ligne fut envoyé comme ambassadeur à Rome (août 1848).

Il y était depuis peu de temps quand les événements prirent un caractère d'exceptionnelle gravité.

Rossi, le ministre de Pie IX, fut assassiné le 15 novembre.

Le lendemain (1), une démonstration tumultueuse vint assiéger le pape dans le Quirinal en lui demandant un ministère démocratique, la convocation d'une Constituante et la guerre civile contre l'Autriche. Dès lors, Pie IX n'avait plus cherché qu'à s'échapper d'une ville où il jugeait « sa liberté compromise et sa position intenable ». Il y avait réussi le 24 novembre et s'était réfugié à Gaëte, où les ambassadeurs étrangers le suivirent.

C'est de là que le prince de Ligne écrivait, cinq mois plus tard, à un diplomate en fonctions à Paris, la lettre suivante :

Gaëte, le 18 mai 1849.

Mon cher Collègue,

Depuis près de cinq mois que je suis enfermé dans cette triste forteresse, je forme le projet de vous écrire à chaque bateau partant

(1) *Histoire générale* de LAVISSE et RAMBAUD, t. X.

pour Marseille, et quelque surcroît de correspondance officielle ou particulière m'en empêche.

Cependant je n'en suis pas moins quelque peu coupable, et vous aussi envers moi, d'en être resté, de votre côté, à la bonne intention de me donner de vos nouvelles. Les vôtres seraient plus intéressantes que les miennes, car, à part l'intérêt de la situation de ce lieu écarté qui attire, en ce moment, toute l'attention du monde catholique et politique, rien n'est plus monotone que notre existence qui se passe entre des bastions bâtis sur des rochers à pic, et des murailles d'une telle élévation que le soleil ne pénètre que dans le milieu des rues, ou plutôt des ruelles, car Gaëte ne possède qu'une seule rue de la porte de terre à la porte de mer, au petit port où l'on débarque. Nous y avons gelé en hiver, nous y étouffons en été. Voilà pour la question pittoresque et matérielle. Quant à la position politique, nous voici plus éloignés que jamais d'une solution depuis le dernier vote de la Chambre. Puisse-t-il avoir été le reste d'une voix qui tombe et d'une ardeur (révolutionnaire) qui s'éteint ! Si ces paroles de Bossuet se vérifient et que l'Assemblée naissante répare les dernières boutades de mauvaise humeur de l'Assemblée expirante, les affaires du Saint-Siège pourront recevoir une solution...

Interrompons un instant le prince de Ligne pour rappeler ce qui s'était passé à Rome et à Paris depuis que la fuite du Pape avait livré aux révolutionnaires la capitale des États pontificaux.

La Constituante romaine, élue en janvier 1849, avait prononcé la déchéance temporelle du Pape à la presque unanimité des votants (143 contre 11) et proclamé la république le 9 février. Immédiatement, Pie IX avait demandé l'intervention des puissances catholiques. La France, l'Autriche, l'Espagne et le royaume de Naples répondirent à son appel, mais ne purent s'entendre à la

conférence de Gaëte (mars et avril 1849) sur les conditions de l'intervention. Comme l'Autriche semblait décidée à agir seule, Louis-Napoléon, président de la République française depuis le 10 décembre 1848, résolut de brusquer les choses et de la devancer à Rome, afin de ne pas lui permettre d'acquérir une influence prépondérante dans le centre de l'Italie. Avec l'assentiment de la Constituante, il envoya un corps de sept mille hommes, commandé par le général Oudinot, qui débarqua à Civita-Vecchia le 25 avril. Un crédit extraordinaire avait été voté pour une expédition de trois mois, le chef du cabinet du Président ayant dit « qu'il s'agissait seulement de maintenir l'influence française et de défendre la civilisation ». Cette petite armée, dont la mission, assez mal définie, consistait à *se trouver présente dans le double intérêt de l'influence française et de la liberté qui pourrait courir des dangers*, fut attaquée et battue le 30 avril devant Rome, où elle comptait être reçue en libératrice...

Poursuivons la lecture de la lettre du prince de Ligne :

Celui qui est admirable de patience, de tolérance, de résignation au milieu de toutes les agitations qui l'entourent, c'est le Pape. Je regrette qu'il ne soit pas allé en France, après avoir été d'un avis contraire, car il eût captivé les plus farouches montagnards, Jules Favre même, et l'intervention eût eu lieu de suite; on n'eût pas attendu cinq mois, et la défense ne se fût pas organisée.

On en veut beaucoup au général Oudinot de son échec, car s'il était entré dans Rome ayant attendu pour le faire qu'il eût toutes ses forces, la partie était gagnée et les interpellations rétrospectives n'atteignaient plus que des faits accomplis.

Le Prince fait allusion aux débats mouvementés que l'échec du général Oudinot provoqua dans la Constituante française. La majorité républicaine et Louis-Napoléon n'avaient pas poursuivi le même but quand ils s'étaient mis d'accord sur le principe de l'intervention. L'ordre du jour voté le 30 mars portait que si, *pour mieux garantir l'intégrité du territoire piémontais*, et pour mieux sauvegarder les intérêts et l'honneur de la France, le pouvoir exécutif croyait devoir prêter à des négociations (*à celles de Gaëte qui venaient de s'ouvrir*) l'appui d'une occupation partielle et temporaire en Italie, il trouverait dans l'Assemblée le plus entier concours. Louis-Napoléon détournant l'intervention en Italie contre la République romaine, la majorité républicaine de l'Assemblée constituante « invita le gouvernement à prendre sans délai les mesures nécessaires pour que l'expédition d'Italie ne fût pas plus longtemps détournée du but qui lui était assigné ». En réponse à cette invitation, Louis-Napoléon écrivait à Oudinot : « Nos soldats ont été reçus en ennemis, votre honneur militaire est engagé. » Et des renforts considérables étaient expédiés en Italie...

. Enfin (ajoutait le prince de Ligne), il n'y a en ce moment que des hypothèses...

On ne pouvait savoir, en effet, quelles seraient les dispositions de l'Assemblée législative qui devait succéder, le 26 mai 1849, à l'Assemblée constituante.

En attendant, le prince de Ligne faisait de l'Italie un tableau suggestif (ceci est la partie vraiment curieuse de la lettre)...

Vous ne pouvez vous faire une idée de cette Italie, septentrionale, centrale et même méridionale. Au Nord, une ambitieuse et déloyale

médiocrité, exploitée par l'élément révolutionnaire, a essuyé deux honteuses défaites (1). La couardise et la lâcheté se sont vues, dans le centre, dominées par la terreur qu'inspire à ces populations romaines le nom d'un chef de condottieri qui s'est fait une réputation inouïe de cruauté à Montevideo, et par les mesures violentes des républicains de Rome qui les empêchent de se prononcer en faveur du Pape.

Dans le Midi, on ne sait s'il y a un gouvernement absolu ou constitutionnel. Le Roi est parti pour les frontières romaines à la première nouvelle du débarquement des Français, en présence du corps diplomatique, sans avertir aucun de ses ministres qui l'ont appris par les journaux, sans donner aucun ordre pour son absence, sans dire jusqu'où il allait et est resté huit jours sans donner la moindre communication à son cabinet. Je suis allé passer deux jours à Naples à cette époque et je le tiens de son ministre des affaires étrangères lui-même qui voulait donner sa démission et que j'engageai à n'en rien faire dans ce moment de crise : le sujet dévoué ne devait pas écouter la mauvaise humeur du ministre justement blessé !

Tout ce que l'on entend d'absurdités en fait de politique parmi les habitants du pays attaque les nerfs. On dirait qu'ils vont manger l'univers, et quand un commissaire de police leur montre le bout de sa canne, ils fuient.

Je vais de temps en temps passer quelques jours à Naples : ma femme y est établie avec mes enfants, car Gaëte n'est pas habitable.

J'ai été longtemps logé dans une mauvaise chambre contre un bastion, et tellement humide qu'en me réveillant mon oreiller et mes draps étaient mouillés comme s'il eût plu dessus ; ajoutez à cela des puces, des punaises, etc...

(1) La première (24-25 juillet 1848) autour de Custoza et Somma-Campagna ; la seconde à Novare le 23 mars 1849.

Cette belle Italie vue de près perd terriblement de sa poésie ; elle n'existe que dans son ciel et ses ruines ; il faut y vivre avec les morts, avec la passion des monuments ; quant aux vivants, je n'en parle pas. L'Italie est un cadavre enveloppé d'un manteau de ruines. Elle vient de s'administrer à elle-même la dernière coupe de poison, non pas comme Socrate : la ciguë du communisme et des plus mauvaises doctrines s'y est infiltrée sous le voile de l'indépendance ! Des pays qui n'ont jamais eu la moindre homogénéité, qui, bien qu'appartenant à la même langue, se détestent et se jalourent, qui, dans le moyen âge (et à toutes les époques de l'histoire) ont soutenu les luttes les plus acharnées les uns contre les autres et qui tout à coup rêvent l'impossible, ne sont pas mûrs, ni pour la *liberté sage* ni pour l'*unité*.

L'austrophobie qui les a atteints n'est qu'un fanatisme superficiel auquel on se laisse prendre à l'étranger, comme s'il était unanime. Il n'y a là que la conviction du désordre. La noblesse milanaise, voulant faire de la popularité, a excité et flatté ce sentiment. Elle le paye cher aujourd'hui.

Je vous fais un triste tableau de ce pays. Mais je suis en dessous de la vérité. (Il est devenu le champ de bataille des cosmopolites de barricades.)

Je serais bien charmé que vous eussiez la complaisance de me donner quelques appréciations sur l'Assemblée nouvelle et sur les prévisions de son avenir. Sera-t-elle plus conservatrice que sa devancière ?

Si elle doit être la cendre de ce Phénix, je crains pour le repos du monde et l'ordre social tout entier. Elle aura un beau rôle, car elle peut le sauver...

Ce beau rôle, l'Assemblée législative ne l'a pas joué apparemment, puisque le Prince, en décembre 1851, prendra contre elle le parti de Louis-Napoléon. Nous

avons reproduit, il y a onze ans, quelques lignes de lui qui sont, à cet égard, très significatives... Cette assemblée était pour le Prince de Ligne « *un estaminet politique, une tour de Babel d'opinions* ». Le Président avait bien fait, dira-t-il alors, de ne pas attendre le mois de mai 1852, époque de l'expiration de ses pouvoirs, pour en finir avec un Parlement qui « *tournait à la Convention* » (1).

La fin de la lettre du Prince n'a rien de politique : mais nous nous garderions de l'omettre, car elle montre sous un jour piquant le caractère et l'esprit du descendant de l'illustre feld-maréchal.

Je suis parfois étonné d'être choisi pour faire parvenir des chapellets bénis par le Saint-Père et des indulgences, *in articulo mortis*. Ma chambre est remplie de crucifix, de médailles, etc... Je suis un canal de bénédictions que je transmets scrupuleusement aux sollicitateurs. Plusieurs Madeleines me devront le dernier poli de blancheur apporté à leurs consciences au moment de rendre compte au souverain juge de leurs petites peccadiles (*sic*). Enfin mon séjour à Gaëte seul doit me faire gagner le droit de tout dire un jour à saint Pierre, qui pourra bien hocher la tête lorsque je me présenterai à la porte du paradis. Je lui dirai que j'ai été le compagnon fidèle du malheur et de l'exil de l'un de ses plus vénérables successeurs; qu'il m'avait en amitié; que souvent les affaires confidentielles m'étaient confiées et qu'une amnistie générale, en ma faveur, serait donc bien naturelle, pour le présent, le passé et le futur. Saint Pierre sûrement me dira : Ah ! vous étiez à Gaëte, passez. Vous voyez, mon cher

(1) *Histoire de Charles Rogier*, III, 406.

Collègue, toutes les espérances (d'outre tombe) que je fonde sur ce séjour. Mais en attendant, quand je pourrai en sortir, je ne me le ferai pas dire deux fois.

Agréez, mon cher Monsieur, les assurances du bon souvenir que je conserverai toujours de vous, partout où je serai et de mes sentiments d'une sincère amitié et d'une haute et affectueuse considération.

Votre tout dévoué collègue,

LIGNE.

P. S. — Il y a loin de la vie passée de Paris à celle de Gaëte; mais j'ai toujours eu de la philosophie et la bonne humeur est toujours ma fidèle compagne.

Remarques critiques sur les œuvres philosophiques d'Apulée
[sixième série]; par P. Thomas, membre de l'Académie.

[ASCLEPIUS.]

IV (p. 30, l. 22-25) : *Daemonum genus, aeque hominum, similiter volucrum et omnium, quae in se mundus habet, sui similes species generat. Genus est et aliud animalis, genus sine anima quidem et tamen non carens sensibus.*

Il faut évidemment ponctuer : ... *sui similes species generat genus. Est et aliud animalis genus, sine anima quidem, etc.* Cf. Apulée, *De deo Socratis*, XV (p. 18, l. 11) : *Est et secundo significatu species daemonum, etc.*; *De Platone et eius dogmate*, II, XXVI, (p. 102, l. 4-5) : *Est et alia... civitas.*

VI (p. 31, l. 32 — p. 32, l. 4) : *Diis cognata divinitate coniunctus est* (sc. homo); *partem sui, qua terrenus est, intra se despicit; cetera omnia, quibus se necessarium esse caelesti dispositione cognoscit, nexu secum caritatis astringit, suspicit caelum. Sic ergo feliciore loco medietatis est positus, ut, quae infra se sunt, diligat, ipse a se superioribus diligatur. Colit terram, elementis velocitate miscetur, acumine mentis in maris profunda descendit.*

Je transposerais la phrase *suspicit caelum* devant *colit terram*.

IX (p. 35, l. 5-8) : *Animal ergo homo, non quod is eo minor, quod ex parte mortalis sit, sed eo forte aptius efficaciusque compositus ad certam rationem mortalitate auctus esse videatur.*

B porte : *non quo dis eo minor*, et je pense que *dis* (*diis*) est la vraie leçon (1). Cf. c. XXII (p. 43, l. 4-5) : *hominem constitutum esse meliorem et diis, qui sunt ex sola immortali natura formati, etc.; Poem., X, 24* (p. 84, éd. Parthey) : καὶ ὑπὲρ ἐκείνους (sc. τοὺς θεοὺς) ἐστὶν ὁ ὄντως ἄνθρωπος, ἥ πάντως γε ἰσοδυναμοῦσιν ἀλλήλοις.

XI (p. 35, l. 34 — p. 36, l. 1) : *Est autem mensura eius utriusque, id est hominis, ante omnis religio, quam sequitur bonitas.*

Koziol voulait suppléer *ante omnis* < res >. On serait plutôt tenté d'écrire *ante omnia*. Au c. XXXVI (p. 58,

(1) Quant à *quo*, on pourrait le corriger en *quod*, en supposant que *quod dis* est devenu *quo dis* par haplographie; mais, de toute façon, la construction est assez singulière.

l. 2-7), nous lisons : *Terra vero speciei suae multas inmutationes habet semper, et cum parturit fruges et cum eadem partus educat suos, fructuum omnium cum reddit varias diversasque qualitates et quantitates atque stationes aut cursus et ANTE OMNIS arborum, florum, bacarum qualitates, odores, sapes, species*. B porte *ante omniarborum*, mais une main ancienne (la première?) a ajouté *s* au-dessus de l'*i*. D'après cet indice, on pourrait soupçonner que la leçon primitive était *ante omnia arborum*, que l'*a* final de *omnia* s'est perdu par haplographie, et que *omnis* est une fausse correction. Toutefois la question reste douteuse. La latinité de l'*Asclepius* est si bizarre qu'il serait peut-être hasardeux d'adopter, ici et plus haut, la conjecture *ante omnia*.

XI (p. 36, l. 23-27) : *Hunc ergo sic effectum conformatumque et tali ministerio obsequioque praepositum a summo deo eumque competenter munde mundum servando, deum pie colendo, digne et competenter in utroque dei voluntati parentem, talem quo munere credis esse munerandum...*?

M. Kroll (1) veut supprimer les mots *eumque competenter*. Pour *competenter*, le doute n'est pas permis : c'est une répétition fautive (on a plus loin *digne et competenter*) ou une glose de *munde*. Mais je conserverais *eumque*. *Isque* sert à mettre en relief une qualité ou une circonstance importante qu'on ajoute pour déterminer une personne ou une chose déjà désignée; par exemple, c. I (p. 28, l. 2-3) : *divino sermoni...* *BIQUE* (manuscripts : *eoque*) *tali, etc.*; c. XIII (p. 37, l. 23-24) : *puram...*

(1) *Rhein. Museum*, t. LIII, pp. 577-578.

philosophiam eamque < e > divina tantum religione pendentem; c. XXIV (p. 47, l. 8-9) : *religionum tuarum solae supererunt fabulae eaeque* (d'après B, et non *haeque*) *incredibiles posteris tuis*; c. XXVI (p. 49, l. 5-6) : *morbis iustulentibus usque per diversa loca dispersis*; c. XXIX (p. 52, l. 8-9) : *ipso... mundo semper uno eoque animali semperque vivente* (1).

XIII (p. 37, l. 24) : *...eamque* (sc. *philosophiam*) *divina tantum religione pendentem*.

J'écrirais : *eamque < e > divina tantum religione pendentem*, parce que l'auteur de l'*Asclepius* construit régulièrement *pendere* et *dependere* avec la préposition *ex*. Cf. c. I (p. 29, l. 9-10) : *ex ore Hermi animis singulorum mentibusque pendentibus*; c. XIX (p. 42, l. 10) : *ex uno... cuncta pendentia*; c. XXXIX (p. 60, l. 14-15) : *quae ex illius primordiis pendent*; c. VII (p. 33, l. 13-14) : *cum... omnia ex eius voluntate dependeant*.

XVI (p. 39, l. 15-14) : *Vestri tamen causa et haec prosequar, quae coeperam, et rationem reddam*.

Au lieu de *prosequar*, il faut lire *persequar*. Cf. c. XXII (p. 44, l. 15-16) : *Si solis ergo et paucis hoc proderit, dignum est hunc persequi atque expedire tractatum*; *Poem.*, IX, 1, éd. Parthey : *νῦν δὲ ἀναρχαῖον ἡγοῦμαι... καὶ τὸν περὶ ἀσθέρσεως λόγον διελθεῖν*.

(1) C. IX (p. 35, l. 4-5) : *curandis elementis hisque inferioribus sunt praepositi*, il conviendrait peut-être de lire *usque* au lieu de *hisque*; mais la confusion des pronoms démonstratifs *is* et *hic* est fréquente chez les auteurs de la décadence.

XVI (p. 39, l. 25-28) : *Itaque hactenus a nobis intellegatur mente sola intellegibilis, summus qui dicitur deus, rector gubernatorque est sensibilis dei, etc.*

La phrase est boiteuse. Aussi les anciens éditeurs supprimaient-ils *es* après *gubernatorque*. M. Kroll (1) propose d'insérer *quod* devant *rector*. Mais les meilleurs manuscrits, B et M, et d'autres encore donnent *intellegantur* (l'n est exponctué dans B). J'écrirais : *Itaque < haec > hactenus a nobis intellegantur. Mente sola intellegibilis, summus qui dicitur deus, etc.* Cf. c. XIV (p. 38, l. 10) : *Et de his sit hucusque tractatus*; c. XX (p. 43, l. 9-10) : *Haec ergo ratio, o Asclepi, tibi sit reddita*; c. XXVII (p. 50, l. 13) : *Et haec usque eo narrata sint* (2); c. XXXVII (p. 58, l. 11) : *Sed iam de talibus sint satis dicta talia.*

XVII (p. 39, l. 33 — p. 40, l. 3) : *Ὡλην autem vel mundus omnium est receptaculum omniumque agitatio atque frequentatio, quorum deus gubernator dispensans omnibus rebus mundanis, quantum unicuique necessarium.*

Non seulement la phrase reste pour ainsi dire en l'air, mais encore elle offre un sens faux. Ce n'est pas, en effet, le dieu suprême, mais le monde qui distribue aux choses mortelles (*rebus mundanis*) ce dont elles ont besoin. Voy. c. XXVII (p. 49, l. 23-27) : *Sicuti enim deus omnibus speciebus vel generibus, quae in mundo sunt, dispensator distributorque est bonorum, id est sensus, animae et vitae,*

(1) *Rhein. Museum*, t. LIII, p. 578.

(2) Sur ce passage, voyez la troisième série de mes *Remarques critiques* (BULL. DE L'ACAD. ROY. DE BELGIQUE [Classe des lettres, etc.], 1900, p. 161).

sic et mundus tributor est et praestitor omnium, quae mortalibus videntur bona; c. XXX (p. 52, l. 20-21) : Ipse mundus vitae dispensator est his omnibus, quae in se sunt (= rebus mundanis). Dès lors il est évident que *dispensans* ne se rapportant pas à *deus*, mais à *ὁλῆ* *vel mundus*, nous devons ponctuer : *quorum deus gubernator* (1), *dispensans omnibus rebus mundanis, etc.*

La phrase suivante (p. 40, l. 3) commence ainsi dans BM et d'autres manuscrits : *Sed spiritu vero, etc.* On pourrait tirer de cette leçon : ...*quantum unicuique necessarium est. Spiritu vero, etc.* Dans B, une main postérieure a écrit *vel est* au-dessus de *sed*.

XVII (p. 40, l. 12-14) : *Ex quo eius inum... graece "Αἰδης dicitur, siquidem ἰδεῖν graece videre dicatur, quo visu inum sphaerae careat.*

Au lieu de *quo visu*, je lirais *quov visu*. Je ne vois pas vraiment comment la leçon *quo* pourrait se défendre. Il ne s'agit pas de telle ou de telle espèce de *visus*, déterminée par *quo*, mais du *visus* en général. La proposition *quod visu — careat* se rattache à la principale *eius inum — dicitur, siquidem — dicatur* formant une sorte de parenthèse. *Quo* pour *quod* est une faute qui se rencontre fréquemment dans les manuscrits. Ainsi, dans ce qui suit immédiatement (l. 14-15), tous les manuscrits donnent : *Unde et ideae dicuntur species, quo sint visibiles*

(1) Sous-ent. *est*. Pour cette ellipse, cf. c. III (p. 30, l. 14-12) : *A supradictis enim omnibus, quorum idem gubernator deus omnium, frequentatio inferitur, etc.*

formae, et tous les éditeurs ont admis la correction quon *sint visibiles formae*. Dans le soi-disant prologue de *De deo Socratis* (p. 2, l. 8), B a quo *Aristippus dixit* au lieu de quon *Aristippus dixit*. Il serait facile de multiplier les exemples.

XVIII (p. 40, l. 19-21). Voici la note de M. Kroll (1) sur ce passage : « Mercurius de initiis omnium disserens interpellatur ab Asclepio : *Omnia ergo ipsa, ut dicis, quae est, o Trismegiste?* et respondet : *Mundana... specierum omnium, quae insunt in uniuscuiusque, sicuti est, tota substantia*. Quid tandem voluerit Goldbacher *forma ergo* coniciens pro *omnia ergo nescio*, cum apertum sit Asclepium sciscitari, quomodo v. *omnia* accipiendum sit; ergo *est* potius mutandum in *sunt*. Sed fortasse ne sequentia quidem integra sunt, quoniam excidit ablativus a praepositione *in* pendens; nam *tota substantia* nominativi potius sunt coniuncti cum *mundana... »*

La correction *quae sunt* pour *quae est* me paraît certaine. M. Kroll a parfaitement saisi le sens de la question d'Asclepius. J'ajoute que la leçon des meilleurs manuscrits (B et M) : *Omnia* ἡαεc *ergo*, confirme son interprétation. Il y avait sans doute dans le grec : Τὰ πάντα ταῦτα ποῖα λέγεις, ὦ Τρισμέγιστε;

Il n'est pas moins certain que les mots *tota substantia* sont des nominatifs qui doivent se joindre à *mundana*. M. Kroll est embarrassé par la préposition *in* qui suit *insunt*. Mais ici encore B et M viennent à notre aide : ils

(1) *Rhein. Museum*, t. LIII, p. 578.

omettent *in*, qui n'est sans doute qu'une dittographie, et dont on peut très bien se passer, car l'idée *in mundo* se supplée facilement d'après *mundana*. Cf. c. IX (p. 34, l. 25) : *dilectus caeli cum his, quae insunt, omnibus*; c. X (p. 35, l. 16-17) : *effector mundi deus et eorum, quae insunt, omnium*.

XVIII (p. 41, l. 7-8) : *Unde iuste sensus deorum animam esse dixerunt*.

Il ne peut être ici question de plusieurs *sensus* : il s'agit du *sensus* par excellence (νοῦς) (1). Cf. *Poem.*, XII, 9 (éd. Parthey) : δ νοῦς ἡ τοῦ θεοῦ ψυχή. Nous corrigeons donc *sensus* en *sensum*.

XIX (p. 41, l. 18-21) : *Sublimis etenim ratio... si non attentiore aurium obsequio verba loquentia acceperit, transvolabit et transfluet, etc.*

On est en droit de s'étonner que les éditeurs n'aient pas été choqués de l'absurdité de cet *acceperit*. Se figure-t-on une théorie qui prête une oreille attentive à sa propre explication? *Acceperit* doit être nécessairement corrigé en *acceperis*. Hermès, en effet, vient de dire à Asclepius (l. 17-18) : *sicuti disputatio perdocebit et tu, si intendas, poteris pervidere*. *Acceperis* aura été changé en *acceperit* sous l'influence de *transvolabit*, qui suit immédiatement. Quant à l'expression *verba loquentia*, je ne crois pas qu'elle puisse se justifier. La vulgate donne *verba loquentium*;

(1) Pour *sensus* = νοῦς, voy. ZELLER, *Die Philosophie der Griechen*, III³, 2, p. 228, note 3.

mais ce pluriel a quelque chose de vague (1). Je constate que B porte *verba loquentias* (*s* est exponctué); de là je tirerais *verba loquentis*. B me semble présenter, dans *loquentias*, la combinaison de deux leçons : 1° la leçon authentique *loquentis*; 2° la leçon *loquentia* provenant d'une fausse correction (l'*s* final de *loquentis* ayant été omis par un copiste, *loquenti acceperis* a été corrigé en *loquenti^a acceperis*). Il y avait probablement dans l'archétype de B : *loquentis*.

XIX (p. 42, l. 3-4) : *Aër vero organum est vel machina omnium, per quem* (2) *omnia fiunt; est autem οὐσιάρχης huius secundus...*

Au lieu de *secundus*, je lirais volontiers *spiritus*. Cf. c. XVI (p. 39, l. 23-25) : *Spiritu autem ministrantur omnia et vegetantur in mundo, qui quasi organum vel machina summi dei voluntati subjectus est*; c. XVII (ibid., l. 30-33) : *Spiritu vero agitantur sive gubernantur omnes in mundo species, etc. Poem., III, 2* (p. 32, l. 2-3, éd. Parthey) : καὶ περιερίχθη τὸ περικύκλιον ἀέρι, κυκλίῳ ὁρομήματι πνεύματι θεῷ ὀχούμενον. Un copiste aura pris l'abréviation *SPS* (= *spiritus*) pour *SDS* (= *secundus*).

XX (p. 42, l. 26-27) : *...simul etiam et sensus et spiritus et aëris et omnium in his aut per haec aut cum his nomen est totum dei.*

(1) On ne peut comparer c. III (p. 30, l. 5-7) : *quo efficitur, ut intentionem nostram non solum audientium verum tractantium ipsorum celeri velocitate praetereat.*

(2) B donne *per quam*; cette variante est digne d'attention.

Aut cum his est la leçon des manuscrits interpolés. B porte : *per haec autem his*, qu'il est facile de corriger en *per haec* AUT DE *his*. Cf. c. XVII (p. 40, l. 18) : *omnium, quae sunt in his aut per haec aut de his*.

XXI (p. 43, l. 21-24) : *Hoc ergo omni vero verius manifestiusque mente percepto, quod ex omni illo totius naturae deo hoc sit cunctis in aeternum procreandi inventum tributumque mysterium, etc.*

La conjecture de Hildebrand : *percipito* pour *percepto* est certaine (1). Cf. c. X (p. 35, l. 12-13) : *cupio te... percipere*, et pour l'impératif, c. II (p. 29, l. 21) : *curato*; c. III (p. 30, l. 2) : *adesto*.

M. Kroll (2) rejette avec raison le second *omni* (*ex omni illo... deo*), mais je ne suis plus de son avis lorsqu'il veut changer ce mot en *domino*. Nous avons affaire à une simple erreur d'insertion, *omni* se trouvant déjà à la ligne précédente. L'archétype offrait probablement la disposition suivante :

OMNI VERO VERIUS MANIFESTIUSQUE MENTE PERCIPITO QUOD EX
ILLO TOTIUS NATURAE DEO ...

Totius a pu contribuer à produire la faute, en provoquant une association d'idées chez le copiste.

XXIII (p. 45, l. 15-18) : *...ita homo fctor est deorum, qui in templis sunt humana proximitate contenti et non*

(1) Voy. KROLL, *Rhein. Museum*, t. LIII, p. 579.

(2) *Ibid.*

solum inluminantur, verum etiam inluminant; nec solum ad deum proficit, verum etiam conformat deos.

Le parallélisme des deux phrases : *non solum inluminantur, verum etiam inluminant* et *nec solum ad deum proficit, verum etiam conformat deos* me conduit à supposer qu'il faut corriger *inluminantur* et *inluminant* en *inluminatur* et *inluminat*, et ponctuer ainsi : *ita homo factor est deorum, qui in templis sunt humana proximitate contenti, et non solum inluminatur, verum etiam inluminat, nec solum ad deum proficit, verum etiam conformat deos.* Le sens est alors beaucoup plus satisfaisant. L'auteur veut montrer la puissance de l'homme et sa parenté avec la divinité. L'homme, dit-il, ne reçoit pas seulement la lumière (*inluminatur, φωτίζεται*) du dieu suprême, mais il la communique et la répand (*inluminat, φωτίζει*). Avec la leçon des manuscrits, l'idée s'appliquerait aux dieux qui résident dans les temples et qui sont l'œuvre de l'homme, ce qui ne cadre pas avec le sens général du passage.

XXVI (p. 49, l. 1-4) : *...tunc ille dominus et pater... intuens in mores factaque voluntaria, voluntate sua, quae est dei benignitas, vitiis resistens et corruptelae, omnium errorem revocans, etc.*

Bernays voulait supprimer *voluntaria*, qui, en effet, n'a pas de sens ici. Mais je suis plutôt tenté de croire que *voluntaria* a été substitué à NEFARIA à cause de *voluntate* qui suit. Ce genre de fautes est bien connu (1).

(1) Cf. la deuxième et la troisième série de mes *Remarques critiques* (BULL. DE L'ACAD. ROY. DE BELGIQUE [Classe des lettres, etc.], 1899, p. 475; et 1900, p. 160).

Il est vrai que le grec dit simplement : ἐπιβλέψας τοῖς γενομένοις ; mais le traducteur latin s'est sans doute permis d'amplifier çà et là l'original (1).

XXVI (p. 49, l. 10-15). On lit dans les meilleurs manuscrits : *Haec enim mundi genitura, cunctarum reformatio rerum bonarum et naturae ipsius sanctissima et religiosissima restitutio per coacta temporis cursu, quae est et fuit sine initio sempiterna.*

Ce passage renferme plusieurs altérations.

D'abord le verbe *est* est tombé après *haec*, et il faut lire : *Haec <est> enim mundi genitura : cunctarum, etc.* Cf. c. XII (p. 37, l. 3-4) : *Haec est enim merces pie sub deo, diligenter cum mundo viventibus* ; c. XXVII (p. 50, l. 19) : *Haec est ergo mors : corporis dissolutio, etc.*

Ensuite, *percoacta* doit être corrigé en *peracta*, comme l'a très bien vu M. Kroll (2). J'imagine que cette bizarre leçon provient de la forme de l'*a* qui, dans l'ancienne minuscule, ressemble à *cc* ; *percccta* a été pris pour *percocta* (3), un correcteur a écrit un *a* au-dessus de la ligne (*percocta*^a), et cet *a* a passé dans le corps du mot.

Enfin il y a une lacune entre *cursu* et *quae*. M. Goldbacher a été bien inspiré en insérant *voluntate*, mais la

(1) Voy. l'explication du mot *possessiones*, c. XI (p. 36, l. 5-7).

(2) *Rhein. Museum*, t. LIII, p. 581.

(3) Cf. Sénèque, *De ira*, III, 21, 4¹, où *illi aves* a été corrigé en *illic oves* dans le codex Ambrosianus : « Scilicet *a* paulo neglegentius scripta speciem fere litterarum *co* praebebat in scriptura Lango-bardica. » (Em. Hermes, dans son édition, p. 130. Leipzig, Teubner, 1905.)

restitution n'est pas complète, et nous lirons : *temporis cursu, <dei voluntate>, quae est, etc.* Cf. ce qui suit (l. 13-15) : *Voluntas etenim dei caret initio, quae eadem est et, sicuti est, sempiterna.*

XXVII (p. 49, l. 26-29) : ... *sic et mundus tributor est et praestitor* (BM : *praestator*) *omnium, quae mortalibus videntur bona, id est et alternationis partuum, temporalium fructuum, nativitatis, augmentorum et maturitatis et horum similium.*

Et devant *alternationis* est omis par quelques manuscrits (notamment GF); il pourrait bien être une dittographie. Mais il y a quelque chose de plus grave : les éditeurs modernes ont défiguré notre passage par une mauvaise ponctuation. Le mot *alternationis* montre que *temporalium* doit se joindre à *partuum* et non à *fructuum* (1), et le génitif *fructuum* dépend évidemment de *nativitatis, augmentorum et maturitatis*. Nous ponctuerons donc : *id est et alternationis partuum temporalium, fructuum nativitatis, augmentorum et maturitatis, et horum similium.*

XXX (p. 52, l. 23-27) : *Ipse (sc. mundus) extrinsecus vivificatur ab aeternitate vivificatque ea, quae intra se sunt, omnia, differens numeris et temporibus statutis CUNCTA per solis effectum stellarumque discursum, OMNIA temporaria ratione, divina lege conscripta.*

La fin de ce passage laisse à désirer : la reprise de *cuncta* par *omnia* est bien peu naturelle, même chez un

(1) Cf. c. XXX et XXXI; *Poem*, IX, 6 (p. 64, éd. Parthey), notamment : τῇ μεταβολῇ ἀνανέωσιν αὐτοῖς φουμένους παρέχει.

auteur aussi bizarre que le traducteur de l'Asclepius. Je serais porté à écrire : *differeus... cuncta per solis effectum stellarumque discursum MOMENTA*. Cf. c. XXXV (p. 57, l. 20-21) : *sed inmutantur totiens, quot hora MOMENTA habet circuli circumcurrentis, etc.*; (ibid., l. 23-24) : *quanta habet conversio mundi MOMENTA*. La ponctuation : *temporaria ratione, divina lege conscripta* me semble vicieuse. *Conscripta* doit s'accorder avec *ratione* et il est déterminé par *divina lege*. Cf. c. XXII (p. 44, l. 29-30) : *ordinem necessitatis lege conscriptum aeterna*.

XXXI (p. 53, l. 14-17) : *Deus ergo stabilis fuit semperque similiter cum eo aeternitas constitit mundum non natum — intra se habens*.

Le parfait *fuit* ne peut s'expliquer que si l'on y ajoute *semper*, qui aura été omis par haplographie : *Deus ergo stabilis fuit < semper > semperque similiter etc.*

XXXII (p. 56, l. 26-28) : *Deus enim summum divinum sensum cunctis confundi noluit, ne erubesceret aliorum commixtione animantium*.

Il n'y a qu'un *sensus divinus*; l'épithète de *summus* ne peut donc pas lui être appliquée. Au lieu de *summum*, qui provient d'une assimilation aux accusatifs *divinum sensum*, nous lirons *summus*. Cf. p. 55, l. 3 : *qualitasque sensus summi dei*. Le *summus deus* figure en nombre d'endroits de l'Asclepius (c. XI, p. 36, l. 25; c. XVI, p. 39, l. 17, 25, 26-27; XXXII, p. 54, l. 19-20; p. 55, l. 8; c. XXXIX, p. 60, l. 9; c. XLI, p. 61, l. 24).

XXXII (p. 54, l. 31—p. 55, l. 2) : *Intellectus autem naturae ex qualitate sensus mundi, ex omnibus, quae in*

mundo sensibilia sunt, poterit pervideri aeternitas, quae secunda est, ex sensibili mundo sensus datus qualitasque dinoscitur.

On chercherait en vain un sens quelconque ou une apparence de construction dans cet amas de mots latins. Je pense toutefois qu'il n'est pas impossible de débrouiller ce chaos. On distingue deux phrases dont les verbes principaux sont respectivement *poterit* et *dinoscitur*. La fin de la première est marquée par la clausule *poterit] pervideri* (⌊ ∨ ⌊ ∨). Examinons cette première phrase. Les meilleurs manuscrits (B et M) ne donnent pas *ex qualitate*, mais *et qualitate*. Si l'on songe à la confusion fréquente de *e* et de *i* dans les manuscrits, et à l'haplographie non moins fréquente de l's final et de l's initial dans deux mots consécutifs, on n'éprouvera pas trop de scrupule à changer *et qualitate sensus* en *et qualitat^{is} sensus*. Et la phrase sera restituée du coup : *Intellectus autem naturae et qualitat^{is} sensus mundi ex omnibus, quae in mundo sensibilia sunt, poterit pervideri*. Cf. p. 55, l. 11-12 : *intellectus noster AD QUALITATEM SENSUS MUNDI intellegendam et dinoscendam mentis pervenit intentione*.

Passons à la seconde phrase : *Aeternitas — dinoscitur*. La difficulté principale réside dans le mot *aeternitas*. Ce nominatif dérange la construction; il usurpe un rôle qui n'appartient qu'à *sensus* et à *qualitas*. D'autre part, ces deux substantifs : *sensus* et *qualitas*, ont besoin d'un génitif qui les détermine. Corrigeons, par conséquent, *aeternitas* en *aeternitat^{is}* (1), et tout sera en ordre, ou à

(1) Les manuscrits d'Apulée présentent les variantes : *bonitatis — bonitas* (*Asclepius*, XIV, p. 38, l. 8); *voluntatis — voluntas* (*ibid.*, XXV, p. 48, l. 4); et inversement : *divinitas — divinitat^{is}* (*ibid.*, VII,

peu près. Je dis à peu près, car il reste à changer *datus* en *datus*, le participe n'ayant aucune raison d'être. Nous aurons ainsi : *Aeternitatis, quae secunda est, ex sensibili mundo sensus datur qualitasque dinoscitur*. Cf. p. 55, l. 13-14 : *Intellectus autem mundi pervenit ad aeternitatem et deos noscendos, qui supra se sunt*.

XXXIII (p. 55, l. 19-20) : *De inani vero, quod etiam magnum videtur esse quam plurimis, sic sentio*.

Les meilleurs manuscrits (B et M) ne portent pas *etiam*, mais *iam*, qu'il faut corriger en *tam*. Les exemples de la confusion de *t* et de *i* sont innombrables dans les anciens manuscrits d'Apulée, surtout dans B, qui renferme précisément la même faute au c. XXXI du *De mundo* (p. 129, l. 16) : *iam iniustus* pour *tam iniustus*.

M. Kroll (1) pense que *magnum* ne peut s'appliquer au vide, et qu'il faut lire *malignum*. Mais *magnum* signifie ici « important », et les mots *quod tam magnum videtur esse quam plurimis* doivent se traduire : « auquel un grand nombre de philosophes attachent tant d'importance ». Il s'agit de l'école épicurienne, pour qui l'existence du vide est un principe fondamental.

XXXIV (p. 57, l. 2-3) : ... *et multiformes qualitates et*

p. 33, l. 6-7); *qualitas* — *qualitatis* (*ibid.*, XVII, p. 40, l. 3-4); *stabilitas* — *stabilitatis* (*ibid.*, XXXI, p. 53, l. 28); *divinitas* — *divinitatis* (*ibid.*, XXXII, p. 54, l. 25); *necessitas* — *necessitatis* (*ibid.*, XXXIX, p. 60, l. 14); *felicitas* — *felicitatis* (*De Plat.*, I, XII, p. 74, l. 16); *obaequalitas* — *obaequalitatis* (*ibid.*, I, XVII, p. 79, l. 2); etc. Cf. KOZIOL, *Der Stil des L. Apuleius* (Vienne, 1872), p. 220, note 2.

(1) *Rhein. Museum*, t. LIII, p. 580.

magnae quantitates et omnes mensuras excedentes magnitudines, etc.

Les meilleurs manuscrits (B et M) portent *et variae et multiformes qualitates*, et l'on n'est pas autorisé à rejeter les mots *et variae*. Comparez, en effet, c. V (p. 31, l. 17-18) : *multiformis... variaque generis humani species*; c. XXV (p. 47, l. 28 — p. 48, l. 1) : *multiformi imaginum varietate*; et dans les Ὅροι Ἀσκληπιοῦ, § 12 (*Poimandres*, éd. Reitzenstein, p. 352, l. 16-17) : ταῖς ποικίλαις καὶ παντομόρφοις ἰδέαις.

XL (p. 61, l. 3-6) : *Sic est enim rotunditas volubilis ratio, ut ita sibi coartata sint cuncta, ut initium quod sit volubilitatis ignores, cum omnia se semper et praecedere videantur et sequi.*

Je note que B et M donnent *ut initium sit quod sit*. Faut-il voir dans le premier *sit* simplement une répétition fautive et l'éliminer, comme l'ont fait les manuscrits inférieurs? Je ne le pense pas; corrigeons *sit* en *si*, et nous aurons un sens excellent : *ut initium, si quod sit volubilitatis, ignores*. Cf. c. XVIII (p. 40, l. 12-13) : *Ex quo eius inum, < imo > si locus est in sphaera (1), graece Ἀίδης dicitur*; c. XXXIII (p. 55, l. 30-31) : *Sicuti enim quod dicitur extra mundum, si tamen est aliquid...*; XXXVII (p. 58, l. 27-28) : *reliquus enim vel potius totus, si est homo totus in sensu vitae, melior remeavit in caelum.*

(1) Sur ce passage, voy. la cinquième série de mes *Remarques critiques* (BULL. DE L'ACAD. ROY. DE BELGIQUE [Classe des lettres, etc.], n° 1, p. 83, 1905).

DE PLATONE ET EIUS DOGMATE.

II, XII (p. 90, l. 4), les meilleurs manuscrits donnent *meliora cum praestantior fiet*; les manuscrits interpolés, *meliora tum praestantior fiet*, d'où M. Goldbacher a tiré *melior ac tum praestantior fiet* (que veut dire ce *tum*?). Il faut lire simplement *melior ac praestantior*; les mots ayant été mal coupés (*meliora c*), on a pris *c* pour *c̄*, abréviation de *cum*. La leçon vulgaire est *melior atque praestantior*. Mais devant *p*, Apulée emploie de préférence la forme *ac*; je trouve, en effet, dans le *De deo Socratis*, III (p. 8, l. 12) : *ac piacularibus*; XV (p. 18, l. 23) : *ac prudenter*; XVII (p. 20, l. 8) : *ac propterea*; XIX (p. 22, l. 10) : *ac per angiporta*; dans le *De Platone*, I, XI (p. 72, l. 24) : *ac principius*; XIV (p. 73, l. 19) : *ac primo*; II, I (p. 84, l. 1) : *ac prima*; XIII (p. 91, l. 9) : *ac paenitentia*; XXI (p. 96, l. 17) : *ac prudentem*; etc.

II, XXIV (p. 100, l. 7-11) : *Vires enim non corporis nec pecuniae collectas dominatione multorum existimandas putat, cum vecordiae inpotentiaeque, sed cum decreto communi virtutibus omnibus ornati viri incolae et omnes fundati legibus obsequuntur.*

M. Goldbacher a gâté le texte en y introduisant sa conjecture *vecordia inpotentiaeque*. Il faut conserver la leçon des manuscrits : *Vires... non ...existimandas putat cum vecordia inpotentiaque*. *Cum* = « s'il s'y joint... ». Cet emploi de *cum* est bien connu; voy., notamment, la note de Kritz sur Salluste, *Jug.*, 86, 3. On lit dans saint Ambroise, *Hexaem.*, V, 8, 23 : *Melior enim est hospitalitas in oleribus CUM GRATIA, quam vitulorum pinguium praeparatio CUM DISCORDIA.*

DE MUNDO.

III (p. 108, l. 21-23) : *Post eam vero partem, quae sancti aetheris finibus coercetur, cuius † mensa pensaque distinctum est et natura immutabilis regio et mortalis ac iam paene terrena, etc.*

Le passage correspondant du texte grec est ainsi conçu : Μετὰ δὲ τὴν αἰθέριον καὶ θεϊαν φύσιν, ἥντινα τεταγμένην ἀποφαίνομεν, ἔτι δὲ ἄτρεπτον καὶ ἀνετεροίωτον καὶ ἀπαθῆ, συνεχῆς ἐστὶν ἢ δι' ὅλων παθήτη τε καὶ τρέπτῃ καὶ τὸ συμπᾶν εἰπεῖν φθαρτὴ τε καὶ ἐπίκηρος.

Rohde a fort bien vu qu'il fallait écrire *immutabilis, regio est mortalis, etc.* Mais il reste à corriger la phrase *cuius mensa pensaque distinctum est et natura immutabilis*. M. Kroll (1) estime qu'il suffit de lire *distincta sunt* au lieu de *distinctum est*. Il prend donc *mensa pensaque* substantivement. J'avoue que ceci me paraît douteux; les participes *mensa pensaque* doivent, à mon sens, s'accorder avec un substantif féminin singulier qui a disparu. Ce substantif ne serait-il pas *vis (uis)*, qui a pu tomber facilement après *cuius*? Cette hypothèse entraîne le changement de *distinctum est* en *distincte est*, changement qui n'a rien de violent. Nous trouvons, en effet, dans des manuscrits d'Apulée la faute inverse : *placite enim* pour *placitum enim* (*Asclepius*, VIII, p. 34, l. 18-19). Les mots *cuius <vis> mensa pensaque distincte est* sont destinés à rendre ἥντινα τεταγμένην ἀποφαίνομεν.

(1) *Rhein. Museum*, t. LIII, p. 582.

VI (p. 110, l. 25-27) : *His (sc. maribus) iungitur Siculum et post Creticum, eo indiscretis finibus Pamphylium, Assyrium, Aegyptium.*

On a essayé de corriger ce passage de différentes façons. En dernier lieu, M. Kroll (1) a proposé de remplacer *eo* par *ei*, ce qui donne un sens satisfaisant, mais on ne s'explique guère l'origine de la faute. Pour ma part, je préférerais écrire : ...*et post Creticum, <cum> eo indiscretis finibus Pamphylum, etc.*

On lit ensuite : *Sed ante Aegaea et Myrtoa sunt maria. Ante Aegaea* est une ancienne correction des éditeurs; les manuscrits portent *ante regea* (*rege* ou *regia*). Cette singulière leçon semble indiquer une altération plus grave qu'on ne l'a supposé. En outre, l'auteur, dans l'énumération des mers, va de l'ouest à l'est, et le texte grec est ainsi conçu : μετὰ δὲ τοῦτο τὸ Κρητικόν, συνεχὲς δὲ αὐτοῦ τῇ μὲν τὸ Αἰγύπτιον τε καὶ Παμφύλιον καὶ Σύριον, τῇ δὲ τὸ Αἰγαῖόν τε καὶ Μυρτώον. Je me demande en conséquence s'il ne faut pas lire : *sed a LATERE Aegaea, etc.* Cf. Florus, *Virgilius orator an poeta* (p. 107, l. 14-17 Halm) : *Primum Siciliam nobilem vidi, domesticam Cereris sedem, deinde Creten, patriam Tonantis, et a LATERE vicinas Cycladas salutavi. Inde me Rhodos, etc.*

IX (p. 113, l. 7-12). Les manuscrits portent : *Nives autem colligi iactatione densarum nubium constat... Haec victis nubibus crebrior ad terram venit, eam nos tempestatem ningorem vocamus.*

La proposition *haec — venit* est défectueuse; il manque

(1) *Rhein. Museum*, t. LIII, p. 582.

une conjonction qui la subordonne à *eam — vocamus*. Cette conjonction ne peut être que *cum*. Cf. c. IX (p. 112, l. 28-29) : *Imber exprimitur, cum inter se urguntur nubium densitates*; ibid. (p. 113, l. 12-13) : *Grandinare vero tum dicis (dicimus?)*, *cum aqua nubem lapidoso pondere et festinante perrumpit*; XII (p. 115, l. 8-9) : *Vertex ille est vel, uti dicitur, pinea, cum torquetur humus arida, etc.*; ibid. (l. 11-12) : *Hi cum maiore vi torti sunt, fit procella terrestris*; XV (p. 117, l. 21-22) : *Presteras vero nominamus, cum flammarum in illis minus fuerit*; etc. La chute de *cum* (*cū*) entre le *c* de *haec* et le *v* (*u*) de *victis* est toute naturelle. Nous restituerons donc : *Haec <cum> victis nubibus, etc.*

D'après le texte des manuscrits, Apulée aurait passé du pluriel (*nives*) au singulier (*haec crebrior venit*). Si l'on trouve ce changement de nombre trop choquant, on le fera aisément disparaître, non pas en ajoutant après *haec* un substantif comme *nix* (Hildebrand) ou *vis* (Goldbacher), mais en corrigeant simplement *nives* en *nivem* à la l. 7.

IX (p. 113, l. 14-15). Il s'agit de la grêle : ...*et cedente aëris molli aura praecipitata indignatione vehementi humum verberat*.

Aura est une conjecture de M. Goldbacher. Les manuscrits ont : *molli curae* (BV), *molli cure* (MPL), *molli cura* (F). J'ai approuvé dans le temps (1) la correction de Scaliger : *molli natura*. Mais, toute réflexion faite, je la tiens pour peu vraisemblable parce qu'elle s'écarte

(1) Voy. mes *Remarques critiques*, 4^e sér. (BULL. DE L'ACAD. ROY. DE BELGIQUE [Classe des lettres, etc.], 1900, n^o 6, p. 512.)

trop du texte des manuscrits. Les autres corrections des savants (*mollitie*, *mollitura*, *mollitia*, etc.) ne sont pas plus propres à emporter la conviction. Partant de l'hypothèse d'une haplographie, je proposerais *mollī quore*. On se représente assez bien la série d'altérations *quore*, *core*, *cure* ou *curae*, *cura* (correction par fausse accommodation grammaticale). L'expression *aëris liquor* est assurément insolite; mais elle peut s'expliquer par l'épithète *liquidus* que les poètes donnent à l'air (1), et Apulée s'est permis de désigner une comète par *ignitus liquor* (*De mundo*, XVI, p. 118, l. 17-18).

XXIX (p. 128, l. 9-11) : *Hinc tempestivi imbres et spiritus haud infecundi, hinc alimenta roris et μετεώρων, quae accidere deus his mundi mediis partibus voluit.*

Au lieu de *haud infecundi* (manuscrits : *aut infecundi*), j'ai proposé de lire *nautis secundi* (2).

La correction de M. Goldbacher, *roris* pour *robis*, que donnent les manuscrits, est excellente.

Je n'en dirai pas autant de sa conjecture *et μετεώρων, quae*. B porte : *esse earum quae* (3). Je pense qu'on

(1) Cf. *De deo Socratis*, XI (p. 14, l. 19) : *AERIS LIQUIDO et sereno elemento*. — Nonius Marcellus, IV (p. 334 M) : *LIQUIDUM rursum significat molle et fluxum*. Plautus in *Milite* (III, 1, 71 = 665) : *Liquidiusculusque ero quam ventus est favonius*. — L'air est souvent comparé à un liquide, comme le prouvent les expressions *aër fluit*, *flumen aëris*, etc.

(2) *Mélanges Boissier*, p. 438.

(3) Les autres manuscrits donnent *esse earum que* ou *esse earumque*, et, plus loin, *accideret* au lieu de *accidere*. F a *earum quae*, mais omet *esse*.

pourrait restituer avec quelque vraisemblance : ET CETERA, quae. Le texte grec porte : τὰ τε πάθη τὰ ἐν τῷ περιέχοντι συμβαίνοντα, διὰ τὴν πρώτην καὶ ἀρχαιόγονον αἰτίαν.

XXXII (p. 129, l. 22-25) : *Ceterum ea, quae vel caelo accidere oculis advertimus..., dei etiam illa credenda sunt. Quidni? dei verum eius, cui tutela mundi huius et cura est.*

Quidni? dei verum eius est une correction de Saumaise et d'Oudendorp. Les manuscrits consultés par M. Goldbacher (sauf F, qui omet ce passage) ont : *quin ni de verum eius*. B porte : *quin indee* (corrigé en *dae*) *verum eius*. Cette variante, à première vue, paraît insignifiante, et pourtant elle est de nature à jeter une vive lumière sur l'altération qu'a subie notre texte. Selon moi, *dee* n'est autre chose que l'abréviation de *deest* (*deē*), « il manque quelque chose, il y a une lacune », note marginale qui a passé dans le texte. *Quidni* ayant été changé par mégarde en *quin in* ou *quin ni*, on s'est figuré qu'il y avait une lacune. Il faut donc écarter *dee* (ou *de*) et modifier comme il suit la correction de Saumaise et d'Oudendorp : *Quidni? verum eius, cui tutela mundi huius, etc. Dei* se sous-entend tout naturellement avec *eius*.

XXXVIII (p. 135, l. 4-5). Après avoir parlé des attributions (*potestatem*) des Parques, Apulée explique leurs noms : *Haec illis condicio et nominum; eius enim proprietate contingit, ut sit Atropos praeteriti temporis fatum, etc. Eius enim* est une correction de M. Goldbacher, et une correction malheureuse. Les manuscrits ont *eiusdem*. Oudendorp avait parfaitement compris que *eiusdem*

représente *condicio*. Mais on lisait contrairement aux manuscrits : *Haec illis condicio ex nominum eiusdem proprietate contingit, etc.* Hildebrand conserve *et*, qu'il interprète par *vel, etiam*. Je pense plutôt qu'il faut ponctuer : *Haec illis condicio; et nominum eiusdem proprietate contingit, etc.*

XXXVIII (p. 135, l. 13-15) : *Deus namque, sicut vetus, inquit (sc. Plato), continet ratio, principia et fines et media rerum omnium penetrat atque inlustrat ac curru volucris superfertur.*

Remarquons d'abord qu'Apulée a combiné avec le passage des *Lois* de Platon (IV, p. 715 E), reproduit par l'auteur grec, un passage du *Phèdre* (p. 246 E) : 'Ο μὲν δὴ μέγας ἡγεμὼν ἐν οὐρανῷ Ζεὺς, ἐλαύνων πτηνὸν ἄρμα, πρῶτος πορεύεται, διαχοσμῶν πάντα καὶ ἐπιμελούμενος (1).

Cette addition s'ajuste assez mal au reste, et le texte latin est sujet à controverse. PL donnent (avec quelques variantes insignifiantes) : *penetrata atque inlustrata curru*; F : *penetrat atque inlustrat et curru*; B : *penetrat quae inlustransda curru*. Nous avons cité le passage d'après l'édition de M. Goldbacher. M. Novák (2) désapprouve la correction adoptée par ce savant. Après avoir observé que, devant une gutturale, Apulée évite de se servir de la forme *ac*, il ajoute : « Hic ipsa sententiarum natura ac ratio ostendit *ac* prave se habere et alio modo locum emendandum esse. Nam illa *curru volucris superfertur*

(1) Macrobe (*Saturn.*, I, 23), qui cite ce passage, l'attribue fausement au *Timée*.

(2) *Quaestiones Apuleianae* (Prague, 1904), pp. 41-42.

non ex aequo ponenda sunt sententiae *deus* — *penetrat atque inlustrat*, sed ei subicienda. Nam *deus* cuncta rerum *penetrat atque inlustrat*, cum *superfertur* curru. Hoc etiam ex Platonis verbis ipsius (legg. IV, p. 715 E) apparet... Dubium esse non potest, quin Apuleius scripserit : *et media rerum omnium penetrat atque inlustrat, < dum > curru volucris superfertur*... Particulam *dum* a librario omissam esse putandum est... Quod *inlustrata* traditum est pro *inlustrat*, non multum valet; nam hoc scriptum erat propter *penetrata*, — sic enim habent PL, — quod extitit assumpta a littera ex sequenti *atque*. » La remarque de M. Novák est parfaitement juste : *superfertur* doit être subordonné et non coordonné à ce qui précède. De la leçon de B, on pourrait dégager : ...*penetrat, quae inlustrans curru volucris superfertur*. L'énigmatique syllabe *da* proviendrait d'une fausse correction (*inlustranda* pour *inlustrans*) qui aurait passé dans le texte, l'archétype de B portant *inlustrans*.

COMITÉ SECRET.

La Classe se constitue en comité secret pour prendre communication des listes des candidatures pour les places vacantes d'associé, présentées par les Sections d'histoire et de littérature, et des sciences morales et politiques.



CLASSE DES BEAUX-ARTS.

Séance du 2 mars 1905.

M. F.-A. GEVAERT, directeur, président de l'Académie.

M. le chevalier EDM. MARCHAL, secrétaire perpétuel.

Sont présents : MM. Max. Rooses, *vice-directeur* ; Éd. Fétis, Th. Radoux, G. De Groot, Gustave Biot, H. Hymans, J. Robie, G. Huberti, Ch. Tardieu, le comte J. de Lalaing, J. Winders, Ém. Janlet, H. Maquet, Ém. Mathieu, Eug. Smits, Edg. Tinel, Louis Lenain, Xav. Mellery, *membres* ; L. Solvay et Jules Brunfaut, *correspondants*.

MM. Léon Frédéric et Ern. Acker motivent par écrit, leur absence.

M. le Directeur adresse le compliment habituel de bienvenue à M. Jules Brunfaut, élu correspondant de la Section d'architecture dans la séance du 5 janvier et qu'un événement douloureux, la mort de sa mère, a empêché jusqu'à ce jour d'assister aux séances.

CORRESPONDANCE.

La Classe prend notification officielle de la mort de M. Édouard Van Even, membre de la Section des sciences et des lettres, décédé à Louvain, le 14 février, à l'âge de 84 ans révolus.

M. le Directeur se fait l'organe de la Classe pour adresser à la mémoire du vénéré et bien-aimé confrère le légitime tribut d'hommages qui lui est dû en raison non seulement de son caractère, mais aussi de la part qu'il a prise aux travaux de la Classe depuis son entrée à l'Académie comme correspondant en 1889.

M. Gevaert remercie M. Rooses d'avoir bien voulu être l'organe et l'interprète des sentiments de l'Académie lors des funérailles, qui ont eu lieu à Louvain, le 15 février.

Le discours de M. Rooses paraîtra au *Bulletin*.

— M. le Secrétaire perpétuel donne lecture d'une lettre et d'un télégramme de l'Académie royale des beaux-arts de Berlin annonçant la mort, à la date du 10 février, du peintre Adolphe von Menzel, et d'un autre télégramme faisant savoir que les funérailles auraient lieu en présence de l'Empereur. Il ajoute qu'il s'est empressé de répondre en ces termes : « L'Académie royale de Belgique, profondément émue par la mort d'Adolphe von Menzel, qu'elle se glorifiait de compter dans les rangs de sa Classe des beaux-arts, adresse à l'Académie royale des beaux-arts de Berlin ses plus sincères et ses plus vives condoléances. »

Cette institution royale adresse ses remerciements à l'Académie.

La Classe prend ensuite notification de la mort d'Eugène Guillaume, qu'elle a aussi eu l'honneur de compter parmi ses associés, et qui est mort à Rome, le 28 février.

M. le Secrétaire perpétuel écrira à l'Académie des beaux-arts de Paris pour lui dire combien elle s'associe aux regrets causés par le décès de l'illustre sculpteur.

— M. le Ministre de l'Agriculture renvoie à la Classe avec demande d'avis :

1^o Le quatrième rapport de M. Frans Huygelen, grand prix de sculpture en 1900. — Renvoi à MM. Rooses, Meunier et Hymans;

2^o Le premier rapport et dix-sept croquis de M. De Brichy, boursier pour l'architecture de la Fondation Godecharle, en 1903. — Renvoi à MM. Solvay, De Groot et Vinçotte.

— Le même Ministre demande l'avis de l'Académie sur le programme qui vient de lui être soumis par le jury du dernier grand concours d'architecture et qui est relatif aux matières que comporte l'examen scientifique et littéraire des concurrents. — Renvoi à la Section d'architecture : rapporteur, M. Brunfaut.

— M. Hymans fait hommage, de la part de M. Paul Bergmans, secrétaire adjoint de la Commission de la *Biographie nationale* et conservateur adjoint de la bibliothèque de l'Université de Gand, de son livre : *Le Campa-*

nile du beffroi de Gand; études d'iconographie rétrospective et comparée. Gand, 1905, gr. in-8°. — Remerciements.

La note lue par M. Hymans figure ci-après (voir p. 186).

*Lijkrede bij de begrafenis van den heer Edward van Even
uitgesproken te Leuven den 15ⁿ Februari 1905; door
Max Roose.*

MIJNE HEEREN,

Namens de Koninklijke Academie van Wetenschappen, Letteren en Kunsten van België kom ik een laatste vaarwel zeggen aan onzen hooggeachten confrater Edward van Even. Wanneer wij op het oogenblik der scheiding een blik werpen op zijn leven en zijn werken, komt het ons voor dat zijn lot benijdbaar was in hooge mate. Van in zijne jonge jaren koos hij zich een werkkring overeenstemmende met zijn neigingen en zijn aanleg, tot in zijn laatste levensdagen bleef hij zich in dien zelfden kring bewegen; zestig jaren lang, onverpoosd en onvermoeid, bebouwde hij denzelfden akker, dien hij ontgonnen had en rijke vruchten deed voortbrengen; er kwam aldus in die lange loopbaan een hooge eenheid: de mensch leefde voor zijn werk, de geschiedenis van zijn leven en van zijn werken smelt samen. Uit ganscher harte wijdde hij zich aan een verheven taak, met grooten bijval vervulde hij ze. Kan men zich een beter vervulde en gelukkiger loopbaan denken?

Zijn streven was ernstig en degelijk. Hij beminde zijn

geboortegrond, het oude glorieus Brabant, en in dit gewest vooral de streek van Dijle en Demer en in die streek vooral zijn moederstad Leuven. Hij laat denken aan een der burgers uit vroeger dagen, wier groote vaderland het hertogdom of graafschap was, waar zij het eerste daglicht zagen en wier echt en eigenlijk gemeenebest de stad was waar zij woonden. In het verleden streken die mannen met de wapens in de hand voor de rechten en de voorrechten van den geheiligden grond; in onze tijden doen zij het met het woord of hanteeren zij de pen om denzelfden edelen plicht te volbrengen.

Wat van Even deed voor Leuven zal zijn geboortestad nooit vergeten, herhaaldelijk bood zij hem den tol harer dankbaarheid aan; zijn naam zal dan ook niet alleen gehecht blijven aan de straat waarin hij woonde, maar aan de stad waarin en waarvoor hij leefde. Hij had voor haar een achting, een eerbied, een toewijding als een kind voor zijne moeder; alles wat haar betrof, ook de geringste feiten waren belangrijk voor hem. Hare geschiedenis, die harer inwoners, die harer gebouwen, die harer instellingen en harer kunstschaten wilde hij kennen en doen kennen aan de wereld tot in de minste bijzonderheden; jaren en jaren, een dubbelen menschenleeftijd lang, zocht hij in de oude stadspapieren en handschriften en in de werken van latere geleerden naar alles wat eenig licht kon werpen over zijne medeburgers van voorheen en over hetgeen zij verricht hadden. De kalme, zedige man kende geen anderen strijd dan dien welken hij streed tegen hen, die de eeretitels van de aangebedene poogden te betwisten, of die met hem wilden dingen naar het voorrecht haar ridder bij uitmuntendheid te zijn en te blijven.

Onder al die eeretitels was er een, welke van Even dierbaar was boven alle en op welke hij ijverzuchtig waakte : het was die van bakermat en woonplaats van roemrijke kunstenaars. Het eerste zijner schriften, Leuven en de Leuvenaren betreffende, had voor onderwerp den schilder Verhaeghen, het tweede Quinten Metsijs; de eenige werken van zuiver letterkundigen aard, waaraan hij zich waagde, waren twee tooneelspelen, waarvan Quinten Metsijs de held was; de werken, die hem het meest deden kennen buiten Leuven, waren zijne boeken en zijne ontelbare bijdragen in tijdschriften en dagbladen over Leuvensche kunstenaars. Het waren ook deze werken, waar de Academie van Wetenschappen, Letteren en Kunsten de hooge waarde wilde van erkennen toen zij den overledene den 1^e December 1889 tot haar briefwisselend medelid en drie jaar later tot werkend lid benoemde.

De stemmige geleerde, die onafzienbare reien stedelijke registers doorliep om een datum of een naam te ontdekken, zocht en vond verpoozing buiten het stoffige midden waarin hij ademde en het stoffelijke werk dat hij verrichtte in de heldere en ideale sferen waar de kunst, de onsterfelijke en onstoffelijke, heerscht en licht en blijheid verspreidt. Zijn werken dragen er in hun onderwerp en in hun uitvoering talrijke blijken van; niet alleen handelde hij gaarne over schilders, maar daar waar hij over het verleden zijner stad spreekt beschouwt hij dit gaarne in betrekking met de kunst en waar het kan poogt hij zijn boeken op te luisteren door velerlei kunstrijke afbeeldingen. Zijn *Louvain monumental* van 1860 was een der eerste historische beschrijvingen van steden, toegelicht en gesierd met een overvloed van

platen, zooals men die later weervindt in werken door anderen over Brussel en Antwerpen geschreven. Een boek als deze laatste *Bruxelles en Anvers à travers les âges* leverde hij in 1895 in zijn *Louvain dans le passé et dans le présent*, waarin hij nogmaals terugkwam op zijn oud maar voor hem nimmer uitgeput en immer nieuw onderwerp.

Maar vooral als schrijver der geschiedenis der oude Leuvensche schilderschool deed hij zich waardeeren in zijn *L'Ancienne école de peinture de Louvain*, in de bijdragen, die hij leverde in den *Bulletin de l'Académie*, in de *Biographie nationale*, in den *Bulletin des Commissions royales d'art et d'archéologie* en in tal van Fransche en Nederlandsche tijdschriften. Hij was een der eerste en bleef een der verdienstelijkste geleerden, die in de geschiedenis der kunst licht wilden brengen door het nauwgezet uitpluizen der archieven, en de eeuwenoude overleveringen, die maar al te dikwijls louter verzinself zijn, wilden vervangen door stellige feiten. De diensten bewezen door deze mannen in ons land en elders zijn overgroot : zij zijn de eerste grondleggers eener wetenschap, die op dit oogenblik bij heel de beschaafde wereld belang wekt ; hand aan hand gaande met het kritisch onderzoek der kunstwerken heeft zij een heele omwenteling gebracht in een rijk, dat vroeger scheen deel te maken van de sprookjeswereld, en waar nu de strengste eerbied voor de waarheid eene eerste wet is geworden en geen uitspraken meer gelden dan die, welke gegrond zijn op nauwgezet onderzoek en onbetwistbare bewijzen.

Van Even heeft de schoonste en waarschijnlijk ook wel de genotrijkste jaren van zijn leven doorgebracht, zooals hij zelf getuigt, met de geschiedenis der kunst

in Leuven toe te lichten; lang en geduldig waren zijne opzoekingen, rijk waren ook de vondsten die hij deed. Over de groote mannen, die hij beter wilde doen kennen, Quinten Metsijs, Dirik Bouts, Rogier van der Weyden, bracht hij een overvloed van ontdekkingen mede uit zijne tochten in de donkere tijden van het grijze verleden; over ontelbare kunstenaars van minderen rang bezorgde hij ons de eerste inlichtingen of vermeerde hij de berichten, die wij over hen bezaten.

Hij vereerde de kunst, hij vereerde Leuven, wij mogen er bijvoegen dat hij evenzeer en bovenal de Waarheid diende. Haar vooral zocht hij. Het groote loon van zijn arbeid moet geweest zijn dat hij haar dikwijls wist op te halen uit den diepen put, waarin zij verscholen lag. Hij moet nog wel andere voldoeningen van edelen aard genoten hebben, wanneer hij de overtuiging verwierf dat hij zijne moederstad beter had doen kennen, dat zijne medeburgers, heel de wetenschappelijke en kunstminnende wereld hem hoogachtten. Met ons aan te sluiten bij de hulde, die hem in zijn leven ten deele viel en die hem bij zijn heengaan gebracht wordt, vervullen wij, die veel van hem leerden, een plicht van hoogachting en dankbaarheid.

Liefdevol zal in haren schoot de grond hem opnemen wien hij zoo veel liefde toedroeg en rust zal hij vinden in het plekje aarde voor hetwelk hij rusteloos arbeide.

NOTE BIBLIOGRAPHIQUE.

Le campanile du beffroi de Gand. — Étude d'iconographie rétrospective et comparée, par Paul Bergmans. Gand, 1905, 1 vol. in-8°.

Le beffroi de Gand et son campanile, du XIV^e au XX^e siècle, tel est, en résumé, l'objet du travail que j'ai l'honneur d'offrir à l'Académie, de la part de l'auteur. M. Bergmans a tenu à mettre sous nos yeux ce qu'on pourrait appeler les « états » du vénérable édifice depuis l'origine jusqu'à nos jours. Il résulte de son tableau comparatif une chose assez imprévue : le monument a rajeuni à force de vieillir. En d'autres termes, il s'est dénaturé ; à telle enseigne que dans son état le plus récent il apparaît sommé d'un campanile en fer fondu.

Il semble que cette structure non seulement se décompose, mais menace de ruine l'édifice qu'elle couronne. Bref, pour la septième fois en six siècles, le beffroi de Gand va changer de coiffure. Espérons qu'on a fini de vouloir lui en choisir une à la mode du jour.

M. Bergmans, en archéologue averti, ne s'est pas borné au simple plaisir de faire revivre les anciens aspects de l'imposante construction. Il a tenu à mettre en regard, au nombre de douze, les principaux beffrois de Belgique et de la Flandre française : Douai, Bailleul, Bergues, Comines, Rue, Saint-Riquier, Béthune, Abbeville, Alost, Ypres, Tournai et Courtrai, auxquels s'ajoutent, dans le texte, ceux de Lierre, Termonde, l'Écluse et Nieuport.

Retracés d'un crayon sobre, dans l'esprit juste des

données, par M. Heins, ces types forment, par leur rapprochement, une excellente monographie du genre beffroi.

D'intérêt archéologique pur, cela va de soi, l'étude de M. Bergmans est néanmoins très vivante. Elle ne sera point stérile, nous aimons à le croire, au moment où la capitale des Flandres s'apprête à donner au plus vénérable des monuments communaux un couronnement en rapport avec sa destination originelle.

Nous n'élevons plus de beffrois, de tours de guet, sans doute. Le peuple a conquis ses droits civiques; il les exerce sous l'égide des lois. Raison de plus pour respecter l'œuvre de nos pères, fût-ce à titre de symbole.

De l'ensemble des types si intelligemment groupés par M. Bergmans et dessinés avec tant de goût par M. Heins, ressort un double avis : s'abstenir d'ambitions excessives et, par-dessus tout, être sobre de surcharge ornementale.

De tous les échantillons, le plus démonstratif à cet égard est le couronnement du beffroi de Lierre, achevé au XIV^e siècle et dont le type retrace à s'y méprendre, dit Schayes, un donjon de château.

M. Bergmans restreint son texte aux descriptions, aux faits, aux dates; il s'abstient de commentaires.

En réalité, il n'en pouvait trouver de plus éloquent que les croquis où, d'une part, nous suivons à travers les caprices du goût les dénaturations de l'édifice qu'il considère; de l'autre, nous sommes aussi complètement renseignés que possible sur la physionomie de ses similaires que le temps a respectés.

La Société d'histoire et d'archéologie de Gand a eu la primeur des études de M. Bergmans. L'auteur s'était,

comme il le disait avec raison, livré à une enquête préliminaire, dont il soumettait le dossier à ses collègues.

Nous pouvons nous joindre à eux pour remercier le jeune érudit gantois de la très heureuse initiative qui nous admet à bénéficier tous de sa consciencieuse investigation.

H. HYMANS.

RAPPORT.

Il est donné lecture des appréciations de MM. Meunier, Rooses et Hymans sur un rapport, accompagné de dessins, de M. Gysen, premier prix du grand concours de sculpture de 1903.

— Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture pour être transmis à l'intéressé.

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

Gossart (Ernest). Espagnols et Flamands au XVI^e siècle. L'établissement du régime espagnol dans les Pays-Bas et l'insurrection. Bruxelles, 1903; in-8° (xii-331 p.).

Nys (Ernest). Le droit international, les principes, les théories, les faits, tome II. Bruxelles, 1903; in-8°.

Bergmans (Paul). Le campanile du beffroi de Gand. Étude d'iconographie rétrospective et comparée. Gand, 1905; gr. in-8° (54 p. et 1 pl.).

Delehay (Hippolyte). Les légendes hagiographiques. Bruxelles, 1903; in-8° (xi-264. p.).

du Chastel de la Howarderie-Neuvireuil (le comte P.-A.). Donation faite par une demoiselle noble à son neveu naturel. Cambrai, 1904; extr. in-8° (12 p.).

— Notes pour servir à l'histoire de Rollegghem lez-Courtrai, de Rollegghem-Capelle et des trois fiefs de Rollegghem dans Ypres, ainsi que de la famille qui en porte le nom, etc. Tournai, 1904; in-8° (xii-130 p.).

Leuze (Joseph de). Code de la justice de paix et traité théorique et pratique des attributions des juges de paix et des greffiers des justices de paix. Guide pratique, tomes I et II. Bruxelles; in-8° (462 p.).

— Code des tribunaux de police ou traité théorique et pratique des attributions des juges de paix, des greffiers et des officiers du ministère public en matière répressive, etc. Bruxelles, 1903; in-8° (447 p.).

Institut de droit international. Tableau général de l'organisation, des travaux et du personnel de l'Institut pendant les deux premières périodes décennales de son existence (1873-1893); par Ern. Lehr. Paris, Bruxelles, 1893; in-8°.

— Annuaire, 13° à 20° volumes, 1894-1904; avec un Tableau décennal de l'organisation, du personnel et des travaux de l'Institut (1894-1904). Paris, Bruxelles, 1894-1904; 8 vol. in-8°.

MALINES. *Cercle archéologique.* Bulletin, tome XIV, 1904.

BRUXELLES. *Ministère des Finances.* Rapport du Commissaire des monnaies au Ministre des Finances, 5° année. 1904.

— Catalogue de la Bibliothèque centrale, 1904.

Nederlandsch taal- en letterkundig Congres. Handelingen van het XXV° (Gent, 1899) en het XXVII° (Kortrijk, 1902). In-8°.

GAND. *Kon. Vlaamsche Academie.* Zuid- Oostvlaamsch Idioticon (Is. Teirlinck), eerste deel. 1903.

— Kinderspelen uit vlaamsch België, eerste deel : Spelen met zang. 1903.

Bang (W.). Materialien zur Kunde des älteren englischen Dramas : Band VII, erste Teil : Ben Jonson's Dramen in Neudruck herausgegeben nach der Folio 1616, erste Teil. Louvain, 1905; gr. in-8° (276 p.).

— Band VIII, *Pedantius, a latin comedy formerly acted in Trinity college (G. Moore Smith). Louvain, 1905; gr. in-8° (L-157 p.).*

PARIS. *Ministère de l'Instruction publique. Bibliographie générale des inventaires imprimés par Fernand de Mély et Edmond Bishop, tome I, tome II, 1^{er} et 2^e fascicules. 1892-1895; 3 vol. in-8°.*

— Réunion des Sociétés des beaux-arts des départements, 28^e session, 1904.

LA HAYE. *Commissie van advies voor 's rijks geschiedkundige publicatiën. Overzicht van de door bronnen-publicatiën aan te vullen leemten der Nederlandsche geschiedenis. 1904; gr. in-8° (ix-108 p.).*

Rodriguez-Villa (Antonio). El emperador Carlos V y su corte, según las cartas de don Martin de Salinas embajador del infante don Fernando (1532-1539); con introducion, notas é indices. Triada de 100 ejemplares. Madrid, 1903-1905; gr. in-8° (990 p.).

Liste des ouvrages déposés dans la Bibliothèque de l'Académie par la Commission royale d'histoire, conformément à une décision ministérielle en date du 8 juin 1847.

Demeuldre (Amé). Les obituaires de la collégiale de Saint-Vincent à Soignies. Soignies, 1904; in-8°.

Catalogue de trois importantes bibliothèques provenant de feu M. le chanoine Reusens, M^{re} Moulart et M. Van der Eecken. Louvain, 1904; in-4°.

ARLON. Institut archéologique. Annales, tome XXXIX, 1904.

GAND. Société d'histoire et d'archéologie. Bulletin, 1904; n^{os} 7 et 8. Inventaire de Gand, fascicule 57.

MONS. Cercle archéologique. Annales, tome XXXIII, 1904.

LEIPZIG. Université. Vingt-huit thèses historiques et scientifiques. 1903-1904.

GOTHA. Deutsche Geschichtsblätter, Band IV, 9. Heft. 1903.

HEIDELBERG. Zeitschrift für Geschichte des Oberrheins, Band XIX, 2 bis 4. 1904.

HANOVRE. Verein für Geschichte. Zeitschrift, Jahrgang 1904, 2. H.

INNSBRUCK. Zeitschrift des Ferdinandeums, 48. Heft. 1904.

STRASBOURG. Vogesen-Club. Jahrbuch für Geschichte, Sprache und Literatur, XX. Jahrgang, 1904.

— **Universität.** Das Stiftungsfest am 30. April 1904. In-8°.

MADRID. Real Academia de la historia. Boletín, tomo XLV, 1-3, 5. 1904.

— **Revista de archivos, bibliotecas y museos,** 1904, n^{os} 4-10.

Bauchond (Maurice). La justice criminelle du magistrat de Valenciennes au moyen âge. Paris, 1904; in-8°.

NANCY. Académie de Stanislas. Mémoires, 1903-1904.

PARIS. *Ministère de l'Instruction publique*. Bibliographie générale des travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés savantes de la France, 1901-1902. In-4°.

ROME. *Institut historique belge*. Inventaire analytique des « libri obligationum et solutionum » des Archives vaticanes, au point de vue des anciens diocèses de Cambrai, Liège, Théroutane et Tournai; par dom Ursmer Berlière O. S. B. 1904; in-8°.

PAVIE. *Società pavese di storia patria*. Bolletino, anno IV, fasc. 3. 1904.

LUXEMBOURG. *Verein für Geschichte*. Ons Hemecht, 1904, n° 11 und 12.

Doppler (P.). La croix sépulcrale de Geldulphe, prévôt de l'église Saint-Servais à Maestricht, datant du XI^e siècle, et retrouvée en cette église le 31 août 1903. Maestricht, in-8° (13 p.).

— Schepenbrieven van het kapittel van Sint-Servaas te Maastricht in regestvorm en met aantekeningen uitgegeven, eerste deel. Maestricht, 1902; in-8°.

— Nécrologe de la confrérie des chapelains de la ci-devant collégiale de Saint-Servais à Maestricht. Maestricht, 1897; in-8° (LXIII-209 p.).

BOIS-LE-DUC. *Genootschap van kunsten en wetenschappen*. Handelingen, 1897-1903.

Sjögren (W.). Förarbetena till Sveriges Rikes Lag (1686-1736), VI. Upsal, 1904; in-8° (xi-589 p.).

LUND. *Statsvetenskaplig Tidskrift* för Politik, etc., 1904, n° 3 och 4.

STOCKHOLM. *Ekonomisk Tidskrift*, 1904, n° 6-11.



ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE

BULLETIN

DE LA

CLASSE DES LETTRES

ET DES

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

ET DE LA

CLASSE DES BEAUX-ARTS

1905. — N° 4

CLASSE DES LETTRES

ET DES

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

Séance du 3 avril 1905.

M. G. MONCHAMP, directeur.

M. le chevalier EDM. MARCHAL, secrétaire perpétuel.

Sont présents : MM. S. Bormans, T.-J. Lamy, L. Vanderkindere, le comte Goblet d'Alviella, F. vander Haeghen, Ad. Prins, A. Giron, Paul Fredericq, G. Kurth, Mesdach

de ter Kiele, H. Denis, le baron Éd. Descamps, E. Discailles, V. Brants, P. de Paepe, Aug. Beernaert, Cb. De Smedt, Jules Leclercq, Maurice Wilmotte, E. Nys, D. Mercier, H. Pirenne, *membres*; Ern. Gossart, J. La-meere, A. Rolin, Maurice Vauthier, F. Cumont, J. Ver-coullie, E. Waxweiler et G. De Greef *correspondants*.

M. P. Thomas exprime par écrit ses regrets de ne pouvoir assister à la séance à cause des circonstances douloureuses dans lesquelles il se trouve.

CORRESPONDANCE.

M. Charles Vanhoutte, docteur en sciences physiques et mathématiques, demeurant rue des Tanneurs, n° 33, à Bruxelles, demande le dépôt dans les archives de l'Académie de deux plis cachetés :

I. Les Acquis ou le Crédit social *réel*, 1904. — II. Id., 1905.

— Accepté.

— M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique envoie, pour la bibliothèque de l'Académie, le tome II du Catalogue de la bibliothèque centrale de son Département.

— Remerciements.

— Hommages d'ouvrages.

1° *Manifestation Charles Duvivier. Séance solennelle du 4 février 1905* ;

2° *Jules Malou, 1810 à 1870* ; par le baron de Trannoy, avec une préface de M. Woeste, Ministre d'État (présenté par M. Brants, avec une note qui figure ci-après) ;

3° *De la réparation des accidents du travail. Critique d'un projet de caisse commune des industries du bassin de Liège*; par O. Lepreux;

4° *Het aloude gilde van Sint-Sebastiaan te Rousselare*; par E. Vanden Berghe-Loontjens;

5° a) *De l'organisation de la tutelle des mineurs*; b) *De la théorie de la valeur*; par H. Pascaud;

6° *Législation des prairies en Russie d'Asie*; par Jacques de Gourland.

— Remerciements.

NOTE BIBLIOGRAPHIQUE.

BARON DE TRANNOY : *Jules Malou, 1810 à 1870*, in-8°, iv-591 pages. Bruxelles, Albert De Wit, 1905.

Le trentième volume de la *Bibliothèque de l'École des sciences sociales et politiques de l'Université de Louvain*, qui vient de paraître, présente un intérêt incontestable. Les hommes d'État qui ont gouverné le pays, qui ont été mêlés aux événements de son histoire, ont non seulement des titres à l'attention publique, mais il y a dans l'étude de leur vie un puissant intérêt, de fécondes leçons. Que ces leçons soient faites d'analogies ou de contrastes avec la situation du présent, elles sont souvent frappantes. Et c'est bien la réflexion que suggère la biographie de Jules Malou, dont le baron de Trannoy vient de nous donner la période de 1810 à 1870. C'est au moyen des riches éléments fournis par les archives privées de la famille que l'auteur a pu nous donner ce récit vivant, documenté et instructif qui remplit près de 600 pages. Presque toute l'histoire parlementaire et celle de l'esprit public en Belgique s'y déroulent avec bon nombre de

points importants de sa vie économique. Sans doute, c'est au point de vue de la participation de Malou que l'auteur a dû se placer, et l'importance qu'il donne aux événements est affecté d'un coefficient subjectif, mais même ainsi, bien des chapitres sont en réalité des pages d'histoire du pays. Les phases de l'unionisme et sa dislocation progressive; les périodes diverses de la politique scolaire; les affaires financières : Banque Nationale, budgets, chemins de fer, étalon monétaire; les questions commerciales et les traités de commerce; l'organisation des partis et de la presse politique; les événements de 1857 et de 1864; les questions d'ordre religieux..., combien de points, je cite comme au hasard, où l'on reverra avec un intérêt constant les événements qui paraissent déjà si loin. L'auteur a voulu s'arrêter à 1870, estimant la période suivante trop récente pour l'histoire; nous espérons que sans trop tarder il continuera l'œuvre commencée.

V. BRANTS.

RÉSULTATS DES CONCOURS POUR 1905.

La Classe prend communication des rapports sur les travaux soumis à son concours annuel pour 1905 et aux concours pour les prix Castiau, de Stassart (Histoire nationale), Gantrelle et De Keyn, à décerner cette année.

Selon la coutume, ces rapports seront imprimés pour être distribués aux membres afin que ceux-ci puissent se prononcer en connaissance de cause dans la séance du 8 mai sur les conclusions présentées par les commissaires.

COMMUNICATIONS ET LECTURES.

Le gouvernement de Cappadoce sous les Flaviens ;
par Franz Cumont, correspondant de l'Académie.

Les fouilles fructueuses poursuivies en 1892-1893, à Éphèse, par l'Institut archéologique autrichien, sous la direction de M. Heberdey, ont mis au jour, dans une bibliothèque voisine de l'Agora, une ou plutôt deux dédicaces importantes à un légat de Cappadoce et Galatie, T. Julius Polemaeanus. Ce double document permet de corriger certaines erreurs accréditées qui ont singulièrement compliqué jusqu'ici les recherches sur l'administration de ces provinces. Nous devons à une obligeante communication de M. Otto Benndorf de pouvoir reproduire ici la version grecque, encore inédite, de cette inscription en même temps que le texte latin précédemment publié (1). Qu'il me permette de lui adresser en commençant l'expression de toute ma gratitude.

(1) R. HEBERDEY, *Jahresh. des Oesterr. Instituts*, VII, 1904, Beiblatt, p. 56. — Le grec n'est pas une simple traduction, mais a une valeur indépendante; il donne, l. 8, les mots *καὶ αὐτοκράτορος Σεβαστοῦ* qui manquent dans le latin, et c'est par son influence que s'explique le *patrem suum* de la fin, où l'on attendrait *patri suo*.

Ti(berio) Iulio, Ti(beri) filio, Cornelia Celso Polemaeano co(n)s(uli), proco(n)s(uli) Asiae tribu(n)o leg(ionis) III / Cyrenaïcae, adlecto inter aedilicios ab divo Vespasiano (1), pr(aelori) p(opuli) R(omani) (2), leg(ato) Aug(usti) / divorum Vespasiani et Titi provinciae Cappadoctae et Galatiae, Ponti, / Pisidiae, Paphlagoniae, Armeniae minoris (3), leg(ato) divi Titi leg(ionis) IIII Scythicae (4), proco(n)s(uli) / Ponti et Bithyniae, prae(flecto) aerari militaris, leg(ato) Aug(usti) provinciae Ciliciae (5), XV vir(o) s(acris) f(aciundis), cur(atori) / aedium sacrarum et operum locorumque publicorum populi Romani (6), Ti. Iulius Aquila / Polemaeanus co(n)sul / patrem suum. Consummaverunt heredes Aquilae.

Τι(βέριον)'Ιούλιον Τι(βερίου) υἱὸν Κορνελία / Κέλσον Πολεμαειανὸν / ὑπατον, ἀνθύπατον Ἀσίας, χειρί-
αρχον λεγιῶνος γ' / [Κυρ]ηναϊκῆς καὶ ἀγορανόμον καταλεγέντα ὑπὸ θεοῦ Οὔεσπασιανοῦ, / στρατηγὸν δήμου Ῥωμαίων, πρεσβευτὴν θεοῦ Οὔεσπασιανοῦ καὶ θεοῦ / Τίτου ἐπαρχειῶν Καππαδοκίας Γαλατίας Πόντου Πισιδίας Παφλαγονίας / Ἀρμενίας, πρεσβευτὴν θεοῦ Τίτου καὶ αὐτοκράτορος σεβαστοῦ λεγιῶ-
νος δ' / Σκυθικῆς, ἀνθύπατον Πόν-
του καὶ Βειθυνίας, ἐπαρχον αἰρα-
ρίου στρατιωτικοῦ, / πρεσβευτὴν χυτοκράτορος Καίσαρος σεβαστοῦ ἐπαρχείας Κιλικίας, γενόμενον δὲ καὶ / ἐπὶ ἔργων δημοσίων τῶν ἐν Ῥώμῃ. Τι. Ἰούλιος Ἀκύλας Πολε-
μαειανὸς ὑπατος τὸν ἑαυτοῦ πατέρα ἀπαρτισάντων / τῶν κληρονόμων.

(1) Ti. Julius Celsus Polemaeanus, qui dut naître vers l'an 45 après Jésus-Christ, était probablement tribun de la *legio III Cyrenaïca*, à Alexandrie, au moment où elle proclama Vespasien empereur, en l'an 69 après Jésus-Christ. En récompense des services que le jeune officier lui avait rendus, le nouveau souverain lui conféra l'*adlectio inter aedilicios*, lui faisant sauter le degré intermédiaire de la questure. Cette adlection eut lieu avant l'association de Titus au trône (71 ans ap. J.-C.).

(2) Il faut lire PR. P. R., non PR. PR., comme le prouve le grec.

(3) En 77-78 ans après Jésus-Christ, cf. *infra*, pp. 200-201.

(4) En 81-82 ans après Jésus-Christ.

(5) Sur le gouvernement de la Cilicie, voyez page 225 la « note additionnelle ».

(6) Cette curatelle était gérée tantôt avant, tantôt après le consulat (MOMMSEN, *Staatsrecht*, t. II, p. 1049, n. 2). Polemaeanus l'obtint peu avant ou plutôt peu après l'année 92, où il fut consul pendant deux

Ces dédicaces n'ont pas pour seul intérêt de nous apprendre le *cursus honorum* complet d'un personnage considérable du I^{er} siècle, bienfaiteur d'Éphèse, où il fonda une bibliothèque (1), on peut aussi en tirer des conclusions d'une tout autre portée. Il ressort du titre de *legatus Augusti divorum Vespasiani et Titi provinciae*

mois (mai-juin; cf. *Prosopogr.*, II, n° 176). Il fut ensuite envoyé à Éphèse comme proconsul d'Asie (l. 4), mais l'inscription ayant été gravée avant la mort de Domitien (96, cette dernière fonction se placerait au plus tard en 93. Il y aurait là une dérogation grave à la règle qui veut que l'intervalle entre le consulat et le proconsulat soit d'au moins cinq ans; on exigeait même après Vespasien un délai d'au moins dix ans (Waddington, *Fastes des prov. asiat.*, p. 13). Je ne puis expliquer cette anomalie.

(1) Je réunis ici les inscriptions relatives à ce personnage, trouvées à Éphèse par M. Heberdey et dont M. Benndorf a bien voulu m'envoyer les copies. Les autres sont citées dans la *Prosop. Rom.*, t. II, p. 186, n° 176.

a) Architrave de la bibliothèque : ΤΙ. ΙΟΥΛΙΟΝ ΚΕΛΣΟΝ ΠΟΛΕΜΑΙΑΝΟΝ] ὑπατον ἀνθύπατον Ἀσίας ΤΙ. ΙΟΥΛΙΟΣ Ἀκύλας ὑπατος ὁ υἱὸς κατεσκεύασεν τὴν [βιβλ.]οθήκην [τελειωσάντων] τῶν Ἀκύλα κλη- [ρονόμων, ἱερῶσαν]τος ΤΙ. ΚΛ. Ἀριστίωνος γ' Ἀσιάρχου.

b) ΤΙ. Κλαύδιον / Κέλσον / Πολεμειανόν / ὑπατον ἀνθ' ὑπατον Ἀσίας / Ἰουλία Κωντιλία Ἰσαυρικά / τὸν ἴδιον / πατέρα. — Julia Isaurica était sans doute née en Isaurie pendant que son père était légat de Galatie.

c) ΤΙ. Ιulio ΤΙ. f. Cornelia Celso / Polemaeano cos. / procos. Asiae / ΤΙ. Iulius Aquila cos. fecit.

d) ΤΙ. Ἰούλιον / Κέλσον Πολεμειανόν ὑπατον / ἀνθύπατον Ἀσίας / ΤΙ. Κλαύδιος Ἰουλιανὸς χειλιάρχος / πλατύσημος λεγεῶνος δ' Σκυθι- κῆς / δήμαρχος Ῥωμαίων ταμίης Ἀχαΐας / πρεσβευτῆς Ἀχαΐας στρατηγὸς Ῥωμαίων τὸν ἑαυτοῦ πάππον.

Ce Ti. Claudius Julianus est sans doute celui qui devint consul sous Antonin le Pieux. (*Prosopogr.*, t. I, p. 383, n° 726).

e) ...Πολεμειανῷ ὑπάτῳ [ἀνθυπάτῳ] Ἀσ(ιας) ΤΙΒ. Ἰούλιος Ἀκύλας.

Cappadociae et Galatiae, Ponti, Pisidiae, Paphlagoniae, Armeniae minoris, que déjà sous les empereurs Vespasien et Titus (71-79 ans après J.-C.) (1), les gouvernements de Cappadoce et de Galatie avec tous les territoires qui en dépendaient étaient réunis aux mains d'un seul légat. On avait déjà supposé, sans en fournir de preuve positive, que cette concentration de pouvoirs, qu'on trouve établie à l'avènement de Titus, avait été effectuée par Vespasien en 70, au moment où il confia à un légat l'administration de la Cappadoce, jusque-là province procuratorienne. La découverte de l'inscription d'Éphèse apporte un argument nouveau et puissant en faveur de cette opinion. A la vérité, Polemaeanus ne paraît avoir régi la Cappadoce que vers la fin du règne de Vespasien, car, d'une part, il fut déjà *adlectus inter aedilicios* par ce prince et revêtit encore la préture avant d'être nommé gouverneur; d'autre part, la charge qu'il remplit ensuite, celle de légat de la *legio IV Scythica*, cantonnée en Syrie, fut occupée par lui sous Titus et Domitien, donc certainement au moment du changement de règne en 81 après J.-C. (2). Or, nous connaissons les noms des gouverneurs de Cappadoce en 76 (Cn. Pompeius Collega) et en 79 (Neratius Pansa) (3). C'est probablement

(1) *Vespasiani et Titi* doit s'entendre de l'époque où Titus était associé à l'empire, non de deux règnes successifs, car nous savons quel était le légat de Cappadoce au moment où mourut Vespasien (cf. *infra*).

(2) C'est ce qui ressort du texte grec *πρεσβευτὴν θεοῦ Τίτου καὶ αὐτοκράτορος σεβαστοῦ*. Les derniers mots sont omis dans le latin.

(3) Cf. *infra*, p. 208.

entre eux que vient s'intercaler celui dont l'inscription d'Éphèse nous a révélé l'existence.

Son prédécesseur, Cn. Pompeius Collega, que nous venons de citer, a dû exercer son autorité sur les mêmes territoires. En effet, son nom apparaît sur les monnaies d'Ancyre, métropole de la Galatie (1), et Antioche de Pisidie lui consacre une dédicace en qualité de *patronus coloniae* (CIL III, 6817), et, en même temps, à l'autre extrémité de l'Asie Mineure, il fait, entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet 76, construire une route à la frontière de la Petite-Arménie. Voici, d'après une copie que nous en avons prise à Mélik-Shérif, le texte exact de l'inscription fort mal éditée dans le Corpus (III, 506) d'après Boré. Elle est gravée sur une belle colonne milliaire de calcaire noir aujourd'hui brisée en deux fragments :

Restes de lettres indistinctes

AVG·P·M·TRIB·POT·VII
 I ////////// III COS·VII·P·P·
 IMP·TITO·CAESARE·AVG·F·COS·V
 !!!!!!!!! O!!!! ARE!! G·F·COS·II
 CN·POMPEIVS·COLLEGA·LEG·AVG
 PRO·PR· //////////////////

(1) Cf. *Prosopogr.*, t. III, p. 65, n° 468. Sur l'identité de ce personnage et du consul de l'année 93 (n° 467), cf. *infra*, p. 207.

et sur le second morceau :

III

Γ

[Imp(eratore) Caesare Vespasiano] Au(gusto) p(ontifice)
m(aximo) trib(u)nicia) p(otestate) VII i[mp(eratore) XI]III
co(n)s(ule) VII p(atre) p(atriciae), imp(eratore) Tito Caesare
Aug(usti) f(ilio) co(n)s(ule) V, Domitiano Caesare [Au]g(usti)
f(ilio) co(n)s(ule) II, Cn. Pompeius Collega leg(atus) Aug(usti)
pr(o) pr(aetore)...

[Millia passuum] III γ '

Enfin, nous invoquerons en faveur de l'opinion que nous défendons, le témoignage d'un géographe particulièrement bien informé : Pline l'Ancien, qui, par suite de l'expédition de Corbulon, avait réussi à obtenir des renseignements précis sur l'Asie Mineure orientale (VI, 8, 23) et qui, par exemple, n'ignore pas qu'Archélaïs était devenue une colonie de Claude, range parmi les villes de Cappadoce les cités pontiques Néocésarée, Amasie, Sébastée Sébastopolis, Zéla (1). Il est donc difficile d'admettre qu'au moment où il écrivait, le Pont fût encore, comme il l'était sous Néron, une annexe administrative de la

(1) PLINÉ, VI, 2, § 8 : *Cappadociam intus habet coloniam Claudii Caesaris Archelaïdem, quam praeterfluit Halys, oppida Comana quod Sarus (salius cod.), Neocaesaream quod Lycus, Anasiam quod Iris in regione Gazacena, in Colopene vero Sebastiam et Sebastopolim... Zelam et sub monte Argaeo Mazacam, quae nunc Caesarea nominatur.*

Galatie. Or, l'*Histoire naturelle*, dédiée en 77 à Titus, fut rédigée dans les premières années du règne de Vespasien.

Tout concourt donc à prouver que c'est en l'an 70 que cet empereur donna à un seul et même fonctionnaire l'autorité sur la Cappadoce, la Galatie et les pays qui en dépendaient. Jusqu'à quelle époque se maintint cet état de choses? L'opinion de Marquardt communément admise (1) est que les deux provinces furent séparées vers 90 après J. C., réunies de nouveau de 96 à 99 et définitivement scindées par Trajan : étranges vicissitudes dont on n'aperçoit aucunement les raisons. On se fonde, pour prouver la première disjonction, sur ce fait qu'« aussitôt après l'année 92, la Galatie avait pour gouverneur L. Bellicius Sollers, tandis qu'Antius Julius Quadratus administrait en 94, c'est-à-dire à peu près à la même époque, la Cappadoce ». Mais le nom de L. Bellicius Sollers n'avait été restitué que par conjecture sur une inscription mutilée d'Antioche de Pisidie (III, 291), et une revision de la pierre a établi que cette dédicace ne se rapporte nullement à Bellicius Sollers, mais à un personnage de date incertaine portant le *cognomen* non de Sollers, mais de Sospes (2).

(1) MARQUARDT, *Staatsverw.*, I^{er}, p. 362 (trad. franc., t. II, p. 282). Cf. GSELL, *L'empereur Domitien*, p. 233.

(2) CIL III, S. 6818 = DESSAU, *Inscr. sel.*, 1017. — M. VON DOMASZEWSKI, *Rhein. Mus.* (1893), XLVIII, p. 244, a déjà tiré de cette nouvelle lecture la conséquence qui en résulte (*die verbesserte Lesung hat der bisher geltenden Ansicht wie Kappadokien am Ende des I^{sten} Jahrh. verwaltet wurde die wesentlichste Stütze entzogen*), mais il attribue à tort cette inscription au II^e siècle, « peut-être au règne de Marc-Aurèle ».

La seconde donnée d'après laquelle on raisonne est encore moins exacte. Il est bien vrai que Julius Quadratus est simplement nommé dans certaines inscriptions ἑπαρχος Καππαδοκίας, mais d'autres, qui ont été récemment mises au jour, lui donnent une titulature beaucoup plus complète. Un texte, exhumé aussi par M. Heberdey à Éphèse, rappelle qu'il a été « légat d'Auguste dans la province de Cappadoce, Galatie, Phrygie, Lycaonie, Paphlagonie, Petite-Arménie », et une dédicace mutilée de Pergame contenait une énumération semblable (1).

Il est impossible de la placer après le règne de Trajan, car depuis lors, les Ponts Galatique et Polémoniaque, qui y sont mentionnés, ne dépendent plus du légat de Galatie, mais de celui de Cappadoce. Le plus sage est d'en revenir à l'opinion de Mommsen, qui voit dans les mots *expeditione Suebica et Sarmatica* une allusion à l'expédition que fit Domitien en 92 (cf. GSELL, *Domitien*, p. 227, n. 2) et qui suppose que le mot *Cappadociae* a été omis par erreur. L'objection de Marquardt (*l. c.*), tirée de ce que *Sospes* n'est que *praetorius*, est sans valeur. Cf. *infra* et GSELL, *Domitien*, p. 145.

(1) Cf. *Prosopogr.*, II, p. 209, n° 338. — Voici l'inscription d'Éphèse, que M. Benndorf veut bien me faire parvenir :

... Πώλλαν ἤνελε φην δὲ / Γ. Ἀντίου Αὔλου Ἰουλίου Αὔλου / υἱοῦ
Οὐολτινίῃ Κουαδράτου / ὑπάτου β', ἐπὶ ἀνδρῶν / ἐπουλώνων, φράτρεμ
'Αρουάλεμ / πρεσβευτοῦ καὶ ἀντιστρατήγου / Ἀσίας δις, πρεσβευτοῦ
Σεβαστοῦ / ἐπαρχείας Πόντου καὶ Βειθυνίας / Καππαδοκίας, Γαλατίας,
Φρυγίας, Λυκαονίας, Παφλαγονίας, Ἀρμενίας μικρᾶς, / ἀνθυπάτου
Κρήτης καὶ Κυρήνης, πρεσβευτοῦ αὐτοκράτορος καὶ ἀντιστρατήγου /
ἐπαρχείας Λυκίας Παμφυλίας, πρεσβευτοῦ καὶ ἀντιστρατήγου αὐτο-
κράτορος Νερῶα Τραϊανοῦ Καίσαρος Σεβαστοῦ Γερμανικοῦ Δακικοῦ
ἐπαρχείας Συρίας / Φοινίκης Κομμαγενῆς Τύρου. Il résulte de ce
cursus honorum que Julius Quadratus a gouverné la Cappadoce-
Galatie comme légat prétorien, ce qui confirme une observation de

Ainsi, du double argument qui devrait prouver la disjonction temporaire de la Cappadoce et de la Galatie sous Domitien, la première partie est caduque et la seconde se retourne contre ceux qui l'invoquent. Il est certain que ces deux provinces sont restées réunies depuis Vespasien jusqu'au moment de leur séparation définitive. Celle-ci fut provoquée à la fin du règne de Trajan par l'annexion de la Grande-Arménie (1) (114 après J.-C.). L'extension de l'empire romain vers l'Orient amena la division d'un territoire désormais trop vaste et aussi trop mal pacifié pour être encore placé sous l'autorité d'un seul fonctionnaire. Après sa conquête, Trajan constitua un gouvernement de Cappadoce-Arménie et un gouvernement de Galatie, avec ses anciennes dépendances (2) moins le Pont, qui resta depuis lors rattaché à la Cappadoce (3). Le premier eut dès l'origine à sa

Waddington, *Fastes*, p. 175, n° 114, et de Dessau dans la *Prosopographie*, l. c. Mais l'opinion de M. von Domaszewski (l. c., p. 246), qui voyait dans ce pro-magistrat un commandant particulier de la Cappadoce soumis au légat consulaire de Cappadoce et Galatie, doit être abandonnée aujourd'hui que nous connaissons les monuments cités plus haut.

(1) VON DOMASZEWSKI, l. c.

(2) Rapprocher les inscriptions presque contemporaines, CIL X 8291 = Dessau, 1041, d'un *legatus Aug. pr. pr. provinciae Cappadociae et Armeniae maior(is) et minor(is)* et CIL III, 6819 = Dessau, 1039, d'un *leg. Aug. pro pr. provinc. Galati(ae) Phrygi(ae) Pisidi(ae) Lycaoni(ae) Paphlagoniae*.

(3) Outre le témoignage de Ptolémée (V, 6) et les faits rappelés par Marquardt (*Staatsv.*, I^{er}, p. 368 = trad. fr., p. 299), les pierres milliaires établissent clairement ce point. Depuis le règne d'Hadrien, on ne

tête un légat consulaire (1), le second un légat prétorien.

Mais à quelle classe appartenait le gouverneur des provinces de Galatie et Cappadoce à l'époque de leur réunion, de 70 à 114 après Jésus-Christ? La nouvelle inscription d'Éphèse — c'est là peut-être son principal intérêt — nous donne à cet égard une réponse péremptoire. Julius Polemaeanus fut légat de l'ensemble des terri-

trouve le nom d'aucun légat de Galatie sur les bornes du Pont. Déjà Larcus Macedo, qui fut gouverneur en 122, fait restaurer de nombreuses routes en Galatie (CIL III, Suppl. p. 2316, 10), aucune dans le Pont. Si sous Alexandre Sévère, Apronius Pius (14184, 27, 30); sous Dèce, Valerius Nepotianus, *prueses provinciae Galatiae* (14184, 25), sont nommés à l'est de Halys sur des pierres de Vézir Keupru et de Kavsa, c'est que ces deux localités sont situées dans la Phazimonitide, laquelle, depuis Auguste jusqu'à Dioclétien, appartient à la Paphlagonie, qui relevait de la Galatie (cf. *Rev. des ét. grecques*, 1901, p. 33). A partir d'Hadrien, ce sont les gouverneurs de Cappadoce qui régulièrement sont mentionnés dans les inscriptions du Pont : en 137, Flavius Arrien, à Sebastopolis; en 177, Arrius Antoninus, à Amasie (*Inscr. r. Rom. pert.*, III, 100, 111), etc. — Seulement au point de vue financier, le Pont continua quelque temps à être administré par le même procurateur que la Galatie (CIL III, 431 = Dessau, 1449), et il arriva ainsi qu'exceptionnellement ce fonctionnaire gouverna les deux circonscriptions *vice praesidis* (III, 251). Mais déjà vers 166, Desticius Severus est *procurator provinciae Cappadociae item Ponti Mediterranei et Armeniae minoris et Lycaoniae Antiochianae* (V, 8660). Le ressort du procurateur coïncide dès lors avec la province du légat.

(1) C'est ce que von Domaszewski a ingénieusement achevé de démontrer (*l. c.*). Les décorations accordées au légat de Cappadoce-Arménie, suivant l'inscription que nous citons plus haut (p. 205, n. 2), sont consulaires.

toires qui y sont complaisamment énumérés, après sa préture mais avant son consulat. Il a revêtu *après* cette légation au moins trois autres charges prétoriennes : celles de *legatus legionis*, de *praefectus aerari militaris* et de *legatus provinciae Ciliciae*. On ne pourrait souhaiter témoignage plus décisif.

Son prédécesseur, Cn. Pompeius Collega, a gouverné les mêmes pays avec la même qualité. Partant de l'idée qu'il avait dû être envoyé en Cappadoce en l'an 76 après son consulat, on a considéré comme son fils le Pompeius Collega qui fut consul en 93 et intervint en l'an 100 au Sénat comme consulaire dans le procès de Marius Priscus (1). Mais il ne nous paraît pas douteux qu'il s'agisse d'un seul et même personnage, et par conséquent c'est comme *praetorius*, de même que son successeur, que Collega vint en Cappadoce. L'intervalle entre cette légation et le consulat est sensiblement égal pour l'un et l'autre magistrat.

La question qui se pose est celle de savoir si la règle appliquée dans ces deux cas est particulière au règne de Vespasien ou se maintint sous ses successeurs. Nous ne pouvons élucider ce point qu'en passant en revue la série des gouverneurs de la province double jusqu'à Trajan (2).

(1) PLINÉ, *Epist.*, II, 11, § 20-22. Cf. *Prosopogr.*, III, p. 65, n° 467.

(2) Je me sers, en la corrigeant d'après les données nouvelles, de la liste dressée par Liebenam, *Die Legaten in den römischen Provinzen*, 1888, pp. 171 et suiv.

ANNÉES.	NOMS.	EMPEREURS.	RANG.	RÉFÉRENCES.
76	Cn. Pompeius Collega	Vespasien.	Prétorien.	Cf. <i>supra</i> , pp. 201, 207.
77-78	Ti. Iulius Celsus Polemaeanus.	»	Prétorien.	
79	M. Hirrius Fronto Neratius Pansa	Vespasien et Titus.	?	<i>Prosopogr.</i> , II, 144, n° 129.
80-82	A. Caesennius Gallus	Titus et Domitien.	Consulaire.	<i>Prosopogr.</i> , I, p. 263, n° 134 + CIL III, 1418 ¹ 48.
Vers 86	Ti. Iulius Marius Candidus Celsus.	Domitien.	?	CIL III, 230. <i>Prosopogr.</i> , II, 185, n° 164.
Avant 93	C. Antius Iulius Anlus Quadratus	»	Prétorien.	Cf. <i>supra</i> , p. 204.
Après 90	... P. f. Stellatina Sospes (1) . .	»	Prétorien.	Cf. <i>supra</i> , p. 203.
95-100	T. Pomponius Bassus.	Domitien, Nerva, Trajan.	?	<i>Prosopogr.</i> , t. III, p. 75, n° 530.
100-101	Anfidius Umber	Trajan.	?	IMHOOF-BLUMER, <i>Kleinasiat. Münzen</i> , II, p. 499.
107	P. Calvisius Ruso	»	?	<i>Prosopogr.</i> , I, 293, n° 285.
114	M. Iunius	»	?	Dion, LXVIII, 49. Cf. <i>Prosopogr.</i> , II, 233, n° 470.
115-117	C. Atilius . . . us Iulianus Claudius Rufinus (Cappadoce et Arménie).	»	Consulaire.	<i>Supra</i> , p. 205, n° 2.

(1) M. Gsell (*L'empereur Domitien*, p. 337) suppose que L. Antistius Rusticus, qui suivait Martial mourut en Cappadoce (avant 94), en aurait été le gouverneur, mais c'est une simple hypothèse. — M. Liebenan (p. 152, n° 6) intercale avant Pomponius Bassus M. Antonius Memmius Seneccio, mais celui-ci appartient à une époque beaucoup plus tardive que celle de Trajan; cf. CIL III, Suppl. 6955.

Si l'on examine ce tableau, on constatera que jusqu'au règne de Trajan, pour lequel il est préférable de réserver notre jugement, les légats prétoriens sont en grande majorité. En fait, il n'y en a eu qu'un seul, A. Caesennius Gallus, dont on puisse affirmer qu'il était consulaire, et la forme insolite des inscriptions milliaires qu'il a fait graver et où il se qualifie expressément de *consul* (1), tend à prouver que cette dignité était exceptionnelle. Comme nous le verrons (p. 219), ce haut fonctionnaire exécuta en Asie Mineure d'immenses travaux de voirie, et il est probable que pour la construction de ces grandes routes militaires, on mit à sa disposition des troupes nombreuses (2). Ces circonstances particulières expliqueraient qu'on eût envoyé un magistrat du rang le plus élevé dans des provinces généralement attribuées à des seigneurs de moindre importance.

En tous cas, notre inscription d'Éphèse contredit une assertion de Suétone, qui a jusqu'ici égaré les recherches sur ce domaine. Cet anecdotier note incidemment, à propos de Vespasien, que *Cappadociae propter adsiduos barbarorum incursus legiones addidit, consularemque rectorem imposuit pro equite Romano* (3).

La seconde partie de la phrase est, nous pouvons l'affirmer maintenant, inexacte : le légat de Cappadoce

(1) CIL III, Suppl. 12218; 14184⁴⁸; cf. 312 (= Dessau, 268) 318 (= Dessau, 263).

(2) Je rappellerai que sous Tibère deux légions, la *IV Scythica* et la *V Macedonica*, travaillèrent à la route qui longeait le Danube en Mésie (CIL, III, 1698).

(3) SUÉTONE, *Vespasien*, 8.

sous Vespasien n'est pas un consulaire. Cette erreur a probablement été causée par une autre, car les deux données rapportées par l'historien sont connexes. Il est, en effet, de règle qu'une province gouvernée par un consulaire soit occupée par au moins deux légions (1); c'est une survivance de la tradition républicaine qui voulait que le consul commandât une armée de cette importance. Inversement, à un légat prétorien correspond une garnison d'une seule légion, et de fait, si, étudiant la répartition de l'armée, nous recherchons quels corps de troupes étaient à cette époque cantonnés en Cappadoce, nous ne pourrions y constater la présence que d'une seule légion, la XII^e *Fulminata*. En 70, Vespasien, pour la punir de s'être laissé battre par les Juifs, la transporta au bout du monde romain, à Mélitène sur l'Euphrate (2), et elle a laissé dans la région des traces nombreuses de son séjour (3).

Essayant, pour justifier l'assertion de Suétone, de découvrir une seconde légion cappadocienne, Pfitzner (4) a supposé que la XVI^e *Flavia*, créée par Vespasien, aurait d'abord tenu garnison dans cette province, mais c'est une

(1) MARQUARDT, *Staatsverw.*, I^a, p. 548.

(2) JOSEPHÉ, *B. Jud.*, VII, 1, 3, § 18 : (Τὸ δώδεκατον τάγμα) τῆς μὲν Συρίας παντάπασιν ἐξήλασεν — ἦν γὰρ τὸ παλαιὸν ἐν Ῥαφαιναίαις — εἰς δὲ τὴν Μελιτηνὴν καλουμένην ἀπέστειλε· παρὰ τὸν Εὐφράτην ἐν μεθορίοις τῆς Ἀρμενίας ἐστὶ καὶ Καππαδοκίας.

(3) *Vexillatio* en Phrygie (CIL III, 353); *vexillatio* à Trébizonde (III, 6745); cf. CIL III, index, p. 2481. Dédicace d'un centurion à Comane de Cappadoce, *Inscr. r. Rom. pert.*, III, 120.

(4) PFITZNER, *Geschichte der Kaiserlegionen von Augustus bis Hadrianus*, 1884, p. 72.

hypothèse dont il a lui-même senti la fragilité et il a déjà été amené à révoquer en doute l'affirmation du biographe des Césars (1). En réalité, on ne peut invoquer aucun texte littéraire ou épigraphique pour prouver que la *legio XVI Flavia* ait jamais eu son camp au nord du Taurus. Elle est probablement, depuis l'époque de sa formation, restée fixée à Samosate, en Commagène (2).

La *legio XII Fulminata* fut donc, sous les Flaviens, le seul corps de troupes régulières qui défendait la frontière de la Cappadoce, gouvernée par un légat prétorien. Au moment où elle envoyait une *vexillatio* à Trébizonde (CIL III, 6745), il n'y en avait probablement pas encore d'autre établie à proximité de la côte. Ce fut vraisemblablement Trajan qui, en prévision de son expédition d'Arménie, appela du Danube la *legio XV Appollinaris*, que nous trouvons au moins depuis Hadrien à Satala (Sadagh) (3). Cet accroissement des forces de l'Orient eut lieu avant le moment où Tacite écrivait ses *Histoires*, car il dit, en parlant des événements de l'année 69 (II, 81), *sed inermes legati regebant* (les provinces asiatiques) *nondum additis Cappadociae legionibus*.

L'erreur de Suétone s'explique aisément par les changements que Vespasien opéra en Orient. Comme nous le disions, il établit réellement sur l'Euphrate supérieur

(1) PFITZNER, p. 184.

(2) Cf. CIL III, 6709 et suiv., 13609; 13615.

(3) ARRIEN, *Adv. Alan.*, 3, cf. CIL III, 6052. Le fait que Satala était déjà en 114, au moment de la guerre d'Arménie, une forteresse importante ressort de ce que Trajan y reçut les hommages des rois vassaux. (DION, LXVIII, 19.)

deux légions : la XII^e *Fulminata* à Mélitène, la XVI^e *Flavia* à Samosate en Commagène, et simultanément il remplaça le procurateur de Cappadoce par un légat. On conçoit qu'un littérateur, peu soucieux de choses administratives, n'ait pas su exactement si Samosate était située à l'entrée ou à la sortie des passes du Taurus, et ait fait du gouverneur de Cappadoce au détriment de celui de Syrie le chef de toute cette armée. Il est néanmoins très caractéristique pour les tendances exclusives de l'historiographie romaine qu'aucun écrivain ne nous signale la concentration aux mains d'un simple légat prétorien de l'autorité sur la plupart des pays d'Asie Mineure.

La protection de ce vaste territoire contre les incursions des Arméniens et les brigandages de tribus mal soumises reposait surtout, non sur les soldats d'une légion unique, mais sur les auxiliaires et les milices provinciales. A la même époque, les deux Maurétanies, dont la situation à l'autre extrémité du monde romain n'était passans analogie avec celle de la haute Anatolie, n'étaient défendues que par des auxiliaires et de nombreux *goums* de cavalerie indigène (1). Les robustes montagnards des vallées d'Asie Mineure fournissaient aussi aux Césars d'excellentes recrues. La Galatie et le Pont, depuis longtemps annexés et parsemés de villes florissantes, donnaient des fantassins et des cavaliers aux légions et surtout aux cohortes et aux ailes d'alliés (2). En Cappadoce et

(1) TAC., *Hist.*, II, 58. Cf. CAGNAT, *L'armée romaine d'Afrique*, pp. 267 et suiv., 323 et suiv.

(2) Déjà en 58, Corbulon complète les légions de Syrie (TAC., *Ann.*, XIII, 35) et *habiti per Galatiam Cappadociamque dilectus*. On trouve en 62 dans l'armée de Paetus (TAC., *Ann.*, XV, 6) *Pontica et*

dans la Petite-Arménie, moins civilisées, on levait plutôt des milices qui gardaient leur armement particulier et leurs chefs indigènes (1). Ces troupes locales formaient certainement sous les Flaviens une notable partie de l'effectif de l'armée d'occupation.

Aucun *limes* ne paraît avoir marqué la frontière du côté de l'Arménie (2). Les troupes étaient disposées dans des camps et des châteaux échelonnés le long de l'Euphrate, qui constituait vers le sud de la Cappadoce une frontière presque infranchissable. Plus au nord, ces postes fortifiés abandonnaient le fleuve rétréci, devenu facilement guéable, et gardaient les passes de la haute chaîne pontique, puis, tout le long de la côte, depuis Trébizonde jusqu'à Dioscuriade, ils surveillaient la mer Noire et les

Galatarum Cappadocumque auxilia. Cf. CIL VIII, 619 : *praepositus vexillationibus Ponticis apud Scythiam et Tauricam* (sous Commode). Les cohortes *Galatarum* (Cf. CICHORIUS dans PAULY-WISSOWA, II, s. v. *Cohors*, col. 287) et *Paphlagonum* (IBIDEM, 324) ne paraissent pas antérieures à Trajan.

(1) Ces milices sont mentionnées dès l'année 51 (TAC., *Ann.*, XII, 49) : *Erat Cappadociae procurator Iulius Paelignus... Is auxiliis provincialium contractis.* En 137, Arrien (*Ἐκτ. κατ' Ἀλανῶν 7*) énumère οἱ τε ἀπὸ τῆς μικρᾶς Ἀρμενίας καὶ Τραπεζουντίων οἱ ὅπλιται καὶ κόλχοι καὶ Ῥιζιανοὶ οἱ λογχοφόροι. Enfin, sous le règne de Gordien III, on rencontre (*Inscr. r. Rom. pert.*, I, 623) un ἡγησάμενος (= *praefectus*) στρατιωτικοῦ ἐν παρατάξει Ἀρμενιακῇ στρατιωτῶν ἐπὶ πρυγείας Καππαδόκων. Cf. STAPPER, *Les milices locales* (Musée belge, VII, 1903, p. 304). Ajouter les *numeri* cités plus bas, p. 214, n. 1.

(2) Cf. l'étude de YORKE, *The roman roads and defences on the upper Euphrates* (THE GEOGRAPHICAL JOURNAL, VIII), 1896, pp. 462 et suiv.).

peuplades de la Colchide et du Caucase (1). Ils occupaient même certains points stratégiques dans l'intérieur au nord de l'Arménie (2).

Ces forces restreintes suffisaient à assurer à l'Asie Mineure la paix et la sécurité; elles étaient insuffisantes pour entreprendre des hostilités, dont la politique pacifique des Flaviens à l'égard des Parthes s'attachait à écarter le péril. S'ils ont confié à un seul légat l'autorité

(1) Pour cette dernière section, le Périple d'Arrien donne des renseignements précis en l'année 131 (MARQUARDT, *Staatsv.*, I^{er} 368 = tr. fr., p. 293); cf. CIL X, 1202 : *praepositus numerorum tendentium in Ponto Absaro* [sous Hadrien], et il est certain qu'une partie au moins de ces garnisons furent placées le long de la côte par Néron (Jos. *Bell. Iud.*, II, 16, 4; cf. VON DOMASZEWSKI, *Rhein Mus.*, XLVII (1892), pp. 208 et suiv.) bien que Procope, *Bell. Goth.*, IV, 2, p. 166 éd. Dind., rapporte le fait à Trajan.

Pour les troupes de l'intérieur, nous sommes beaucoup moins bien informés, l'Ἐκταξίς κατ' Ἀλανῶν n'indiquant pas le lieu où étaient cantonnés les corps qu'elle mentionne, et les renseignements que la *Notitia Dignitatum* (Or. XXXVIII) fournit pour le Ve siècle n'étant pas valables pour le I^{er}. En dehors de Mélitène, occupée par la *legio XII Fulminata*, et de Satala, qui était déjà un camp important (*supra*, p. 211, n. 3), peu de garnisons peuvent être déterminées, mais la route qui les reliait fut construite dès le règne de Vespasien (cf. *infra*, p. 218). Les inscriptions ont jusqu'ici donné peu de chose : L'Ala II *Ulpia Auriana* est établie depuis Trajan à Dascusa sur l'Euphrate (III, 6743), et j'ai copié à Mélik-Shérif (Carsaga?) une dédicace à Septime-Sévère de la *coh(ors) Lep(idiana) eq(uitata) c(ivium) R(omanorum) bis torq(uata)*.

(2) En 75, des soldats romains fortifient Harmozica en Ibérie (CIL III, 6052 = *Inscr. r. Rom.*, III, 133), sans doute pour la mettre à l'abri d'une attaque des Alains, qui menaçaient alors l'Arménie (cf. Jos., *Bell. Iud.*, VII, 7, 4, §§ 244 et suiv.). Sous Domitien, Stace (SILVES, IV, 4, 61) semble faire allusion à cette garnison d'Ibérie. Cf. GSELL, *Domitien*, p. 233, n. 6.

sur tout le plateau d'Asie Mineure, depuis la Phrygie (1) jusqu'à l'Euphrate et du Taurus à l'Euxin, leur but n'a pas été de lui donner un grand commandement militaire. En envoyant un prétorien, c'est-à-dire un homme encore jeune et actif, administrer ce territoire couvrant l'étendue de cinq ou six vilayets actuels, ils le chargèrent avant tout d'une autre mission : la construction de routes dont les événements de la fin du règne de Néron avaient démontré la nécessité. La campagne de 62, en Arménie, avait abouti à un désastre : deux légions capitulèrent, tandis qu'une troisième, la *V Macedonica*, qui avait pris ses quartiers dans le Pont, n'avait pu arriver à leur secours. Les communications étaient difficiles, et l'armée eut à souffrir durant toute la guerre du manque d'approvisionnements (2). Elle se ravitaillait surtout par le port de Trébizonde (3). Les risques de la navigation sur une mer orageuse, les difficultés du transport par les défilés de la haute et large chaîne côtière semblaient moins périlleux que les obstacles de la voie de terre à travers les montagnes de la Cappadoce.

Aussi, dès que la paix eut été conclue, Néron annexa en 64 le Pont Polémoniaque et peut-être la Petite-Arménie (4), obéissant ainsi à la nécessité d'établir des communications rapides par mer et par terre entre le reste de l'empire et les pays qui étaient la base d'opérations

(1) La Phrygie même lui fut soumise, au moins sous Domitien, au temps de Quadratus (p. 204, n. 1) et de Sospes (DESSAU. *Inscr.*, 4017 = CIL III, 6843), au moment où les routes de Galatie et celles d'Asie furent raccordées. Cf. *infra*, p. 222.

(2) TAC., *Ann.*, XV, 8 et suiv.

(3) TAC., *Ann.*, XIII, 39.

(4) J'espère avoir bientôt l'occasion d'étudier plus en détail cette politique de Néron.

de toute expédition en Arménie. Cette forteresse naturelle, dont on n'avait pu s'emparer de vive force, devait être assiégée régulièrement à l'aide de travaux d'approche. La mort de l'empereur, en 68, et les troubles graves qui la suivirent retardèrent la réalisation de ce plan, mais il fut repris dès le début du règne suivant par Vespasien, qui, en même temps qu'il rattachait étroitement la Commagène à la Syrie, créait, au nord du Taurus, le vaste gouvernement de Cappadoce et Galatie.

Le haut plateau qui s'étage en gradins entre l'Halys et le Taurus, et est coupé vers l'est par les cluses profondes de l'Euphrate, était encore, à ce moment, presque une *terra incognita* pour les Romains. Pline l'Ancien (1) se fait un mérite d'avoir réussi à obtenir des informations précises sur la géographie de ces confins de l'empire, par suite des expéditions de Corbulon, et l'ignorance des lieux fut certainement une des causes qui rendirent aussi douteux le succès de cette guerre. Josèphe relate le transport de la XII^e légion à Mélitène (2) à peu près comme on parlerait aujourd'hui d'un régiment envoyé aux colonies. La Cappadoce n'était pas, comme les provinces policées, formée d'un ensemble de cités, mais sa population rurale était répartie en dix « commandements » (στρατηγίαι). Le pouvoir réel y appartenait aux grands propriétaires fonciers, véritables chefs de clans, qui, au moins aux limites de l'Arménie, continuèrent longtemps à rappeler, par leur titre de « satrapes », leurs prétentions à une origine perse (3).

(1) PLIN, VI, 8, § 23.

(2) Cf. *supra*, p. 209, n. 2.

(3) Sur la persistance de ce titre sous les Romains, cf. *Comptes rendus Acad. Inscr.*, 1903, p. 104.

A l'abri de leurs montagnes et de leurs forêts, certaines tribus restèrent toujours, en réalité, indépendantes, et les « incursions constantes de barbares (1) » par lesquelles Vespasien justifia le renforcement de l'armée d'occupation, étaient sans doute des razzias de brigands indigènes plutôt que des invasions étrangères. Les esclaves capturés par ces bandes ou vendus par leurs seigneurs, étaient un des principaux articles d'exportation du pays (2).

Dans le Pont, après la défaite de Mithridate, Pompée avait ruiné le pouvoir de l'aristocratie terrienne en y constituant onze cités entre lesquelles il partagea le territoire conquis. En Cappadoce, les Césars, héritiers de l'autorité des anciens rois et même peut-être de leurs domaines (3), ne songèrent pas à adopter une politique aussi brutale. Il ne semble même pas qu'ils aient cherché à fonder des colonies (4) sous ce rude climat où les villes et les libertés municipales ne se développèrent que très lentement (5).

(1) SUTONE, *Vesp.*, 8 : *Propter adsiduos barbarorum incursus*. Cf. Justinien Nov. XXX, *De procons. Cappadociae*. et REINACH, *Mithridate Eupator*, p. 238, n. 3.

(2) Cf. mes *Mon. myst. Mithra*, t. I, p. 264, n. 2.

(3) HIRSCHFELD, *Beiträge zur alten Gesch.*, II, p. 305.

(4) La seule ville qui reçoive au 1^{er} siècle le titre de *colonia*, Archelais, existait avant la conquête. Cf. MARQUARDT, *Staatsv.*, I^{er}, p. 373 = tr. fr., p. 299. KORNEMANN dans Pauly-Wissowa s. v. *Coloniae*, 554.

(5) Méliène suivant PROCOPE, *De aedif.*, III, 4, devint une cité sous Trajan. Elle sortit, comme beaucoup d'autres, des *canabae* établies près du camp. Il en fut de même de Satala, dont les auteurs ne parlent pas, mais qui, comme le prouvent les inscriptions, devint une ville importante et même, fait caractéristique, une ville de langue latine.

Mais il importait à la sécurité de l'empire d'établir des communications rapides et commodes d'un bout à l'autre de la péninsule. Les vieux chemins de montagne, datant de l'ancien régime, devaient ressembler aux pistes d'*arabas* actuelles, et maintenaient entre les divers cantons des relations précaires, interrompues par les neiges de l'hiver et les pluies du printemps. La construction de chaussées et de ponts à cette extrémité de l'empire avait pour Rome la même importance que pour la Russie celle des chemins de fer dans le Turkestan et en Sibérie. Ce fut la tâche qui s'imposa aux légats des Flaviens.

On semble avoir commencé les travaux le long de la frontière. Il fallait avant tout relier les postes qui gardaient les passages de l'Euphrate et les cols des montagnes. La plus ancienne pierre milliaire découverte à l'est de l'Halys date du règne de Vespasien (76 ap. J.-C.) (1). Elle appartient à la voie militaire qui près de Mélik-Shérif (Carsaga?) s'amorçait à l'ancienne route de Nicopolis à Eriza (2). C'est un tronçon de la grande voie de Mélitène à Satala *per ripam* (3), qui, se prolongeant d'une part vers Samosate, allait se souder au réseau syrien, et de l'autre aboutissait au Pont Euxin à Trébizonde, transformé en un grand port militaire. Elle traversait donc du nord au sud la péninsule anatolique, décrivant un grand arc de cercle autour de l'Arménie, véritable ligne de contrevallation tracée autour de la place ennemie.

(1) Cf. *supra*, p. 201.

(2) Nous établirons plus complètement ce point dans la suite de nos *Studia Pontica*, qui paraîtront cet été.

(3) *Itin. Anton.*, p. 208, 10.

Cette route devait être achevée à l'époque de Trajan qui la suivit dans sa campagne de 114. Le conquérant marcha rapidement de la Syrie sur Arsamosate (1), puis, longeant l'Euphrate, il remonta jusqu'à Satala, où les roitelets barbares vinrent lui faire leur soumission.

En même temps qu'il organisait la défense de la frontière, Vespasien faisait certainement commencer ou compléter des études pour l'établissement d'un réseau routier sillonnant toutes les contrées soumises au gouverneur de la gigantesque province qu'il avait constituée. Le plan en était arrêté et la construction en était activement poussée sous Titus : c'est ce qui ressort des inscriptions du légat consulaire Caesennius Gallus qui *vias provinciarum Galatiae, Cappadociae, Ponti, Pisidiae, Paphlagoniae, Armeniae minoris stravit* (2). L'exécution de cette grande entreprise fut poursuivie sans relâche sous Domitien, Nerva et Trajan. On peut établir par

(1) DION, LXVIII. 19 (t. III, p. 207, éd. Boissevain) Τραϊανὸς ... μέχρις Ἀρσαμοσάτων προχωρήσας καὶ ἡμαχῇ αὐτὰ παραλαβὼν ἐς τὰ Σάταλα ἦλθε. . Von Gutschmidt a corrigé avec raison Ἀρσαμοσάτων pour Σαμοσάτων, qui avait fort embarrassé les historiens. (MOMMSEN, *Röm. Gesch.*, V, 399, n. 1; DE LA BERGE, *Essai sur le règne de Trajan*, p. 162.) — Arsamosate était situé à un mille du confluent du Péri-tchai et du Mourad-Sou, sur la rive gauche de ce fleuve. (Cf. ANDERSON, *Road system of Eastern Asia Minor* (Journ. HELL. STUD., XVII), 1897, pp. 25 et suiv.) — Il n'est pas admissible que Trajan ait passé à travers l'Arménie d'Arsamosate à Satala, car il aurait dû franchir le massif du Dersim, impraticable pour une armée. Il est revenu d'Arsamosate sur Mélitène, à laquelle il accorda le droit de cité (*supra*, p. 217, n. 5), et fit passer ses colonnes par la route *per ripam* jusqu'à Satala.

(2) CIL III, 318 (= DESSAU, 263) et S. 12218 de l'année 80; Cf. CIL III, 312 (= DESSAU, 268), S. 14184, 48 de l'année 82.

les pierres milliaires qu'en l'année 100 il existait au moins deux routes impériales qui, des côtes occidentales de l'Asie Mineure, pouvaient conduire marchands, fonctionnaires, courriers et soldats jusqu'aux montagnes de la haute Arménie (1).

Un antique chemin de caravanes, bien antérieur aux Romains, et qu'on a défini la « colonne vertébrale » (2) du Pont, passait en Paphlagonie par la vallée de l'Amnias, traversait la Phazimonitide et la Phanarée pour remonter ensuite la vallée du Lycus. C'est une section de la grande voie de communication qui, profitant de dépressions naturelles du sol, suivait de Nicomédie sur la Propontide jusqu'aux sources de l'Euphrate un tracé sensiblement parallèle à la côte. Durant de longs siècles, jusqu'à la période contemporaine, elle resta la grande artère commerciale du nord de l'Anatolie. Déjà Pompée, dans le pays conquis par ses armes, l'avait jalonnée de cinq cités nouvelles, et son importance stratégique grandit encore sous les empereurs : par elle, les troupes et les convois appelés des provinces danubiennes étaient rapidement amenés par étapes jusqu'au cœur de l'Arménie. De Pompeiopolis sur l'Amnias, elle gagnait, après avoir franchi l'Halys, Phazimon ou Néoclaudiopolis (3),

(1) Je néglige d'autres routes, comme celle d'Ancyre à Parnassus (CIL III, 14184, 48 [Domitien, 82 après J.-C.]), qui se prolongeait par Tyane vers Tarse et la Cilicie, ou celles que Titus établit en Lycaonie (CIL III, 122—18), où Auguste avait été son précurseur (III, 14401 a-c). C'est probablement vers Tarse qu'ont été dirigées les troupes qui hivernèrent à Ancyre en 114 et marchèrent de là contre les Parthes, (*Inscr. r. Rom pert.*, 173).

(2) MUNRO, *Roads in Pontus royal and Roman* (Journ. HELL. STUDIES, XXI, 190, pp. 52 et suiv.), a mis en lumière le rôle joué par cette route. Cf. aussi ANDERSON, *Studia Pontica*, pp. 86 et suiv.

(3) Aujourd'hui Vézir-Keupru et non pas Mersivan.

puis Néocésarée, métropole du Pont, Nicopolis, métropole de la Petite-Arménie, et de là allait rejoindre la route de la frontière au poste de Carsaga (?), près de Mélik-Shérif (1). La chaussée romaine était probablement achevée à l'avènement de Trajan. Son extrémité occidentale entre l'Halys et Néocésarée fut l'œuvre de Pomponius Bassus sous le règne de Nerva (2), et l'autre bout, entre Nicopolis et la frontière, remonte à celui de Domitien (3).

(1) M. Munro a cru qu'elle gagnait Satala par la haute vallée du Lycus, mais la voie que l'itinéraire d'Antonin mentionne comme joignant directement Nicopolis et Satala (n° 207, 5 et suiv.) paraît bien être un « raccourci » secondaire. La première route et la principale suivait à partir de Nicopolis la plaine de l'Ashkar-Ova, puis le Sousheher, pour rejoindre la voie de Satala à Mélitène près de Melik-Shérif. Nous reviendrons sur ce point dans nos *Studia Pontica*.

(2) CIL III, 1258, 1259, 14184, 23, 14184, 32-33. Cf. MUNRO, *l. c.*

(3) C'est ce qui ressort d'une inscription inédite que nous avons copiée dans l'église de Kondilia, près de Guerdjanis, et dont voici le texte, gravé sur une colonne de calcaire gris [H·0^m 90] :

DIVIRI MP III
NERVAENEPOTITRAIA
NOHADRIANOAVGICOSXXI v IRO
PM TR P XIII.COS IIII
P P
MIL P
XXXXV

Comme on le voit, une dédicace à Hadrien, datée de la treizième

Une seconde voie, unissant la précédente au réseau de la province d'Asie, traversait le centre du plateau d'Asie Mineure. De Pessinonte, elle conduisait à Ancyre (1), métropole de la Galatie, et par delà l'Halys, menait à Tavium, puis à Amasie, la vieille capitale des Mithridate, pour aller en face rejoindre à Néocésarée la grande artère pontique (2). Un embranchement se dirigeait d'Amasie vers Gangres, chef-lieu de la Paphlagonie (3).

Les découvertes épigraphiques ne nous révèlent certainement qu'une partie des grands travaux exécutés par les Flaviens dans l'est de l'Asie Mineure. Ainsi, il est plus que probable qu'ils ont relié le camp de Mélitène à Sébastée à travers la Cappadoce, bien qu'aucune pierre

puissance tribunicienne (Déc. 128-129), a pris la place d'une autre plus ancienne et gravée en caractères plus grands, dont on distingue seulement quelques lettres. Le seul empereur depuis Auguste jusqu'à Hadrien qui ait revêtu plus de dix consulats, est Domitien, et c'est certainement à lui qu'était consacré d'abord ce milliaire. On peut lire : *[Imperator] Caesar[us] De[us] M[ag]i[us] I[ul]i[anus] ... co(n)s(uli) X[VI] ce[n]s[us]o[rum] p[er]petuo*. — Le nombre de milles subsiste de l'inscription primitive. La distance est calculée de Nicopolis.

(1) CIL III, 308 (Dessau, 263) : Inscr. de Titus (Iul, 80-81).

(2) Ancyre-Tavium : CIL III, 309, 14184, 55, 56, 57 ; Tavium-Amasie : 6896-6899, 14184, 44, 45. Amasie-Néocésarée, cf. ANDERSON, *Studia Pontica*, p. 55. — Ces milliaires au nom de Pomponius Bassus, légat de Nerva, emploient le verbe *restituit* non *stravit*. La construction est donc antérieure, mais au moins la dernière section n'a pu être entreprise avant le règne de Néron, qui annexa le Pont Polémoniaque. — Le grand nombre de bornes datant du règne si court de Nerva et qu'on a retrouvées dans les régions les plus éloignées, rend probable qu'après la *dammatio memoriae* de Domitien son successeur s'est attribué l'honneur de constructions qu'il avait tout au plus achevées.

(3) CIL III, 14184, 39. Cf. ANDERSON, p. 11.

milliaire de cette route n'ait encore été retrouvée (1) et que nous ne la connaissions que par des sources beaucoup plus récentes.

Cette amélioration considérable de la viabilité dans des régions jusqu'alors isolées des foyers de la culture antique n'eut pas pour seul effet d'y faire circuler une vie nouvelle et, en y amenant la prospérité économique, d'y préparer la floraison de l'hellénisme, qui s'y produisit à l'époque chrétienne. Elle eut un résultat plus immédiat que certainement les Césars avaient avant tout

(1) Cette voie paraît déjà avoir été suivie par Lucullus lors de la première invasion de l'Arménie (Cf. REINACH, *Mithridate Eupator*, p. 358) et par la *legio V Macedonica* dans la guerre de Corbulon (TAC., *Ann.*, XV, 26). La mise en état de ce chemin — peut-être un tronçon de la vieille « route royale » des Perses — doit avoir, sinon précédé, du moins suivi de près l'établissement de la XII^e légion à Mélitène. C'est uniquement par là que durant le II^e siècle ~~Mélitène~~ a communiqué avec l'ouest de l'Asie ~~Mineure~~. La construction de la route de Mélitène à Césarée à travers l'Anti-Taurus fut très probablement l'œuvre de Septime Sévère. (Cf. HOGARTH, *Roads in eastern Asia Minor* (ROY. GEOGR. SOC., III), 1893, pp. 710 et suiv. — L'existence de la route Sébastée-Mélitène présuppose celle de la route Sébastée-Comane-Néocésarée (ou Amasie). C'est à l'une des sections de celle-ci qu'appartient en fait un fragment de milliaire de Pomponius Bassus que nous avons trouvé à Tokat, dans la cour d'une maison arménienne :

P. P. RESTITVIT *per*

POMPONIVMBASSum

LEG. AVG. PR. PR.

ML. P////

: II B

La distance paraît être calculée à partir de Comane.

en vue. Elle assura sans combat la suprématie de Rome sur l'Arménie. Lorsque Trajan, après une longue paix, résolut de mettre fin aux intrigues qui avaient installé Parthamasiris à Artaxata, la situation était devenue bien différente de ce qu'elle avait été au moment des guerres de Corbulon. Les mesures efficaces prises depuis un demi-siècle par une administration intelligente avaient donné à l'armée impériale un avantage inappréciable sur les troupes féodales du prince barbare. La marche foudroyante des légions semble avoir complètement surpris l'ennemi. Le conquérant, après s'être emparé d'Arsamosate sans coup férir, remonta par la route que longeait l'Euphrate jusqu'à Satala. Ce camp se trouvait à l'endroit où la voie partant de Trébizonde touchait à la frontière et où aboutissaient celles qui venaient d'être tracées à travers l'Asie Mineure. Ainsi renforts et munitions pouvaient affluer à la fois par mer des provinces danubiennes et par terre de toute l'immense péninsule. La supériorité des forces romaines devait être irrésistible. Les princes du Caucase et des rivages de l'Euxin vinrent à Satala recevoir l'investiture des mains de l'empereur, et Parthamasiris s'empressa de lui rendre hommage dès qu'il pénétra dans ses États. Mais Trajan ne devait plus se contenter d'une vassalité menteuse. Sa volonté imposa, sans rencontrer de résistance, comme successeur à des rois d'une fidélité chancelante un légat consulaire. Une politique consciente de son but avait préparé de longue main ce résultat triomphal. La Grande-Arménie tomba comme une place investie qui sent l'inutilité de toute résistance.

NOTE ADDITIONNELLE.

QUAND LA CILICIE DEVINT-ELLE UNE PROVINCE IMPÉRIALE?

La Cilicie, après avoir eu sous la république un proconsul particulier, comme le savent tous les lecteurs de Cicéron, fut, sous les premiers empereurs, soumise au légat de Syrie et constituée définitivement en province à une date incertaine. Marquardt (1) supposa d'abord que cette transformation avait été opérée en 74 après J.-C. par Vespasien lorsque celui-ci annexa à l'empire la partie montagneuse du pays (*Cilicia aspera*), restée jusqu'alors indépendante, puis une observation de Henzen (2) l'amena à modifier son opinion, et il admit que la séparation de la Syrie et de la Cilicie n'aurait eu lieu que sous Hadrien (3). Nous possédons en effet une inscription de Naples (4) où un athlète, T. Flavius Artémidorus, rappelle qu'il a été vainqueur aux premiers jeux capitolins (τὸν ἀγῶνα τῶν μεγάλων Καπετωλείων τὸν πρῶτως ἀχθέντα) et, après avoir énuméré d'autres victoires, signale celle qu'il remporta au ἱερὸν πανταετηρικὸν κοινὸν Συρίας, Κιλικίας Φοινείκης ἐν Ἀντιοχείᾳ. On sait que les jeux capitolins furent institués par Domitien en 86 (5).

(1) *Staatsverwaltung*, 1^{re} éd., pp. 229 et suiv. Cf. KUHN, II, pp. 152 et suiv.

(2) *Bull. dell Istit.*, 1877, p. 110.

(3) *Staatsverwaltung*, 2^e éd., p. 387 (= trad. fr., II, 323).

(4) CIG 5806 = *Inscr. Sic. It.*, 746 = *Inscr. r. Rom. pert.*, II, 445.

(5) GSELL, *L'empereur Domitien*, p. 123.

Par conséquent, dit Henzen, l'inscription qui les mentionne remonte au plus tôt au règne de Trajan, et sous ce prince, la Syrie, la Cilicie et la Phénicie étaient encore réunies puisqu'elles célébraient à Antioche des fêtes communes.

Mais notre double dédicace d'Éphèse vient opposer à ce raisonnement un fait incontestable. T. Julius Polemaenus fut légat de Cilicie, *legatus Augusti provinciae Ciliciae*, très probablement avant 92, qui est la date de son consulat, certainement avant 96, année de la mort de Domitien, qui était encore empereur quand le texte a été gravé. La Cilicie formait donc déjà, sous le règne du dernier des Flaviens, un gouvernement distinct de la Syrie.

La conclusion qu'on a prétendu tirer de l'inscription de Naples est en effet erronée. Il faudrait, pour qu'elle fût valable, que les victoires agonistiques d'Artemidorus eussent été énumérées dans leur ordre chronologique. Mais il suffit d'une lecture rapide pour s'apercevoir qu'il n'en est rien. L'athlète a mis en tête les jeux les plus célèbres où il avait remporté le prix, ceux du Capitole, puis il a cité ceux de la Grèce, les Olympiques, les Pythiques, les Néméens, et mentionné ensuite pêle-mêle une quantité d'autres concours auxquels il a participé comme enfant (ἐν Ἐφέσῳ Βαλβίλλεια παῖδων), comme adolescent (ἀγενείων), comme homme fait (ἀνδρῶν). Ce glorieux professionnel de la boxe étant originaire d'Adana, en Cilicie, et ayant obtenu le droit de cité à Antioche (Ἀδανεύς ὁ καὶ Ἀντιοχεύς ἀπὸ Δάφνης), il est infiniment probable qu'il prit part aux luttes organisées dans la métropole syrienne longtemps avant de venir faire admirer sa vigueur en Grèce et à Rome. Rien ne

s'oppose donc à ce que les « jeux communs quinquennaux de Syrie, de Cilicie et de Phénicie » aient disparu assez longtemps avant l'institution de ceux du Capitole en 86, et il faut probablement en revenir à la première opinion de Marquardt, inconsidérément abandonnée par lui-même, et admettre que la Cilicie devint une province impériale sous Vespasien, au moment de l'agrandissement de son territoire. Si Polemaeanus avait été le premier légat chargé d'organiser ce gouvernement, il est vraisemblable qu'on lui en eût fait un mérite dans la dédicace d'Éphèse.

Encore Renier de Huy;
par G. Kurth, membre de l'Académie.

Depuis le mémoire que j'ai consacré à Renier de Huy dans notre *Bulletin* d'août 1903, l'attention des archéologues a été ramenée sur son œuvre (1), et celle-ci a été

(1) G. KURTH, *Renier de Huy, auteur véritable des fonts baptismaux de Saint-Barthélemy de Liège, et le prétendu Lambert Patras.* (BULL. DE L'ACAD. ROY. DE BELGIQUE, 1903.)

LE MÊME, *Note sur le nom de Lambert Patras.* (IBID., 1903.)

J. DESTREE, *Renier de Huy, auteur des fonts baptismaux de Saint-Barthélemy à Liège et de l'encensoir du Musée de Lille.* (BULL. DES MUSÉES ROYAUX DES ARTS DÉCORATIFS ET INDUSTRIELS, décembre 1903.) Bruxelles, Vromant, 1904. (Brochure de 23 pages.)

L. BETHUNE, *Les fonts baptismaux de Saint-Barthélemy à Liège.* Liège, Vaillant-Carmanne, 1904. (Brochure de 16 pages.)

l'objet d'études qui n'ont pas laissé de l'éclairer par certains côtés. Il n'y aurait donc qu'à nous féliciter, si tels amateurs qui ont parlé des fonts baptismaux de Saint-Barthélemy de Liège ne s'étaient crus aussi en état de discuter le problème de critique historique soulevé et, je pense, résolu par moi. Mais autre chose est d'apprécier avec autorité la valeur d'une œuvre d'art, autre chose est de déterminer si telle ou telle page d'un chroniqueur résiste au contrôle de la critique. Je n'éprouve aucun besoin de discuter avec les archéologues qui l'ont oublié, et dont certains, chose à peine croyable, ont cru pouvoir contester mes conclusions sans prendre la peine de me lire.

Cette question préalable réglée, je me permettrai d'attirer l'attention de la Classe sur certaines particularités qui, en complétant mes indications de 1903, nous

F. DEL MARMOL, *Quel est le véritable auteur de la cuve baptismale de Saint-Barthélemy de Liège?* Liège, Vaillant-Carmanne, 1904. (Brochure de 10 pages.)

HENRY ROUSSEAU, *Les fonts baptismaux de Saint-Barthélemy à Liège.* (BULLETIN DES MUSÉES ROYAUX DES ARTS DÉCORATIFS ET INDUSTRIELS, décembre 1903.)

LE MÊME, *Les fonts baptismaux de Saint-Barthélemy à Liège. Notice justificative. Les modifications proposées au support.* Court-Saint-Étienne, 1905. (Brochure de 14 pages.)

J. DEMARTEAU, *A qui le baptistère de Saint-Barthélemy de Liège?* Liège, Demarteau, 1904. (Brochure de 24 pages.)

E. THÉODORE, *L'encensoir du Musée de Lille et les fonts baptismaux de l'église Saint-Barthélemy à Liège.* (ANNALES DE L'EST ET DU NORD, janvier 1905.)

permettent de faire un pas de plus dans la connaissance du grand artiste que fut Renier de Huy.

Et d'abord, un mot encore sur le nom de Patras. Comme je l'ai montré dans la *Note*, Jean d'Outremeuse, fidèle à un procédé qui lui est propre, a voulu donner au fondeur du chef-d'œuvre de Saint-Barthélemy un nom de fondeur, et il a fait choix de celui de Poitras, porté de son temps par un artiste réputé. Mais pourquoi a-t-il transformé ce nom en Patras? Je n'ai pu, en 1903, rendre compte de l'altération, sinon en supposant qu'il y avait eu, de la part de Jean d'Outremeuse, erreur de lecture ou erreur d'audition. Je suis aujourd'hui à même de faire à la question une réponse plus complète et, partant, plus satisfaisante. Le nom de Patras existait réellement à Liège et en Hesbaye du temps de Jean d'Outremeuse. En 1340, il y avait à Thys un maieur qui s'appelait Hennet Patras (1). Et à la date de 1373, il y avait à Liège, en Sauvenière, une dame appelée Maron Patras, apparentée aux Patras de Thys et probablement sœur du maieur (2). Jean d'Outremeuse n'a donc eu aucun effort d'imagination à faire pour forger le nom de son héros; il a appuyé sa fiction sur un état civil parfaitement en règle, et ce que j'ai dit de son système d'invention reçoit de ce fait une confirmation éclatante.

Cela dit, je crois pouvoir quitter Lambert Patras pour n'y plus revenir. Ce fantôme de maître fondeur ne se

(1) BORMANS et SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire de l'église Saint-Lambert*, t. III, p. 573.

(2) Voir à l'appendice le texte du testament de cette dame.

montrera plus désormais dans l'histoire de notre art national : je ne lui interdis d'ailleurs par d'apparaître encore pendant bien des années dans les élucubrations d'amateurs sans responsabilité scientifique. Et je reviens à Renier de Huy, ou plutôt à sa famille.

A la date de 1242, comme on le voit par une charte du chapitre de Saint-Lambert, celui-ci accordait un terrain à bâtir, situé près du Pont-d'Ile, à Liège, à un personnage que l'acte de concession appelle *Renerus aurifaber noster* (1). Ce Renier était donc l'orfèvre attitré de la puissante corporation religieuse qui fut, au moyen âge, la principale Providence des artistes liégeois. Pour qui sait avec quelle complaisance, à cette époque, les familles restaient fidèles aux mêmes prénoms, donnant volontiers au petit-fils celui de son grand-père, l'idée que ce Renier pourrait être le petit-fils de l'auteur de nos fonts baptismaux ne paraîtra nullement une conjecture téméraire. Les professions, au surplus, étaient héréditaires comme les prénoms, et un art aussi délicat que celui de l'orfèvre, qui exige une longue formation technique, devait plus qu'un autre se transmettre de père en fils. Il n'est donc pas étonnant qu'il ait existé de vraies dynasties d'artistes.

(1) BORMANS et SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire de l'église Saint-Lambert*, t. I, p. 420 : « Notum vobis facimus quod de communi assensu capituli nostri magistro Renero aurifabro nostro concessimus secundum pedem pontis lapidei de Insulâ Leodii, juxta pontem ligneum, ad edificandum inferius, ab ipso et suis heredibus in perpetuum possidendum, ita tamen quod in inferiori parte pontis versus Sabuletum nec ipse nec sui heredes poterunt edificare, etc. » Cf. TH. GOBERT, *Les rues de Liège*, t. III, p. 246.

Un des plus anciens orfèvres médiévaux est, sans doute, Brunhard de Paderborn : or, je vois qu'aux environs de l'an 1000, son fils Erfon exerçait la même profession, et qu'il travaillait avec son père pour le compte de l'évêque Meinwerck. Ils eurent à transformer en calice liturgique une coupe dont l'empereur Henri II avait fait cadeau à ce prélat (1). En attirant l'attention sur l'orfèvre Renier de 1242, artiste attitré du chapitre de Saint-Lambert, je crois donc fournir aux historiens de l'art un indice de plus pour reconstituer l'imposante personnalité de Renier de Huy.

Et puisque j'en suis là, je m'en voudrais de ne pas mentionner, avec la considération qu'elle mérite, l'ingénieuse conjecture de M. Joseph Destrée. Selon cet érudit, c'est à Renier de Huy qu'il faudrait attribuer la paternité du célèbre encensoir du Musée de Lille. Cet encensoir, de style roman, provient de la collection Benvignat, mais on ignore totalement comment il y est entré. Je n'hésite pas à déclarer qu'à mon sens, il est le plus parfait de tous ceux qu'on connaît, et qu'il mérite, sous tous les rapports, d'être mis au niveau de nos fonts baptismaux (2). Je sais bien que Viollet-le-Duc veut qu'il soit du XIII^e siècle ; mais — j'en demande pardon à la mémoire de ce grand érudit — il n'a pu formuler ce jugement que dans

(1) *Vita s. Meinwercki*, c. 182, dans *MGH.*, t. XI, p. 148.

(2) Il a été décrit à plusieurs reprises, en particulier par DIDRON, *Annales archéologiques*, IV (1846), p. 293 ; par VIOLLET-LE-DUC, *Dictionnaire du mobilier français*, t. II, p. 99, article *Encensoir* (1874) ; par REUSENS, *Éléments d'archéologie chrétienne*, t. II, p. 440.

un moment de distraction (1), et je ne pense pas qu'il se trouve de nos jours un seul archéologue pour souscrire à son opinion.

Or donc, l'encensoir de Lille porte ces trois vers, courant le long des deux bandes par lesquelles les deux hémisphères de la coquille se touchent :

HOC EGO REINERUS DO SIGNUM QUID (a) MICH I VESTRIS
EXEQUIAS SIMILES DEBETIS MORTE POTITO
ET REOR ESSE PRECES VESTRAS (b) TIMIAMATA XPO.

Ce que M. le chanoine Reusens traduit comme suit :

« Moi, Renier, je vous donne ce gage, qui vous rappellera que vous êtes obligés de me célébrer, après ma mort, des funérailles semblables aux vôtres. Je pense, en effet, que vos prières sont des encens offerts au Christ. »

Et le même érudit continue en ces termes :

« Ce ne sont pas là les paroles d'un moine, d'un clerc ou d'un chanoine. L'orfèvre fait don à des prêtres ou à des religieux d'un objet, ou plutôt il demande à n'en être payé qu'après sa mort. C'est le fait d'un artiste plein de foi en Dieu et en son talent (2). »

(a) Méprise évidente pour quon.

(b) Le texte porte VRAS, que Viollet-le-Duc transcrit URANS.

(1) Viollet-le-Duc commet d'ailleurs une autre erreur, attestant qu'il ne parlait que de mémoire de cet objet; il le croit passé en Angleterre, alors qu'il est toujours au Musée de Lille.

(2) REUSENS, *Éléments d'archéologie chrétienne*, t. II, p. 441.

Je ne vois guère ce qu'on pourrait objecter à la conjecture de M. Destrée, et les difficultés récemment soulevées par M. Théodore me semblent de nulle valeur.

D'autre part, il me paraît bien difficile d'admettre qu'il y ait eu, pendant le même siècle et dans la même région, deux artistes du métal portant chacun le nom de Renier et auteurs chacun d'un chef-d'œuvre. L'identité de ces deux Renier est tout au moins plus vraisemblable que leur diversité. Je le sais bien, d'une conjecture, même probable, à une certitude historique, il y a loin, mais qui sait si un jour, du fond d'un des obituaires belges que la Commission d'histoire a entrepris de publier, on ne verra pas surgir le nom de Renier avec la mention de l'anniversaire que s'est assuré l'auteur de l'encensoir?

APPENDICE.

I.

Pour avoir raison de l'obstination avec laquelle les archéologues semblent vouloir à l'envi ignorer le document capital qui concerne les fonts de Renier, je crois devoir le reproduire dans cette note. C'est un passage de la *Chronique rythmique* écrite à Liège en 1118 (*Monumenta Germaniae Historica, Scriptores*, t. XII, p. 419); il décrit l'œuvre exécutée sous les auspices de Hellin, mais sans

nommer l'auteur. Ceux qui ont sous les yeux quelque reproduction des divers aspects de ces fonts pourront constater que le poète du XII^e siècle les décrit scène par scène :

DE ABBATE HILLINO.

Obit abbas Hillinus nobilis (1)
Mors illius, sors lacrimabilis.
Dies illa fuit ecclesiae
Calamitatis et miseriae.

DE FONTIBUS.

Fontes fecit opere fusili
Fusos arte vix comparabili.
Duodecim qui fontes sustinent
Boves typum gratiae continent.
Materia est de misterio
Quod tractatur in baptisterio.
Hic baptizat Johannes Dominum;
Hic gentilem Petrus Cornelium;
Baptizatur Craton philosophus;
Ad Joannem confluit populus.
Hoc, quod fontes desuper operit,
Apostolos, prophetas exerit.

(1) Hellin mourut le 7 novembre 1118, à Rome. Cf. mon mémoire, p. 9.

II.

Testament de dame Maron Patras.

(14 novembre 1373.)

Je dois la copie de la curieuse pièce qui suit à l'obligeance de M. Édouard Poncelet, conservateur des archives de l'État à Mons, qui l'a trouvée dans le fonds de l'abbaye de Saint-Jacques, aux archives de l'État à Liège. L'original est sur parchemin; des neuf sceaux qui y étaient appendus, il ne reste que le premier, qui est celui de Rasse de Waroux, maire de Liège.

A tous cheaus qui ces presentes lettres veront et oront, li maires et li esquevins de Liege, salut en Dieu permanable et connaissance de veriteit. Sachent tuit que pardevant nos com pardevant chief haute court et justice comparut personeement por faire ce que chy apres s'ensyet discreis hons sires Rigaz de Geneffe, canones del eglise Saint Pire en Liege, li queis apportat la meismes et nos mostrat une cedulle de papier dedens escripte, en la queile ilh disoit estre contenu et deviseit le testament et volenteit deraine honeste femme damme Maron Patras jadicte delle Savenire. Si nos suppliat et requist amiablement que la dicte cedulle vowessiens faire lire pardevant nos, et les tesmoins qu'il sour ce voloit produire, oyr et examineir, afin que li testaments dessusdis fuist approveis deument si avant que loy ensengne. Et nos, a la raisenable supplication et requeste de devant nommeit saingnor Rigal favorablement desken-dans, fesimes lire ladicte cedulle par nostre ameit clerc et fiable. Et soy contenoit de mot à mot ces semblans par-leirs :

« L'an mil trois cens et septante trois, le lundit apres le saint Martin en mois de novembre, le quatuozime jour,

à heure de prime ou là entour, devisat et ordinat par maniere de testament damme Maron Patras delle Savenire, plaine de sens, de vie et de bonne memore, que ilhe voloit morir en fourme de sainte Eglise si que vraie crestyene, et dest qu'ilhe n'avoit fait point de testament, mains elle voloit que messire Rigaz de Geneffe, canones de Saint Pire, et Wilhemette, sa sereure, ewissent tous ses bins moibles et hiretages, et les levassent si que si hoirs plus proymes, et fesissent faire ses exeques et payassent tout entirement ses debtes tot premirs, anchois que messire Rigaz donast rien a nulluy. Et la dest messire Rigaz : « Damme Maron, » belle neiche, vos saveis que damme Agnes de This est » ossi proyme de nos; je vos voroie pryer por Dieu que » vos li vosissiez laisser alconne chouze, dyez libres ou » vint ou là entour. » Et ilh respondit : « Non feray certes, » ilh ne fist onkes se plaitier non; s'ilh avoit cent florins, » si les meteroit ilh en plait. » Et là dest messire Rigaz : « Por Dieu, belle damme, encors dont li donra ge alconne » choze. » Et ilh respondit : « Por Dieu, se l'employereis » mal. » Et la furent presens Johan dis Rondeal, damme Katherine femme Waltir de Vileir, Maroie femme Rondeal, damme Florie delle Savenire, damme Johanne de Laz, damme Oude de Novilhe, damme Maron femme Proidomme, Katerine de Mommale et Aely filhe jadis Herman d'Ugreez. »

Laqueile cedulle de papier contenante le testament de la jadicte damme Maron Patras teilement lyete et publyé que deviseit est, fut et est, en toutes ses parties bien approvee et advoiryé à droit, à loy et à nostre enseignement, voir des bins tant soilement dont la jadicte testatresse astoit poissante de ordiner. Par le deposition et tesmognage des tesmoins meismes chi deseur en ladicte cedulle contenus, escripts et denommeis, li queis, par serimens solempnes sor ce fais, le tesmongnont et recor-

dont, eaz sor ce de part nos diligenment examineis, adjostees en ce toutes les solempniteis et droitures en semblans cas requises solonc le droit, loy, us et coustume del pays. Laqueile approvance teilement faite, Rasses de Warouz, escuwirs, maires de Liege por le temps, mist en le warde de nos les esquevins de Liege qui a ce faire fumes presens. Et partant que ce soit ferme choze et estable, nos li maires et li esquevins dessusdis avons a ces lettres fait appendre nos propres seaz en signe de veriteit. Sour l'an de grasce mil trois cens septante et trois, vinte trois jours en mois de décembre. H. DE PAS.

Antoine de Montchrétien comme source de l'histoire économique des Pays-Bas au commencement du XVII^e siècle;
par Paul Fredericq, membre de l'Académie.

Antoine de Montchrétien fit imprimer à Rouen, en 1615, un livre fort original et trop oublié pendant longtemps : son *Traicté de l'OEconomie politique*. Il fut ainsi l'un des principaux précurseurs, d'aucuns même disent le fondateur, de cette science toute moderne, à laquelle il a donné son nom de baptême, qui lui est resté jusqu'à nos jours. Dans ce livre, Montchrétien esquissait pour la France un plan de grandes réformes économiques; mais il arrivait à la fois et trop tôt et trop tard. Henri IV venait d'inaugurer une remarquable politique économique et avait élevé au poste de contrôleur général du commerce son « premier tailleur et varlet de Sa Majesté », Barthélemy Laffemas dit Beau-semblant, qui, avec Sully et Olivier de Serres, inspirait cette orientation nouvelle. Mais le grand roi mourut en 1610, assassiné à Paris par Ravaillac. Et quand, cinq ans plus tard, Montchrétien vint déposer

son œuvre féconde aux pieds du souverain et la dédia « au Roy et à la Reyne Mère du Roy », il ne trouva plus sur le trône que deux êtres incapables de l'écouter et de le comprendre : un enfant de moins de 14 ans, Louis XIII, et sa mère, la frivole Marie de Médicis, livrée elle-même à son favori, Concini. Ce n'est que plus tard, après la mort de Montchrétien, que Richelieu et Colbert, qui certes auraient été frappés de l'originalité des vues de l'auteur, reprirent les traditions de la grande politique économique de Henri IV.

Les contemporains de Montchrétien semblent l'avoir peu lu; ainsi Malherbe, au moment de sa mort, dit assez dédaigneusement de lui : « Je me trompe, ou il donna un livre in-4° de sa façon, assez gros, à Monsieur le Garde des sceaux, et il me semble que le sujet de son livre étoit du commerce ou quelque chose pareille. » Aujourd'hui, le *Traicté de Montchrétien* s'est imposé à l'attention des chercheurs. Monteil, dans son *érudite* et superbe compilation qu'il a intitulée un peu trop ambitieusement : *Histoire des Français des divers états* (1855), et Blanqui, dans son *Histoire de l'économie politique* (1857), ont forcé les économistes à tenir compte de ce livre si curieux et si riche en idées nouvelles (1). Mais c'est M. Th. Funck-

(1) Voir encore J. GARNIER, *Dictionnaire de l'économie politique*. 1854. — JOLI, *Étude sur Montchrétien, poète et économiste normand*. 1865. — HORN, *L'économie politique avant les physiocrates*. 1867. — JULES DUVAL, *Mémoire sur Montchrétien*. 1868. — SCHEEL, *Geschichte der politischen OEkonomie*, dans le *Handbuch der politischen OEkonomie*, de Schoenberg, t. I. 1882. — J. DE CROZALS, dans Petit de Julleville, *Histoire de la langue et de la littérature françaises*, t. III, XVI^e siècle, pp. 576-579. 1897. — O. PRINGSHEIM, *Beiträge zur wirtschaftlichen Entwicklungsgeschichte der Vereinigten Niederlande in XVII. und XVIII. Jahrhundert*. 1890.

Brentano père qui, en réimprimant cet ouvrage devenu rarissime, a véritablement ressuscité la mémoire d'Antoine de Montchrétien, en 1889. Soutenu par une érudition digne d'ailleurs du sujet, et par un enthousiasme qui sent le néophyte découvrant les beautés de sa foi nouvelle, M. Funck-Brentano a peut-être un peu dépassé la mesure en transfigurant l'homme et en exaltant l'économiste.

En tout cas, son édition (1) n'en reste pas moins un véritable service rendu à la science.

Antoine de Montchrétien était Normand et fils d'un pharmacien de Falaise (près de Caen). C'est là qu'il naquit en 1576, en pleines guerres de religion, l'année même de notre Pacification de Gand. Resté orphelin de bonne heure il eut une vie très agitée. Grâce à sa bravoure et à son esprit, il s'était faufilé dans la noblesse. A 20 ans, il se mit à écrire des tragédies fort goûtées, que Sainte-Beuve, Philarète Chasles et Émile Faguet (2) ont appréciées de nos jours à côté de celles de Jodelle et de Garnier, les précurseurs de Corneille et de Racine. En 1602, il eut un duel; ayant tué son adversaire et se voyant poursuivi en vertu des nouveaux édits contre les duellistes, il implora en vain la clémence de Henri IV et dut s'enfuir en Angleterre, puis en Hollande. Comme Voltaire et

(1) *Traicté de l'OEconomie politique* dédié en 1615 au Roy et à la Reyne Mère du Roy par Antoyne de Montchrétien, avec introduction et notes par Th. Funck-Brentano. Paris, Plon, 1889, cxviii-398 pages. L'introduction est une suggestive esquisse de l'histoire de France au point de vue Lamprechtien.

(2) SAINTE-BEUVE, *Poésie française au XVI^e siècle* (1842), t. I, p. 314. — PH. CHASLES, *Études sur le XVI^e siècle* (1848), p. 319. — E. FAGUET, *La tragédie française au XVI^e siècle* (1883).

Montesquieu, cent ans plus tard, il en revint novateur. Les libertés politiques et religieuses, qui émerveillèrent tant Voltaire et lui firent écrire ses *Lettres anglaises* (1620), étaient bien précaires sous les Stuarts, lorsque Montchrétien chercha un refuge à Londres; mais l'industrie et le commerce prenaient alors en Angleterre une extension énorme, admirablement protégés et encouragés par la Couronne sous Élisabeth et son premier successeur.

En Hollande, Montchrétien fut témoin d'un « miracle » (le mot est de lui) encore plus soudain : la naissance et le développement d'une puissance économique de premier ordre en moins d'un quart de siècle, quelque chose comme l'essor soudain du Japon, battant sous nos yeux la puissante Russie; ainsi la Hollande tenait tête à l'Espagne. Son intelligence, qui saisissait la signification de ces phénomènes nouveaux, et son patriotisme, qui lui faisait rêver pour la France des destinées économiques comme celles de l'Angleterre et de la Hollande, firent un économiste presque profond de notre jeune poète tragique. C'est alors qu'à son retour en France, il publia le fruit de ses observations et de ses réflexions dans son *Traicté de l'OEconomie politique* (1615). Six ans après, il se jeta dans la guerre civile contre Richelieu, et un coup de pistolet l'étendit raide mort dans une obscure escarmouche à Tourailles, en sa province natale de Normandie, le 8 octobre 1621. Par arrêt du tribunal de Domfront, son cadavre fut jeté sur la claie, ses membres brisés sur une grille, puis son corps fut brûlé et réduit en cendres qui furent jetées au vent par l'exécuteur des sentences criminelles.

Certes, il ne faut rien exagérer, et le protectionniste étroit et enragé que se montre Montchrétien, peut diffi-

cilement passer pour le grand initiateur qui aurait fondé et même devancé sur certains points l'économie politique telle que l'a développée le XIX^e siècle. Mais ce qui est sûr, c'est que son *Traicté* contient une foule de renseignements précieux et de pittoresques souvenirs de voyage sur le commerce et l'industrie des rivaux de la France au commencement du XVII^e siècle. Les historiens de Belgique et de Hollande (1), qui ont raison de se préoccuper de jour en jour davantage des influences sociales et économiques, feront bien à l'avenir de tenir compte des aperçus alertes et colorés que Montchrétien a semés abondamment dans son livre, comme je vais essayer de le montrer par quelques citations empruntées à l'édition de M. Funck-Brentano.

Pour l'intelligence des extraits qui suivent, il ne faut pas perdre de vue qu'au XVII^e siècle et même longtemps plus tard, les écrivains français désignent couramment la République des Provinces-Unies sous le nom de *Flandre* et ses habitants sous le nom de *Flamands*. C'est ce que fait également Montchrétien, qui parle presque aussi souvent de *Flamands* que de *Hollandais*, n'ayant toujours en vue que les seuls habitants de la République des Pays-Bas du Nord. Il emploie même le mot de *Flandre* dans le sens de Hollande (pp. 81 et 171). Si l'on ne se rappelait pas cet usage des auteurs français, on serait tenté de rapporter à notre pays certaines pages de Montchrétien dans lesquelles il parle avec enthousiasme de l'expansion éco-

(1) Ceux qui étudient la situation économique de l'Angleterre et même de l'Espagne, de l'Italie et de l'Allemagne utiliseront également avec profit les données fournies par Montchrétien.

nomique vraiment merveilleuse de la jeune République hollandaise. Hélas ! il ne pouvait pas songer un instant alors aux pauvres Pays-Bas espagnols, qui sortaient exsangues et dépeuplés de nos guerres de religion. Pendant que Montchrétien s'émerveille de l'extension prodigieuse que prirent en une vingtaine d'années presque toutes les villes de la Hollande et de la Zélande, par suite de l'énorme afflux des protestants flamands, brabançons et wallons que les victoires des armées espagnoles refoulaient vers le Nord avec tous leurs talents et toutes leurs énergies, un contemporain catholique de Montchrétien, écrivant à Gand, nous donne de la Belgique une navrante description : « Le pays de Flandre, dit-il, tant les villes que les villages, était comme rasé et ruiné, au point que ce n'est ni à dire ni à écrire ni presque à croire. Le tiers des maisons étaient à vendre ou à louer ou vides et inhabitées. On ne pouvait s'aventurer à la campagne à une distance d'un mille sans courir risque d'être dévoré par les loups. Dans la partie rurale du pays, les maisons, les granges et les châteaux étaient ruinés ; les champs étaient transformés en taillis de genêts, de ronces et d'autres plantes sauvages. La campagne aux environs de Gand était d'une désolation qu'on ne peut décrire. Et quant à la triste situation des villes, j'ai vu dans une des rues principales de Gand deux chevaux broutant l'herbe qui y avait poussé entre les pavés (1). » Quel contraste offre cette lamentable décadence avec la prospérité soudaine et merveilleuse des Provinces-Unies, devant laquelle Montchrétien s'extasia à bon droit !

(1) *Belgisch Museum* (1844), t. VIII, p. 419 ; voir aussi *Chronijcke van Jan Van den Vivere*, éditée par Frans De Potter, pp. 374 et 380.

« L'exercice du trafic, dit-il, qui fait une grande part de l'action politique, s'est toujours pratiqué entre tous les peuples qui ont resté fleurissans de gloire et de puissance, et maintenant plus diligemment que jamais par ceux qui cherchent leur force et agrandissement. C'est aussi le moyen le plus court de s'enrichir et, par la richesse, monter au comble d'honneur et d'autorité.

» Nous en avons la Hollande pour preuve et pour exemple devant nos yeux, comme nos ancestres ont eu la République de Gènes et de Venise. *Sans doute que ce pays est un miracle de l'industrie. Jamais Estat n'a tant fait en si peu de temps.* Jamais des principes si faibles et obscurs n'ont eu de si hauts, si clairs et si soudains progrès. Rome a esté trois cens ans sans quasi sortir de son territoire; et, depuis vingt et cinq, il (la Hollande) fait connoistre son nom et ses armes à la Chine. Le Ciel ne couvre peuple si barbare qu'il ne communique. Il n'y a coin du monde si reculé qu'il ne reconnoisse, lieu si secret qu'il n'esvente. Toutes terres lui sont ouvertes par la mer (p. 142).

» Si je voulois laisser à la postérité un tableau de l'utilité du commerce, je décrirois icy d'un costé, les villes d'Amstredam et de Mildebourg en l'estat qu'elles estoient il y a vingt cinq ou trente ans, et de l'autre, celui auquel elles sont maintenant : grosses de peuple, comblées de marchandises, plaines d'or et d'argent. Ce changement s'est fait sans que nous nous en soyons quasi apperceus, comme nous voyons insensiblement un enfant devenir homme.

» La France s'est resjouie et a favorisé la croissance de cest Estat comme d'un sien nourrisson. Tout va bien jusques icy, si le sion demeure toujours dessous l'arbre.

Il est bon avoir de bons exemples, et les plus nouveaux sont les meilleurs; car les antiques vieillissent je ne scay comment en leur efficace et peuvent moins envers nous. Nous sommes plus persuadez par les yeux que par les oreilles, par la preuve que par la raison. Si nous avons esté autrefois dignes d'estres imitez, maintenant que nous sommes devenus autres, suivons nos imitateurs, qui sont dignes d'imitation. Empruntons d'eux à nostre tour ce qu'ils ont emprunté de nous. Ils aiment trop ce royaume et lui sont obligez en trop de façons pour luy envier le bon ordre qu'ils pratiquent. Ils s'en resjouiront, je m'en assure, quand ils le verront bien estably; car il luy doivent ceste bonne volonté, la France de fraische mémoire ayant esté leur déesse tutélaire, et ses hommes, leurs maistres, guides et précepteurs. Quelle reconnaissance et revanche n'en doit-elle donc attendre? » (Pages 143 et 144.)

De même, après une violente sortie contre l'égoïsme mercantile de l'Angleterre, Montchrétien poursuit :

« Nous n'avons rien de semblable à proposer en ce sujet contre les Hollandois, nos alliez et bons amis, puisqu'il playst à vos Majestez les recevoir en ceste qualité, continuant la bonne affection que le feu roy, vostre père et mary (Henry IV), leur a tousjours portée. Ils nous sont obligez et de trop frais et de trop près pour vouloir s'imaginer rien de tel contre nous. D'ailleurs, les loix qu'ils observent, ne sont pas telles et n'ont pas ce but, pour en redouter à l'advenir quelque chose de pareil. De plus, ce ne leur seroit pas grand avantage; car ils sont en train de venir et de séjourner plus long temps chez nous que nous chez eux. Si quelque sujet nous y mène, c'est pour y porter de quoi les resjouir, de quoi remplir

leur fisc : ce bon vin de France (1), dont ils tirent plus d'impost sur leurs peuples que ne monte le principal de l'achat. Au reste, en la commodité et bon marché qu'ils ont des voitures (2), je ne croys pas qu'il nous y reste désormais grand cas à faire. Les marchandises que nous en rapportons, mais la pluspart pour eux, sont toiles de Holande, sarges de Leyden, camelots de l'Isle (Lille), savon liquide, beurres et fromages. Quant à l'acier et à la quinquaillerie de toutes sortes, qu'ils nous apportent pareillement en si grande quantité que rien plus, c'est tout ouvrage et presque tout travail d'Allemagne, de Nuremberg et d'ailleurs. Ces gens sont habiles; car ils accomodent fort à propos les choses à leur profit, et l'artifice leur est beaucoup plus favorable que la nature. C'est en quoy principalement on doit les reconnoistre pour hommes. Ils ne filent, sèment ni plantent, et si sont nourris et vestus plus magnifiquement que nulz autres. Ils n'ont rien et ont tout par le moyen de leurs diverses navigations. Nous n'avons que faire de craindre à l'advenir de leurs mauvais traitements; car, si nous allons chez eux, il faudra que ce soit comme escholiers pour apprendre à vivre et à gagner, s'il se trouve lieu. Ce sera le plus grand profit que nous y puissions faire. Pour le reste, la place est prise. Si nous voulons assister au théâtre, il faut que ce soit par grâce, comme survenans; car de monter sur l'échaffaut (3) pour y jouer quelque

(1) Page 246 : « Les Anglois et Flamans aiment mieux nos vins que les autres (qui sont plus violens), les ont plus tost, plus commodément et à meilleur prix, tant pour l'achat principal que pour la voiture (le transport). »

(2) Les moyens de transport.

(3) Sur la scène.

personnage, nous ne pouvons. Tous les rooles sont desja distribuez à des gens qui s'en sçauront fort bien acquitter. » (Pages 207 et 208.)

Il s'étend complaisamment sur les sages mesures édictées en Hollande dans le domaine industriel : « Les Hollandois, qui ont prouvé en plusieurs façons, depuis vingt-cinq ou trente ans principalement, que la nécessité donne beaucoup d'esprit et d'invention, sçavent bien s'avantager; et, à cause qu'en matière de grandes actions, il faut que la main publique aide à la particulière, si tost que quelqu'un d'entr'eux, reconnu pour homme de labeur et de jugement, veut faire la preuve et l'establissement d'une utile industrie, demandant pour cest effet aux Estats quelque place commode, il l'obtient quand et quand (1), sans que la longueur le face tomber en langueur. Quand et quand il a les privilèges raisonnables pour s'asseurer le fruict de son invention et n'est jamais fraudé sous le gage de la foy publique. Ainsi ne faut-il point s'estonner, si l'industrie fait là de plus grands efforts que parmy nous; car les plus grands esprits, les hommes plus accomodés et de bien et de fortune y font gloire de chercher et profit de trouver quelque ingénieux et utile artifice, au moyen duquel les arts plus vulgairement et plus nécessairement en usage puissent venir à une pratique plus facile, à une plus prompte expédition; delà leur réussit un grand fruict, d'autant que par engins et outils d'invention mécanique ils soulagent infiniment le labeur des hommes et par conséquent diminuent les frais de la besongne, ce qui leur permet, plustost

(1) Aussitôt.

que la grande abondance ou que la diligence des artisans, de nous donner les marchandises à si petit prix (1). » (Pages 118 et 119.)

« Comment on doit régler les arts pour les maintenir et les conserver en sa main, leur exemple nous en instruit; comme par leur moyen personne qui soit capable de travailler, ne peut demeurer oisif, leur pratique le montre. Je supplie vos Majestez de considérer comme les villes de Hollande, Zélande et Frise de petites bourgades sont devenues grandes et admirables citez. C'est qu'il n'y a point moyen d'y estre ensemble ignorant et paresseux et que l'on y envoie de bonne heure les hommes à l'escholle des fourmis et des mouches à miel, pour leur faire cognoistre la guérison de ces vices, qui sont les plus grands que l'homme puisse avoir. Que s'ils n'en veulent pratiquer le remède naturel, le magistrat y pourvoit et de luy mesme leur baille la médecine. Commandez que le semblable se face à l'endroit de vos subjects, et vos subjects en auront le fruit, vous l'honneur et le public l'utilité. La pratique des pays susdits est diverse, tant pour l'apprentissage et pour l'entretien des arts que pour l'employ et la nourriture des hommes, mais tendant tousjours à mesme fin, assavoir au profit particulier et au bien commun. Personne n'y peut prétendre sa pauvreté d'une excuse; car il

(1) Montchrétien ajoute ici la remarque piquante : « A joindre que, maintenant qu'ils sont en possession de nous fournir, ils ne visent pas tant à bien faire qu'à beaucoup faire, et que leur industrie s'employe et desploye plus tost à farder les ouvrages, pour les mieux vendre, qu'à les rendre bons. » (P. 119.) C'est ce qu'on reproche de nos jours à l'envahissante industrie de l'Allemagne.

trouve plusieurs moyens de s'en délivrer, moyens bons et légitimes, que vos Majestez, touchées de l'utilité publique, doivent ouvrir et faire pratiquer en ce Royaume, comme pareillement il se fait en toutes les principales villes de Suisse et d'Allemagne, où mesme il n'y a guères de bourgs, esquels le seigneur du lieu n'entretienne quelque collège pour instruire ses pauvres subjects tant aux arts libéraux qu'aux mestiers mécaniques. » (Pages 101 et 102.)

« Ventres paresseux, charges inutiles de la terre, hommes nez seulement au monde pour consommer sans fruit! c'est proprement contre vous que l'autorité du magistrat se doit déployer! c'est contre vous qu'il doit armer sa juste sévérité; pour vous sont les fouets et les carquans. C'est de vous que se provignent les coupe-bourses, les faux tesmoins et les volleurs! A telle sorte de gens on peut apporter une juste violence; on les doit faire travailler par tasche, comme font les Flamans en la ville d'Amsterdam, les hommes débauchez, rebelles à leurs parens & fainéans, à scier et couper du brésil (1) et autres bois de tainture en une certaine maison qu'ils appellent Fechtus (2), où le labeur fait tous les jours quelque nouveau miracle. » (Pages 106 et 107.)

En Hollande, toute l'organisation de la bienfaisance publique est du reste à imiter : « S'il se trouve de pauvres enfans en France — mais il n'y en a que trop

(1) Bois de Brésil qui teint en rouge et en noir.

(2) Pour *Werkhuis*? comme le suppose M. Funck-Brentano en note. Je crois plutôt que c'est mis pour *Tuchthuis*, maison de correction. Montchrétien aura écrit le *T* à la mode ancienne et le prote d'imprimerie aura lu *F*.

à cause du mauvais ordre, qui depuis si longtemps règne parmy nous — on peut à l'imitation des Hollandois y remédier en deux façons. La première est de les ramasser et de les renfermer en des maisons publiques, les garçons à part et les filles à part, y faire travailler les uns et les autres en toutes sortes de manufactures, drapperie, fillace, toille, lingerie, etc. Ces maisons, dont je viens de parler, sont appelées par les Holandois escholes et à bon droict, puisque l'on y apprend à vivre. Ceux qui sont mis là dedans, sont employez diversement, bien nourris et bien entretenus. A la distinction des autres, on les habille de deux couleurs (1), afin que, venans à sortir par débauche ou autrement, ils soyent recognus et ramenez. On ne les tire point de là que pour les marier. Quand ils sçavent un art, on les mène voir les filles qui sont nées et gouvernées de mesme sorte, pour les faire choisir femme; puis, leur baillant quelque somme et quelque aménagement, on leur permet d'aller en liberté ou bien de demeurer en la maison où ils ont esté nourris, eslevez et instruits, pour continuer leur mestier avec bons gages et salaires, lesquels ils reçoivent de la société qui les entretient.

» Voicy encore l'autre ordre que tiennent les mesmes Hollandois pour l'assistance des pauvres qui, plains de bonne volonté d'apprendre un art, en cherchent le moyen. Après avoir trouvé maistre dans la ville, ils vont prêter serment devant le magistrat de le bien et fidellement ser-

(1) Cette particularité, qui existe encore aujourd'hui dans les orphelinats d'Amsterdam et d'autres villes hollandaises, avait frappé Montchrétien comme elle frappe les étrangers qui visitent la Hollande actuelle.

vir certain nombre d'années, en leur donnant deux sols ou six blancs par jour, selon qu'il est convenu, sans qu'il soit assujetty à leur fournir ni logement ny nourriture. Il leur donne un intervalle libre pour quester et prendre leur réfection depuis douze heures jusques à une, laquelle ils trouvent à point nommé sans sortir du quartier, d'autant qu'ils ont certaines maisons affectées qui les nourrissent de reliefs et les vestent encor par dessus. Cecy se doit entendre pour les naturels du pays seulement ; car ce n'est pas leur coustume de recevoir aucun estranger. » (Pages 105-105.)

C'est aussi avec une admiration mêlée de dépit que Montchrétien parle des progrès soudains accomplis par la marine hollandaise : « Pour les Hollandois, qui maintenant semblent s'en vouloir attribuer la première gloire, ils n'estoient pas encor alors sortis guères loin de leurs rivages, voire avoient besoin pour venir seulement aux costes d'Angleterre ou de France des pilotes du pays. » (Page 156.) Depuis, au contraire, ils ont envahi tous les ports, où ils se voient « quasi seuls sur les quais ; car qui ne sçait que, sur soixante ou quatre vingts navires flamans, il n'y en a pas ordinairement dix ou douze françois ? Cela les rend si rogues qu'il leur semble que les havres soient à eux en propre. » (Page 185.) Ils se sont emparés de tous les transports maritimes en France :

« Ceste grande liberté d'estrangers, Flamans principalement, leur donne tel attrait parmy nous qu'ils s'y pensent mieux en leur élément qu'en leur propre pays. Aussi en voyons-nous venir tous les jours à gros essaims ; mais, qui les connoist bien, ne s'en esmerveille pas ; car la plupart n'ont ni maison ni buron (1). Pour moy, je commence à

(1) Chaumière.

perdre l'étonnement que j'ay quelques fois eu de voir les voyages lointains leur succéder si favorablement, quand je considère qu'ils sont enfans de la marine, engendrez, nais et nourris dans un navire. Aussi sont-ils presque tous matelots de profession aussi bien que de nature; et pour leur grand nombre, à peine trouvent-ils lieu d'employ. C'est ce qui les fait ainsi desborder dans nos fleuves. On sçait que la voiture des rivières est la plus commode, plus facile et moins coustageuse. On sçait davantage combien d'hommes sont employés en France ou, pour mieux dire, l'ont esté par le passé; car à présent ces gens, qui ne veulent nous laisser rien libre et de singulier, y ayans mis une fois le nez, elle est quasi toute venue en leurs mains. Ils ne se contentent pas de porter vos ballots en Espagne. Ils se vantent d'avoir la mer et pensent à plus forte raison que les fleuves leur appartiennent. Par l'une et par l'autre voye ils ont entrepris la plus grosse voiture que nous ayons, à sçavoir celle du sel. Et cependant nos hommes négligez demeurent là, sans que personne leur donne moyen de vivre en travaillant ny de travailler en vivant. Vos Majestez, de qui le soin doit subvenir à tous, y peuvent remédier, en commandant aux partisans de se servir de navires et de mariniers françois seulement, afin que les Hollandois n'emportent plus tous les ans soixante mille escus de fret pour le voyage de Brouage (1), en Normandie, Picardie et par la rivière de Nantes. » (Pages 184 et 185.)

(1) Brouage, bourg de la Charente-Inférieure, qui, à cette époque, grâce à ses marais salants, était un centre important du commerce de sel. Voir l'ouvrage récent de A. AGATS, *Der Hansische Baienhandel*. 1904.

Ailleurs il avoue cependant que, sur ce terrain, les Hollandais se rendent indispensables : « L'exemple des Hollandois parle intelligemment en ce sujet, desquels la seule richesse, la principale force consiste en la quantité de vaisseaux et d'hommes de mer qui peuvent s'employer à voiturier deçà delà les marchandises à beaucoup moins de frais que nous ne faisons, à ce défaut, mais toujours avec quelque gain du général de leurs hommes et profit extrême de leurs gros marchands. » (Page 250.) De même ils ont permis à l'industrie métallurgique allemande de prendre un nouvel essor en lui fournissant les transports par eau à prix réduits : « Ils (les Allemands) ne l'avoient jamais si commodément fait que depuis quelques années qu'au lieu des voitures de terre longues et coutageuses les Hollandois leur ont ouvert et facilité les voitures de la mer, au moyen desquelles sont maintenant apportées ces marchandises lourdes et massives à beaucoup moins de frais. » (Page 55.)

Mais c'est surtout par la création de ses grandes compagnies maritimes que le commerce colonial de la Hollande s'est développé admirablement : « Il vient bien tost beaucoup de profit et d'utilité de ce trafic non moins grand que commun, non moins riche que recherché ; mais il n'y a point de meilleure méthode pour s'en accommoder bien tost, que de le faire en société, comme font les Hollandois. Car un particulier, quelque opulent qu'il peust estre, ne le sçauroit long temps soutenir tout seul, outre que les choses se font plus sagement et seurement, qui sont dressées et conduites par le conseil de plusieurs ayans mesme intérêt et mesme fin, que par le mouvement d'un seul, qui s'aveugle bien souvent de sa propre autorité et ne veut en rien estre contredit.

» Voici l'ordre de leur Compagnie qu'ils appellent des Indes Orientales (1), que je propose aux François pour exemple d'imitation. Elle fut premièrement faite et composée par les habitans de cinq villes, Amsterdam, Incuse (2), Roterodam, Delf et Mildebourg, s'érigeant en chacune un collège de huit, dix, douze ou quinze hommes, tous marchands, demeurans sur le lieu, lesquels ont charge d'équiper les navires, d'acheter ou de vendre les marchandises envoyées et receues. Ceux que l'on équipe en chaque ville pour aller aux Indes, y retournent, et combien que chaque navire revienne du lieu d'où il est sorti, néantmoins tout le provenu est pour le conte général des associés, qui participent au capital, profit ou perte ne plus ne moins que s'ils estoient sortis de là ville de leur demeure. Et afin qu'aucun collège n'entreprenne rien à sa volonté ni au desceu (3) des associés, ils députent de trois mois en trois mois deux personnes, qui se trouvent tantost en une ville, tantost en l'autre, et résolvent tout ce qui est nécessaire d'estre fait tant pour les navires que pour les marchandises, pour les soldats et matelots que pour l'élection des généraux et commis. Cela fait, ils ordonnent aux collèges ce qu'ils doivent faire pour le parrement (4) des vaisseaux; et quand le temps en est venu, ils s'assemblent pareillement deux de

(1) La Compagnie des Indes Orientales, imposée à l'égoïsme jaloux des petites compagnies existantes par Oldenbarnevelt, fut créée par un octroi des États-Généraux en date du 20 mars 1602.

(2) Enkhuizen sur le Zuiderzée, et non l'Écluse, comme M. Funck-Brentano explique en note. Le port de l'Écluse, fameux du XIII^e au XV^e siècle, était déjà ensablé au XVII^e siècle.

(3) A l'insu.

(4) L'armement et l'équipement.

chacun pour dresser les commissions, répondre aux lettres reçues des Indes Orientales, bref donner l'ordre à tous ceux qu'ils employent. Tous les navires qui partent d'Amsterdam, de Roterodam et de Mildebourg, où sont trois rivières diverses, se rencontrent à Margat en Angleterre, puis font leur route ensemble jusques aux Indes, où ils se consignent à l'amiral et surintendant de tous ceux qui y sont habitans pour la Société. Quand aux comptes, ils ne se vident généraux que de dix ans en dix ans; et pour les particuliers, tous les collèges se les envoient de l'un à l'autre avec plaine instruction de tout. S'il y a plus d'argent en quasse qu'il ne faut pour l'équipage et provision des navires, il se répartit à chacun des associez au prorata de ce qu'il a mis de fonds, pouvant vendre à un autre sa part et sa portion de revenu; mais personne ne peut retirer son argent principal ni sortir de la Société générale qu'au bout de dix années.

» Voilà l'ordre par lequel jusques icy s'est maintenue ceste grande Compagnie où veulent maintenant entrer les marchands de la Bourse de Londres et, dit-on, le Roy de la Grand'Bretagne luy-mesme en désintéressant les Hollandois des frais et coustages passez jusques à ce jour. On tient de plus que les uns et les autres sont tous après de pensée et d'appareil, afin d'en former une pour les Indes Occidentales (1), et sont tous les jours plusieurs

(1) Dès 1606, Willem Usselinx, un Anversois émigré en Hollande, avait tenté son érection; il reprit son projet en 1614, mais Oldenbarnevelt le fit échouer pour des raisons de politique générale. La Compagnie des Indes Occidentales ne fut érigée que vers la fin de la Trêve de douze ans, en 1621, et n'eut pas les brillantes destinées de sa sœur des Indes Orientales, qui dura jusqu'à la fin de l'ancien régime.

de vos sujets sollicitez d'y entrer. Ils font desjà estat de quarante millions de livres. Quoy qu'il en soit, leur équipage est ceste année plus fort et plus beau pour les Orientales qu'il ne fut jamais. Il est de neuf vaisseaux bien armez, où les Estats ont fait entrer de bons et braves soldats. Le capitaine Spelberguen (1) a la conduite de la flotte, homme d'ordre, et que l'on tient capable d'une haute entreprise. Au reste, les Estats, qui ressentent le fruit de ceste Société, l'ont gratifiée en pur don de deux beaux navires tous équipiez que l'on estime à deux cens mille livres, pour reconnoissance et pour encouragement. » (Pages 251-255.) La France devrait suivre cet exemple : « Si on le veut par ailleurs sur mesmes fondemens et mesmes considérations, on pourra faire mesmes choses et par mesmes moyens parvenir à mesme but. Quand vos Majestez voudront marcher sur la piste des Portugais et des Hollandois et tenir mesme route, elles peuvent au préjudice de tous les autres, s'approprier en peu d'années le trafic de l'Orient, c'est-à-dire de la Chine, du Catay et du Japon. » (Page 331.)

D'ailleurs, dans le commerce colonial, les Hollandais sont, d'après Montchrétien, des concurrents déloyaux et néfastes : « Les Hollandois se sont mis sur les mesmes brisées et nous dépossèdent tous les jours des lieux où nous les avons menez. C'est un mot commun entre les marchands, mais fort véritable : qu'ils gastent tout par tout où ils hantent ; lequel s'accorde bien avec cest autre qu'ils disent ordinairement eux-mesmes : que là où le Hollandois pisse, il n'y croist rien. Car, pour attirer à soy

(1) Joris van Spilbergen.

le commerce, ils baillent toujours de la marchandise au double, ce qu'ils font d'autant premièrement qu'ils se contentent à peu de gain, leur but principal estant d'employer eux et leurs navires, qu'ils ont en telle quantité que chacun scait; et secondement à cause que, par l'exacte employ de leurs hommes, ils abondent en toutes sortes de manufactures. C'est par ce moyen qu'ils nous ostent le trafic de la rivière de Sénégal et de toute la coste de Guinée, où ils ont prins tel pied qu'il ne nous y reste plus rien à faire, et nous soustrayent peu à peu celuy de Barbarie. Il sembloit que le Canada nous fust comme acquis en propre, que par le droit de découverte et par le nom de la Nouvelle France il appartinst franchement et nettement à vos sujets; mais ils ont bien osé l'attenter sous la conduite mesme de l'un des nostres, ennuyé comme il est à croire de n'estre point employé; de sorte qu'ils y ont plus fait en deux voyages que depuis vos sujets en plusieurs traites. Ainsi demeurez en goust, ils prennent encor à présent l'occasion de retourner sur leurs erres par une association qu'ils ont pratiquée avec l'un de nos marchans, entre les mains duquel on a remis toute la traite; et ne faut point douter qu'en peu de temps ils ne s'attribuent au préjudice des François tout le négoce de ceste terre, pour la découverte de laquelle plusieurs depuis plusieurs années ont risqué leurs biens et leurs vies. Vos Majestez ne doivent point permettre que telles sociétés ayent lieu; car tant s'en faut que les Flamans veuillent rendre le profit commun entr'eux et vos sujets, que ceux au contraire qui sont habitez parmy nous, ne veulent jamais employer aucun François, ains font venir de Hollande en France au veu et au sceu de tout le monde des maistres et pilotes pour mener leurs

navires; de quoy tous les jours les matelots se plaignent haut et clair sur le quay de nos villes. » (Pages 228 et 229.)

D'autre part, Montchrétien signale que les Hollandais sont en train de s'emparer des pêcheries françaises : « Pour la pesche du haran, nous ne l'avons pas encor si bien contregardée. Faute d'y adviser et de l'ordonner par bons réglemens, elle nous a esté ravie. Depuis quarante ans, on l'a tirée peu à peu de nos mains et quasi insensiblement. Au défaut d'icelle très grant nombre d'hommes sont maintenant réduits à ne rien faire et nostre navigation s'en est diminuée presque d'une moitié. Les Hollandois, qui nous l'ont soustraite, s'en sont fort enrichis et s'en enrichissent tous les jours à nostre veu, à nostre sceu et par nostre consentement. L'ordre qu'ils tiennent en l'establissement et exercice de ce négoce, le leur assure fort. Si vos Majestez ne font intervenir leur autorité pour nous en remettre en possession selon nos vieux droits, difficilement y pourrons-nous revenir. Ils y sont forts et d'hommes et de moyens; mais par vostre moyen nous n'en aurons pas moins. Les sociétéez qu'ils contractent ensemble, font que leurs affaires s'entretiennent mieux. Il est facile d'en user de mesme et de faire que plusieurs gagnent sous quelque nombre légitime d'autres.

» Ceste pesche, que l'on appelle vulgairement droguerie, est une négociation de très grande importance au général et au particulier de l'Estat, qui s'en peut accommoder, voire un commerce de profit inestimable. Les Hollandois en font par chacun an plus de cinq millions d'or; aussy y employent-ils plus de mille navires.

Ils la font ordinairement entre Calais, Douvres et Ostende, comme en pareil la pesche des mourues, qu'on appelle cableaux (1), et de l'autre poisson qu'ils apportent tout vif à Flesinke, Mildebourg, Ermur (2) et autres endroits de Hollande dans des vaisseaux percez à eau, pour le saler sous de grandes halles dressées tout exprès sur le bord des quais. Ceste pesche pour nostre regard et je diray mesmes pour les Hollandois, si on les y pouvoit obliger, se feroit le plus commodément à Calais, comme on avoit accoustumé, qu'en nul autre lieu du monde. Si on y vouloit saller le poisson à leur mode, on y pourroit raffiner le sel aussi bien comme ils font à Seriksay, à Braumène et à Trégous (3) avec permission de vos Majestez et pour cest effet seulement. Au demeurant, il faudroit fortement establir ceste pescherie et en société, à leur imitation, tant en ce lieu (Calais) qu'à Dieppe, Fescamp, Saint-Valéry, Tréport et plusieurs autres qui seroient commodes.

» Tout ce qu'on peut objecter, c'est que le haran des Hollandois est meilleur que le nostre et que la preuve en est manifeste, en ce qu'il est vendu de deux à trois

(1) Cabillaud, nom que porte la morue fraîche.

(2) Flessingue (*Vlissingen*) et *Arnemuiden*, dans l'île de Walcheren, à l'embouchure de l'Escaut occidental.

(3) Zierikzee, dans l'île de Schouwen, se reconnaît facilement. *Braumène* semble très défiguré. M. Funck-Brentano penche pour Brouwershaven dans la même île zélandaise. Quant à *Trégous*, il y voit une localité qu'il nomme « *Tergow*, petite ville dans la Hollande méridionale, sur l'Issel, à l'embouchure de la petite rivière de *Gow* ». L'éditeur a voulu parler de *Gouda*, situé effectivement au confluent de la Gouw et de l'Yssel, et appelé parfois *Ter Gouw*. *Trégous* indique vraisemblablement *Goes* ou *Ter Goes*, dans l'île zélandaise de Zuid-Beveland.

escus par lest (1) davantage. A quoy je respons, premièrement, que nous faisons les uns et les autres ceste pesche en mesmes lieux, également libres, et que, bien considérez, nous sont, comme je viens de dire, encor plus à la main; que cela provient donc du tirage et paquage, que nous pourrons aussi bien pratiquer comme eux, quand nous aurons le mesme profit. Ce qui rend leur haran plus beau et plus vendable, c'est qu'ils le salient de sel raffiné; mais nous pouvons faire le mesme, si besoin est; car la marchandise n'en est pas meilleure; et par le transport qu'on en fait, on trouve que le nostre résiste bien mieux au travail de la voiture. » (Pages 232-235.)

Les Hollandais réalisent aussi d'énormes profits dans le commerce des métaux monnayés : « S'il y a quelque chose qui soit préjudiciable à ce Royaume, c'est le billonnage qu'ils y exercent. Car par ce moyen ils tirent tout nostre argent pour l'envoyer en Flandres; et qui diroit que c'est leur principal trafic, ne s'esloigneroit guère de la vérité. Ils ont raison; car pour l'argent on fait tout. Et pouvans joindre si tost et si aisément à la fin, il n'y a pas grande apparence qu'ils vueillent languir si longuement à l'entour des moyens qui nous servent pour l'acquérir. Leur méthode est bien plus facile. Ils tiennent des facteurs et des changeurs tout exprès parmy nous pour nous descharger de la monnoye de France et d'Espagne avec profit, cela s'entend; car ils nous font valoir le quart d'escu seize sols et demy, et ainsy du

(1) Ou plutôt *last*, terme de commerce emprunté au hollandais et représentant un poids de deux tonneaux de mer ou 2,000 kilogrammes, dit M. Funck-Brentano.

reste. Abusez que nous sommes ! voyons-nous point avec quel artifice cela se pratique ? Ils nous baillent de la fausse monnoye pour de la bonne. Je l'appelle fausse monnoye en tant qu'elle est altérée d'une sixième part pour le moins. Cela ne se peut révoquer en doute. Les expositeurs, qui reçoivent l'une et renvoient l'autre, se connoissent ; on le void, on le sçait ; mais, au reste, il n'est pas besoin d'en faire insistance, nous perdrons la réputation de nostre bonté.

« Ce n'est pas tout, on en a surpris des balots pleins en Champagne, les casses à Nevers ; on en a arrêté de grandes sommes à Caudebec. Il s'est trouvé un Flamand à Rouen, nommé Fernande Ferraton, pour ne faire point mention des autres, lequel a esté convaincu par ses papiers de conte arrestez et saisis d'avoir fait venir des daldres (1) vallant au pays vingt et huit sols, lesquelles il a exposées et fait exposer pardeçà pour trente. Il a confessé en justice avoir reçu pour le change des pièces de quarante six sols d'Espagne et des quarts d'escu de France, argent qui s'employe à la fabrique des pièces susdites, lesquelles ne valent que vingt et trois sols de vostre alloy ; de sorte qu'ayant intelligence avec les monnoyeurs de par delà et de çà, libre débit et franche négociation, il faisoit plus de vingt et cinq pour cent en moins d'un mois, où nous nous contentons bien de bailler pour un an et à toutes risques à moins de seize et dix-huit pour cent. Faut-il s'estonner si ces gens sont

(1) M. Funck-Brentano dit : « Thalers sans aucun doute. » Il s'agit évidemment des *Daalders*, ancienne monnaie de Hollande, qui valaient un florin et demi.

plus riches que nous, puisqu'ils savent une si bonne recette pour augmenter nostre propre argent?

» Ce transport de nostre monnoye ne se fait que pour la nous rapporter altérée. Depuis quelques années, les Hollandois nous monstrent combien ils sont habiles en ce négoce, et plusieurs mesmes des nostres y ont presté la main. Il est grand, mesmes aux choses petites en apparence. Il y a en Espagne une monnoye de cuivre qui s'appelle oxave, c'est un huictain; on en a plusieurs fois arrêté à Rouen des bariques pleines que l'on y transportait. A Culemborg, du temps de la feue Reyne (Elisabeth) d'Angleterre, un certain maistre de monnoye, nommé Craye Vangre (1), c'est à dire preneur de corneilles, forgeait force nobles à la Rose, qu'il altéroit de dix ou douze sols seulement, lesquels prindrent grand cours en Angleterre. De quoy la Reyne advertie, elle en fist plainte aux Estats (2), lesquels, pour la contenter, le mirent bien prisonnier; mais on dit que ce fut tout. » (Pages 171-174.)

Il n'y a pas jusqu'à l'industrie du livre où les Pays-Bas ne dament le pion aux autres pays : « Le trafic des livres est si grand et si universel, qu'il n'a pas esté dédaigné des princes mesmes et des Estats entiers. Aussi

(1) M. Funck-Brentano dit en note : « En anglais, *Crow-Taker*. Quant à la ville de Culemborg, nous ne voyons que Cuilsborough qui ressemble à ce nom. » Il a eu tort de chercher *Culemborg* en Angleterre; il s'agit assurément de la ville de Kuilenburg ou Culemborg, sur le Lek, au sud d'Utrecht. *Kraaivanger* est le mot hollandais qui équivalait à « preneur de corneilles ». Tout ce passage ne se comprend que s'il s'agit d'un atelier monétaire établi dans les Pays-Bas et non en Angleterre.

(2) Les États-Généraux de la République des Provinces-Unies.

les Flamans, qui ont le nez très délicat à flairer toute odeur de gain, n'ont guères laissé ceste pratique en arrière; mais, l'ayant suscitée en plusieurs principales villes, y employent toutes sortes de pauvres gens du pays à très petit prix, et obligent les compagnons à quinze cens par jour plus que les François, qui n'en tirent que vingt cinq cens, faisant faire de la composition à l'équipolent (?). Ainsi par ceste tasche augmentée ils ont trouvé moyen de bailler leur ouvrage qu'il nous envoient à meilleur marché quasi de moytié, que les nostres ne peuvent faire; et quand et quand se sont advisez de nous fournir de plusieurs livres, qui sont de plus commun usage et par conséquent de plus prompt débit. Voilà comment ils ostent à nos imprimeurs et libraires (à l'opinion desquels nos livres ne sont pas les meilleurs qui sont les mieux faits, mais ceux qui se vendent le mieux et plus tost) l'ordinaire exercice de leur art et le gain médiocre qu'ils avoyent accoustumé de faire. » (Pages 90 et 91.)

Il y a encore à glaner çà et là mainte curieuse réflexion sur l'action économique de la Hollande au début du XVII^e siècle.

Montchrétien note avec complaisance les pays où le commerce est honoré et il mentionne la Hollande comme celui où ce phénomène significatif se rencontre « le plus et le mieux » : « Encor aujourd'hui à Venise, Gènes, Florence et en toutes les meilleures villes de l'Italie, les marchands tiennent les premiers rangs de crédit, d'honneur et de réputation. Ils sont aussi beaucoup estimés parmi les Anglois et font *le plus et le mieux* de l'Estat de Hollande. » (Page 139.)

Il insiste sur l'utilité de la division du travail en

matière industrielle et invoque l'exemple de l'Allemagne et des Pays-Bas : « En ce travail public, divisé en tant d'arts et mestiers, on doit principalement faire observer une chose à vos sujets : de ne le meslanger et diversifier tout en une seule main. Les Alemans et Flamans sont plus imitables, qui ne s'employent volontiers qu'à une besongne. Ainsi s'en acquittent-ils mieux, où nos François, voulans tout faire, sont contrains de faire mal. » (Pages 37 et 38.)

Il constate l'importance capitale de la draperie (que les calvinistes flamands et brabançons venaient de transporter à Leide et dans d'autres localités des provinces du Nord), ce « travail considérable sur tout en ce ppoint pour sa facilité, laquelle est telle que depuis quatre ans jusques à quatre vingts, toutes sortes de personnes, les aveugles et manchots mesmes, y peuvent estre employez et gagner leur pain. » (Page 73.)

Il s'étend avec complaisance sur tout ce que l'Angleterre et les Pays-Bas doivent à la France en matière industrielle et il conclut : « Ce que je dy d'Angleterre, je le tiens dit pour la Flandre et principalement pour la Hollande; car, en ce subject mesme, elle nous doit plus qu'aux Allemans, bien qu'elle soit si conjointe avec eux de génie, de langage et de meurs. » (Page 49.) Il a tort d'oublier l'émigration ininterrompue des drapiers flamands, du XIV^e jusqu'à la fin du XVI^e siècle, quand il attribue à la France seule l'honneur d'avoir fondé la draperie anglaise : « Nos escoliers nous font la loy. Car qui ne sçait que les Anglois ont appris de nous ceste fabrique? Qui de nouveau viendroit à Hantonne (1) et

(1) Hampton, comté de Middlesex.

autres lieux, où elle est plus exercée, et ne sçauroit comme il en va, seroit bien estonné de n'entendre presque en tous les ateliers que langage françois (1). Encor parmi les Anglois vivent plusieurs des nostres, qui leur ont mis ou veu mettre la navette à la main. Auparavant les Anglois apportoyent en ce royaume (de France) une partie de leurs laisnes pour estre mises en œuvre; et l'autre en Flandres par traicté des rois fait et continué avec les contes. L'estape en estoit à Bruges (2), ville autrement très riche et renommée pour la manufacture et commerce de la drapperie, voir la capitale du pays. Ainsi qui considérera premièrement le gain qui en provient, secondement le nombre d'hommes, de femmes et d'enfans qui peuvent y estre employez, conclura tout soudain suivant la nécessité que tous généralement en ont, qu'en tout estat bien réglé ils doyvent estre bien soigneusement entretenus et conservés, sans souffrir qu'on les supprime ou destourne. » (Page 70.)

Il note le fait fréquent des marchandises indigènes vendues comme étrangères pour flatter les préjugés anti-patriotiques de l'acheteur et du consommateur : « On parle parmy nous de futaines d'Angleterre et de camelots de l'Isle (Lille) (3). Mais on nous impose le plus

(1) De même, on entendait partout le flamand, à Norwich, Cantorbéry, etc., parlé par les émigrés protestants des Pays-Bas, qui affluèrent en Angleterre sous Charles-Quint et Philippe II.

(2) Ailleurs il dit encore : « Quand les roys d'Angleterre ont peu faire faire des draps pour vestir eux, leur cour et leur peuple, ils ont pensé se pouvoir raisonnablement dispenser du traité qui les obligeoit de porter leurs laines à Bruges » (p. 135).

(3) Lille, dans les Pays-Bas espagnols, ne fut annexé au royaume de France qu'en 1667.

souvent par l'étrangeté; car toutes ou la plupart de ces estoffes sont de la façon de France et n'en sont pas pires. C'est ainsi pareillement que l'on nous trompe aux dentelles de Flandre, qui ne sont telles à la vérité sinon autant que les Flamans les font faire à nos femmes, et puis les revendent plus cher, se servant de l'opinion comme d'un appas pour tromper nostre appétit estrange. Les marchands anglois sçavent bien s'avantager à l'endroit de leurs compatriotes de ceste erreur commune. Tous les jours on les oit crier à la Bourse de Londres : peignes de France, jartières de France, aiguillettes de France, ceintures de France, etc., quoy que toutes ces choses soyent faites en leur pays et par eux-mesmes. C'est pour leur profit qu'ils se montrent ainsi recognoissans de ce que nous leur en avons appris la propriété, l'usage et la façon ; car autrement ils ne le feroient pas, je vous en assure. » (Page 81.)

Il note avec irritation que la France est supplantée par la Grande-Bretagne et la Hollande pour la confection des habits : « Je pense avoir compris sommairement tout ce qui sert au vestement de l'homme. Il n'y manque plus que la façon, laquelle, du temps de nos pères, estoit toute entre les mains des tailleurs du pays ; nous portions seuls les ciseaux qui la pouvoient desguiser et changer comme bon nous sembloit. Mais à présent les Escossois et Flamans nous ont appris nos modes. Ils taillent et coupent dans les meilleures de nos villes; voire avec telle ingratitude envers la France leur mère nourrice, qu'ils seroient bien marris de donner du pain à gagner à ses enfans naturels et légitimes; car, si ce n'est en cas de grand besoin, ils ne se veulent servir que des hommes de leur nation. » (Page 84.) De même il déplore amère-

ment la décadence de la cordonnerie française, menacée par la concurrence hollandaise : « La façon (des cuirs) nous reste entière entre les mains jusques à présent, quoy que les Flamans soyent si mesnagers que de nous apporter leurs vieux souliers à plains basteaux, ne se contentans pas de venir chez nous nous en faire de neufs. C'est à cause, comme il est à croire, que la France a si grand besoin de cordonniers, qu'elle est contrainte d'en appeler d'outre-mer ! » (Page 86.)

Par contre, il constate avec une satisfaction ironique que les Hollandais ne sont pas parvenus à évincer les toiles françaises des marchés étrangers : « De toutes les manufactures qui peuvent donner en ce royaume (de France) moyen de vivre à beaucoup de personnes, hommes, femmes, enfans, ceste-cy (de la fabrique des toiles) est la plus universelle et plus commune. Nous avons cest avantage qu'en France elle est plus fidèlement et abondamment pratiquée que partout ailleurs, que nul autre pays n'en a les étoffes si bonnes ni l'artifice plus exquis. Les Hollandois, qui ont entrepris sur tous nos ouvrages, comme ayans pris à tasche d'en abolir la pratique et de nous en ravir l'ancien crédit, ont voulu empietter sur celles-cy principalement. Mais ils nous ont trouvez de plus facile persuasion que les Barbares mesmes, lesquels, formans leur jugement et réglans leur choix par la bonté essentielle et par le meilleur usage des choses, non sur une opinion anticipée, ont préféré tousjours les toiles de France à celles de Hollande, ont tousjours découvert les suppositions et contrefactures des Flamans, quoy qu'ils emballassent leur marchandise comme est la nostre et la marquassent de la marque de nos douanes. Car toute espèce de déguisement n'est

point crime parmy ce peuple, pourveu qu'il en puisse tirer quelque avantage. » (Pages 63 et 64.) Et il ajoute amèrement : « Leurs menées succédèrent mieux auprès de Henry le Grand, père et mary de vos Majestez, duquel en fin ils obtindrent et permission et secours d'argent pour establir leur fabrique en ce royaume. Tout le bien qui en est provenu, ç'a esté l'avillissement des toilles de coffre qui s'y font bonnes et loyalles, à la seule perte de vos subjects; car, au regard de l'artifice et manufacture, nos artisans ont fait connoistre combien ils ont la main plus industrieuse et délicate que tous autres et qu'ils avoyent raison de s'opposer à ceux qui venoyent dans leur propre maison leur ravir la gloire et le fruit d'une si belle et universelle industrie. » (Page 64.) Ailleurs il caractérise d'un mot l'activité envahissante et triomphale des Hollandais en pays étranger : « Je ne parleray point icy de nos Flamans. Ils sont si diligens qu'ils ne laissent rien à faire aux naturels du pays où ils s'introduisent. » (Page 113.)

Les citations qui précèdent prouvent déjà suffisamment que Montchrétien préconise un protectionnisme farouche comme le seul remède au relèvement économique de la France et à la concurrence néfaste de l'étranger. Quand il songe aux trésors que les marchands espagnols, anglais et hollandais tirent de la France en toute liberté, il est pris d'une sorte de rage qui lui fait perdre toute mesure dans ses expressions. Ces « marchands et facteurs estrangers, » — « ce sont des sangsues, qui s'attachent à ce grand corps (de la France), tirent son meilleur sang et s'en gorgent, puis quittent la peau et se reprennent. Ce sont des poux affamez, qui en succent le suc et s'en nourrissent jusqu'à crever, mais

qui le quitteroient, s'il estoit mort. Ils amassent, pour parler ouvertement et sans figure, tout l'or et l'argent de France, afin de l'emporter qui à Séville, qui à Lisbonne, qui à Londres, qui à Amstredam, qui à Mildebourg. Ils se servent mesmes de nous parmy nous à cest effect et nous font semblables à ces canaux de fontaine, lesquels ne tirent aucune commodité de l'eau qu'ils portent et conduisent. Quoi plus? puisqu'il faut tout dire, nous payons leurs bombances et leurs gourmandises. » (Pages 161 et 162.)

Ce qui le fait surtout enrager, c'est que, tandis que la France pratique une sorte de libre-échange débonnaire, les autres pays sont égoïstement protectionnistes; ce dont il ne peut s'empêcher du reste de les féliciter, car il reste logique dans ses principes de prohibition commerciale et industrielle à outrance : « C'est pourquoy je commence maintenant à rabattre du dépit que j'ay pris autrefois en moy-mesme, voyans nos hommes si négligés en Angleterre et en Hollande qu'on ne les vouloit pas employer pour leurs despens seulement, quelques gentilz artisans qu'ils fussent, quand ils désiroient d'y faire quelque séjour pour apprendre le langage. Et ce d'autant plus que je reconnois que ces gens ne font pas cela comme pour reproche d'aucune lascheté ou fainéantise naturelle qui soit aux hommes de nostre nation, plus industrieux au contraire et plus laborieux que nuls autres, mais par un édict public et concert politique non moins utile au pays qu'aprouvable à tout bon gouvernement. En toutes villes de ce royaume (de France), je ne reconnois que Lyon où le semblable se pratique à peu près. » (Page 114.)

De même, il approuve chaleureusement les Hollandais

qui viennent d'interdire chez eux l'importation des étoffes de laine anglaises : « Combien sont plus sages les Flamans, qui depuis peu de jours ont deffendu l'apport des draps d'Angleterre, ayans reconnu qu'à ceste cause commençoit déjà à diminuer le travail de leurs hommes. » (Page 73.)

Tels sont les renseignements principaux que j'ai cru pouvoir tirer de l'ouvrage de Montchrétien. On le voit, il se place résolument et exclusivement sur le terrain économique. Presque jamais il n'y mêle aucune considération morale, intellectuelle ou religieuse. Il est même assez surprenant qu'au sortir des guerres de religion, Montchrétien n'ait pas songé un instant aux influences exercées par le protestantisme sur les conditions économiques de l'Angleterre et de la Hollande. N'a-t-il pas osé même effleurer ce sujet par crainte de la censure, ou de peur de faire suspecter l'efficacité des remèdes qu'il préconise, à des souverains aussi catholiques que Louis XIII et Marie de Médicis? Quoi qu'il en soit, la seule fois qu'il touche de très loin à la question religieuse, c'est lorsqu'il signale ironiquement le traitement de faveur accordé par l'Inquisition espagnole aux mécréants d'Angleterre et de Hollande, tandis que les marins et les commerçants français restent soumis à toutes ses rigueurs :

« Vos Majestez ont assez ouy parler de l'Inquisition. Mais comprenez d'icy l'amour que l'on porte en Espagne à vos François, que l'on y est bien plus soigneux de leur salut que de celui des Anglois et des Hollandois. On connoist bien que ce sont gens désespérez à les ouïr tous les jours chanter leurs psaumes dans leurs navires devant le chasteau mesme, où elle (l'Espagne) tient que ce seroit

peine perdue de penser les ramener à la vraie foy catholique. C'est pourquoy les inquisiteurs ne se sont point employez à guérir ces incurables et purger ces cacochimes, mais seulement vos sujets, où ils trouvent encor quelque espoir de profit; et pourtant leur appliquent-ils les remèdes ordinaires et par long trait de temps, afin de faire bien meurir l'apostème (1) pour en tirer toute la matière. Je me ravise toutesfois que ces hérétiques (d'Angleterre et de Hollande) ont par une précaution disertement comprise en leurs traites convenu qu'ilz ne seroient aucunement recherchez (2).

» Je diray donc que, non obstant une si particulière bienveillance, il y auroit plus de raison que l'on vous renvoyast vos sujets afin de les chastier, s'ils méritent chastiment, ou pour le moins que vous en feussiez vous-mesmes le juge, plustost que de les retenir ainsi captifs, contrevenant à ce privilège naturel de liberté qu'ils ont et doivent avoir entre toutes les nations du monde. Vous méritez bien ceste reconnoissance ou ceste courtoisie, dont ils usent envers le Roy d'Angleterre, duquel ils ne peuvent retenir ny faire mourir aucun sujet, sans luy en avoir premièrement fait voir et approuver les justes causes pour les charges et informations qui luy sont envoyées. Nous sommes donc premièrement sujets à l'Inquisition d'Espagne en Espagne et en toutes les terres de ceste seigneurie où il nous est permis de hanter. Plusieurs de nos hommes y sont de fois à autre arrestez et

(1) La tumeur hérétique.

(2) M. Funck-Brentano renvoie aux traités conclus avec l'Espagne par l'Angleterre en 1604 et par les Provinces-Unies en 1609 (trêve d'Anvers ou de douze ans).

bien souvent sous des prétextes controuvez. Cela se connoit par leur délivrance, après qu'on les a longtemps fait croupir en prison au détriment de leur corps et ruine de leurs biens, et ce sans intérêt ni satisfaction quelconque. Bienheureux qu'ils sont d'en estre eschappez comme d'un naufrage. » (Pages 213-215.) L'irritation avec laquelle Montchrétien parle ici de l'Inquisition espagnole, qu'il n'hésite pas à appeler « ceste servitude », semble prouver que le côté religieux des problèmes économiques ne le laisserait pas complètement froid ni muet, s'il pouvait dire le fond de sa pensée et s'il n'écrivait pas pour le Roi Très-Chrétien et sa mère.

Mais je m'arrête, n'ayant pas la prétention d'épuiser le sujet. Je crois en avoir dit assez pour montrer quelle riche mine de renseignements nous offre le *Traicté de l'Oconomie politique* de Montchrétien. D'autre part, ce livre nous rend admirablement l'impression profonde que produisait alors sur un observateur sagace le prodigieux et soudain essor économique de la jeune République des Provinces-Unies, au sortir de sa lutte héroïque et triomphale contre la plus grande puissance de l'époque, l'Espagne.

COMITÉ SECRET.

La Classe se constitue ensuite en comité secret pour l'examen des titres des candidats présentés pour les places d'associé vacantes dans les deux sections et pour l'adoption de candidatures nouvelles. La liste est définitivement adoptée.



CLASSE DES BEAUX-ARTS.

Séance du 6 avril 1905.

M. F.-A. GEVAERT, directeur, président de l'Académie.

M. le chevalier EDM. MARCHAL, secrétaire perpétuel.

Sont présents : MM. Max. Rooses, *vice-directeur* ; Éd. Fétis, Th. Radoux, G. De Groot, H. Hymans, J. Robie, G. Huberti. Ch. Tardieu, le comte J. de Lalaing, J. Winders, Ém. Janlet, H. Maquet, Ém. Mathieu, Eug. Smits, Edg. Tinel, Louis Lenain, Xav. Mellery, Léon Frédéric, Ern. Acker, *membres* ; L. Solvay, Émile Claus et Jules Brunfaut, *correspondants*.

En ouvrant la séance, M. le Directeur souhaite la bienvenue à M. Émile Claus, élu correspondant de la Section de peinture, que des circonstances indépendantes de sa volonté ont empêché jusqu'à ce jour d'assister aux réunions. — Applaudissements.

CORRESPONDANCE.

La Classe prend notification officielle :

1^o De la mort de Gustave Biot, membre de la Section de gravure, décédé à Anvers le 14 mars, à l'âge de 72 ans ;

2° De la mort de Constantin Meunier, membre de la Section de sculpture, décédé à Ixelles le 4 avril, à l'âge de 74 ans ;

3° De la mort de Jules-Gabriel Thomas, associé de la Section de sculpture et membre de l'Académie des beaux-arts de Paris, décédé à Paris, le 7 mars 1903.

M. le Directeur, devant l'Assemblée debout, adresse à la mémoire de ces trois éminents confrères le légitime tribut de regrets qui leur est dû.

Il remercie M. Hymans, qui a bien voulu parler au nom de la Classe aux funérailles de Gustave Biot ; son discours paraîtra au *Bulletin*.

M. Gevaert annonce que M. le Secrétaire perpétuel le remplacera aux funérailles de Constantin Meunier, fixées au vendredi 7 avril, pour parler au nom de la Classe.

Une lettre de condoléances sera adressée à M^{me} veuve Biot et à M^{me} veuve Meunier.

M. le Secrétaire perpétuel donne lecture d'une lettre de remerciements de M. Roujon, secrétaire perpétuel de l'Académie des beaux-arts de Paris, en réponse à la lettre qu'il s'était empressé de lui écrire dès le décès de M. G. Thomas, pour lui dire combien l'Académie royale de Belgique s'associait aux regrets soulevés par la mort de l'une des gloires de la statuaire française.

La Classe, en présence des pertes qu'elle vient de faire, se rallie à la proposition de son directeur de remettre à la prochaine séance les communications et lectures inscrites à son ordre du jour.

Discours prononcé aux funérailles de M. Gustave Biot, membre de la Section de gravure; par H. Hymans, membre de l'Académie.

MESSIEURS,

Au nom de l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, j'accomplis le douloureux devoir d'adresser un dernier adieu au confrère éminent et regretté dont la mort vient d'éclaircir ses rangs.

Gustave Biot était de ceux dont l'art et le pays avaient beaucoup à attendre encore. Il meurt dans l'entière possession de son talent et, disons-le, pour ceux qui l'aimaient, il y a une pensée consolante dans cette plénitude de moyens gardée jusqu'au bout d'une longue, féconde et brillante carrière sans qu'une seule œuvre la dépare.

Biot, à peine ai-je besoin de le dire, fut une des notabilités de notre école. Le fait de l'avoir vu, au cours des dernières années, faire parfois diversion aux travaux du burin par le maniement de la brosse n'est point un indice de fatigue ou de découragement; il apparaît comme l'affirmation d'une volonté, plus encore que comme un simple caprice. Le graveur, en assumant le pinceau, tient à prouver mieux encore son souci de l'expression. Son procédé habituel n'est point mécanisme pur : c'est un art.

Et Biot fut graveur par instinct comme par tempérament, à l'exemple de ses illustres devanciers les Nanteuil, les Edelinck, les Drevet, les Henriquel. Son burin, comme

le leur, avait la souplesse, le moelleux, l'aisance même du pinceau ; il en faisait oublier la rigidité native.

J'aurai dit ce qu'il y avait en lui de génial, en rappelant qu'à 22 ans il sortait vainqueur de l'épreuve du grand concours de gravure. C'était en 1855.

Formé à l'école de Calamatta, le noble interprète de quelques-unes des plus belles pages d'Ingres, et que le Gouvernement avait appelé en Belgique pour rendre la vie à un art illustré, sur notre sol, par tant de maîtres grandioses, Biot avait appris de bonne heure à aimer les vieux Flamands. Et, chose bizarre, encore que les enseignements de l'école dussent, en apparence, l'éloigner plutôt de leurs voies, on eût dit qu'involontairement il y revint. Que de fois il me fit part de son rêve de voir la gravure se régénérer par un retour vers les procédés des anciens ! Il est mort sans l'avoir vu se réaliser. J'ajoute, pour être juste, que les préceptes de Calamatta, dont il fut l'élève préféré et parfois le collaborateur, marquent profondément leur influence dans ses travaux.

Certaines des planches revêtues de sa signature émanent d'un jeune homme de 16 ans, tel le Vander Haert. Les portraits de Norbert d'Huyvetter et de Frédéric Overbeek, ce dernier pour la chalcographie de Florence, ont précédé son prix de Rome. Ce sont là, déjà, des morceaux accomplis.

L'histoire nous parle d'un statuaire de l'antiquité dont la vocation se révéla par le fait qu'ayant contemplé le Jupiter de Phidias, il ne se sentit point frappé de découragement. Biot, le plus soumis des élèves, sut étudier les anciens sans faire le sacrifice de son individualité. *Anch'io son' intagliatore !* put-il s'écrier à la vue des planches de son

maître, et, à peine débarqué en Italie, nous le voyons, à Parme, s'attaquant à l'une des pages les plus exquises de ce peintre suave, le Corrège : la *Madonna della Scala*, pour en traduire à la fois tout le charme et tout l'éclat.

L'œuvre ne démentait point la magnifique et gracieuse *Étude de jeune homme*, gravée en loge peu de mois auparavant et qui avait valu à son auteur la qualité de pensionnaire de l'État belge.

Corrège, c'était le coloriste vapoureux que Rubens et surtout Van Dyck aimèrent; Raphaël, par le style, c'était le maître de son maître. Biot, à son aspect, ne se sentit point intimidé.

Son choix ne devait point aller d'abord à une de ces Vierges dont Calamatta lui avait donné l'admirable exemple par sa *Madonna della Seggiola*. Ce fut à l'une des œuvres les plus larges du grand peintre qu'allèrent, dès le début, ses préférences, à l'une de celles dont nul tour de main, nul subterfuge d'effet n'eût pu racheter les infidélités de la forme, au *Triomphe de Galathée*, de la Farnésine. Par cette page mythologique, italienne au premier chef, notre regretté confrère allait enrichir la gravure nationale d'un de ses échantillons les plus accomplis.

Non seulement la merveilleuse correction de style, mais encore la grâce, la fraîcheur, l'allégresse dont Raphaël a empreint sa peinture revivent sous le burin de son interprète.

Marc Antoine n'en avait donné que la ligne, Henri Goltzius qu'une interprétation : Biot, peut-on dire, en rendit jusqu'à la pensée.

Par cette planche admirable, l'artiste a procuré le plus éclatant des succès à l'école belge, dans le domaine de

la gravure. Exposée à Vienne, aux environs de 1880, dans une exposition spéciale de la chalcographie, elle y provoqua un véritable enthousiasme.

Sur la proposition de Ferdinand Gaillard, le jury, en masse, demanda pour Biot la croix de François-Joseph, et l'obtint.

Ce fut la *Galathée*, encore, qui ouvrit à notre confrère les portes de l'Institut de France, et je crois bien que, parmi tous ses titres à la direction du cours de gravure à l'Institut supérieur des beaux-arts, aucun ne dut donner plus de poids à l'autorité du professeur.

Non qu'il l'entendît de la sorte. Dans son enseignement comme dans son art, Biot voyait tout autre chose qu'une formule étroite. J'en cite comme preuve l'admirable planche de la *Madeleine* d'après le Quentin Metsys du Musée d'Anvers.

C'est qu'avant tout il voulait que la gravure au burin fût le reflet d'une personnalité, tout en faisant revivre l'œuvre traduite. Il pensait, avec raison, que l'outil n'est rien, où manque l'âme.

A l'Académie royale de Belgique, il avait, de haute lutte, conquis le siège que durant vingt années il occupa parmi nous avec une distinction, une assiduité qui rendent sa perte plus douloureuse encore.

La Classe des beaux-arts voit disparaître en Biot un de ses membres les plus pénétrés de leur rôle, un des plus prompts, aussi, à en revendiquer l'honneur, un des plus soucieux, enfin, d'aider à son prestige.

On peut dire qu'en taillant ses œuvres, il a comme buriné son nom dans les annales de l'art belge. Son renom ainsi assuré, reste le souvenir plus immédiat de l'homme.

Des portraits divers, et particulièrement celui par Richir, son élève, perpétueront sa physionomie mobile, son œil chercheur, comme celui de tout individu atteint de surdité. Mais il m'est doux, au moment du suprême adieu, de rappeler ici sa grande bienveillance, sa droiture, son affabilité. Il laissera à tous la mémoire d'un confrère aimable et obligeant.

Peu d'artistes, plus que lui, eurent le respect de la branche qui fut celle de leur choix; peu de représentants de notre école ont plus honorablement concouru à son relief.

En adressant ici nos condoléances émues à celles qui pleurent le plus affectueux des époux et des pères, je m'incline avec une émotion profonde devant la déponille de l'ami, du collaborateur, du confrère également regrettés dont la carrière, maintenant accomplie, fut parcourue sans défaillance, et dont les successives étapes affirmèrent l'amour du travail comme la fidélité au devoir.

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

Manifestation Charles Duvivier. Séance solennelle du 4 février 1903. Bruxelles, 1903; in-8° (94 p.).

Trannoy (baron de). Jules Malou, 1810 à 1870; préface de M. Woeste, ministre d'État. Bruxelles, 1903; in-8° (xi-589 p.; portrait).

Vanden Berghe-Loontjens. Het aloude gilde van de hand-boogschutters Sint Sebastiaan te Rousselare. Roulers, 1904; in-8° (114 p.).

Lepreux (O.). De la réparation des accidents du travail conformément à la loi du 24 décembre 1903. Critique d'un projet de caisse commune des industries du bassin de Liège. Bruxelles, 1904; in-8° (40 p.).

Ministère de l'Intérieur et de l'Instruction publique. Catalogue de la Bibliothèque centrale, tome II : Enseignement. 1903; in-8°.

— *Procès-verbaux des séances des conseils provinciaux en 1904*. 9 volumes in-8°.

Ministère des Affaires Étrangères. Documents relatifs à la répression de la traite des esclaves, 1904.

CHARLEROI. Société paléontologique et archéologique. Documents et Rapports, tome XXVII, 1904.

ALLEMAGNE, AUTRICHE-HONGRIE.

Marr (Bernhard). Die Symbolik der Lutation. Von der Entstehungsursache des Sprach- und Sagenschatzes der Gesamtmenschheit. Dux, 1903; in-12 (151 p.).

BUDAPEST. Académie royale. Analecta nova ad historiam renascentium in Hungaria litterarum spectantia (Eug. Abel et Stephanus Hegendiis). 1903; in-8°.

BONN. Verein von Altertumsfreunden. Jahrbücher, Heft 111/112. 1904; vol. gr. in-8° avec atlas (Novaesium, etc.).

MUNICH. Kön. Akademie der Wissenschaften. Das Problem der neugriechischen Schriftsprache. Festrede, am 15. November 1902 (K. Krumbacher). 1903; in-4°.

— *Konrad von Maurer*. Gedächtnisrede, am 25. November 1903 (Karl v. Amira). 1903; in-4°.

— *Karl Adolf von Cornelius*. Gedächtnisrede, am 12. November 1904 (Johann Friedrich). 1904; in-4°.

Lumholtz (Carl). El Mexico desconocido; cinco años de exploracion entre las tribus de la Sierra Madre occidental, en la tierra caliente de Tepic y Jalisco, y entre los tarascos de Michoacan. Traducida al castellano por Balbino Davalos, tomo I y II. New-York, 1904; 2 vol. in-8°.

FRANCE.

Pascaud (H.). De l'organisation de la tutelle des mineurs et des modifications qu'afin de mieux les protéger peut suggérer l'étude des législations étrangères. Paris, 1905; in-12° (207 p.).

— De la théorie de la valeur et des conséquences économiques des diverses définitions qu'on donne de la valeur. Paris, 1904; extr. in-8° (16 p.).

Reinach (S.). Rapport fait au nom de la Commission des antiquités de la France sur les ouvrages envoyés au concours de l'année 1904. Paris, 1904; in-8° (11 p.).

Hamy (E.-T.). Quelques observations sur les tumulus de la vallée de la Gambie, présentées à l'occasion d'une exploration récente de M. le capitaine Duchemin. Paris, 1904; extr. in-8° (10 p.).

PARIS. *Ministère de l'Instruction publique et des Cultes*. Catalogue général des manuscrits des bibliothèques publiques de France, tome XLII (Lyon, Orléans), t. XLIII (Paris, Vitry-le-François).

Coghlen (T.-A.). A statistical account of Australia and New Zealand, 1903-1904. Sydney, 1904; in-8°.

— New South Wales statistical register for 1903 and previous years. Sydney, 1905; vol. in-8°.

ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE

BULLETIN

DE LA

CLASSE DES LETTRES

ET DES

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

ET DE LA

CLASSE DES BEAUX-ARTS

1905. — N° 5

CLASSE DES LETTRES

ET DES

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

Séance du 8 mai 1905.

M. G. MONCHAMP, directeur.

M. le chevalier EDM. MARCHAL, secrétaire perpétuel.

Sont présents : MM. Paul Thomas, *vice-directeur* ;
S. Bormans, T.-J. Lamy, L. Vanderkindere, le comte

Goblet d'Alviella, F. vander Haeghen, Ad. Prins, A. Giron, le baron J. de Chestret de Haneffe, Paul Fredericq, G. Kurth, Mesdach de ter Kiele, H. Denis, le baron Éd. Descamps, E. Discailles, Ch. Duvivier, V. Brants, P. de Paepe, Aug. Beernaert, Ch. De Smedt, Jules Leclercq, Maurice Wilmotte, E. Nys, D. Mercier, H. Pirenne, *membres*; Ern. Gossart, J. Lameere, A. Rolin, Maurice Vauthier, F. Cumont, J. Vercoullie, E. Waxweiler et G. De Greef, *correspondants*.

CORRESPONDANCE.

S. M. le Roi fait exprimer ses regrets de ne pouvoir assister à la séance publique de la Classe des lettres et des sciences morales et politiques.

M. Albert de Neeff, chef de cabinet de M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique, écrit qu'il a été chargé d'exprimer les regrets de l'honorable M. de Tirooz, absent du pays, de ne pouvoir assister à ladite solennité.

M. le Dr Masoin, secrétaire perpétuel de l'Académie royale de médecine, remercie pour les invitations adressées à cette Institution.

M. Schollaert, président de la Chambre, remercie pour les invitations adressées à ce Corps législatif.

— La Classe accepte le dépôt dans les archives de l'Académie d'un troisième billet cacheté de M. Charles Vanhoutte sur le crédit social réel.

— M. le Ministre de l'Intérieur envoie pour la bibliothèque de l'Académie un exemplaire des ouvrages suivants :

1° *Rapport triennal sur la situation de l'instruction primaire en Belgique*, 20° période, 1900-1902;

2° *Faculté de philosophie et lettres de l'Université de Liège*, fascicule XIV : *Malherbe et ses sources*; par Alfred Counson.

— Hommages d'ouvrages :

1° *Traité de la possession dans le droit romain, pour servir de base à une étude comparative des législations modernes*; par Georges Cornil (présenté par M. Nys, avec une note bibliographique);

2° *La Cité ardente*, roman historique; par H. Carton de Wiart (présenté par M. le chevalier Marchal : voir Communications et lectures);

3° *Recueil des inscriptions juridiques grecques*, 2° série, fascicules 2 et 3; par R. Dareste, associé de l'Académie;

4° *Beitrag zur Lösung der Frage über das Wesen von Energie und Materie*; par Fr. Recke;

5° *L'élégie en Grèce et à Rome*; par Émile Boisacq (présenté par M. Paul Thomas, avec une note bibliographique);

6° *Grandes ascensions et caravanes scolaires*; par Ch. Lefebure (présenté par M. Jules Leclercq);

7° *L'odierno problema sociologico*; par Gius. Toniolo (présenté par M. Victor Brants, avec une note); .

8° *Le régime légal de la personification civile en Hollande. Les associations sans but lucratif et les fondations*; par Albert Biebuyck (présenté par M. V. Brants, avec une note);

9° a) *Vétilles d'un lecteur de Platon*; b) *L'unité de*

la philosophie et la théorie de la connaissance; par L.-M. Billia;

10° *Couronnement de la Belgique. Cantate pour l'érection du monument de l'Indépendance nationale*; par Fritz Masoin;

11° *La Ville morte*, poésies; par Jules Leclercq.

— Remerciements.

Les notes bibliographiques précitées seront insérées au *Bulletin*.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

J'ai l'honneur d'offrir à la Classe, de la part de M. Georges Cornil, un exemplaire de son *Traité de la possession dans le droit romain, pour servir de base à une étude comparative des législations modernes* (un volume in-8° de xviii-608 pages. Paris, Fontemoing, 1905).

Ce livre expose dans son ensemble la théorie de la possession qui se dégage des innombrables études fragmentaires publiées dans le cours du XIX^e siècle sur cette délicate matière.

Ceux qui, élevés exclusivement à l'école du *Recht des Besitzes* de Savigny, ont conservé une foi aveugle en ses dogmes, seront assurément déconcertés par la lecture du livre du savant professeur de l'Université de Bruxelles, bien que l'auteur consacre sa publication à la célébration du centenaire du traité de Savigny. En réalité, les théories qui, il y a un siècle, apparaissaient comme une œuvre magistrale sous la plume d'un jeune homme de 24 ans, ne peuvent plus satisfaire la critique scientifique moderne. Et l'on peut certes constater ces exigences toujours croissantes de la science, sans pour cela ternir

en aucune façon l'éclat du nom de Savigny. D'ailleurs, la pratique ne s'est-elle pas jointe à la théorie pour abandonner les voies qui leur avaient été ouvertes au début du XIX^e siècle? Le mouvement législatif le plus récent ne fait-il pas table rase de la plupart des dogmes de Savigny en la matière de la possession?

Sur cette évolution toute moderne, le livre de M. Cornil nous documente de façon particulièrement objective. En effet, bien que le droit romain occupe, dans ce traité de la possession, la plus grande place, il n'y apparaît que comme la préparation nécessaire à l'étude du droit moderne. Fréquentes sont les incursions dans le droit canonique, le droit germanique, le droit coutumier et surtout dans les législations modernes.

L'auteur a même pris soin de mettre sous nos yeux, dans un appendice, la traduction française d'extraits des principaux codes modernes. On y remarque particulièrement : les deux cent cinquante paragraphes du *Landrecht* prussien de 1794, qui constituent un véritable manuel théorique abrégé de la possession, dû à Svarez; les extraits du Code autrichien de 1811 et du Code saxon de 1863; mais surtout les extraits des documents législatifs les plus récents, qui reflètent le dernier état de la théorie possessoire, à savoir : le Code japonais du 28 avril 1896, le Code allemand du 18 août 1896, le projet de Code civil hongrois du mois de juillet 1900 et l'avant-projet de Code civil suisse du 12 novembre 1900.

L'ouvrage, dédié à la mémoire de Windscheid et Jhering, qui furent les maîtres de l'auteur, est orné d'excellents portraits de ces deux illustres romanistes, gravés par Pierre Gusman.

E. Nys.

J'ai l'honneur d'offrir à la Classe, de la part de M. Émile Boisacq, professeur à l'Université de Bruxelles, une brochure intitulée : *L'élégie en Grèce et à Rome*. Elle contient, outre une courte introduction sur l'élégie dans l'antiquité, la traduction des pièces choisies de Tibulle et de Propertius. Homme de goût, non moins que savant philologue, M. Boisacq a rendu ces textes, souvent difficiles, avec élégance et fidélité.

P. THOMAS.

Prof^{te} GIUSEPPE TONIOLO, della R. Università di Pisa.
L'odierno problema sociologico. Studio storico-critico.
Un volume in-8°, vii-338 pages. Firenze. Libreria editrice Fiorentina, 1905.

J'ai l'honneur d'offrir à la Classe, de la part de l'auteur, le volume de très haut intérêt que vient de publier M. G. Toniolo, professeur à l'Université de Pise, récemment élu associé. Ce nouveau volume du philosophe-économiste italien est une pénétrante analyse du caractère que revêt dans la littérature scientifique contemporaine ce qu'on appelle la *sociologie*. C'est une large page de l'histoire des idées. Le mouvement qu'il décrit est d'un intérêt passionnant : c'est la grande lutte entre la conception matérialiste et la conception spiritualiste du monde et de la vie sociale. Avec une grande richesse documentaire, Toniolo nous montre le facteur spirituel et religieux réintégré dans la science sociale et y reprenant un rôle puissant, il nous montre la méthode analytique se rattachant à la doctrine téléologique. Sans omettre l'indication des groupes et des branches diverses dans les écoles, nous assistons à cette transformation des

idées, à une restauration victorieuse des facteurs psychologico-éthiques. Après avoir tracé la marche générale, l'auteur monographie quelques tendances. Enfin, il expose sa propre conception et sa coordination des trois vocations scientifiques : positive, synthétique et active (operativa). Faire un exposé détaillé nous entrainerait à une étude du fond de l'ouvrage, ce qui dépasserait l'objet de cette notice; mais nous ne doutons pas que ce livre ne prenne une place marquante dans la littérature spéciale par le groupement et la vigueur du système, l'abondance et le choix de la documentation; il est en même temps, par l'art de mettre en vue les lignes maîtresses, un livre destiné à faire connaître facilement le problème. Nous sommes heureux d'avoir l'honneur de le présenter à la Classe au nom de notre confrère italien.

V. BRANTS.

ALBERT BIEBUYCK, avocat à la Cour d'appel de Bruxelles.

Le régime légal de la personnification civile en Hollande.

Les associations sans but lucratif et les fondations; in-8°, XLII-254 pages. Ypres. Callewaert, 1905.

C'est à plusieurs séances déjà que j'ai l'avantage de présenter à la Classe un volume nouveau de la collection de l'*École des sciences sociales et politiques de Louvain*. Je ne puis en vouloir à nos collaborateurs et j'espère que la Classe me pardonnera d'envahir ainsi les rayons de sa bibliothèque.

Au surplus, il y a variété, et le sujet de ce volume est d'ordre juridique. Il s'agit de l'étude, à la fois législative et pratique, du régime des associations sans but lucratif chez nos voisins des Pays-Bas.

Ce régime est double : les *associations* sont soumises à une loi de 1835 dont l'application est fort large ; mais en outre il existe un système traditionnel et compliqué, celui des *fondations*. L'auteur du volume, qui a attentivement examiné en Hollande le mécanisme et la mise en œuvre de cette législation complexe, nous l'expose en termes nets et précis, avec des exemples à l'appui. Nous avons longtemps trop peu étudié ce qui se passe de ce côté de notre frontière, et les travaux de ce genre sont ainsi doublement utiles.

V. BRANTS.

RÉSULTATS DES CONCOURS POUR 1903.

Concours annuel de la Classe.

SECTION D'HISTOIRE ET DES LETTRES.

PREMIÈRE QUESTION.

On demande une étude historique sur la mise en scène dans les mystères français depuis les origines jusqu'au XV^e siècle.

Un mémoire a été reçu. Il porte la devise : *Le rien avons dit ou écrit...* (A. GRÉBAN, *Mystères de la Passion*, éd. PARIS, p. xxvii.)

Rapport de M. Wilmotte, premier commissaire.

« Le mémoire qui nous est soumis répond à toutes les exigences de la science de l'histoire littéraire. Il est méthodique, clairement divisé, riche en vues person-

nelles, plus riche en sources bibliographiques. L'auteur n'a pas seulement consulté tous les livres, même les plus récents, et jusqu'au plus modeste article de revue, où la question mise au concours était traitée; il a vu des imprimés rares et des manuscrits à Paris, à Chantilly et à Bruxelles; il les a utilisés, il en a même tiré des indications précises et certaines solutions élégantes des problèmes accessoires qu'il rencontrait sur son chemin. Ces problèmes, il a eu le courage de les aborder tous, ou presque tous, et s'il n'en a pas toujours triomphé, il les a exposés avec une remarquable loyauté dans la critique; il a poussé la loyauté jusqu'au scrupule, et parfois un peu au delà. Plusieurs des portes qu'il pousse d'un bras ferme étaient déjà ouvertes, ou du moins entr'ouvertes. Il n'importe. Si, reprenant les questions d'un peu haut (je pense surtout à ce vieux débat relatif à la scène à étages), il risque d'en dire plus qu'il n'est nécessaire, il le fait avec une belle conviction, où se peint une personnalité chercheuse, malaisément satisfaite de l'effort, très ambitieuse d'avoir toujours le dernier mot.

Ailleurs, sa critique paraît plutôt timide, et je veux parler des rapports entre le mystère et l'art. Mais s'il s'efface trop devant un de ses devanciers, s'il résume avec minutie, non sans formuler, il est vrai, quelques réserves, des vues souvent paradoxales de M. Mâle, il convient de remarquer : 1° qu'il est excusable de ne pas s'être fait une doctrine sur un point qui reste en dehors des limites rigoureuses de ses recherches; 2° qu'il y a dans les vues récentes de M. Mâle une séduction et un brillant d'actualité, capables de fasciner un jeune esprit.

Faut-il critiquer la division tripartite de ce long mémoire? La vérité, c'est qu'étant donnée l'étendue

d'une matière où six siècles sont englobés, toute division offrait des inconvénients, comme aussi des avantages. Celle de M. Lintilhac, en un livre tout récent (*liturgie; jeux scolaires; drame religieux*), est plus contestable assurément. Enfin, on ne conçoit pas un mémoire de 303 pages in-4° sans subdivisions. On ne le conçoit guère embrassant, dans un même et unique exposé, les faits que révèle l'analyse de la liturgie et ceux qui ressortent du dépouillement des grandes passions du XV^e siècle. Ah! s'il n'y avait pas de solution de continuité! Si nous possédions d'abord des œuvres latines, puis bilingues, puis en langue vulgaire, nous offrant la transition régulière et générale des premiers balbutiements de l'art du metteur en scène à des indications moins rudimentaires, et de celles-ci à des rubriques abondantes et circonstanciées, pour nous conduire, enfin, à ces déploiements fastueux dont le détail encombre les textes du moyen âge finissant! Mais les lacunes sont plus graves ici que les données ne sont copieuses. Des siècles entiers sont muets. L'évolution n'est donc pas à décrire trait par trait, comme on peut tenter de le faire dans d'autres domaines, dans celui de l'épopée par exemple, où depuis le fragment de La Haye (et même les historiens des V^e-VI^e siècles) jusqu'au Tasse, nous possédons tous ou quasi tous les anneaux de la longue chaîne.

C'est pourquoi le concurrent a été bien inspiré en isolant la liturgie et le drame religieux en langue romane. Peut-être eût-il pu enrichir son exposé de la première, envisagée comme manifestation scénique, à l'aide des *ordines* que Mabillon et d'autres savants ont publiés. Peut-être eût-il pu renoncer à cette subdivision en drame liturgique et drame semi-liturgique, qui n'a d'autre raison de subsister que la rencontre d'un chef-d'œuvre à

un stade embarrassant de l'histoire littéraire. Peut-être des rapprochements plus attentifs avec les théâtres étrangers lui eussent-ils permis de préciser certaines allégations, d'en fortifier d'autres. Mais quel est le mémoire de concours qui ne soulève pas des doutes ou des objections? Félicitons-nous que celui qui nous est soumis n'en soulève que d'aussi timides, d'aussi indirects et conditionnels, si l'on peut dire. Mon sentiment est que, sous sa forme présente et après de légères retouches de rédaction, le travail qui nous est soumis fera honneur à l'Académie et qu'il est digne de l'impression dans ses *Mémoires*. »

--

Rapport de M. Stecher, deuxième commissaire.

« Le mémoire portant pour devise : *Le rien avons dit ou écrit*, a nécessité 303 pages in-4° bien remplies et même un peu illustrées. Cette exubérance n'étonnera pas ceux qui savent combien d'auteurs se sont évertués sur ce sujet, à compter seulement depuis les frères Parfaict et leur superposition à neuf étages jusqu'à l'opinion, aujourd'hui définitive, de la juxtaposition des *establies* et des *mansions*. Ne croyez pas que cette archéologie du *hourdement* soit chose peu considérable ou de vaine curiosité.

La mise en scène, l'*Inszenirung*, comme dit l'Allemand, correspond à la mentalité du public, aux traditions et conventions contemporaines, à cette optique scénique qui varie selon les temps, les peuples et les lieux. Outre que, dans la question au concours, il s'agit de dramaturgie primitive, conséquemment religieuse et plus ou moins liturgique. Au fond, le mot *mistère*, qui, venant de *ministerium* (de même que *mestier*), corres-

pond foncièrement au grec λειτουργία, et cela d'autant plus que le *deu-mestier* ou *diu service* amalgamait le temporel et le spirituel comme chez tous les payens.

Duméril, De Coussemaeker, Didron et d'autres ont déjà fait voir combien ce drame religieux est un effort souvent téméraire de rendre tangible à un peuple grossier les délicatesses de l'Évangile. Au XVII^e siècle, quand on n'avait pas encore le *sens historique*, on se scandalisait trop jansénistement, tels Boileau, Louis Racine et tous ceux qui ne voyaient pas que pour se faire comprendre à la *bellua multorum capitum*, il fallait descendre jusqu'à prodiguer les tableaux de pendoison, de tortures et les scènes scabreuses. Le meneur du jeu était comme le dompteur de la foule en liesse, dévote et brutale. La mise en scène n'est donc pas accessoire, mais principale (*per formas ad veritatem*).

Je ne serai donc pas aussi sévère que M. Wilmotte pour les longueurs et le tatillonnage des citations. J'excuse également ce qui paraît un peu arbitraire dans la division tripartite de cette copieuse histoire. J'oublie encore le peu de cas que l'auteur du mémoire semble faire de l'*Uebersicht* de Mone. Et, tenant compte de tant de recherches, de suggestions même personnelles, d'une précieuse et authentique précision dans les détails topiques, d'un assez bon doigté dans le maniement des sources, d'une sorte de hardiesse judicieuse dans les hypothèses utiles, enfin, de la valeur d'une bonne bibliographie de vingt pages (où l'on prouve avoir consulté tous les livres, même rares et insignifiants, plus un assez grand nombre de manuscrits de la Bibliothèque Nationale de Paris, du Musée Condé à Chantilly et de la Bibliothèque Royale de Bruxelles), je conclus donc, avec mon

très compétent confrère M. Wilmotte, à la médaille et à l'insertion intégrale dans les *Mémoires couronnés* de l'Académie, après les retouches indiquées par le premier Rapporteur. »

Rapport de M. Discailles, troisième commissaire.

« L'auteur de ce mémoire n'a négligé assurément aucun moyen d'accomplir sa tâche à l'entière satisfaction de la Classe.

Il n'est pas un document, pas un livre, pas un article de revue qui lui ait échappé : il a scruté tout, il a fouillé partout.

Et il a tant trouvé qu'il n'a pas su résister au désir de nous faire connaître même des trouvailles qui seraient mieux à leur place dans une *histoire du théâtre*.

La question : la *mise en scène dans le théâtre du moyen âge*, ne comporte pas, à mon sens, une analyse des drames dont l'auteur a fait le dépouillement, ni l'étude des incunables qu'il a consultés soigneusement, des miniatures de manuscrits, des œuvres de l'art médiéval où il entend puiser des sources qu'il est permis parfois de suspecter.

Il ne me paraît pas non plus que ce sujet exigeât les renseignements — d'ailleurs fort curieux — qu'il nous a donnés sur les auteurs, leurs mœurs et leur façon de travailler, pas plus que sur les mœurs des spectateurs dont il s'est occupé longuement en vue de « saisir au vol (c'est lui qui parle) cette grande chose impalpable et pourtant réelle qu'est l'âme d'une nation » (p. 8). N'était-ce pas enfin allonger, sans nécessité sérieuse, ce mémoire déjà bien touffu, n'était-ce pas, sous prétexte d'épuiser la matière, dépasser le but que de transcrire

des textes qui n'offrent pas d'intérêt au point de vue de la *mise en scène* — la seule question à traiter?

J'ai bien un peu l'air de me plaindre que la mariée soit trop belle... C'est qu'aussi je dois me demander ce que vient faire, par exemple, cette leçon de chant donnée par un vieux berger à un plus jeune dans le mystère de l'Incarnation (p. 151); ou ce relevé des anachronismes et des erreurs historiques qui abondent dans les pièces du temps; ou les considérations sur l'influence du Palais et l'influence classique que ces pièces ont subie (pp. 191 et suiv.); ou encore le récit des rapports que l'auteur a eus avec des savants hébraïsants (p. 202) sur des points qui n'ont positivement pas de rapport avec la mise en scène; ou encore des critiques sur le style des écrivains passés maîtres dans « l'art de cheviller ».

L'auteur finira, du reste, par s'apercevoir qu'on pourrait bien lui appliquer le *sed non erat his locus* d'Horace : « il y aurait mauvaise grâce à insister », dit-il à la page 201.

Ses opinions sur la plupart des questions controversées sont, je me plais à le reconnaître, fort bien déduites : il les appuie de preuves, aussi nombreuses que péremptoires, mais qui ne perdraient rien à être présentées de façon moins tranchante. Je ne fais guère de réserve que pour celle qu'il émet dans le chapitre III du livre III qui est intitulé « Art et Mystère » (p. 116). J'estime — et je ne serai certainement pas seul de mon avis — que la mise en scène des drames religieux n'a pas eu sur l'art du moyen âge l'influence qu'on s'est plu à lui attribuer dans ces derniers temps. Si, d'ailleurs, la question est loin d'être résolue, nous admettons très volontiers que l'auteur du mémoire suive sur ce terrain M. Mâle et se

soit inspiré de l'étude publiée récemment par cet éminent critique dans la *Gazette des Beaux-Arts*.

Pour nous résumer, — quant au fond du travail, j'applaudis aux efforts consciencieux de l'auteur du mémoire, à la finesse de ses jugements, à sa profonde érudition, tout en lui conseillant de s'abstenir d'allusions ou de rapprochements qui ne sont pas toujours des plus heureux et de supprimer un certain nombre de réflexions, pour le moins inutiles; — quant au style, quoi qu'il soit en général satisfaisant, je regrette qu'il manque parfois de netteté et de naturel. Je n'aime pas beaucoup des phrases de ce goût : « l'œuvre d'un artiste est faite » de tant d'impressions subtiles, de tant de souffles » ailés qui se sont mêlés si bien que l'on ne sait » plus de quel point de l'horizon ils ont apporté leur » fraîcheur » (1)... « au temps de Villon, le génial brigand, les auditeurs des mystères se laissaient charmer par de fières et délicates mélodies aux sonorités doucement ondoyantes et aux caressants accords » (2). Au point de vue de la forme, ce sont les dernières pages du travail qui laissent le plus à désirer.

Comme mes deux confrères, je conclus à ce que la médaille d'or soit décernée à l'auteur. »

La Classe se rallie aux conclusions des rapports. Le prix est décerné à M. Gustave Cohen.

(1) Page 128.

(2) Page 148.

SECTION DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES.

PREMIÈRE QUESTION.

Exposer et critiquer la théorie de la connaissance et de la certitude de M. Charles Renouvier.

Reçu un mémoire portant la devise : *L'homme n'est ni ange ni bête ; et le malheur veut que qui veut faire l'ange fait la bête.* (PASCAL.)

Rapport de M. D. Mercier, premier commissaire.

« La Classe des lettres avait demandé d'exposer et d'apprécier la théorie de la connaissance et de la certitude de Ch. Renouvier.

Le présent mémoire s'ouvre par la biographie du philosophe français. La vie laborieuse de Ch. Renouvier s'y trouve retracée d'une façon exacte et complète.

Renouvier se rattache à Kant : l'auteur du mémoire montre très bien la place qu'occupe le criticiste français dans le mouvement philosophique issu des *Deux critiques*. Les philosophes post-kantiens tâchèrent à faire disparaître les contradictions internes du criticisme. Fichte, Hegel en arrivèrent à l'idéalisme transcendantal, tandis que Herbart et Schopenhauer aboutirent au réalisme transcendant. Entre ces deux extrêmes se place la solution de Ch. Renouvier. Le chapitre II, où ces idées sont développées, nous semble un des plus originaux et des plus vigoureux du travail. Il était à faire ; les « Kant-studien » signalaient naguère parmi les travaux sur le Kantisme, qui n'existaient pas encore et que, dans l'intérêt de l'histoire de la philosophie, il eût été nécessaire de

réaliser, le parallèle à établir entre le système de l'auteur de la *Critique de la raison pure* et celui de l'auteur des *Essais de critique générale*. Le chapitre II répond heureusement au vœu de la revue allemande.

L'exposé de la théorie renouviérienne de la connaissance et de la certitude qui occupe la majeure partie du travail est exact, fait de première main. L'auteur du mémoire s'est conformé à la méthode historique indiquée par M. Ém. Boutroux. Il s'est attaché, comme le demande l'éminent historien de la philosophie, « à se pénétrer de plus en plus de la pensée de l'auteur (1) ». Cependant il a pris soin de consulter la littérature du néo-criticisme et s'est éclairé des commentaires que les critiques avaient donnés auparavant de l'œuvre du philosophe français.

La clarté du style, la netteté des analyses facilitent considérablement l'initiation à la pensée tortueuse de Renouvier. Quiconque a lu ou simplement parcouru les *Essais de critique générale*, la *Nouvelle Monadologie* ou le *Personnalisme* appréciera le talent avec lequel l'auteur du mémoire est parvenu, grâce à une étude consciencieuse des textes, à débrouiller les idées principales du criticiste français.

L'auteur du mémoire, en étudiant la théorie de la connaissance et de la certitude, a toujours soin de mettre en lumière le lien qui rattache ces doctrines aux autres parties du système de Ch. Renouvier. Il nous fournit ainsi des aperçus plus ou moins étendus sur la psychologie, la cosmologie, la théodicée et même la cosmogonie et l'eschatologie du néo-criticisme.

(1) *Études d'histoire de la philosophie*, p. 8.

D'autre part, l'auteur du mémoire prend soin d'indiquer, lorsqu'il y a lieu, l'évolution des idées de Renouvier. Le système s'est modifié sur divers points, il s'est augmenté de théories nouvelles déduites, avec une rigueur plus ou moins sévère, des prémisses que le philosophe français avait posées au début de sa longue et féconde carrière.

Cependant, quelques redites et d'inutiles retours sur des doctrines déjà exposées antérieurement avec une ampleur suffisante pourraient avec avantage être supprimées.

Le mémoire apprécie ensuite les théories idéologiques et critériologiques de Ch. Renouvier. Lorsque l'auteur examine l'idéalisme phénoméniste et le volontarisme du philosophe français, il se révèle réaliste modéré et intellectualiste. Néanmoins, s'il critique Ch. Renouvier, ce n'est point dans des intentions de combat : ses appréciations sont toujours courtoises ; il s'efforce loyalement de découvrir la part de vérité que contient le néo-criticisme. Ainsi, en critiquant les théories de Renouvier sur l'espace et le temps, il attribue à ces notions, sans faire l'abandon de ses positions réalistes, une part importante d'idéalité. En étudiant le critère de la science certaine du néo-criticisme, il montre, sans sacrifier son intellectualisme, combien le cœur et la volonté interviennent puissamment dans la constitution de nos certitudes. Ce généreux essai de conciliation de doctrines hostiles dans une synthèse plus accueillante marque, chez l'auteur du mémoire, de l'ampleur de vues et une aptitude à démêler des problèmes complexes de psychologie et de métaphysique.

L'auteur du mémoire, attaché à son sujet, a peut-être

trop cédé à son désir de conciliation. Il y a dans l'œuvre de Renouvier des incohérences doctrinales que l'on s'efforcerait en vain d'atténuer. Il manque au renouviérisme l'unité organique. Renouvier a plus détruit qu'édifié.

Nous avons l'honneur de proposer à la Classe de couronner ce mémoire, qui est une œuvre de grande valeur. »

Rapport de M. Pel, de Paape, deuxième commissaire.

« La doctrine de M. Renouvier est la mutilation de celle de Kant, qui comprend deux parties, inséparables dans sa pensée : la *Critique de la raison pure* et la *Critique de la raison pratique*. Après avoir sapé, dans la *Critique de la raison pure*, toutes les grandes vérités, et notamment celle de la cause première, dont l'humanité a besoin pour se conduire, Kant, pris en quelque sorte de remords, effrayé du vide où il plongeait l'humanité, rétablit dans la *Critique de la raison pratique* tout ce qu'il avait détruit ; il s'arrêta devant la notion du devoir ; il comprit que sans cette notion, l'humanité ne saurait exister ; et, avec ce qu'il appelle l'*impératif catégorique*, pour donner un fondement à la morale, il démontra l'existence d'une cause première, d'un législateur suprême, l'immortalité de l'homme, nécessaire à sa responsabilité, et son obligation de se conformer aux lois morales.

M. Renouvier rejette tout ce que Kant fonde sur la raison pratique. L'homme ne peut pas s'élever aux vérités primordiales. M. Renouvier lui coupe les ailes ; il l'emprisonne dans les phénomènes et leurs relations. L'homme

ne peut pas en sortir pour contempler ce vaste horizon que les philosophes, comme les religions, lui ont ouvert de tout temps.

C'est cette philosophie terre à terre qui était le sujet du concours. L'auteur du mémoire l'accepte, ne la critique que dans les détails, cherche à la perfectionner sur des points secondaires.

Il développe le système de M. Renouvier avec un grand soin. Son exposé est complet. Il prouve qu'il est familier avec la langue philosophique. Celle dont il se sert est aussi claire que le sujet le comporte. Elle n'a pas la clarté, la limpidité de la langue de Cousin et de Jouffroy. C'est que sa pensée, comme celle de M. Renouvier, qu'il explique et complète, est obscurcie par une certaine nébulosité que Kant impose à tous ses interprètes. L'auteur du mémoire ne pouvait pas s'en affranchir.

Il ne serait pas juste, à raison d'un profond dissentiment philosophique, de ne pas reconnaître les mérites réels du mémoire. Peut-être, en faisant connaître complètement le système de M. Renouvier, en mettant ainsi à nu la pauvreté de sa doctrine, le mémoire convaincra-t-il qu'elle est impuissante à satisfaire les besoins moraux, les hautes aspirations de l'homme, qui font sa dignité, sa noblesse.

Comme le premier commissaire, je propose de couronner le mémoire. »

P. S. — Après avoir terminé mon rapport, j'apprends par le troisième commissaire, M. Hector Denis, que le mémoire soumis à notre jugement n'est que la reproduction littérale d'un livre que l'auteur a publié, ce qui,

suivant le règlement, rend le mémoire inadmissible au concours. Retirant ma première proposition, je me rallie à l'avis de M. Hector Denis, le troisième commissaire.

Rapport de M. Hector Denis, troisième commissaire.

« Ma conscience m'interdit de juger le mémoire qui a été présenté à la Classe en réponse à la question proposée. Je ne pourrais le faire qu'en méconnaissant les prescriptions formelles de l'Académie elle-même.

Les articles 34 et 35 du Règlement général adopté par arrêté royal du 1^{er} décembre 1845 imposent comme condition aux concurrents de ne présenter que des ouvrages manuscrits, et leur interdisent de se faire connaître de quelque manière que ce soit. L'Académie a jugé que ces dispositions réglementaires sont, suivant le mot de Montesquieu appliqué à la Procédure, la garantie de la Justice; seules elles assurent l'égalité des conditions de lutte aux concurrents; seules elles soustraient leurs juges, l'Académie elle-même, à tout soupçon de partialité. L'oubli de ces règles essentielles serait une menace pour l'institution des concours, comme pour la foi due à l'Académie. Or, j'ai le vif regret de devoir signaler à la Classe que le mémoire présenté en manuscrit a été publié en 1904.

L'auteur s'est ainsi exclu lui-même du concours. »

La Classe se rallie aux conclusions du rapport de M. Mercier. Le prix est décerné à M. Edgar Janssens.

TROISIÈME QUESTION.

(On demande une étude sur la condition des classes agricoles dans une région de la Belgique au XIX^e siècle.

Reçu un mémoire en flamand, portant la devise :

De gront die ick hier bouw, is meest al mager zant,
Maer valt' er zegen toe, zoo wort' et vruchtbaer lant.

(CATS, in 't 2^e deel van zijn *Ouderdom en Buyten-leven handelende over zijne ontginningen op Zorgvliet.*)

Rapport de M. Maurice Vauhtier, premier commissaire.

« Avant d'accorder à cet excellent travail le tribut d'éloges qu'il mérite, il nous sera permis de formuler une réserve. Il était possible, croyons-nous, de concevoir d'une manière un peu différente la question qui fait l'objet du présent concours : *On demande une étude sur la condition des classes agricoles dans une région de la Belgique au XIX^e siècle* Peut-être eussions-nous préféré un travail portant sur une aire restreinte (un canton, une commune) et déterminant, avec preuves et chiffres à l'appui, les conditions dans lesquelles s'est déroulée, au XIX^e siècle, l'histoire de la propriété rurale et de la classe sociale qui l'exploite. Nous eussions aimé que l'on nous montrât, dans des faits obscurs, dans d'humbles détails, l'empreinte des grandes lois de l'évolution économique. L'auteur du mémoire a compris son sujet un peu autrement, et il serait injuste de lui en faire un reproche. Son travail n'est pas, au sens propre du terme, une monographie. C'est, au contraire, un tableau largement tracé de l'état social d'une vaste région de la Belgique.

En un mot, c'est une description de la Campine, description dans laquelle abondent les renseignements précis et les particularités attachantes.

L'auteur englobe dans la Campine la plus grande partie de la province d'Anvers, le Limbourg presque entier et une fraction de la lisière septentrionale du Brabant. Il lui fait bonne mesure, mais nous ne croyons pas qu'il s'écarte, à cet égard, des idées reçues et traditionnelles. On constate facilement qu'il n'est pas un point de ce territoire qui ait échappé à ses investigations, et l'on peut affirmer que les divers cantons qu'il a explorés lui inspirent une égale sympathie. La contrée dont Genck est le centre semble bien lui être plus particulièrement familière.

Nous venons de parler de la sympathie de l'auteur pour le domaine qu'il décrit. Elle est sincère et contribue à donner beaucoup de charme à ses observations. L'auteur professe un attachement très vif pour le paysan campinois, pour son courage et sa résignation, pour ses nombreux mérites. Il lui reconnaît quelques défauts, mais il est prompt à les excuser. Ces sentiments de bienveillance procèdent chez lui d'une connaissance approfondie de son sujet. Quand il nous décrit l'humble existence de ces campagnards, la frugalité de leurs repas, la rusticité de leurs chaumières, leur façon d'élever le bétail, leurs maraudages dans les sapinières, la création de leurs modestes foyers au sein d'une lande qui se prête au défrichement, sa parole a cet accent que peut seule donner une communion intime avec les choses et les gens dont on s'occupe.

L'auteur n'a pas manqué d'insister avec prédilection sur les phénomènes qui, si l'on se place au point de vue

des études économiques et sociales, méritent d'attirer sur la Campine une attention toute spéciale. Cette contrée offre ceci de remarquable que, à raison de la stérilité relative de son sol, elle renferme encore de vastes espaces non cultivés. Ce sont des landes, des bruyères — ce que l'on appelait jadis des « terres vaines et vagues ». On retrouve ici les vestiges de ces biens, à la condition juridique assez mal définie, qui, durant le moyen âge et jusqu'à la fin de l'ancien régime, firent l'objet de contestations incessantes entre les seigneurs et les communautés villageoises. Le régime seigneurial n'est plus qu'un souvenir et ces terres non cultivées se rattachent aujourd'hui à la catégorie des « communaux ». Le débat qui s'engage à leur sujet porte, non pas sur leur propriété, mais sur leur mode d'utilisation. Faut-il les réserver à l'usage commun de la collectivité? Faut-il, au contraire, les distribuer entre les membres de la collectivité pour qu'ils en tirent parti par la culture? Grave controverse qui, à la fin du XVIII^e siècle, se poursuivait un peu partout et qui, dans le cours du XIX^e siècle, a suscité des polémiques chez les réformateurs et les économistes. Il est curieux de constater qu'en Belgique, pays industriel s'il en fut, — et à quelques lieues seulement de la capitale, — ce procès, dont les origines remontent à une antiquité vénérable, met aux prises des intérêts actuels et visibles, des passions toujours vivantes.

A ce titre seul, le mémoire qui nous occupe est digne, par la richesse et la netteté de ses renseignements, de ne point passer inaperçu.

Ajoutons que l'auteur, s'il fait preuve d'une exemplaire impartialité, incline cependant vers une solution

qui, en multipliant les petites exploitations, permettrait la création d'un plus grand nombre de familles nouvelles.

Ce n'est un secret pour personne que la condition matérielle du paysan campinois est loin d'être brillante. Cette population est pauvre, très pauvre. L'auteur ne nous le laisse pas ignorer : elle n'est pas suffisamment nourrie. Les faits qu'il a rassemblés démontrent clairement que ses affirmations répétées ne sont pas une vaine déclamation. Néanmoins, c'est l'optimisme, et non pas le découragement, qui se dégage de son mémoire. C'est que si le Campinois est misérable, il l'est beaucoup moins qu'il y a cinquante ans. L'amélioration de son sort est indéniable. Les allégations de l'auteur à cet égard reposent sur des faits probants et dont la vérification est à la portée de chacun de nous. L'apparition de l'industrie en Campine est l'une des causes de cette amélioration, la principale peut-être, mais non pas la seule. Il convient de signaler également la diffusion du crédit agricole, la multiplication des sociétés coopératives et des sociétés de secours mutuels.

La Campine est probablement à la veille d'une transformation profonde. S'il est vrai qu'elle doit devenir un jour une région industrielle, le tableau tracé par le présent mémoire aura besoin de notables retouches. Peut-être même n'évoquera-t-il plus que le souvenir d'un âge disparu. Même alors, il occupera encore un rang honorable parmi les documents qui éclaireront nos descendants sur la situation de la Belgique au début du XX^e siècle.

Nous avons omis de dire jusqu'à présent que le mémoire est rédigé en flamand. Déclinant toute espèce de compétence spéciale sur ce point, on nous pardonnera

de faire observer que la langue nous en a paru correcte et châtiée.

Nous concluons à ce que la Classe attribue le prix de 600 francs à l'auteur du mémoire. Faut-il aller plus loin et insérer le travail dans les recueils de l'Académie? Il n'est certes pas indigne du grand jour de la publicité. Bien au contraire, sa publication nous paraît extrêmement souhaitable. Toutefois, nous nous étions demandé s'il contient assez d'idées nouvelles, s'il contribue suffisamment à éclairer des problèmes obscurs, bref, s'il offre au degré voulu le caractère d'œuvre scientifique pour que l'Académie ait à prendre son impression à sa charge. Après quelque hésitation, notre réponse a été affirmative. Il serait fâcheux qu'en se montrant trop rigoureuse, la Classe risquât de priver le public des observations si curieuses et si variées que l'auteur du mémoire a rassemblées avec un zèle véritablement exemplaire. »

Rapport de M. Brants, deuxième commissaire.

« Pour qu'on puisse apprécier l'économie rurale d'un pays, il faut d'abord faire connaître la constitution du sol, le climat, les procédés agricoles, la condition et les habitudes des populations rurales, etc. C'est la partie descriptive. Il faut, en second lieu, indiquer en chiffres aussi exacts que possible la valeur de la production du sol, le prix de vente et de location des terres, le nombre des fermes, celui des animaux qu'on y entretient, etc. C'est la partie statistique. Ces deux genres de notions sont indispensables, car sans les premières, on n'aurait que des résultats abstraits, dont on ne pourrait étudier ni les

causes ni les conséquences, et sans les secondes, qu'une série de tableaux qui n'apporteraient à l'esprit aucune idée nette et surtout aucune base sûre pour les études comparatives. Afin d'étudier l'agriculture belge, nous commencerons donc par visiter le pays, puis nous donnerons les principaux chiffres qu'il peut être utile de connaître. Nous suivrons, dans cette étude, les divisions naturelles établies par l'usage et dont chacune correspond à peu près à une région agricole qui se distingue par des caractères propres. C'est ainsi que nous demanderons au lecteur de parcourir avec nous les Flandres, la Campine, la Hesbaye... »

On nous pardonnera de commencer ce rapport par cette citation un peu longue d'Émile de Laveleye qui sert de préface à son *Essai sur l'économie rurale de la Belgique* (2^e édit., 1875). C'est que, en effet, elle paraît être l'exposé des motifs du concours et le programme que semble s'être tracé le concurrent.

On connaît peu, insuffisamment, nos régions rurales. Je ne dois pas le démontrer ; c'est un fait reconnu et que la Classe elle-même a proclamé en inscrivant la question à son programme. Pour les mieux connaître, il fallait les étudier par *régions*, par *pays*, comme nous venons de le rappeler, les analyser avec soin. Ce n'est pas la province administrative qui fait l'unité monographique. Le bon sens du paysan, écrit Eug. Risler, a distingué par un nom particulier chaque étendue offrant le même aspect et la même culture ; c'est ce qui constitue les pays, les régions, c'est-à-dire ces espaces homogènes ayant la même spécialité agricole, et par suite souvent la même disposition des ateliers, les mêmes coutumes techniques, les mêmes races animales, etc.

Sans doute, nous ne sommes pas de ceux qui acceptent la théorie suivant laquelle le sol crée la race humaine; les influences morales, l'éducation, l'instruction, les circonstances historiques diverses les imprègnent et les diversifient profondément. Mais les agents physiques et les agents psychiques réagissent constamment l'un sur l'autre; le sol est l'habitat, le nourricier plus ou moins généreux et fécond, et sa constitution a sur le travail, sur le caractère même, une indéniable influence. Sous les influences mêlées de ces circonstances naturelles, physiques, historiques, etc., l'homme agit dans sa libre volonté, et souvent cette volonté plus ou moins énergique triomphe de circonstances difficiles et suscite la prospérité.

Il ne s'agit pas ici de faire la théorie de la géographie sociale, dont on a si étrangement abusé, mais les variétés locales, issues de causes multiples, qui constituent les *pays* ou *régions* donnent la limite des *unités monographiques*.

Cette étude, en Belgique, est à peine ébauchée pour la vie rurale, et c'est avec raison que l'Académie a demandé qu'on fasse un tel essai.

Ce qu'il fallait souhaiter, ce qu'elle devait, croyons-nous, réclamer du concurrent, ce n'était pas une course à travers la Belgique rurale, en donnant les traits généraux pour en faire un tableau résumant, en vives impressions, l'énergie nationale, comme M. Hanotaux a voulu faire saisir l'*Énergie française*, — ce n'était pas une promenade instructive et pittoresque, comme en fait Ardouin Dumazet, — ni même une synthèse de classification, comme l'a essayée M. Edmond Demolins à travers les provinces et les routes de France, sans que j'aie à appré-

cier ici d'ailleurs la méthode de ces écrivains, — ce que l'Académie demandait, je pense, et désirait à bon droit, c'était une analyse consciencieuse et méthodique d'une de nos régions rurales, nous apportant, non les idées ou les théories de l'auteur, mais une documentation, des faits nous donnant les éléments d'un jugement et d'un tableau d'ensemble, la vraie enquête monographique qui sert à étayer des conclusions et ne les fournit pas encore, à elle toute seule. Il faudrait répéter cette étude, en multiplier les échantillons ; nous n'en avons demandé qu'un à la fois, et nous avons bien fait.

Facts not opinions, c'est ce que devait nous apporter le concurrent. C'est ce qu'il a fait, et je ne saurais lui en faire un grief. M. le premier Commissaire lui fait un gros reproche de n'avoir pas émis d'idées nouvelles. Je crois qu'il y a bien des leçons à tirer du travail que nous avons reçu. Sont-elles nouvelles ? Et pourquoi devraient-elles l'être ? Un ingénieur éminent qui fut l'un des maîtres les plus illustres de l'observation monographique au XIX^e siècle, Frédéric Le Play, expliquait « comment, après avoir découvert la constitution essentielle, l'auteur s'est aperçu qu'il n'avait rien inventé », et ce n'était pas un paradoxe, car personne plus que lui n'avait horreur du paradoxe. A défaut d'idées nouvelles, que de leçons nous pouvons tirer du mémoire qui nous est soumis, c'est ce que le progrès de cette Campine stérile et pauvre démontre à suffisance. Ce progrès, M. le premier Commissaire l'a dit, est constaté abondamment par l'auteur, et il est d'un intérêt puissant d'en suivre et d'en saisir les incidents.

La Campine, tel est, en effet, le sujet choisi par le concurrent ; la pauvre Campine qu'il oppose souvent

avec une coquetterie un peu narquoise à sa voisine, la riche Hesbaye. Reprenons ici encore un mot de Laveleye passant de la première à la seconde de ces régions : « La Campine, dit-il, nous a montré l'agriculture belge luttant contre la nature. Dans la zone favorisée que nous voudrions décrire, on voit partout, au contraire, la nature venir en aide au travail de l'homme. » Et cette influence du sol ingrat sur l'homme de labeur, notre concurrent y insiste; il y prend même sa devise empruntée au poète Cats :

De gront die ick hier bouw, is meest al mager zant,
Maar valt' er zegen toe, zoo wort' et vruchtbaar lant.

Dans une page suggestive, il trace la comparaison (fol. 29) entre le vaillant laboureur campinois, dur à la besogne, attentif au moindre profit, et le cultivateur des régions plus fertiles de la Meuse et de la Hesbaye qui, selon l'énergique épigramme du premier, ne mérite pas sa bonne terre!

Le paysan campinois a bien transformé sa terre, et par son énergie a réussi à en extraire quelque profit. Il n'a pas agi seul; diverses forces sociales l'ont aidé en une féconde collaboration; l'association rurale y a fait merveille. Notons cette leçon des choses, donnée ici par quelques faits, mais d'un si puissant enseignement; ce paysan a compris et a pratiqué largement l'association à laquelle on le proclamait réfractaire. Ce progrès de l'association et par l'association, dans notre vie rurale belge, est peut-être un des faits sociaux les plus remarquables de l'économie nationale à la fin du dernier siècle. « Nulle part, peut-être, dit l'auteur du mémoire (folio 203), on ne peut mieux qu'en Campine, suivre les

avantages que la population rurale a tirés de ces innombrables associations. Auparavant, les paysans vivaient isolés, chacun maître dans son exploitation et ne s'inquiétant guère de ce qui se passait autour de lui. Aujourd'hui, ils se réunissent régulièrement **une fois, même plusieurs fois par mois**; ils **se connaissent** entre eux, causent de leur **culture**, se communiquent leur expérience, comprennent mieux leurs intérêts communs. Au point de vue social, c'est un grand pas en avant. Les associations rurales ont enrôlé le petit et le moyen cultivateur dans l'armée des paysans progressifs. C'est leur principal titre de gloire. »

Ce grand fait social, que personne ne peut contester, est une des manifestations les plus instructives de notre vie économique nationale; c'est une des leçons que le mémoire met en lumière pour cette région naguère et même encore déshéritée qu'est la Campine.

*
* *

Peut-être sera-t-il utile d'esquisser rapidement le plan du mémoire qui nous est soumis.

Il est divisé en neuf chapitres, dont voici l'ordonnance générale et très sommaire.

Au premier chapitre, *la contrée* est décrite dans ses caractères physiques, ses limites (une carte en donne les contours), les voies de communication, etc.

Au second, vient *la population rurale* : son caractère laborieux, la disposition des villages qui nous offre l'aspect des bâtiments et habitations dispersés dans la banlieue et non concentrés dans le gros; les traits physiques de la population, ses faiblesses et ses maladies,

enfin, ses habitudes, sa vie de famille; la permanence relative des coutumes. A ce chapitre est annexée une étude curieuse sur la population des *Teuten*, commerçants de village. Tout ce chapitre est semé d'observations personnelles, dont M. le premier Commissaire a signalé tout l'intérêt et dit même le charme.

Le chapitre III est consacré tout entier à l'enseignement populaire.

Très important pour l'objet propre de la monographie est le chapitre IV : La propriété foncière. Il y a quatre catégories de propriétaires que le mémoire étudie et décrit successivement : la première se compose de l'État, des communes et des administrations publiques; la seconde, des grands propriétaires-seigneurs de village; la troisième comprend les bourgeois; la quatrième, la plus caractéristique, le paysan lui-même. C'est ici que nous trouvons encore à comparer les données actuelles et rétrospectives — combien difficiles à recueillir — sur le prix des locations et des terres, le nombre des propriétaires et fermiers, etc., et quantité d'usages ruraux pris sur le vif.

La dernière catégorie, disions-nous, est la plus caractéristique au point de vue social; elle constitue ce qu'on a nommé la *propriété paysanne*; l'auteur nous en fait l'analyse, en explique l'origine, diagnostique cette passion du sol, parfois excessive (grond honger), qui entraîne le paysan à l'achat de la terre; il désire voir augmenter le nombre de ces propriétés rurales et nous expose les résultats remarquables obtenus à Genck, où la commune a vendu ses bruyères par parcelles aux habitants; il y a là une *expérience* sociale de très vif intérêt.

La vie du paysan exigeait une étude plus complète;

un chapitre tout entier s'en occupe encore; la maison, l'étable, le champ sont passés en soigneux inventaire; on assiste à sa journée et l'on voit l'amélioration du régime depuis un siècle, bien que la situation ne soit pas encore satisfaisante.

Nous ne pouvons analyser cette étude, où, comme partout d'ailleurs, on sent l'intérêt du technicien rural se joindre à celui de l'économiste observateur. Il y a là des découvertes, comme l'inventaire d'une ferme en 1823, qui permet de suggestives comparaisons; il y a des tableaux de mœurs ou, si l'on veut, des tableaux de genre qui appelleraient l'illustration d'un des pinceaux de nos écoles nationales. Le détail technique du produit vendu, de l'écurie et de l'étable, voire de l'auge, se mêle au menu du repas, à la description du costume, non pas en vague récit de promenade rurale, mais avec la précision de l'étude, et même du chiffre.

L'ouvrier agricole occupe dans des conditions analogues le sixième chapitre, et les données relatives au salaire y sont instructives. — Des notes spéciales sur les « émigrants moissonneurs ».

Vient un chapitre sur les défrichements qui ont eu pour ce pays tant d'importance. Un autre sur les industries rurales. Enfin le chapitre final est l'exposé de ce mouvement d'associations agricoles dont nous parlions déjà plus haut.

Quelques pages de conclusions terminent le mémoire.

* * *

Cette très brève analyse n'a pour but que de mettre sous les yeux de la Classe le plan de cette étude que je

qualifie sans hésiter de « monographie régionale ». Sans doute, le procédé de l'auteur diffère de celui employé par d'autres; il n'a pas cru devoir recourir à la monographie restreinte d'une famille de chaque type de classe et nous regrettons qu'il n'ait pas dressé le budget complet, toujours si instructif, d'un paysan et d'un domestique rural, adoptant ainsi le type tracé par Le Play, puis par Du Maroussem. Mais son enquête, et c'est le point qu'il faut relever, n'est pas une compilation de documents officiels ou de chiffres « moyens ». Il nous explique, au début, trop sommairement sa méthode. Il a puisé à trois sources : imprimée, manuscrite, orale. La première, à part les documents officiels récents, est peu abondante relativement, et cependant il a exhumé pas mal de rapports anciens, discours, pièces diverses d'ordre administratif ou privé, récits de voyageurs. Puis viennent les manuscrits, les actes, correspondances, notes de comptabilité, si rares celles-ci à la campagne, mais où il a surpris des détails inédits et précieux. Enfin vient l'enquête verbale chez les anciens pour la comparaison du passé, partout pour l'état actuel, et il nous donne souvent, dans un mot pittoresque, toute une peinture de vie, l'expression d'un état d'âme. C'est cette enquête vivante qui est la condition essentielle d'une monographie. A cet égard, l'information livresque ne remplace jamais le contact personnel de l'observateur bien préparé. On ne décrit une population, on ne la juge que quand on a participé quelque temps à sa vie, qu'on s'est assis à son foyer, qu'on a écouté le récit de ses plaintes et de ses joies, qu'on a fréquenté son milieu. Nous disons que telle est la condition d'une monographie, mais encore doit-elle être faite par un observateur bien préparé; il faut que la

connaissance générale du pays et de l'industrie ait formé l'enquêteur; il faut savoir ce qu'on doit demander, et c'est ce qui nous frappe ici; pour une étude de la classe agricole, il fallait connaître les choses rurales, en avoir la science et le sens.

On me pardonnera ces longueurs, mais il me plaît de constater que le travail qui nous est soumis répond à ces qualités d'enquête, qu'il est réellement ce coup de sonde dans la vie populaire rurale et dans son économie que nous désirions obtenir.

Sans doute, l'auteur n'a pas cru devoir rattacher ses observations à des théories, à des systèmes. Mais il y a dans son étude sur la propriété, sur l'association, sur les salaires, une foule de faits destinés à « illustrer » des enseignements généraux de l'économie sociale. Si nous possédions des études de ce genre sur divers « pays » de la Belgique, nous arriverions à bien la connaître, et n'est-ce pas une condition nécessaire pour l'améliorer pratiquement?

Avant d'émettre une appréciation sur ce mémoire, nous ouvrons l'enquête faite, au nom de l'Institut de France, par Henri Baudrillard, sur les populations agricoles de la France. « Nous manquons, écrivait-il dans la préface de *La Normandie*, de monographies qui indiquent avec précision pour chaque province et qui permettent de déterminer pour l'ensemble de notre pays, la situation morale et l'état économique des populations rurales. Les documents sont incomplets et dispersés, et rien ne dispense ni de l'effort qui peut les réunir et les coordonner, ni de l'étude directe nécessaire pour combler la lacune de ces documents, quelle qu'en soit la source, officielle ou non... » Et après avoir montré l'utilité de ces enquêtes

objectives pour connaître les faits, apprécier les progrès ou les reculs, il explique sa méthode et ajoute : « Dans ce travail, nous avons mis peu de généralités, nous n'avons pas fait de polémique... » Il est descriptif, et, œuvre de l'heure présente, son but et son mérite seront, dit-il, de préparer des documents nets, précis, donnant une image fidèle et fournissant à l'histoire, pour l'avenir, les documents qu'elle recherche si avidement aujourd'hui.

Le mémoire répond à la notion de monographie du *pays* tel que nous l'avons défini. Eût-il mieux valu prendre un champ plus restreint; se borner à une commune, celle de Genck par exemple, que l'auteur cite souvent? Sans doute, la monographie de commune est attachante et instructive, et la Société des Agriculteurs de France a ouvert un concours, dû à l'initiative de M. Cheysson, qui a donné, dès 1897, de très précieux résultats. Mais si le *pays* de Campine pouvait présenter assez d'homogénéité pour le décrire en son ensemble, il n'en a pas assez pour qu'on puisse l'échantillonner par une commune. On n'aurait donc eu *que cette commune*. Si nous avions demandé cela, — car nous avons demandé *une région*, ne l'oublions pas, — peut-être aurions-nous eu plus de concurrents, car les autres *pays* sont peut-être aussi moins faciles à saisir d'un tableau d'ensemble, alors que manquent encore les études de détail local. Croyons-le, car il est un peu triste de constater qu'un seul mémoire nous est adressé pour un sujet qui devrait séduire les travailleurs. En tous cas, ce mémoire unique doit être récompensé et mérite de l'être, avec l'espoir qu'il en suscitera d'autres qui complètent la connaissance encore si peu approfondie de nos populations rurales.

Peut-être lui reprocherais-je d'avoir trop peu insisté

sur la vie morale de la classe qu'il décrit, et d'en avoir omis des éléments importants, telles les pratiques religieuses, les coutumes du mariage, la natalité, la situation des vieux parents, l'assistance et la mendicité, la criminalité. Il y a là des lacunes que je regrette, et elles m'empêchent de donner au travail un éloge sans réserve. L'auteur, sans négliger les faits d'ordre moral, a surtout envisagé ceux qui tenaient plus immédiatement à l'organisation même de l'exploitation rurale. S'il entreprend encore, et nous n'en doutons pas, des études du même genre, il devra éveiller sur ce point de vue une attention plus largement investigatrice.

Mais tel qu'il est, le mémoire renferme une foule de données de très réel intérêt; c'est une monographie non point parfaite, mais très instructive, faite d'après les procédés d'enquête méthodique; je me rallie donc aux conclusions du premier Commissaire, qui propose de lui accorder le prix, mais je n'en sépare pas la publication dans les *Mémoires*, et, d'ailleurs, M. le premier Commissaire n'y fait pas d'objection de fond; ce sera la première et non la dernière, je l'espère, des monographies de nos régions. Je crois, par l'ensemble de ce rapport, avoir suffisamment motivé cette conclusion. »

Rapport de M. Laurens, troisième commissaire.

« Je me rallie pleinement aux appréciations favorables émises sur le mémoire; je n'aurais rien à ajouter, si je n'avais à me prononcer sur son impression. J'estime, pour ma part, qu'elle se justifierait très suffisamment. L'œuvre est consciencieuse et instructive, l'auteur appartient au milieu, connaît par le menu les choses de la vie

rurale, observe avec intelligence, n'ignore ni les misères anciennes ni les efforts successivement faits pour améliorer les situations, apprécie d'ordinaire avec modération et prudence, met fort bien en relief les progrès réalisés pendant le siècle dernier. A ce point de vue, je citerai le passage où son sentiment se traduit d'une façon originale au sujet de la transformation qui s'est accomplie : « Alors que nous allions à l'école du village, nous employions un atlas dans lequel le centre de l'Afrique se trouvait pour ainsi dire laissé en blanc avec la mention : désert; quand je vis dans l'atlas de Ferraris, publié à la fin du XVIII^e siècle, les indications qu'il contient sur la Campine, je songeai à mon atlas d'écolier : dans la Campine, ce n'étaient partout que terres vagues. »

La multiplication des routes, les travaux d'irrigation, l'impulsion donnée à la circulation par la création des chemins de fer vicinaux, les défrichements opérés depuis la loi du 25 mars 1847, la mise en valeur de la bruyère, les progrès dans les modes de culture, l'amélioration de la condition matérielle de l'habitant, la persistance de certains préjugés, la transformation réalisée néanmoins dans les mœurs, les contacts que l'institution de divers modes d'association a provoqués, des traits particuliers et curieux, — celui-ci, par exemple : l'usage de la bicyclette plus répandu, d'après l'auteur, dans la Campine que dans les autres régions rurales, — des vues sur les besoins actuels, tous ces points, intelligemment notés et mis en évidence, concourent, selon moi, à rendre le mémoire digne d'être accueilli dans nos recueils.

J'ajoute que les sources auxquelles l'auteur renvoie seront utilement consultées et que le mémoire est parsemé d'indications intéressantes; je citerai notamment celles qu'il donne sur l'histoire d'un groupe d'habitants des

cantons d'Achel et de Peer, ces *Teuten*, trop peu étudiés jusqu'ici, usant entre eux d'un argot, le *Bargoensch*, quittant le pays pour aller trafiquer à l'étranger et ayant exercé sur le développement de ces cantons une influence persistante.

Je ne dirai point que je souscris à toutes les appréciations de l'auteur, mais j'estime, bien entendu sans prétendre à aucune compétence en matière d'économie rurale, que le travail qui nous est soumis prendrait très utilement place dans les *Mémoires* de l'Académie. »

La Classe, adoptant les conclusions des rapports de ses commissaires, décerne la *médaillon d'or de six cents francs* à l'auteur du mémoire, M. Émile Vliebergh, professeur à l'Université de Louvain.

CINQUIÈME QUESTION.

Étudier dans leurs origines et dans leurs développements les coutumes ainsi que la législation relative au duel, principalement en Belgique.

Devise du mémoire reçu : *Honneur ! Que de crimes se commettent en ton nom !*

Rapport de M. Ch. De Smedt, premier commissaire.

« J'ai été heureux de constater que le mémoire sur le duel, dans sa nouvelle forme, satisfait à presque tous les desiderata que j'ai marqués dans mon rapport de l'année dernière.

Il me semble à regretter pourtant que l'auteur ait cru devoir maintenir son assertion relative à l'attitude de l'Église à l'égard du duel judiciaire (*Mém.*, p. 29 v°).

Jamais, comme je crois l'avoir suffisamment démontré dans une étude spéciale sur la question (*Le duel judiciaire et l'Église*, dans les *Études religieuses* de Paris, numéro du 15 janvier 1895), l'Église n'a approuvé ni même positivement toléré l'usage du recours au *jugement de Dieu*, qui se serait manifesté par l'issue d'une lutte meurtrière.

La rédaction laisse encore parfois à désirer. Malgré beaucoup d'heureuses corrections, certaines pages sont trop touffues et certaines phrases trop peu nettes. Mais les légères négligences de style qu'on pourrait signaler de-ci de-là, et qu'il ne sera pas malaisé de faire disparaître à l'impression, ne doivent pas empêcher, à mon avis, de donner à ce consciencieux et intéressant travail une place dans le recueil des *Mémoires couronnés*.

J'ai donc l'honneur de proposer à la Classe d'accorder à l'auteur la médaille d'or. »

Rapport de M. Lamoignon, deuxième commissaire.

« J'ai fait suffisamment connaître, l'an dernier, mon sentiment sur la partie juridique du mémoire : je signalais à cet égard chez l'auteur une grande inexpérience. Ce n'est pas en quelques mois qu'il a pu parer à la lacune. Je ne puis donc que persister, sous ce rapport, dans mes appréciations antérieures.

A raison de l'intérêt historique que présentait l'œuvre, je me suis décidé alors à ne pas m'opposer notamment à ce qu'elle fût publiée dans les recueils de l'Académie. Je persiste également dans ce sentiment : je ne verrais pas sans regret que le fruit d'un travail, imparfait sans doute, mais consciencieux et instructif à plus d'un point de vue, fût perdu.

Je signale de nouveau, parmi les mérites de l'auteur, l'abondance de ses informations, l'intérêt de plus d'une de ses découvertes, le jour que jette son mémoire sur les mœurs du XVII^e et du XVIII^e siècle, certains aspects qu'il dégage, l'évidence avec laquelle il établit que l'ancien régime s'est trouvé chez nous impuissant, à la fois, à réformer et à appliquer sa législation criminelle.

Les connaissances bibliographiques de l'auteur sont étendues; les sources germaniques lui sont particulièrement familières; on inclinerait à croire qu'il a plus l'habitude de la langue allemande que de la langue française, et l'on est tenté de s'expliquer ainsi ce qu'il y a souvent encore de malaisé et, à l'occasion, d'imprécis dans la forme de son œuvre.

Je constate avec satisfaction, d'autre part, que l'auteur ne s'est point borné à une simple revision de son travail; c'est ainsi, et la chose témoigne de son zèle, qu'il a utilisé, dans le délai relativement court qui lui a été départi, certaines publications des plus récentes, notamment la *Chronique de Gislebert de Mons*, où M. Vanderkindere a répandu des notions si savantes et si précises sur les institutions féodales, et les *Instructions aux nonces de Flandre* de MM. Cauchie et Maere, où se rencontrent tant de renseignements précieux pour notre histoire au début du XVII^e siècle.

Je ne discuterai point le mémoire à nouveau : les observations que j'ai faites dans mon dernier rapport suffisent, je pense, à le caractériser. L'auteur a tenu compte de mes indications, naturellement sans altérer l'esprit dans lequel il a conçu son œuvre.

Reconnaissant, je suppose, son défaut de préparation juridique, il a élagué, d'ailleurs, de son travail mainte

page où son inexpérience s'accusait plus particulièrement ; je puis donc m'attacher encore davantage aujourd'hui à l'intérêt historique que le mémoire présente pour me rallier, en fin de compte, aux conclusions du premier commissaire. Ce n'est point à dire que, selon moi, l'œuvre que nous proposons de couronner puisse prendre place dans nos recueils sans un complément de revision. L'honorable M. De Smedt relève, de son côté encore, dans le mémoire, certaines déféctuosités de forme, tout en estimant qu'il ne serait pas malaisé de les faire disparaître à l'impression. S'il lui convenait d'indiquer les corrections nécessaires, je me rallierais d'avance à son appréciation. J'ajouterai que je n'aperçois point d'utilité à ce qu'un certain nombre de documents que l'auteur a annexés à son mémoire soient imprimés : ainsi la loi du 8 janvier 1844, les dispositions du Code pénal sur le duel, un extrait d'un « contre-projet de Code pénal » datant de 1864, un projet de loi transmis en 1893 par le Sénat à la Chambre ; ce sont de ces documents sur lesquels chacun peut facilement mettre la main. »

*Rapport de M. le baron Descamps,
troisième commissaire.*

« Constatant les améliorations introduites par l'auteur du mémoire dans son travail, je me rallie aux conclusions des deux premiers commissaires. »

La Classe, adoptant les conclusions des rapports de ses commissaires, décerne la *médaille d'or de huit cents francs* à l'auteur du mémoire, M. Édouard Laloire, archiviste aux Archives générales du Royaume.

PRIX PERPÉTUELS.

PRIX DE STASSART.

QUESTION D'HISTOIRE NATIONALE.

(VII^e période prorogée.)

Étude sur l'origine et le rôle social des béguinages dans les Pays-Bas (ou tout au moins en Belgique) jusqu'au milieu du XVI^e siècle.

Rapport de M. Paul Fredericq, premier commissaire.

« En 1895, la Classe des lettres avait mis au concours la question suivante : *Faire l'histoire des origines et des développements des béguinages dans les anciens Pays-Bas jusqu'à nos jours.*

Un mémoire reçu ne put être couronné, mais l'Académie maintint la question au programme de ses concours, en la précisant et en la circonscrivant en ces termes : *Étude sur l'origine et le rôle social des béguinages dans les Pays-Bas (ou tout au moins en Belgique) jusqu'au milieu du XVI^e siècle.*

De nouveau nous n'avons reçu qu'une seule réponse à cette nouvelle question. C'est d'ailleurs le premier mémoire qui nous revient remanié et complété par l'auteur.

Ce mémoire se compose actuellement de quatorze cahiers. Dans le premier, l'auteur nous donne la liste alphabétique d'une énorme quantité d'ouvrages imprimés; mais les sources inédites sont tout à fait sacrifiées. Elles ne sont qu'indiquées par cette mention insuffisante et vague : « Nous avons, en outre, consulté les archives de tous les béguinages existant encore en Belgique, les Archives de l'État et de nombreuses archives locales. » Après une énumération aussi vaste des livres utilisés, on était en droit, semble-t-il, de s'attendre à des renseignements plus précis sur les fonds d'archives explorés.

Le cahier II contient les deux premiers chapitres du mémoire : I. *Origine des béguinages* ; II. *Développement des béguinages*.

Les cahiers III à XI inclus nous donnent, sous les titres généraux de : *Histoire des béguinages en Belgique* et *Aperçu sur les béguinages à l'étranger*, des notices plus ou moins développées sur les béguinages de la province d'Anvers, du Brabant, de la Flandre occidentale, de la Flandre orientale, du Hainaut, de la province de Liège, du Limbourg, du Luxembourg et de la province de Namur, le tout suivi de notices du même genre sur les béguinages d'Allemagne, de France et de Hollande.

Le cahier XII traite de l'*Organisation intérieure des béguinages* (ch. V), et le cahier XIII de l'*Influence des béguinages* (ch. VI).

Le cahier XIV, intitulé *Appendice*, contient : I. Dissertation sur l'origine étymologique (?) du nom des béguines; et II. Trois anciens règlements de béguinages : ceux de Gand (1234), de Saint-Trond (c. 1246) et de Valenciennes (1262).

L'Académie ne demandait qu'une monographie s'arrêtant au milieu du XVI^e siècle, mais l'auteur a mené l'histoire des béguinages jusqu'à nos jours, en vertu du principe : *Quod abundat, non ritiat*, comme il dit (cahier II, p. 4).

Nous ne nous en plaindrons pas, car l'auteur a réuni une somme énorme de renseignements épars. Mais nous croyons qu'il n'a pas serré d'assez près le sujet porté au concours.

On lui demandait « une étude sur l'origine et le rôle social des béguinages ». De ces quatorze cahiers, bien peu de chose s'y rapporte. Dans le cahier II, le chapitre I^{er}, intitulé *Origine des béguinages*, ne comprend que quatorze petites pages. Encore une partie en est employée à une longue digression, parfaitement inutile, sur les groupements de vierges depuis la Sainte Vierge et même avant, puisque l'auteur remonte presque au Déluge : « On en retrouve des traces déjà dans l'Ancien Testament. Au Temple de Jérusalem se trouvaient des lieux (?) où étaient réunies les femmes et les jeunes filles consacrées au service divin. Elles y habitaient jusqu'au moment de leur mariage. » (II, p. 8.)

On attendait de l'auteur qu'il tâcherait de débrouiller l'origine des béguinages. Je suis tenté de croire qu'il est parvenu à embrouiller la question encore davantage en entremêlant les témoignages les plus anciens aux plus récents.

Le chapitre II traite du développement des béguinages (17 pages). Là aussi l'auteur reste vague et ne domine pas son sujet. Il est tout à fait insuffisant sur la crise terrible par laquelle passèrent les béguines au XIV^e siècle,

à la suite du soupçon d'hérésie qui plana sur elles après leur condamnation par le pape Clément V au Concile de Vienne, en 1311. C'était là un point capital et décisif à bien mettre en relief. Les documents abondent d'ailleurs sur ce sujet. L'auteur glisse sur la crise, mais insère *in extenso* dans son texte toute la bulle de 1311, ce qui fait un fort ennuyeux effet.

On pourrait relever bien des parties faibles dans cet exposé écourté et souvent bizarre. Parlant des nombreux béguinages fondés par les comtesses Jeanne et Marguerite de Flandre au XIII^e siècle, l'auteur dit avec emphase : « Ce ne fut pas seulement la Belgique, c'est l'*univers entier* sur lequel s'étendirent leurs bienfaits. » (II, p. 25.) Cet « univers entier » est bien ambitieux, quand on songe au tout petit coin d'Europe occidentale sur lequel s'exerçait, au XIII^e siècle, l'influence de la papauté et des béguinages.

L'auteur a négligé d'établir nettement la différence qui existait, surtout à l'origine, entre les couvents de femmes, où les vœux de chasteté et de pauvreté étaient de rigueur, et ces communautés libres et d'abord non soumises à l'évêque (même parfois insoumises et suspectes d'hérésie), où chaque béguine conservait le droit de se marier et de posséder des biens en propre.

Toute cette partie me semble également manquée.

Sautons maintenant par-dessus le long et fastidieux dictionnaire alphabétique des béguinages belges et étrangers, groupés par zones géographiques, qui remplit neuf cahiers sur quatorze. Nous arrivons ainsi au cahier XII, qui semble se rattacher davantage au sujet de notre concours.

L'auteur y expose l'organisation intérieure des béguinages; mais, en somme, c'est celle que les béguinages ont adoptée depuis le XVII^e siècle jusqu'à nos jours. D'ailleurs, on y trouve des choses bien bizarres. A la suite d'un lourd rapport latin, émanant d'un archevêque de Malines, sur la situation de nos béguinages en 1730, — rapport dont l'auteur embarrasse inutilement son texte, — il insère tout à coup, sans nous prévenir, une longue citation en français, écrite dans un tout autre style, beaucoup plus drôle, du reste, et consacrée à une apologie hystérico-mystique des béguinages contemporains : « Comme tout est angélique ici ! Sont-ce encore des femmes ? Nulle trace de féminité, de corporalité, pourrait-on dire. Et l'on sort, et l'on rentre dans la ville moderne, dans la ville grise en proie à la brume, dans la ville noire en proie au négoce, comme si on avait été dans une étoile blanche, comme si on avait voyagé chez les anges. » Il y a ainsi huit pages sur ce ton. L'auteur, qui, dans son mémoire, a adopté un style plutôt austère et terne, nous présente cette longue citation sans crier gare, sans nous préparer; et ce n'est qu'après nous avoir fait lire avec une stupéfaction croissante tout ce tendre pathos, de la page 17 à la page 24, qu'on nous donne enfin la clef de l'énigme par la mention laconique : « Georges Rodenbach, *Correspondant*, n° 189, p. 752. »

Enfin, l'auteur aborde une partie de la question de notre concours dans le cahier XIII qui contient son chapitre IV : *Influence des béguinages*. Il s'étend d'abord sur l'influence religieuse des béguinages, d'après les éloges qui leur ont été décernés par de pieux auteurs depuis le XVII^e siècle; mais il omet de traiter de leur influence religieuse avant cette époque, comme le demande la

question posée par l'Académie. Certes, la physionomie religieuse des béguinages liégeois, lors des persécutions dirigées contre Lambert le Bègue au XII^e siècle, et celle des béguinages durant la crise du XIV^e siècle méritaient mieux que le silence de l'auteur.

Quant à l'influence sociale des béguinages, l'auteur débute par transcrire une courte note du tome I^{er} de l'*Histoire de Belgique* de M. Pirenne; après ces quatre lignes, il cite encore quelques fragments analogues tirés d'ouvrages du P. Ollivier, du P. Rösler et de Rohrbacher; le tout pour prouver le rôle important joué par les béguinages dans la question féministe. Mais c'est surtout au moyen âge que cette action a été énorme, alors qu'il y avait un excès considérable de population féminine.

Au lieu d'approfondir cette question de premier ordre, l'auteur continue ses citations d'apologistes du XVII^e et du XVIII^e siècle et passe bientôt à de longs extraits de journaux et de brochures relatifs à la suppression de l'ancien béguinage de Gand en 1872. Il y ajoute même toute une gerbe de citations copieuses dans lesquelles sont célébrés les mérites architecturaux du nouveau béguinage construit à la suite de ce conflit par M. Arthur Verhaegen aux frais du duc d'Arenberg.

Enfin, l'auteur rend compte très longuement des discussions auxquelles la disparition de l'ancien béguinage a donné lieu, en 1902, à Gand, au sein de la Société d'histoire et d'archéologie comme au sein du Conseil communal.

Sans transition, l'auteur conclut : « On le voit par tout ce qui précède, les béguinages sont l'honneur de la Patrie comme de l'Eglise. Ils comptent parmi nos gloires

religieuses et nationales les plus pures, dont tout Belge a le droit d'être fier et qui doivent lui être chères. »

Après une marche aussi décousue et tant de digressions injustifiables, la banalité de la conclusion est une déception de plus.

Passons enfin au cahier XIV et dernier, qui, sous le nom d'*Appendice*, nous offre une partie qui se rattache directement à la question de notre concours, bien que le titre que lui donne l'auteur soit assez singulier : *Dissertation sur l'origine étymologique du nom de béguines*.

Là, au moins, nous sommes en plein dans le sujet qu'on demandait de traiter ; car la question de l'étymologie est très intimement liée aux origines mêmes de l'institut des béguines. Mais comment l'auteur s'en tire-t-il ? Hélas ! il y a fait défiler pêle-mêle toutes les étymologies quelconques qu'il a relevées partout avec une patience et une érudition dignes d'une meilleure méthode. Au lieu d'écarter résolument les étymologies fantaisistes et sottes que le pédantisme et l'ignorance ont imaginées, il les cite sans sourciller à l'égal de celles qui méritent l'attention. Ici encore l'auteur nous semble avoir vidé son tiroir de notes et de fiches ; toute cette érudition témoigne de recherches longues et obstinées ; mais le sens critique lui fait défaut ; il se laisse submerger par sa propre érudition.

Or, ce défaut capital, qu'il n'a pas su éviter lui-même, il le voit très clairement chez les autres. C'est ainsi qu'il dit (XIV, p. 18) : « Ces nombreuses citations, nous avons voulu les faire pour montrer que Gramaye n'a pas pris position dans la question. Il s'est contenté du rôle de narrateur sans jouer celui de critique. » De même de

la *Vita S. Beggæ* (1651) de Ryckel, qu'il cite d'ailleurs à profusion, il dit très justement : « L'ouvrage se compose de notices sur les béguinages, placées pêle-mêle au fur et à mesure que les documents arrivaient à l'auteur, ainsi que d'extraits d'ouvrages sur les questions spéciales par rapport aux béguines. »

C'est de lui-même qu'on croirait qu'il parle ainsi, tant ce jugement s'applique de tout point à son mémoire.

La partie la plus fouillée et la plus directement en rapport avec la question de notre concours est son appendice sur les étymologies du nom des béguines. Or, qu'y trouve-t-on? Après avoir égrené en 48 pages au long et au large toutes les étymologies imaginées depuis le XIII^e siècle, l'auteur n'y met vraiment du sien que par cette conclusion laconique de deux lignes : « L'opinion » de M. Pirenne est celle qui nous satisfait davantage. » Pas un mot de plus. C'est là sa naïve méthode dans les questions les plus épineuses et les plus embrouillées.

Aussi, malgré la somme énorme de recherches que suppose ce mémoire, surtout pour l'histoire des béguinages depuis le XVII^e siècle (ce qui est du reste étranger à l'objet de notre concours), je regrette de ne pas pouvoir proposer à la Classe des lettres d'accorder au grand travailleur que doit être l'auteur, un prix aussi important que le prix de Stassart. »

Rapport de M. Vanderkindere, deuxième commissaire.

« J'ai lu avec toute l'attention possible les quatorze cahiers du fastidieux mémoire sur les *Béguinages*, et, pas plus que M. Paul Fredericq, je n'y ai trouvé quelque

chose d'intéressant. C'est de l'érudition à côté du sujet, et c'est de l'érudition morte, puisque jamais elle n'aboutit à une vue nouvelle : de menus faits enfilés les uns à la suite des autres, un fatras de compilations, de vagues formules d'admiration, aucune conclusion nette, tel est le bilan de ce long travail pour lequel il m'est impossible de proposer une récompense. »

Rapport de M. De Smedt, troisième commissaire.

« Je partage complètement l'avis de nos deux éminents confrères, MM. Fredericq et Vanderkindere, quant à la valeur du mémoire soumis à notre appréciation. Si l'on en retranche le gros hors-d'œuvre que constituent les notices sur tous les anciens béguinages connus de la Belgique et de la Hollande, de la France et de l'Allemagne, il n'y reste vraiment rien à louer ni à signaler à l'attention du monde savant. Impossible donc de songer à couronner ce travail.

J'engagerais cependant volontiers l'auteur à ne pas laisser dormir dans ses cartons les nombreux détails qu'il a recueillis, principalement aux dépôts d'archives, sur les divers béguinages de Belgique. Ces détails offrent très souvent un intérêt sérieux pour les bistoires locales et aussi pour l'histoire religieuse de la Belgique depuis le XIII^e siècle. »

La Classe, adoptant les conclusions des rapports de ses commissaires, n'a pas décerné le prix proposé.

PRIX DE KEYN.

Première période, XIII^e concours (1903-1904).

Rapport du jury chargé de juger la première période du XIII^e concours pour les prix De Keyn (années 1903-1904). Enseignement primaire (1).

La moisson n'était pas abondante. A peine trente ouvrages étaient-ils soumis à notre examen. Mais le nombre n'importe guère, lorsque la valeur des livres, répondant aux préoccupations du fondateur de ces prix, est assez manifeste pour s'imposer au jury. C'était bien le cas cette fois, et le jury a été unanime à vous proposer deux ouvrages pour les récompenses que vous avez à décerner.

Ses suffrages se sont portés sur une *Méthode de gymnastique pédagogique suédoise* et une *Esquisse d'une éducation de la mémoire*.

Sachant que la gymnastique suédoise rencontre peu de partisans en Belgique, parce qu'on y admet que la vraie gymnastique des classes primaires consiste dans les mouvements libres, M. H. Denève s'est attaché à appliquer les principes scientifiques de l'école scandinave à la gymnastique des mouvements libres, c'est-à-dire qu'il s'agit surtout pour lui de rendre rationnelle l'éducation physique.

C'est ainsi qu'il s'est rendu compte de l'influence considérable du chant et de la danse sur le système nerveux,

(1) Le jury était composé de MM. Bormans, *président*, Paul Frédéricq, Léon Frédéricq, Neuberg, Thomas, Wilmotte, *secrétaire*, et Vercoullie, *rapporteur*.

la circulation et la respiration, la souplesse et la belle attitude du corps. Pour cela, il a élaboré tout un système d'exercices, où les maîtres n'auront qu'à puiser, car la richesse est si grande qu'ils ne peuvent songer à les enseigner tous.

Peut-être aurait-il bien fait de s'étendre un peu plus sur la théorie, à l'intention de ceux qui ne sont pas partisans de la méthode suédoise. Mais s'il est sobre de théories, il est d'autant plus généreux d'exemples qui forment, c'est bien le cas de le dire, un système complet en images.

Son atlas de figures n'est pas une reproduction des dessins des traités suédois, mais une collection de photographies prises sous la direction de l'auteur, et prouvant que dans ses groupes d'exercices il a suivi le principe d'association et la loi d'unité.

On pourrait discuter avec l'auteur sur certains détails, comme lorsqu'il range les suspensions, les équilibres et les fentes, trois exercices différents, dans une même troisième série, ou lorsqu'il admet, pour les enfants de l'école primaire, la fente latérale, une attitude fort instable, ou lorsque, dans la station avec pieds joints, il commence par faire écarter les talons en dehors, ou encore lorsqu'il semble admettre que la natation est un mouvement naturel et instinctif.

Mais ces détails ne font pas tort au système ni à la façon ingénieuse dont l'auteur l'a appliqué à la gymnastique des mouvements libres.

La devise des gymnastes : *mens sana in corpore sano*, nous amène tout naturellement de l'éducation du corps à l'éducation d'une faculté de l'esprit.

L'application de la psychologie expérimentale à la

pédagogie est une idée éminemment féconde. Cette idée, M. Van Biervliet a le mérite d'avoir tenté de la réaliser dans son *Esquisse d'une éducation de la mémoire*.

De tout temps, on a essayé d'exercer la mémoire de l'enfant; mais les procédés employés jusqu'à nos jours n'avaient rien de rationnel, rien de scientifique; aussi les résultats étaient-ils plus que médiocres. Et cependant la mémoire est une faculté précieuse entre toutes. Nos facultés se développent et se fortifient par l'exercice. La mémoire ne fait pas exception; seulement tous les exercices ne sont pas également salutaires et efficaces. Il y a un *art de retenir*, et c'est cet art que M. Van Biervliet voudrait introduire dans l'enseignement.

Dans la première partie de son travail, il expose comment on détermine la forme particulière et la puissance de la mémoire. La mémoire, en effet, diffère qualitativement selon les sujets, et il importe d'appropriier à ceux-ci les exercices qu'on veut leur imposer.

La deuxième partie traite des moyens d'accroître la puissance de la mémoire.

L'expérience démontre que le facteur principal, dans la mémorisation, est l'attention. Elle démontre aussi qu'il y a un immense avantage à fixer les impressions sous le plus grand nombre de formes à la fois, à associer, par exemple, les images visuelles et les images auditives. Elle démontre, enfin, que les images motrices jouent un rôle très considérable dans l'intensité du souvenir.

La conclusion est (pp. 87-88) : « Enseignons aux enfants à mémoriser sous le plus grand nombre de formes à la fois, apprenons-leur à regarder attentivement, à écouter posément, à articuler nettement. Toutes

les impressions doivent être fixées simultanément dans les trois mémoires principales. Il faut développer et fortifier chacune de celles-ci; non seulement faire qu'en toutes circonstances on agisse à la fois comme un visuel, un auditif et un moteur, mais comme un visuel supérieur, un auditif caractéristique et un moteur entraîné. »

Dans la troisième partie, l'auteur examine ce que devrait être la *leçon de mémoire*. Il distingue la mémoire générale et la mémoire spéciale. La mémoire générale, c'est la mémoire des sons, des formes, des couleurs, etc.; on la néglige trop dans l'enseignement actuel; elle est pourtant indispensable au complet développement de l'homme. La mémoire spéciale est celle des noms, des chiffres, des formules, etc.

Utilisant les données de la deuxième partie, M. Van Biervliet donne de judicieux conseils sur la méthode à suivre pour perfectionner tant la mémoire générale que la mémoire spéciale. En ce qui concerne cette dernière, il se déclare partisan de la mnémotechnie sagement entendue et pratiquée.

Cet ouvrage repose sur des études approfondies, sur des recherches de savants contemporains, sur des observations personnelles patientes et ingénieuses, sur des expériences prudemment conduites, qui ont déjà donné des résultats appréciables. L'auteur nous apprend que son terrain d'expérimentation étaient les huit classes d'une école communale gantoise, où pendant dix mois il a fait ses observations et appliqué les conséquences qu'il en déduisait. Son livre ouvre des voies nouvelles et est de nature à rendre de grands services à l'enseignement primaire, pourvu qu'on puisse compter sur le concours des maîtres.

Or, nul n'est plus convaincu que M. Van Biervliet lui-

même que ce concours ne lui fera pas défaut. Car « ces instituteurs, que d'aucuns accusent d'inertie », il lui « a été donné d'admirer leur amour de la vérité scientifiquement établie, leur patience et leur dévouement », et il se plaît « à reconnaître leurs consciencieux efforts et leur réel mérite ».

Le jury a donc l'honneur de proposer à la Classe d'accorder un prix de *mille francs* à chacun des deux ouvrages suivants :

1^o *Méthode de gymnastique pédagogique suédoise* ; par H. Denève, professeur à l'Athénée royal et inspecteur de l'enseignement de la gymnastique dans les écoles primaires de Mons ;

2^o *Esquisse d'une éducation de la mémoire* ; par J. Van Biervliet, professeur ordinaire à l'Université de Gand.
— Adopté.

PRIX ADELSON CASTIAU

EN FAVEUR DE L'AMÉLIORATION DE LA CONDITION MORALE,
INTELLECTUELLE ET PHYSIQUE DES CLASSES LABORIEUSES
ET DES CLASSES PAUVRES.

(VIII^e période : 1902-1904.)

Travaux soumis par leurs auteurs :

I. — BANNEUX (LOUIS), attaché au Ministère de l'Industrie et du Travail : a) *L'industrie sabotière dans la province de Luxembourg* ; b) *L'industrie belge des pierres à rasoir* ; c) *L'industrie boisselière dans la province de Luxembourg* ; d) *L'industrie de la cordonnerie dans l'agglomération bruxelloise* ; e) *Le vade-mecum de la ménagère bruxelloise* ; f) *L'hôte maudit*, par Jean-Louis (deux éditions) ; g) *L'éducation*

manuelle, et h) *Rapports sur l'œuvre d'assistance par le travail à Etterbeek*, 1901-1902, 1902-1903, 1904-1905.

II. — DE BEAUCOURT DE NOORTVELDE (ROBERT) : *Jaarboeken van Ghistel. Gevolgd door de middelen tot verbetering der... gesteldheid der werkende en behoeftige standen*, avec un texte français du *Travail sur les moyens d'améliorer la condition morale... des classes pauvres*. — *Construction artistique d'un village moderne d'après un plan nouveau* et 6 ouvrages parus avant 1902.

III. — PARENT (M^{lle} MARIE) : *Journal des Mères*.

IV. — VERMEERSCH S. J. : *Manuel social. La législation et les œuvres en Belgique*, 1901.

V. — MALHENDE (GEORGES) :

Ouvrages publiés en 1902 :

1. *Les syndicats betteraviers* : études théoriques. — 2. *Les syndicats d'élevage* : monographie. — 3. *Les fédérations de syndicats d'élevage* : monographie. — 4. *Les syndicats d'élevage* : étude sur les livres généalogiques. — 5. *Les syndicats de battage* : monographie. — 6. *Les syndicats de laiterie*. — 7. *Les mutuelles pour femmes* : monographie. — 8. *Les caisses de réassurance en mutualité* : monographie. — 9. *L'assurance mutuelle pour frais funéraires*. — 10. *Les caisses mutuelles d'assurance grêle*. — 11. *Précis d'économie rurale*. — 12. *Les caisses rurales* : monographie. — 13. *Les banques populaires agricoles* : monographie. — 14. *Le Raiffeisenisme*. — 15. *Les principes fondamentaux du Raiffeisenisme*.

Ouvrages publiés en 1903 :

16. *Le syndicat agricole de la contrée Flobecq*. — 17. *La question betteravière et sa solution*. — 18. *Les contrats d'achat d'un syndicat agricole*. — 19. *La comptabilité des syndicats*

agricoles. — 20. *Les magasins agricoles.* — 21. *L'assurance chevaline.* — 22. *Les œuvres de prévoyance et d'assurance.* — 23. *Les syndicats de battage : monographie.* — 24. *La vente collective des œufs.* — 25. *Les minques au beurre coopératives.* — 26. *Les cabarets.* — 27. *Les sociétés d'habitations ouvrières.* — 28. *Les sociétés d'habitations ouvrières : monographie.* — 29. *Éléments d'économie sociale agricole.* — 30. *La comptabilité des artisans.* — 31. *Les caisses Raiffeisen et les prêts de nature immobilière.* — 32. *Les caisses Raiffeisen et les prêts collectifs.* — 33. *Les banques populaires agricoles : monographie.*

Ouvrages publiés en 1904 :

34. *Les coopératives agricoles d'achat et d'outillage.* — 35. *La tenue des livres syndicaux.* — 36. *Les achats collectifs d'un syndicat agricole.* — 37. *La comptabilité des sociétés d'assurance du bétail.* — 38. *L'assurance mutuelle du bétail bovin.* — 39. *La comptabilité des syndicats d'outillage.* — 40. *Le service médical et pharmaceutique en mutualité.* — 41. *Mutualité et réassurance.* — 42. *Les caisses de retraite.* — 43. *La comptabilité des sociétés de secours mutuels.* — 44. *Les syndicats de planteurs de tabac.* — 45. *Quelques conseils aux petits patrons du bois.* — 46. *Quelques notes pour l'éducation des petits patrons du bois.* — 47. *La comptabilité des caisses Raiffeisen.* — 48. *La comptabilité d'une caisse de réassurance du bétail.* — 49. *La comptabilité d'une caisse de réassurance maladie.* — 50. *Les comptoirs agricoles.* — 51. *Les sociétés rurales de secours mutuels.* — 52. *Les bilans techniques en mutualité.* — 53. *Les caisses Raiffeisen du Hainaut.* — 54. *Les relations des caisses Raiffeisen avec la Caisse générale d'épargne.*

Rapport de M. Brault, premier commissaire.

« L'article 2 du règlement du concours portait :
« Seront seuls examinés les ouvrages soumis directement
par leurs auteurs au jugement de l'Académie. »

A la suite des regrets motivés et réitérés des commissaires, dans la séance du 2 juin 1902 (1), cette limite a été supprimée par la Classe.

En réalité, le nombre des concurrents qui se présentent spontanément est fort peu élevé. Ce chiffre, sinon celui des concurrents, au moins des travaux, se trouve encore réduit par le fait que plusieurs sont antérieurs à 1902; or, bien que le règlement ne le mentionne pas expressément, notre rôle, comme le constate un des commissaires de 1900, se limite aux publications de la période.

Nous ne trouvons en présence que quatre compétiteurs volontaires et parmi eux il en est un qui a déjà remporté le prix d'une précédente période (1896-1898), c'est M. Louis Banneux; et un autre dont les commissaires précédents ont déjà reçu divers travaux méritoires, M^{lle} Parent. M. de Beaumont n'est pas non plus un nouveau venu des concours de la Classe.

(1) *Note de M. le Secrétaire perpétuel* : Voici ce que renferme à ce sujet le procès-verbal de la séance du 2 juin 1902 :

« Sur la remarque de M. Denis, l'article 2 du règlement pour le
» prix Castiau, limitant le concours aux ouvrages soumis seulement
» par les concurrents, est supprimé.

» Il s'ensuit que les jurys pourront dorénavant rechercher d'autres
» ouvrages qui mériteraient aussi d'aspirer au prix. »

C'est la première fois qu'il nous appartient au contraire de nous prononcer sur l'œuvre du P. Arthur Vermeersch intitulée : *Manuel social. La législation et les œuvres en Belgique*, dont la deuxième édition, doublée de volume, rentre par ce fait dans les conditions de date requises.

S'il nous est désormais permis de chercher des lauréats en dehors de ces concurrents, il y a cependant lieu pour le commissaire de dire un mot de ceux-ci. Il y a pour le jury Castiau une coutume nouvelle à établir; or il nous paraît inutile et souvent dangereux de vouloir faire dans un rapport l'inventaire des ouvrages de la période susceptibles d'aspirer au prix. Nous estimons pouvoir nous borner à parler des concurrents volontaires, puis de l'auteur à qui nous proposons de décerner la palme.

*
* * *

Les travaux que M. Banneux envoie cette année sont au nombre de sept. Trois sont des monographies consacrées à des industries spéciales du Luxembourg : *l'industrie sabotière*, *l'industrie boisselière* et *celle des pierres à rasoir*; ce sont des études assez courtes mais instructives, nous renseignant d'une manière intéressante sur le caractère, l'histoire, l'état actuel de ces industries et des populations qui s'y livrent. Le style en est pittoresque et clair. Une quatrième monographie, plus étendue, est consacrée à *l'industrie de la cordonnerie dans l'agglomération bruxelloise*; elle fait partie de l'enquête écrite ouverte par la Commission nationale de la petite bourgeoisie; l'auteur s'attache à classer les diverses catégories de cordonniers, à en dégager le type économique, social

et commercial, à préciser leur situation sur le marché actuel.

Il est juste de signaler à l'honneur de la littérature économique dans notre pays, la riche documentation monographique qu'elle a fournie depuis quelques années : les publications de l'Office du Travail sur le travail à domicile méritent un sérieux hommage, et voici que la Commission de la petite bourgeoisie adopte le même genre à un point de vue spécial.

C'est à cette dernière Commission qu'est destinée encore la plus récente étude, et la plus étendue, de M. Banneux. Elle traite de *l'éducation manuelle*. Le sujet est actuellement discuté par cette Commission. Le rapport est pénétré tout entier du désir de relever le travail manuel, de le faire entrer dans la pratique de l'éducation, de préparer les jeunes générations au goût et à l'exercice des métiers. Les systèmes usités en divers pays, et notamment l'initiative des pays scandinaves, y sont analysés. L'enthousiasme de l'auteur tend à l'entraîner à des considérations qu'on jugera parfois excessives, mais sous cette réserve, il y a dans cette étude une contribution instructive, une documentation utile et bien des aperçus suggestifs.

L'hôte maudit, publié par le même auteur sous le couvert de *Jean-Louis*, est un récit de propagande contre l'alcoolisme.

Le vade-mecum de la ménagère bruxelloise est destiné aux ménages d'employés ; il se place au point de vue économique, à l'effet de mettre à profit un budget restreint ; ce livre a eu une récompense dans un concours spécial organisé par le *Journal de la Cuisine* : cela ne diminue pas son mérite.

M. Banneux est un laborieux, et nous aimons à lui en rendre le témoignage, d'autant plus que son activité personnelle de publiciste vient en surcroît de la besogne, actuellement très intensive, qu'il fournit comme fonctionnaire à la Commission nationale de la petite bourgeoisie.

*
* *

M^{lle} Marie Parent adresse la collection des numéros du *Journal des Mères* parus en 1903 et 1904. Elle dirige cette publication qui entre dans sa sixième année. Le journal contient une foule d'indications pratiques pour le ménage, l'hygiène infantile, etc.

*
* *

M. Robert de Beaucourt de Noortvelde à une série de publications antérieures à cette période et dont nous n'avons donc pas à nous occuper, joint un volume imprimé intitulé : *Jaarboeken van Ghistel, gevolgd door de middelen tot verbetering der zedelijke, verstandelijke en lichamelijke gesteldheid der werkende en behoeftige standen*, 1903; plus un manuscrit en français qui traite cette *Suite* d'une façon plus étendue. Il y a dans ces pages des aperçus de tous genres et de nature fort variée.

*
* *

L'œuvre du P. Arthur Vermeersch que nous avons citée plus haut est si connue qu'il n'y a pas même lieu d'en présenter une analyse à la Classe. Il serait puéril de décrire ici un ouvrage que connaissent depuis longtemps

tous ceux qui, en Belgique, s'occupent de ces matières. Si agréable qu'en soit la besogne, nous aurons le bon sens de nous abstenir de cet exposé superflu.

Il suffit de rappeler en deux mots, en qualité de commissaire, le caractère et le but de l'ouvrage que son titre d'ailleurs résume de façon fort nette : *Manuel social. La législation et les œuvres en Belgique*. C'est un exposé méthodique et rationnel de la situation de notre pays à ce point de vue, une étude réfléchie des améliorations qu'elle appelle, des lacunes qu'elle présente, comme du bien déjà réalisé et du but à poursuivre. Également éloigné d'un pessimisme décourageant et d'un optimisme satisfait, l'auteur s'éclaire à la fois d'une théorie raisonnée et d'une riche documentation expérimentale. Cette combinaison des méthodes est remarquable, bien que le caractère même de l'ouvrage donne une très large place à l'étude positive, à l'observation des effets obtenus dans l'action officielle ou privée. L'ampleur donnée au sujet, on le sait, est fort large, et le *Manuel social* ne se limite pas aux œuvres ouvrières. Si celles-ci y ont une part importante, l'agriculture, la petite bourgeoisie, etc., y ont la leur. Nous ne nous donnerons pas le malin effort de rechercher ci ou là une erreur ou une lacune dans cette masse ; telle n'est pas notre besogne. L'ensemble de l'œuvre est tout à fait remarquable ; selon le mot du compte rendu d'une revue étrangère, elle est des plus utiles pour ceux qui ont souci du devoir social.

Connaître les besoins, apprendre les moyens existants d'y pourvoir, saisir les projets qui peuvent les compléter encore, n'est-ce pas le souhait de quiconque veut travailler, selon les termes du concours, à « l'amélioration de la condition morale, intellectuelle et physique des

classes laborieuses et des classes pauvres » ? Clair, documentaire, suggestif, critique, le *Manuel social* répond tout à fait à ce programme.

Les titres qu'il présente au prix Castiau sont si palpables qu'une insistance est superflue. Le livre est connu de tous les hommes compétents; ses qualités sont incontestées. Un rapport plus étendu serait une vaine parade. Nous croyons pouvoir dire que c'est un des cas bien rares où, depuis le temps déjà très long que nous avons pris part à bien des jurys, la décision nous apparaît comme ne pouvant laisser place à aucune hésitation.

Si les titres que nous venons de signaler l'emportent assurément sur ceux des autres concurrents volontaires, n'en est-il pas d'autres dans ces deux années que nous puissions évoquer ? Ainsi que nous l'avons dit, il nous paraît ne pas être de notre mission de faire ici l'inventaire des travaux de ces deux années et de justifier notre appréciation sur chacun d'eux. Ce serait une besogne inutile, même dangereuse. Les propositions des trois commissaires se contrôlent les unes par les autres, et cela suffit à édifier la Classe, qui, au surplus, n'est point liée ni limitée par ces propositions mêmes.

Bornons-nous à faire remarquer que le prix Castiau, à la différence du prix Guinard, ne s'applique qu'aux travaux écrits et non aux œuvres. Certes, si celles-ci entraient en ligne, notre jugement pourrait en être modifié. Mais quant aux ouvrages, nous n'en connaissons dans ces deux années aucun qui réponde mieux aux conditions du concours que celui même que nous signalions tout à l'heure. Par sa compréhension, par sa méthode, par son utilité, il est au premier rang.

Ce qui nous paraît être, au point de vue spécial des

termes du concours, l'argument le plus topique en faveur de cet ouvrage, c'est le caractère tout spécialement suggestif et initiateur d'œuvres et d'action sociale qu'il revêt. A sa documentation, à ses conseils précis, il doit d'être un guide pratique en même temps qu'éclairé pour la création et la direction des institutions les plus diverses. Or, que peut-on demander à un livre de plus directement, immédiatement et pratiquement favorable à l'amélioration du sort des classes sociales? Nous avons à la fois le tableau de la situation, le guide dans les multiples activités que cette situation comporte.

Il nous plaît de confirmer cette appréciation, comme aussi notre jugement d'ensemble sur cette œuvre, en y joignant quelques témoignages qui prouveront à la Classe qu'il ne s'agit point d'une impression subjective; elle est au contraire ratifiée par cette estimation convergente de gens compétents, qui est un critère peu récusable de la valeur.

Le rapport sur la section d'économie sociale de la Belgique à l'Exposition de Paris, en 1900, nous présente le *Manuel social* comme « le seul tableau complet de la situation sociale de la Belgique » (1). Mais en une *exposition*, il ne s'agit en effet que d'*exposé*, et le mérite du *tableau* était le seul à mettre ici en vedette. Si important soit-il, ce mérite, nous l'avons dit, est, au regard de notre concours, dépassé par celui de manuel suggestif et initiateur. Déjà nous relevions plus haut son utilité signalée pour tout homme qui veut remplir son devoir social (2), c'est-à-dire parler ou agir, car pour tout cela,

(1) Classe 110, page 99 du rapport.

(2) *Réforme sociale*. Paris, n° du 1^{er} décembre 1904.

il faut se renseigner, se documenter, voir clair dans les questions, en savoir l'état, les sources, la littérature, les éléments divers, et en avoir ce *schéma* général qui sert comme carte routière dans un domaine immense. Un homme que sa multiple participation aux affaires publiques autorise à parler avec une haute compétence, M. Gérard Cooreman, qui, après avoir été Ministre du Travail, est à la fois président du Conseil supérieur, de la Commission de la petite bourgeoisie et du Comité belge de législation du travail, conclut en ces termes la préface de ce livre : « *Le Manuel social* a soin d'offrir à ceux qu'il appelle aux œuvres tout ce qui peut leur éclairer le chemin et faciliter la marche; c'est un guide sûr autant que disert. Chacun des facteurs de l'action sociale y trouvera, d'une part, un exposé lucide et complet des œuvres, de leur but particulier, de leurs avantages propres, de leur fonctionnement, de leur mécanisme, et d'autre part, des conseils judicieux et des avis pleins de sagesse sur les qualités subjectives que doit réunir la participation personnelle pour être féconde et concourir efficacement à la solution pratique du problème de la pacification sociale. »

Et encore, sans sortir de Belgique, un remarquable hommage, d'autre part, venait à ce livre; le lundi 9 avril 1900, au Cercle de lecture et de critique juridique de la Conférence du jeune barreau de Bruxelles, le bâtonnier de l'Ordre à cette date, M^e Ch. Dejongh, en une causerie d'une heure, éveilla l'intérêt de son auditoire en faveur du *Manuel social* dont il fit principalement ressortir ce caractère documentaire (1).

(1) Compte rendu dans le *Journal des Tribunaux* du 12 avril 1900, col. 413 et suiv.

Cet hommage, faut-il le dire, ne peut être suspect de partialité en faveur des idées philosophiques ou religieuses du livre. « Nous croyons, écrivait plus récemment un journal spécial de notre pays (1), que sa lecture pourra rendre grand service à tous les hommes d'œuvres, à quelque opinion religieuse ou politique qu'ils appartiennent. »

Décrire attentivement ce qui est fait, non pour s'y reposer, mais pour en faire comme un point de départ nouveau, telle est l'évidente et vigilante préoccupation de l'auteur. Comme l'écrit un autre compte rendu, « tout est relevé, pièce par pièce, avec un soin scrupuleux et analysé avec un sens critique très fort et beaucoup d'impartialité »; mais cet inventaire n'est pas tout, « il se complète par un programme d'action pour l'avenir. L'auteur a surtout voulu montrer, on le sent, le chemin accompli, pour mieux tracer la voie à parcourir. Il ne conclut pas au repos, mais au mouvement et crie : En avant (2). »

Quelques-unes de ces citations se rapportent à la première édition; elles s'appliquent mieux encore à la seconde, qui, nous l'avons dit, matériellement doublée, constitue, en réalité, par l'importance de ces développements, une œuvre nouvelle, ouvrage considérable et vraiment de premier ordre.

Ces considérations suffisent à justifier, en la confirmant, l'appréciation que nous avons énoncée nous-même, mais il nous plaisait de montrer que notre jugement avait des répondants.

(1) *Le Bien social*, n° de juin 1904.

(2) *Revue d'économie politique*, n° de juillet 1900.

* * *

Ce rapport était terminé quand nous est parvenu le volumineux envoi de M. Georges Malherbe, soumettant au jury l'ensemble de ses publications, qui portent l'épigraphie du Cercle d'études sociales de Binche. Bien que la communication en soit tardive, elles rentrent dans notre champ d'appréciation, *comme tout travail de la période*, et dérogeant à notre système indiqué, nous voulons en parler, vu leur envoi même et leur grande importance. Ce n'est pas la première fois que M. Malherbe nous apparaît dans le concours Castiau, et nous-même nous nous en sommes occupé dans le rapport de la VII^e période (1899-1904). Nous n'avons rien à retrancher de l'appréciation très louangeuse que nous en émettions alors (1). Cette appréciation doit encore très légitimement être accentuée, vu l'étendue considérable qu'a prise la collection depuis cette époque. La série des monographies sociales, arrêtée alors à 29, se monte, dans l'envoi qui nous est fait, à 71.

Nous faisons remarquer alors, et nous soulignons ici, que les travaux de M. Malherbe constituent un ensemble de brochures groupées principalement autour de la pensée de la prévoyance populaire en ses multiples manifestations; cette pensée n'est pas unique, quelques travaux concernent d'autres intérêts, mais tous ont un caractère très pratique et très utile.

(1) *Bull. de l'Acad. roy. de Belgique* (Classe des lettres, etc.), mai 1902, où figurent, pages 214 et 215, les titres des vingt-neuf premières communications de M. Malherbe.

Ces brochures sont, en général, conçues sur le plan d'un exposé des règles qui doivent présider à chaque espèce d'institution de prévoyance, ou à l'une de ses manifestations spéciales — et souvent y est annexée (c'est parfois même la partie principale) la monographie d'une œuvre de l'espèce.

Nous avons encore, dans le précédent rapport, insisté sur le grand avantage pratique, instructif autant que suggestif, de ces monographies, dont l'auteur lui-même a formé le cadre systématique et uniforme (n^{os} 15 et 16). Cette méthode des monographies d'œuvres, il le dit aussi (n^o 6) avec raison, a une triple série d'avantages : pour le groupe étudié lui-même, dont elle constitue comme un examen de conscience ; pour les groupes similaires, à qui elle sert de leçon ; pour les hommes d'étude, à qui elle fournit une documentation positive.

Nous y attachons donc une réelle et large portée ; c'est une entreprise utile et précieuse, menée par l'auteur avec une activité qui, loin de se ralentir, ne fait que s'intensifier, comme l'indique la liste elle-même.

Sans doute, on pourra, et nous ne le ferons pas, chercher des contradictions à opposer à certaines parties de ses appréciations. Leur ensemble constitue, en général, une mine précieuse de renseignements, de conseils, et fournit des modèles spéciaux pour une foule d'œuvres utiles.

Ainsi qu'on peut le constater, les œuvres rurales ont une large part dans les publications de l'auteur, mais les mutualités urbaines, les habitations, l'alcoolisme, les questions délicates et pratiques de comptabilité diverse, les groupes de la petite bourgeoisie ont aussi la leur.

Les brochures de M. Malherbè, dont plusieurs sont de

petits volumes, se distinguent par un mérite capital, celui d'une exposition très claire, qui leur donne d'autant plus de valeur qu'il s'agit de répandre des notions pratiques et de faciliter les initiatives dans les classes diverses de la population, et même dans les milieux peu initiés.

Nous estimons qu'il y a lieu de proclamer très haut l'utilité de l'œuvre de M. Malherbe, et que la Classe aura raison de souscrire à des félicitations si méritées. Faut-il lui conférer le prix ? Nous avons, plus haut, motivé notre jugement en faveur du *Manuel social* du P. Vermeersch, et nous éprouvons quelque regret que le prix ne puisse être partagé, bien que fort différentes soient les deux œuvres. Puisqu'il n'en est point ainsi, nous estimons qu'il y a lieu de s'en tenir au premier. Au surplus, qu'on nous entende bien, parlant de *partage*, nous ne voulons pas les mettre sur pied d'égalité ; il ne s'agirait que de détacher une part du prix, comme un second prix, pour l'œuvre laborieuse, opiniâtre, intéressante, pratique et utile de M. Malherbe. Mais le livre du P. Vermeersch présente l'ensemble coordonné dans une synthèse puissante, en même temps que l'observation consciencieuse et sagace. Moins étendu, moins plural, il constitue un tout à la fois synthétique et suggestif, fruit d'une pensée forte et d'une étude étendue. M. Malherbe le complète abondamment et efficacement sur plusieurs points, mais il y a dans l'œuvre d'ensemble du *Manuel social* une *supériorité de puissance* qui nous paraît décisive, puisque la loi du concours nous défend d'en partager les faveurs. Nous proposons donc, encore une fois, d'octroyer le prix de la période au *Manuel social*. »

Rapport de M. G. De Greef, douzième commissaire.

« Je partage en général toutes les appréciations de M. V. Brants, premier commissaire, relativement à la valeur des diverses publications soumises au jugement de l'Académie, bien entendu en faisant abstraction, autant qu'il est humainement possible et comme il convient, de tout préjugé tendanciel pouvant résulter de mes opinions personnelles.

A mon avis, parmi tous les travaux également méritoires qui nous sont soumis, deux se recommandent spécialement à notre attention par leur valeur supérieure et incontestable : le *Manuel social* de M. A. Vermeersch et *L'éducation manuelle* de M. Louis Banneux.

S'il s'agissait d'un concours ayant pour objet, d'une façon générale, le meilleur ouvrage relatif à la législation et aux œuvres sociales, au triple point de vue théorique, pratique et critique, certes il n'y aurait pas d'hésitation possible; à tous les points de vue, l'œuvre de M. Vermeersch devrait fixer nos préférences.

J'estime cependant qu'il convient de ne pas perdre de vue l'intention du fondateur du prix. Elle est de récompenser « le meilleur ouvrage belge sur les moyens d'améliorer la condition morale, intellectuelle et physique des classes laborieuses et des classes pauvres ».

Interprétant très justement la pensée du fondateur, M. V. Brants lui-même, dans son rapport pour 1902 relatif au même prix, se décidait alors en faveur de l'un des concurrents en se basant sur l'opportunité du sujet

et sur l'initiative de l'auteur (pp. 17, 18 et 19 du rapport) (1).

L'œuvre de M. Vermeersch est excellente à tous les points de vue; c'est une encyclopédie méthodique à la fois théorique et pratique de la législation et des œuvres sociales; elle en est un exposé raisonné et parfois critique, elle indique même les buts nouveaux et plus parfaits à atteindre; cependant, en réalité, l'initiative de l'auteur en est le caractère secondaire; son effort n'est pas dirigé vers un but spécial et opportun. Son initiative individuelle s'efface en grande partie devant l'œuvre du législateur et devant les œuvres en général dont il trace si consciencieusement le tableau, tout en indiquant parfois les retouches qu'il conviendrait d'y apporter. Dans ces conditions, les lauréats devraient être le législateur lui-même ou les créateurs et les collaborateurs des œuvres sociales décrites dans l'ouvrage. Celui-ci est le manuel indispensable à quiconque s'intéresse à n'importe quelle question sociale de notre temps. Ce n'est pas l'ouvrage spécial que le fondateur du prix avait en vue.

Il n'en est pas de même de *L'éducation manuelle* de M. Louis Banneux.

Ici l'objectif de l'auteur est bien déterminé; celui-ci assume une certaine initiative en nous présentant son plan de réforme de l'enseignement primaire; en outre, le but poursuivi est d'une incontestable opportunité : mettre en rapport notre régime démocratique élargi avec

(1) Voir aussi le rapport de M. Brants qui figure pages 204 à 222 de l'année 1902 des *Bull. de l'Acad. roy. de Belgique* (Classe des lettres, etc.).

un enseignement primaire complété et perfectionné par l'éducation manuelle; comme conséquence, relever la dignité du métier.

M. Banneux est un esprit à la fois philosophique et pratique. C'est par une pensée profonde qu'il commence son étude : par le fait même que nous nous adaptons aux conquêtes du progrès et que nous nous accommodons au milieu nouveau, l'habitude que nous arrivons à contracter tend à faire obstacle à des modifications ultérieures. Cependant, à tout moment, les institutions ne répondent plus aux nécessités du jour et elles finiraient par nous gêner si nous ne finissions par les modifier et par changer nos habitudes; celles-ci furent la cause de notre sécurité antérieure, mais étaient devenues un danger actuel.

Afin de comprendre les changements réclamés par nos institutions, il faut rechercher leurs origines, leur état présent, leur destination et nos propres origines, état et destinée. Sinon, nous restons des routiniers.

L'auteur recherche les origines de l'enseignement primaire en Belgique, les facteurs qui ont influé sur sa direction et son état actuel; cet enseignement a correspondu à certaines conditions passées; de même, il doit répondre aux nécessités actuelles et futures. Il montre comment l'enseignement primaire s'est développé parallèlement au développement économique et général du pays, comment le curé commença par s'adjoindre un aide choisi parmi ses meilleurs élèves; cet aide, en se différenciant, devint le maître d'école laïque. Il enseigna soit en chambre, soit dans une grande salle, se faisant même colporteur de savoir à domicile, comme encore aujourd'hui, au point de vue du travail, dans les villages, les couturières, les tailleurs, les cordonniers, etc.

Lire, écrire, compter, tel était le programme.

Ce programme se développa de plus en plus en vue des emplois, surtout publics; il fut de plus en plus surchargé, même sans utilité pratique, en vue de la sélection par les examens et les concours. On poursuivait surtout un but presque exclusivement littéraire et théorique; ce système concourut à provoquer le dégoût des carrières manuelles.

Or c'est à peine si 30 % de la population peuvent vivre des carrières libérales. A 12 ans, en sortant de l'école primaire, le futur ouvrier n'a jamais fait œuvre de ses dix doigts; il ne pourra s'initier à la technique que dans les rares localités où l'enseignement industriel et professionnel est organisé. En général, il sera condamné à l'apprentissage ordinaire sans méthode.

Il faut donc créer des établissements moyens populaires ou ateliers d'apprentissage avec un bon système d'enseignement professionnel. C'est ce qu'avait compris Frœbel; c'est ce qu'il appliqua et ce qui fut appliqué après lui aux jardins d'enfants. Mais Frœbel voulait étendre ce principe; l'école primaire devait être la continuation du jardin d'enfants.

Je pense que Frœbel avait raison, mais telle n'est pas la pensée de l'auteur.

Celui-ci fait très bien l'historique du mouvement en faveur de l'enseignement du travail manuel du XVI^e au XIX^e siècle.

En Finlande, depuis 1866, le travail manuel est obligatoire dans les écoles publiques.

En Suède, Danemark, Allemagne, Suisse, Roumanie, des applications partielles du principe ont été faites.

M. Banneux envisage dans les théories et dans les

applications deux formes ou méthodes distinctes par leurs tendances : 1° le travail manuel économique ; 2° le travail manuel purement éducatif.

Le premier système a en vue la formation directe de l'artisan dans l'école primaire ; dans ce système, le professeur est un artisan ; le but ici est en même temps utilitaire : permettre à l'élève de subvenir déjà en partie à son existence par son travail. Je signale simplement que le système du demi-temps permet de combiner l'enseignement du savoir pur avec l'apprentissage du métier et que, dans ces conditions, le professorat peut être divisé entre le professeur intellectuel et le professeur manuel ; le professeur ne serait pas nécessairement unique ni exclusivement un artisan.

Après avoir fait l'histoire du système dit économique dans les divers pays, M. Banneux expose le système du travail manuel éducatif, lequel a ses préférences.

Ici, le but n'est plus du tout de permettre aux enfants de produire un ouvrage de rapport, il est d'exercer leurs organes, de fournir aux élèves des notions positives et pratiques, de développer leur jugement, leur goût, leurs habitudes d'attention, d'exactitude, de réflexion, en un mot de les rendre aptes *en général* aux professions. Le choix d'une profession doit être postérieur ; l'apprentissage également.

J'observe ici toutefois que ce but ne diffère pas de celui du système dit économique ou du moins qu'ils peuvent se concilier sur ce point.

L'auteur expose alors l'histoire de l'enseignement manuel éducatif en Finlande et en Suède.

Signalons seulement que de 1875 à 1900, les cours de l'École normale de Naas, en Suède, ont été suivis par

2,332 instituteurs suédois, 312 anglais, 24 allemands, 5 hindous, 3 belges.

En Belgique, la question du travail manuel fut soulevée en 1864 par Ed. Ducpetiaux, et en 1878 par MM. P. Janson et L. Vanderkindere.

De 1887 à 1893, l'État, certaines provinces et quelques communes firent quelques expériences directes ou favorisèrent celles-ci indirectement par des subsides. Depuis, il y eut un temps d'arrêt.

En 1904, vingt-quatre communes seulement, réparties entre cinq provinces, recevaient des subsides de l'État pour l'enseignement manuel dans les écoles primaires.

En principe, l'élève entre à 6 ans à l'école primaire et la quitte à la fin de sa douzième année; en fait, en 1902-1903, sur 827,163 enfants fréquentant les écoles communales, les écoles adoptées et les écoles privées-subsidiées, 61,384 seulement, soit 7.42 %, ont quitté l'école après avoir fait les six années complètes d'études primaires.

Une des causes principales de cette faillite de l'enseignement primaire est dans les nécessités de l'existence et d'un salaire hâtif. Ceci ne contredit-il pas la thèse de M. Banneux que l'enseignement manuel primaire doit être exclusivement éducatif?

On a créé des écoles primaires supérieures de quatrième degré comportant deux années d'études. Aux branches enseignées pendant les six années primaires, on a ajouté l'algèbre, la comptabilité, les langues modernes, parfois l'histoire ancienne; il y a actuellement environ 110 de ces écoles primaires supérieures, dont 68 communales, 18 adoptées, 24 privées-subsidiées.

Encore une fois, on peut y former de bons commis,

des comptables, etc., mais toujours pas des travailleurs manuels.

En 1902 cependant, une école complémentaire a été créée à Saint-Gilles; ici, enfin, nous voyons figurer l'enseignement du travail manuel : le modelage, le travail du bois et du fer.

Une expérience non moins heureuse se fait aussi à Etterbeek.

Dans la pensée de M. Banneux, ce sont les écoles supérieures et complémentaires qui doivent devenir les organes de l'enseignement manuel éducatif général antérieur à l'apprentissage d'un métier spécial; ce dernier serait organisé par des écoles professionnelles spéciales.

M. Banneux n'a entendu s'occuper dans son livre que de l'enseignement manuel général.

Dans la quatrième partie de son étude, il démontre la nécessité du travail manuel dans un système rationnel d'éducation : il faut donner un aliment au besoin de mouvement et à l'instinct physiologique de l'enfant; il faut organiser des exercices répondant à son instinct de constructivité, au besoin indispensable du développement de son habileté manuelle; il faut mettre ce développement utilitaire en rapport avec son développement esthétique. La main doit s'accoutumer à réaliser avec aisance les conceptions du cerveau. Le perfectionnement des connaissances techniques permettra leur application constante aux mille petites difficultés de la vie courante. Le travail manuel opérera aussi une diversion à la tension prolongée de certaines cellules cérébrales à l'exclusion d'autres qui restent inactives.

Malheureusement, au lieu d'être en avance d'au moins une génération, notre système d'éducation retarde de

plusieurs; rien n'est fait pour provoquer la vocation du métier en général et encore moins celle d'un métier spécial.

Il en est ainsi pour les neuf dixièmes de la population scolaire, et précisément pour celle qui est vouée aux métiers. Le travail et l'école sont aujourd'hui antithétiques; il faut que le travail fasse aimer l'école, et l'école le travail. L'enseignement et l'éducation doivent s'adapter à la vie réelle. L'éducation primaire est l'éducation populaire, celle des producteurs, elle doit être organisée en vue de l'atelier dans lequel se passe la plus grande partie de la vie de l'ouvrier, mais, ajouterai-je, sans négliger son éducation générale, parce que la vie de l'ouvrier n'est pas exclusivement à l'atelier, et peut-être même s'y passera de moins en moins.

Dans la cinquième et dernière partie, l'auteur réfute les objections formulées contre le travail manuel éducatif, tant celles d'ordre pédagogique que d'ordre économique. Il montre également la nécessité de compléter l'œuvre par la création d'une section normale destinée à former les professeurs des écoles professionnelles et industrielles.

Peut-être convient-il de lui signaler que les syndicats professionnels eux-mêmes pourraient intervenir efficacement dans l'organisation de l'enseignement manuel.

Trois annexes précisent, sous forme de tableaux, le programme de l'organisation du travail manuel éducatif et de son enseignement.

Mon avis est que le livre de M. Banneux répond complètement au concours institué par le fondateur du prix; à ce titre et à raison de sa valeur intrinsèque, à raison également de son opportunité et de son esprit d'initiative, j'estime qu'il convient de lui attribuer le prix.

Les travaux de MM. Vermeersch et Malherbe sont méritants, mais à d'autres égards; peut-être sont-ils plus considérables et même supérieurs en général, mais ils ne répondent pas aussi bien à l'objet pour lequel le prix fut fondé. Sous ce rapport, on pourrait soutenir que le *Journal des Mères* de M^{lle} Marie Parent et certains travaux de M. Robert de Beaucourt, notamment le manuscrit qui porte pour titre les termes mêmes qui délimitent l'objet du concours, répondent mieux que le savant ouvrage de M. Vermeersch et les belles et nombreuses monographies de métiers et autres études de M. Malherbe au programme qui doit diriger nos préférences non pas absolues, mais relatives. »

Rapport de M. E. Waxweiler, troisième commissaire.

« Les deux premiers rapporteurs m'ont fait la tâche très aisée : ils ont pris la peine de caractériser et de résumer les divers travaux soumis au jury. Il me suffit de motiver mon choix.

Les jurys chargés de décerner des prix ou d'attribuer des fondations doivent se préoccuper avant tout des intentions du donateur. Les considérations tirées de la valeur intrinsèque des œuvres soumises à leur jugement restent secondaires.

Ad. Castiau a entendu récompenser *l'auteur qui aurait consacré un bon travail à l'étude des moyens d'améliorer la condition morale, intellectuelle et physique des classes laborieuses et des classes pauvres.*

De tous les travaux soumis au jury, un seul répond strictement à ce programme : il est présenté par M. de Beaucourt. C'est un manuscrit de 185 pages, dont la tendance, l'allure et le style apparaissent bien dans cette conclusion de l'ouvrage : « Rendons la vie bonne à l'ouvrier, à notre frère ; supprimons à jamais du vocabulaire le mot « Misère » : alors, bien dirigé, il sera un citoyen modèle, et fera le plus bel ornement de la société. » Des intentions aussi généreuses font honneur à M. de Beaucourt : elles peuvent paraître insuffisantes pour lui valoir le prix Castiau.

A défaut de correspondre exactement au programme des concours, un autre travail s'en rapproche-t-il assez pour pouvoir être couronné ? Je n'hésite pas à répondre : oui, pour l'*Éducation manuelle* de M. L. Banneux.

Non seulement parce qu'elle pose avec loyauté, netteté et fermeté un problème essentiel pour la régénération de nos classes laborieuses, mais aussi parce qu'elle est accompagnée de deux autres œuvres : *L'hôte maudit* et le *Vade-mecum de la ménagère bruxelloise*, ainsi que d'une série de rapports sur des œuvres pratiques d'éducation professionnelle, qui révèlent dans l'auteur une personnalité agissante et consciente d'un but à atteindre. M. Banneux n'attend rien que de l'homme mieux adapté à son milieu, au milieu moderne : « A chaque individu, écrit-il, Dieu a donné une tendance spéciale, une inclination particulière, dont il n'est que rarement tenu compte. Il n'y a pas de génie qui soit propre à tout, ni d'homme organisé normalement qui ne soit bon à quelque chose. C'est au vice de l'éducation qu'on doit attribuer le mauvais emploi des capacités humaines. »

Considérer l'éducation comme un incomparable outil de sélection sociale et de formation des aptitudes, n'est-ce point voir d'une vue pénétrante ce qui, effectivement, peut accroître le rendement collectif dans nos communautés démocratiques?

L'auteur n'a pas seulement le mérite de voir juste : il discute avec conviction toutes les questions de programme et d'application ; quand on ferme son livre, on est convaincu.

Je ne puis que regretter qu'une œuvre aussi digne d'éloges et d'encouragements que le *Manuel social* du P. Vermeersch ait été présentée au jury. Il est pénible de devoir l'écarter, comme s'éloignant trop évidemment de l'objet du concours. Cet inventaire de la législation et des œuvres sociales en Belgique est réellement d'une inappréciable utilité : son seul tort devant le jury Castiau est d'être un inventaire.

Un sentiment analogue m'inspirera les quelques mots que je dois consacrer à l'envoi de M. Malherbe. Les 51 brochures qu'il a publiées de 1902 à 1904 témoignent d'une activité étonnante dans le domaine des œuvres sociales, mais, outre que la plupart sont consacrées à des institutions intéressant les cultivateurs et non les ouvriers, il leur manque les vues de généralisation et d'abstraction que réclame « un bon travail consacré à l'étude des moyens d'améliorer la condition des classes laborieuses ».

La Classe vote le prix de *mille francs* à M. Louis Banneux, attaché au Ministère de l'Industrie et du Travail.

PRIX JOSEPH GANTRELLE .

FONDÉ POUR LA PHILOGIE CLASSIQUE.

(Septième période : 1903-1904.)

Sujet proposé : *Recueillir les textes relatifs aux doctrines des Χαλδαῖοι et étudier l'influence de ces doctrines sur l'antiquité gréco-romaine.*

Rapport de M. Cumont, premier commissaire.

« Deux mémoires ont été reçus :

Le premier porte la devise : *L'histoire de la folie des hommes est une grande partie du savoir.*

Comme l'exigeait la question mise au concours, le fondement de ce travail considérable est un recueil des textes qui, chez les auteurs grecs et latins, mentionnent des doctrines attribuées aux Chaldéens. Non seulement je n'y ai constaté aucune lacune importante (1), mais j'avoue avoir été étonné de sa richesse. Classés par ordre chronologique depuis Hérodote jusqu'aux Byzantins, ces extraits, souvent fort étendus, sont au nombre de plus de

(1) Les omissions que j'ai pu découvrir sont insignifiantes (Cod. Theod. IX, 16, 4 = Cod. Justin. IX, 18, 5 : *Chaldaei ac magi et ceteri quos maleficos ob facinorum multitudinem vulgus appellat* [loi de 357 ap. J.-C.]; Mythogr. Vatic. III, 5, 3 (p. 172, éd. Bode, 1834) : *Iudaei vel Chaldaei ab urbe depulsi* [cf. fr. 38-39]. — Seul le nombre des extraits d'auteurs orientaux pourrait être notablement accru [cf. PAYNE SMITH, *Thes. Syriac.* I, 1745 aux mots K^baldāyā, K^baldāyuthā); LANGLOIS, *Histor. de l'Arménie*, I, 270; CHWOLSON, *Die Ssabier*, I, 572, etc.], mais la question telle qu'elle a été formulée permettait de les écarter. — Par contre, un fragment attribué à Séleucus de Séleucie (app. VI^b) me paraît plutôt avoir pour auteur Séleucus l'astrologue de Vespasien (BOUCHÉ-LECLERCQ, *Astr. gr.*, 556, 2), car il nous a été conservé par Hermippe de Bérÿte, qui vivait sous Trajan et Hadrien.

cinq cents outre une cinquantaine d'autres dont la date est indéterminée. De plus, élargissant le cadre de son sujet, l'auteur a réuni en une série d'appendices tous les témoignages relatifs à des écrivains qui paraissent avoir été les disciples des Chaldéens. L'un de ces excursus, consacré aux deux Julien dits « les théurges », est particulièrement important et permettrait de consacrer une monographie intéressante à ces personnages énigmatiques.

Toute la littérature antique a été soigneusement dépouillée pour constituer cette collection de fragments. Écrivains païens et chrétiens, prosateurs et poètes, glossateurs suspects, scholiastes anonymes, opuscules parus dans d'introuvables brochures, ont fourni leur apport, et même les papyrus et les inscriptions ont été mis à contribution. Chacun de ces textes a été attribué, dans la mesure du possible, à son véritable auteur, et en marquant leur rapport et leur dépendance, il a été possible d'éviter les erreurs d'appréciation trop souvent commises jusqu'ici sur leur valeur.

Cette vaste enquête préliminaire a permis à l'auteur d'écrire une introduction magistrale, où, pour la première fois, il tente de retracer l'histoire des doctrines chaldéennes dans le monde occidental. Ici, comme en d'autres domaines, les Milésiens furent des précurseurs : aux environs de l'an 500, Hécatee et ses émules entretenaient déjà leurs compatriotes de l'antique civilisation qui florissait sur les bords de l'Euphrate, et, quelque part qu'il faille faire à la crédulité d'Hérodote ou à la fantaisie de Ctésias, l'un et l'autre ont certainement recueilli et conservé une foule de données précieuses sur la culture babylonienne. Peut-être les premiers philosophes, comme

Pythagore et Démocrite, ont-ils fait aussi plus d'un emprunt aux spéculations des prêtres de Mésopotamie. D'autre part, — le mémoire qui nous est soumis a le mérite d'avoir rendu ce fait indubitable, — dès le IV^e siècle, des devins chaldéens répandaient en Grèce leurs prédictions astrologiques. Eudoxe de Cnide crut devoir s'élever contre ceux qui ajoutaient foi à leurs horoscopes.

Après les conquêtes d'Alexandre, qui se montra plein de déférence pour le clergé de sa nouvelle capitale, un contact intime s'établit entre les théologiens astronomes de Babylone et les savants grecs. Ceux-ci viennent s'instruire dans les vieilles écoles sacerdotales d'Ourouk, de Borsippa, de Sippara, et même la grande ville de Séleucie du Tigre, devenue un centre intellectuel remarquable, n'échappe pas à l'action de leur enseignement. Des philosophes ou érudits grecs, nés en Mésopotamie, propagent ces nouveautés scientifiques dans tout le monde hellénique et en même temps les docteurs indigènes traduisent dans la langue des conquérants les textes cunéiformes. Le plus célèbre de ces maîtres fut le prêtre Bérose, qui, vers l'année 280, quitta Babylone pour aller s'établir dans l'île de Cos, fameuse par son école de médecine. Sa parole et ses écrits surent imposer à l'attention de ses contemporains les traditions barbares dont il s'était fait le propagateur. Une grande partie des renseignements que nous rencontrons chez les écrivains postérieurs remontent à Bérose, et l'auteur a cherché à fixer les traits de cette figure originale.

Il n'a pas rendu un moindre service en essayant de définir l'activité de ses successeurs et de montrer comment se continua, à l'époque hellénistique, l'œuvre dont il avait été l'initiateur. Dans le grand naufrage de la littérature

alexandrine, quelques noms ont seuls survécu ; mais le rapprochement d'une série de témoignages apparentés éclaire d'une manière inattendue la physionomie de certains personnages enveloppés jusqu'ici d'une obscurité complète : Critodème, auteur d'une Vision ("Ορασις), dont s'est largement servi Vettius Valens ; Épigène de Byzance, connu surtout par une théorie sur la formation des comètes ; Artémidore de Parium, défenseur d'un curieux système suivant lequel des parcelles du feu supérieur, descendant sur la terre par les ouvertures du firmament, apportent aux hommes la prescience de l'avenir ; d'autres encore, comme Apollonius de Mynde, Séleucus de Séleucie, Asclépiade de Myrléa et, à côté de ces citoyens de villes grecques, de purs Orientaux, dont le plus connu est Sudinès, devin d'Attale 1^{er} de Pergame et auteur d'un traité sur les propriétés des pierres précieuses. Nous entrevoyons quelle fut, à l'époque des Séleucides, la fermentation provoquée par le mélange de la philosophie grecque avec les vieilles conceptions chaldéennes et l'intérêt très vif que celles-ci excitèrent dans les cercles intellectuels. Le témoignage le plus précieux que nous possédions à cet égard est le passage fameux où Diodore résume, d'après des sources inconnues, les théories chaldéennes. Le commentaire étendu que le mémoire consacre à ce texte capital est un exposé suggestif de tout ce que prétendaient révéler les sages de Babylone.

L'auteur s'efforce ensuite de déterminer quelle fut l'influence des doctrines chaldéennes sur la science hellénique et tout d'abord quels éléments de cette provenance sont entrés dans la formation du pythagorisme. Certaines

analogies sont évidentes, mais jusqu'à quel point y a-t-il eu reproduction, il est difficile de le déterminer. L'enquête aboutit à des conclusions plus certaines pour le stoïcisme, oriental par ses origines, où les emprunts sont certains. Même la dialectique de Carnéade ne réussit pas à discréditer l'astrologie aux yeux des stoiciens. D'autre part, les astronomes grecs, le fait est avéré, ont constamment mis à profit les découvertes et les calculs faits dans les observatoires de la Mésopotamie, où nous ramènent aussi les dernières recherches sur l'origine des constellations et en particulier des signes du zodiaque. Enfin, l'histoire profita des dates et des faits consignés dans les *Βαβυλωνιακά* de Bérosee, et les Juifs notamment y puisèrent des arguments pour leurs apologies de la Bible.

La diffusion des doctrines chaldéennes à l'époque romaine a pour auteur principal Posidonius d'Apamée, un des grands vulgarisateurs de l'antiquité. On l'a appelé un « savant orientalisant », et c'est certainement à lui que nous devons la conservation de beaucoup de passages des écrivains antérieurs. Varron, qui fut, comme Cicéron, l'élève de Posidonius, inséra dans ses compilations érudites les données qu'il trouva dans les livres de son maître, et « presque tout ce que la littérature latine nous a fourni de notable sur les Chaldéens provient de ses écrits ». Presque simultanément Alexandre Polyhistor mettait largement à contribution dans ses *Ἀσσυριακά* l'œuvre de Bérosee. A l'époque d'Auguste, quelques écrivains curieux d'antiquités, comme Jubá, roi de Maurétanie, lisent encore les livres du prêtre de Bel, mais plus tard ils sont connus exclusivement, semble-t-il, par le Polyhistor. En général, les Romains vécurent sur

l'ancien fonds littéraire constitué par l'érudition alexandrine.

Mais un afflux nouveau et considérable de doctrines chaldéennes inonda l'Occident quand les mystères orientaux, spécialement ceux de Mithra, s'y propagèrent. Leur succès explique sans doute la vogue extraordinaire dont jouit, au déclin du paganisme, un poème mystique, les *Λόγια Χαλδαϊκά*, mis en circulation au II^e siècle de notre ère par deux thaumaturges nommés Julien. Ces prétendus oracles, qui s'inspirent en partie de vieilles croyances orientales, furent l'objet dans l'école néo-platonicienne d'une vénération superstitieuse. L'antique sagesse chaldéenne finit par prêter son nom aux opérations des théurges et des magiciens.

Ce rapide résumé suffira à montrer quelle est l'ampleur du sujet abordé dans ce mémoire, où une minutieuse érudition dans les détails s'allie à de larges vues d'ensemble. Un grand problème, qui a suscité de longues controverses, y est considéré sous un aspect nouveau. La question de savoir si la philosophie et la science helléniques ont profité des enseignements de Babylone est abordée avec des ressources imprévues, et bien des faits douteux paraissent définitivement établis. On voit quelle fut, aux diverses époques, l'intensité de l'action exercée par les conceptions chaldéennes sur celles des Grecs et des Romains, et par quels intermédiaires elles se sont propagées. D'autre part, les assyriologues trouveront dans une abondante série de textes bien classés un précieux secours pour l'interprétation de certains documents cunéiformes. Ce mémoire, dont les deux parties sont également méritoires, me paraît donc tout à fait digne d'obtenir le prix Gantrelle, et nous pouvons nous féliciter, me semble-t-il, que la question posée par

l'Académie ait provoqué l'éclosion d'une œuvre d'aussi vaste envergure.

Mémoire portant pour épigraphe : *Solem quis dicere falsum audeat ?*

L'auteur de ce mémoire ne me paraît pas avoir répondu à la question posée par l'Académie : celle-ci demandait tout d'abord de « recueillir les textes relatifs aux Χαλδαῖοι ». Or, nous ne trouvons nullement ici une collection de textes originaux, mais seulement des indications plus ou moins précises sur le contenu d'un certain nombre de passages d'auteurs anciens. Ces indications sont simplement groupées sous certaines rubriques très générales : je ne trouve aucun essai tenté pour coordonner des renseignements de source diverse et pour en reconstituer la filiation. Toute cette étude philologique et historique, qui constituait, nous semble-t-il, une partie essentielle du travail, fait ici défaut. Cette grave lacune empêcherait à elle seule de décerner un prix à ce mémoire, et il me paraît superflu d'insister sur certains défauts de détail, citations vagues ou traductions inexactes. Des passages capitaux ont été omis, mais l'on s'étonne de trouver confondues dans cette compilation la Chaldée et la Chaldie, région du Pont (p. 2), et d'y rencontrer un long extrait d'un livre perdu de Tite Live (p. 30). »

Rapport de M. Thomas, deuxième commissaire.

« Un mémoire portant pour devise : *L'histoire de la folie des hommes est une grande partie du savoir.*

Les deux parties dont se compose ce mémoire révèlent les deux qualités maîtresses du véritable savant : l'esprit

de combinaison et de synthèse, qui du fouillis des faits particuliers dégage des faits généraux, les groupe et les enchaîne, et l'érudition à la fois étendue et minutieuse qui ne laisse échapper aucun détail et vérifie soigneusement la nature et l'état des matériaux qu'elle a amassés.

L'introduction, où l'auteur expose ce qu'on peut savoir des doctrines des Chaldéens et montre les différentes phases de leur influence sur le monde gréco-romain, est un morceau historique de la plus haute valeur. Il s'agissait de reconstituer, au moyen de fragments épars, hétérogènes, souvent vagues et obscurs, l'histoire des formes sous lesquelles ces antiques idées orientales ont été présentées aux Grecs et aux Romains, d'en caractériser les principaux interprètes, de signaler les mélanges et les échanges qui se sont produits entre la pensée hellénique et la « sagesse chaldéenne ». L'auteur s'est acquitté avec un talent remarquable de cette tâche épineuse. Non moins prudent qu'ingénieux, il a su, tout en utilisant les plus faibles indices, se garder des hypothèses téméraires et des généralisations prématurées. Il est parvenu ainsi à des résultats solides, dont personne ne méconnaîtra l'importance. Nous apprenons, par exemple, que l'astrologie a fait sa première apparition en Grèce plus tôt qu'on ne le pensait, que l'amalgame des conceptions chaldéennes et grecques offre une singulière variété de combinaisons, que les doctrines chaldéo-helléniques ne forment pas un ensemble coordonné de dogmes, mais se diversifient suivant l'individualité de leurs représentants, que l'élément scientifique et l'élément mystique que renfermait l'enseignement des Χαλδαῖται prévalurent tour à tour en Occident selon les besoins intellectuels, moraux ou religieux des peuples, etc. Certes, bien des

anneaux manquent à la chaîne, bien des questions restent sans solution, bien des problèmes ne sont qu'indiqués, — et il n'en pouvait être autrement dans l'état actuel de nos connaissances, — mais l'auteur a rendu un service considérable à la science en déblayant le terrain et en posant des jalons qui serviront à guider les chercheurs de l'avenir.

La seconde partie du mémoire, sous des apparences plus modestes, ne fait pas moins d'honneur au concurrent. Notre confrère M. Cumont a été frappé à bon droit de l'étonnante richesse de ce recueil de textes (1), rigoureusement contrôlés et dont la filiation a été marquée dans la mesure du possible.

Je me demande si l'auteur n'aurait pas bien fait de séparer les extraits relatifs aux doctrines de ceux qui se rapportent à ce que j'appellerai l'histoire externe des *Χαλδαῖοι* : j'entends par là les renseignements sur le rôle joué par les Chaldéens (astrologues) dans la vie privée et dans la vie publique, sur les mesures prises par l'autorité à leur égard, etc. L'auteur a systématiquement écarté les textes où il est fait mention de *mathematici* et

(1) J'ai trouvé dans l'*Historia Apollonii regis Tyri*, c. 6 (p. 9, l. 1-5, éd. Riese), un passage qui a échappé à l'auteur : *Pervenit innocens tamen Apollonius prior ad patriam suam et introivit domum et aperto scrinio codicum suorum inquisivit quæstiones omnium philosophorum omniumque Chaldæorum*. — Au passage cité du pseudo-Callisthène (fr. 229) ajouter celui de l'*Epitome rerum gestarum Alexandri magni*, publié par M. Otto Wagner (*Neue Jahrb. für Philol.*, Supplem., Bd. XXVI, pp. 93-167), §§ 90 et suivants. — Pour les extraits d'Isidore de Séville, il eût été bon de renvoyer au *Suétone* de Reifferscheid (*C. Suetoni Tranquilli præter Cæsarum libros reliquiae*, Leipzig, 1860). — Ce que dit Plutarque, *Vie de Sulla*, c. 37 (fr. 148), est tiré des *Mémoires* de Sulla.

d'*astrologi* en général. Cela peut se défendre ; j'ai regretté néanmoins l'absence du célèbre passage de Tacite (*Hist.*, I, 22), dans lequel le mot *mathematici* comprend nécessairement les *Chaldaei* ; ce passage aurait pu figurer tout au moins dans l'introduction (1). Mais ce ne sont là que des détails secondaires.

D'accord avec le premier commissaire, je propose de décerner le prix Gantrelle à l'auteur du mémoire.

Un second mémoire portant pour devise : *Solem quis dicere falsum audeat?*

Ce mémoire me paraît insuffisant. On y cherche en vain le recueil de textes originaux demandé par l'Académie, et l'exposé qui nous est fourni est extrêmement superficiel. L'auteur ne s'est pas rendu compte des difficultés du sujet. Dans ces conditions, j'estime qu'il ne peut aspirer au prix. »

**Rapport de M le comte Goblet d'Alviella,
troisième commissaire.**

« Je n'ai pu, faute de temps, que lire consciencieusement les deux manuscrits sans les contrôler en détail. Toutefois, cette lecture a suffi pour que je puisse me rallier entièrement aux conclusions des deux premiers commissaires.

Le mémoire qui porte pour épigraphe : *L'histoire de la*

(1) J'attire l'attention de l'auteur sur la comédie du *Querolus*, où figure un fripon du nom de *Mandrogerus*, qui se fait passer pour magicien et astrologue ; on le décore du titre de *sacerdos*, il donne des consultations, etc. Un de ses acolytes s'appelle *Sardanapallus*, ce qui semble indiquer un rapport avec les *Chaldaei*.

folie des hommes est une grande partie du savoir, m'a paru une œuvre importante, originale, bien conçue et bien exposée, méritant à tous égards l'attribution du prix Gantrelle. L'auteur répond à la question posée et va même au delà, en donnant dans sa première partie l'esquisse critique, qu'on ne possédait pas jusqu'ici, d'une véritable histoire de la littérature chaldéenne chez les Grecs et les Romains. Tout au plus convient-il de suggérer, en reprenant une observation du second rapport, qu'il y aurait peut-être lieu de mieux répartir les observations distribuées par l'auteur entre son introduction et sa conclusion; la première, en effet, devrait se borner à exposer la méthode et le plan du travail; les conclusions proprement dites devraient être réservées à la seconde.

Il est bien entendu qu'il s'agit ici de la culture chaldéenne telle qu'elle est apparue aux Gréco-Romains. Pour déterminer jusqu'à quel point la conception qu'ils s'en firent était conforme à la réalité, il serait nécessaire de mieux connaître que nous ne le pouvons dans l'état actuel de la science, les textes cunéiformes de la Mésopotamie. Cependant, il me semble que l'auteur aurait pu utiliser davantage les découvertes des assyriologues pour rechercher, par l'examen des documents originaux, quelle a pu être la part des doctrines chaldéennes dans la formation de certains systèmes philosophiques ou théosophiques dont il se borne à signaler les tendances chaldéennes, par exemple en ce qui concerne Pythagore, Phérécyde et les premiers orphiques. D'autre part, ne va-t-il pas plus loin que ses données, quand il écrit : « La civilisation grecque n'est pour une bonne part que le développement et l'épanouissement de ce dont la Chaldée avait vu naître le germe. » L'astronomie ou plutôt

l'astrologie, voire la cosmogonie, même si l'on y ajoute la minéralogie, ne constituent pas toute la civilisation. N'est-il pas exagéré de prétendre que la Grèce n'a rien reçu de l'Égypte? Ne serait-il pas plus excessif encore — et je me hâte de reconnaître que l'auteur du manuscrit ne tombe pas trop dans ce travers — de contester le développement autonome du génie grec, qui, là même où il s'est borné à mettre en œuvre des éléments reçus de l'étranger, en matière d'art, de science, de philosophie, de morale, de religion, les a refondus et transformés au point d'en faire une création nouvelle? Il y a ici un écueil contre lequel il est bon de se prémunir : le mirage oriental.

Si volumineux et si complet que soit ce manuscrit, il ne peut traiter, ainsi que le proclame modestement l'auteur, qu'une partie des problèmes concernant les rapports de l'antiquité classique avec la science, la philosophie et la religion de l'antique Chaldée. Lui-même trace en ces termes le programme de ce qui reste à faire : « Pour arriver à déterminer l'importance et le nombre des emprunts, il faudrait élucider la question des origines de la culture mycénienne, démêler dans les importations venues d'Égypte, ce que l'Égypte avait pris elle-même aux empires assyro-babyloniens; analyser la mythologie et toute la civilisation phénicienne; se former une opinion sur le problème hittite; étudier les civilisations lydiennes et cariennes; reprendre la question des origines des constellations; que dis-je! de toute la cosmographie et de toute la philosophie grecque depuis Thalès, Anaximandre et Pythagore. Il faudrait ensuite faire la lumière sur les origines de l'orphisme, du judaïsme, du gnosticisme, du mithriacisme et du christianisme. Partout, en effet, les apports des doctrines chaldéennes ont dû être considérables. »

Jusqu'ici, cette branche des études historiques s'est confinée quelque peu dans le domaine particulier de la science allemande. Il serait honorable pour notre pays qu'elle s'y acclimatât également. Déjà notre savant confrère M. Franz Cumont nous a donné, dans son grand ouvrage sur les *Mystères de Mithra*, ce qu'on peut appeler actuellement le dernier mot de l'histoire du mithriacisme. Je suis convaincu que l'auteur, quel qu'il soit, du manuscrit, objet de ce rapport, pourra lui-même apporter encore d'autres contributions à l'exécution du programme qu'il formule avec tant d'ampleur.

En terminant, je formulerai le vœu que l'auteur fournisse une traduction des textes qu'il reproduit. Je sais qu'il a, pour s'en abstenir, le droit d'invoquer l'usage courant des travaux d'érudition. Mais ce mémoire ne s'adresse pas qu'aux érudits. Nous ne sommes plus au moyen âge, où nul ne se serait avisé d'aborder un sujet de philosophie ou d'histoire sans posséder à fond le latin et le grec. Il convient que les savants qui relèvent de disciplines plus générales, les historiens, les sociologues, même insuffisamment versés dans la pratique des langues mortes, puissent cependant profiter des instructifs matériaux réunis dans une étude de ce genre. Enfin, je conseillerai également à l'auteur d'y ajouter un index un peu mieux fourni qu'une table des matières, réduite à l'énumération des chapitres. Sans doute, ces additions lui imposeront encore un peu de travail et accroîtront les dimensions d'un mémoire déjà volumineux. Mais est-ce trop demander, quand il s'agit de parfaire une œuvre qui est le fruit d'un labeur utile bien autrement considérable et qui sera, je l'espère, publiée sous le patronage de l'Académie?

Le second mémoire, qui a pris pour devise : *Solem quis dicere fasum audeat?* ne peut entrer en ligne avec

le précédent. En dehors même de cette considération, il ne répond qu'imparfaitement à la question posée par l'Académie, non seulement parce que l'auteur s'est abstenu de colliger et de grouper les textes de l'antiquité relatifs aux Χαλδαῖοι, ainsi que le lui reprochent les deux premiers commissaires, mais encore parce qu'il semble s'être mépris sur la portée même de la question. Il ne s'agit pas, en effet, de reconstituer la culture chaldéenne en se servant des traditions classiques, — pour cette tâche, nous avons plus et mieux dans les recherches assyriologiques, — mais bien de faire le bilan de ce que les Grecs et les Romains ont dit et pensé des Chaldéens. J'ai quelque peu reproché à l'auteur du premier mémoire de n'avoir pas suffisamment fait état, comme moyen de contrôle, des renseignements fournis par l'épigraphie et l'archéologie mésopotamiennes; mais, du moins, il n'est étranger ni aux découvertes ni aux méthodes de l'assyriologie. L'auteur du second mémoire paraît les ignorer absolument. Son manuscrit témoigne d'une lecture étendue et sérieuse; mais d'esprit critique, point. »

La Classe décerne le prix proposé de *trois mille francs* à M. Joseph-A.-H. Bidez, professeur à l'Université de Gand, auteur du mémoire : *L'histoire de la folie des hommes est une grande partie du savoir.*

ÉLECTIONS.

La Classe procède aux élections pour les places vacantes d'associé.

Les résultats des concours et des élections figurent dans le compte rendu de la séance publique (voir ci-après).

COMMUNICATIONS ET LECTURES.

Le groupement industriel et les premiers résultats du recensement en Autriche; par V. Brants, membre de l'Académie.

Le Gouvernement autrichien a fait procéder, en 1902, à un recensement industriel par la Commission centrale de statistique dont M. Charles-Théodore von Inama-Sternegg est président. Les premiers résultats sont livrés au public en forme globale (1). Ces documents sont intéressants, mais il apparaît clairement que les auteurs du recensement ne sont pas parvenus à vaincre les grosses difficultés qui surgissent dans les estimations. Un des points essentiels est le champ occupé par le *travail à domicile*. Au point de vue de la morphologie industrielle, on sait combien il est important.

La première pensée des organisateurs avait été d'exposer et de relever séparément les entreprises *autonomes* et les *Heimarbeiter* ou *Hausindustrielle* travaillant pour compte d'autrui et, à cet effet, de leur adresser des formules différentes (*Betriebsbogen-Heimarbeitskarte*). Mais quand il fallut déterminer à *qui* adresser telle ou telle formule, la difficulté se dressa. On dut, tout en maintenant les deux formules, laisser fléchir la rigueur de la démarcation et seulement poser cette *question* : « Travaill-

(1) *Vorläufige Ergebnisse der gewerblichen Betriebszählung von 3. Juni 1904*. Wien, Hölder, 1904.

t-on à domicile pour le compte d'autrui? ». Or, combien il y a souvent de négligences dans ces réponses (1)!

En pratique, on a rangé dans les *Heimarbeiter* d'abord les *Störrarbeiter*, c'est-à-dire les personnes travaillant pour et chez des clients à qui elles louent leur travail, mais faisant aussi quelque travail chez elles; puis encore les artisans *non pourvus* de la légitimation administrative. On ne s'en tint pas même exactement à ces limites, et il y eut des empiétements. En réalité donc, il reste une zone vague, bien connue des statisticiens.

Pour présenter les résultats du recensement, ses auteurs ont cependant établi séparément les tableaux des travailleurs recensés par les deux procédés indiqués; ils se sont heurtés à l'insuffisance des données pour établir un classement objectif et ils ont ainsi donné des résultats qu'eux-mêmes reconnaissent défectueux.

L'imperfection de la répartition est telle qu'il y a lieu de se demander en quelle mesure on peut tenir compte de la distinction entre les deux catégories. Dans l'introduction aux données globales, les aveux sont déjà assez explicites; mais depuis, à l'occasion de la mise au jour des résultats détaillés, on parle plus clairement encore; c'est le cas à propos du fascicule de la Styrie qui a paru le premier. On convient que la différence entre les relevés par feuille d'atelier et par carte de travail est

(1) Le recensement industriel belge de 1896 a fort judicieusement organisé le contrôle, et dans le questionnaire relatif à ce point a demandé aux recensés non seulement : 1^o s'ils travaillent pour un patron, mais encore 2^o le *nom* du patron; ce *nom* est un point de fait très simple, tandis que dans le 1^o il y a une sorte d'appréciation qui a donné lieu à des mécomptes. Le procédé belge est donc recommandable, bien qu'il augmente la besogne.

purement formelle, basée sur la déclaration administrative de l'atelier, et qu'encore on ne s'y est pas tenu exactement. Il est clair que l'appréciation économique ne peut être satisfaite d'une telle procédure, sans contester d'ailleurs la difficulté du problème (1).

On sait que la statistique allemande a été vivement attaquée en Autriche, sur ce point notamment de l'insuffisante distinction opérée entre travailleurs autonomes ou assujettis (*Hausindustrielle*, etc.); le chef du bureau statistique de la Chambre de commerce de Basse-Autriche avait été particulièrement âpre dans cette critique (2). Sans méconnaître les imperfections et les illusions qu'on peut reprocher aux chiffres allemands, on peut constater que la statistique autrichienne, en prenant un autre chemin, ne les a cependant point évitées.

Les recensements français et allemand, plus ou moins franchement, n'ont pas évité la grosse difficulté capitale. L'Allemagne a exclu les *Störarbeiter* et englobé les *Hausindustrielle*, tout en cherchant en outre à faire ensuite de ceux-ci un compte à part; la France a groupé les deux espèces et procédé à une sorte de répartition conjecturale. Leurs résultats sont donc imparfaits. L'Autriche tente ensuite de faire dès l'abord des relevés spéciaux, et en pratique reconnaît n'y pas être parvenue.

Il est dès lors bien difficile, on le voit, de dégager des conclusions précises sur le groupement et la classification

(1) *Soziale Rundschau*. Organ d. Arbeitstatistische Amtes, février 1903, p. 317.

(2) R. RIEDL., *Die Deutschen Gewerbezahlungen und die Reform der Gewerbestatistik in Oesterreich*. Communications de la Chambre de commerce. Vienne, 1898.

industrielle. Combien malaisée aussi la comparaison avec les autres pays qui ont tranché différemment les limites de la zone vague! Partout le coefficient d'« inappréciable » reste fort élevé et les conclusions doivent subir les réserves congrues (1).

Si, néanmoins, on veut voir les résultats quant à la dimension des exploitations, nous allons en marquer quelques éléments, sous ces réserves.

Pour l'ensemble des États représentés au Reichsrath, les données publiées par la Commission à ce jour fournissent le nombre des établissements ou ateliers (*Betriebe*) et leur importance par groupes.

L'unité est l'établissement, non l'entreprise (*Unternehmung*); c'est le groupement, l'unité technique et locale, non l'unité économique, financière, commerciale ou intellectuelle, qui fixe le type.

En ces conditions, nous trouvons pour les industries dites de production et celles de circulation réunies (sauf les chemins de fer et les banques, sauf aussi les coopératives!) le total de 988,277 établissements ou ateliers principaux, occupant 3,517,767 personnes; la moyenne générale du personnel par établissement est donc de 3.5 environ; elle s'élève d'une unité, 4.5, si l'on s'en tient aux industries de production, *Erzeugungsgeuerbe*, soit 627,560 établissements occupant 2,824,519 personnes.

(1) Nous avons parlé du recensement français dans le n° 6, 1900, du *Bulletin de l'Académie royale de Belgique* (Classe des lettres, etc.), et dans la *Revue sociale catholique*, 1902; du recensement allemand dans le n° 2, 1902, du *Bulletin de l'Académie royale de Belgique*; de tous deux dans : *La petite industrie contemporaine*, in-12. Paris, Lecoffre, 1902.

Il ne faut surtout pas oublier qu'il y a, en outre, la vaste masse des gens recensés par la *Heimarbeiterkarte*, qui sont exclusivement dans la catégorie industrielle des tout petits ateliers : 356,995 avec 463,536 personnes, parmi lesquelles il en est certes qui travaillent aussi pour le public, comme d'ailleurs il peut y avoir certains artisans *déclarés (befugte)* qui sont *économiquement* assujettis à un entrepreneur (*Verleger*).

Détaillons maintenant quelques chiffres, comprenant uniquement les *Betriebe*, recensés comme tels :

Ateliers occupant	Nombre d'ateliers de production.	Personnel.	Ateliers de circulation.	Personnel.	Total ateliers.	Total personnel.
1 personne	238,970	—	204,168	—	443,138	—
2-5	317,001	855,024	138,600	337,633	445,601	1,192,657
6-10	29,916	218,449	6,949	50,566	36,865	269,015
11-20	11,553	164,752	2,237	31,309	13,790	196,061
21-100	10,317	439,075	1,082	39,043	11,399	378,088
101-300	2,250	373,343	79	11,947	2,329	385,290
+ 300	831	517,528	17	17,387	848	534,915

auxquels il faut ajouter un certain nombre d'ateliers, relativement considérable, qui chômaient le *jour* du recensement (3 juin 1902), sans qu'on ait leur répartition par catégorie d'importance. En notant donc encore que le groupe de la *Hausindustrie* est rejeté dans un autre tableau, on sera frappé du chiffre élevé des petits ateliers.

Quant aux détails, outre la différence de base indiquée, la comparaison avec les chiffres allemands est difficile,

les auteurs ayant pris comme un malin plaisir à grouper autrement plusieurs catégories.

Il est moins encore possible de calculer une dynamique quelconque, ce recensement industriel étant le premier de l'Autriche, et ceux faits par les Chambres de commerce, souvent fort intéressants, ayant des éléments ou des points de vue différents. On avait beaucoup étudié les méthodes et critiqué l'Allemagne; il ne semble donc pas qu'on soit arrivé à plus de précision sur les points délicats : c'est fâcheux et il faut des précautions dans l'emploi des chiffres; l'ensemble n'en présente pas moins d'intéressants et utiles documents et la publication intégrale donnera lieu à bien des calculs.

Le roman historique et la poésie belges de langue française;
par le chevalier Edmond Marchal, secrétaire perpétuel
de l'Académie.

Le roman historique belge nous avait déjà valu des productions sensationnelles, notamment de nos anciens confrères Moke, de Saint-Genois, van Bommel, Félix Bogaerts, Joseph Buschmann, Adolphe Siret, etc., lesquels ont été la gloire de notre littérature de langue française, sans compter les auteurs étrangers à l'Académie qui se sont aussi occupés de sujets semblables. Ce genre de littérature vient de s'enrichir d'un nouveau nom : celui de M. Henri Carton de Wiart, jeune et brillant auteur, qui a déjà doté le pays de toute une série d'œuvres importantes : *Néo-mysticisme flamand*; *Contes hétéroclites*; *Les confins de la littérature et de la science*; *Les caractères de l'ancienne littérature belge*; *Regardons au dedans et au dehors*; *La Cité de la folie*; *Heures siciliennes*, etc.

En un volume in-16 de 320 pages (1), portant ce titre symbolique : *LA CITÉ ARDENTE*, M. Carton de Wiart nous fait le récit, sous forme de roman historique, du terrible drame politique qui commença le 26 août 1466, à Dinant, où, après le sac de la ville dans lequel fut anéantie l'industrie qui avait fait sa gloire : celles des batteurs de cuivre, huit cents bourgeois, liés par deux, furent précipités dans la Meuse, par-dessus le parapet de l'ancien pont en pierre sur lequel se trouvait gravée la célèbre inscription : *Hic pons confectus est* (ce pont fut fait ici) (2). Cet acte de cruauté fut exécuté par les hommes d'armes et les soudards du duc Philippe de Bourgogne, commandés par son fils Charles, pour assouvir la vengeance de ces deux potentats contre les Copères ; ceux-ci, dit M. Carton, avaient attaché à un poteau, en marque de dérision, un mannequin représentant le comte de Charolais qu'ils appelaient « Charlotteau », en disant qu'il n'était qu'un bâtard de leur ancien évêque, tandis qu'ils avaient donné au duc Philippe le surnom de vieux « Monnart » (3). Ce drame se continua le 28 octobre

(1) Paris, Librairie moderne, Perrin et C^{ie}, 1905.

(2) Voici au sujet de cette inscription le quatrain railleur de notre ancien confrère J. Grandgagnage dans ses *Voyages et aventures de M. Alfred Nicolas au royaume de Belgique* :

Si le pont de Dinant est un beau pont de pierre,
Sa belle inscription vaut encor mieux, j'espère.
Elle est en bon latin ; jugez-la ; la voici :
Hic pons confectus est : Ce pont fut fait ici.

(3) Voici le premier couplet de la « correxion des Liégeois » par un des poètes d'alors, aux gages de Philippe le Bon :

Dygnantois, aprez ce passé,
Fustes les obstinés rebelles.
Par vous fut le deable brassé
En vos cauldrons en vos poelles.

1467, dans les plaines marécageuses de Brusthem, par la défaite qu'infligea l'irascible fils du grand duc d'Occident aux milices liégeoises, commandées par Gilles de Metz, et d'où le vaillant sire Guillaume de Berlo, au lieu de la victoire, rapporta, brisé, flétri et déchiré, à Liège, l'étendard de Saint-Lambert, l'orgueil du pays, donné, dit-on, par Charlemagne en confirmant les privilèges de la ville (?), étendard qu'il avait juré de ramener intact avec les milices victorieuses. Il se termina enfin, à Liège même, que Charles le Téméraire vint assiéger et dont le sac finit par le feu et par la mort héroïque des six cents Franchimontois accourus pour sauver la ville et qui furent aussi liés par deux, à la mode bourguignonne précitée, avant d'être jetés dans l'Ourthe ! C'est le plus émouvant récit de cette lutte douloureuse contre la maison de Bourgogne par les « vrais Liégeois » : ainsi s'étaient appelés les partisans de Marc de Bade, qu'ils avaient élu régent en opposition à Louis de Bourbon, neveu du duc Philippe de Bourgogne précité et conséquemment cousin de Charles le Téméraire.

Dont par vos malvaises querelles
 Et villains mots en vos pattots,
 Vous eusses des dures merveilles
 Sur vos testes et sur vos toits.

AD. BORGNET : *Sac de Dinant* (p. 57 du tiré à part), où j'ai trouvé ces vers, dit également (p. 10) : « ... Quelques Dinantais, parmi lesquels se trouvait un certain *Connart le Clerc* ou *le Chanteur*, revêtirent un mannequin d'un surtout à la croix de Saint-André, le suspendirent à un gibet, l'allèrent planter en face de Bouvigne, puis, sonnait *ung cloquin de vache*, se mirent à crier à leurs ennemis : *Iarons venez au service Monsr de Charolais, bastard de Hinsberghe* ! C'était une indécente allusion aux rapports qui avaient existé entre le prédécesseur de Louis de Bourbon et le duc Philippe, à qui appartenait Bouvigne. »

« Rien de ce qui pouvait être emporté, dit M. S. Bormans (1), n'échappa à la rapacité des pillards : les ornements des églises, l'or, l'argent et les bijoux des particuliers, les livres, les meubles, les objets d'art, les cloches, le plomb des toits, le fer des demeures, le marbre des tombeaux, tout fut enlevé et transporté hors du pays. La perte que subit Liège dans cette circonstance est inestimable si l'on songe que cette cité, déjà riche et industrielle, l'Athènes de la Gaule-Belgique, peuplée alors, dit-on, de cent vingt mille habitants, fut, pendant trois jours, livrée à la fureur avide de quarante mille soldats bourguignons!... Les annalistes ne nous apprennent pas ce que devinrent toutes ces richesses. Adrien ou Adrianus de Veteri Busco, seul, assure que le bâtard de Bourgogne, auquel Charles, son frère, avait abandonné ce qui se trouvait à la trésorerie de Saint-Lambert et tous les bijoux de cette église, les fit transporter à Maestricht. Le reste fut dispersé, et, comme dit laconiquement Angelus, de Curribus Sabinis, historien contemporain, dont parlent Martène et Durand dans leur *Ampl. coll.*, IV, 1344 :

» ... *ad Burgundas illud dimittitur oras.*

» Chaque pillard de cette nombreuse armée, qui comptait des habitants de tant de pays divers, emporta le fruit de ses rapines dans son village, de façon que toute la Belgique et une grande partie du nord de la France regorgeaient d'objets liégeois.... Adrien nous apprend que deux mois après le pillage, les églises de Liège étaient encore tellement dénuées de tout, que les

(1) *Liste d'objets enlevés de Liège en 1468 par les soldats de Charles le Téméraire.* (BULLETIN DE L'INSTITUT ARCHÉOLOGIQUE LIÉGEOIS, t. VIII, 1866, p. 181.)

prêtres furent obligés de célébrer leurs offices sans ornements, sans livres, sans calices, l'argent leur faisant défaut pour en acheter de nouveaux. »

Félicitons hardiment le jeune littérateur-historien de son œuvre : elle est écrite en un style clair, serré et imagé; tous ses personnages sont bien en situation; ils ne cessent d'intéresser le lecteur; l'auteur a rendu le plus possible, avec le meilleur souci de la vérité, les pages si émouvantes d'alors de l'histoire de la principauté. L'intrigue du roman — car dans tout roman qui se respecte, historique ou autre, il doit y avoir une intrigue dans laquelle la vertu est récompensée et le méchant ou le traître puni — est menée de main de maître. Seulement, au lieu d'un mariage, Johanne de Berlo, la petite-fille de l'illustre sire de Berlo précité et fille de Gilles de Metz, va ensevelir son amour dans un couvent en apprenant la mort de l'écu de son cœur, Jean ou Josse de Strailhe, l'héroïque capitaine des « compagnons de la Verte Tente » (1), qui périt les armes à la main au moment où Liège est livrée aux flammes. Le dénouement était à prévoir, Johanne ne pouvant épouser le fils de celui qui avait donné l'ordre de trancher la tête à Gilles de Metz, son père, le chef des milices de la ville, la victime expiatoire du désastre de Brusthem.

En inaugurant l'Exposition qui vient de s'ouvrir à Liège, S. A. R. M^{te} le prince Albert, par une géniale

(1) Ces « compagnons de la Verte Tente (1449-1454) » avaient déjà fait l'objet d'une intéressante brochure du baron J. de Saint-Genois, parue à Bruxelles en 1837, et publiée par la Société nationale pour la propagation des bons livres. Elle donne le nom de tous les auteurs qui se sont occupés de ces redoutables soi-disant redresseurs de torts : Meyer, de Barante, Dewez, Pontus Heuterus, Chronycke van Audenaerde, etc.

inspiration, toute de circonstance, disait : « Quel cadre pouvait mieux être approprié à ce tableau de vie intense que représente la ville de Liège, la doyenne de nos cités industrielles, la *Cité ardente* (ardente autant que vaillante à la défense de ses droits qu'au travail, ajouterai-je!) dont les habitants sont les continuateurs infatigables d'un passé de labeur et de vaillance séculaires! »

Puisse cette patriotique invocation à la vaillance immémoriale des Liégeois, venant de la bouche d'un Prince royal bien-aimé, effacer les dernières traces de la terrible humiliation qu'infligea Charles le Téméraire à la célèbre ville de Notger lorsqu'il fit démolir le péron ou perron (*petra rotunda?*) (1), symbole de la nationalité liégeoise, qu'il fit transporter à Bruges, d'où il ne revint que dix années après par la clémence de Marie de Bourgogne, de tragique mémoire; cette infortunée princesse chercha ainsi à laver la mémoire de son père de ses actes odieux de tyrannie et de cruauté.

M. Carton de Wiart connaît supérieurement son XV^e siècle : on dirait qu'il y a vécu malgré son jeune âge. Il est aussi bon historien et archéologue que littérateur distingué. Toutefois, je crois pouvoir lui rappeler, à propos du buste, en pierre, au Musée archéologique de Namur, du chevalier sans tête, provenant d'Hastimoulin, qu'il fait apparaître à un certain moment de son récit

(1) L'arrêt de Charles le Téméraire était ainsi conçu : « Le Péron qui est au marchiet de la dite Cité sera oesté, et d'icelui sera fait le plaisir de mon dit Sr le Duc, sans que jamais lesdis de la Cité puissent refaire le dit Péron, ne en remettre aucun autre audit marchiet ne ailleurs en la dicté Cité, ne aussi faire porter ledit Péron ès armes de la dicté Cité. » FERD. HÉNAUX, *Récit historique sur le péron de Liège*, 1845, p. 19.

dramatique comme la statue du Commandeur dans : *Don Juan ou le Festin de pierre*, de Molière, que le millésime de 1562 figure sur le socle à l'autre côté de l'énigmatique devise :

Une. heure. viendra

Quy. tout. paiera.

Excusons l'auteur qui, pour les besoins de sa cause, n'a anticipé que d'un siècle sur les dates réelles. N'oublions pas que cette licence est permise autant aux romanciers qu'aux poètes. Le buste du chevalier sans tête, dans son livre, c'est le spectre, c'est le souvenir de Gilles de Metz, décapité à la suite du désastre de Brusthem pour satisfaire la populace qui considérait ce héros comme un traître !

L'auteur ressuscite les compagnons de la *Verte Tente*, qui s'étaient constitués en 1449 pour aider les Gantois et autres Flamands dans leurs luttes contre leur souverain Philippe le Bon. Leur nom proviendrait, selon le baron de Saint-Genois, de ce qu'ils avaient choisi les bois qui s'étendaient vers l'Escaut pour se mettre à l'abri après leurs déprédations; ils furent anéantis au siège du château de Schendelbeke, en 1454.

Selon le même auteur, Blankstain, leur chef, sollicité par les meneurs de la rébellion gantoise contre Philippe le Bon, aurait répondu : « Je jure de venir en aide à ceux de Gand, de défendre leur cause à la vie et à la mort, de n'accorder de merci à aucun captif partisan du duc, de piller les biens et avoir des Bourguignons, et de ne jamais coucher sous un toit jusqu'à ce que le parti de Philippe de Bourgogne soit anéanti, écrasé, exterminé. Pour ce, mes compagnons et moi, prenons à jamais le nom de *Compagnons de la Verte Tente* ! »

D'autre part, M. H. Lonchay, dans sa notice sur Louis de Bourbon (BIOGRAPHIE NATIONALE), parle de brigands, dits couleuvriniers, ou *Compagnons de la Tente Verte* (sic), à cause, dit-il, *de la couleur de leur costume*, qui ravageaient les campagnes, principalement de la Hesbaie et du Condroz ! Nous comprenons alors M. Carton de Wiart s'il s'est inspiré de M. Lonchay. Dans tous les cas, si c'est une résurrection des compagnons dont a parlé de Saint-Genois, elle ne fait pas mal en l'occurrence.

Quant à Guillaume de la Marck, il ne serait pas le « Sanglier d'Ardenne », comme vient de le démontrer notre distingué et érudit confrère le baron J. de Chestret de Haneffe, dont l'un des ancêtres, le chanoine de Chestret, figure dans la CITÉ ARDENTE (p. 185) (1), ce qui n'est pas sans nous flatter quelque peu, vu l'estime que nous avons pour l'auteur de la célèbre *Histoire numismatique de la principauté de Liège*.

M. Carton de Wiart manie la langue française avec cette dextérité, avec cette élégance et ce charme qui le distinguent autant comme parlementaire que comme défenseur de la veuve et de l'orphelin. Son livre est vécu : rien, ou si peu que ce soit, n'est abandonné à la fantaisie de l'imagination ; cette folle du logis n'a guère su s'y donner libre cours sous la plume de l'excellent écrivain, qui, comme nous l'avons déjà vu, a pris place au premier rang des littérateurs belges d'expression française et qui vient de ressusciter, dans de si heureuses conditions, le roman historique national.

J'applaudis d'autant plus à la rénovation de ce genre

(1) *Bull. de l'Acad. roy. de Belgique* (Classe des lettres, etc.). 1903, p. 106.

de littérature que, mieux que les historiens proprement dits, les romanciers possèdent l'art de parler à l'âme des artistes; c'est en lisant la *Guerre des paysans, de 1797*, de Conscience, que Constantin Meunier, aussi habile peintre que magistral sculpteur, — pour ne parler que de ce seul artiste, — a doté la galerie moderne du Musée royal de Bruxelles de l'un de ses plus émouvants tableaux.

Comme il est malheureusement à constater, on ne s'occupe plus que de sujets de genre ou du paysage : on dirait que l'âme belge est lasse de la peinture historique. La raison, me répondit le peintre à qui j'en fis la remarque en lui rappelant toutes nos gloires en ce genre, c'est que notre imagination n'est plus attirée sur les grands faits de l'histoire de la patrie : nous manquons à cet effet d'enthousiasme ; or ce sont les romanciers qui nous communiquent ce sentiment qui est nécessaire à l'artiste ; ils pensent à notre place en invoquant le passé, et nous, nous cherchons à réaliser leur conception par le pinceau.

Mon verre n'est pas grand, mais je bois dans mon verre,

disait Alfred de Musset (vers 82 de la dédicace de son poème dramatique « La coupe et les lèvres » dans : *Un spectacle dans un fauteuil*.)

La Belgique n'est pas grande comme territoire, mais elle est assez grande, selon ses annales, par ses luttes séculaires pour la liberté ; celles-ci offrent assez de pages émouvantes, héroïques, qui n'ont pas encore été peintes, autrement dit, vécues par le pinceau, pour réveiller et entretenir en nous les sentiments de patriotisme qui sont l'âme des nations. Et le livre de M. Carton de Wiart est de nature, par la richesse des scènes et des tableaux

qu'il renferme, à inspirer plus d'un peintre, comme il a déjà inspiré plus d'un dessinateur, à ne citer qu'Amédée Lynen, dont l'habile crayon a fait des merveilles pour LA CITÉ ARDENTE dans l'*Illustration belge* en cours de publication.

Lors de la réorganisation de l'Académie, en 1845, il fut spécifié que la Classe des lettres s'occuperait des deux littératures du pays : la littérature française et la littérature flamande. Cette disposition statutaire s'imposait, non seulement en raison du dualisme, c'est-à-dire de la culture, sur le même rang, de nos deux langues nationales, mais aussi par cette pléiade d'auteurs que nous comptons déjà alors dans nos rangs et qui est la gloire de la littérature belge d'expression française : Philippe Lesbroussart, de Reiffenberg, de Stassart, Grandgagnage, Vande Weyer, Van Hasselt, Moke, de Saint-Genois, A. Baron, De Decker, Raoul, Weustenraad, Ad. Mathieu, etc., à ne citer que ceux-ci. Actuellement, nous n'avons plus un seul poète : le dernier a été Charles Potvin, le seul Belge qui ait traduit Homère et l'a illustré selon l'archéologie grecque; et, en ce qui concerne les littérateurs proprement dits, c'est-à-dire de confrères ne s'occupant que des lettres dans la plus pure acception de ce mot, ce sont des philologues, à une ou deux exceptions, qui figurent dans nos rangs.

Or, il y a trois ans, lorsque j'appris la magnifique récompense qui venait d'être accordée par l'Institut Nobel à notre illustre confrère de France, M. Sully Prudhomme, je me suis empressé d'écrire à celui-ci pour le prier d'agréer nos plus sincères félicitations.

L'auteur du *Vase brisé* me répondit qu'« il était profon-

dément touché de cette marque de sympathie de ses confrères de l'Académie royale de Belgique. Cette éminente compagnie, ajoutait-il, peut, à bon droit, partager ma joie et ma fierté, car ce n'est point, à proprement parler, la France, c'est la langue française qui a obtenu le prix Nobel de littérature; aussi, les écrivains belges et spécialement vos poètes, Monsieur le Secrétaire perpétuel, étaient-ils intéressés à son succès. » *Ils en ont le culte et ils la servent avec un talent qui l'honore singulièrement ! »*

Ces paroles de l'illustre Français sont des titres de noblesse non seulement pour l'Académie, mais aussi pour le pays en ce qui concerne la culture de cette belle langue française qui fait autant honneur au pays que la culture de la langue flamande ou néerlandaise, comme on appelle actuellement celle-ci.

Et nous en sommes d'autant plus fiers, surtout en présence de cette admirable éclosion qui s'est faite il y a vingt ou vingt-cinq ans au plus en Belgique, sous l'impulsion de cette prise d'armes pour le bon combat en faveur du réveil de la littérature française par ce groupe de jeunes littérateurs qui avait pris le nom de : *La Jeune Belgique*. Nous ne saurions non plus méconnaître le groupe d'auteurs belges dont les productions constituent déjà les onze premiers volumes de la *Collection des poètes français de l'étranger*, dont trois Belges occupent la cime : Ivan Gilkin, Albert Giraud et Valère Gille.



Séance publique du 10 mai 1905.

M. G. MONCHAMP, directeur.

M. le chevalier EDM. MARCHAL, secrétaire perpétuel.

Sont présents : MM. Paul Thomas, *vice-directeur*, S. Bormans, T.-J. Lamy, F. van der Haeghen, Ad. Prins, A. Giron, le baron J. de Chestret de Haneffe, Paul Fredericq, G. Kurth, Mesdach de ter Kiele, H. Denis, le baron Éd. Descamps, E. Discailles, Polydore de Paepe, Aug. Beernaert, Ch. De Smedt, Jules Leclercq, M. Wilmotte, E. Nys, D. Mercier, H. Pirenne, *membres*; Ern. Gossart, J. Lameere, Fr. Cumont et Henri Francotte, *correspondants*.

Assistent à la séance :

CLASSE DES SCIENCES. — MM. De Heen, *vice-directeur*; G. Dewalque, Éd. Van Beneden, C. Malaise, Jos. De Tilly, Ch. Van Bambeke, G. Van der Mensbrugghe, Louis Henry, M. Mourlon, C. Le Paige, Léon Fredericq, A. Lancaster, L. Errera, P. Francotte et Paul Pelseneer, *membres*.

CLASSE DES BEAUX-ARTS. — MM. F.-A. Gevaert, *directeur de la Classe et président de l'Académie*; Max. Rooses, *vice-directeur*; Éd. Fétis, Th. Radoux, Henri Hymans, G. Huberti, Ch. Tardieu, J. Winders, Ém. Janlet, Ém. Mathieu, Eug. Smits, Edg. Tincl, Louis Lenain et X. Mellery, *membres*.

L'évêque Van Bommel et la Révolution belge (1);
discours par G. Monchamp, directeur de la Classe.

§ 1. — La situation politique aux débuts de 1825.

Pour bien comprendre le rôle — important, encore que secondaire — rempli par l'évêque Van Bommel lors des événements de 1829 et 1830, il convient de rappeler la situation du pays aux débuts de l'année 1825, les faits qui marquèrent les années suivantes, et la part qu'y prit l'abbé Van Bommel, encore simple prêtre.

Aux débuts de 1825, les Belges sont les uns catholiques, les autres libéraux. Un même sentiment les réunit presque tous : l'antipathie pour la domination hollandaise.

(1) Pour l'histoire de cette période de la vie de M^{re} Van Bommel, lire :

a) VAN BOMMEL, *Sermon sur la primauté du Souverain Pontife suivi de quelques notes*, 1838, pp. 71-79.

b) ULYSSE CAPITAINE, *Notice sur R. A. C. Van Bommel*; 2^e édition, 1853, pp. 10-26.

c) DARIS, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liège 1724-1852*, t. IV, 1873, pp. 295-363.

d) ALBERS, *Geschiedenis van het herstel der hiërarchie in de Nederlanden*, 1903, t. I, passim

Nous avons largement mis à profit les archives de l'évêché de Liège qui se sont enrichies récemment de la volumineuse correspondance particulière de Van Bommel depuis son enfance jusqu'à sa mort.

Les autres sources seront citées au cours du travail.

Mais de profondes divergences les séparent.

Les catholiques, qui sont de loin les plus nombreux, n'ont pas encore déposé leur mésestime pour la liberté des cultes et la liberté de la presse inscrites dans la loi fondamentale de 1815, et aspirent plus ou moins à l'ancien régime. Au point de vue religieux, ils sont en somme satisfaits d'un gouvernement qui leur laisse la liberté d'enseignement. Sans doute, ils éprouvent quelque peine des tracasseries qu'on leur suscite; mais après les vexations et les persécutions des régimes antérieurs à 1815, ils s'estiment heureux, parce qu'ils souffrent moins et qu'ils jouissent de certains avantages très appréciables. Sans doute encore, ils se rendent compte qu'au point de vue civil et politique, il leur manque un bon nombre de libertés; mais ils n'en sentent point vivement la privation, et même ils s'en défient, parce qu'elles sont nouvelles, ou du moins ils s'imaginent qu'elles le sont, à force d'entendre dire autour d'eux qu'elles sont l'œuvre de la grande révolution.

Et enfin, chose à bien noter, s'il y a en Belgique des catholiques, si même ils forment le gros de la nation, ils ne sont pas, à proprement parler, un *parti* : en fait de vie politique, ils ne sont pas encore à l'âge adulte, c'est tout au plus s'ils sont sortis des langes de la première enfance.

Tout autre est la physionomie des libéraux. Quoiqu'ils ne soient pas arrivés à l'intensité de notre vie politique contemporaine, ils ont une presse assez bien organisée et des associations. Aux États-Provinciaux et surtout à la Seconde Chambre, ils forment des groupes nourris et compacts, hors de proportion avec leur nombre réel dans la population. Ils ont un programme : ils réclament

tous les corollaires des libertés civiles et politiques formulées dans la loi fondamentale; ils en demandent de plus grandes encore. A tout propos, ils harcellent le gouvernement. A leur tête sont des hommes de valeur comme Reyphins, Dotrengé et De Potter.

La plupart de ces libéraux, du moins les militants du parti, sont des philosophes, au sens de ce mot depuis la fin du XVIII^e siècle, c'est-à-dire des rationalistes n'admettant pas plus le catholicisme que le protestantisme; ils estiment que le catholicisme surtout est incompatible avec la liberté, et que, dès lors, c'est rendre service à ses adhérents eux-mêmes, que de travailler à le ruiner ou du moins à l'affaiblir.

« Liberté, mais pour ceux-là seulement qui veulent la liberté des autres », tel était leur cri de guerre (1), et le publiciste le plus fameux de leur école en ce temps-là a pu écrire que, dans les provinces belges, les catholiques et les libéraux étaient plus ennemis encore les uns des autres qu'ils ne l'étaient tous du gouvernement hollandais (2).

Telle était la situation aux débuts de 1825.

Elle allait se modifier profondément, au grand dam de la Hollande et par le fait de son gouvernement.

Guillaume I^{er} était certes un homme de haute valeur : nous n'oublierons jamais ce qu'il a fait pour le développement de notre industrie, et nous ne méconnaitrons ni sa haute intelligence, ni ses bonnes intentions, ni son application intense au rude labeur qui incombe à un

(1) DE POTTER, *Souvenirs*. Bruxelles, 1840, t. I, p. 15.

(2) *Ibid.*, p. 13.

souverain, labeur qu'il aggravait encore en voulant s'occuper de tout, même des détails, comme avait fait jadis Philippe II.

Mais il était Hollandais et protestant, et nous étions Belges et presque tous catholiques. Il devait être un roi constitutionnel, et par tempérament c'était un roi absolu. Malgré tout cela, il est bien possible qu'il serait parvenu à conserver l'intégrité de son royaume s'il n'avait pas eu autour de lui des conseillers ayant presque tous les mêmes tendances que lui, portés par conséquent à les encourager et à les accentuer. Si l'un ou l'autre était plus modéré, — tel Van Gobbelschroy, — nul n'avait cette trempe d'âme si nécessaire et si rare qu'il faut pour oser s'opposer franchement aux opinions et aux goûts du souverain et lui crier à temps : « Sire, vous vous perdez, et vous faites tort à votre peuple. »

Au mois de juin 1823, Guillaume inaugura la série de ses décrets contre les établissements libres d'enseignement moyen. Il ferma les collèges catholiques et les petits séminaires. Il ouvrit à Louvain le fameux Collège philosophique où tous les aspirants au sacerdoce catholique devaient aller étudier durant deux années vingt-deux branches différentes, parmi lesquelles la philosophie, l'histoire de l'Église et le droit canon. Il en nommait lui-même les professeurs. C'était presque la résurrection du séminaire général de Joseph II, et — chose de mauvais augure — le local choisi à Louvain pour la nouvelle institution fut précisément celui qui avait servi de séminaire général !

Quelle fut au fond la pensée de Guillaume ? Son but avoué, c'était de former un clergé catholique plus instruit, plus au niveau de la science du jour. Mais son

but réel, qu'il en eût ou non complètement conscience, et en tout cas le but réel de ses conseillers, c'était de mettre la main sur le clergé, afin de diminuer son influence qu'il estimait nuisible, c'était d'accroître la puissance souveraine de tout ce qu'il enlèverait aux évêques et surtout au pape.

Le moment semblait propice pour réaliser ce projet d'une église nationale, dont un descendant du Taciturne aurait été le pape laïc. Notre enseignement ecclésiastique n'était pas encore remis des rudes coups que lui avait portés la grande révolution. Les diocèses de Gand, de Liège et de Tournai n'avaient plus d'évêque. A Namur et à Malines, c'étaient deux vieillards infirmes qui occupaient les sièges épiscopaux. Et puis, une telle mesure n'allait-elle pas réjouir les libéraux philosophes et, qui sait, les rapprocher du gouvernement ?

Mais les prévisions de Guillaume I^{er} ne se réalisèrent pas.

C'est ici qu'apparaît l'abbé Van Bommel.

§ 2. — Le rôle de l'abbé Van Bommel dans la campagne contre les arrêtés royaux de 1825 et dans la formation de l'union catholique-libérale (1825-1829).

Corneille-Richard Van Bommel était Hollandais. Né à Leyde en 1790, il avait fait toute son éducation littéraire, philosophique et théologique à Munster, dans un établissement dirigé par des prêtres français émigrés. Sous la conduite de ces maîtres habiles, le jeune Corneille, brillamment doué du côté de l'intelligence et du cœur, avait acquis des connaissances variées et approfondies et développé ses qualités morales. Un jour, il était allé visiter

la voyante de Dulmen, la célèbre Anne-Catherine Emmerich, et elle lui avait recommandé de se dévouer à l'éducation de la jeunesse sacerdotale : c'était précisément l'aspiration secrète du jeune théologien. Il y vit une indication du Ciel. Et, de fait, la caractéristique de toute son existence, ce qui met de l'unité dans toutes les manifestations de son exubérante activité, depuis sa rentrée en Hollande (1816) jusqu'à sa mort à Liège (7 avril 1852), c'est l'application aux choses de l'enseignement. Ses livres, ses polémiques de presse et de brochures, son action politique en Belgique et même au dehors, ses grandes fondations épiscopales se rapportent presque toujours à l'enseignement primaire, moyen, supérieur, normal.

Il débuta, en 1817, par fonder le Collège de Hageveld dans la Hollande septentrionale, et c'est merveille, quand on parcourt sa correspondance, de le suivre, jour par jour, dans ses multiples préoccupations de directeur, de professeur et d'économe. C'est un éducateur enthousiaste de sa vocation et, ce qui est mieux, il en possède toutes les aptitudes. Aussi, le succès couronnait-il ses efforts, et il voyait les protestants et même les autorités gouvernementales reconnaître la valeur de son collège. Les arrêtés de 1825 vinrent décréter la fermeture de ce cher Hageveld. Ce jour-là fut pour lui un jour de deuil, mais la rudesse même du coup fit naître dans son cœur une mâle résolution : *dant animos plagae*; il résolut de se dévouer corps et âme à la revendication de la liberté de faire du bien à la jeunesse.

Il se rendit à Malines, et là il proposa au vieil archevêque, le prince de Méan, d'entamer une lutte légale, mais énergique et inlassable, contre les mesures gouver-

nementales. L'ancien prince-évêque de Liège regarda ce jeune prêtre de trente-cinq ans, à la figure avenante et intelligente; il comprit de suite qu'il avait devant lui un homme, et bénit son projet. A l'instant, l'abbé Van Bommel se met en route, et durant six semaines court tous les chemins de la Belgique et de la Hollande pour se mettre en rapport avec les autorités ecclésiastiques. Avec elles, il rédige des représentations respectueuses à envoyer au roi Guillaume, toutes conçues dans le même sens; et bientôt, de toutes parts, on vit pleuvoir à La Haye les protestations contre les décrets royaux. Une correspondance suivie s'engage entre le gouvernement et l'archevêché de Malines. Je l'ai lue, elle est d'un intérêt passionnant, et les dépêches épiscopales, presque toujours calmes, sont pleines de force et parfois d'éloquence. Or, c'est Van Bommel qui les rédigeait (1).

Toutefois, son action était aussi secrète qu'énergique, et il est curieux de voir toutes les mesures qu'il prenait pour la cacher aux yeux d'Argus du ministère. Celui-ci, qui évidemment ne soupçonnait rien, eut la naïveté d'offrir au jeune abbé les fonctions de directeur du Collège philosophique. On devine quel accueil il reçut. Guillaume I^{er} intervint alors personnellement; il manda Van Bommel auprès de lui, et durant une audience de

(1) Voir plus bas (p. 407, n. 1) le témoignage autorisé de l'inter-nonce Capaccini. Cependant il est certain que l'avocat Ch. Van der Horst prit part à ce travail de rédaction. L'inter-nonce l'assure le 14 septembre 1829 : « Egli (Van Bommel) è quello, che fino dal 1825 ha fatto insieme con l'avv. Van der Horst tutti i lavori per l'arcivescovo (*Registro*, p. 258). » Nous avons consulté une copie de ce registre en possession du R. P. Albers, S. J., à Maestricht.

quatre heures, il s'efforça de gagner à sa cause le jeune ecclésiastique : vingt fois, le roi lui dit qu'il espérait bien le voir à Louvain, et vingt fois Van Bommel lui répondit : « Et moi j'espère, Sire, que Votre Majesté modifiera le Collège de telle sorte que je puisse y aller (1). »

Le gouvernement ne modifia rien, et il fallut porter la guerre sur d'autres terrains, dans la presse, dans les États-Provinciaux et finalement à la Seconde Chambre. Je ne puis songer à relater ici toutes les péripéties de la lutte et la part qu'y prit l'abbé Van Bommel. A la Seconde Chambre, les rares députés catholiques parlèrent en vain ; ils furent écrasés par les protestants et même par nos compatriotes Reyphins et Dotrengé. Ce dernier finit sa harangue par ces mots : « Je terminerai ce long discours par une courte prière au roi : Sire, préservez-nous des jésuites, mais délivrez-nous de la mouture, dont, le cas échéant, ils se feraient une très persuasive auxiliaire (2). »

Facti sunt in ipsa die amici Herodes et Pilatus : Dotrengé et Reyphins furent récompensés pour leur attitude, et ils se déconsidérèrent aux yeux de leur propre parti en devenant les appuis du gouvernement, après en avoir été les plus terribles adversaires (3).

Cependant les catholiques gagnaient du terrain, non

(1) Lettre à J.-D. Peyrot du 13 août 1825 (Appendice, n° D). M. Peyrot, qui habitait Anvers, était le cousin germain de M^{re} Van Bommel et avait épousé une cousine germaine du prélat. Il était son confident, et c'est lui qui a formé le corps imposant d'archives entré récemment à l'évêché de Liège.

(2) Discours du 15 décembre 1825. DE GERLACHE, *Histoire du royaume des Pays-Bas*. Bruxelles, 1839, t. II, p. 109.

(3) DE GERLACHE, t. I, p. 422.

pas, à la vérité, à la Chambre ni dans la presse, mais, ce qui présageait un fâcheux avenir pour le Pouvoir, dans les masses profondes de la nation. Nous l'avons dit, l'immense majorité des Belges était catholique de religion et, partant, attachée au clergé. Or, celui-ci, docile lui-même à l'impulsion de ses chefs, corroborée bientôt par les approbations romaines, se déclarait de plus en plus opposé à des décrets qui devaient, à bref délai, tarir la source de son recrutement et tuer le catholicisme en Belgique.

Le gouvernement se résolut alors à renouer les relations avec Rome en vue de la conclusion d'un concordat. Il espérait que Rome se montrerait plus traitable que les Ordinaires du Royaume, surtout si on lui faisait entrevoir le rétablissement de la hiérarchie épiscopale en Hollande et la provision des sièges vacants de Belgique. Il comptait bien d'ailleurs obtenir l'un ou l'autre évêque gouvernemental et, qui sait, le remplacement du prince de Méan, vieux et infirme, mais, à ce qu'il estimait, la cause principale de toute l'opposition religieuse.

Le comte de Celles, qui appartenait à l'opinion libérale, fut chargé des négociations. Elles aboutirent à la conclusion d'un concordat satisfaisant pour les deux parties et qui fut accueilli avec joie par les catholiques (18 juin 1827). Ce concordat fixait des principes dont découlaient l'abolition du Collège philosophique et la réouverture des petits séminaires. Le gouvernement, par une circulaire confidentielle aux gouverneurs en date du 5 octobre 1827, exprima la résolution de ne pas prendre ces mesures réparatrices, et il eut soin de confier le texte de cette circulaire au grand publiciste libéral De Potter, qui appelait le concordat « la capucinade de M. de

Celles ». De Potter n'eut rien de plus pressé que de l'imprimer dans le *Courrier des Pays-Bas* du 14 octobre (1).

Ce fut alors un *tolle* général chez les catholiques : la mauvaise foi du gouvernement les révolta, et l'on peut dire qu'à partir de ce jour la lutte contre le cabinet, de modérée dans la forme qu'elle avait été jusque-là, devint ardente et impétueuse (2).

Les catholiques s'étaient comptés, et ils se trouvaient nombreux. Ils avaient lutté et leur inexpérience leur avait valu des coups et des blessures; mais ils avaient appris à bien se battre. Forcés de se mettre sur le terrain de leurs adversaires protestants et libéraux, ils n'insistaient plus sur les principes catholiques qui n'étaient pas admis par eux, mais ils se basaient sur les libertés inscrites dans la loi fondamentale. A la même époque, l'abbé de Lamennais, dans toute la force de son prestigieux talent, défendait la cause de la liberté totale, et ses brochures étaient lues avec avidité par les catholiques belges. Van Bommel, grand admirateur de Lamennais, dont il a traduit en néerlandais et publié (du moins en partie) l'*Essai sur l'indifférence en matière de religion*, changea, lui aussi, ses batteries, ou plutôt il ajouta de nouvelles aux anciennes.

Originaire d'un pays divisé de croyances depuis trois siècles, il comprenait d'ailleurs mieux que les catholiques belges le régime de la liberté des cultes.

Ici se place l'événement capital qui rendit possible la révolution de 1830, je veux dire l'union des catholiques

(1) DE POTTER, *Souvenirs*, 1840, t. I, p. 17.

(2) DE GERLACHE, t. I, p. 446.

et des libéraux. Comment se fit-elle? Y eut-il un pacte formel? De pacte formel, il n'y en eut pas, mais le fait est que l'union se fit, unanime, forte, vraiment nationale, puisqu'il n'y avait que deux partis en Belgique.

Les libéraux (à part quelques exceptions) virent que les catholiques étaient nombreux; qu'ils renonçaient définitivement à l'ancien régime et déposaient leurs répugnances pour la liberté des cultes autres que le leur et pour la liberté de la presse; que le parti libéral était inconséquent et se faisait tort à lui-même en ne voulant pas laisser profiter l'enseignement et la religion catholiques des franchises dont il proclamait la nécessité absolue dans tous les ordres d'idées. De leur côté, les catholiques devaient reconnaître que les libéraux étaient intelligents, actifs, expérimentés dans les luttes politiques; que leurs revendications, surtout si on les disjoignait de leurs principes philosophiques, n'avaient pas d'opposition irréductible avec la doctrine orthodoxe et présentaient, au contraire, pour la plupart, des avantages très appréciables : telles étaient, par exemple, la responsabilité ministérielle, la liberté des langues, l'immovibilité des juges; et ils les inscrivirent à leur programme (1).

De Potter lui-même finit par sonner le ralliement

(1) Le *Maïthieu Laensberg*, feuille libérale de Liège, fut la première à préconiser l'union (juillet 1828); le *Catholique des Pays Bas* de Gand et le *Courrier de la Meuse* de Liège furent les premiers à s'y rallier. Le *Courrier des Pays-Bas*, feuille libérale de Bruxelles, ne l'accepta que plus tard. Dans le principe, il avait qualifié l'union « d'alliage monstrueux du moderne et du gothique, de la liberté et de l'absolutisme, de la vie et de la mort ».

national dans trois articles qui lui valurent son premier procès, dix-huit mois de prison et 1000 florins d'amende. (*Courrier des Pays-Bas*, novembre 1829.)

Comme il l'écrit lui-même dans ses *Souvenirs* (nous citons ses propres paroles), il y démontrait que « les Belges n'avaient d'autres jésuites à craindre que les mystificateurs du pouvoir, qui avaient sellé et bridé les libéraux comme le cheval de la fable, pour aller à la chasse du croquemitaine de la Congrégation; que le seul ennemi, c'était l'arbitraire, et, par conséquent, que le seul refuge, c'était la liberté pour tous, le droit commun pour tous, jésuites et non-jésuites, catholiques et libéraux (1) ».

C'est à cette époque que commença le fameux pétitionnement : les pétitionnaires réclamaient surtout les deux libertés corrélatives de l'enseignement et de la presse.

Plus de cinquante mille signatures de personnages notables appartenant à l'opinion libérale aussi bien qu'au parti catholique, vinrent encourager l'opposition de la Seconde Chambre où elle formait la majorité tout en devant subir les ministres irresponsables du roi Guillaume.

Le gouvernement, aux premiers indices de cette opposition unanime des Belges, résolut de tenter de détacher les catholiques des libéraux en exécutant le concordat, et il demanda qu'un envoyé du Saint-Siège vint chez lui à cet effet, notamment pour se concerter avec lui sur le choix des nouveaux évêques.

(1) *Souvenirs*, 1840, t. I, p. 30.

§ 3. — Écrite de Van Bommel, évêque nommé de Liège, en faveur de la liberté des séminaires, de la liberté de l'enseignement et de la liberté des cultes (1829).

M^r Capaccini fut chargé par la Cour romaine de cette délicate mission (1). Ce prélat distingué arriva à Bruxelles le 10 octobre 1828 et resta jusqu'à l'issue de la Révolution (octobre 1830). J'ai parcouru son copie de lettres où l'on voit jour par jour la suite de ses travaux. Il n'est pas de lecture plus attachante et plus instructive pour notre histoire politique et religieuse durant cette époque troublée : les hommes et les choses y sont dépeints d'une main habile, et on peut y étudier tous les ressorts de cette action diplomatique où la finesse italienne marche de pair avec l'élévation des vues. Ce n'est pas à dire que M^r Capaccini ait échappé à ce qui est inévitable : il s'est trompé une fois ou l'autre sur le compte de ceux dont il avait à s'occuper. Mais ces erreurs ont été de courte durée et sans conséquence. C'est ainsi que sur la foi de faux rapports du gouvernement, il méconnut l'avocat Charles Van der Horst, conseil de l'archevêque de Malines, l'ami d'enfance, le confident et le coopérateur de l'abbé Van Bommel. Il faut lire dans le récent ouvrage du P. Albers (2) le récit de la cruelle mésaventure qui arriva au pauvre

(1) Ses lettres de créance sont du 26 août 1828 (*Registro*, p. 117). Le pape avait dès le 5 mai manifesté l'intention d'envoyer aux Pays-Bas M^r Capaccini (*Registro*, p. 132).

(2) *Geschiedenis van het herstel der hierarchie in de Nederlanden*, 1903, t. I, pp. 243 et 244. Cf. *Registro* de Capaccini, pp. 63-65.

avocat à Cologne, où il était allé attendre au passage M^{re} Capaccini.

L'abbé Van Bommel fut blessé au vif de la façon d'agir du prélat, d'autant plus que celui-ci avait cru devoir blâmer en différentes circonstances les excès de zèle de certains catholiques laïcs et ecclésiastiques, amis particuliers du jeune abbé. Les lettres intimes de celui-ci laissent percer le déplaisir qu'il en éprouvait et les craintes qu'ils lui faisaient concevoir pour la bonne marche des affaires. C'est ainsi que le 16 novembre 1828, il écrit qu'il ne veut pas prendre part à une réunion où se trouve l'envoyé du Saint-Siège : « Vous n'y verrez pas l'ermite (c'est lui-même qu'il désigne de la sorte). Je l'ai dit à K. (l'avocat Charles Van der Horst). Cet homme, tout ermite, tout recueilli en Dieu qu'il est, ne se possède pas assez pour se contenir vis-à-vis d'un malin capucin (Capaccini), qui ne se rend pas à de bonnes raisons et qui a l'air d'avoir un parti pris. Il faut pour cela des hommes plus calmes et d'un sens plus rassis(1). » Capaccini et Van Bommel avaient trop d'intelligence et trop de vertu pour rester en désaccord ou même en froid l'un vis-à-vis de l'autre. Tout s'éclaircit bientôt, et le gouvernement, qui avait tendu un piège à l'envoyé de Rome en lui dépeignant l'opposition sous de fausses couleurs, en fut pour ses frais.

La question des nouveaux évêques marchait péniblement. Le roi, qui n'était pas catholique et se souciait avant tout d'avoir des évêques accommodants, ne mettait en avant que des indignes ou des incapables. Le prélat

(1) Lettre à J.-D. Peyrot.

romain, de son côté, démontrait imperturbablement par des preuves péremptoires que les propositions royales étaient indéfendables, et s'abstenait soigneusement d'en faire d'autres. Ce qu'il prévoyait se réalisa : le roi finit par lui demander des noms, et Capaccini, qui avait apporté de Rome une liste de candidats recommandés par l'archevêque de Malines et le supérieur de la mission de Hollande (Ciamberlani), la communiqua au souverain le 20 janvier 1829. Le roi n'eut pas plutôt vu cette liste qu'il accepta l'abbé Van Bommel, dont il reconnaissait la haute intelligence et le loyalisme, et qu'il estimait malgré son opposition aux décrets de juin 1825 (1).

(1) Nous ne pouvons omettre le portrait que trace Capaccini de l'abbé Van Bommel dans sa dépêche du 17 février. Après avoir dit que les trois nouveaux évêques sont irréprochables au point de vue de la doctrine et de la conduite morale, il fait un court éloge de Van de Velde (Gand) et de Delplancq (Tournay), et continue en ces termes : « Senza nulla detrarre al merito degli altri, dirò che il Sig^r Van Bommel è molto al di sopra dei due sopra descritti soggetti. Il suo carattere è ingenuo e leale; la sua fisionomia chiara e vivace, nè io saprei meglio paragonarlo che al Sig^r Ab. Lingart, di cui il S. P. conosce bene la fisionomia, con la differenza però che le dottrine del Sig^r Van Bommel sono perfettamente romane. Il Sig^r Van Bommel è fatto per il tempo in cui viviamo, e per far fronte a questo governo. È istruitissimo, parla perfettamente il francese e il tedesco. I suoi discorsi mostrano la chiarezza delle sue idee. Tutte le rimozioni fatte dall' arcivescovo di Malines e da M^{re} Ciamberlani, ed il gran lavoro delle 400 pagine mandato alla Santa Sede (il s'agit d'une étude sur les missions de Hollande) sono parto della sua penna. Ha il dono della parola, e benchè parli molto (voilà la seule petite ombre au tableau, et les indiscretions de langage à l'adresse de Capaccini signalées ci-dessus, inconnues d'ailleurs de lui, s'expliquent aisément par le petit défaut insinué ici), si fa sempre ascoltare con atten-

Le 15 février 1829, il lui donna audience à Bruxelles. L'évêque nous a conservé une courte relation de cette entrevue, la première ce semble après celle du 10 août 1825 : « Ma première parole, en abordant la personne du roi, à Bruxelles, fut que, rien n'étant changé à l'état de choses que les arrêtés de 1825 avaient créé en matière d'instruction et d'éducation ecclésiastique, je suppliais Sa Majesté de prendre en considération les observations que je lui avais consciencieusement présentées à cette époque; que sans cela je regretterais de ne pouvoir pas plus contribuer, comme évêque, à la réalisation de ses plans que je ne l'avais pu comme régent du Collège philosophique (1). »

zione. Le sue maniere sono urbanissime. In poco tempo l'ho messo al corrente di tutti i nostri affari, ed è entrato così bene nello spirito delle nostre trattative, che io non potrei desiderare di vantaggio. E docile, scelto, amabile, non ha di olandese che il cognome (le P. Albers note ici à bon droit : *Deze uitdrukking moet men in concreto beschouwen*) : in una parola, è perfetto. Egli conviene sommamente alla diocesi di Liegi, i di cui abitanti sono svegliati al pari degl'Italiani, e dove l'istruzione, parlando della generalità, e la civilizzazione sono al di sopra di tutte le altre provincie del Regno. » (*Registro*, p. 142.) — Les Liégeois seront certainement flattés de l'appréciation finale que formule l'envoyé du Saint-Siège.

(1) *Sermon sur la primauté du Souverain Pontife suivi de quelques notes*, note 4, p. 72.

Le P. Bernard Hafkenscheid, célèbre missionnaire rédemptoriste, ancien élève de Hageveld, a donné à J.-D. Peyrot quelques détails sur cette audience. « Plus de dix fois Monseigneur m'a raconté.... qu'au moment où il entra dans le cabinet du Roi, celui-ci lui dit : Eh bien, Van Bommel, vous serez content; je vais vous poser une mitre sur la tête. A quoi Monseigneur répliqua : Sire, elle n'y viendra jamais tant que le Collège philosophique n'aura pas été supprimé. »

Hélas ! on n'en était pas encore là, et quand Van Bommel fut retourné dans sa solitude de Hageveld, où il habitait son ancien petit séminaire, il fallut que l'envoyé de Rome se donnât bien des peines pour avancer les choses vers la solution définitive. Il crut y être parvenu quand, le 20 juin 1829, parurent deux nouveaux arrêtés dont le but principal semblait être de rendre facultatif le trop fameux Collège de Louvain. Dans des conférences tenues à Contich au mois de juillet, l'évêque Van Bommel (il avait été préconisé dans le consistoire du 18 mai) le détrompa et lui fit voir qu'en combinant les deux arrêtés, il était clair qu'on reprenait d'une main ce qu'on semblait accorder de l'autre.

A la suite de ces conférences, Van Bommel conseilla à l'archevêque de Malines d'organiser l'enseignement des jeunes clercs dans les presbytères, ce que le prince de Méan fit par une circulaire confidentielle à ses doyens en date du 7 août. Elle fut déferée au Conseil d'État, et le Conseil jugea qu'il y avait lieu à poursuites. On n'osa en venir jusque-là, pour ne pas exaspérer l'opposition d'avantage encore. Le roi fit alors entendre à l'archevêque que s'il lui demandait officiellement le retrait des décrets, cela lui serait accordé. Van Bommel déconseilla cette demande, et voyant que le gouvernement ne s'exécutait pas de lui-même, il résolut de frapper un grand coup.

Il rédigea en quelques jours, à Anvers (1), une brochure

(1) Chez J.-D. Peyrot. La chambre où il écrivit cet ouvrage fut appelée désormais « la chambre des *Trois chapitres* ». Dans ses notes, Peyrot s'exprime en ces termes : « Je vis l'homme à l'œuvre, pénétré de son sujet et comme doué d'un esprit de prophétie ; il indiquait d'une manière très claire, dans des passages qu'il a supprimés, la catastrophe terrible de 1830. »

intitulée : *Trois chapitres sur les deux arrêtés du 20 juin 1829 relatifs au Collège philosophique; par un père de famille pétitionnaire* (1). Les précautions les plus minutieuses furent prises pour que l'auteur restât inconnu; seulement il fut difficile de trouver un imprimeur qui osât se risquer à en accepter la publication par ce temps de procès de presse, et encore exigea-t-il une bonne caution pour se couvrir des amendes éventuelles.

Nous n'essaierons pas d'analyser cette brochure : elle mérite d'être lue tout entière, car elle est étincelante de clarté et de logique. On est surpris d'y rencontrer un ou deux passages désagréables pour M^{re} Capaccini. Le premier se trouve dans l'Avant-Propos : « Ces arrêtés, artistement combinés et rédigés avec finesse, ont trompé quelques personnes; on prétend même, dans les salons de B. (Bruxelles), qu'un personnage, qui n'est venu au pays que pour appuyer de son crédit les intérêts des catholiques et qui n'a droit de s'en mêler qu'autant qu'il les appuie, s'est laissé prendre au leurre. » Quelques raisons qu'ait eues M^{re} Van Bommel pour rappeler cette erreur d'appréciation de l'internonce, elles n'empêchent point que l'allusion ne fût blessante, et le prélat italien s'en plaignit un jour à Rome (2).

L'autre endroit est plus surprenant encore sous la plume d'un évêque. C'est là où il examine si, dans l'hypothèse que le Collège eût été purement et simplement déclaré facultatif, il y aurait eu lieu pour les catholiques belges de se déclarer satisfaits. L'auteur

(1) Bruxelles, septembre 1829.

(2) Voir à l'appendice (n. VI).

répond que non, et il ajoute : « Rome elle-même, s'il était possible, ou son envoyé aurait beau céder sur ce point ; elle ne peut céder des droits qui nous sont garantis par la Constitution. »

Toute la brochure roule sur la liberté des séminaires, et à plusieurs reprises elle fait remarquer que le gouvernement est entré dans la même voie qui avait été si fatale à Joseph II. Et, bien qu'elle préconise les voies légales, il y avait dans ce rapprochement plus qu'une remarque banale d'historien. Personne ne pouvait s'y tromper.

Toutefois, le pétitionnaire anonyme, tout en annonçant qu'il se limite à la question religieuse, déclare qu'il souscrit aux autres pétitions : « Quoique j'aie appuyé de ma signature, et je m'en fais gloire, toutes les justes réclamations de mes concitoyens contre la violation de leurs divers droits constitutionnels ; quoique je sois prêt, et sans crainte de me déshonorer, à les appuyer encore, je prie ceux d'entre eux qui, pétitionnaires comme moi, ne partagent pas ma croyance religieuse, de ne pas trouver mauvais que, dans ce petit écrit, je me borne au seul objet qui s'y rattache. D'autres plumes plus éloquentes réclameront d'autres libertés. »

Et l'Avant-Propos se termine par cette acclamation, si franchement unioniste, puisqu'elle concernait surtout De Potter, l'auteur de *Scipion Ricci*, et son compagnon de captivité Ducpétiaux : « Honneur aux libéraux dignes de ce nom, qui défendent comme nous et avec nous les libertés constitutionnelles du pays, et qui les défendent au prix de leur repos et de leur liberté. Ils méritent toute notre reconnaissance ; agréez, nobles défenseurs, un faible gage de la mienne, en me permettant de

consacrer à la souscription nationale le fruit de ce travail. »

Cette souscription avait pour but de payer les amendes encourues par ces publicistes.

« Cessez, dit-il aux ministres du roi dans la conclusion de la brochure (p. 74), cessez vos stériles efforts pour désunir ceux qui, d'opinions religieuses différentes, n'en ont *qu'une* sur la nécessité de reconquérir, *dans l'intérêt de tous*, la liberté entière et parfaite des opinions et des cultes, ainsi que tous leurs droits politiques. »

Ce qui n'est pas moins remarquable, c'est la franche appréciation de la parole du roi qui, le 22 juin 1829, en recevant à Liège la Régence, avait taxé d'infâme la conduite des pétitionnaires.

« Les arrêtés avaient été signés le 20 juin, et, deux jours après, on déclara la conduite des pétitionnaires... Ma plume s'arrête et se refuse à tracer ce mot que tout Belge qui aime son roi voudrait effacer de ses larmes et même de son sang. Ministres, ce fut encore votre ouvrage ; sans vous, jamais ce mot n'aurait été prononcé. Si, depuis longtemps, vous aviez préféré votre devoir à vos places, le monarque qui nous aime aurait été éclairé (p. 59). »

Les *Trois chapitres* eurent du retentissement, et tout le monde se demanda qui en était l'auteur (1). M^{sr} Van Bommel, qui les a avoués publiquement en 1838, a dit

(1) Cet écrit pouvait fermer à son auteur, qui n'était pas encore sacré, l'accès à l'épiscopat « Mais, dit M^{sr} Van Bommel (*Sermon sur la primauté*. Notes, p. 23), comme je n'avais jamais recherché aucune dignité, je ne devais pas craindre de perdre celle qu'on venait de m'offrir. »

que le roi savait dès le principe qui les avait écrits. Il résulte cependant de la correspondance de l'évêque que le 26 septembre, donc une dizaine de jours après le lancement de l'ouvrage, le roi n'avait que des conjectures sur ce point (1).

Les *Trois chapitres* firent plus qu'exciter l'intérêt et la curiosité publique, ou même, comme s'exprimait le *Courrier des Pays-Bas*, que donner le tintouin à M. Van Gobbelschroy, qui était après tout le ministre qu'ils visaient le moins. Ils poussèrent le roi à retirer les deux malencontreux décrets du 20 juin; et, le 2 octobre, le roi, en présence de M^{re} Van Bommel lui-même, signa l'arrêté donnant satisfaction aux catholiques en proclamant réellement facultatif le Collège philosophique et en permettant aux évêques de rouvrir leurs petits séminaires.

C'était une éclatante victoire et le couronnement de quatre années de lutttes. Les catholiques obtenaient satisfaction sur le point capital de leurs revendications. Mais de là surgissait une périlleuse situation : l'union

(1) D'après M. Henry, qui a donné une biographie du cardinal Sterckx, Guillaume I^{er}, dans l'audience du 2 octobre 1829, apprit de la bouche même de l'évêque qu'il était l'auteur des *Trois chapitres*, et il ajoute que le Souverain fut étonné et touché de tant de franchise. M. Henry ne cite pas sa source; le fait est cependant très croyable. (*Le cardinal Sterckx*. Bruxelles, 1868, p. 24, note 1.)

Le 22 novembre 1829, Tielemans écrit à De Potter (*Procès*, t. II, p. 94) : « On dit que les *Trois chapitres* sont de Melchisedech (Van Bommel), mais motus ! Il les a faits en société avec un second, que l'on croit être Vilain XIII. » Le renseignement passe dans le *Belge* et de là dans les autres journaux. En réalité, Vilain XIII n'était pour rien dans la brochure. Ce qui est vrai, c'est que Van Bommel en soumit le manuscrit au vicaire général Sterckx.

avec les libéraux n'allait-elle pas se dissoudre? A coup sûr, le gouvernement escomptait cette conséquence. Il se trompait : la loyauté politique faisait un devoir aux catholiques de continuer la lutte sur les autres terrains. D'ailleurs, ils avaient appris à mieux estimer les libertés de tout genre, et ils ne pouvaient pas non plus oublier que si le Collège philosophique devenait facultatif, il demeurerait debout avec son organisation josphiste, que si les séminaires étaient rouverts, les collèges proprement dits et les établissements d'instruction primaire n'avaient pas la liberté.

M^{re} Van Bommel résolut à l'instant même de tenter un nouvel effort sur le roi pour obtenir le redressement des autres griefs religieux. Dans l'audience du 2 octobre 1829, il exposa au souverain tout un ensemble de vues sur les autres points controversés entre son gouvernement et l'opinion publique, en matière politico-religieuse. Guillaume en fut fortement frappé et lui demanda un mémoire écrit sur cet objet.

Nous donnons en appendice cette pièce remarquable, datée du 5 octobre. Jusqu'ici inédite, elle mérite à tous égards d'attirer l'attention du penseur et de l'historien. Rédigée d'un seul jet, elle résume, en les présentant d'une façon méthodique, des vues profondément méditées sur la situation politico-religieuse des différentes nations et spécialement du royaume des Pays-Bas, sur ses causes et sur l'avenir qu'elle présage aux gouvernements et aux peuples. Van Bommel y décrit, par exemple, l'état déplorable de la France et parle avec enthousiasme de la liberté dont on jouit aux États-Unis. Il s'explique nettement sur la genèse des différents partis qui divisent le royaume des Pays-Bas et sur l'union catholico-libérale

des provinces du Midi, ne ménageant ni les blâmes aux catholiques et aux libéraux d'antan, ni les éloges aux unionistes de 1828.

Le plan d'organisation de la *liberté illimitée* (le qualificatif est de Van Bommel) des cultes et des opinions religieuses d'abord en général, puis dans son application aux Pays-Bas et au culte catholique, est tracé avec autant de clarté que de logique. S'il y avait des réserves à formuler, elles viendraient moins des libéraux que de notre côté, tant cet évêque se prononce avec vigueur et avec enthousiasme en faveur de la neutralité la plus absolue de l'État vis-à-vis de tous les cultes. Dans une seconde partie, il traite de la protection des cultes, qui consiste uniquement dans les subsides gouvernementaux à accorder au prorata du nombre de leurs adhérents, et dans l'intervention du pouvoir judiciaire en cas de conflit entre les autorités religieuses et leurs administrés, si l'une des deux parties la requiert. Il faut seulement bien noter que l'auteur du mémoire suppose le maintien du concordat : il ne paraît pas avoir songé à l'hypothèse de son abolition. A cela près, on peut dire qu'en substance, et souvent jusque dans les détails, son mémoire est entièrement conforme à ce qui a été statué par notre Constitution de 1831.

Dans une note qui figure en tête du manuscrit, M^{sr} Van Bommel dit que le roi ne s'offensa nullement de cet écrit, bien qu'il y exprimât avec une entière franchise son sentiment sur maints actes antérieurs du souverain et sur plusieurs de ses conseillers les plus écoutés. Le roi, après avoir lu ce mémoire, dit à son secrétaire d'État, M. de Mey : « Il me met dans un nouveau monde ! » Et l'évêque ajoute : « Si les débats aux

États-Généraux n'avaient pas pris un caractère si prononcé d'irritation de la part du parti protestant instigué par Van Maanen, ce qui amena le message royal du 11 décembre suivant, il est possible que de sages ménagements, le langage des faits et de la raison, aidé de la *peur*, eussent amené un changement notable dans la situation politique du pays (1). »

Nous partageons cet avis jusqu'à un certain point. Toutefois, même avec toutes ces réformes, le mécontentement eût persisté chez les libéraux tant qu'on n'eût pas fait droit aux autres revendications d'ordre purement civil, et il est certain, comme l'ont prouvé les événements ultérieurs, que les catholiques, satisfaits pour ce qui les concernait au point de vue religieux, se seraient fait un devoir de soutenir leurs alliés, d'autant plus qu'ils avaient compris que beaucoup d'entre elles n'étaient que des réalisations plus parfaites de la liberté.

L'infatigable prélat n'en demeura pas à ces deux travaux, les *Trois chapitres* et le *Système de liberté illimitée*, où il prenait avant tout la défense des intérêts religieux. Il entreprit dans le même temps une étude approfondie sur la question de la liberté d'enseignement. Elle parut, sans nom d'auteur, dans le courant du mois d'octobre sous le titre d'*Essai sur le monopole de l'enseignement aux Pays-Bas* (2). Son but était d'éclairer les membres de la Seconde Chambre à l'approche du dépôt par le gouvernement d'un projet de loi sur la matière. Pour ne pas

(1) Voir à l'appendice (n. III) une lettre à J.-D. Peyrot, du 7 octobre 1829, où Van Bommel apprécie la situation d'alors avec beaucoup de verve et d'optimisme.

(2) Anvers, octobre 1829.

fatiguer l'attention de nos lecteurs, nous nous bornons à signaler ce livre où la question si délicate de l'enseignement de l'État moderne est traitée avec autant de développement que celle de l'enseignement libre. Van Bommel n'est pas partisan de la thèse de l'État hors de l'école : il estime que sa concurrence est utile à l'enseignement libre. A certains endroits il émet des idées très radicales sur la neutralité scolaire à garder dans les établissements officiels fréquentés par des élèves de différents cultes. Ajoutons qu'il prend à tâche de démontrer que la liberté d'enseignement est inséparable de celles des individus, de la presse, des opinions et de la propriété, et qu'on ne peut ruiner la première sans compromettre toutes les autres. On le voit, l'évêque de Liège était bien l'homme de son temps.

Et quel accueil le roi et le gouvernement firent-ils aux idées chères à l'évêque de Liège?

Sur deux points seulement, le gouvernement se rendit.

Dans le courant de décembre, la direction du culte catholique-romain fut donnée à M. de Pélichy, qui jouissait de l'estime et de l'affection de tous ses coreligionnaires. Il n'accepta ces hautes fonctions qu'à la condition d'avoir pour secrétaire l'avocat Charles Van der Horst, le collaborateur et l'ami intime de l'archevêque de Malines et du nouvel évêque de Liège. Contre toute attente, le roi accepta cette condition. Rien ne pouvait davantage réjouir M^{re} Van Bommel, et pour qui connaît son intimité avec Van der Horst depuis tant d'années et surtout depuis l'époque fatidique des décrets de 1825, il n'est pas douteux que cet acte de Guillaume I^{er}, en soi peu important, n'ait fait naître chez lui des sentiments très vifs de reconnaissance.

En janvier 1830, le Collège philosophique que l'arrêté du 2 octobre avait blessé à mort, fut supprimé par décret royal.

Mais aucune des autres réformes demandées par l'évêque dans son Mémoire ne fut accordée. Et malgré tout ce qu'il avait écrit contre le monopole de l'enseignement, le projet déposé par le gouvernement sur le bureau de la Chambre à la fin du mois de novembre ne modifia la situation existante que pour l'aggraver, bien que l'on maintint les concessions relatives aux séminaires proprement dits.

Van Bommel, qui avait foi dans l'excellence de la cause, qui connaissait pertinemment les intentions assez libérales du ministre de l'intérieur, ne s'était pas rendu compte de l'immense influence exercée sur l'esprit du roi par Van Maanen et ses adhérents (1). Grande fut son affliction et il lui donne libre cours dans les lettres intimes que nous avons de lui (2).

(1) Voir à l'appendice (n. VI) une dépêche de l'internonce au Secrétaire d'État, en date du 18 décembre 1829, où le prélat italien émet d'intéressantes appréciations sur l'action de M^{sr} Van Bommel durant le second semestre de 1829

(2) Le 26 novembre 1829, il écrit à J.-D. Peyrot : « Ainsi que je l'ai prévu, la loi est hideusement laide : des certificats de toute espèce, plus des autorisations de bourguemaitres, etc., bref un monopole comme il n'y en a pas encore eu. On met secrètement en avant la conduite du clergé et de l'archevêque, la non-admission (aux grands séminaires) des élèves (du Collège philosophique), etc. — Enfin, voilà la guerre déclarée et l'explosion inévitable, pourvu que l'on se contienne assez pour ne pas perdre son bon droit. Les plus faibles de la Chambre sont montés de ce coup-ci. Quelle en sera la fin ? J'espère, bonne : l'excès du mal apportera le remède. »

§ 4. — La prétendue participation de M^{re} Van Bommel à la conspiration de MM. De Potter et Tielemans (1829-1830).

Nous avons maintenant à défendre M^{re} Van Bommel contre une accusation qui a été souvent portée contre lui par ses compatriotes de Hollande et par ses ennemis, politiques et autres, de Belgique : il aurait trempé dans la conspiration ourdie par MM. De Potter et Tielemans contre le gouvernement hollandais en janvier et février 1830. C'est une calomnie dont l'inanité peut se démontrer péremptoirement par l'étude des documents contemporains. L'évêque de Liège l'a réfutée lui-même en 1838 dans une des notes qui suivent son sermon sur la primauté du Pape. Toutefois, nous éviterons de nous baser sur ce plaidoyer — très succinct, mais dont la sincérité est évidente, — pour nous en tenir à la correspondance même de MM. De Potter et Tielemans publiée en 1830 par les soins du gouvernement.

On pourrait d'abord opposer la question préalable aux accusateurs et leur dire que les faits reprochés à ces deux publicistes ne constituent pas une conspiration. Peut-on appeler de ce nom un échange de correspondance sur une ligue à former en vue de soutenir pécuniairement les fonctionnaires destitués par le gouvernement pour leur conduite politique, ligue dont les statuts étaient publiés dans tous les journaux de l'opposition?

Il apparaît d'ailleurs clairement qu'à l'époque où ils commencèrent à traiter de cet objet, Van Bommel avait cessé ses rapports avec les prétendus conspirateurs : jamais plus il n'est question de lui dans leurs lettres.

Auparavant il y est mentionné fréquemment, presque

toujours sous le nom de guerre de Melchisedech (1). Tielemans et De Potter se communiquaient toutes les nouvelles politiques qui arrivaient à leur connaissance. Or, c'est précisément l'époque où l'évêque de Liège était en rapports continuels avec le roi, le ministre de l'intérieur Van Gobbelschroy, le secrétaire d'État de Mey de Streefkerk, avec le comte de Celles, et tous les députés catholiques de la Seconde Chambre; il fallait bien que l'on parlât et de ses opinions et de ses allées et venues. Comme il faisait partie de « l'opposition de Sa Majesté », les deux amis lui donnaient des éloges, bien entendu avec les restrictions et les pointes que l'on devine chez des écrivains aussi libres et d'opinion aussi anticatholique. Évidemment, toutes ces mentions ne peuvent entrer en ligne de compte pour appuyer l'accusation de conspiration.

Çà et là encore, les deux amis se communiquent réciproquement les appréciations favorables qu'avait formulées sur leur compte l'évêque de Liège. Dans une lettre du 6 novembre 1829, Tielemans écrit à De Potter : « Melchisedech, à la dernière visite que je lui ai faite, m'a chargé de vous assurer de son dévouement. Il avoue hautement que vous êtes la source de tout bien, et que sans votre conduite courageuse et franche, rien ne serait encore fait (2). » Une autre fois, De Potter écrit à Tielemans : « A propos de Melchisedech, il est amoureux fou de votre sagesse, de votre retenue. Savez-vous quel singulier compliment il débite sur votre compte? Vous avez,

(1) Voir les lettres d'octobre et de novembre 1829.

(2) *Procès*, t. II, p. 59 (lettre du 6 novembre 1829).

dit-il, la maturité d'une femme de soixante ans. (N'est-ce pas à lui donner des soufflets?) (1) »

Tout cela nous paraît singulier, mais dans le monde politique personne n'ignorait alors que Van Bommel adhérait à l'union et estimait les chefs du groupe libéral, tout en répudiant hautement leurs idées philosophiques.

Il est cependant avéré que le prélat a été en rapport avec Tielemans et De Potter. Plusieurs fois (2), à La Haye,

(1) *Procès*, t. I, p. 327 (lettre du 21 novembre 1829). Nous rappelons ici que De Potter et Tielemans, pour dissimuler leur personnalité en ce temps où le secret des lettres était souvent violé, s'écrivent toujours *au féminin*.

(2) M^{sr} Van Bommel dit : « une fois ou deux » (*Sermon sur la primauté*. Notes, p. 75); mais ces visites furent plus fréquentes, et il faut y ajouter celles que Tielemans fit à l'avocat Van der Horst, qu'il appelle souvent « l'esprit familial de Melchisedech ». Voici un curieux passage de sa correspondance (lettre du 9 novembre 1829, *Procès*, t. II, p. 74) : « Il paraît que la mystification a été complète pour Melchisedech, l'homme aux asperges (le comte de Celles) et quelques autres; ils tenaient, dit-on, de la bouche même des serviteurs (les ministres), à titre de promesse, que la loi sur l'instruction serait bonne et sans certificats d'aucune espèce. Or, l'un des serviteurs vient de déclarer ici que les certificats de capacité resteraient en vigueur pendant cinq ans. De là cette colère de l'homme aux asperges et sa résolution de casser les vitres, s'il le faut. Je ne sais ce que pense Melchisedech de tout cela. *Mais son esprit familial est furieux. Vous le trouverez un drôle de corps, cet esprit-là, c'est un fier-à-bras* que je vous ferai connaître à votre arrivée ici. *On lui doit tout ce que le postillon de Liège (le Courrier de la Meuse) a dit depuis six mois sur les Hollandais et les Belges, les protestants et les catholiques. Sa maison est le rendez-vous général.* Elle est marquée à l'encre rouge, et je dois presque *me cacher sous mon manteau pour y aller.* » Les passages soulignés ici le sont dans l'édition du *Procès*.

il a eu la visite de Tielemans chez son ami l'avocat Van der Horst, où il était descendu en octobre 1829; il a reçu quelques lettres de De Potter, auxquelles il a répondu verbalement par l'intermédiaire de Tielemans; il semble aussi qu'au retour de son sacre, en passant par Bruxelles, Van Bommel transmet un message à M. De Potter. Mais l'examen rapide que nous allons faire de toutes ces relations n'y révèle rien qui ressemble à un complot; et de fait, le gouvernement ne s'émut pas le moins du monde quand elles vinrent à sa connaissance.

M. De Potter, qui était détenu aux Petits-Carmes, à Bruxelles, pour délit de presse, désirait beaucoup sa libération. Le gouvernement la désirait autant que lui, parce que les rigueurs usées contre le leader libéral de l'opposition lui conciliaient de plus en plus la faveur populaire; seulement, il eût voulu que De Potter demandât sa grâce, et il le lui avait fait suggérer par plusieurs personnages.

A cela, le fougueux publiciste se refusait absolument. « J'ai été condamné, disait-il en substance, en vertu d'un arrêté de 1815; depuis, la Chambre a abrogé cet arrêté en vue précisément de faire cesser ma peine (1). J'ai donc droit à ma liberté, je ne veux pas la demander comme une faveur. » Et il attachait beaucoup d'importance à cette attitude qui forçait le gouvernement à se reconnaître atteint par le vote de la Chambre (2).

Or, un jour, quelqu'un prétendit devant De Potter avoir vu au ministère une demande de grâce écrite de sa

(1) Voir loi du 26 mai 1829.

(2) Voir sa pétition à la seconde Chambre du 16 octobre 1829
(*Courrier de la Meuse* du 19 novembre 1829).

main. Ce ne pouvait être qu'un faux, et De Potter conjectura que ce faux était l'œuvre de Van Maanen ou de de Mey.

Il demanda à M^{re} Van Bommel de présenter directement au roi un mémoire de protestation. Celui-ci accepta la mission, mais ayant appris du roi que la pièce en question n'existait pas, il ne présenta pas le mémoire au souverain et le restitua à M. Tielemans (1).

Telle fut sa première relation avec De Potter. A cette occasion, il reçut deux lettres du prisonnier, une ostensible, qui a été publiée, et une confidentielle, qui est inédite; nous les donnerons toutes deux en appendice. Il en ressort que le but de M. De Potter était de provoquer le renvoi de l'un ou l'autre ministre en le convainquant d'avoir trempé dans un faux : aussi qualifiait-il son mémoire de *brûlot* (2).

M^{re} Van Bommel, ayant constaté à cette occasion que le roi désirait gracier De Potter, tâcha, mais inutilement, d'amener le prisonnier des Petits-Carmes à demander cette grâce. L'évêque accepta ensuite de la demander en son nom personnel ; sa démarche n'aboutit pas.

(1) De Potter, dans ses *Souvenirs personnels* (Bruxelles, 1840, t. I, p. 45), mentionne cette négociation en termes assez peu flatteurs pour l'évêque. Il croit à l'existence du faux et en accuse le roi Guillaume. « Quant à l'adroit prélat, je ne puis l'accuser que de non-révélation, ce qui, dans l'espèce, où il ne s'agissait de rien moins que de sacrifier un roi encore debout à un agitateur en prison, était pour M. Van Bommel plutôt une discrétion méritoire qu'un silence coupable. » Pour le dire en passant, le faux en question est une impossibilité morale, et l'opinion du fougueux publiciste n'a absolument aucun fondement. Ce n'est pas le lieu de le démontrer.

(2) *Procès*, t. I, p. 268 (lettre du 16 octobre 1829).

Dans une troisième circonstance, M. De Potter écrit à M^{re} Van Bommel une lettre qui a été publiée par lui dans ses *Souvenirs*, où il lui recommandait un prêtre qui avait été suspendu (l'abbé Félix) (1). Après être revenu plusieurs fois à la charge par l'intermédiaire de son ami Tielemans, il reçut de M^{re} Van Bommel une promesse d'intervention auprès de l'archevêque de Malines.

Et enfin, il semble que le 19 novembre 1829, M^{re} Van Bommel, de passage à Bruxelles, chargea leur ami commun, le Dr Vleminckx, de prier M. De Potter de publier un article dans le *Belge* et le *Courrier des Pays-Bas*, où il déclarerait : 1° qu'on devait se borner à demander le redressement immédiat de sept griefs qu'il indiquait, et 2° que le ministère était disposé à y faire droit. L'évêque ajoutait que c'était à la prière du gouvernement qu'il faisait cette démarche (2). De fait, on peut lire dans le *Belge* du 22 novembre 1829 une correspondance de La Haye conçue en ce sens. Seulement, la septième revendication (la suppression de la secrétairerie d'État) impliquait la démission de M. de Mey de Streefkerk, et les relations qu'il avait alors avec M^{re} Van Bommel me font douter beaucoup que le message du docteur comportât ce point. En tout cas, la feuille catholique de Liège, le *Courrier de la Meuse*, en reproduisant l'article du *Belge*, omet le septième grief (3).

(1) Tome I, p. 286 (lettre du 12 novembre 1829).

(2) *Procès*, t. I, p. 325 (lettre du 21 novembre 1829).

(3) Numéro des 23 et 24 novembre 1829. Les six autres revendications étaient la loi sur l'instruction, la libération (en vertu d'une loi) de De Potter et Ducpétiaux, l'abolition des conflits, la liberté des langues, le retrait de l'arrêté d'expulsion pris contre Ch. Fontan, la réduction du budget décennal aux seules dépenses immuables pendant les dix années.

Voilà, croyons-nous, fidèlement résumées les relations de *Melchisedech* avec M. De Potter. Permettent-elles de le traiter de conspirateur?

§ 5. — L'évêque de Liège et les événements de 1830.

Mais si Van Bommel n'était pas un conspirateur, il était notoirement un adversaire de la politique suivie par le gouvernement et en même temps un ami de plusieurs ministres en fonctions, de Mey, Van Gobbelschroy et Tets van Goudriaan (1), et surtout du roi Guillaume. Les quelques lettres de lui au souverain qui ont été conservées, sont écrites sur un ton familier et remplies de protestations d'amour et de reconnaissance. Nous les publions à la fin de ce travail, et les compliments qu'il y adresse à Guillaume I^{er} causeront, croyons-nous, une impression fâcheuse.

Mais, on le devine, l'évêque n'est si louangeur que pour faire admettre des conseils désagréables, et, de fait, il y a dans chacune de ces lettres un ou deux passages où tantôt il rappelle son Mémoire du 5 octobre en faveur de la liberté illimitée, tantôt il critique les actes du gouvernement.

Durant presque tout le mois de décembre et le commencement de janvier 1830, M^{sr} Van Bommel fut assez

(1) *Sermon sur la primauté du Souverain Pontife*. Liège, 1838, p. 72. Les relations de Van Bommel avec M. Tets van Goudriaan dataient de la fondation de Hageveld (1817). A cette époque, M. Tets van Goudriaan était gouverneur de la Nord-Hollande; il fut ministre des finances en 1829 et 1830.

gravement malade et interrompit ses relations avec la Cour et les hommes politiques.

Après son rétablissement, l'évêque se mit à rédiger sa première lettre pastorale. Il estima utile d'y recommander la modération à ses diocésains, d'inviter le clergé à cesser de prendre part aux pétitions, et de faire un grand éloge du roi. Non seulement il en soumit le texte à l'inter-nonce, mais, ce qui paraîtra plus extraordinaire, il le communiqua au roi pour avoir son avis. Cette pastorale, datée du 14 janvier, ne fut livrée au public que le 5 février (1). Elle déplut aux catholiques à cause des éloges donnés au roi. Elle déplut davantage encore aux libéraux, d'abord à cause de ces éloges, puis parce qu'ils trouvaient que l'évêque n'avait pas le droit de défendre aux curés et aux vicaires de s'occuper de politique en dehors de leurs églises (2).

Le *Courrier de la Meuse*, rédigé par M. Kersten, imprimeur de l'évêché, ne voulut pas la publier. Interpellé à ce sujet par le *Journal de la Province* (orangiste), il répondit en ces termes, le 17 février : « Voici les premiers mots que le *Courrier de la Meuse* écrit sur la lettre, et il ne craint point de les publier : si nous avons gardé le silence, si nous n'avons même reproduit aucun passage de la lettre pastorale, c'est que nous ne partageons point la confiance qui s'y manifeste en plus d'un endroit. » M. Surllet de Chokier, dans son discours à la Chambre du 8 mars, qualifia le mandement de *factum* ministério-

(1) Voir la collection des mandements, Liège, 1844, t. I, pp. 1-26.

(2) Il est curieux de lire à ce propos l'article du *Belge* du 29 novembre 1829, bien qu'il soit antérieur de deux mois à la pastorale.

épiscopal (1). Les choses allèrent si loin, que l'inter-nonce écrivit à Rome qu'il estimait que Van Bommel avait rendu sa position à Liège très difficile et qu'il y aurait peut-être lieu de le transférer à Amsterdam (2).

(1) *Courrier de la Meuse* du 12 mars 1830.

(2) *Registro*, dépêche du 22 février 1830 (p. 325). Nous transcrivons tout le passage relatif à l'évêque de Liège à cause de son importance pour l'histoire du temps : « Il vescovo di Liegi è ottimo. I suoi principii sono sicurissimi. Ha molto talento, molte cognizioni, ed eccellenti maniere. Gli manca però ancora l'esperienza del mondo, e non sa dissimulare. Il Re lo ama, o almeno lo stima. Egli è il solo fra tutti i vescovi, capace di sostenere una conversazione, anzi una discussione col Re, e conosce il modo di dire tutto al Re, senza urtarlo. Egli ha ricevuto già diverse lezioni pratiche, dalle quali imparerà a ben conoscere gli uomini e si convincerà che non si può far sempre ciò, che si vuole, e che si può ben poco contare sull' altrui lealtà, e sulle forze delle ragioni nel tumulto delle passioni. (L'inter-nonce fait ici allusion aux espérances optimistes qu'avait conçues Van Bommel à la suite de la présentation de son Mémoire au Roi sur la liberté illimitée et de la publication de sa brochure sur le monopole de l'enseignement aux Pays-Bas.) La più forte lezione l'ha ricevuta ora nel pubblicare, che ha fatto della sua prima Pastorale. Egli ha voluto parlare troppo chiaramente, e benchè abbia sostenuto i principii della più estesa libertà ecclesiastica, per ragione de' quali è stato attaccato dai giornali ministeriali, pure avendo voluto esprimersi in termini molto positivi rapporto alla sommissione, che si deve al Re, ed alla fiducia che si deve in lui riporre, ed avendo voluto, quantunque (indirettamente) disapprovare la condotta del clero nel mettersi alla testa delle petizioni, si è tirato addosso i liberali, ed una grandissima parte del clero e dei cattolici, i quali non vogliono sentire parlare, almeno nel Belgio, di sommissione illimitata al Re anche nelle cose civili, nè possono ormai più soffrire, che si sostenga, che le intenzioni del Re sono favorevoli alla Religione ed alla libertà costituzionale. La situa-

Cependant, la nation entière se désaffectionnait toujours davantage du gouvernement.

On ne lui savait aucun gré des demi-mesures qu'il prenait tardivement et de mauvaise grâce. Il était à prévoir que si une émeute survenait, il ne trouverait aucun appui dans le pays.

L'évêque de Liège, à plusieurs reprises, éclaira le roi sur les dangers que lui faisait courir la politique de son gouvernement. Voici ce qu'il écrit à ce propos dans la note de 1838, où il se disculpe de l'accusation d'avoir été en 1830 un conspirateur : « Toute ma correspondance officielle et confidentielle, surtout avec le ministre secrétaire d'État que je priai de toujours mettre sous les yeux du roi toutes mes dépêches, dépose de mon sincère dévouement au gouvernement et au roi, comme en même temps de ma persévérante franchise à lui représenter la nécessité et le devoir d'être juste envers tous, et de

zione del vescovo di Liegi è divenuta per questo fatto estremamente difficile. La provincia di Liegi è la più esaltata per il liberalismo, e sotto questo rapporto M^r Van Bommel si è fatto troppo conoscere nella sua Pastorale, ed io dubito molto, che possa ora acquistare nella sua Diocesi quella influenza, che si deve avere per esercitare utilmente il suo ministero. Egli altresì ha il peccato originale di essere cive olandese, la qual cosa se non è oggetto di predilezione in alcuna delle provincie del Belgio, nella provincia di Liegi è ora oggetto di diffidenza. Il miglior partito, che a mio parere, si potrebbe cavare dal Sigr Van Bommel sarebbe il trasferirlo al vescovato di Amsterdam, ove sarebbe veramente il suo posto. Ma il Governo, che conosce chiaramente, che questa sarebbe la situazione la più propria, perchè l'opera ed i talenti del Sigr Van Bommel fossero utili alla chiesa, appunto per questo non lo vorrà. »

chercher uniquement dans cette justice le remède au mal qui le tourmentait. Je disais sans cesse que tout gouvernement qui, par erreur ou autrement, se met dans son tort sur un point d'intérêt général, religieux, moral ou politique, et qui, après cela, par amour-propre ou par suite de nouvelles illusions et de faux conseils, s'obstine à ne pas revenir sincèrement sur ses pas, court risque, dans le siècle où nous vivons, de compromettre ses plus graves intérêts, et peut-être tôt ou tard son existence même.

« Les événements de Juillet éclatèrent : alors, je devins plus pressant encore, mais sans sortir de l'intérieur de mon cabinet, restant éloigné de tout mouvement politique, étranger à toute réunion politique. »

Les quelques lettres au roi que nous publions en appendice, les seules que nous ayons trouvées, confirment ces paroles du prélat. On remarquera surtout la dernière, datée du 10 août. L'évêque s'y exprime avec énergie, mais il manifeste sa crainte d'avoir déplu au souverain par la franchise avec laquelle il avait écrit à M. de Mey, secrétaire d'État, à la suite de la révolution de Juillet. Cette lettre était restée sans réponse, et Van Bommel demande si ce silence était la désapprobation d'un acte auquel il se croyait obligé par son serment.

Cependant les événements de France allaient avoir leur contre-coup en Belgique. Le 26 août, les troubles éclatèrent à Bruxelles.

Après des tentatives d'un mois en vue d'amener une solution pacifique et légale, vinrent les journées de septembre. On sait avec quelle rapidité et quelle facilité la révolution se consumma. Quelques jours suffirent pour

que l'indépendance de la Belgique fût un fait accompli, reconnu par le prince d'Orange lui-même, accepté par les Puissances qui, quinze ans auparavant, sans nous consulter, nous avaient unis à la Hollande. Dans ces conditions, les Belges se crurent à bon droit déliés de l'obéissance au roi Guillaume, et ceux d'entre eux qui lui avaient prêté le serment de fidélité, ne crurent pas un instant qu'il pût les obliger à servir un gouvernement qui, non seulement, était par terre, mais qui n'existait plus. M^r Van Bommel était de ceux-là. De plus, il était Hollandais de naissance. Mais en prenant possession du siège de l'Église de Liège, il avait juré de rester à jamais attaché à son diocèse, comme l'époux est fidèle à son épouse, et la tourmente politique qui venait de briser la fragile construction de 1815 avait laissé debout la société religieuse à laquelle il s'était indissolublement uni ; cette naturalisation — si l'on peut user de ce mot — lui imposait le devoir sacré de partager les nouvelles destinées politiques de ses ouailles. Il fut fidèle à ce devoir. Dès le 6 novembre, il donna un mandement pour appeler la protection du Ciel sur les travaux du Congrès. « L'heure sonne, y dit-il, pour la Belgique (il l'appelle plus bas *notre belle patrie*) où ses plus chers intérêts vont être débattus et définitivement réglés. »

Dans deux endroits, il semble désigner le roi Guillaume sous des traits d'une force excessive : « L'impie qui hier encore s'élevait jusqu'aux nues, aujourd'hui ne laisse de lui plus même une trace. »

« Aussi voyez l'Église à son berceau. S'agit-il de remplacer le traître qui avait livré son divin maître, on choisit pour une si importante élection, le moment

où tous persévéraient unanimement dans la prière (1). »

Mais si l'allusion est réelle, elle montre que l'évêque avait dû jusqu'alors se contenir pour ne pas exprimer des sentiments que sa position lui interdisait de manifester, elle montre surtout à quel degré d'acuité était montée l'antipathie des Belges contre le roi Guillaume, et peut-être avait-elle pour but de dissiper certaines suspicions (2).

Dans le mandement suivant du 28 décembre, il se réjouit de voir les événements concourir à assurer la liberté et la vie de la Belgique, et réproouve énergiquement les premiers troubles excités récemment à Gand par des orangistes (3).

(1) Lettres pastorales. Liège, 1844, t. I, pp. 73-80.

(2) Le 29 octobre 1830, dans une lettre à J.-D. Peyrot, Van Bommel estime qu'il serait opportun d'accepter le Prince d'Orange comme roi de Belgique : « Malgré la défaveur où est tombé l'homme qui vous a quittés (le prince d'Orange, qui a quitté Anvers le 25 octobre) et que votre compatriote (l'internonce Capaccini : Peyrot était d'origine italienne) paraît avoir si bien conseillé, tout ce qu'il y a d'hommes sensés ici; et même d'hommes religieux, aimant l'ordre et notre indépendance, sont pour lui, par besoin, par nécessité. Tout autre parti va à la France, et là, ruine, ruine, ruine. » Le *Courrier des Pays-Bas* (libéral) du 21 octobre et le *Courrier de la Meuse* (catholique) du 23 octobre tenaient un langage analogue. On sait que l'exclusion des Nassau n'a été votée par le Congrès qu'un mois plus tard (le 23 novembre), après une discussion orageuse.

(3) *Ibid.*, pp. 81-92.

§ 6. — Vue d'ensemble sur le rôle de M^{sr} Van Bommel
de 1825 à 1830.

Une année plus tard, le 29 mars 1831, une foule irritée contre les partisans de la dynastie déchue, après avoir saccagé plusieurs maisons, envahit l'évêché de Liège. M^{sr} Van Bommel vint au-devant d'elle et prononça ces quelques mots : « Si c'est à ma personne que vous en voulez, me voici, je me livre à vous. Mais je vous le demande, que vous ai-je fait? Je ne suis pas né dans ce pays; mais j'ai les sentiments d'un Belge, et j'aime le peuple. » Ces paroles furent accueillies par de vives acclamations. Les manifestants s'écrièrent : Il a raison (1).

Oui, l'évêque disait vrai. Déjà, avant sa nomination à l'évêché de Liège, en 1823, il avait été le promoteur et l'âme de la résistance aux décrets liberticides du 14 juin. Cette lutte devait aguerrir les catholiques et leur infuser la vie politique qui leur avait jusqu'alors fait défaut. Devenus une puissance, ils avaient vu les libéraux venir à eux, et former avec eux cette union nationale qui rendit possible la conquête de l'indépendance.

Et Van Bommel n'en fut pas une cause inconsciente et involontaire (2). Il s'en déclara le partisan convaincu,

(1) *Le Politique*, n° du 30 mars 1831.

(2) L'internonce écrivait ce qui suit au cardinal secrétaire d'État dans sa dépêche du 11 septembre 1829 (*Registro*, p. 258) : « Monsignor Van Bommel è persuaso che tutta la opposizione attuale sia lo sviluppo della prima opposizione che egli fece fare all' Arcivescovo.

en même temps qu'avec un sentiment remarquable des conditions nouvelles des sociétés modernes, il se fit le protagoniste de la liberté.

Si ses efforts et ses écrits n'ont obtenu qu'une partie des réformes qu'il réclamait, ils ont peut-être exercé une influence d'autant plus considérable sur la marche des événements en faisant voir le bien-fondé des revendications et l'injustice de ceux qui refusaient d'y satisfaire.

S'il s'est montré l'ami intime du roi Guillaume, il a donné par là d'autant plus de poids à ce qu'il réclamait de son gouvernement, puisque cette amitié n'eut pas le pouvoir de l'aveugler ou de lui fermer la bouche.

Nul plus que lui n'eut confiance dans la bonté de la cause religieuse, puisque nul plus que lui ne fut persuadé qu'elle pourrait triompher et rester triomphante sans l'appui du bras séculier.

Soixante-quinze ans se sont écoulés depuis cette époque glorieuse où la Belgique a conquis son indépen-

e sostiene che fin d'allora egli prevvedeva l'andamento che le cose avrebbero preso. In ciò io non so convenire nella di lui opinione, poichè la vera origine dell' unione dei Liberali con i Cattolici fu il passo inconsiderato fatto dal ministro della giustizia Sigr Van Maanen col far carcerare due dei redattori del *Corriere dei Paesi Bassi* ed il Sigr Potter. Una altra cagione dello sviluppo delle cose è stata la irremovibile costanza del Governo nel non volere cambiare il sistema della sua politica interna, sistema nel quale tuttora si mantiene, malgrado i consigli di tutte le persone savie. » L'inter-nonce oublie que l'union existait avant l'incarcération des journalistes dont il parle. Cette mesure a seulement amené le *Courrier des Pays-Bas* à suivre l'exemple du gros des libéraux.

dance et sa liberté. Tous ceux qui ont alors souffert et travaillé pour elles dorment maintenant leur dernier sommeil. La dépouille de l'évêque repose silencieuse dans un modeste caveau du séminaire de Liège : elle est bien, là, au milieu de cette jeunesse sacerdotale qui fut son grand amour.

Quand on évoque par le souvenir tous ces lutteurs qui ont dépensé leurs forces au service de la patrie, et qui sont maintenant disparus pour toujours, dont le souvenir est même presque effacé, on éprouve un sentiment de mélancolie. Mais puisque la Providence nous a gardé les droits constitutionnels qu'ils nous ont conquis, ne semble-t-il pas que du sein de leurs tombes, il sorte une voix qui nous redit les paroles de la Marucha, dans l'*Hetman* :

Ne regrettez pas les disparus :

Le peuple est sauvé, la patrie est grande,
Qu'importent les morts ! la liberté vit !

APPENDICE.

I.

Lettre de l'abbé Van Bommel à J.-D. Peyrot.

(D'après l'autographe.)

H. [Hageveld], 13 août 1823.

Soyez extrêmement prudent dans l'usage que vous ferez de celle-ci. Vous pourrez, par exemple, la faire lire à M^r Gilles.

Charissime,

S. M. a bien voulu m'accorder une audience particulière avant-hier, ainsi qu'à M. le curé Thomas. Nous sommes entrés dans toutes les explications possibles relativement à la grande affaire, et Elle a daigné nous développer tous les arguments sur lesquels on a voulu étayer les deux décrets du 14 juin, et écouter nos réponses. Et quoique cette lutte ait duré plus de 4 heures, Elle ne nous a pas donné le moindre signe, soit d'impatience, soit de mécontentement de la manière très hardie et très énergique avec laquelle nous lui avons dit notre façon de penser. Elle nous a promis en partant de prendre avec bienveillance en considération les deux points sur lesquels nous avons voulu aboutir : surseoir pour un an à l'exécution des décrets, sous prétexte que les bâtimens seroient de trop fraîche construction : revenir à tête reposée sur ce qui s'est fait pour tâcher de concilier les intérêts de la religion et les droits des Evêques avec la prérogative royale. — S. M. m'a dit vingt fois : « J'espère bien vous voir à L. [Louvain]. » J'ai répondu sans cesse : « J'espère que V. M. me mettra dans le cas de pouvoir y aller. »

Le même soir, j'ai eu une conférence d'une bonne heure avec le M. de l'Intérieur qui revenait de Harlem. Il a été très content (a) de ce que j'avois fait, et a promis qu'il feroit tout ce qui étoit en lui pour achever. C'est un homme très raisonnable, et avec lequel on peut entrer en matière : il est ici tout à fait de notre bord.

Il m'écrira le résultat de sa conférence d'aujourd'hui avec S. M., et peut-être me fera retourner de suite à La Haye.

Prions, et prions de toutes nos forces : voici la crise, la grande crise. Il y a de l'espoir. Mais le retour du Roi à Bruxelles, l'influence de ce G. [Goubau] et de ce V. G. [Van Ghert] (que j'ai entamés assez vertement)!!

P. S. Comme j'ai parlé à la fin d'H. [Hageveld] : et cela entroit bien.

(Pas de signature.)

II.

Au Roi Guillaume I^{er}.

(3 octobre 1829.)

Note sur ce manuscrit.

Lorsque les Trois Chapitres eurent contribué à amener l'arrêté du 2 octobre 1829, le Roi me permit de lui exposer mes idées sur une plus grande somme de libertés qu'il devait constitutionnellement accorder dans l'intérêt de ses sujets et de sa couronne, et dont la concession devait nécessairement apaiser et détruire l'opposition. A peine m'eut-il témoigné le désir d'avoir ces idées par écrit avant son départ pour La Haye, qui devait avoir lieu dans trois jours, que je me suis mis à écrire chez M. le curé de la Chapelle, et comme il m'étoit impossible de copier moi-

(a) Enchanté : *barré*.

même la minute de ce travail, je priai l'un des vicaires de la paroisse, M. , de le faire pour moi — c'est le présent manuscrit. — Le travail a été fait avec tant de précipitation que le copiste se plaignait d'avoir du mal à me suivre. La minute avec ses ratures et signée de ma main fut remise au Roi par M. le Secrétaire d'État, De Mey van Streefkerk, mon compatriote et ami. Il me raconta depuis que le Roi s'était empressé de la lire et qu'après l'avoir lue, il lui avait dit : *Il me met dans un nouveau monde.* Je demandai à M. De Mey si le Roi avait paru s'en offenser. Nullement, me dit-il, et je vous engage à lui en parler le premier, dès que vous le reverrez à La Haye. Je m'empressai de le faire, et à diverses reprises ; et si les débats aux États-Généraux n'avaient pas pris un caractère si prononcé d'irritation de la part du parti protestant soufflé par M. Van Maanen, ce qui amena le message du 11 décembre suivant, il est possible que de sages ménagements, le langage des faits et de la raison, aidé de la *peur*, eussent amené un changement notable dans la position politique du pays.

(s.) C. V. B.

SYSTÈME DE LIBERTÉ ILLIMITÉE DES CULTES ET DES OPINIONS RELIGIEUSES, MIS CONSTITUTIONNELLEMENT EN RAPPORT AVEC LA LOI FONDAMENTALE DU ROYAUME DES PAYS-BAS ET SPÉCIALEMENT APPLIQUÉ AU CULTE CATHOLIQUE.

Ce système embrasse deux points : la *liberté* et la *protection* des Cultes. L'une et l'autre sont écrites dans la loi fondamentale ; la liberté ne doit donc pas exclure la protection, ni la protection nuire à la liberté. Pour les combiner, il importe de donner au préalable sur l'une et sur l'autre des notions exactes et d'autant plus dignes d'attention, qu'elles entrent jusqu'ici moins facilement dans certains esprits.

Liberté des Cultes.

I. — La loi fondamentale a garanti de la manière la plus formelle la liberté des opinions religieuses, c'est-à-dire des dogmes, ou des croyances, non pas *crues* seulement, mais *ouvertement professées* ; car la croyance interne, comme telle, ne peut jamais devenir l'objet d'une loi purement humaine. La loi humaine n'atteint pas la pensée.

II. — La loi fondamentale a encore garanti formellement le libre exercice de tous les cultes (au moins de ceux qu'elle a trouvés établis), c'est-à-dire de tous les actes extérieurs qui sont l'expression publique des croyances, et elle l'a garantie sans y mettre d'autre borne que celle de la *tranquillité publique*. Tout individu, et toute communauté ou communion peut professer son culte jusque-là, et pas au delà.

III. — Comme toutes les croyances et tous les cultes ont entre eux des points de contact par où ils se rapprochent, et des points d'inégalité et de discordance par où ils se séparent, il y aura toujours entre eux un germe d'union et un germe de luttes et de querelles.

Le germe d'union doit tourner au profit du Gouvernement ; ce sera le respect pour la Divinité et les bonnes mœurs, les principes de justice, de charité et d'ordre social, l'obéissance aux lois, ainsi que le respect pour l'autorité et surtout pour le chef de l'État.

Le germe de lutte doit faire prendre au Gouvernement vis-à-vis de tous les Cultes en général et de chaque culte en particulier, l'attitude de la plus parfaite neutralité. Il n'y a que cette position dans laquelle il puisse empêcher que la lutte de diverses croyances entre elles ne devienne funeste à l'État, en y mettant le trouble ; parce que neutre

et tout puissant, il observe les combattants, et là où l'ordre est troublé, il met la main sur le coupable et il le fait rentrer dans la ligne de la modération et du devoir avec dignité, avec impartialité et toujours avec un infaillible succès.

Mais si le Gouvernement prend parti pour un culte quelconque, si sous prétexte d'empêcher la prépondérance de l'un, il va prêter main-forte à l'autre soit par l'instruction publique confiée à ses soins et qu'il dirigera à cette fin, soit par la distribution des emplois publics qu'il accordera de préférence aux membres du culte favorisé, alors c'est lui-même qui allumera au sein de l'État les étincelles d'un feu qui pourra le dévorer. Car rien n'occasionne l'irritation des esprits comme la contrainte ou l'injustice en matière de Religion; l'inquiétude d'abord, puis le mécontentement, les murmures, les défiances, l'exagération, le désir de vengeance, enfin les troubles, les réactions et les guerres civiles les plus cruelles, les haines les plus invétérées sont nées de là et en naîtront partout où l'État, placé vis-à-vis de différents cultes reconnus égaux devant la loi, voudra dogmatiser au profit de l'un et au détriment des autres.

IV. — Ainsi pour tout Gouvernement qui reconnaît devant la loi différents cultes, il n'y a qu'un système possible, celui d'une liberté illimitée, qui fait qu'il *laisse faire* à chaque Culte ce qu'il veut, et comme il l'entend d'après ses croyances, sauf à réprimer le *premier acte* qui troublerait la tranquillité publique.

Dans ce système, on admet *chaque Culte avec ses principes et ses conséquences*, chaque Culte, par conséquent, est parfaitement content; chaque Culte bénit le Gouvernement paternel sous lequel il a le bonheur de vivre, et inspire à ceux qui le professent, l'amour des lois et du Souverain, le dévouement à la patrie et cet esprit de générosité et de

sacrifice qui fait la force d'un État au jour du danger. Là tous les Cultes, quelque opposés qu'ils soient de croyances, sont rangés et comme serrés pêle-mêle autour du trône; ils aiment, ils révèrent, ils servent à l'envi le père commun de la patrie.

Mais aussi dans ce système, le Roi et son Gouvernement *comme tels* ne sont rigoureusement rien; ils n'ont et ne professent aucun culte; du moment qu'ils en veulent professer un, ils cessent d'être neutres et ils deviennent persécuteurs. Leur devoir se borne à laisser tous les cultes parfaitement libres et à accorder à tous une protection égale.

Chose admirable! de la parfaite neutralité et de la parfaite tolérance du Gouvernement envers tous les cultes sans exception, naît le plus haut degré de tolérance, je ne dis pas religieuse ou dogmatique, car celle-là est un *nonsense*, mais civile et pratique entre les membres respectifs de divers cultes. La raison en est simple : du moment que chacun est parfaitement libre et *par conséquent* content dans son Culte, il cesse de voir dans son voisin appartenant à un autre culte, un ennemi ou un jaloux; on se rapproche donc, on fraternise, et il s'établit plus de communication, plus d'union entre les individus de tous les cultes, personne ne soupire après tel pays étranger où son culte serait plus libre et plus respecté, tout le monde devient nécessairement national, attaché de cœur et d'âme aux institutions de son pays, parce qu'il y trouve dans la douce jouissance de la liberté la plus illimitée la sauvegarde de ses plus chers intérêts.

V. — Si l'on veut une preuve de la prodigieuse lenteur avec laquelle les bonnes idées philosophiques se développent dans l'esprit des peuples, il suffit de remarquer que de tous les pays civilisés qui ont admis différents cultes

devant la loi, il n'y en a pas un seul en Europe qui ait jusqu'ici adopté et franchement suivi ce système de liberté illimitée, si bien lié dans ses parties, si vrai, si naturel, si aisé à saisir, que chacun après l'avoir examiné, se serait cru capable de l'inventer. Les seuls États-Unis en Amérique ont osé mettre en pratique cette belle et lumineuse théorie, et comme ils s'en sont bien trouvés! Quelle étonnante force d'expansion dans ce peuple naissant! Quelle énergie, quel ensemble, pourquoi? parce que le principe de liberté illimitée, appliqué sans restriction, sans détours, sans arrière-pensées, à tout le système d'économie politique, et embrassant presse, instruction et cultes, toutes parties corrélatives et intégrantes d'un même tout, les étrangers, les mécontents, les malheureux accourus de toutes les parties du monde y trouvent dans les institutions mêmes un principe de bonheur qui les transforme presque par enchantement en autant de zélés citoyens, prêts à rivaliser avec les plus anciens d'activité et de dévouement pour le bien-être de leur nouvelle patrie.

Combien l'Angleterre est restée en arrière lorsqu'on la compare à son ancienne colonie qui, bientôt, deviendra sa rivale! Et est-ce trop dire que d'avancer que si naguère elle n'était revenue à des idées plus saines, si elle n'avait reculé devant le précipice, le système opposé, à l'heure qu'il est, l'y aurait peut-être déjà précipitée?

La France, de son côté, avec son culte de l'État et tous ses autres cultes libres devant la loi et protégés par elle, avec son monopole de l'instruction, et sa liberté de la presse, tantôt sans et tantôt avec censure, offre l'image d'un véritable pot-pourri politique, où tous les individus viennent se grouper en divers partis, qui se heurtent, se haïssent, se persécutent, et n'ont au fond qu'une seule pensée, celle de s'emparer du pouvoir pour en partager les dépouilles. Cet état est contre nature et ne saurait durer. Puissent les

doctrines du *Globe* rédigé par des hommes de génie, et qui proclame avec une rare franchise, le système de la liberté illimitée, pénétrer une bonne fois dans les rangs confus de toutes ces cohortes philosophiques, jésuitiques, doctrinaires, où il n'y a que des individus qui se haïssent et pas un citoyen, et peut-être la France pourra-t-elle encore être sauvée!

Heureuse Belgique, si le vœu de cet excellent journal protestant pouvait se réaliser, si c'était à elle qu'il fût réservé de se mettre à la tête de la civilisation européenne et de donner un exemple *qu'il convenait* à l'Angleterre et surtout à la France *de ne pas recevoir* !...

Ce ne pourra jamais être que l'ouvrage de son Roi. Lui seul peut saisir l'ensemble de ce système, lui seul surtout peut imprimer au Gouvernement et à l'administration tout entière ce mouvement fort et décisif qui les mette en vigueur. Pourquoi? Parce que chez nous, comme partout ailleurs, la plupart de nos hommes d'État ont été élevés dans un autre ordre de choses, sous une influence sociale différente, dans l'attachement à des intérêts disparates.

Consultez ceux du Nord, ils ont vu jadis leur patrie entièrement protestante, sous une forme plutôt aristocrate que républicaine à laquelle a succédé un chaps révolutionnaire qui certes n'était pas fait pour leur faire déposer leurs premières affections et leurs plus chères habitudes; et c'est avec ces affections et ces habitudes que le malheur des temps et l'arbitraire du despotisme avaient peut-être aidé à nourrir et à fortifier, qu'ils ont passé tout à coup dans un ordre de choses tout nouveau, où l'aristocratie a dû faire place à des formes constitutionnelles, où l'unité protestante a dû disparaître devant l'égalité des droits des catholiques, et où, devenus numériquement minorité protestante, ils ont dû si naturellement craindre une majorité que les préjugés de l'enfance et je dirais presque des préjugés historiques, fondés

ou chimériques, leur avaient appris à considérer comme adversaire et presque comme ennemie. En vérité, faut-il être surpris que, nantis d'une partie du pouvoir, ils aient commis des fautes? Leurs fautes, leurs prétentions et même leurs injustices ne deviennent-elles pas en quelque façon naturelles, et par là même plus excusables?

Tournez-vous ensuite vers le midi, qu'y trouvez-vous? Encore des hommes de l'ancien régime, élevés, nourris dans des principes ou des préjugés incompatibles avec l'état des choses tel que notre loi fondamentale l'a fait.

Les uns, catholiques de bonne foi, avaient vu sous un Gouvernement plus ou moins absolu, leur Clergé et leur Noblesse avec tous leurs privilèges et toute la part que la constitution leur donnait au Gouvernement de l'État; ils avaient vu leur religion à laquelle ils n'étaient pas moins attachés que les protestants du Nord à la leur, dominer à l'exclusion de toutes les autres et enlacée dans toutes les institutions de l'État; eux aussi, écrasés d'abord sous les horreurs de la révolution et puis sous le sceptre de fer du despotisme, avaient longtemps soupiré après le même ciel politique sous lequel leur première jeunesse avait vu luire des jours si sereins; et lorsqu'il leur apparut une loi fondamentale qui anéantissait tous les privilèges, qui établissait l'égalité de tous les cultes, et un million et demi de frères protestants qui demandaient à vivre avec eux sous l'empire de cette loi, ils reculèrent d'effroi, ils crurent en âme et en conscience qu'il ne leur était pas permis de sympathiser avec un ordre de choses où leur imagination frappée ne voyait plus que la ruine de leur religion, c'est-à-dire de leurs plus chers intérêts, et ils se retirèrent. Voilà la première grande plaie faite à l'ordre présent, dès son origine : la retraite inconsidérée et intempestive de presque tous les Catholiques loyaux, consciencieux et propres à exercer sur les masses une influence décisive.

doctrines du *Globe* rédigé par des hommes de génie, et qui proclame avec une rare franchise, le système de la liberté illimitée, pénétrer une bonne fois dans les rangs confus de toutes ces cohortes philosophiques, jésuitiques, doctrinaires, où il n'y a que des individus qui se haïssent et pas un citoyen, et peut-être la France pourra-t-elle encore être sauvée!

Heureuse Belgique, si le vœu de cet excellent journal protestant pouvait se réaliser, si c'était à elle qu'il fût réservé de se mettre à la tête de la civilisation européenne et de donner un exemple *qu'il convenait* à l'Angleterre et surtout à la France *de ne pas recevoir* !...

Ce ne pourra jamais être que l'ouvrage de son Roi. Lui seul peut saisir l'ensemble de ce système, lui seul surtout peut imprimer au Gouvernement et à l'administration tout entière ce mouvement fort et décisif qui les mette en vigueur. Pourquoi? Parce que chez nous, comme partout ailleurs, la plupart de nos hommes d'État ont été élevés dans un autre ordre de choses, sous une influence sociale différente, dans l'attachement à des intérêts disparates.

Consultez ceux du Nord, ils ont vu jadis leur patrie entièrement protestante, sous une forme plutôt aristocrate que républicaine à laquelle a succédé un chaos révolutionnaire qui certes n'était pas fait pour leur faire déposer leurs premières affections et leurs plus chères habitudes; et c'est avec ces affections et ces habitudes que le malheur des temps et l'arbitraire du despotisme avaient peut-être aidé à nourrir et à fortifier, qu'ils ont passé tout à coup dans un ordre de choses tout nouveau, où l'aristocratie a dû faire place à des formes constitutionnelles, où l'unité protestante a dû disparaître devant l'égalité des droits des catholiques, et où, devenus numériquement minorité protestante, ils ont dû si naturellement craindre une majorité que les préjugés de l'enfance et je dirais presque des préjugés historiques, fondé

ou chimériques, leur avaient appris à considérer ~~comme~~
adversaire et presque comme ennemie. En ~~verité~~, ~~leur~~
être surpris que, nantis d'une partie du pouvoir, ils ~~aient~~
commis des fautes? Leurs fautes, leurs ~~prétentions et mé~~
leurs injustices ne deviennent-elles pas en ~~quelque~~
naturelles, et par là même plus excusables?

Tournez-vous ensuite vers le midi, qu'y trou-
Encore des hommes de l'ancien régime, élevés ~~non~~
des principes ou des préjugés incompatibles ~~et~~
choses tel que notre loi fondamentale la ~~la~~

Les uns, catholiques de bonne foi, ~~avaient~~
Gouvernement plus ou moins absolu ~~et~~
Noblesse avec tous leurs privilèges et ~~le~~
constitution leur donnait au Gouver-
avaient vu leur religion à laquel-
attachés que les protestants du ~~la~~
l'exclusion de toutes les autre-
institutions de l'État; eux ~~avaient~~
horreurs de la révolution ~~et~~
despotisme, avaient ~~longtemps~~
politique sous lequel ~~leur~~
des jours si sereins; ~~et~~
mentale qui ~~anéantissait~~
l'égalité de tous les ~~et~~
protestants qui ~~des~~
de cette loi, ils ~~re-~~
conscience ~~qu'~~
avec un ordre ~~et~~
voyait plus ~~et~~
leurs ~~plac-~~
première
gine :
tous
ex-

... e
... de
... le
... nités
... nents
... ration,
... de son
... dépend
... me des
... la liberté
... rétablir et
... mais seule-
... le premier
... an dans sa
... ques aujour-
... l serait donc
... que bien-aimé
... onale le mou-
... déjà dans son
... ssairement par
... ses prérogatives
... s; c'est lui qui
... tion, et en toute
... gés de quelques
... s de loi fortement
... c; c'est lui encore

En effet, d'autres Belges que le tourbillon des Révolutions avait entraînés dans les systèmes antireligieux et surtout anticatholiques se mirent à leur place, et ne comprenant pas mieux ni l'esprit ni même la lettre de la loi fondamentale que beaucoup de protestants déjà nantis du pouvoir dont nous avons parlé plus haut, ils se liguèrent avec eux contre ce qu'il fut convenu d'appeler le fanatisme, le jésuitisme et l'ultra-catholicisme, et ce qui n'était tout bonnement que *la croyance et la croyance professée et pratiquée* de trois ou quatre millions de catholiques répandus depuis le Texel jusqu'à la Sambre.

Un homme vieilli dans les *Placets* et les *Placards* et toutes les paperasses de l'ancien régime et qui avait complété son cours de droit canon pratique sous l'Empereur Philosophe Sacristain, trouva moyen, la loi fondamentale à la main, d'attaquer au cœur, sous prétexte de la favoriser, la religion de la grande majorité de la Nation. Et la divine Providence, dont c'est le grand secret de savoir tirer le bien du mal, a permis que depuis cette époque tout le monde renonçant peu à peu aux vieilles idées et mettant de côté tous ces souvenirs de l'ancien régime, s'est mis à étudier le pacte fondamental, le palladium de toutes nos libertés et l'ancre de salut de l'État. Depuis lors, beaucoup de protestants éclairés ont entrevu les fautes de leurs coréligionnaires, beaucoup de membres du clergé catholique ont compris leur erreur et les méprises des notabilités de leur communion. Les uns et les autres ont commencé à sentir que s'il fallait, d'après la loi *commune* à tous, une presse libre, il la fallait pour tous ; s'il fallait liberté parfaite et entière des cultes, il la fallait pour tous ; s'il fallait libre exercice des droits de l'individu et du père de famille, il le fallait pour tous, et que hors de là on ne sortirait du cercle éternel des défiances mutuelles, des haines et des réactions où l'on s'était laissé entraîner moitié par méprise

et moitié par calcul. Voilà la position actuelle du Royaume et l'on peut dire que la Nation entière est comme en travail du système, seul beau, seul vrai, de la liberté illimitée.

Mais ce ne seront pas la plupart de nos hommes d'État, trop vieux routiniers et peut-être (car, lorsqu'on se connaît en hommes, l'on sait faire la part de la faiblesse humaine) trop blessés dans leur amour-propre par tous les mouvements qui se passent autour d'eux, qui hâteront le moment de sa délivrance ; au contraire, dans la fausse position où ils se trouvent, ils le reculeront de tous leurs vœux et peut-être de leurs conseils et de tous leurs efforts. Non, il n'y a que le Roi, que le trône placé au-dessus de toutes les sommités de l'ordre social, qui de là embrasse tous les mouvements du Gouvernement et toutes les parties de l'administration, et qui le premier et le plus infatigable travailleur de son royaume, voit tout, connaît tout par lui-même et ne dépend que de la loi, il n'y a que lui qui puisse couler, comme des liqueurs onctueuses et bienfaisantes, les idées de la liberté illimitée dans les vastes ressorts de l'État, pour en rétablir et en adoucir le mouvement qui doit atteindre, mais seulement pour le rendre content et heureux, depuis le premier fonctionnaire de l'État jusqu'à l'humble paysan dans sa chaumière, et là aussi, on parle affaires publiques aujourd'hui ! là aussi, on sentirait le bienfait ! qu'il serait donc beau, qu'il serait glorieux pour notre Monarque bien-aimé d'imprimer lui-même à la représentation nationale le mouvement vers la liberté illimitée, qui se forme déjà dans son sein, et qui, en dernier résultat, finira nécessairement par triompher ! Il a tout en main pour cela ; ses prérogatives royales lui en fournissent tous les moyens ; c'est lui qui peut faire présenter en matière d'instruction, et en toute autre matière que l'erreur ou les préjugés de quelques hommes d'État auraient gâtée, des projets de loi fortement empreints de ces idées de liberté illimitée ; c'est lui encore

qui peut renverser *tous* les obstacles mis au libre exercice du Culte Catholique, source immense de murmures et de douleurs, et c'est lorsqu'il aura fait du haut de son trône ces actes d'une haute justice et d'une profonde sagesse, fruit tout à la fois et de l'amour immense qu'il porte à ses peuples, et de la parfaite conviction qui naît d'un système profondément combiné, c'est alors qu'il sera proclamé, non plus par quelques étrangers flagorneurs et stipendiés, mais par son peuple tout entier, le père de la patrie, les délices de ses enfants et le modèle des Rois! *Fiat ! Fiat !*

Protection des cultes.

I. — Des esprits bornés ont cru que la liberté illimitée des cultes était incompatible avec la protection égale des cultes. Leur erreur vient de ce que de la protection des cultes par l'État, ils font dériver le prétendu droit de l'État de s'immiscer dans les affaires du Culte, et c'est encore une vieille idée des temps anciens et des gouvernements absolus que l'on a cherché mal à propos à ressusciter en France et dans plusieurs pays de l'Allemagne, qui y portera tôt ou tard des fruits amers, mais qu'il est impossible de transplanter dans notre pays sous le régime de la loi fondamentale proclamant le libre enseignement de toutes les croyances et le libre exercice de tous les cultes ; car vouloir connaître du choix des ministres d'un culte, des doctrines que professe ce culte, des habitudes que pratique ce culte, sous prétexte qu'on le paye et qu'on le protège, et dire, d'après la loi fondamentale, que ce culte est parfaitement libre et dans ses croyances et dans son exercice, c'est une contradiction tellement ridicule, qu'elle ne mérite pas même l'honneur d'une réfutation.

Voici encore une fois le vrai. Les Cultes rendent à l'État

l'important service de conserver et de fomenter dans l'esprit des peuples les principes tutélaires de la société, la subordination aux lois, l'obéissance et le dévouement au Prince, et cet *amour* des devoirs que la société impose et sans lequel, ni le code pénal ni les tribunaux ne réussiraient, à la longue, à maintenir dans toutes les classes l'ordre et la tranquillité : on ne gouvernerait jamais un peuple d'athées. L'État en revanche protège les cultes, et il est de son intérêt de les protéger, parce qu'ils lui sont nécessaires ; la loi le veut, c'est son devoir ; mais il ne se mêle pas d'eux, il les laisse intacts avec tous leurs principes et toutes leurs conséquences, la loi le veut encore ; c'est donc aussi son devoir et voilà tout.

Que conclure de là ? C'est que s'il y aura quelque comparaison à établir entre l'Amérique (les États-Unis) et notre patrie, elle sera toute en faveur de celle-ci ; c'est-à-dire que la liberté des cultes étant parfaitement la même dans les deux pays, la loi chez nous sera, par la protection qu'elle leur accorde, plus religieuse, non pas en ce sens qu'elle en professera un seul, mais en ce sens qu'elle sera la bienfaitrice de tous.

D'ailleurs, nos hommes d'État n'ont jamais compris que c'est au fond le peuple lui-même qui rétribue le culte qu'il professe, et qu'eux ne sont en définitive que les distributeurs de ces subsides, fonction pour laquelle ils sont eux-mêmes largement rétribués par l'État.

Enfin pour être justes, il ne faut jamais oublier lorsqu'il est question de rétribution du Culte catholique à l'égal des autres cultes, que tandis que dans le Nord, les *protestants* sont encore aujourd'hui paisibles possesseurs d'églises et de biens ecclésiastiques qui ont appartenu il y a *deux siècles et demi* aux Catholiques ; dans le Midi, le *fisc* se trouve, en suite des bouleversements, des rapines et des injustices des gouvernements révolutionnaires, en possession d'une masse

de biens qui formaient il n'y a pas encore 40 ans le patrimoine du Clergé Catholique, et qu'ainsi le peu de subsides qui lui sont alloués ne sont jamais qu'une légère compensation des pertes qu'il a faites et dont l'État a profité, compensation que commanderait l'équité naturelle, quand elle ne serait pas garantie par la loi fondamentale.

II. — L'État protège les cultes : 1^o en les subsidiant ; 2^o en leur prêtant main-forte, lorsque l'ordre public est troublé.

Les subsides doivent être répartis d'une manière égale, c'est-à-dire alloués à chaque Culte en proportion de la population qui le professe. C'est la seule règle avouée par l'équité.

Ensuite le Roi veille à ce que ces sommes ne soient pas détournées à un autre usage ; et le moyen le plus sûr pour s'en assurer, c'est de les faire toucher en gros aux Chefs respectifs de chaque Culte, sauf à se faire rendre un compte exact de l'emploi, non pour régler cet emploi lorsqu'il se fait en faveur du culte, car encore une fois ce serait s'immiscer dans les affaires du Culte, mais pour veiller à ce que l'on ne détourne pas à d'autres objets ce qui est destiné au Culte. L'on sent combien ce principe fidèlement suivi rendrait l'administration des deniers votés pour le culte, et plus sûre et plus facile et plus économique et plus en harmonie avec la liberté illimitée des Cultes. On sent que ce ne sont pas les Chefs d'un Culte qui ont intérêt à détourner ces deniers de leur destination primitive ; eux aussi connaissent mieux les divers besoins du culte ; eux, mieux que personne, peuvent couper court à toutes sortes d'intrigues et de vexations ; la corruption et les persécutions sourdes deviennent presque impossibles ; et le Directeur général des affaires de ce Culte n'a plus tous les trois ou six mois qu'un petit nombre de comptes généraux à régler.

Il est beaucoup plus difficile de fixer les règles de la protection en cas de trouble de l'ordre public.

Il est clair qu'il ne peut pas être question ici des cas où la malveillance trouble à l'occasion du culte l'ordre public, jusqu'à nécessiter l'intervention de la force publique. Ce n'est plus alors protection, c'est justice qui intervient et saisit les coupables, c'est le cas prévu dans la loi fondamentale où la liberté dégénérerait en licence, ou plutôt, où la liberté serait gênée par la mauvaise foi, le fanatisme ou l'irréligion.

Mais ce qui embarrasse, c'est de déterminer quand l'État doit intervenir comme protecteur en cas d'abus soit du côté des administrateurs ecclésiastiques soit du côté des administrés.

Pour éviter ici l'abîme des appels comme d'abus dans lequel la France est venue se perdre et qui certainement offre une des pages les plus ridicules de son histoire, il suffit, ce semble, de poser ces deux principes, le mieux en rapport avec le système de liberté illimitée.

1° En cas d'abus d'autorité contraire à la liberté du Culte ou aux lois, l'opprimé a recours aux tribunaux, où il est sûr, vu l'esprit public, et surtout la liberté de la presse, de triompher de l'oppresseur, et de cette sorte le Gouvernement n'entre point au sujet de mille vétilles dont il n'a que faire, en contact avec les divers Cultes, et justice est faite tout de même.

2° En cas d'abus de la part des administrés, par exemple, lorsqu'un ministre du culte trouble ses ouailles par son inconduite et refuse d'obéir à son Chef, le protecteur ne doit intervenir que lorsqu'il en est requis par ce dernier.

APPLICATION PRATIQUE DU SYSTÈME DE LIBERTÉ ILLIMITÉE
AU CULTE CATHOLIQUE.

Le système de liberté illimitée en matière de Culte et de Religion se borne, ainsi que nous l'avons dit, à admettre franchement un Culte quelconque avec tous ses principes et toutes ses conséquences ; donc à ne l'entraver nulle part, ni en rien, ni dans les principes qu'il pose, ni dans les conséquences qui en dérivent. L'ordre public à maintenir est la seule borne qu'il ne faut pas franchir, pour tout le reste : *Laissez faire* est la seule règle à suivre.

Or le principe *constitutif* de la Religion Catholique, c'est l'autorité *spirituelle et absolue* qui la régit et quant à ses dogmes et quant à sa discipline ; donc par une conséquence nécessaire, son *premier attribut*, et quant à sa doctrine et quant à sa conduite en matière religieuse, c'est l'*indépendance* la plus entière de l'autorité temporelle.

Tout gouvernement qui l'ayant proclamée *libre* a compris ce premier principe et cette première conséquence, *la laissera faire*, sans plus, et quant à sa doctrine et quant à sa discipline ; et c'est alors seulement qu'il éprouvera combien elle ajoute à sa force intrinsèque, puisque de toutes les Religions, c'est celle dont les *principes* favorisent le plus les gouvernements légitimes, et dont la discipline, les cultes et les pratiques aident le plus à fortifier les principes. La Religion Catholique bien comprise et laissée à elle-même, est le plus ferme appui des trônes.

Notre Gouvernement a eu le malheur de le comprendre si peu que loin de *laisser faire*, il a eu l'air de s'étudier à mettre le plus d'*entraves* qu'il a pu, poussé sans doute par des hommes à vieilles défiances, à vieux préjugés, à systèmes surannés, et très certainement à courte vue.

Indiquer ces entraves, c'est les prouver, tant elles sont

claires et tant elles paraîtront telles à tous ceux qui auront saisi le système général de liberté illimitée que nous avons exposé plus haut.

Nous allons énumérer les plus saillantes :

I. Personnel. — La première et la principale, celle qui est devenue la source de presque toutes les autres, c'est d'avoir confié les affaires qui concernent le Culte Catholique ou qui s'y rattachent, entre les mains de personnes en qui *il était impossible* que les catholiques missent leur confiance, soit parce qu'ils étaient reconnus comme attachés à des systèmes anticatholiques, condamnés par l'Église Catholique, soit parce qu'il était notoire, ou qu'ils étaient protestants, ou qu'ils n'avaient pas de religion, ou qu'ils ne pratiquaient pas celle qu'ils professaient. Ce sont ces hommes imposés au culte catholique et qui n'ont cessé de le *véxer* jusque dans le plus menu détail, parce qu'ils ont voulu diriger hommes et choses dans leur système faux et subversif des vrais principes catholiques professés et franchement suivis par l'immense majorité, ce sont eux, dis-je, qui auraient fini par tout bouleverser, et on peut assurer, que tant qu'ils ne disparaîtront pas de la scène, la *véritable* confiance ne renaîtra pas. Leur ombre ferait encore peur.

II. Collège philosophique. — Une autre grande entrave au Culte Catholique, c'est l'existence du Collège philosophique, *tel qu'il est*. Et il ne suffit pas de dire qu'il est devenu *facultatif*, car sous une loi fondamentale qui proclame toutes les croyances et tous les cultes parfaitement *libres*, c'est un *contre-sens* complet, que de voir le Gouvernement se *mêler* de la philosophie, de l'histoire ecclésiastique et du droit canon d'une Religion dont le principe constitutif est l'*indépendance* en matière de doctrine, de l'autorité civile. Ce collège est donc bâti à rebours, ou plutôt, c'est un éta-

blissement pour les catholiques assis sur une base anti-catholique : il ne pourrait jamais être, *tel qu'il est*, qu'une permanente pierre d'achoppement, il faudrait bien, plutôt que d'entamer une longue et pénible discussion théologique sur l'orthodoxie nécessairement suspecte de chaque élève qui se présenterait aux séminaires, prendre le parti général de n'en admettre aucun. Dès lors, à quoi servirait-il, qu'à troubler la bonne harmonie entre les chefs du Culte Catholique et le Chef du Gouvernement ?

Si j'osais émettre mon avis sur le choix à faire entre les deux seuls partis possibles à prendre relativement à ce collège, je veux dire le supprimer *ou* le réorganiser, le refondre, le reconstruire sur d'autres bases, je dirais franchement que j'incline pour le premier ; la suppression est désirée par tout le monde et bien autant par les catholiques que les protestants.

La suppression, surtout si elle est déclarée dès ce moment même, calmera tous les esprits ; et il sera toujours plus économique pour le Gouvernement, de recueillir, avantageusement pour eux, les *débris* de cet établissement (qu'il doit avoir soin de ne point imposer aux diocèses d'où ils sont sortis) que de continuer à l'entretenir tout entier ! Je prie instamment qui de droit, en cas que la suppression *ou* l'entière réorganisation ne soit pas encore *positive-ment arrêtée*, de me donner, au moins en attendant, pour l'une ou pour l'autre, *des assurances positives*, afin que j'en puisse faire part aux autres, je sais que cela est nécessaire.

Si plus tard, lorsque tout sera réglé et partout, et qu'on aura eu le temps de former de bons sujets, il était question de faire un nouvel établissement commun de haut enseignement théologique en forme de Sorbonne, il faudrait pour rester dans le système que ce fût le seul *fait* des évêques, et que la protection *égale* n'en souffrit plus, et certes tous les catholiques éclairés applaudiraient à ce projet, et le seconderaient de leurs efforts.

III. *Instruction et éducation cléricale.* — On avait enlevé aux Evêques le Droit dont ils ont joui de tous temps d'élever librement, d'éduquer et d'instruire dès le bas âge la jeunesse qui se destine à l'état Ecclésiastique : c'était encore attaquer la Religion Catholique au cœur, c'était même le coup le plus sensible et le plus décisif qu'on pût lui porter ; notre bon Roi a fermé de ses mains royales cette grande plaie, les séminaires sont rouverts, les écoles secondaires et ecclésiastiques, parties intégrantes des séminaires, sont rétablies, le Clergé peut librement se perpétuer, toutes les entraves de détail sont enlevées, et c'est au Roi seul que nous devons tant de bien et la réparation éclatante de tant d'injustices ! qu'il daigne accepter ici l'hommage de ma profonde reconnaissance, et puisqu'il m'a montré en ce jour mémorable son cœur paternel tout à découvert, celui encore de mon amour et de mon dévouement sans bornes ! Un Roi qui aime la vérité alors même qu'elle se montre sous une face désagréable, est un Roi digne de posséder le cœur de tous ses sujets ! Sire, vous avez ravi le mien ! vous saurez qu'il est fidèle, et *laissez faire* partout et en tout, et je répons de tous les autres.

IV. *Placet Royal.* — Le *Placet Royal*, autre reste du vieux temps, est encore une de ces institutions devenues inutiles du nôtre, et dès lors contraire à la vraie liberté du Culte, dangereuse du moins parce que l'abus en est facile.

Lorsque la Religion et l'État ne formaient qu'un, que toutes les institutions de l'État portaient le cachet de la Religion, et que le Clergé en formait le premier corps et certainement le corps le plus influent, il a pu être naturel que le souverain n'admit qu'avec de certaines précautions les divers rescrits de Rome, et d'autant plus qu'alors l'opinion d'un certain pouvoir direct ou indirect du Pape sur le temporel des Rois, y était assez généralement goûtée : on

pouvait donc alors, avec plus ou moins de raison, se faire peur de certaines clauses ou formes de style, quoiqu'assurément dans le dernier siècle et même depuis le temps de la réforme, ces craintes fussent devenues assez chimériques. Mais aujourd'hui que le droit public a totalement changé, que les rapports du souverain pontife avec les Catholiques dans tous les pays constitutionnels du monde sont devenus, de notoriété publique, purement spirituels, et qu'il serait même impossible, vu la constitution de ces états, qu'ils fussent autrement, ces mêmes craintes deviennent ridicules. *Tout placet* l'est donc aussi, et il convient à notre Auguste Monarque de donner encore ici à tous les Souverains de l'Europe, le premier exemple de l'affranchissement total de tous ses sujets Catholiques de toute espèce d'entraves mises à la libre communication avec le Saint-Siège, le chef légalement reconnu par la loi fondamentale de leur culte. Si jamais il en devait naître quelque abus, ce qu'à Dieu ne plaise, la presse est là pour le publier, la Justice pour le réprimer.

V. *Agrément*. — L'*agrément* des curés cantonaux dits primaires de première ou de seconde classe est une entrave d'une date plus récente, et elle est légale puisqu'elle est consignée dans le Concordat de 1801 qui fait loi, et qu'elle n'a pas été révoquée dans le Concordat de 1827.

Il est néanmoins vrai de dire qu'elle est fâcheuse, et que non seulement on en a étrangement abusé, mais qu'en principe, elle dérange singulièrement le système général de liberté illimitée.

Jamais nos hommes d'État ne l'ont comprise, et lorsqu'ils ont dit que l'*agrément* avait été établi en faveur du pouvoir civil par une espèce de compensation du traitement que celui-ci alloue au clergé, ils ont dit une bêtise, car sur 25 mille ou plus d'ecclésiastiques rétribués en France, il

n'y en avait peut-être pas deux mille qui fussent agréés, et encore, cette agrégation n'était-elle devenue et n'y est-elle encore aujourd'hui qu'une pure formalité, qui n'engendre jamais la moindre difficulté, et cela, comme de raison.

En effet, en remontant à la première origine de l'agrément en 1801, l'on trouve que le motif en a été, ce qui dans notre loi fondamentale forme tout juste la borne du libre exercice des cultes, *le maintien de la tranquillité publique* : mais si on avait été du côté du Gouvernement vraiment libéral, on n'en aurait jamais dû faire qu'une mesure *temporaire* et nullement un article du Concordat. Voici pourquoi. La France sortait d'un schisme républicain, dont beaucoup de partisans s'étaient entraînés dans la boue et avaient trempé dans les derniers excès; elle pouvait en craindre un autre par l'exaltation et l'extrême irritation des esprits, résultat et d'une longue et sanguinaire persécution et d'un bouleversement total de l'ancien ordre des choses et d'un attachement démesuré aux droits vrais ou prétendus de l'épiscopat français, ainsi qu'aux libertés vraies ou prétendues de l'église gallicane. Il fut donc sagement convenu que les évêques ne nommeraient aux cures cantonales que des personnes dignes de la confiance du gouvernement, parce que, cette nomination étant *irrévocable*, il n'y fallait, eu égard aux circonstances passées et présentes, que des hommes dont les antécédents offrissent au Gouvernement des garanties nécessaires sur leur conduite future, puisque, le choix une fois fait, il n'était plus guère possible d'y revenir, ce qui dans des temps aussi orageux aurait pu compromettre la tranquillité publique, toutes les fois que des places aussi éminentes et qui donnaient ou qui pouvaient donner une si grande influence *sur tout un canton* eussent été *irrévocablement* occupées par des prêtres d'une conduite antérieure très peu honorable, soit par des hommes d'une incorrigible exaltation. Voilà l'origine et le

seul motif de l'agrément des curés cantonaux clairement et uniquement expliqué dans la Bulle *Ecclesia Christi*: « personas non seligunt nisi iis dotibus instructas quas Ecclesiæ Canones requirunt atque, *ut tranquillitas eo magis in tuto sit*, Gubernio acceptas. »

Mais on sent que ce motif a dû cesser depuis longtemps même en France, et si l'agrément n'y a pas cessé avec le motif, c'est que la France n'a jamais pu adopter, ni sous les Bourbons, ni surtout sous Napoléon, malgré ses millions de libéraux, aucun système vraiment libéral.

Chez nous, où il n'existe plus une ombre de ce motif et où malgré cela l'agrément est devenu par la maladresse des ministres, singulièrement odieux, parce que les uns en ont fait un instrument de corruption, et les autres d'*inquisition religieuse*, il serait extrêmement à souhaiter qu'il pût être, par la seconde Bulle, rayé du concordat. Je n'y vois aucun inconvénient et j'y vois un grand bien.

D'abord nul inconvénient. Car qu'importe en définitive au Roi que tel Curé occupe telle place plutôt que tel autre; ordinairement il ne les connaît ni ne peut pas plus connaître l'un que l'autre; et n'est-il pas déjà arrivé que tel curé refusé, à l'insu du Roi, pour telle cure, a fait de l'aveu de tout le monde et même du Roi, le bonheur d'une autre cure où il avait pu entrer sans agrération? (Celui de S^t Jacques sur Caudenberg à Bruxelles refusé pour Halle et mort dernièrement regretté de tout le monde.) N'a-t-on pas vu plus récemment encore et dans la même ville, mon excellent ami Willaert, alors curé de Notre-Dame de *Bon Secours*, que l'ancien Gouverneur du Brabant Méridional avait attiré dans la capitale, parce qu'il le croyait *digne de toute sa confiance*, refusé d'avance à l'agrément pour la cure de la Chapelle, non par S. M., mais par un autre Gouverneur, et qui dans sa lettre à l'Archevêque osa prétexter dans le sujet à proposer un *grand défaut de science* et surtout l'*ignorance* de la

langue française, tandis que depuis quatre ans Bruxelles révérait dans M^r Willaert le pasteur zélé et charitable et surtout l'ami, le conseiller *éclairé et prudent*, et que depuis sa nomination qu'il a due aux bontés du Roi seul, son auditoire lorsqu'il prêche en français est aussi nombreux et plus nombreux même que celui de M^r Ondernaerd. Voilà deux exemples pris dans la capitale et d'une date récente, mais auxquels il serait aisé d'en ajouter une infinité d'autres, dont la liste présenterait des cas beaucoup plus graves, beaucoup plus odieux encore, et qui tous, prouveraient à l'évidence, que ce n'est pas le Roi qui a quelque intérêt à l'agrément, mais que c'est un ministre, un gouverneur, un référendaire, que dirai-je, un simple commis de bureau, qui tous auront quelque parent à avancer, quelque protégé à pousser, quelque service à reconnaître, et qui partant, se serviront de l'agrément pour *vexer* l'autorité spirituelle et forcer en quelque sorte son choix contre le véritable intérêt, contre les règles et surtout contrairement à la liberté du Culte Catholique. Je ne vois donc aucun inconvénient à le supprimer et j'y vois au contraire un très grand bien.

1^o Parce que quand même le personnel chargé des affaires du Culte serait de suite avantageusement changé, il vaut toujours mieux aller à la racine du mal, corriger le principe et ôter une entrave *sans motif* et qui dérange le plan général de la liberté des cultes. Car il faut bien le remarquer, l'agrément a été dans le temps une concession faite par le S^t Siège au pouvoir civil contre le droit commun Ecclésiastique qui a toujours été en vigueur dans la Religion Catholique et en vertu duquel la nomination libre et indépendante de tous les Ecclésiastiques en fonction dans le diocèse, curés, chanoines, grands vicaires, etc., appartient à l'Évêque. Et c'est la raison pour laquelle il suffirait d'un mot de la part du Roi pour obtenir par l'en-

tremise de l'Internonce, ce léger changement aux concordats en vigueur.

2^o Mais c'est aussi ce *mot* qui ferait sur tous les esprits, et jusque sur les plus prévenus, le plus étonnant effet, car si tout le monde sans exception s'attend à ne voir l'agrément s'étendre en aucune manière hors des limites posées dans le seul concordat, au point que tous réclameraient avec vigueur contre la moindre extension de cette nature, parce que tous sont encore tout étourdis des inconvénients dont ils ont été témoins et victimes; personne, non personne absolument ne s'attend à le voir entièrement disparaître, et il faudrait bien que tous, catholiques, protestants et libéraux y reconnussent un véritable trait de génie de la part du Roi, fruit de cette profonde conviction qu'inspire un système fort, bien lié et surtout bien médité.

VI. *Articles organiques.* — On n'a jamais imaginé rien de plus contraire à ce système que les articles *dits* organiques, mais en effet très *désorganiseurs* du Culte et surtout de la liberté du Culte catholique. S. M. ne peut jamais rien faire de mieux que de les rapporter *in globo*, de son côté; car ils n'ont jamais eu du côté du S^t Siège aucune force, ils portent l'empreinte de domination de Buonaparte appliquée à l'Eglise et qui comme tout le monde sait, a peut-être été la première cause morale de sa chute, car un persécuteur n'est jamais heureux.

VII. *Fêtes.* — Un mot des fêtes! Pourquoi sous un système vraiment libéral les Catholiques des Pays-Bas seraient-ils avec ceux de Buonaparte, les catholiques de l'univers les moins favorisés dans cette partie de leur Culte? Car en Allemagne, en Prusse même, pour ne pas parler des pays catholiques, les catholiques ont beaucoup plus de fêtes qu'en Belgique, et cependant dans quel

pays les catholiques montrent-ils plus d'attachement à ces objets de leur vénération? ils chôment encore la plupart des fêtes abrogées depuis plus de 25 ans! Comme il y a jusqu'ici dans le Nord une trentaine de jours de fêtes de plus que dans le Midi, y compris les jours d'obligation d'entendre la Messe, l'on pourrait faire un arrangement qui contenterait tout le monde : rétablir, par exemple, une douzaine de fêtes en Belgique qu'on chôme cependant, et abolir toutes les autres dans le Nord ; alors les catholiques belges, vivant sous une loi fondamentale éminemment libérale en matière de culte, ne seraient pas du moins au dessous de la condition de leurs frères qui habitent des pays moins heureux. Le choix de ces fêtes à rétablir pourrait encore singulièrement influencer sur le contentement général des Catholiques et contribuer de plus en plus à leur faire aimer et bénir leur Roi, car encore une fois, c'est à lui qu'ils devraient ce nouveau bienfait.

VIII. *Ordres religieux.* — Pourquoi encore entraverait-on dans la Belgique parfaitement libre l'établissement des ordres religieux? pourquoi plutôt en Belgique qu'en Amérique et même en Angleterre? Cette question, devant laquelle reculent nos hommes d'État à petites conceptions et qui leur apparaît comme un véritable cheval de Troie portant dans son sein le Jésuitisme et toutes *ses horreurs*, les Capucins et toutes *leurs niaiseries*, est traitée elle-même de véritable niaiserie par les auteurs *du Globe*, et par tous les hommes de génie de notre pays.

Les ordres religieux étant une conséquence des principes catholiques, on ne peut *sans inconséquence*, leur refuser l'établissement sur le sol où règne notre loi fondamentale. Seulement ces religieux sont tenus partout : 1° à ne troubler l'ordre public en rien ; 2° à se comporter en parfaits citoyens, à se soumettre en tout aux lois.

A plus forte raison faudra-t-il cesser d'entraver les établissements d'hommes ou de femmes qui se vouent au service des malades, des incurables, des sourds-muets, des malheureux de toute espèce dans les hôpitaux et ailleurs. Ah! qu'on *laisse faire* ces âmes généreuses, libres de toutes vues d'intérêt personnel et que le dévouement seul inspire! car où le malheur est-il mieux soulagé que par elles? Il en est de même des Religieuses qui se vouent à l'éducation gratuite des pauvres ou à celle des jeunes personnes du sexe. Plus elles seront libres, plus elles inspireront à leurs élèves de toutes les classes de la société, l'amour du Roi et le dévouement aux institutions du pays; et les femmes aussi raisonnent aujourd'hui, et elles ont leur empire!

IX. *Exemption de la Milice.* — Encore un point sur lequel le culte catholique a été *plus* entravé ou plutôt *moins* favorisé que les autres, c'est l'exemption de la Milice. Il serait singulièrement à désirer que S. M. voulût établir que les évêques, seuls juges compétents de la vocation ecclésiastique, seront autorisés à délivrer à ceux qui s'y destinent, à quelque classe d'études qu'ils appartiennent, des certificats comme quoi ils aspirent au Sacerdoce, et ce jusqu'à ce qu'ils soient dans les ordres sacrés; à charge pour l'évêque de prévenir qui de droit toutes les fois que l'exempté, portant ses vues vers un autre état rentrerait quant à la milice dans le droit commun, obligé de servir ou de remplacer. Ceci préviendrait toute difficulté comme aussi toute fraude.

C'est ici que je borne mon travail, fruit de deux jours seulement de rédaction, mais pour la conception des idées, de longues et mûres méditations. J'aurais pu toucher encore quelques points, tels que *fondations, mariages, sépultures* et autres où je crois que l'on a entravé le culte

Catholique et froissé ses principes contrairement à l'esprit de la loi fondamentale; mais je suis pressé de finir par le départ trop précipité pour moi de S. M. Puisse-t-il voir dans ce petit effort de mon zèle au moins une preuve de ma parfaite reconnaissance, et de ce dévouement *sincère et vrai* avec lequel, après Dieu, je le servirai tous les jours de ma vie comme son très fidèle et très affectionné et très respectueux sujet et ami.

Était signé: C. V. B.

Bruxelles, 5 octobre 1829.

III

**Lettre de M^{re} Van Bommel, évêque nommé,
à J.-D. Peyrot.**

(D'après l'autographe.)

Bruxelles (7 octobre 1829).

CHER GROS!

J'ai vu K. (Charles Van der Horst), vous le verrez, vous causerez avec lui, et laissez faire, peut-être verrons-nous arriver d'autres merveilles.

Van Crombrugge est venu ici tout à l'heure. Je viens de l'envoyer chez M. de Mey avec une lettre. K. vous racontera à son sujet une anecdote piquante, et j'en ai comme cela 25.

Les hommes non satisfaits encore, le seront plus tard. Je ne leur demande qu'une chose, c'est qu'ils aient patience et qu'ils continuent de prier et de faire prier jour et nuit, pour que le bon Dieu conserve le Roi dans les dispositions où il est entré. Je lui ai fait parvenir hier un travail que

vous lirez et que Charles a lu déjà, et vous verrez là où je veux qu'il aboutisse.

J'espère que vous comprendrez maintenant cet endroit devant lequel mon esprit ne s'est jamais arrêté un instant.

Adieu, et priez pour moi. Je vais travailler à la conclusion (de l'Essai sur le monopole de l'enseignement). Mais je travaille aujourd'hui sur les ministres mêmes pour leur faire dévorer d'avance cette liberté illimitée. V. Gob. hier était déjà à bout, et presque entièrement dans mon sens! Je l'avais déjà si fortement secoué il y a 3 semaines sur cet article! Et aussi sa *Gazette* a déjà commencé à tourner. Nous l'emporterons : c'est immanquable.

Je vous embrasse tous, et suis comme toujours.

(Pas de signature.)

P. S. Je viens de recevoir les bulles. C'est à moi maintenant à fixer le moment du sacre. Ainsi, préparez-vous.

IV

Lettre de M. De Potter à M^{re} Van Bommel.

(D'après l'autographe.)

Des Petits Carmes, 12 octobre 1829.

MONSIEUR,

Je ne m'exposerai pas à vous fâcher en vous peignant longuement ma vive reconnaissance. Vous faites le bien trop naturellement pour vouloir en être remercié. Je me bornerai à vous dire que, pénétré de vos bontés dans la position critique où je me trouve, je n'en perdrai le souvenir qu'avec la vie.

A cette présente lettre *confidentielle*, je joins, Monseigneur, le billet *ostensible* que je suis censé vous avoir écrit en vous envoyant mon *Mémoire au Roi*. Je désire que vous preniez lecture de ce mémoire. Veuillez le cacheter ensuite avec un cachet sans empreinte significative.

M. Coghen, un de nos premiers négociants de Bruxelles, a vu la demande que prétendument j'ai adressée au roi ; il l'a vue puisqu'à deux reprises il m'a demandé de mon écriture pour en constater l'identité avec celle de la demande susdite. J'ai appris encore d'une autre source que cette demande avait été faite. Jamais de réponse ne m'a été communiquée. Cependant il y en a, ou du moins il y en a eu une, et une réponse favorable, laquelle par conséquent a été supprimée au ministère de la justice ou à la secrétairerie d'État. Vous sentez, Monseigneur, qu'une pareille intrigue découverte et dénoncée franchement au roi peut mener loin, non seulement pour moi, mais pour le bonheur futur et la tranquillité de notre chère patrie. Je suis convaincu, Monseigneur, que la disgrâce de quelques malintentionnés qui paraissent ne pas comprendre notre situation, mais qui, dans le fait ne veulent pas la comprendre, calmerait en un instant les esprits, rouvrirait tous les cœurs à l'espérance, et de nouveau confondrait le roi avec son peuple, le gouvernement avec la nation. Mais, comme toujours, les affaires de mes concitoyens me font oublier la mienne.

Pour y revenir, je dois vous dire, Monseigneur, que je n'ai jamais eu la moindre relation avec le secrétaire d'État : je suis fondé à croire qu'il ne m'aime pas. Le ministre de la justice me hait cordialement. Celui de l'intérieur m'aime beaucoup quoiqu'il n'y paraisse guère. Il ignore complètement que je sache qu'il a jamais entendu parler de la pétition qui m'est attribuée.

Si vous pouviez, Monseigneur, avant de voir le roi, avoir

quelques minutes de conversation avec M. l'avocat Tielemans de Bruxelles, référendaire au ministère des affaires extérieures, il vous donnerait de bouche bien des détails essentiels qu'il m'est difficile de mettre ici tous par écrit. M. Tielemans est un autre moi-même. Un billet que vous auriez la bonté de lui adresser au ministère de M. Verstolk ou à son auberge, le ferait se rendre incontinent chez vous, et si, après avoir parlé au roi, vous vouliez me mander quelque chose, il vous en fournirait un moyen sûr. Je n'ai point de secrets pour lui.

Puisqu'il me reste un peu de temps et un peu de place, je remplirai envers vous, Monseigneur, le devoir que m'impose l'intérêt que vous voulez bien prendre à mon sort, celui de vous rendre compte des motifs qui me font refuser de m'adresser au roi pour sortir de prison. *Je ne puis*, et vous sentez cela, Monseigneur, aussi bien que moi, lui demander grâce. Cependant il ne peut me faire que grâce, sa prérogative *constitutionnelle* ne va pas plus loin. S'il me faisait justice ou grâce (il n'y aurait que la différence du mot) mais sans en être sollicité par moi et spontanément, j'accepterais : car, après tout, je ne suis pas chargé d'empêcher l'inconstitutionnalité d'une mesure, à laquelle, d'ailleurs, personne, certes, ne trouverait à blâmer ; il me suffit de ne rien demander moi-même d'inconstitutionnel. Je ne suis pas chargé davantage d'empêcher le roi de se tirer d'une manière ou d'autre d'une situation qui l'embarrasse ; il me suffit, pour le bénéfice qui m'en revient, que ce ne soit pas moi qui aie porté le roi à prendre ce parti. Or, Monseigneur, demander justice, ou demander d'être rendu à ma famille, ou demander de jouir du bienfait de l'abrogation de la loi d'avril 1815, ou de l'application de la nouvelle loi sur la presse, ce serait toujours indirectement demander grâce, puisque le roi *tout seul* ne peut faire que grâce : et cela ne me convient pas, ne m'est pas permis.

J'ai un droit acquis à obtenir ma mise en liberté : solliciter cette mise en liberté auprès du roi, ce serait renoncer à mon droit acquis ; car qui peut accorder peut aussi refuser, quand même je serais sûr qu'il ne refuserait pas.

Je me suis donc adressé aux États-Généraux pour demander *une loi*, c'est mon dernier recours. Ma pétition dont M. De Sécus se charge, fera du bruit et même du scandale que je voudrais à tout prix éviter ; à tout prix, excepté au prix de la perte de ma propre estime. Que le roi fasse lui-même à l'ouverture de la session la proposition de loi requise, et ma pétition sera supprimée ; et ce sera un nouveau gage de la réconciliation générale qu'on devrait ne devoir qu'au roi seul.

Acceptez, Monseigneur, l'expression toute cordiale de mon inaltérable estime et de mon profond respect.

(S.) DE POTTER.

V

Lettre ostensible de M. De Potter à M^r Van Bommel.

Des Petits Carmes, 10 octobre 1829.

MONSEIGNEUR,

Ayant appris indirectement que vous voyez souvent le Roi, et que même pour suivre vos conférences avec lui, vous êtes à la veille de partir pour La Haye, je prends la liberté de me confier entièrement à vous pour l'heureux succès d'une affaire à laquelle je mets la plus haute importance. Voici en peu de mots ce dont il s'agit :

J'ai été indignement et cruellement joué, Monseigneur ;

on a eu la lâcheté d'abuser de ma position pour adresser au Roi une pétition fausse et fausement signée de mon nom. Le motif avoué était une demande de passer un mois ou six semaines auprès de ma mère ; le motif secret, de me perdre aux yeux de Sa Majesté. Je crois assez bien connaître le Roi pour savoir qu'il me saura bon gré de lui avoir franchement dénoncé cette manœuvre à lui-même.

Mais, comme j'ai tout à craindre des ennemis puissants et audacieux que j'ai à la Cour, il est indispensable que mon mémoire, joint à ce billet, soit remis à Sa Majesté en mains propres.

J'ose, Monseigneur, vous prier de vouloir bien vous charger de cet office d'humanité ; et, je vous l'avoue sincèrement, je ne redoute pas un refus de la part du prélat distingué, dont les vertus et les lumières nous inspirent à tous les plus légitimes espérances.

Nous savons, Monseigneur, qu'honoré de la confiance du Roi, vous ne négligerez aucun des moyens en votre pouvoir pour empêcher que des méchants calomnient plus longtemps auprès de lui, les vrais amis de la liberté, de la patrie et de ses institutions, qui sont par cela même les vrais amis de l'auguste chef de l'État.

Agréez, Monseigneur, s'il vous plaît, l'hommage de ma plus vive gratitude et de mon profond respect.

(Signé) DE POTTER.

Extrait du Procès devant la Cour d'assises du Brabant méridional contre L. De Potter, etc., en avril 1830, t. I, p. 265, n° 40.

On peut lire le mémoire dans les *Souvenirs personnels* de De Potter, t. I, p. 283, 1840. Bruxelles.

VI

Dépêche de M^r Capaccini au cardinal secrétaire
d'État.

(*Registro*, p. 289.)

Dall' Aja, li 18 decembre 1829, n° 201/2.

Non lasciai di comunicare a Mgr Van Bommel il paragrafo che lo riguarda nella lettera particolare di V. E. del 22 ottobre che incomincia *Ho reso* (a). Questo Prelato, pieno di riconoscenza verso la Santità di N. S., mi ha pregato di farle umiliare per mezzo dell' E. V. la lettera, che ho l'onore di accluderle.

(a) Voici la traduction française (faite par l'internonce) de ce passage, extraite d'un registre conservé aux archives de l'évêché de Liège :

« J'ai rendu à N. S. P. le Pape le compte le plus exact de toutes les particularités qui ont accompagné la publication de l'arrêté de Sa Majesté relatif aux séminaires épiscopaux.

» Dans cette occasion, je n'ai pas manqué de lui faire sentir, en m'appuyant sur les rapports que j'en ai reçu de vous, la grande part que l'on doit à M^r Van Bommel dans un aussi heureux résultat. Il n'y a aucune espèce de bien et de véritable avantage pour la religion catholique dans le Royaume que le S. Père n'attende du zèle aussi actif que sage de M^r Van Bommel. Sa Sainteté veut que vous lui témoigniez expressément sa pleine satisfaction, et que vous lui disiez que la satisfaction du Saint-Père ne se borne pas à ce que Monseigneur a fait récemment, mais qu'elle se porte sur tout ce qui dans sa longue et glorieuse carrière en a rendu le nom véritablement bien méritant des églises belgiques et bataves. »

Cet extrait fut communiqué par l'internonce en personne à M^r Van Bommel à La Haye, le 11 novembre 1829.

Come già scrissi a V. E., Mr Van Bommel è un soggetto eccellente, perchè pieno di talento e di cognizione, e di principj securissimi. Ma essendo ancor giovane, e non avendo grande esperienza negli affari, nei quali intrano, come elementi principali, la libera volontà e la passione degli uomini, è un poco troppo vivo, e qualche volta corre. Ora però, l'esperienza di quello che accade, ed il vedere continuamente verificarsi quanto io gli diceva e che egli non voleva credere, lo ha molto istruito, ed io non posso lodarmene abbastanza. Io sono persuaso, che, coll' andar del tempo, questo uomo sarà il più forte sostegno della Religione in questo Paese, e per ciò ho provato il più gran piacere che abbia scritto a Sua Santità.

L'opuscolo su i due Decreti del 20 Giugno, e l'altro sul monopolio dell' Istruzione sono opere sue, e sono scritte in pochi giorni. Ciò basta per giudicare della forza di questo, istruito dall' esperienza.

Credendo che la mia tattica nel trattare gli affari non fosse la migliore, e che io mi lasciassi gettar la polvere sugli occhi dal governo; trasportato dalla sua vivacità e dal suo zelo, si lasciò sfuggire quelle espressioni che V. E. con somma avvedutezza rimarcò nel suo Dispaccio del 29 settembre che incomincia *Mi è stato* (a). Io feci vista di non averle rimarcate; ma per dargli una pratica lezione, lo misi al contatto col Re, e di tempo in tempo gli spiegai varii punti relativi alla trattativa, ed il come, ed il perchè io li avea condotti più tosto in un modo che in un' altro. Postolo al contatto col Re, mi servii di lui per lavorare sull' animo della Maestà Sua, e per preparare il Decreto del 2 ottobre, e quando mi avvidi che egli, et non io, era stato preso *au leurre*, allora entrai di nuovo in iscena, e lo rimisi nella buona strada. La stessa tattica ho tenuto per

a Voir plus haut, p. 410.

convincerlo del carattere dell' Arcivescovo, sul quale egli già credeva di avere un infinito ascendente, ed anche questo tentativo mi è riuscito felicemente per lo scopo che io mi era proposto. Questa lezione da me datagli con la massima disinvoltura e senza mai fargli capire che io aveva ben rimarcato quanto, per eccesso di vivacità e di zelo, erasi permesso di scrivere sopra di me, ha prodotto un effetto eccellente, giacchè egli è ora persuasissimo che la mia maniera di agire era più propria della sua per ottenere l'intento, si è legato con me in stretta amicizia, e si lascia pienamente condurre. Io dal canto mio ne sono rimasto pienamente contento, giacchè il mio scopo essendo quello di ben servire la S. Sede e la causa della Religione, pospongo volentieri a questo fine tutto ciò che riguarda la mia persona, e perciò non gli ho fatto, nè gli farò mai comprendere che avrei avuto giusta ragione di dolermi di lui, principalmente per tutte le circostanze che accompagnarono l'idea e la pubblicazione di quello scritto. Prostrato ecc.

VII

Lettre de M^{er} Van Bommel au Roi Guillaume I^{er}.

(D'après la minute.)

La Haye, 31 décembre 1829.

SIRE,

Het is geen trotsche Demophilus (a) uit de petits Carmes, dat is slechts een nederige kluizenaar weleer der Velzerduinen (b) thans in het Molestraatje (c) verscholen die zich

(a) Pseudonyme de M. De Potter dans sa brochure, *Lettre de Démophile au roi*, sur le message du 11 décembre.

(b) Le collège de Hageveld était situé près de Velzen.

(c) Rue où demeurait l'avocat Ch. Van der Horst, chez qui l'évêque était descendu.

verstout heden bij het aflopen van het jaar 1829 Uwe Majesteit eenige regeltjes te doen geworden. — Sedert bijna drie weken beschouwt hij, den gehelen dag, ja zelfs uit zijn ziekbed, de ramen van Hoogstdeszelven Paleis, en gaat daar in stilte na, wat in den loop van dat vervlogen jaar tusschen Uwe Majesteit en hem er al is omgegaan. — O! hoe gevoelt hij zich dan van liefde en dankbaarheid voor Uwe Majesteit doordrongen!

Hoe vele blijken kan hij niet optellen van welwillendheid, genegenheid, grootmoedigheid, mag hij meer en toch waarheid blijven zeggen, achting, vaderlijke zorg, liefde en vertrouwen, die hij gedurende die twaalf nimmer uit zijn geheugen uit te wisschen maanden van Uwe Majesteit heeft mogen genieten!

Nimmer, Sire, zal hij vergeten hoe minzaam gij hem bij het behandelen der gewigtigste zaken bijna alle denkbeeld deed vergeten dat hij met zijnen vorst zelfs handelde!

En wat heeft Uwe Majesteit voor hem en zijne geloofsgenoten op zijne dringende bede al niet gedaan! Spreken wij niet meer van den onvergetelijken tweeden October en al wat er de gevolgen van geweest is. Welk een heerlijk nieuwjaars geschenk ontvangen wij niet uit de hand Uwer Majesteit in den persoon van den zoo braven opregt catholijk gezinden Heer Pélichy! — Nu hebben wij ook onzen Palland *a'* en met hem een alleraangenaamst vooruitzicht.

O hoe ongedwongen denk ik alwederom hier aan mijn stelseltje de la liberté *b'*, en gevoel ik mij al vermetel genoeg om de hoop te durven koesteren, dat hetzelfde nog eens bij Uwe Majesteit zal bovendrijven! O dan ging alles van zelve en nimmer zullen de regten uwer kroon beter erkend en geëerbiedigd zijn geweest, nimmer uwe liefde-

a Le conseiller baron van Palland van Keppel, directeur pour le culte protestant. Voir *Trois ans*, p. 72.

b Liberté. Ce mot est barré.

rijke inzigten beter op prijs gesteld, nimmer het vertrouwen algemeender en dieper gevestigd ! Maar, waarom dat alles zoo gebrekkig geschreven, waarom niet andermaal mijn hart en alle mijne gedachten geheel voor Uwe Majesteit uitgestort !

Helaas, een onverbiddelijke Inspecteur-generaal houdt de wacht voor mijn celletje, en ik moet ook hier Uwer Majesteits voorbeeld volgen en gehoorzamen.

Dus, Sire, gelieve voor aangenaam zoo te nemen de schriftelijke hulde mijner oprechte gevoelens van dankbaarheid, trouw en eerbied, en gedoge dat ik er duizend zegenwenschen bijvoege voor U, voor uw koninklijk gezin en althans in de loop van het voor haar zoo belangrijk intetreden jaar, Hare Koninklijke Hoogheid, uwe dierbare Dochter (a) die ik vurig in mijne zoozeer zwakke gebeden aan de vaderlijke liefde van Hem zal aanbevelen dewelke onzer alle lotgevallen in handen heeft, zij leve gelukkig, en Uwe Majesteit zij er een reeks van jaren de gelukkige getuige van !

VIII

Lettre de M^{re} Van Bommel au Roi Guillaume 1^{er}.

(D'après la minute.)

La Haye, 10 janvier 1830.

SIRE,

Ik moet Uwe Majesteit mijnen hartelijken dank betuigen voor het allermijnzaamst antwoord waarmede zij mijnen brief wel heeft gelieven te vereeren en althans voor hoogst-deszelven welwillende belangstelling in mijnen ziekelijken toestand, die Gode zij dank een einde neemt.

(a) La princesse Marianne, dont on annonçait le mariage avec le prince Albert de Prusse. Il eut lieu le 14 septembre 1830.

Heden ochtend ben ik voor het eerst even naar de kerk geweest, moede thuis gekomen, en door het ongunstig weer thuis gebleven.

Daar ik sedert Donderdag mijne krachten eenigzins gevoelde herleven, heb ik de hand aan het werk geslagen en mij met het vervaardigen van een bevelschrift of mandement onledig gehouden. Het ging in den beginne stroef, mijn verstand scheen bevroren, doch gisteren kwam het los, en er vloeide uit mijne pen eene passage, waarover ik zoo gaarne zoude weten of deze Uwer Majesteits hooge goedkeuring zoude mogen wegdragen alvorens dezelve in druk kome.

Ik voorzie dat de *Politique*(a) en de geheele liberale batterij tegen mij zullen losbranden. Aan dit zal ik mij getroosten, zoodra Uwe Majesteit zelve in de gegeven omstandigheden mijne gezegdens niet te kras vind. — Meer te doen of meer regtsreeks de petities te verbieden ware, na mijn inzien, onbegrijpelijk, onstaatkundig en onvoorzigtig, en olie in het vuur. — Daarenboven het geschrevene zal ik bij monde weten te staven, maar ik zal altoos Uwe Majesteit alledringenst, in het ware belang van de algemeene rust, bidden en smeken, dat men met die petitionnaires, althans met de geestelijken, welke voor het groote gedeelte door de liberale partij zijn weggesleept geworden, zacht omga, en althans geene cathegorien (b) make, die het bestuur met een onvoorzienbare reeks van nieuwe en hatelijke zwarigheden noodzakelijk zouden belemmeren. — Het is opmerksaam, dat de text uit Paulus aan Tim. 2^e brief. 2^e hoofd. waarop mijn hoofdargument steunt, juist dezelve is, waarmede de E. H. Barrett van den beginne af de Luiksche

(a) Feuille libérale unioniste de Liège, rédigée par Devaux, Lebeau, Rogier, etc.

(b) Le roi avait manifesté l'intention de refuser les subsides de faveur aux ecclésiastiques pétitionnaires.

geestelijkheid door overtuiging heeft willen terughouden.

Ik heb niemand over deze zaak dan Z. Ex. den Hoog Eerw. Internuntius geraadpleegd, om rede ik gaarne wilde weten, of hij er van eene andere kant geene zwaarigheid in zag, daar de andere Bisschoppen zoo iets dergelijks niet gedaan hebben en ik hun Benjamin ben.

Hij zegt van neen, beweert zelfs dat het bijval bij hun vinden zal en ligt op de eene of andere zijdelingsche wijze door hen zal nagevolgd kunnen worden. — *Utinam* (a)!

Binnen korte dagen hoop ik van Uwe Majesteit afscheid te mogen nemen, alhoewel een mijner Hageveldsche Theologanten thans te Luik in het seminarie studerende, de Heer Broere, dezer dagen in Amsterdam wegens het dringend gevaar waarin zijn vader ligt, overgekomen, mij heden schrijft, dat hij ongemeen veel ellende en koude heeft uitgestaan en dat ik mij toch niet te vroeg wagen moet.

IX

**Modification proposé par M^r Van Bommel
au Roi Guillaume à son projet de pastorale (b).**

(Texte primitif.)

La Haye, (19?) janvier 1830.

Mais, T. C. F., si cette exhortation s'adresse à tous, nous sera-t-il permis de le dire, elle regarde spécialement les Ministres du Seigneur. Ah, ceux-ci, nous ne nous bornons

(a) Barré : « Wat my aanbetreft, ik heb niets anders bedoeld dan uwe M. een bewys myne regtzinnige gevoelens te geven, en moet hier slechts myn leedwezen uitdrukken dat van het onmogelyk vroeger gedaan... »

(b) Nous supprimons tout un long passage reproduit en termes presque identiques dans le texte imprimé et au sujet duquel l'évêque ne proposait aucune modification.

pas même à les prier, à les conjurer ; nous osons, tant nous avons déjà conçu une haute opinion de leur vertu, nous osons leur faire un devoir de s'abstenir de tout ce qui pourrait faire croire qu'ils ont perdu de vue ce précepte de l'Apôtre à l'Évêque d'Éphèse : « Travaillez en bon soldat » de J.-C., *mais vous souvenant* qu'aucun de ceux qui sont » engagés dans la milice sainte, ne doit s'embarrasser » dans les affaires séculières, afin de se rendre par là » agréable à Celui à qui il s'est voué. » (2 Tim., c. 2, v. 3, 4.)

Et d'ailleurs, dirons-nous à quelques ouvriers dans la vigne du Seigneur, très estimables d'ailleurs, mais qu'un zèle peu réfléchi a peut-être entraînés en dehors de son enceinte, ou vous regardez les affaires dont vous vous occupez, comme d'une nature purement politique, et alors vous agissez en sens inverse du précepte de S^t Paul que nous venons de vous rappeler ; ou vous les regardez comme touchant aux intérêts spirituels des fidèles, et alors, pourquoi (nous allons peut-être parler en insensés, *ut minus sapiens dico*), pourquoi devanceriez-vous vos chefs ? pourquoi iriez-vous à l'ennemi sans l'aveu formel de vos Macchabées ? Pourquoi ne vous reposeriez-vous pas, avec une confiance filiale, sur leur vigilance, leur sagesse et leur zèle à défendre la maison et le peuple de Dieu ? Les avez-vous jamais, depuis tant de temps qu'ils vous guident, trouvés en défaut à cet égard ? Comptez donc plutôt sur leur dévouement à la cause sacrée qu'ils sont les premiers appelés à défendre ; comptez aussi sur la bonne volonté de notre magnanime Souverain, qui, instruit de nos besoins, a fait, en si peu de temps, tant de choses pour y satisfaire ; comptez sur l'union et la parfaite harmonie entre votre Roi, le S^t Siège et vos évêques, qui tous vous portent également dans leur cœur et ont un intérêt commun à ne vouloir que votre bonheur. Puis retournant paisiblement à vos modestes et tout à la fois sublimes fonctions, continuez à instruire

l'ignorant, à ramener le coupable, à soutenir le faible, à soulager le pauvre, à consoler la veuve et l'orphelin, à prodiguer vos soins au moribond, à prévenir les haines, à rétablir la paix et la concorde dans les familles où elle est troublée, et à lever sans cesse des mains pures vers le ciel, pour en faire descendre sur ceux qui vous gouvernent tous les dons de la sagesse de Dieu, sur vous et sur ceux qui vous sont confiés, tous les trésors de sa miséricorde ! Voilà, Ministres du Seigneur, ce que j'aime à croire que vous êtes, et vous ne devez pas être autre chose.

(*Wijziging.*)

Et ces paroles de paix, ce n'est pas nous seulement qui les adressons à nos chères ouailles ; nous avons la ferme confiance que tout notre respectable Clergé nous aidera à les inculquer aux riches comme aux pauvres, aux grands comme aux petits. Loin de nous la pensée de vous entretenir ici, N. T. C. F., d'objets étrangers à notre ministère : engagés au service de Dieu, comme le dit le grand Apôtre, nous aimerons toujours à nous appliquer l'avis qu'il donnait à l'Évêque d'Éphèse : « Aucun de ceux qui s'enrôlent à » la milice sainte, ne doit s'embarrasser dans les affaires » séculières. » — Mais, oserions-nous faire remarquer ici à nos dignes compagnons d'armes, ainsi que le même S^t Paul appelait encore ses collaborateurs, que tout annonce aujourd'hui à l'Église dans notre belle patrie une paix aussi heureuse qu'elle sera solide et stable ? Que n'a pas fait notre magnanime Souverain pour obtenir cet heureux résultat ? A qui devons-nous le renversement de certains obstacles à la confiance publique ? A qui le choix très récent d'hommes si propres à la faire renaitre et à la consolider ? Et savez-vous ce qu'il est disposé à faire encore (pourvu qu'on corresponde à ses vues), afin d'en étendre à tout le royaume et d'en perpétuer les fruits ? Savez-vous combien

intime est l'union qui règne entre son auguste personne et le S^t Siège et les évêques? Avec quel nouveau courage, Ministres du Seigneur, avec quel redoublement de zèle n'allez-vous donc pas continuer à vous vouer paisiblement à vos modestes et tout à la fois sublimes fonctions et servir en même temps l'Eglise et l'État en instruisant l'ignorant, en soutenant le faible, en ramenant le coupable, en soulageant le pauvre, en consolant la veuve et l'orphelin, en prévenant les haines, en rétablissant la paix et la concorde dans les familles où elle est troublée, et en levant sans cesse des mains pures vers le ciel pour en faire descendre sur ceux qui vous gouvernent tous les dons de la sagesse de Dieu, sur vous et sur ceux qui vous sont confiés, tous les trésors de sa miséricorde.

Voilà, Ministres du Dieu vivant, nos occupations, voilà nos destinées. Ah, ne visons désormais qu'à les remplir et devenons étrangers et comme morts à tout le reste (a)!

X

**Lettre de M. de Mey de Streefkerk, Secrétaire
d'État, à M^r Van Bommel.**

(D'après l'autographe.)

La Haye, 24 janvier 1830 (b).

HOOG GEACHTE VRIEND!

Onder terugzending der bijlage van Uwen geheimen brief van gisteren, haaste ik mij aan U. H. Eerw. van wege Z. M. te kennen te geven, dat Hoogstdezelve de voor-

(a) Le texte imprimé reproduit la modification, et non la rédaction primitive.

(b) Cette date semble erronée, M^r Van Bommel ayant quitté La Haye le 24 janvier.

keur blijft geven aan het eerste opstel van de bedoelde passage in uwen Herdelijken brief, en hetzelfde dus gaarne zoude behouden zien, indien daarvan geene nadeelige gevolgen mogten te vrezen zijn; doch dat, ingeval U. H. Eerw. zulke gevolgen waarlijk mogt voorzien, Z. M. ook zeer wel kan berusten in de door U. H. Eerw. ontworpen wijzigingen, voorbehoudens de verdere middelen, welke door U. H. Eerw. te Luik zelve zullen kunnen worden in het werk gesteld, om het *verdere* petitionneeren der geestelijken, krachtdadig togen te gaan. — Het overlaten der wijzigingen aan de diocesane Synode komt minder doelmatig voor. — Intusschen doet Z. M. aan U. H. Eerw. in overweging geven, of de *stellige* keuze tusschen uw eerste en tweede opstel van de bedoelde passage, door U. H. Eerw. niet zoude kunnen worden uitgesteld tot uwe aankomst te Luik. Welligt vindt U. H. Eerw. de geopperde zwarigheden, *in loco* minder gegrond, dan dezelve zich van verre voordoen, in welk geval het eerste opstel, dat aan Z. M. zoo zeer bevallen was, nog door U. H. Eerw. zoude kunnen aangenomen worden.

U. H. Eerw. ook namens Z. M. eene goede reize en voortdurenden welstand, van harte toewenshende, en mij in uw vriendschappelijk aandenken aanbevelende, noeme ik mij met de meeste hoogachting,

U. Hoog Eerw. gehoorz. Dienaar
en Vriend,

H. DE MEY-STREEFKERK.

's Gravenhage den 24 Januari 1830.

Mijne Vrouw is zeer dankbaar voor uwe vriendelijke attentie; zij wordt beter; Professor Bernard is sedert een paar dagen zeer te vreden over haar.

XX

Lettre de M^r Van Bommel au Roi Guillaume I^{er}.

(D'après la minute.)

Liège, (9) février 1830.

SIRE,

Ik haast mij Uwe Majesteit mijnen hartelijken dank te betuigen voor den verkregen goeden Groote Claes, en het gunstig besluit betreffende de nog te verrigten noodzakelijke werkzaamheden aan het bisschoppelijk huis.

Ik kan Uwe Majesteit niet uitdrukken welke vreugde de eerste tijding van de goedkeuring van den H. Groote Claes heeft te wege gebragt, en hoe zeer zulks mijne komst alhier veraangenaamt (a).

Ik heb dien waardigen man heden bij mij gehad en hij is mij buitengewoon wel bevallen. Hij zal mij even gelijk alle *Curés primaires* alhier krachtadig bijstaan om rust

(a) L'abbé Groteclaes, premier vicaire de la paroisse Saint-Nicolas, à Liège, avait été nommé administrateur de cette paroisse le 19 février 1829 et présenté à l'agrération royale comme successeur de M. Neujean, curé-doyen, décédé le 12. Cette agrération souffrit de grandes difficultés. M^r Barret, vicaire-général, écrivait le 28 novembre 1829 à M^r Van Bommel : « On me prie avec vive instance de vous recommander M. Groeteclaes pour la cure de St-Nicolas à Liège. Le refus d'agrération est incompréhensible pour quiconque connaît ce respectable prêtre, qui ne s'occupe que de son ministère et de ses 4000 pauvres. Il ne se mêle pas plus d'affaires politiques que l'enfant qui vient de naître. »

en orde te handhaven. Ik ben reeds begonnen hun bij mij te ontbieden om hun mijnen stellingen wil bekend te maken dat voortaan geene geestelijken zich met het petitionneren bemoeien.

Zulks Uwe Majesteit *confident*er te melden, zal, zoo ik hoop, Hoogstdezelve een treffend bewijs opleveren, dat ik het bij geen woord laat zitten. — Intusschen moet ik U. Majesteit, dan toch ook ter gelijktijd melden, dat ik onbegrijpelijk voorzigtig moet te werk gaan, daar er alhier veel verbittering plaats heeft, ja zich reeds tegen mij eene vrij aanzienlijke partij vormt, die zich over mijne, nu zoo zeer verzachte passage uit den herderlijken brief, heden van de kansel voorgelezen, gebelgd toont.

Ik heb al degenen die mij deswegens zijn komen waarschuwen met het oude *Doe wel* enz. afgewezen. — En ik twijfel niet of dat stukje zal *au bout du compte* nog wel eens algemeenen bijval vinden.

Ik werk zoo veel mogelijk op allen die mij bezoeken, om bedaardheid en vertrouwen in te boezemen en sommigen denken dat ik hierin min of meer zal slagen.

Mag ik Uwe Majesteit hier in vertrouwen rondborstig verklaren dat niets meer kwaad heeft gedaan dan de destitutiën (a). Daarbij komt de angst voor het laatst ontwerp van wet op het onderwijs (b).

Het is letterlijk waar, dat bijaldien dit laatste doorgaat, en hiertoe zie ik veel mogelijkheid, ja zelfs waarschijnlijkheid, de eerste twistappel tusschen het Zuiden en Noorden pas zal geworpen zijn.

Ware het niet te vermetel gehandeld, dan zou ik Uwe

(a) Allusion aux destitutions pour cause d'opposition au message du 11 décembre.

(b) Projet présenté le 26 novembre 1829.

Majesteit, in het wel begrepen belang van het Vaderland, en van deszelfs dierbaar hoofd, wiens geluk, rust en tevredenheid ik zoo zeer behartigt, allerootmoedigst smeken van toch het finaal intrekken van dat ontwerp te bevelen (a).

Het is niet mogelijk meer aan België eenig ander dan een waarachtig vrij onderwijs wettig te gunnen.

Ach, Sire, Uwe Majesteit, die mijn hart en alle mijne gedachten kent, weet uit welken hooger standpunt ik de vrijheid beschouw, niet als Unionist maar als opregt onderdaan sedert lang.

Ik durf alwederom op mijn stelseltje terug te wijzen, ja steeds de hoop koesteren dat hetzelfde nog eens geheel en al het uwe worde.

Uwe Majesteit moet mij deze schriftelijke net zoo wel als alle mijne mondlingsche vrije uitboezemingen vergeven of liever deze beschouwen als eene nieuwe hulde van die onkrenkbare gevoelens van diepen eerbied en volmaakten trouw waarmede ik tot in het graf blijf...

XII

Lettre de M^r Van Bommel à M. de Péllichy, directeur pour le culte catholique, avec projet de requête au Roi Guillaume I^{er}.

Liège, 30 avril 1830.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

On est souvent plus timide quand on demande pour soi que pour d'autres.

Je viens de toucher mon 1^{er} trimestre échu ce 1^{er} avril.

(a) Le Roi retira le projet le 27 mai 1830.

J'ai vu en conséquence que pour tout le temps qui s'est écoulé depuis ma nomination, ma préconisation et même mon sacre, il n'est rien assigné, quoiqu'assurément il ait fallu faire bien des voyages, des séjours à Bruxelles et ailleurs. Je suis loin de m'en plaindre. Je n'ai que des grâces à rendre à notre bon Roi de tous ses bienfaits; mais oserais-je vous dire toute ma pensée? Lorsque j'ai insisté bien plus pour mes collègues que pour moi, pour que le Gouvernement imitât le gouvernement impérial, qui donnait 10 mille francs d'établissement à chaque Évêque à son installation, un haut personnage m'a fait espérer que pareille somme ou à peu près pourrait bien être accordée à quelqu'autre titre par exemple d'indemnités pour frais de voyage. Or si je suis bien informé, je crois que S. M. dans sa grande bonté a déjà daigné l'accorder à quelques uns de mes collègues, et dès lors consultant mes besoins et ceux de mes pauvres et de mon diocèse, je serais charmé d'apprendre de votre part s'il y aurait quelque indiscretion à ce que je la sollicitasse au même titre.

Ci-joint requête *ad hoc*, que je supplie Votre Excellence en cas qu'elle juge la demande indiscrète, de supprimer et de détruire.

Je viens de recevoir de Votre Exc. sa missive du 27 avril n° 5 (confid.) à l'effet d'obtenir de moi des renseignements sur une association relig. pour la propagation de la foi (a). Je vais tâcher de m'en procurer, et me hâterai de les transmettre; mais ce ne sera qu'après mon retour de Maestricht, où je vais pendant une huitaine confirmer de 7 à 8,000 fidèles.

(a) Il s'agit de l'Association pour la propagation de la foi, établie en 1821, à Lyon, par une humble servante. On craignait sans doute à La Haye que ce ne fût une nouvelle forme de la fameuse Congrégation.

J'ai été prodigieusement occupé ces jours-ci de l'examen des compositions et des certificats des élèves qui se sont présentés pour entrer au Séminaire, j'ai voulu tout voir par moi-même. Je suis heureux de pouvoir vous annoncer que parmi les jeunes gens qui ont été au C. P. (a) et qui se sont présentés, j'ai pu en admettre 5 ou 6. Sur l'un d'eux il me restait des doutes que j'ai éclaircis dans une conversation que j'ai eue avec lui ce matin. La plupart des jeunes gens du C. ont singulièrement mal répondu aux questions, qui ont été faites à tous indistinctement. J'en ai demandé la raison à ceux qui ont fait assez bien, et ils me l'ont dite.

Agréez...

30 avril 1830.

Requête au Roi Guillaume I^{er}.

SIRE,

Le soussigné, convaincu des bienveillantes intentions de Votre Majesté à son égard, ose humblement lui exposer que obligé depuis le moment de sa nomination à l'évêché de Liège, en Janvier 1829, à faire plusieurs voyages et séjours très coûteux, croit, au cas qu'il n'y eût pas d'indiscrétion à réclamer quelque indemnité à ce titre, devoir s'abandonner entièrement à la générosité de Sa Majesté, dont ce bienfait ajouté à tant d'autres bienfaits rendra plus vif encore le sentiment de sa parfaite reconnaissance, comme il l'aidera à s'acquitter d'autant mieux des pénibles devoirs de son ministère.

C'est la grâce, etc.

L'Év.

(a) Au Collège Philosophique.

XIII

Requête de M^r Van Bommel au Roi Guillaume I^{er}.

Liège, 3 juin 1830.

SIRE,

Le soussigné expose humblement à Votre Majesté, qu'ayant été singulièrement contrarié dans le plan de fixer la 1^{re} section de son séminaire dans des bâtiments contigus à ceux où se trouve déjà la 2^{re} section, et que n'ayant pas pu réussir à en acquérir de convenables dans la Ville Episcopale, il se voit forcé, malgré le désir connu de Votre Majesté, et le sien propre, de recourir à la royale bonté de V. M. à l'effet d'obtenir l'autorisation d'établir ladite première section dans les bâtiments de l'ancienne Abbaye de Rolduc, Province de Limbourg, extrême frontière du Diocèse, à peu de distance d'Aix-la-Chapelle, environ à 8 lieues de Liège, bâtiments qui sont devenus légalement propriété du Séminaire et qui sous ce point de vue, peuvent déjà être censés ne faire avec ceux de Liège qu'un seul Séminaire, comme ils le seront, à plus juste titre encore, par l'exécution exacte et sévère du plan d'organisation commune aux deux sections du Séminaire, tel qu'il a été conçu et expliqué par Monsgr. l'Archevêque de Malines dans son mandement du 18 octobre 1829.

Sire, en vous demandant cette grâce, j'obéis à la nécessité et je fais un sacrifice, tant je désirais conserver sous la main cette 1^{re} section de mon Séminaire, objet de ma plus tendre sollicitude et d'une prédilection toute particulière.

Que Votre Majesté daigne en faire un de son côté et me

mettre à même de pouvoir sans délai prendre les mesures nécessaires pour que ce qui a été retardé si longtemps sans ma faute, puisse encore par un redoublement d'efforts, être mis en pleine activité au mois d'Octobre prochain.

C'est la grâce, etc.

Sire,

De Votre Majesté,
Le très humble et très obéissant serviteur.

XIV

Lettre de M^r Van Bommel au Roi Guillaume I^{er}.

(D'après la minute.)

Liège, 8 juin 1830.

SIRE,

Ik heb met een diep gevoel van erkentelijkheid het goedgunstig besluit ontvangen van Uwe Majesteit van waarbij Hoogstdezelve mij de aanzienlijke somma van 3000 als schavergoeding vergund voor de veele kosten die ik in de loop van het vorig jaar sedert en ter gelegenheid van mijne benoeming als bisschop van Luik heb moeten dragen.

Dank, Sire, hartelijken dank voor deze nieuwe weldaad, voor deze nieuwe blijk uwer onuitputtelijke goedheid; moge ik mij derzelve altoos meer en meer waardig maken!

Mag ik deze gelegenheid waarnemen om Uwe Majesteit seffens uit naam mijner geloofsgenoten al het gevoel onzer dankbaarheid uit te drukken voor de aanzienlijke verbeteringen op het gewigtig stuk van het onderwijs door het onlangst bekend gemaakte besluit van inge-

voerd (a). Zoo komt al het goede van Uwe Majesteit, als van onze tweede voorzienigheid, en Hoogstdezelve zal nog meer doen!

Hoe dikwijls heb ik verlangd over dit en meer andere belangrijke onderwerpen mij met Hoogstdezelve bij monde, vrij, openhartig, ja losjes weg zoo als eertijds te mogen onderhouden, want moeilijk laat zich dat alles schriftelijk behandelen.

Dan helaas, wanneer zal ik die eer andermaal mogen genieten! Intusschen ben ik hier zeer wel en ondanks al wat er gebeurd is, en Uwe Majesteit welligt nog wel eens aan mijne voorzeggingen zal hebben doen denken, houd ik het voor zeker dat ik vroeg of laat, alhier zal kunnen bovendrijven.

Ik heb nimmer vergeten wat Uwe Majesteit mij te Brussel eens gezegd heeft, dat ik te Luik veel ongodsdienstige menschen zou aantreffen. En zie, nu bij gelegenheid van het jubilé (b) heb ik het willen wagen om dezulke eens tot het hart te spreken.

Sedert 10 dagen preek ik alle dagen en zal het nog de geheele week volhouden. — Veelen, veelen komen Gods woord hooren ook van de verouderden, en zoo als schijnt, niet zonder vrucht.

Ter gelegenheid van het vierde gebod heb ik de beginsels van mijnen herderlijken brief over het gezag helder en stout toegelicht, en juist bevond zich onder mijne toehoorders een der redacteurs van de *Politique*.

Mag ik Uwe Majesteit smeken van nu nog eenige dagen met mij geduld te hebben, betrekkelijk die ongelukkige

(a) Le 27 mai, le roi, en retirant son projet de loi sur l'enseignement, promulgua l'arrêté dont il est ici question.

(b) L'évêque parle du jubilé accordé par Pie VIII le 18 juin 1829, à l'occasion de son élévation au trône pontifical (31 mars).

kerkfabrieken en Syndicaats zaken? — De goede Heer Pelichy vraagt bij herhaling om toelichting, en die zal ik geven; maar nu, alvorens de adviesen van geleerden te hebben ingewonnen, en die n. b. niet zeer vlug zijn geweest om mij dezelve te bezorgen, heb ik wel een paar dagen nodig om mijn memorie te stellen; en hoe zou ik die gedurende het jubilé kunnen vinden (a)?

Denk, Sire, dat Uwe Majesteit bijna schuld is, dat ik dagelijks preek, en dat is wat!

Nog iets, Sire, ik heb Mevrouw de Melotte en andere Dames beloofd een goed woord te zullen doen bij Hare Majesteit de Koningin voor de opgerigte *Société de la Maternité*, waarvan ik ook al lid ben geworden. — Daar het een goed werk geldt, heb ik mijne stoute schoenen aangetrokken en durf Uwe Majesteit allernederigst verzoeken, mijn rekwestje zelfs aan Mevrouw de Koningin te willen overhandigen, dan kan het niet missen.

Eindelijk wat Rolduc aanbetreft, alwaar mij het Luiksche Philosophismus met de 1^e afdeling van mijn seminarie heenjaagt, ik bid uwe Majesteit de vergunning, zoo mogelijk, voor ten minste 4 à 5 jaren te willen toestaan wegens de groote kosten die noodzakelijk zijn en anders verloren gingen.

Het overige wat dit onderwerp aanbetreft, en mij in de gedachten is gekomen, zal mijn vriend de Heer De Mey U welligt al reeds gezegd hebben.

Ik eindig, Sire, met Uwe Majesteit nogmaals de verzeke-

(a) Il s'agit ici de l'épineuse controverse qui existait depuis plusieurs années entre les fabriques d'église et le syndicat d'amortissement concernant la propriété des dotations des bénéfices simples et des autres fondations. Voir sur cette question la brochure de M^{re} Van Bommel, parue en mars 1841 : « Réponse aux insinuations de la presse contre les fabriques des églises » (pp. 3-13).

ring mijner onkrenkbare trouw en hartelijke liefde aan te bieden. Ik heb de geestelijken en het volk aangespoord gedurende het jubilé extra voor Uwe Majesteit en voor hare Doorluchtige familie te bidden.

Ik voor mij denk ook bijzonder dit jaar aan Prinses Marianne. De Hemel zegene haar, zegene U, Sire, en behoude U nog lange, lange jaren, en doe U binnenkort alle de vruchten uwer vaderlijke liefde en toegevendheid en uwer arbeid en overmoeiden ijver plukken. Ik heb de eer met aller diepsten eerbied te zijn...

XV

Lettre de M^{re} Van Bommel au Roi Guillaume I^{er}.

(D'après la minute.)

Liège, 10 août 1830.

SIRE,

Door ambtsbezigheden verhinderd, die ik in de waan dat Uwe Majesteit, gelijk gezegd wierd, vroeger Brussel zou bezoeken, juist in deze week bepaald had, zie ik mij genoodzaakt, Hoogstdezelve de hulde mijner eerbied niet in persoon maar slechts schriftelijk door dezen, aan te bieden.

Griefft mij het derven van het geluk Uwe Majesteit na zoo veele gebeurtenissen vertrouwelijk te mogen onderhouden, van eene andere kant verheug ik mij niet in de gelegenheid gesteld te zijn, welligt buiten mijn schreefje te gaan, mij door mijne zucht voor het wel begrepen welzijn van vorst en Vaderland te laten wegslepen en welligt met mijne gewone openhartigheid mijne gevoelens ook ongevraagd te uiten over zaken, die mij in mijne betrekking althans niet regtstreeks aangaan.

Welligt, Sire, heb ik mij, in de eerste oogenblikken dat

Vrankrijks laatste onlusten en omwentelingen uitbarstten, reeds te veel van die ongekunstelde uitboezemingen veroorloofd; welligt, moet ik het stilzwijgen van den Heer De Mey als eene stille afkeuring van Uwe M. ten deze beschouwen?

Vergeef het mij dus, Sire, maar veroordeel mij niet; openlijk zal ik mij over dusdanige zaken niet uitlaten; maar, waar ik het waarachtige welzijn van uwe geheiligde persoon en vorstelijk huis met diepe overtuiging inzie, ben ik dan, ook krachtens mijnen eed, niet verplicht, vertrouwelijk en langst eenen zekeren weg, mijne gevoelens te uiten? heb ik dit aan Uwe Majesteit niet beloofd? en wie kan loochenen dat ik tegen mijn eigen belang in, of liever met zuivere zelfsverloochening niet zelden aan Uwe Majesteit waarheid gezegd heb, ook daar waar waarheid niet kon behagen?

Daarenboven ik vergeet niet ligt wat Uwe Majesteit mij gezegd heeft, dat een Bishop ten behoeve van het welzijn van den Staat, voor instandhouding van vrede en rust, veel door zijnen invloed vermag. — Maar daaruit volgt, dat hij in het geheim zijnen Vorst moet waarschuwen, wanneer er oorzaken bestaan die dezen invloed of merklijk verzwakken of geheel verijdelen. — En dusdanige oorzaken bestaan hier nog in te groote menigte en zijn door mij met den vinger gewezen althans is dit gewild (a).

Maar, Sire, ook hier wil ik mij geheel onderwerpen; ondanks ik voor God en voor U voor de zuiverheid mijner bedoeling durf instaan, zal ik mij voorstaan, zoo dit wordt verlangd, stipt onthouden van iets te gewagen wat niet regtstreeks tot mijn ambtsverrigting betrekking heeft en dagelijks blijf ik bidden dat Gods zegen over U en uw vorstelijk huis blijve, en het Vaderland bescherm.

(a) Cette leçon est douteuse.

UNE CRISE INDUSTRIELLE AU XVI^e SIÈCLE. — (*La draperie urbaine et la « nouvelle draperie » en Flandre*); par H. Pirenne, membre de l'Académie.

Il semblerait, à première vue, qu'aucune période de l'histoire de Belgique ne dût être mieux connue que le XVI^e siècle. Tout au moins n'en est-il aucune qui ait plus attiré et mieux retenu l'attention des chercheurs et fait éclore une égale quantité de livres, de dissertations et de publications de textes. Le caractère dramatique des événements de l'époque, l'intérêt encore actuel des questions qu'elle souleva, — sans les trancher d'ailleurs, — le grand nombre de personnalités de tendances, d'allures et de caractères si divers qu'elle mit aux prises, expliquent suffisamment cette abondance. Et pourtant, celui qui aborde aujourd'hui l'étude des règnes de Charles-Quint ou de Philippe II dans nos provinces ne tarde pas à constater qu'en dépit des apparences, la connaissance que nous en avons présente d'étranges lacunes et que notre information, pour exubérante qu'elle paraisse, est en réalité insuffisante.

C'est que l'on n'envisage plus leur histoire du même point de vue que le firent, pour ne parler que des nôtres, Gachard, par exemple, ou Kervyn de Lettenhove. On ne l'enferme plus tout entière dans le récit des événements politiques; on ne se contente plus de rechercher les motifs de Philippe II ou de Guillaume d'Orange; et l'on ne croit plus que les correspondances et les mémoires jetés en si grande abondance sur le marché des livres

suffisent à nous édifier sur la nature des conflits qui agiterent un siècle si actif et si héroïque. On s'efforce aujourd'hui de pénétrer aussi loin qu'il est possible dans le sein même de la société, d'y surprendre à leur source profonde les origines des idées, des tendances, des intérêts qui l'ont travaillée et dont, en définitive, les actions d'État, les intrigues diplomatiques, les manifestes des partis ne sont que les résultats, sinon les plus intéressants, tout au moins les plus apparents. De même que la psychologie moderne a établi qu'il n'existe point d'idée sans image, de volition sans émotion sensible, l'histoire découvre, de son côté, à mesure qu'elle avance, que les phénomènes sociaux sont tous dépendants les uns des autres et qu'il est indispensable de les étudier dans leurs rapports réciproques. Or, c'est ce que l'on commence seulement à faire, je ne dirai pas pour le XVI^e siècle, mais en général pour les temps modernes. Tandis que le moyen âge, d'abord plus facile parce que les sources y sont moins nombreuses, voit se constituer depuis plusieurs années son histoire sociale, la période postérieure n'a fourni encore que bien peu de travaux qui n'aient pas exclusivement pour objet l'histoire politique.

Si cette remarque est vraie pour tous les pays, elle l'est surtout pour la Belgique. Il suffit de jeter un coup d'œil sur les imposantes publications consacrées à notre XVI^e siècle pour s'apercevoir qu'elles ne renferment guère que des « papiers d'État ». Et certes, je serai le dernier à méconnaître la haute valeur de ces sources et les services immenses qu'ont rendus leurs éditeurs. Mais, enfin, il faut bien avouer qu'elles ne nous montrent qu'un côté des choses et, partant, de la vérité, et c'est peut-être pour les avoir utilisées trop exclusivement que l'on a négligé

tant de questions qu'il nous importerait de connaître. La diffusion de l'Humanisme et celle de la Réforme dans notre pays, la transformation des mœurs et des idées qui en a été la conséquence, l'élaboration d'un nouveau régime politique et, enfin, les phénomènes économiques et sociaux qui ont accompagné, préparé en partie et en partie aussi entravé ces grandes manifestations de la vie nationale, ne méritent sans doute pas moins d'intérêt que la révolte de Gand sous Charles-Quint, le Compromis des Nobles ou la Pacification de Gand. Ou, pour mieux dire, c'est à la lumière de ceux-là que l'on doit étudier ceux-ci pour en découvrir les causes essentielles et en pénétrer la nature. Faute de l'avoir fait, on s'est contenté trop facilement d'explications qui n'en sont pas et l'on a vraiment trop simplifié les termes du problème. On croit avoir tout dit lorsque l'on a flétri le despotisme du gouvernement, déploré la misère du peuple et constaté son mécontentement. Mais, si l'on veut apprécier scientifiquement les grands événements du XVI^e siècle, il faut précisément apprendre à connaître ce peuple qui en a été tout à la fois l'acteur et le témoin, et le soumettre à une analyse aussi détaillée et aussi complète que celle dont les bourgeoisies du moyen âge, par exemple, ont été l'objet de la part des médiévistes. Les sources ne manquent point pour servir à cette enquête. Les comptes, les ordonnances, les rôles d'impôts, les registres des diverses administrations attendent en quantité les travailleurs, et c'est vers eux, sans doute, que se portera de plus en plus l'effort des chercheurs, comme il s'est porté, pendant les générations précédentes, vers les correspondances politiques et les mémoires. L'œuvre à accomplir est considérable,

mais les résultats dédommageront largement de leurs peines ceux qui s'y attacheront.

Déjà, d'ailleurs, l'histoire sociale des Pays-Bas au XVI^e siècle — je dirais volontiers l'histoire du XVI^e siècle qu'on ne voit pas — a fait, sinon en Belgique, du moins à l'étranger, l'objet d'excellentes monographies. Les travaux de MM. Georges Schanz (1) et Victor Ehrenberg (2) ont jeté une très vive lumière sur la situation économique de nos provinces pendant le règne de Charles-Quint. Je voudrais, dans les pages suivantes, traiter à mon tour un point de ce beau sujet, en esquisant rapidement les péripéties de la crise industrielle dont les Pays-Bas méridionaux et particulièrement la Flandre furent le théâtre à cette époque.

I.

Tout le monde sait que la Flandre fut, durant le moyen âge, le siège par excellence de l'industrie drapière. Tandis que la draperie des autres pays n'avait guère qu'une importance locale, la sienne, produisant en grand

(1) *Englische Handelspolitik gegen Ende des Mittelalters*. Leipzig, 1884, 2 vol. in-8°. Voy. pour les Pays-Bas, t. I, pp. 3-410.

(2) *Das Zeitalter der Fugger*. Iéna, 1896, 2 vol. in-8°. — Henne est le seul historien belge qui ait accordé quelque importance à la situation économique du XVI^e siècle. Son beau livre : *Le règne de Charles-Quint en Belgique*, contient une foule de matériaux intéressants. Mais l'auteur se borne à décrire la situation du commerce et de l'industrie à la façon d'un antiquaire. Il n'en tire rien pour l'explication des faits politiques ni de la transformation qui se manifeste alors dans la vie sociale.

pour l'exportation, fournissait de tissus de laine la plupart des régions de l'Europe.

A la différence de la grande industrie moderne, qui alimente surtout la demande de produits d'usage courant et de bas prix, l'industrie flamande atteignit au haut degré de prospérité où elle se maintint pendant environ trois siècles, par la confection d'étoffes de luxe. Drap de Flandre et drap fin furent longtemps des termes synonymes. Tels ils nous apparaissent déjà, au commencement du XII^e siècle, dans le *Conflictus ovis et lini*; tels les décrit encore, au XV^e, le *Libell of English policy*.

Ce n'est pas seulement la perfection de leur technique qui valut aux drapiers flamands la vogue extraordinaire dont jouirent leurs étoffes. La matière première qu'ils mettaient en œuvre contribua plus encore à cette brillante fortune.

Le voisinage de l'Angleterre leur permit, en effet, de s'approvisionner facilement des laines de ce pays, qui passèrent, jusqu'à l'arrivée sur les marchés européens de celles de l'Amérique, pour les meilleures du monde. Depuis le XIII^e siècle, ils furent les principaux clients des éleveurs de moutons de la grande île. C'est eux qui consommaient la plus grande partie du produit de la tonte, et lorsque, en temps de guerre, les rois d'Angleterre interdisaient l'exportation de la précieuse denrée, les tisserands flamands souffraient sans doute, mais les propriétaires anglais n'étaient guère moins cruellement frappés, et il fallait bientôt rétablir un entrecours également indispensable aux deux pays.

Pourtant, à partir du milieu du XIV^e siècle, la situation commença de se modifier. L'Angleterre, qui s'était contentée jusqu'alors de vendre la matière première aux

ateliers flamands, abandonna peu à peu ce rôle passif pour s'essayer, elle aussi, dans la pratique de l'industrie. Édouard III rêvait de voir la draperie se développer dans son royaume (1). Dès 1331, il y attirait des tisserands flamands, et son règne n'était pas terminé que la Flandre commençait à ressentir les atteintes d'une concurrence qui allait devenir de plus en plus redoutable.

Elle chercha sans retard à la combattre. En 1346 déjà, Bruges prohibait la vente des draps anglais dans ses murs (2), et si, dans la seconde moitié du XIV^e siècle, elle permettait aux navires hanséatiques qui en seraient chargés d'entrer dans le Zwyn, ce fut à condition d'en conserver leur cargaison à bord (3). Peu menaçante encore au XIV^e siècle, la concurrence anglaise commença, dès les premières années du XV^e, à préoccuper sérieusement les esprits. Les princes de la maison de Bourgogne ne ménagèrent point tout d'abord leur appui aux artisans flamands pour les aider à y résister. En 1434, sur les plaintes répétées de ses sujets de Flandre, de Brabant et de Zélande, Philippe le Bon interdisait l'importation, dans tous ses « pays de par deça », des draps et des filés anglais (4). Les années suivantes nous fournissent une quantité de manifestations nouvelles de cette politique étroitement protec-

(1) W. J. ASHLEY, *An introduction to english economic history*, t. II, p. 195. — W. CUNNINGHAM, *Alien immigrants to England*, pp. 100 et suiv.

(2) GILLIODTS-VAN SEVEREN, *Inventaire des archives de Bruges*, t. IV, p. 154.

(3) HÖHLBAUM, *Hansisches Urkundenbuch*, t. III, pp. 201, 221, 247.

(4) PIOT, *Inventaire des archives de Léau*, p. 26. — VAN DUYSE et DE BUSSCHER, *Inventaire des archives de Gand*, p. 196.

tionniste. En 1439 (1), en 1446, en 1448 (2), en 1464 (3), des défenses d'importation soit pour une province, soit pour toutes les provinces des Pays-Bas, attestent la persistance d'un mal que l'on ne parvenait pas à enrayer. Car, en effet, dans la situation réciproque où se trouvaient la jeune draperie anglaise et la vieille draperie flamande, la victoire de la première était inévitable. En 1451, la chambre des comptes de Brabant constatait déjà que les édits ducaux n'avaient servi de rien (4), et en 1487, un document compare l'arrivage des draps anglais à une inondation de la mer (5).

Sans parler ici des raisons politiques qui obligèrent en général les ducs de Bourgogne à ménager l'Angleterre dont ils avaient besoin contre la France et qui ne leur permettaient pas de maintenir rigoureusement leurs prohibitions, deux causes très différentes, mais également actives, poussèrent au triomphe de la draperie insulaire sur sa rivale du continent. Tout d'abord, à mesure que son industrie se développait, la Grande-Bretagne consommait elle-même en quantités de plus en plus considérables les laines qu'elle produisait. Elle n'en laissait plus arriver en Flandre qu'une partie toujours plus restreinte et dont le prix, en vertu de taxes d'exportation grandis-

(1) GILLIODTS-VAN SEVEREN, *Op. cit.*, t. V, p. 189.

(2) VAN LIMBURG-BROUWER, *Boergoensche charters*, pp. 83, 96.
Cf. VAN DUYSSE et DE BUSSCHER, *Op. cit.*, p. 208.

(3) GACHARD, *Collection de documents inédits concernant l'histoire de la Belgique*, t. II, p. 176.

(4) GACHARD, *Inventaire des chambres des comptes*, t. I, p. 203.

(5) « Quorum continua pannorum evectio ac transportatio proprie ac decenter assimilari potest inundacioni maris immensi. »
D. SCHAEFER, *Hanserecesse von 1477-1530*, t. III, p. 105.

santes, allait sans cesse en augmentant, mettant ainsi les ateliers flamands dans un état d'infériorité incontestable. D'autre part, si les Anglais rencontraient dans les Flamands des adversaires déterminés, ils avaient trouvé en revanche, au cœur même des Pays-Bas, des alliés tout dévoués à leurs intérêts. Anvers, dont la prospérité commerciale date, comme on sait, du XV^e siècle, était devenu le grand marché des produits anglais. Tandis que les Hanséates, dont la navigation commence dès lors à tomber en décadence, restent fidèles au port ensablé de Bruges, les *merchant adventurers*, ces énergiques et hardis promoteurs de la marine britannique, cinglent vers la cité de l'Escaut et débarquent sur ses quais leurs *worsteds* et leurs *kerseys*. En 1446, Philippe le Bon leur avait accordé d'importants privilèges dans la ville qui, de son côté, ne manqua pas de se montrer à leur égard aussi accueillante et libérale que les Flamands étaient hostiles.

Entre les Anversois et les Flamands, le choix des ducs de Bourgogne ne pouvait être longtemps douteux. Si, jusqu'à l'année 1464, Philippe le Bon hésita visiblement sur le parti à prendre, favorisant tantôt les premiers au détriment des seconds, puis se rendant aux désirs de ceux-ci en dépit des plaintes de ceux-là, il se décida enfin pendant les dernières années de son règne. L'importance commerciale d'Anvers et les revenus qu'elle fait produire au tonlieu de Zélande sont désormais hors de toute comparaison avec la débile industrie qui cherche vainement à se maintenir dans les villes flamandes et à qui le prince ne peut sacrifier un avenir plein de promesses. A partir de la fin du XV^e siècle, si la défense d'importer des draps anglais est maintenue pour le

comté de Flandre, elle est levée pour les autres territoires, et rien ne vient plus contrarier l'écoulement des tissus britanniques sur le marché d'Anvers.

Cette conduite des princes bourguignons à l'égard de la Flandre et d'Anvers eut, remarquons-le en passant, d'importantes conséquences politiques. Elle donne la raison de l'attitude si différente que Bruges et Gand d'une part, Anvers de l'autre, observèrent vis-à-vis de Maximilien pendant les troubles qui suivirent la mort de Charles le Téméraire. Tandis que les deux villes flamandes furent pour lui d'acharnés adversaires, la grande cité brabançonne défendit inébranlablement la cause dynastique dans le succès de laquelle elle voyait à bon droit la garantie de sa prospérité. Une fois de plus, c'est dans l'histoire économique qu'il faut chercher l'explication de la politique urbaine de ce temps, et la crise de la draperie flamande fut pour beaucoup plus dans les révoltes que le roi des Romains eut à combattre, que les questions de droit par lesquelles on colorait de prétextes juridiques une simple et fort naturelle politique d'intérêts.

Le triomphe de Maximilien et l'épuisement où tomba la Flandre après la lutte acharnée qu'elle avait soutenue contre lui tournèrent naturellement à l'avantage de la concurrence anglaise. Philippe le Beau chercha bien, pendant son règne réparateur, à venir en aide à la draperie de plus en plus languissante. En 1494-1495, des difficultés passagères avec l'Angleterre le font revenir à la vieille politique prohibitionniste (1). Mais ce n'est là

(1) SCHANZ, *Op. cit.*, t. II, pp. 191, 193, publie les deux édits rendus à cet effet le 8 avril 1494 et le 18 janvier 1495.

qu'un épisode sans durée et sans importance. Les draps anglais reprennent bientôt le chemin des Pays-Bas. En 1499, Henri VII parvient même à obtenir l'abolition de l'impôt d'un florin auquel on venait de soumettre chaque pièce importée (1). Une ordonnance rendue deux ans plus tôt, en 1497, et défendant de porter du velours à cause du dommage qui en résultait pour la draperie, montre à quel point de faiblesse celle-ci en était arrivée à cette époque (2). Un peu plus tard d'ailleurs, en 1501, elle s'avoue vaincue. Bruges abandonne ses traditions de protectionnisme et supplie le gouvernement de placer dans ses murs l'étape de ces draps anglais contre lesquels la lutte n'est plus possible et que l'on voudrait maintenant, mais trop tard, détourner du port d'Anvers (3). La draperie anglaise s'est décidément substituée, à cette époque, dans le commerce international, à la draperie des Pays-Bas. Celle-ci ne cherche plus à lui disputer le marché européen : elle borne désormais ses efforts à conserver le marché national en faisant interdire aux sujets de la maison de Bourgogne le port de draps anglais et leur vente en détail (4). Encore ces efforts ne purent-ils aboutir, car, au commencement du XVI^e siècle, les drapiers anglais ne se con-

(1) SCHANZ, *Op. cit.*, t. I, p. 23.

(2) DELEPIERRE, *Précis analytique des archives de la Flandre occidentale*, t. I, p. 152.

(3) SCHANZ, *Op. cit.*, t. II, p. 203, et GILLIODTS-VAN SEVEREN, *Cartulaire du consulat d'Espagne*, t. I, p. 199. — Philippe le Beau ordonna de placer à Bruges, pour trois ans, et à titre d'essai, l'étape des draps anglais pour la Flandre, mais cette résolution ne semble pas avoir été exécutée.

(4) SCHANZ, *Loc. cit.*, p. 206, et pp. 197, 199.

tentent plus de la fabrication de ces tissus grossiers qui avaient tout d'abord constitué leur premier article de vente. Le succès les a enhardis, leurs procédés se sont perfectionnés. C'est eux, désormais, qui approvisionnent l'Europe de draps de luxe, et un drap fin est réputé tout naturellement drap anglais (1). Aussi ne peut-on songer à fermer les Pays-Bas à ces belles étoffes dont le public n'entend pas se priver. Constamment répétées, les ordonnances rendues contre eux sont constamment enfreintes, et par mille fissures la digue que l'on prétend opposer à l'inondation industrielle la laisse se glisser dans le pays.

Et, par une évolution toute contraire mais inévitable, pendant que la qualité des draps anglais va s'améliorant, celle des draps de Flandre empire de plus en plus. Déjà à la fin du XV^e siècle, on constate qu'ils ne sont plus aussi bons que jadis et que la longueur des pièces a diminué (2). Manifestation caractéristique d'un phénomène bien connu dans l'histoire de toute décadence industrielle! Se sentant incapable de rivaliser avec l'adversaire et de fournir au même prix que lui la même marchandise, on se résigne, pour éviter une hausse qui effaroucherait la clientèle, à réaliser des économies au détriment de la qualité du produit. Mais on n'arrive ainsi qu'à le décrier sur le marché et à lui faire perdre, l'un après l'autre, tous ses débouchés.

(1) « Nihil jam diu vidi elegantius. Suspicio pannum esse Britannicum. » ERASME, *Colloquia : Conjugium*.

(2) Voir un texte de 1482 dans SCHAEFER, *Hanserecesse von 1477-1530*, t. I, p. 308. — En 1494, les marchands espagnols de Bruges se plaignent de la mauvaise qualité des draps de Courtrai. GILLIODTS-VAN SEVEREN, *Cartulaire du consulat d'Espagne*, t. I, p. 172.

Il faut reconnaître, d'ailleurs, que la situation de la draperie flamande ne lui permettait pas d'autres moyens de défense que ceux qu'elle mit en œuvre. Elle devait, ou bien modifier radicalement sa fabrication, abandonner les procédés auxquels une technique séculaire l'avait habituée et s'orienter dans une voie nouvelle, ou bien demander secours à ces expédients de toute vieille industrie menacée : la protection et la confection de produits de belle apparence mais de qualité inférieure. Ne pouvant prendre le premier parti, — nous verrons bientôt pourquoi, — elle adopta le second, et depuis les premières années du XVI^e siècle, sa chute fait des progrès toujours plus rapides.

En 1545, à Ypres, « la négociation de la draperie est tellement déclinée et diminuée depuis le dernier transport de Flandre (1517) que où il soloit lors avoir 600 hostils [métiers] besoingnans et ouvrans, il n'y en a plus que cent ou environ (1) ». A Gand, on ne compte plus que vingt-cinq métiers battant en 1543 (2). Les tisserands de Bruges sont si pauvres en 1544 qu'ils doivent vendre

(1) DIEGERICK, *Inventaire des archives de la ville d'Ypres*, t. V, p. 308.

(2) DE POTTER, *Gent*, t. VIII, p. 177. — Il faut constater en outre que la Concession caroline de 1540 ne mentionne plus les foulons ni les autres métiers accessoires de la draperie, sauf les tondeurs de grande force. On pourrait objecter que le Pseudo-d'Hollander (HOYNCK VAN PAPENDRECHT, *Analecta*, t. III, p. 373) mentionne en 1539 environ huit cents tisserands à Gand. Seulement il n'est plus question dans ce texte d'*ouvriers* tisserands, mais de gens appartenant au « membre » des tisserands, c'est-à-dire à l'un des trois groupes politiques entre lesquels se répartissait la bourgeoisie. En réalité, la draperie est morte à Gand à cette date. La plupart des tisserands que l'on y rencontre encore sont des tisserands de toile.

l'argenterie du métier pour payer les ouvriers qui réparent leur maison et leur chapelle (1). La draperie de Courtrai a tellement décliné en 1529 que les magistrats achètent des laines aux frais de la ville pour les distribuer aux ouvriers qui manquent d'ouvrage (2).

Et au moment où s'affirme cette lamentable détresse, à la fin du XV^e siècle, pas un projet pour regagner le terrain perdu, pas une idée nouvelle, pas un effort énergique ! C'est que le régime corporatif qui a fait jadis la prospérité de l'industrie flamande n'est pas adapté à la lutte qu'il doit soutenir, et qu'il se trouve incapable de résistance. L'artisan qu'il enserme dans les liens multiples d'une réglementation minutieuse, qu'il soumet aux épreuves compliquées de l'apprentissage, dont il fixe le salaire, auquel il impose sa technique, ne peut se plier à l'organisation nouvelle que réclame désormais la nature capitaliste de l'industrie. Il a connu la prospérité tant qu'il a fabriqué ces beaux draps fins, dont il possédait littéralement le secret. Mais du jour où des produits de qualité égale et de prix plus avantageux viennent disputer aux siens le monopole dont ils ont joui pendant si longtemps, il perd avec une rapidité désolante le terrain qu'il a conquis et dominé. Aux forces jeunes de l'industrie libre et du capital, il oppose obstinément sa vieille organisation réglementaire, désormais impuissante contre les armes nouvelles qui l'assaillent. Il reste fidèle au passé,

(1) DELEPIERRE, *Précis*, t. II, p. 69.

(2) MUSSELY, *Inventaire des archives de Courtrai*, t. II, p. 54. — En 1496, la draperie de Courtrai était déjà en pleine décadence. Les tisserands émigraient. Ils étaient pourtant encore au nombre de plus de trois cents. Texte inédit dans le *Parckemijnt Privilegieboek* aux archives de la ville.

et loin de comprendre que tous ses maux proviennent du conservatisme suranné où il persiste, il les attribue au gouvernement, aux magistrats. Le renchérissement des prix, ce phénomène universel au XVI^e siècle, augmente encore ses souffrances et son mécontentement. La hausse du blé sur les marchés provoque des émeutes, et si la révolte triomphe, on aperçoit tout de suite un retour significatif au régime médiéval de l'économie urbaine. Que demandent les métiers de Gand en 1539? La suppression de toute industrie dans un rayon de trois lieues autour de la ville (1). A quelle cause Ypres attribue-t-elle le recul constant de sa production drapière? A la non-observation des vieux privilèges défendant aux villages des environs de s'adonner au travail de la laine (2). Manifestement, les corporations d'artisans placent leur idéal en arrière, et si on les laissait faire, on en reviendrait tout à coup au XIV^e siècle et aux expéditions armées contre les paysans assez hardis pour chercher dans l'industrie un supplément de ressources. Réserver l'industrie comme un privilège exclusif aux bourgeoisies leur paraît être le salut; modifier ou perfectionner leur outillage ou leur organisation leur semble un abus intolérable. A Courtrai, on ne trouve rien de mieux, en 1496, pour parer à la misère des tisserands, que d'imposer à tous l'obligation de ne travailler que sur un seul métier (3), sans songer à l'augmentation du prix qui doit nécessairement provenir de cette mesure et compliquer encore les difficultés contre

(1) *Mémoire sur la révolte des Gantois*, dans HOYNCK VAN PAPENDRECHT, *Analecta*, t. III, p. 360.

(2) DIEGERICK, *Op. cit.*, t. V, p. 308.

(3) *Parckemijnt Privilegieboek*, aux archives de Courtrai, fol. 78-80.

lesquelles on se débat. A Bruges, en 1536, le métier des tondeurs s'oppose à l'emploi d'ouvriers étrangers par un industriel d'Armentières qui a introduit dans la ville un nouveau genre de draperie (1).

Rien d'étonnant dans ces conditions si les capitalistes qui jouent désormais le rôle prépondérant dans la vie économique se détournent de l'industrie urbaine pour adresser ailleurs leurs commandes.

Ce qu'ils demandent, ce ne sont plus ces qualités démodées : le *moreyden*, les *strypte lakene*, les *dickedinnen*, authentiquement scellées des plombs municipaux qui ont eu jadis tant de vogue sur les marchés. Ces *marques*, auxquelles les villes restent fidèles, n'ont plus pour eux aucune valeur. Il leur faut un article nouveau, de consommation courante, de prix modéré, de fabrication facile, bref, un genre d'étoffe tout à fait différent de celui que les villes ont produit jusque-là et qu'elles ne prétendent pas abandonner.

La draperie rurale (2) est en mesure de le leur fournir, et nous allons la voir brusquement, à la fin du premier tiers du XVI^e siècle, prendre un essor inouï, et faire surgir, à côté de l'antique organisation corporative de l'industrie, une organisation bien différente et présentant déjà certains caractères de la manufacture moderne.

(1) GILLIODTS-VAN SEVEREN, *Cartulaire du consulat d'Espagne*, t. I, p. 305.

(2) J'emploie cette expression, faute d'en trouver une meilleure, quoique certaines localités dont il sera question par la suite, comme Bergues et Armentières, aient eu le rang de villes. Mais c'étaient de fort petites villes et l'industrie qui s'y développe au XVI^e siècle ne porte plus en rien la marque de l'industrie urbaine privilégiée du moyen âge.

II.

Un mot tout d'abord sur le passé de cette industrie rurale.

Pour en trouver les origines, il faut remonter en plein moyen âge, jusqu'aux premières années du XIV^e siècle (1). C'est du moins à cette date que des textes précis nous la montrent surgissant un peu partout dans le plat pays de Flandre, en dehors des villes privilégiées. Il en existe trois foyers principaux, situés chacun dans le voisinage d'une des trois grosses villes manufacturières du comté : Bruges, Ypres et Gand. Ce sont autour de la première, les villages du Franc de Bruges, Eecloo, Caprycke et Lembeke, autour de la seconde, Neuve-Église, Comines, Poperinghe et Warneton, aux environs de la troisième, enfin, Hulst, Axel, Bouchout, etc.

Les grandes villes ne manquèrent pas de se garantir tout de suite contre cette concurrence qui surgissait à leurs portes. Dès le règne de Robert de Béthune et de Louis de Nevers, elles obtiennent des chartes leur réservant le monopole de la fabrication dans un rayon plus ou moins étendu autour de leurs murailles. Depuis lors, sortes de leur privilège, on les voit détruire, brûler ou confisquer impitoyablement les métiers à tisser et les cuves à foulons des paysans.

Et cette conduite se comprend parfaitement. Car la politique urbaine, étant celle d'un groupe social privilégié, est vouée par là même à l'exclusivisme. C'est, dans toute la force du terme, une politique de classe. Et si, dans

(1) Cf. H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, t. II, p. 389.

chaque ville, la population se divise en partis âprement hostiles les uns aux autres, elle se retrouve unie dès qu'il s'agit de défendre ses intérêts contre les entreprises du dehors, soit contre le pouvoir souverain, soit contre la concurrence industrielle des autres villes ou des villages. Il faut ajouter, d'ailleurs, que la concurrence de la draperie du plat pays présentait les caractères de ce que l'on appellerait aujourd'hui une concurrence déloyale. Les bourgeois se plaignaient qu'elle imitât leurs étoffes, s'appropriât leurs marques et discréditât leurs produits en faisant passer sous leurs noms des fabricats de qualité inférieure. Ils faisaient observer avec raison que l'industrie urbaine était soigneusement contrôlée, que des règlements minutieux veillaient à l'observation des moindres procédés techniques, tandis que les campagnards, affranchis du contrôle des *rewards*, des *vinders*, des *halleheeren*, etc., qui fourmillaient dans les villes, ne pouvaient confectionner qu'une marchandise grossière ou défectueuse (1).

Tant que l'influence des grandes villes se maintint prépondérante en Flandre, la draperie rurale, impitoyablement pourchassée, ne traîna qu'une existence précaire et misérable. Mais la situation changea pendant le règne de Louis de Male. En lutte contre les grandes communes,

(1) Voyez à cet égard, dans les curieuses pièces du procès intenté par Poperinghe à Ypres en 1372, un passage très instructif. (N. DE PAUW, *Ypre jeghen Poperinghe*, p. 83.) Il est intéressant de constater que Poperinghe revendique, en termes tout à fait modernes, le droit de draper au nom du « *generaal recht, segghende dat ele zijn brod mach winnen met loyalen labueren, also hi can* ». Ypres répond par l'invocation médiévale de ses privilèges.

ce prince favorisa naturellement leurs adversaires et prit sous sa protection l'industrie du plat pays. Quantité de villages reçurent de lui le droit de draper, et depuis lors, en possession d'un titre juridique inattaquable, leur situation fut définitivement assurée. Leurs puissantes voisines cherchèrent bien à entraver la vente de leurs étoffes et à les empêcher de se fournir de laines; il leur arriva même encore, pendant les époques de troubles, de briser leurs métiers; mais à partir de la période bourguignonne, elles se résignèrent, et ce ne fut plus que par des moyens de droit, par des procès devant les conseils de justice, qu'elles s'efforcèrent d'empêcher les progrès de leurs jeunes rivales (1).

Celles-ci, en effet, devinrent rapidement très dangereuses. Exemptes des entraves que le régime corporatif imposait à l'industrie urbaine, elles apportaient, dans la lutte pour la conquête du marché, plus de liberté et plus de souplesse.

(1) Il faut remarquer que le gouvernement maintint les privilèges qui interdisaient la draperie aux villages situés dans un certain rayon autour des grandes villes. Voy. par exemple DIEGERICK, *Op. cit.*, t. III, p. 130 (an. 1428), t. V, p. 6 (an. 1501), et pp. 250 et suiv., où se trouvent les pièces curieuses d'un procès intenté en 1542 par Ypres aux drapiers de Neuve-Église, Nieppe, Eecke, etc. Les tracasseries auxquelles étaient soumis ces drapiers les firent sans doute émigrer en grand nombre à Armentières, qui se trouvait juste à la limite des trois lieues de tour dans lesquelles s'exerçait le privilège donné à Ypres en 1501. D'après ce privilège, les drapiers de Neuve-Église, Dranoutre, Kemmel, Wulveringhen, etc., ne pouvaient fabriquer que des draps de 40 *ganghen* (DIEGERICK, t. V, p. 6). En outre, il accordait gratuitement le droit de bourgeoisie à ceux d'entre eux qui viendraient s'établir à Ypres. Mais ils n'usèrent pas de cette faculté qui les aurait soumis au contrôle des métiers. Le fait est des plus instructifs pour apprécier la transformation du régime économique.

Leurs premiers fabricants furent, sans aucun doute, des cultivateurs pratiquant l'industrie comme profession accessoire. Mais ce qui était l'accessoire à l'origine devint rapidement le principal. Le travail de la terre est bientôt négligé pour celui du métier. En 1428, Philippe le Bon déclare que dans les châtellenies d'Ypres, de Warneton, Cassel et Bailleul, il faut appeler des étrangers pour cultiver les terres, chaque laboureur s'étant fait drapier (1). Le nombre des tisserands des nouveaux centres manufacturiers du plat pays augmente depuis lors avec une surprenante rapidité. C'est que l'on n'exige pas ici, comme dans les grandes villes, de l'artisan qui cherche à s'employer, un certificat d'apprentissage ou de bonne renommée. Tout homme, pourvu qu'il soit valide et sache lancer la navette ou tendre la chaîne, est sûr d'être embauché. On ne s'inquiète ni de son passé ni de son origine. On n'exige de lui de droits d'aucune sorte et on ne l'astreint à aucun engagement. Aussi se constitue-t-il au commencement du XVI^e siècle, dans les villages des environs d'Ypres, dans la châtellenie de Bailleul, à Bergues-Saint-Winnoc, mais surtout à Hondschoote et à Armentières, un véritable prolétariat industriel. Les miséreux, les vagabonds y viennent de tous les points du pays chercher un gagne-pain (2). Les

(1) DIEGERICK, *Neuve-Église. Note sur sa draperie, etc.* (ANNALES DE LA SOCIÉTÉ D'ÉMULATION DE LA FLANDRE, 1855, p. 245.)

(2) En 1511, on constate à Armentières un grand nombre de « huyseux et vagabonds qui hors heure se viennent bouter avec les compagnons ouvriers, hantans les tavernes et les cabaretz, dont, par les ivrognes, sourdent plusieurs débatz ». *Inventaire analytique des archives communales d'Armentières*, FF, p. 1. — En 1532, les « riches drapiers », à Neuve-Église, n'emploient que des étrangers.

ordonnances contre le vagabondage et la mendicité, si nombreuses sous le règne de Charles-Quint, durent contribuer fortement à y faire affluer ces bandes de malheureux errants qui furent une des plaies de l'époque. Bien plus! Le malaise croissant de l'industrie urbaine poussant les ouvriers des grandes communes vers le plat pays, on assiste au spectacle inattendu d'un exode des villes vers les campagnes (1). Et encore, si nombreux que soient les arrivants, ils ne suffisent pas à l'ouvrage. Vivès, en 1526, nous apprend que les drapiers d'Armentières se plaignent du manque de bras (2). A Bergues, on estime la fabrication des draps, en 1507, à 100 pièces par semaine. Suivant Guichardin (3), la production des draps se monte à Armentières à 25,000 pièces annuellement (4).

Ordonnances de Charles-Quint, t. III, p. 341. — A Hondschoote, l'affluence des travailleurs venus du dehors est réellement énorme. En 1581, c'est-à-dire à une époque où la sayetterie est en décadence, on y compte 3,024 personnes, tant patrons drapiers qu'ouvriers. (*Inventaire analytique des archives d'Hondschoote*, HH., p. 3.) Il faut remarquer que cette population industrielle n'était qu'en partie concentrée à Hondschoote, lequel ne comptait en tout, en 1588, qu'environ 2,600 habitants. (*Ibid.*, CC, p. 4.) Elle était éparpillée, pour une bonne partie, dans les villages voisins : Houtem, Killeme, Leysele.

(1) DIEGERICK, *Op. cit.*, t. V, p. 133.

(2) VIVÈS, *De subventionem pauperum. Opera* (Bâle, 1535), p. 889.

(3) DE LAROIÈRE, *Notice sur la fabrication des serges à Bergues*. (ANN. DU COMITÉ FLAMAND DE FRANCE, t. IV [1859], p. 247.)

(4) GUICHARDIN, *Description des Pays-Bas* (Anvers, 1582), p. 396. En 1571, les échevins d'Armentières déclarent qu'avant la décadence de l'industrie provoquée par la levée du 10^e et du 20^e denier imposée par le duc d'Albe, on fabriquait annuellement 24,000 pièces de drap; qu'il y avait 70 « ouvriers » de foulure et 6 à 700 « hostilles » à tisser. *Inventaire analytique* cité, HH, p. 5. Cf. DE BERTRAND, *L'industrie à Hondschoote*. (ANN. DU COMITÉ FLAMAND DE FRANCE, t. IV, pp. 343-390.)

L'aspect extérieur des nouveaux centres manufacturiers répond parfaitement à leur caractère économique. Jetez un coup d'œil sur les plans que le géomètre Jacques de Deventer a tracés, entre 1550 et 1565, d'Hondschoote ou de Bailleul. Rien n'y rappelle la forme coutumière de la ville médiévale. Pas d'enceinte emmurillée, pas même de fossé, aucune trace de ce labyrinthe de ruelles courant entre les voies principales et dans lesquelles s'entassaient les pauvres gens. Une grande place au centre de laquelle se dresse l'église et, partant de là, comme les rais d'une étoile largement ouverte, de grands chemins au bord desquels s'alignent au loin des maisonnettes s'accolant les unes aux autres au fur et à mesure qu'arrivent de nouveaux venus. Il y a entre ce type d'agglomération industrielle et les vieilles villes un contraste analogue à celui que l'on remarque à la même époque, en Angleterre, entre les *towns* à privilèges, comme Worcester ou Evesham, et les bourgs manufacturiers qui s'appellent Manchester, Sheffield ou Birmingham (1).

Il va de soi que dans les conditions que nous venons de décrire, l'organisation même du travail devait rompre nécessairement avec la tradition des siècles antérieurs. En dépit du petit nombre des renseignements que nous possédons sur elle, il n'est cependant pas permis de douter qu'elle n'ait affecté, au moins au XVI^e siècle, les caractères de l'entreprise capitaliste propre aux temps modernes.

Sans doute, la draperie flamande du moyen âge avait

(1) CUNNINGHAM, *Growth of English industry and commerce*, t. I, pp. 461, 463. Les plaintes des vieilles villes anglaises contre les nouveaux bourgs industriels sont identiques à celles des villes flamandes contre les villages.

présenté déjà quelques-uns de ces caractères. Elle se différenciait nettement à cet égard du type industriel classique de l'époque (1). Produisant pour l'exportation en grand et non pour le marché local, elle avait rompu en bien des points les cadres du régime corporatif, adaptés à la taille de la petite industrie et du petit commerce. Bien qu'organisés en métiers comme leurs confrères des autres professions, les tisserands et les foulons de Gand, de Bruges et d'Ypres s'en distinguaient pourtant de façon très notable. Tandis, en effet, que dans presque tous les autres métiers, les maîtres nous apparaissent comme de petits entrepreneurs vendant eux-mêmes les produits qu'ils fabriquent, bien rares étaient les ouvriers de la laine qui pouvaient arriver à l'indépendance économique. L'immense majorité d'entre eux travaillaient pour le compte de marchands dont ils recevaient la matière première et à qui ils rapportaient l'étoffe achevée. Ils se trouvaient donc dans la situation de purs salariés, et leur condition, si différente qu'elle ait été par ailleurs de celle de l'ouvrier moderne, s'en rapprochait pourtant en ce point essentiel.

D'autre part, les marchands ou, si l'on veut, les donneurs d'ouvrage pour le compte de qui les draps étaient fabriqués nous apparaissent comme un groupe d'entrepreneurs capitalistes. Pourtant leur physionomie présente encore des traits fort nombreux qui empêchent de les confondre avec les entrepreneurs capitalistes que nous allons rencontrer au XVI^e siècle. Tout d'abord, leurs capitaux roulants sont fort restreints. Leur fortune

(1) Pour ceci, cf. H. PIRENNE, *Op. cit.*, t. II, pp. 63 et suiv., et G. ESPINAS, *Jehan Boine Broke, bourgeois et drapier douaisien* (VIERTELJAHRSSCHRIFT FÜR SOCIAL- UND WIRTSCHAFTSGESCHICHTE, 1904).

ne consiste pas exclusivement dans leurs opérations commerciales. Ce sont toujours de riches *poorters* qui, aux ressources qu'ils tirent du revenu de leurs terres ou de leurs maisons, ajoutent les bénéfices d'un négoce lucratif. Mais, en outre, l'organisation commerciale de l'époque ne leur permet pas de risquer de grandes affaires. Obligés d'exposer leurs draps aux halles et de les vendre par l'intermédiaire de courtiers assermentés, empêchés de s'entendre avec les acheteurs et de fixer les prix à leur guise, bref, soumis à un régime qui interdit la concurrence, protège les marchands les uns contre les autres et défend à chacun d'eux de se développer au détriment de la collectivité dont il est membre, il leur est impossible de dépasser un certain niveau et de réaliser de véritables fortunes industrielles. La décadence de la draperie urbaine les fait rentrer dans la classe des bourgeois rentiers dont ils sont sortis. Ils ne se ruinent pas : ils cessent de gagner un surplus dont ils pouvaient se passer, et c'est dans d'autres voies que, à partir du milieu du XV^e siècle à peu près, se dirigent leurs enfants. Ce que les pères avaient demandé à l'industrie, les fils le demanderont aux professions libérales, qui commencent dès lors à se développer si rapidement et à fournir un nouveau champ d'action à la bourgeoisie aisée.

La « nouvelle draperie » présente un tout autre spectacle. N'étant point gênée par la tradition, elle suivra sans peine la direction que prend maintenant le mouvement économique et dans laquelle sa sœur aînée, l'industrie urbaine, n'a point su s'orienter.

Ce n'est pas le lieu d'exposer ici comment, sous l'action de causes multiples, la vie économique subit, à l'aurore des temps modernes, une transformation aussi profonde que celle qu'elle avait subie vers le XII^e siècle,

comment le crédit prend son essor, comment les bourses se substituent aux halles, la liberté commerciale à la réglementation, la concurrence à la protection, l'individualisme économique au privilège des collectivités, comment enfin de puissantes maisons ou de hardis entrepreneurs manient des capitaux considérables, accumulent d'énormes fortunes ou sombrent dans des faillites retentissantes. La draperie rurale ressentit de très bonne heure l'influence de cette puissante rénovation. C'est à elle que fut dévolu désormais le rôle de fournir de draps le marché d'Anvers.

Dès le commencement du XVI^e siècle, c'est pour ce puissant emporium cosmopolite que travaillent ses drapiers. C'est de là qu'ils reçoivent les ordres qui font confectionner, pour un seul marchand, des centaines, des milliers de pièces. En 1555, un certain Jacob Colaert enlève la presque totalité des serges tissées à Bergues (1). Les fabricants d'Armentières possèdent à Anvers, avant 1538, une halle à laquelle sont préposés deux *halliers* servant d'intermédiaires entre eux et les acheteurs en gros (2). Le caractère libéral et capitaliste du commerce anversois se communique à l'industrie. De même que les artisans des jeunes centres manufacturiers de la Flandre ne sont point soumis à l'exclusivisme de métiers privilégiés, de même aussi leurs patrons drapiers ne sont point entravés par une législation arriérée et qui, appropriée aux conditions économiques du moyen âge, ne l'est plus à celles des temps modernes. Non seulement ils communiquent librement avec l'étranger, s'engagent sans l'in-

(1) DE LAROIÈRE, *Op. cit.*, p. 249.

(2) *Inventaire analytique des archives d'Armentières*, HH., p. 6.

termédiaire obligatoire des courtiers, sous leur propre responsabilité et sans autres entraves que celles des contrats qu'ils ont acceptés, mais ils donnent encore à l'organisation industrielle une physionomie jusqu'alors inconnue. Ce ne sont plus, comme dans les « bonnes villes », de simples maîtres-artisans employant deux ou trois compagnons dont ils se différencient à peine. Ils se rapprochent déjà du fabricant moderne, en concentrant sous la direction d'un seul entrepreneur les diverses opérations techniques que le système médiéval des métiers répartit entre des corporations distinctes. En 1532, les « riches drapiers » de Neuve-Église prétendent, au mépris de l'ancien usage, exercer à la fois deux métiers dans leurs maisons : le tissage et le tondage, le tissage et la foulerie, etc. (1). C'est là un acheminement évident vers la fabrique.

Toutefois, il n'en faut point exagérer la signification. Il n'est guère possible de considérer les quatre-vingt-dix drapiers mentionnés à Armentières en 1538 (2) comme des capitalistes importants. Le plus grand nombre d'entre eux se bornaient sans doute à louer quelques tisserands « en chambre » et à faire donner ensuite dans leur maison l'apprêt aux étoffes brutes qu'ils en recevaient (3). Mais

(1) *Ordonnances de Charles-Quint*, t. III, p. 341.

(2) *Inventaire des archives d'Armentières*, HH., p. 6.

(3) Voy. dans GILLIODTS-VAN SEVEREN, *Cartulaire du consulat d'Espagne*, t. I, pp. 296, 305, un contrat très intéressant entre un marchand espagnol de Bruges et deux hommes d'Armentières qu'il fait venir à Bruges et qui s'engagent à y établir un genre nouveau de draperie. Ils produiront 200 pièces par an, dirigeront les artisans occupés par eux à l'extérieur et donneront eux-mêmes l'apprêt aux draps fabriqués. Ils reçoivent de l'Espagnol un local convenable

l'essentiel est le divorce qui s'est opéré, sous la double action de la liberté et du capitalisme, entre le donneur d'ouvrage et l'ouvrier, et la rupture des cadres où le régime réglementaire maintenait encore l'industrie dans les villes privilégiées (1).

Nous avons déjà dit que les étoffes fabriquées à Bergues, à Hondschoote, à Armentières, constituèrent des genres jusqu'alors inconnus dans la draperie flamande. Celle-ci, on se le rappelle, avait dû surtout, au moyen âge, son étonnante vitalité à la confection des draps de luxe. Mais la décadence de cet article, provoquée par la concurrence anglaise et la rareté croissante de la laine insulaire, poussa la jeune industrie à chercher fortune dans d'autres voies. Elle ne s'obstina point à lutter contre un adversaire qui avait pour lui l'immense avantage de posséder la matière première qu'il mettait en œuvre. Elle lui abandonna le terrain et s'établit sur des positions nouvelles : ce fut dans la fabrication des tissus légers et à

pour ces opérations, ainsi que « la laine, l'argent et les autres choses nécessaires ». C'est là une véritable organisation manufacturière. Toutefois les deux Armentériens sont de pauvres gens payés et défrayés par un capitaliste. Mais il doit y avoir eu à Armentières, comme à Hondschoote, beaucoup d'industriels possédant assez de ressources pour se passer de cette aide. Le nombre des drapiers riches était certainement considérable à Armentières. *L'Inventaire* cité, BB, p. 9, en mentionne encore plusieurs avançant à la ville 200 livres à la fois, en 1580, c'est-à-dire à une époque de décadence.

(1) Les seules grandes villes dont l'industrie drapière a été prospère au XVI^e siècle, dans la région flamande, sont Lille et Tournai qui, pour des raisons que nous n'avons pas à étudier ici, surent approprier leur industrie aux conditions nouvelles suivant le type que nous venons d'indiquer. En 1516, Lille imite la fabrication d'Armentières. Voy. *Inventaire des archives d'Armentières*, HH., p. 5.

bon marché qu'elle trouva la source d'une prospérité magnifique (1).

Rien d'étonnant d'ailleurs s'il en fut ainsi. Jalousement surveillée par les grandes villes pendant tout le XIV^e siècle, la draperie rurale n'avait pu, en effet, s'adonner comme elles au travail de la précieuse laine anglaise. Les marchands urbains l'accaparaient pour eux seuls au marché de Bruges et n'en laissaient parvenir que des quantités insuffisantes aux artisans du plat pays (2). Ceux-ci furent donc contraints bon gré mal gré de s'approvisionner de laines de qualité inférieure. On est fort mal renseigné sur les espèces qu'ils se procurèrent jusqu'à la fin du XV^e siècle. Mais à partir de cette date, le commerce de plus en plus actif qui s'établit entre les Pays-Bas et les régions du Midi de l'Europe commença de faire affluer en Flandre les laines d'Espagne. Nous savons qu'en 1455 elles alimentaient déjà une grande partie des ateliers du pays (3), et il n'est pas douteux que ce furent ceux des villages, car les villes continuèrent longtemps à s'en tenir exclusivement à la laine anglaise. L'union politique des Pays-Bas et de l'Espagne à partir du règne de Philippe le Beau en augmenta sensiblement l'importation. En 1494, l'étape de ces laines est fixée à Bruges (4) et voit son importance augmenter constam-

(1) Les textes du XVI^e siècle citent fréquemment les serges et ostades d'Hondschoote et de Bergues, les draps changeants d'Armentières.

(2) ASHLEY, *Op. cit.*, t. II, p. 244.

(3) SCHAEFER, *Hanserecense*, t. IV, p. 312.

(4) Voy. GILLIODTS-VAN SEVEREN, *Cartulaire du consulat d'Espagne*, t. I, p. 178. Cf. FINOT, *Étude historique sur les relations commerciales de la Flandre avec l'Espagne au moyen âge*, p. 223.

ment, tandis que l'étape de Calais, constituée pour les laines anglaises, décline d'année en année (1). En 1535, on importe annuellement dans les Pays-Bas 30,000 balles de laine espagnole, sans compter les arrivages très importants qui se font par Anvers (2). En 1560, Guichardin estime la valeur de ces laines à 625,000 écus (3).

Moins soyeuse que la laine anglaise, la laine espagnole ne pouvait rivaliser avec elle dans la draperie fine. Mais elle convenait parfaitement pour les tissus légers, tels que les serges et les ostades, et du jour où elle parvint en Flandre en quantité suffisante, c'est exclusivement vers ce genre de tissus que s'orienta la draperie rurale. Sur ce terrain, elle pouvait lutter à armes égales avec l'Angleterre, puisqu'elle possédait désormais une matière première qu'il n'était pas au pouvoir de celle-ci de lui enlever ou de faire renchérir.

Si les draps que les artisans des villes s'obstinent à fabriquer ne trouvent plus d'acheteurs, les serges et les ostades de Bergues et d'Hondschoote, les draps légers d'Armentières figurent, à partir des premières années du XVI^e siècle, parmi les principaux articles d'exportation des Pays-Bas. Et, par un bien significatif retour de fortune, l'Angleterre, qui a si complètement triomphé de l'industrie urbaine de la Flandre, est incapable à son tour de tenir tête à la jeune rivale que cette même Flandre lui suscite. Si elle garde le monopole de

(1) G. DAUMET, *Calais sous la domination anglaise*, pp. 144 et suiv.

(2) GILLIODTS-VAN SEVEREN, *Cartulaire du consulat d'Espagne*, t. I, p. 303.

(3) *Description des Pays-Bas* (Anvers, 1582), p. 194. Add. FINOT, *Op. cit.*, pp. 245, 250-251, 307.

la draperie fine, elle voit en revanche, à partir de 1539-1540, décroître de plus en plus la production des *worsted* (1). Elle l'a emporté sur l'industrie flamande du moyen âge, mais elle est vaincue à son tour par l'industrie flamande moderne. Entravées dans les villes par une organisation vieillie et surannée, l'activité et l'énergie de la population se reprennent dès qu'elles ont trouvé dans la grande force du capital et dans la liberté économique des moyens nouveaux d'expansion. La draperie rurale, persécutée jadis, prend une revanche éclatante, parce qu'elle a su s'adapter aux nécessités d'une époque de transformation. Avec leurs entrepreneurs capitalistes et leur prolétariat ouvrier, Armentières, Bergues et Hondschoote présentent le même spectacle qu'à l'autre bout des Pays-Bas, Verviers, dont la prospérité, depuis lors ininterrompue, date à peu près de la même époque.

Moins heureuses que Verviers, il est vrai, elles n'ont point su, comme lui, retenir la fortune. Les troubles politiques et religieux du XVI^e siècle leur portèrent un coup dont elles ne parvinrent pas à se relever. Les doctrines nouvelles, l'anabaptisme et le calvinisme avaient, en effet, trouvé parmi leurs travailleurs des adeptes nombreux et enthousiastes. De même que les artisans du XIV^e siècle avaient cherché dans le mysticisme des Lollards une consolation à leurs misères et un idéal de rénovation sociale, de même la Réforme attira irrésistiblement la population ouvrière des nouveaux centres manufacturiers. Plus misérable était sa condition, plus

(1) SCHANZ, *Op. cit.*, t. I, p. 452, t. II, p. 20.

elle espérait de la crise qui ébranlait à la fois l'Église et l'État. D'ailleurs, et en vertu même de son organisation économique, les éléments révolutionnaires étaient nombreux dans son sein. Plus d'un parmi ces pauvres salariés avait sans doute mené jadis l'existence précaire et dégradante des vagabonds et des « blitres », et ce n'est pas seulement la conviction religieuse qui dut pousser les tisserands de Bergues, d'Hondschoote et d'Armentières dans l'agitation réformiste. Beaucoup n'y apportèrent que la brutalité d'instincts grossiers et n'y virent peut-être qu'une occasion de pillage. En tous cas, nulle part dans les Pays-Bas méridionaux le nombre des hérétiques n'est aussi grand, au début de la régence de Marguerite de Parme, que dans la région drapière de la Flandre maritime. En 1561, l'inquisiteur Titelmans déclare que les anabaptistes, dont il a dispersé les communautés, se sont tous réfugiés à Armentières et à Hondschoote. « L'Église d'Armentières, dit-il, est en si grand nombre que, pour faire leur caene ou, comm' ilz appellent, leur fraction du pain, il leur est besoing de faire trois assemblées, en divers temps et lieux, pour le faire secrettement, dont l'une a esté de cinquante à cent personnes... Quant à Hondscote, il ne a que dire du nombre, car c'est ung abysme (1). » On s'explique, dans ces conditions, que la tourmente iconoclastique qui se déchaîna dans les Pays-Bas en 1566, soit partie précisément de ce pays industriel où l'ardeur des espérances, la violence des passions, la rudesse des tempéraments n'expliquent que trop bien une insurrection qui fut si soudaine et dont les consé-

(1) E. DE COUSSEMAEKER, *Troubles religieux du XVI^e siècle dans la Flandre maritime*, t. I, pp. 14, 86, 87.

quences furent si terribles. Ce fut elle, en effet, qui décida Philippe II à envoyer le duc d'Albe en Belgique. Son approche provoqua l'émigration en masse vers l'Angleterre de tous les ouvriers compromis dans le pillage des églises ou suspects d'adhérer à l'hérésie. Dès 1567, ces réfugiés faisaient proposer à Élisabeth d'introduire dans son royaume la fabrication des sayes et des draps légers à la manière d'Hondschoote et d'Armentières (1). Les événements politiques des années suivantes, loin de mettre fin à cette désastreuse émigration, ne firent que l'activer encore. En 1582, les Yprois profitèrent de la guerre entre Alexandre Farnèse et les malcontents pour incendier Hondschoote, « le plus beau bourg de Flandre (2) ». Ils espéraient que sa ruine ramènerait dans leurs murs l'industrie qui les avait abandonnés depuis si longtemps et qui ne devait pas y revenir.

Néanmoins, ces catastrophes répétées ne firent pas disparaître la draperie dans la région. La fermeture de l'Escaut, la concurrence maintenant victorieuse de l'Angleterre ne lui permirent plus, cependant, de recouvrer son ancienne vigueur : elle languit pendant le XVII^e siècle pour disparaître finalement au XVIII^e. Mais ce serait sortir du sujet que nous avons voulu traiter que de raconter en détail les péripéties de cette décadence.

L'étonnant essor de l'industrie rurale jusqu'à l'époque des troubles ne pouvait manquer d'attirer l'attention des villes. Elles crurent qu'elles pourraient aussi, en suivant son exemple, participer à sa fortune. Depuis le

(1) KERVYN DE LETTENHOVE, *Relations politiques entre les Pays-Bas et l'Angleterre*, t. IV, p. 477.

(2) *Correspondance de Granvelle*, t. IX, p. 272.

milieu du XVI^e siècle, on les voit à l'envi s'efforcer d'introduire dans leurs murs la *nieuwe draperie*, c'est-à-dire la fabrication des étoffes faites de laine espagnole. Il en est ainsi à Bruges en 1533 et surtout en 1548 (1), à Courtrai en 1533 (2). A Ypres, la laine d'Espagne, en 1545, est presque exclusivement employée (3). Bien plus, Bruges et Ypres appellent des drapiers d'Armentières, de Bailleul ou de Lille dans leurs murs pour y introduire la sayetterie (4). Mais ces tentatives échouèrent (5). La prospérité perdue ne reparut pas. Et l'on ne pourrait sans doute invoquer de meilleur exemple pour prouver que le régime des métiers privilégiés, qui continuait à dominer dans les villes l'organisation ouvrière, n'était plus capable de se plier aux nécessités nouvelles qui s'imposaient à l'industrie.

Mais il est possible, et c'est par là que je veux terminer, de tirer un autre enseignement des faits que j'ai essayé d'exposer. Ou je me trompe fort, ou l'histoire de la draperie flamande au XVI^e siècle n'est pas intéressante seulement pour l'économiste, elle contribue, pour sa

(1) DELEPIERRE, *Précis*, t. II, pp. 43, 78, t. III, p. 229.

(2) *2^e Privilegieboek* aux archives de Courtrai, fol. 70.

(3) *Ann. de la Soc. hist. de la Westflandre*, t. I, p. 331.

(4) Pour Ypres, voy. DIEGERICK, *Inventaire*, t. VI, p. 28 (an. 1551); pour Bruges : GILLIODTS-VAN SEVEREN, *Cartulaire du consulat d'Espagne*, t. I, p. 296 (an. 1533), p. 316 (an. 1540), DELEPIERRE, *Op. cit.*, t. II, p. 131 (an. 1573).

(5) On constate à Ypres, en 1574, qu'il n'y a plus que « twee coplieden van sayen ». A. VANDENPEERREBOOM, *Recherches sur la draperie d'Ypres*. (ANN. DE LA SOC. HIST. DE LA WESTFLANDRE, t. VII, p. 72.)

part, à faire comprendre et à expliquer l'état des esprits à cette époque.

La décadence industrielle des grandes villes et l'impuissance des métiers à conserver leur ancienne prospérité au milieu du régime capitaliste donne, sans doute, la cause de l'attitude presque constamment hostile des artisans urbains à l'égard du gouvernement, qu'ils accusaient, bien à tort, de leur détresse. Et, d'autre part, s'il est vrai que la condition des populations ouvrières d'Armentières et d'Hondschoote a contribué à faire surgir dans cette région le soulèvement des iconoclastes, ne conviendrons-nous pas que l'histoire économique peut rendre même d'utiles services à l'histoire religieuse des Pays-Bas?

M. le Secrétaire perpétuel proclame, de la manière suivante, les résultats des divers concours et des élections :

La Classe, statuant sur les conclusions des rapports des jurys qui ont examiné les travaux soumis aux différents concours de cette année, a pris les décisions suivantes :

CONCOURS ANNUEL 1905.

SECTION D'HISTOIRE ET DES LETTRES.

PREMIÈRE QUESTION.

On demande une étude historique sur la mise en scène dans les mystères français depuis les origines jusqu'au XV^e siècle.

Devise du mémoire : *Le rien avons dit ou escrit...*
(A. GRÉBAN, *Mystère de la Passion*. Éd. PARIS, p. xxvii.)

La médaille d'or de *six cents francs* est décernée à l'auteur, M. Gustave Cohen, docteur en droit, docteur en philosophie et lettres, lecteur de français à l'Université de Leipzig.

SECTION DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES.

PREMIÈRE QUESTION.

Exposer et critiquer la théorie de la connaissance et de la certitude de M. Charles Renouvier.

Devise du mémoire : *L'homme n'est ni ange ni bête; et le malheur veut que qui veut faire l'ange fait la bête.*
(PASCAL.)

La médaille d'or de *six cents francs* est décernée à M. Edg. Janssens, à Louvain.

TROISIÈME QUESTION.

On demande une étude sur la condition des classes agricoles dans une région de la Belgique au XIX^e siècle.

Devise du mémoire : *De gront die ick hier bouw...*
(CATS.)

La médaille d'or de *six cents francs* est décernée à l'auteur, M. Émile Vliebergh, professeur à l'Université de Louvain.

CINQUIÈME QUESTION.

Étudier dans leurs origines et dans leurs développements les coutumes ainsi que la législation relative au duel, principalement en Belgique.

Devise du mémoire : *Honneur! Que de crimes se commettent en ton nom!*

La médaille d'or de huit cents francs est décernée à l'auteur, M. Édouard Laloire, archiviste aux Archives générales du Royaume.

PRIX PERPÉTUELS.

PRIX DE STASSART.

QUESTION D'HISTOIRE NATIONALE.

(VII^e période.)

Étude sur l'origine et le rôle des béguinages dans les Pays-Bas, ou tout au moins en Belgique, jusqu'au milieu du XVI^e siècle.

Devise du mémoire : *Begginæ a Begga nominari videntur.*
Le prix de trois mille francs n'est pas décerné.

PRIX DE KEYN.

Première période, XIII^e concours (1903-1904).

Enseignement primaire.

Prix de 1,000 francs décerné à M. H. Denève, professeur à l'Athénée royal de Mons, pour sa *Méthode de gymnastique pédagogique suédoise*.

Prix de 1,000 francs à M. J. Van Biervliet, professeur à l'Université de Gand, pour son *Esquisse d'une éducation de la mémoire*.

PRIX ADELSON CASTIAU

EN FAVEUR DE L'AMÉLIORATION DE LA CONDITION MORALE,
INTELLECTUELLE ET PHYSIQUE DES CLASSES LABORIEUSES
ET DES CLASSES PAUVRES.

(VIII^e période : 1902-1904.)

Le prix d'une valeur de *mille francs* est décerné à
M. Louis Banneux, attaché au Ministère de l'Industrie et
du Travail, pour ses récents ouvrages, entre autres pour
son livre : *L'éducation manuelle*.

PRIX JOSEPH GANTRELLE

FONDÉ POUR LA PHILOGIE CLASSIQUE.

(Septième période : 1903-1904.)

*Recueillir les textes relatifs aux doctrines des Χαλδαῖοι
et étudier l'influence de ces doctrines sur l'antiquité gréco-
romaine.*

Deux manuscrits ont été reçus en réponse à cette
question :

Le prix de *trois mille francs* est décerné à M. Joseph-
A.-H. Bidez, professeur à l'Université de Gand, auteur
du mémoire portant pour devise : *L'histoire de la folie des
hommes est une grande partie du savoir*.

Les lauréats sont venus recevoir au Bureau les récom-
penses qui leur étaient décernées.

ÉLECTIONS.

Depuis sa séance publique du 11 mai 1904, la Classe a perdu Ferdinand Loise, correspondant de sa Section d'histoire et des lettres; le marquis [de Nadaillac] et Auguste Snieders, associés de la même Section, et S. d'Olivecrona, associé de la Section des sciences morales et politiques.

Dans sa séance du 5 décembre 1904, la Classe a élu :

Correspondant dans la Section d'histoire et des lettres,
M. Henri Francotte, professeur à l'Université de Liège.

Dans la séance du 8 mai 1905, la Classe a élu :

Associés de la Section d'histoire et des lettres,
MM. Hermann Suchier, professeur à l'Université de Halle-sur-Saale, et Karl-Michel Krumbacher, membre de l'Académie des sciences de Munich, correspondant de l'Institut de France.

Associé de la Section des sciences morales et politiques,
M. Franz von Liszt, professeur à l'Université de Berlin,
Conseiller intime de justice.



Séance générale des trois Classes du 9 mai 1905.

M. F.-A. GEVAERT, président de l'Académie.

M. le chevalier EDM. MARCHAL, secrétaire perpétuel.

Sont présents :

CLASSE DES SCIENCES. — MM. P. De Heen, *directeur* ; V. Masius, *vice-directeur* ; G. Dewalque, Éd. Van Beneden, C. Malaise, F. Plateau, J. De Tilly, Ch. Van Bambeke, Alfr. Gilkinet, G. Van der Mensbrugghe, Louis Henry, M. Mourlon, P. Mansion, C. Le Paige, J. Deruyts, Léon Fredericq, J. Neuberg, A. Lancaster, L. Errera, Julien Fraipont, A. Jorissen, Paul Pelseneer, *membres*.

CLASSE DES LETTRES ET DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES. — MM. S. Bormans, T.-J. Lamy, L. Vanderkindere, Ferd. vander Haeghen, Ad. Prins, A. Giron, le baron J. de Chestret de Haneffe, Paul Fredericq, G. Kurth, Ch. Mesdach de ter Kiele, H. Denis, le baron Éd. Descamps, E. Discailles, V. Brants, Polydore de Paepe, Aug. Beernaert, Ch. De Smeÿt, Jules Leclercq, M^{re} Wilmotte, E. Nys, D. Mercier, H. Pirenne, *membres* ; Ern. Gossart et J. Lameere, *correspondants*.

CLASSE DES BEAUX-ARTS. — MM. Max. Rooses, *vice-directeur* ; Éd. Fétis, Th. Radoux, G. De Groot, H. Hymans, G. Huberti, J. Winders, Ém. Janlet, E. Mathieu, Edg. Tincl et Louis Lenain, *membres*.

L'Assemblée générale prend notification d'une lettre, en date du 12 février 1905, de M. Émile Carlier, commissaire général du Gouvernement belge à l'Exposition

universelle de Saint-Louis (États-Unis d'Amérique), annonçant que les jurys ont accordé à l'Académie le grand prix collectif, groupe 8. — Applaudissements.

RAPPORT SUR LES TRAVAUX DE LA COMMISSION DE LA BIOGRAPHIE NATIONALE PENDANT L'ANNÉE 1904-1905; par M^r Ferd. vander Haeghen, secrétaire-trésorier.

MESSIEURS,

Au cours de l'exercice qui vient de se terminer, nous avons eu à déplorer la mort de notre confrère M^r Éloiard van Even, membre de la Classe des beaux-arts, décédé le 11 février 1905. Le savant archiviste de Louvain avait collaboré à la *Biographie nationale* dès les débuts de notre publication. Il nous a donné une série de quatre-vingt-cinq notices, consacrées principalement à des personnages nés à Louvain ou appartenant à l'histoire de cette ville, et sur lesquels notre regretté confrère était à même de fournir des renseignements aussi exacts que nombreux, et souvent inédits. Je vous rappellerai ses biographies des historiens Pierre Divæus ou de Dieve, Edmond de Dylter, Louis Guicciardini, du professeur O'Hearn, du philologue Dominique Lampsonius, des peintres L.-J. Mathieu et Quentin Metsys, des architectes Keldermans et Mathieu de Layens, des imprimeurs Jean de Westphalie et Phalèse (1).

(1) Voici, d'ailleurs, la liste complète de ses notices :

Guill. Ards, Jean Baten, Jean Begaert, Josse Begaert, Blendef, Gérard Boels, Simon Boels, Pierre Boels, Guill. Boonen, J.-Th. Bosmans, Jean Bouts, Jean de Caumont, F.-J. de Boeck, B. de Grave,

Au mois de décembre 1904, nous avons pu distribuer le premier fascicule du tome XVIII de notre recueil, comprenant la fin de la lettre P et toute la lettre Q, soit deux cent treize notices, de *Ponceau* à *Quynckere*.

Je vous rappellerai, parmi les articles principaux, ceux consacrés au vicomte de Pontécoulant, cet officier français qui joua un certain rôle dans la révolution à laquelle nous devons notre indépendance; à M^{me} Caroline Popp, la vaillante journaliste et femme de lettres brugeoise; saint Poppon, auteur d'une importante réforme monastique en Lotharingie au XI^e siècle; Pierre Pot, le généreux philanthrope anversoïis du XV^e siècle; le sculpteur Charles-François van Poucke; l'économiste Fr. de Pouhon; les peintres Pourbus, ces beaux maîtres du XVI^e siècle; Dominique Dufour de Pradt, l'archevêque de Malines sous l'Empire; le bibliothécaire et bibliographe Joseph van Praet, et son neveu, le ministre

G. de Melser, L. de Pape, J. van Diependaele, C.-N. van Diest, P. van Dieve, Anne van Doeveryn, J. Druys, Pierre Dumont de Buret, Jacques Duym, A. de Dynter, E. de Dynter, J. Garet, Gér. de Hérenthals, comtesse Gerberge, D. A. Goes, Gér. van Goetsenhoven, Louis Guicciardini, Guillaume, J.-C. Hansche, Herman Harts, G. van Herdegom, J.-F. Hertshals, G.-Ph. baron de Herzelles, Jean Hessels, P.-A. Van Heusden, L. van Heylwegen, A. Vander Hofstadt, Arnould Hore, Jean van Hoybergen, Ignace Huart, F.-X.-J. Jacquin, Jean de Louvain, Jean de Westphalie, A. Keldermans, Rombaut I Keldermans, Rombaut II Keldermans, B. Van Kessel, D. Lampsonius, Nic. Lampsonius, Chr. van Langendonck, J.-Fr. van Langendonck, J. Latomus, M. de Layens, Jos. vanden Leene, J. van Leeuwen, V. Le Plat, Jean Libens, H. de Loe, J.-Ch. Loots, Samuel Loyaerts, François Lyftocht, H. Mansdale, J. Mansdale, Marguerite de Louvain, L.-J. Mathieu, J. de Mesmaker, Jean Metsys, Quentin Metsys, J. van Molenbeke, A. Morillon, G. Morillon, H. Mouwe, J. van Nethenen, Fr. O'Hearn, Égide Pauwels, A. Phalèse, P. Phalèse, B. Porquin, P. Profondavalle, V. Profondavalle, Oth. vande Putte.

Jules van Praet, à la fois homme d'État et historien remarquable; le comte Humbert de Precipiano, évêque de Bruges, puis archevêque de Malines, à la fin du XVIII^e siècle; le marquis de Prié, dont l'administration laissa de si mauvais souvenirs dans nos provinces; le peintre Louis Primo, dit le Gentil; le baron Prisse, un des premiers officiers attachés à l'état-major du roi Léopold I^{er}, qu'il accompagna dans la malheureuse campagne d'août 1831, et qui devint plus tard ministre de la guerre; le professeur Prosper Proost; l'orfèvre cambrésien Antoine Prouver; le fécond philologue Erycius Puteanus; l'historien Ferdinand van de Putte; le chef-doyen Liévin Pyn; le maieur de Louvain, Louis Pynnock; l'abbé H.-Fr. Pyard, cette singulière figure de la Révolution liégeoise; le médecin G. Quackelbeen, qui accompagna à Constantinople l'ambassadeur Auger Busbecq; la célèbre famille d'artistes de Quellin; le graveur A.-B. de Quertenmont; l'éminent mathématicien, astronome et statisticien gantois, L.-A.-J. Quetelet, et son fils Ernest Quetelet, l'astronome; l'évêque de Bruges, Servais de Quynckere.

Nous venons de commencer l'impression de la lettre R, dont le début formera le second fascicule du tome XVIII. Nous avons malheureusement attendu assez longtemps quelques-unes des notices qui doivent trouver place dans les premières feuilles, et, même à cette heure, le manuscrit de la série RA n'est pas encore complet. Nous espérons néanmoins arriver à regagner le temps perdu et à distribuer notre livraison en décembre, comme nous avons pu le faire régulièrement depuis dix-sept ans.

En terminant, vous nous permettrez de constater avec satisfaction l'accueil favorable que le monde scientifique réserve à la *Biographie nationale*, et qui a été récemment

attesté par l'octroi d'une haute distinction à l'Exposition universelle de Saint-Louis.

L'Assemblée vote des remerciements à la Commission et à son dévoué Secrétaire.

Liste des travaux publiés par l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique (mai 1904 à mai 1905); dressée par M. le Secrétaire perpétuel.

BULLETINS.

Classe des sciences : 1904, nos 6 à 12; 1905, nos 1 à 5.

Classe des lettres et des sciences morales et politiques
et Classe des beaux-arts : 1904, nos 6 à 12; 1905, nos 1 à 5.

Depuis janvier 1899, les *Bulletins* sont publiés par numéros mensuels formant deux volumes par année, dont l'un renferme les travaux de la *Classe des sciences*, et l'autre les travaux de la *Classe des lettres et des sciences morales et politiques* et de la *Classe des beaux-arts*. Chacun de ces volumes, de plus de 900 pages, avec planches et figures, se termine par une Table des noms d'auteurs et une Table des matières.

ANNUAIRE DE 1905.

L'*Annuaire* de 1905 contient vi-582 pages in-18, comprenant la liste des membres, des correspondants et des associés de l'Académie, et les notices biographiques suivantes avec portraits : Joseph Delbœuf, par A. Gilkinet (100 pages); Julius Vuylsteke, par J. Vercoullie (42 pages); François Laurent, par J. Lameere (164 pages); Auguste Dupont, par Émile Mathieu (16 pages).

Le volume se termine par un aperçu sur la *Caisse centrale des artistes belges* (situation annuelle, recettes et dépenses, composition de ses comités, liste de ses membres).

Règlements et documents concernant les trois Classes.

Ces renseignements ont figuré jusqu'en 1894 dans l'*Annuaire* de l'Académie; en 1896, ils furent publiés en un volume.

Depuis lors, les modifications apportées aux règlements de l'Académie, les nouvelles Fondations de prix et leurs programmes, les résultats des périodes successives des concours annuels et perpétuels, ont nécessité une seconde édition de ce volume.

Celui-ci, qui porte la date de 1903, comprend x-270 pages in-18.

Il renferme à ce jour :

Les statuts et les règlements de l'Académie et des Commissions; les programmes, les règlements et les résultats des prix et concours périodiques.

MÉMOIRES

L'Académie a publié trois collections de mémoires depuis son rétablissement en 1816 :

1° *Mémoires de l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique*, in-4°, tomes I-LIV, 1820-1904;

2° *Mémoires couronnés et Mémoires des savants étrangers*, in-4°, tomes I-LXII, 1818-1904;

3° *Mémoires couronnés et autres Mémoires*, in-8°, tomes I-LXVI, 1840-1904.

Dans sa séance générale du 10 mai 1904, l'Académie a pris la résolution (approuvée par arrêté royal du 3 juin 1904) de publier dorénavant ses Mémoires en deux séries distinctes, savoir :

A. — Mémoires de la Classe des sciences.

COLLECTION IN-4°.

- Tome I.** 1^{er} fascicule. Développement postembryonnaire et affinités des Phoronis (150 pages et 7 planches); par **Marc de Selys Longchamps** (médaille d'or en 1903).
- Id.** 2^e fascicule. Sur la série de Lagrange et ses applications (29 pages); par **F. Gomes Teixeira**.

COLLECTION IN-8°.

- Tome I.** 1^{er} fascicule. Recherches sur la notion de l'individualité chimique à propos de la constitution de la pinacoline (v-296 pages); par **Maurice Delacroix**.
- Id.** 2^e fascicule. Sur les faisceaux de surfaces du second ordre (53 pages); par **C. Serravallo**.
- Id.** 3^e fascicule. Application nouvelle des invariants intégraux (Première note, 19 pages; deuxième note, 18 pages); par **Théophile De Donder**.

B. — Mémoires de la Classe des lettres et des sciences morales et politiques et de la Classe des beaux-arts.

COLLECTION IN-4°.

- Tome I.** 1^{er} fascicule. Het leven en de werken van Michiel de Swaen (235 pages); door **Maurits Sabbe** (médaille d'or en 1903).

COLLECTION IN-8°.

- TOME I.** 1^{er} fascicule. Le suicide et la corrélation des phénomènes moraux en Belgique (54 pages, 2 tableaux, 4 diagrammes, 1 carte); par **M. Denis**.
- 2^e fascicule. Un théologien-philosophe du XIII^e siècle. Étude sur la vie, les œuvres et l'influence de Godefroid de Fontaines (128 pages, 1 figure, 1 planche); par **M. De Vuyl** (médaillon d'or en 1903).
- 3^e fascicule. Le rôle des trusts dans l'organisation économique actuelle (99 pages); par **G. De Leener** (médaillon d'or en 1903).
- 4^e fascicule. Le « Puits de la vérité » issu du symbole de l'astronomie chaldéenne (31 pages, 1 figure); par le chevalier **Edmond Marchal**.
- 5^e fascicule. Comment apprendre l'histoire de l'art et développer le sentiment du beau (20 pages); par **Henry Rousseau** (Prix en partage en 1904).
- TOME II.** 1^{er} fascicule. Le déterminisme (432 pages); par **Léon Noël** (médaillon d'or en 1904).

TRAVAUX MANUSCRITS A IMPRIMER.

Mémoire sur Tournai et le Tournaisis au XVI^e siècle (médaillon d'or en 1904, plus de 400 pages); par **Adolphe Hocquet**.

Sur la fonction gamma double; par **J. Beaupain**.

Courbure des coniques et des cubiques gauches; par **C. Servais**.

Enseignement de l'histoire de l'art et développement du sentiment artistique (prix en partage en 1904); par **Alexis Sluys**.



CLASSE DES BEAUX-ARTS.

Séance du 10 mai 1905.

M. F.-A. GEVAERT, directeur, président de l'Académie.

M. le chevalier EDM. MARCHAL, secrétaire perpétuel.

Sont présents : MM. Max. Rooses, *vice-directeur* ;
Éd. Fétis, Th. Radoux, G. De Groot, H. Hymans,
Th. Vinçotte, J. Robie, G. Huberti, Ch. Tardieu,
J. Winders, Ém. Janlet, Ém. Mathieu, Edg. Tinel,
Louis Lenain, Xav. Mellery, Léon Frédéric, Ern. Acker,
membres ; L. Solvay, *correspondant*.

M. J. Brunfaut, correspondant, s'excuse de ne pouvoir
assister à la séance.

CORRESPONDANCE.

Hommages d'ouvrages :

1° *Annuaire du Conservatoire royal de musique de
Bruxelles*, 27^e et 28^e années, 1903-1904 (offert par
M. Gevaert, directeur de cet établissement) ;

2° *La médaille en Belgique au XIX^e siècle*; par Alph. de Witte, secrétaire de la Société royale de numismatique de Belgique.

— Remerciements.

Discours prononcé aux funérailles de Constantin Meunier, membre de la Section de sculpture, décédé à Ixelles le 4 avril 1905; par le chevalier Marchal, secrétaire perpétuel de l'Académie.

MESSIEURS,

Un nouveau nom vient de s'ajouter au nécrologe de la Classe des beaux-arts de l'Académie royale de Belgique pour 1905 : celui de Constantin Meunier.

Je réclame d'abord votre indulgence pour les quelques paroles que je viens prononcer à son égard au nom de ses confrères.

Nul artiste mieux que Meunier n'a compris l'ouvrier, le peuple, ses misères, son labeur quotidien pour la lutte pour l'existence! Nul mieux que lui n'a excellé à modeler et à peindre des sujets populaires, des sujets de cette vie intense qu'on appelle la vie dans la mine, dans le haut fourneau, la vie du laboureur! Il aimait le peuple. « Le peuple, disait-il, est bon! Il est bon et intéressant. Pour qui sait l'apprécier, l'ouvrier est sincère et simple. Il est digne du grand cadre de la nature. » Meunier aimait le peuple parce qu'il comprenait ses rudes naïvetés. Pour lui, le peuple est le symbole de l'humanité. Le peuple

souffre ! L'humanité est faite de souffrances et de douleurs. Ah ! certes, l'artiste n'a pas vu précisément la vie en rose. Son œil triste, son œil de philosophe sceptique ne recherchait partout que la preuve des misères humaines ! Son art, grand et triste, profond, réfléchi, ressemble à son caractère. Si le style c'est l'homme, cette allusion vulgairement admise du célèbre aphorisme du naturaliste Buffon dans son magistral « discours sur le style », jamais aphorisme semblable n'a reçu de plus réelle consécration que dans le talent de Meunier ! Ses mineurs, ses souffleurs de verre, ses ouvriers de nos grandes fabriques nationales, ses travailleurs humbles et résignés du charbon, du fer, de la terre, ne sont pas de simples ouvriers, mais la synthèse de la plus importante partie de l'humanité.

Telle est la paraphrase du portrait de notre regretté confrère tracé ou plutôt esquissé par son meilleur biographe, qui a pu étudier tout à son aise, plus aisément que moi, cette sympathique figure d'artiste et son amour si sincère pour les travailleurs. J'ai cru ne pouvoir mieux faire en ce moment douloureux que de renouveler ici cette appréciation dans sa conception à peu près identique. Le vrai ne se refait pas, mais il peut se répéter, car il est tout autant à l'éloge de celui qui l'a exprimé que de celui qui en est l'objet, comme l'a dit Goethe !

Constantin Meunier, que la mort vient de nous enlever presque inopinément après s'être à peu près remis d'une longue et pénible maladie, était né à Etterbeek, le 12 août 1831 : il allait donc bientôt entrer dans sa soixante-quinzième année. Comme son frère aîné Jean-Baptiste, le célèbre graveur en taille-douce, plus âgé que lui de dix ans et qui lui a servi de père (leur mère resta tôt veuve avec la charge de six enfants !), il alla suivre

les cours de l'Académie des beaux-arts de Bruxelles, au temps de ce bon père Navez, comme on appelait l'illustre peintre qui dirigeait alors cette institution. Sous la direction fraternelle de Jean-Baptiste, qui guida ses études et encouragea ses premiers efforts, il fit bientôt d'excellents progrès. Il se destinait à la sculpture. C'est chez Fraikin qu'il apprit le modelage; il passa trois années dans l'atelier de l'auteur de l'*Amour captif*.

Il avait déjà pris part au Salon de Bruxelles de 1851 par une esquisse en plâtre, inscrite au catalogue sous le nom de *La Guirlande*, lorsqu'il abandonna brusquement l'ébauchoir pour la peinture. Déjà très habile à manier le pinceau, fervent admirateur de Charles de Groux qui attirait alors l'attention publique par ses tableaux consacrés aux misères du peuple, Meunier produisit des pages aussi sensationnelles en ce genre, à ne citer que sa *Salle Saint-Roch* (Bruxelles, 1857), l'*Enterrement d'un Trappiste* (Musée de Gand, 1858), les *Trappistes laboureurs* (1863), peint avec son ami Alfred Verwée, les *Offices du couvent de la Trappe* (Gand, 1871), le *Martyre de saint Étienne*.

Conscience, qui était alors dans toute la plénitude de son admirable talent de romancier, lui inspira son tableau : la *Guerre des paysans de 1797*, l'une de ses meilleures peintures.

D'autre part, ses relations d'amitié avec Camille Lemonnier, qui s'occupait en ce temps de sa magistrale *Description de la Belgique*, inspirèrent à Meunier l'idée d'aller étudier la nature humaine, la vie, le labeur des mineurs dans les grands centres industriels du pays : Seraing et le Val-Saint-Lambert. C'est de ses excursions dans le pays noir, dans le pays du fer, de la houille, que commença la voie qu'il a suivie depuis pour rendre ce

qui constitue la vie de l'ouvrier. C'est au Salon de Gand de 1880 qu'il se révéla peintre des *Travailleurs du fer* ! C'est d'alors qu'il produisit ses sensationnels tableaux : *Dans l'usine, La chaudronnerie de l'établissement Cockerill, La coulée de l'acier aux usines de Seraing* (1882), *Le retour des travailleurs, La fosse, Le creuset brisé*, etc., etc.

La cathédrale de Séville possède une descente de croix, de grandioses proportions, peinte par l'un de nos plus illustres concitoyens du XVI^e siècle qui était allé s'établir en Espagne, au temps de la splendeur de Charles-Quint : le Bruxellois Pedro Campana ou Pierre Kempeneers, dont la Belgique ne possède aucune production originale.

L'ancien et éminent directeur général des beaux-arts, Jean Rousseau, lorsqu'il s'occupait déjà de l'organisation du Musée des arts décoratifs, songea à Meunier, dont il admirait le beau pinceau, et lui demanda une copie de proportions identiques à l'original de cette *Descente de Croix* ; cette copie figure magistralement au Musée du Parc du Cinquantenaire.

Meunier rapporta également de ce voyage dans la péninsule ibérique de solides impressions qu'il réalisa, entre autres, par son tableau du Musée moderne, à Bruxelles : *Une fabrique de tabac, à Séville*. C'est une œuvre chaudement imprégnée de la gamme des couleurs et qui se ressent du pays du soleil, milieu où elle a été conçue.

De retour en Belgique, Meunier alla pendant quelques années occuper la place, qui lui avait été offerte, de professeur de sculpture à l'Académie des beaux-arts de Louvain, lorsque par un subit revirement d'idées et de son goût inné pour la sculpture, il abandonna définiti-

vement le pinceau pour reprendre cette fois l'ébauchoir après avoir délaissé celui-ci pendant vingt-cinq ans. Cette inspiration, Messieurs, lui a valu la renommée qui entourera désormais son nom comme statuaire.

A son *Puddleur* (1885), son *Marteleur* (1886), *Lassitude* (Salon de Gand de cette même année), succéda toute une série d'œuvres également d'un beau et sincère caractère. C'était la réalisation d'une impression qu'il avait ressentie à ce qu'il paraît un jour, en se promenant sur les quais du port d'Anvers, à la vue, racontait-il, avec cette bonhomie, cette placidité de caractère qui le distinguaient, de la mâle silhouette d'un débardeur au travail. Ce fut le sujet de son tableau *Déchargement d'un steamer à Anvers* (1887). Il m'a semblé alors, disait-il, que la statuaire pouvait mieux rendre que le pinceau la forte impression que je ressentis. J'ai essayé!!!... Et le résultat répondit victorieusement à son attente. Ce fut, ajoutons-le, une inspiration géniale! Cet essai a été le point de départ de ses admirables productions : *Le Grisou*; le *Puddleur* (Musée de Bruxelles, 1887); le *Débardeur*; le *Marteleur*; *La Glèbe*; *Les Puddleurs au four* (Musée du Luxembourg); le *Souffleur de verre*; le *Pêcheur boulonnais*; le *Cheval de mine*; le *Cheval à l'abreuvoir* (Square Ambiorix); le *Faucheur* et le *Semeur* (Jardin botanique de Bruxelles), à ne citer que ces œuvres grandioses de caractère et inimitables de réalisme.

Indépendamment des statues de la façade de l'église de Notre-Dame de la Chapelle, à Bruxelles, c'est à Meunier que la ville de Louvain commanda la statue monumentale élevée au parc de cette ville, à la mémoire du Père Damiens, ce sublime apôtre belge qui dévoua toute sa vie aux lépreux de Molokai et qui succomba au même mal par son dévouement à ces déshérités de la nature.

D'autre part, c'est avec son excellent ami Van der Stappen qu'il organisa la décoration sculpturale du Jardin botanique de l'État, à Bruxelles. Tous les deux s'entourèrent d'une pléiade d'artistes de mérite pour réaliser cette conception de plein air.

Comme on l'a déjà dit avec raison en ce qui concerne le caractère du talent de Meunier, dans ses œuvres, il synthétise la forme et lui communique toujours un aspect de grandeur ! Il scrute la nature pour en varier l'essence esthétique même ; il voit grand ; il voit simple, comme dans le beau passé artistique de la sculpture l'ont ressenti tous les maîtres de génie qui n'appartinrent pas à une époque de décoration théâtrale. Il fut un fervent admirateur des primitifs, cette gloire impérissable de l'Italie, à ne citer que l'incomparable Donatello.

Meunier aura été le statuaire des travailleurs, des humbles ; le premier il les a compris ; il a su rendre par le bronze leurs types vigoureux, originaux, doux et sévères, souffrants et lents dans leur dure besogne.

Meunier n'aura pas eu le bonheur de voir debout son plus beau rêve de sculpteur : son monument de la *Glorification du Travail*, conception grandiose à laquelle il s'appliqua pendant des années. La postérité se chargera, n'en doutons pas, d'exécuter cette œuvre géniale. Cet ensemble monumental, dont toutes les parties existent déjà, statues et bas-reliefs, sera bientôt, espérons-le, la réelle apothéose de notre regretté confrère ; elle perpétuera mieux que la parole la mémoire de l'une de nos plus grandes gloires nationales.

Meunier entra tard à l'Académie, mais, plus heureux que son frère bien-aimé Jean-Baptiste, qui mourut correspondant faute de place vacante de membre titulaire dans la Section de gravure, il eut au moins l'avantage d'être

élu directement membre titulaire de la Section de sculpture lors de la mort de Joseph Jaquet dont il avait été l'ami comme il avait été l'ami de Fraikin.

Ses précieux conseils, son entente de l'art qu'il a cultivé si supérieurement pendant la seconde partie de sa vie, ont été toujours écoutés scrupuleusement par la Classe qui s'honorait de le comprendre dans ses rangs; aussi conservera-t-elle pieusement le souvenir d'un de ses membres les plus vénérés.

RAPPORTS.

M. Victor Dieu, lauréat du grand concours de gravure de 1901, adresse son sixième rapport semestriel.

— Renvoi à l'examen de MM. Lenain, Tardieu et Hymans.

Il est donné lecture des appréciations :

1° Par MM. Max Rooses et H. Hymans, du quatrième rapport réglementaire de M. Franz Huygelen, lauréat du grand concours de sculpture de 1900;

2° Par MM. L. Solvay, de Groot et Vinçotte, du premier rapport réglementaire de M. Ch. De Brichy, prix Godecharle pour la sculpture en 1903;

3° Par MM. Winders, Janlet et Acker, du premier rapport de M. Triphon De Smet, lauréat du grand concours d'architecture en 1902.

— Ces appréciations seront communiquées à M. le Ministre de l'Agriculture.

ÉLECTIONS.

M. Éd. Fétis est réélu délégué de la Classe auprès de la Commission administrative pour l'année 1905-1906.

La Classe se constitue en comité secret pour prendre connaissance des listes de candidats présentés pour les places vacantes.

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

Leclercq (Jules). La Ville morte, poésies. Bruxelles, 1905; in-8° (12 p.).

De Roy (Gaston). Catéchisme de propagande pacifiste. Péruwelz, 1905; in-8° (15 p.).

Carton de Wiart (H.). La Cité ardente, roman historique. Paris, 1905; in-12 (319 p.).

Cornil (Georges). Traité de la possession dans le droit romain, pour servir de base à une étude comparative des législations modernes. Paris, 1905; pet. in-8° (xviii-608 p. et 2 portraits).

de Witte (Alph.). La médaille en Belgique au XIX^e siècle. Bruxelles, 1905; in-8°.

Masoin (Fritz). Couronnement de la Belgique. Cantate pour l'érection du monument de l'Indépendance nationale. 1905; extr. in-8° (8 p.).

Biebuyck (Albert). Le régime légal de la personnification civile en Hollande. Les associations sans but lucratif et les fondations. Paris, La Haye, Ypres, 1905; in-8° (xlii-254 p.).

Lefebure (Ch.). Grandes ascensions et caravanes scolaires. Bruxelles, 1905; extr. in-8° (24 p., grav.).

Boisacq (Émile). L'élégie en Grèce et à Rome. Ixelles, 1904; in-8° (60 p.).

BRUXELLES. *Conservatoire royal*. Annuaire, 27^e et 28^e années, 1903-1904.

Institut colonial international. Bibliothèque coloniale, 3^e série : Le régime foncier aux colonies, tome VI, 1903.

Ministère de l'Intérieur et de l'Instruction publique. Rapport triennal sur la situation de l'Instruction primaire en Belgique, 20^e période : 1900-1902. 1903; gr. in-8^o.

HASSELT. *Société chorale et littéraire des Mélaphiles*. Bulletin, 38^e volume, 1904.

BRUGES. *Société d'émulation*. Cartulaire de l'ancienne Estaple de Bruges, tome II, 1903.

LIÈGE. *Université*. Faculté de philosophie et lettres. Fascicule XIV : Malherbe et ses sources (Alfred Counson), 1904.

DARESTE (R.), HAUSSOULLIER (B.), REINACH (Th.). Recueil des inscriptions juridiques grecques, texte, traduction, commentaire, 2^e série, fasc. 2 et 3. Paris, 1904; in-8^o.

BLUM (Martin). Bibliographie luxembourgeoise, 1^{re} partie, 4^e livraison. Luxembourg, 1903; in-8^o.

LA HAYE. *Commissie van advies voor 's Rijks geschiedkundige publicatiën*. Gedenkstukken der algemeene geschiedenis van Nederland van 1795 tot 1840 (Colenbrander), eerste (inleiding) deel. Nederland en de Revolutie, 1789-1795. 1903; gr. in-8^o.

MAESTRICHT. *Société historique et archéologique*. Publications, tome XL, 1904.

LEYDE. *Maatschappij der letterkunde*. Levensberichten en handelingen, 1903-1904.

UTRECHT. *Historisch Genootschap*. Bijdragen en mededeelingen, deel XXV. Werken, derde serie, n^o 20. 1904.

Billia (L.-M.). L'unité de la philosophie et la théorie de la connaissance. Genève, 1904; extr. in-8° (8 p.).

— Vétilles d'un lecteur de Platon. Berlin, 1903; extr. in-8° (12 p.).

Toniolo (Gius.). Problemi di cultura contemporanea : L'Odierno problema sociologico. Studio storico-critico. Florence, 1903; in-8° (xviii-338 p.).

Prince (Carlos). Idiomas y dialectos indigenas del continente Hispano-Sud-Americano, con la nómima de las tribus indianas de cada territorio. Lima, 1903; in-8° (xiv-128 p.).

Collijn (Isak). Katalog öfver Vasteras Laroverksbiblioteks Inkunabler. Upsal, 1904; in-8° (64 p.).

Gourland (Jacques de). Législation des prairies russes d'Asie. Kazan, 1904; in-8° (112 p., langue russe).

MADRID. *Real Academia de jurisprudencia y legislacion*. Discurso-Resumen del curso de 1903-1904, leído por Don Javier Gomez de la Scana. 1904.

— Discurso leído por D. José Canalejas y Mendez, en la sesion inaugural de 1904-1905, el 28 de marzo de 1905.

MONACO. *Collection de documents historiques publiés par ordre de S. A. S. le Prince Albert I^{er}, prince de Monaco* : Correspondance du cardinal Mazarin avec le maréchal d'Aumont, suivie d'un choix des lettres écrites à ce personnage. . ; précédée d'une étude historique sur le maréchal d'Aumont et le cardinal Mazarin, et accompagnée de notes; par le docteur E.-T. Hamy. Monaco, 1904; in-4° (Lxxx-217 p.).

ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE

BULLETIN

DE LA

CLASSE DES LETTRES

ET DES

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

ET DE LA

CLASSE DES BEAUX-ARTS

1905. — N° 6

CLASSE DES LETTRES

ET DES

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

Séance du 5 juin 1905.

M. PAUL THOMAS, vice-directeur, occupe le fauteuil.

M. le chevalier EDM. MARCHAL, secrétaire perpétuel.

Sont présents : MM. G. Monchamp, *directeur* ; S. Bormans, T.-J. Lamy, L. Vanderkindere, le comte Goblet

d'Alviella, F. vander Haeghen, Ad. Prins, A. Giron, le baron J. de Chestret de Haneffe, Paul Fredericq, Mesdach de ter Kiele, H. Denis, le baron Éd. Descamps, E. Discailles, Ch. Duvivier, V. Brants, P. de Paepe, Aug. Beernaert, Ch. De Smedt, A. Willems, Maurice Wilmotte, D. Mercier, *membres*; Ern. Gossart, J. Lameere, A. Rolin, Maurice Vauthier, F. Cumont, *correspondants*.

M. Waxweiler écrit pour motiver son absence.

CORRESPONDANCE.

M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique adresse un exemplaire imprimé du rapport du jury qui a jugé la quatrième période quinquennale (1899-1903) du prix de statistique fondé par X. Heuschling. — Le prix n'a pas été décerné.

M. le Ministre exprime tous ses remerciements aux membres du jury désignés par l'Académie « pour le concours bienveillant, dit-il, qu'ils ont bien voulu prêter au Gouvernement ».

— Le Bureau, à Vienne, de l'Association internationale des Académies fait savoir que la proposition de M. Paul Fredericq, relative à l'entente entre les musées, bibliothèques, archives, etc., pour le récolement des manuscrits, cartes, plans, tableaux historiques qui pourraient intéresser chacun des pays représentés dans l'Asso-

ciation, a été acceptée pour être portée à l'ordre du jour de l'assemblée générale de 1907.

Le Bureau de Vienne accuse en même temps réception des dix exemplaires réglementaires de cette proposition, dont les dix-neuf autres Académies adhérentes ont été aussi gratifiées.

— Le Conseil et les Facultés de l'Université de l'État de l'Illinois demandent que l'Académie royale de Belgique se fasse représenter, les 18-19 octobre de cette année, à l'installation de son nouveau président, M. Edmond Janes James, docteur en philosophie et en droit.

— MM. Suchier, Krumbacher et von Liszt remercient pour leur élection d'associé.

— MM. Gustave Cohen, Vliebergh, Laloire, Edgar Jorissen, Denève, van Biervliet, L. Banneux et J. Bidez remercient pour les prix qui ont été accordés à leurs travaux.

— Hommages d'ouvrages :

1° *Les clauses métriques dans saint Cyprien*; par Ed. De Jonge (présenté par M^{re} Lamy, avec une note qui figure ci-après);

2° *La Saga de Fridthjof le Fort, traduite de l'ancien islandais*; par Félix Wagner (présenté par M. le Secrétaire perpétuel, avec une note qui figure ci-après);

3° *Neutral duties in a maritime war, as illustrated by recent events*; par Thomas Holland, associé de la Classe;

4° *De la réparation des accidents du travail. Critique*

d'un projet de caisse commune des industries du bassin de Liège ; par O. Lepreux ;

5° *De l'assurance dans les caisses communes. A propos d'un projet de caisse commune des mines du bassin de Liège* ; par Louis Maingie ;

6° *Formules de procédure en matière de réparation des dommages résultant des accidents du travail* ; par Joseph de Leuze ;

7° *Materialen zur Kunde des älteren Englischen Dramas* ; Bd IX : *Studien über Shakespeare's Wirkung, etc.* ; Bd X : *Ben Jonson's Every Man in his Humour* ; par W. Bang.

— Remerciements.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

A plusieurs reprises, j'ai eu l'honneur d'offrir à l'Académie quelques-uns des travaux publiés sous les auspices des conférences d'histoire et de philologie établies à l'Université de Louvain. Aux travaux de E. Laenen, de E. Leclère, de L. Warichez, de C. Liégeois, d'A. Bayot et de C. Terlinden, il faut maintenant joindre la dissertation de M. Ed. De Jonge sur *Les clausules métriques dans saint Cyprien*. C'est un travail de philologie que les latinistes et les amis des langues classiques aimeront à lire. Car l'auteur a abordé un sujet neuf et n'a pas reculé devant les difficultés qu'il présente.

On trouve bien quelques indications importantes sur ce sujet dans les anciens grammairiens latins qui ont traité de la prose métrique, mais c'est seulement dans ces der-

nières années que quelques latinistes ont consacré aux clausules métriques des travaux spéciaux. On a traité de la prose métrique et des clausules dans Cicéron, dans Apulée, dans Symmaque. M. De Jonge a choisi l'illustre martyr et évêque de Carthage, saint Cyprien, sur la langue et le style duquel on a déjà écrit d'excellentes choses.

C'est un heureux choix. Avant de monter sur le siège épiscopal de Carthage, saint Cyprien avait professé la rhétorique, et dans ses écrits la forme est généralement très soignée. Aussi a-t-il été très apprécié de ses contemporains, et l'auteur ne craint pas d'affirmer avec M. Schanz que jusqu'à saint Augustin, et j'ajouterai jusqu'à saint Jérôme, saint Cyprien fut le modèle des écrivains de l'Église latine.

L'auteur, entrant dans son sujet, expose les théories récentes sur la prose métrique et particulièrement sur la clausule oratoire, en fait la critique et expose ses idées, puis il donne la liste des 1647 finales qu'il a observées dans les dix traités de saint Cyprien qu'il a choisis. Il range ces clausules en trois classes principales, A, B, C, et en plusieurs classes secondaires; puis il s'occupe des césures, de l'accentuation et de la résolution.

L'ouvrage ne serait pas complet si l'auteur n'avait pas exposé et discuté les préceptes des anciens latinistes sur la prose métrique et sur les finales. C'est l'objet de la troisième partie, qui est suivie de trois appendices.

J'ai cru que ce consciencieux travail, fruit d'observations personnelles, méritait d'être signalé à nos confrères latinistes.

T.-J. LAMY.

A propos d'une version en langue française de la Saga de Fridthjof le Fort; version traduite par M. Félix Wagner; note par le chevalier Edmond Marchal, secrétaire perpétuel de l'Académie.

M. Félix Wagner, docteur en philologie germanique, actuellement professeur à l'Athénée royal de Charleroi, soumet à la Classe sa traduction de l'ancien islandais de la *Saga* de Fridthjof le Fort, le légendaire héros de la Norvège du IX^e siècle, déjà connu des lecteurs français par l'article de notre confrère Jules Leclercq, notre nouveau et distingué conseiller à la Cour d'appel de Bruxelles, qui en a raconté les épisodes les plus intéressants dans la *Revue britannique* de mars 1893 (1).

Le livre de M. Wagner est précédé d'une étude sur la saga de Fridthjof et accompagné d'un commentaire et d'une notice sur les *rimur* ou rimes, c'est-à-dire les transformations, amplifications ou abréviations de sagas soit historiques, soit romantiques, ou de légendes. Cette excellente traduction, la première en langue française, est faite, assure M. Wagner, sur le texte original, d'après la version que le Dr L. Larsson, professeur à Vexio (Suède), a publiée dans l'*Altnordische Saga Bibliothek*, à Halle (chez Max Niemeyer).

(1) *La Saga de Thorstein, fils de Viking* M. Leclercq ajoute en note que le caractère de cette saga diffère quelque peu de celui des trois sagas qu'il a publiées dans la *Revue* de 1888. Celle-ci appartient à la classe des *sagas héroïques*.

Le traducteur a enrichi son travail de nombreuses notes relatives aux mœurs, coutumes, idées et institutions, à l'activité intellectuelle, au développement moral et esthétique, à la vie matérielle et sociale de l'ancienne Scandinavie (1).

Fridthjof est-il un personnage historique et les événements de la Saga appartiennent-ils à la réalité? se demande M. Wagner. En dépit des nombreuses discussions — à cause d'elles, peut-on dire — dont cette double question a été l'objet de la part des savants du Nord, il est assez malaisé de se prononcer catégoriquement pour l'une ou pour l'autre des opinions en présence. Cette question, d'ailleurs, ne semble pas de grande importance au traducteur. La solution du problème, quelle qu'elle soit, ne peut en rien diminuer la valeur littéraire et esthétique de la Saga, ni le vif intérêt qu'elle présente comme tableau des idées, des mœurs, de la vie dans les pays du Nord il y a mille ans.

La philologie germanique, laquelle comprend aussi la philologie scandinave, ayant obtenu droit de cité dans les universités belges, le livre de M. Félix Wagner ne peut être que le bienvenu, par notre temps d'internationalisme littéraire.

D'ailleurs les sagas ont toujours eu une saveur toute particulière pour les Belges, surtout pour les Flamands

(1) Je saisis cette occasion pour appeler l'attention des amateurs de la littérature scandinave sur les articles que M. Ernest Tissot a consacrés, dans la *Revue bleue*, à la trilogie de Bjoernstjerne-Bjoernson intitulée : « Sigurd le Téméraire ». (*Revue politique*, 2^e semestre 1904, pp. 728, 760, 825, 859.)

de la côte maritime, qui n'ont pas encore oublié les visites que faisaient les Vikings à leurs monastères. Ces corsaires, — disons le vrai mot, — ces pirates y ont laissé d'inoubliables souvenirs de la manière dont ils comprenaient la confraternité des peuples, d'après ce que nous en ont raconté les annalistes et chroniqueurs de leur temps.

Voici ce que je disais de ces Vikings dans mon livre : *La sculpture et les chefs-d'œuvre de l'orfèvrerie belges* (Bruxelles, 1895, gr. in-8°, p. 59) :

« Pendant que la civilisation chrétienne se développait dans la Gaule-Belgique sous l'influence des apôtres missionnaires au temps des successeurs de Clovis, que les monastères s'élevaient et s'enrichissaient d'œuvres précieuses, le nord de l'Europe ou la Scandinavie du moyen âge était encore plongé dans la barbarie. Les côtes, principalement de la Frise et du Danemark, étaient habitées par une population de pirates qui parcouraient les pays civilisés pour s'y livrer au pillage et à l'incendie, après avoir réuni le butin qu'ils emportaient dans leurs repaires. On les appelait *Vikings*, *Northmans* ou *Normands*, c'est-à-dire hommes du Nord. Voici la description qu'en donne le contemporain de Louis le Débonnaire, Ermold Nigellus (le Noir) ou Ermenald, abbé du monastère d'Aniane (1), dans son poème latin composé en 826 sur les *Faits et gestes de Louis le Pieux* : « On la désignait (la nation) autrefois sous l'ancien nom

(1) Ou Saint-Benoît, d'Aniane, ville de France (Hérault). Ermold, etc., chant IV, p. 82, de l'édition GUIZOT. (*Coll. des mém. relatifs à l'histoire de France.*)

» de Danois, et on le lui donne encore aujourd'hui;
 » mais dans la langue des Francs, ces hommes prompts,
 » agiles et trop passionnés pour les armes sont appelés
 » *Nort-Mans*. Ils vivent sur la mer, vont dans des
 » barques enlever les productions de la terre et se sont
 » fait trop bien connaître au loin. Cette race a le teint
 » beau, les traits et la stature distingués; aussi la
 » renommée rapporte-t-elle à elle l'origine des Francs. »

» L'appât des richesses qui se développaient dans nos cités et dans nos monastères attira bientôt les Normands sur nos côtes. Déjà la Flandre les avait vus apparaître en 646 ou en 647 (V. van Lokeren) sur leurs légères barques à voiles, qui leur permettaient de remonter les fleuves et les rivières, et de porter ainsi leurs ravages jusque dans l'intérieur du pays; ils y séjournèrent pendant deux ans et détruisirent, entre autres, de fond en comble, le riche monastère fondé à Gand par saint Bavon. En 820, leurs barques abordèrent de nouveau le littoral, et le bourg d'Anvers fut livré aux flammes en 836; ils saccagèrent les frontières de la Flandre et du Tournaisis en 845, et remontèrent le cours de l'Escaut et celui de la Scarpe en 850. Mais ce fut surtout en 879 que leurs incursions devinrent de véritables calamités. Arrivant les uns par la Lys, sous la conduite de Hastings, les autres par l'Escaut, sous la conduite de Godfried, ils s'avancèrent, selon l'annaliste André de Marchienne, en détruisant tout sur leur passage : cités, églises, monastères. L'abbaye de Saint-Bavon fut de nouveau réduite en cendres; l'abbaye de Saint-Pierre, également à Gand, subit le même sort, ainsi que celles de Tronchiennes, de Renaix et de Peteghem. « La gloire de Marchienne, s'écrie André,

» ses chartes et ses livres disparurent sous les coups des
 » hommes du Nord. » L'église Saint-Géry, à Cambrai, est
 aussi incendiée; à Arras, ils massacrent les populations
 et dévastent les campagnes; le monastère de Saint-
 Bertin est saccagé de fond en comble. De tous les
 monastères de Saint-Amand, de Maubeuge, d'Haspres,
 de Merville, de Saint-Bertin et de Saint-Vaast, les reli-
 gieux, à l'approche de ces forbans, avaient fui, empor-
 tant les saintes reliques et les vases sacrés. Les moines
 de Saint-Trond quittèrent la Gaule-Belgique, ceux de
 Saint-Martin se réfugièrent à Ferrière, ceux de Saint-
 Bavon errèrent de Gand à Saint-Omer, de Saint-Omer à
 Laon et de Laon à Noyelles, assure Dehaisnes. Dans
 l'est du pays, Maestricht, Liège, Tongres, Saint-Trond,
 Malmédy n'échappèrent pas non plus à leurs dévastations.
 Lors de l'incendie de Liège, en 881, fut détruit le palais
 de l'évêque Hartgaire, dont, selon Sédulius, des lam-
 bris ciselés, *pulchrum laquear stigmatè pictum*, garnis-
 saient les murailles décorées de nombreuses peintures.
 Ce ne fut que dans les premiers jours de septembre 895
 que l'empereur Arnould, avec l'aide de son frère et de
 Rodolphe, roi des Bourguignons, mit fin à leurs dévas-
 tations par la victoire de Falkenberg, près de Louvain. »

Lorsque j'écrivais ces lignes, il y a plus d'un quart de
 siècle, je n'étais documenté que par Pertz, Guizot, le
 chanoine Dehaisnes, Van Lokeren. Or, depuis, à la suite
 d'un voyage en Norvège, j'ai pu me convaincre que ces
Vikings ou hommes des golfes ou des baies étaient plutôt
 des hommes de cette partie de la Scandinavie, dont les
 profonds fjords se prêtaient merveilleusement comme
 retraites à ces brigands de la mer.

C'est aussi la thèse de M. Wagner, qui résume celle de

tous les historiens, y compris le célèbre Hallam, sur l'origine des Vikings, dont il fait des Danois, selon Ermold.

« L'histoire de Fridthjof elle-même, dit M. Wagner, est véritablement la mise en œuvre d'une tradition populaire à base historique. La contrée où se déroulent les événements principaux a conservé jusqu'à nos jours le souvenir de quelques-unes des localités mentionnées et des personnages figurant dans la Saga. *Baldergrov* est le nom du petit ruisseau affluent du Sognefjord. *Balestrand*, embranchement du Sognefjord, et *Syrstrand* ou *Sörstrand* (partie du Sognefjord) rappellent la résidence royale de Beli. »

Le Musée de Christiania renferme deux bateaux de Vikings qui ont été fortuitement découverts des deux côtés du Christiania Fjord : ils étaient enfouis dans l'argile bleue, ce qui les a préservés de la pourriture : celui de Thune ou Tune, dans le district de Smaalenene, a été retrouvé en 1867 ; on n'en a que des débris ; celui de Gogstad, près de Sandjesford, district de Jarlsberg, aussi ancienne contrée historique, a été retrouvé en 1880, sous un tumulus ; on le considère comme l'un des plus petits de son époque ; il est presque entièrement conservé ; dimensions : largeur, 5^m10 ; longueur, 20^m10 sur quille et 50^m80 entre l'arête antérieure de l'étrave et l'arête postérieure de l'étambot. Il était armé à chaque bord de seize rames passées dans les ouvertures du bordage supérieur. Une rame semblable à tribord servait de gouvernail. Les rameurs sont protégés chacun par un bouclier rond. Un mât placé au milieu portait la grande voile carrée, qui était attachée à une vergue. La chambre funéraire, dont la garniture n'existe plus, se trouvait près du mât ; car, comme pour les rois des anciens Germains,

qui étaient inhumés avec leur cheval de guerre, on estime que les chefs de Vikings trouvaient dans leur vaisseau, ou « coursier de la mer », une dernière demeure avec leurs armes et leurs trésors.

Quant au Sognefjord, dont parle la légende de Fridthjof le Fort, c'est le plus grand et le plus profond des fjords à l'ouest de la Norvège; il débouche dans l'Atlantique à 61° de latitude et 3° de longitude, tandis que Gogstad et Thune ou Tune, dans le Kristianiafjord, sont en moyenne entre le 59° et le 60° de latitude et les 8° et 9° de longitude est. Au sud du Sognefjord sont le Hardangerfjord et le Bukkenfjord, qui peut-être ont aussi servi de repaires pour les Vikings.

Je n'ai pu malheureusement me procurer le livre de Keary : *Les Vikings* (Londres, 1891). Cet ouvrage doit jeter un jour tout nouveau sur cette question.

ERRATUM à ma lecture : *François Pétrarque à Gand et à Liège en 1333*. (Voir BULLETIN, Classe des lettres, etc., 1904, août, n° 8, p. 481.)

Une distraction m'a fait appliquer comme venant de Pétrarque (*ad finem* de mon article) l'aphorisme ou proverbe : *Mors et vita in manu linguae*. J'ai voulu dire qu'à Pétrarque on pouvait appliquer cet aphorisme provenant du « Livre des Proverbes » de Salomon (Ancien Testament), chapitre XVIII, 21, et que Lemaistre de Sacy a traduit en ces termes, de la Vulgate : « La mort et la vie sont au pouvoir de la langue : ceux qui l'aiment mangeront de ses fruits », ce qui est certainement le cas pour Pétrarque.

**PROGRAMME DE CONCOURS POUR 1908
ET PRIX PERPÉTUELS.**

Conformément à l'article 13 de son règlement, la Classe s'occupe de la formation du programme de son concours annuel pour 1908 ainsi que des sujets des concours pour les prix perpétuels.

Ces programmes seront arrêtés dans la séance du lundi 3 juillet.

COMMUNICATION ET LECTURE.

La destruction de Nicopolis en 499 après J.-C. ; par
F. Cumont, correspondant de l'Académie.

La chronique syriaque attribuée à Josué le Stylite (1) est, on le sait, une source de premier ordre pour la connaissance des événements qui se passèrent en Orient, sous le règne d'Anastase. L'auteur, qui vivait à Edesse au commencement du VI^e siècle, raconte notamment avec détails dramatiques une catastrophe qui détruisit les villes de Nicopolis et d'Arsamosate. On nous permettra

(1) Cette attribution ne repose que sur une fausse interprétation d'une note du manuscrit. (Cf. RUBENS DUVAL, *Hist. de la litt. syr.*, 2^e éd., p. 187.)

de reproduire ici dans sa naïveté pittoresque le récit de l'annaliste syrien (1) :

« Au mois d'Illoul de l'année 810 (c'est-à-dire en septembre 499 ap. J.-C.), il se produisit un violent tremblement de terre et une grande voix (2) se fit entendre du ciel sur la terre, de sorte qu'à ce bruit celle-ci fut ébranlée sur ses fondements, et tous les villages et les villes entendirent ce bruit et sentirent la secousse. De tristes rumeurs et de mauvaises nouvelles nous arrivèrent [à Edesse] de toutes parts; et, à ce qu'on disait, un signe miraculeux fut aperçu dans l'Euphrate et aux thermes d'Abarné, où l'écoulement des sources cessa ce jour-là...

» Il arriva encore pendant ce mois une lettre qui fut lue dans l'église devant les [fidèles] assemblés : elle annonçait que la ville de Nicopolis s'était écroulée tout à coup à minuit et avait enseveli dans son sein tous ses habitants. Des étrangers aussi qui y séjournaient et ceux des frères de nos écoles qui voyageaient de ce côté et se trouvaient à l'intérieur de la ville, furent enterrés [sous ses ruines]. Leurs compagnons, qui en revinrent, nous racontèrent la chose. Le mur entier qui faisait le tour de la ville et tout ce qui était compris dans cette enceinte fut renversé cette nuit-là, et personne n'y resta en vie, sauf l'évêque de la cité et deux autres hommes qui dormaient derrière

(1) WRIGHT, *The Chronicle of Josuah the Stylite*, 1882, c. XXXIV et suiv. M. Kugener a bien voulu revoir notre traduction française et la contrôler d'après le texte original.

(2) La voix de Dieu, c'est-à-dire le tonnerre.

l'abside (κόρυς) de l'autel de l'église (1). Quand le toit de la chambre où ils dormaient s'effondra, une extrémité des poutres fut soutenue par le mur de l'autel, et ainsi il ne les écrasa pas. — Un frère, ami de la vérité, me fit le récit suivant : A la tombée de la nuit où Nicopolis s'écroula, nous étions couchés à l'intérieur de la ville, moi et un de mes compagnons. Il était oppressé et me dit : « Lève-toi et allons passer la nuit en dehors de la ville, » dans la grotte où nous avons coutume [de dormir]. Car » je ne puis rester ici : l'air est étouffant et le sommeil ne » me vient pas. » Donc, nous nous levâmes, lui et moi, et nous sortîmes de la ville et nous passâmes la nuit dans la grotte, selon notre habitude. Quand l'aurore approcha, j'éveillai le frère qui était avec moi et lui dis : « Lève-toi, » car le jour paraît : allons dans la ville vaquer à nos » affaires. » Ainsi nous nous levâmes, lui et moi, et nous arrivâmes dans la ville et trouvâmes toutes les constructions renversées : gens et bêtes, bœufs et chameaux y étaient ensevelis et le son de leurs gémissements s'élevait du sein de la terre. Ceux qui arrivèrent en même temps en ce lieu retirèrent l'évêque de dessous les poutres du toit qui le protégeaient. Il demanda du pain et du vin pour communier, [mais on ne put le satisfaire], parce que toute la ville s'était écroulée et que rien n'y restait debout. Là-dessus cependant arriva un voyageur, un brave homme, qui donna quelques croûtes de pain et un peu de vin [à l'évêque], et celui-ci célébra la communion et pria et fit participer les assistants au sacrement (μυστήριον) de vie.

(1) Il faut peut-être entendre : « dans l'abside de l'église derrière l'autel ».

Il ressemblait en ce moment, me paraît-il, à Lot le juste, échappé de Sodome. Mais en voilà assez sur ce sujet.

» De même dans le nord, il y avait un martyrion, celui d'Arsamosate, qui était solidement bâti et magnifiquement décoré. A un jour déterminé chaque année, à savoir au jour de la commémoration des saints qui y étaient déposés, beaucoup de monde s'y rassemblait de tous côtés, en partie pour y prier, en partie pour y trafiquer (1), car de grandes provisions se faisaient lors de cette fête où l'on se retrouvait. Au moment où une foule nombreuse d'hommes, de femmes et d'enfants était réunie, gens de tout âge et de toute condition, il se produisit de terribles éclairs et de violents coups [de tonnerre] et des bruits terrifiants, et tous s'enfuirent vers le martyrion pour chercher un refuge auprès des ossements des saints. Et tandis que, saisis d'une grande frayeur, ils étaient tout attentifs à la prière et à l'office, au milieu de la nuit, le martyrion s'écroula et écrasa sous [son poids] la plus grande partie des personnes qu'il contenait. Ceci arriva le même jour où tomba Nicopolis. »

Cette narration si vivante, qui repose sur les rapports mêmes de témoins oculaires, est la seule qui ait perpétué le souvenir de l'affreuse catastrophe qui dut faire à Arsamosate comme à Nicopolis des milliers de victimes. A la vérité, plusieurs chroniqueurs orientaux relatent le

(1) Ces fêtes religieuses, qui étaient en même temps des foires, sont une survivance des vieilles panégyries païennes. On les retrouve dans le Pont comme en Arménie. Nous en disons quelques mots dans nos *Studia Pontica*, qui paraîtront prochainement.

même fait (1). Mais leurs sèches notices remontent toutes directement ou indirectement au récit développé que nous venons de traduire. C'est donc la seule source dont il faille tenir compte.

Des trois localités qui y sont mentionnées, deux sont bien déterminées : les thermes d'Abarné, que signale Ammien Marcellin, étaient situés entre le Tigre et l'Euphrate supérieurs, à l'est de la ville actuelle des Diarbékir (2). On peut fixer aussi l'emplacement exact d'Arsamosate, place forte fameuse dans les fastes de l'Arménie (3). Mais pour Nicopolis, la question est plus douteuse, plusieurs cités du monde antique ayant été baptisées ainsi en souvenir de quelque victoire.

Jusqu'ici on a admis généralement sans discussion que Nicopolis n'était autre qu'Emmaüs (4), à qui l'on donna sous l'Empire ce nom nouveau, sans doute pour commémorer la prise de Jérusalem, sa voisine. Mais il suffit de

(1) Cf. HALLIER, *Untersuch. über die Edessenische Chronik*, Leipzig, 1892, p. 29; BROOKS, *The Chronol. canon of James of Edessa* (Z. D. M. G., t. LIII, p. 317); *Chronique de Michel le Syrien*, trad. Chabot, t. II, p. 154 et notes; NAU, *Analyse des parties inédites de la Chronique de Denys de Tell-Mahré*. Paris, 1898, p. 40.

(2) Ammien, XVIII, 9, 2: *Vicus est Abarne nomine sospitalium aquarum lavacris calentibus notus*. Cf. Wright, note à Josué le Stylite, p. 24, et Strack dans PAULY-WISSOWA, *Realenc. Suppl.*, I, p. 2.

(3) Elle se trouvait à un mille en amont du confluent du Peritchai et du Mourad-Sou (Arsanias), sur la rive gauche de ce fleuve. Cf. ANDERSON, *Journal of hell. Studies*, XVIII, 1897, p. 25.

(4) LEBEAU, *Hist. du Bas-Empire*, éd. St-Martin, t. VII, 1827, p. 245; WRIGHT, *loc. cit.* (*Another name for Emmaus in Palestine half way between Jaffa and Jerusalem*); CHABOT, *loc. cit.*; HALLIER, *op. cit.*, p. 119.

jeter les yeux sur une carte pour s'apercevoir que Nicopolis de Palestine était située fort loin d'Arsamosate et dans une région très différente au point de vue géologique. Aurait-elle vraiment subi seule la répercussion de la secousse sismique qui ébranla l'Arménie et qui, comme par miracle, aurait épargné tous les pays situés entre le Taurus et la Judée? J'incline à croire que la principale raison qui a fait mêler mal à propos Emmaüs à cette affaire, c'est que Josué le Stylite a été interprété par des exégètes, catholiques ou protestants, auxquels la géographie de la Terre-Sainte était surtout familière.

En fait, il existe dans la contrée même où s'élevait Arsamosate une cité importante appelée Nicopolis. C'est l'antique métropole de la Petite-Arménie, fondée par Pompée à l'endroit où il avait remporté sa victoire décisive sur Mithridate et dont il subsiste encore des ruines considérables au village actuel de Purkh (1). Elle est éloignée d'environ 200 kilomètres à vol d'oiseau au nord-ouest d'Arsamosate, dont Emmaüs est à une distance plus que quadruple. Ce fut elle certainement, et non son homonyme de Palestine, que détruisit le bouleversement de 499, car les effets de celui-ci se firent sentir plus loin encore vers l'Occident.

La chronique si précise et si précieuse que le comte Marcellin (2) rédigea à Constantinople au milieu du

(1) Nous en donnerons bientôt une description plus complète dans nos *Studia Pontica*. — Je m'aperçois que Lequien, dans son admirable *Oriens christianus*, t. I (1740), p. 429, a déjà rapporté à l'évêché de Nicopolis d'Arménie la notice de Josué le Stylite qu'il connaissait par un extrait d'Assemani.

(2) *Chronica minora*, éd. Mommsen (1894), t. II, p. 95.

VI^e siècle annote précisément à l'année 499 : *Hoc anno ingens terrae motus Ponticam concussit provinciam.*

L'ébranlement du sol s'étendit, en effet, au moins jusqu'à Néocésarée, métropole du Pont Polémoniaque. L'histoire ecclésiastique de Théodore le Lecteur rapportait, sans doute d'après Eustathe d'Épiphanie (1), une légende assez niaise à propos de la destruction, sous le règne d'Anastase, de cette ville où se trouvaient déposées les reliques vénérées de Grégoire le Thaumaturge, son premier évêque. Avant le tremblement de terre, un soldat qui se rendait à Néocésarée aurait entendu un de ses compagnons d'armes crier : « Gardez l'édifice où se trouve la chässe de saint Grégoire », et, en effet, quand l'oscillation se produisit, la majeure partie de la ville s'écroula, mais la chapelle du Thaumaturge fut sauvée (2). Théophane, qui au commencement du IX^e siècle inséra cette anecdote dans sa chronique (3), la place à l'année du monde 5995, c'est-à-dire 503 après J.-C. Mais cet historien, qui ne s'astreint pas à une scrupuleuse exactitude

(1) Eustathe est une des sources principales de Théodore pour cette période, — jusqu'au début du VI^e siècle, — et l'extrait qui nous occupe se retrouve en fait sous le nom d'Eustathe dans les *Eclogae histor. eccles.* publiées par CRAMER, *Anecdota Parisina*, II, 109.

(2) Theod. Lect. II, 54 (p. 583, éd. Reading) : 'Εν Νεοκαισαρείᾳ σεισμοῦ μέλλοντος γίνεσθαι στρατιώτης τις ἐπὶ τὴν πόλιν ὁδεύων δύο στρατιώτας ἀπιόντας ἐν αὐτῇ ἐθεάσατο καὶ τούτων ὅπισθ' ἑτερον κράζοντα· « Φυλάξατε τὸν οἶκον ἐν ᾧ ἡ εἴκη Γρηγορίου ἐστίν. » καὶ ὁ μὲν σεισμός ἐγένετο καὶ τὸ πλεῖστον μέρος τῆς πόλεως ἔπεσεν· ὁ δὲ οἶκος τοῦ θαυματουργοῦ διεσώθη. La même historiette est reproduite en latin dans l'*Historia Miscellanea* attribuée à Paul Diacre, c. 16. (MIGNÉ, P. L. XCV, 974.)

(3) Théophane an. 5995, p. 144, éd. De Boor. De Théophane elle a passé dans Cédrenus.

chronologique, doit avoir attribué arbitrairement à une année déterminée du règne d'Anastase, un fait dont la source ne mentionnait pas la date précise. Michel le Syrien (1) affirme sans plus de raison que cet événement miraculeux eut lieu en même temps que la chute de la statue de Théodose à Constantinople, c'est-à-dire en 480 (2). Mais déjà Petau (3) a rapproché la destruction de Néocésarée de l'*ingens terrae motus* dont parle le comte Marcellin et l'a reportée à l'année 499.

Il ressort donc de cet ensemble de témoignages qu'au mois de septembre 499, un épouvantable cataclysme désola le Pont et l'Arménie. Le sisme ravagea une bande de terrain s'étendant du nord-ouest au sud-est, sur une longueur de plus de 300 kilomètres, dans les vallées du Lycus et de l'Euphrate, de Néocésarée à Arsamosate. La dislocation du sol, accompagnée de terribles gronderments, tarit les sources thermales, troubla le régime des fleuves et ruina les villes, jetant l'épouvante dans toute la contrée. La cité de Nicopolis, qui se trouvait au centre de la région intéressée, fut particulièrement éprouvée : toute l'agglomération urbaine y fut anéantie.

Ces récits nous font pour ainsi dire assister à un épisode de la décadence de l'Asie Mineure, où la fréquence des tremblements de terre fut une cause puissante d'appauvrissement et de dépopulation (4). Les effets

(1) Michel, éd. Chabot, t. II, p. 160.

(2) LEBEAU, *op. cit.*, t. VII, pp. 121 et 389.

(3) PETAVIUS, *Doctrina temporum*, t. I, p. 473, éd. Anvers, 1703; cf. TILLEMONT, *Hist. des emp.*, t. VI, p. 553; LEBEAU, *op. cit.*, t. VII, p. 245.

(4) Ainsi, en 524, un sisme comparable à celui de 499 détruisit Anazarbe en Cilicie.

de cette catastrophe dans le Pont et l'Arménie durent être irréparables. En 515, la désolation de ces provinces fut consommée par une invasion des Huns, qui, forçant les portes Caspiennes, se répandirent jusqu'en Galatie, à travers la Cappadoce et le Pont, brûlant et pillant tout sur leur passage (1).

Le règne de Justinien ramena dans le pays une prospérité relative. Procope (2) nous apprend, notamment, qu'il releva et fortifia Nicopolis, et les murailles dont on suit encore les fondements à l'est et au nord du village de Purkh, au bord de la plaine fertile de l'Ashkâr-Ova, sont celles que le grand empereur du VI^e siècle construisit pour remplacer l'enceinte qu'avait abattue le tremblement de terre de 499. De même, les autres constructions dont les restes sont encore visibles aux environs, sont très probablement postérieures à l'an 500, et l'événement dont nous nous sommes efforcé de préciser les détails offre ainsi un intérêt non seulement historique, mais aussi archéologique.

ÉLECTION.

M. Ch. Mesdach de ter Kiele est réélu délégué de la Classe auprès de la Commission administrative pour l'année 1905-1906.

(1) Victor Tonn. a. 515 (*Chronica minora*, éd. Mommsen, t. II, p. 195) : *Ugni per Armeniam Cappadociam et Galatiam Pontumque atrociter vexavere*; cf. MALALAS, XVI, p. 406, éd. Dindorf; THEOPHANE, p. 161, 28 ss., éd. De Boor; LEBEAU, *Hist. du Bas-Empire*, t. VII, p. 433.

(2) *De Aedif.*, III, 4, p. 253.



CLASSE DES BEAUX-ARTS.

Séance du 8 juin 1905.

M. F.-A. GEVAERT, directeur, président de l'Académie.

M. le chevalier EDM. MARCHAL, secrétaire perpétuel.

Sont présents : MM. Max. Rooses, *vice-directeur* ; Éd. Fétis, G. De Groot, H. Hymans, le comte Jacques de Lalaing, J. Robie, Ch. Tardieu, J. Winders, Ém. Janlet, H. Maquet, Ém. Mathieu, Eug. Smits, Edg. Tinel, Louis Lenain, Xav. Mellery, Léon Frédéric, *membres* ; Flor. van Duyse, *correspondant*.

M. J. Brunfaut, correspondant, s'excuse de ne pouvoir assister à la séance.

CORRESPONDANCE.

M. le Ministre de l'Agriculture transmet, avec demande d'avis, une poésie symphonique intitulée : *Trenmor*, soumise par M. Biarent, premier prix du grand concours de composition musicale de 1904, conformément à l'article 26 du règlement exigeant l'envoi, avant le 1^{er} mai de la troisième année de pension, d'une composition musicale.

Ce travail est renvoyé à l'appréciation de MM. Mathieu, Tinel et Blockx.

(567)

Toutefois, sur le désir du même Ministre, M. Biarent sera remis en possession de sa partition pour une durée de trois mois en vue d'une audition publique qui a été promise à l'auteur.

RÉSULTAT DU CONCOURS ANNUEL DE LA CLASSE POUR 1905.

PARTIE LITTÉRAIRE.

La Classe avait proposé le sujet suivant comme cinquième question :

Faire l'histoire au point de vue artistique de la sigillographie dans l'ancien comté de Flandre et l'ancien duché de Brabant.

Un mémoire a été reçu. Le billet cacheté porte comme devise : **SECRETVM MEVM.**

Commissaires : MM. le baron J. de Chestret de Haneffe, Pirenne et Hymans.

RAPPORTS.

MM. Lenain, Ch. Tardieu et H. Hymans donnent lecture de leurs appréciations du sixième rapport de M. Victor Dieu, lauréat du grand concours de gravure de 1901. — Ces appréciations seront communiquées à M. le Ministre de l'Agriculture.

COMITÉ SECRET.

La Classe se constitue en comité secret pour arrêter définitivement la liste des candidatures pour les places vacantes.

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

Bang (W.) et Greg (W.). Ben Jonson's Every Man in his Humor, reprinted from the quarto 1601. Louvain, 1905; in-8° (88 p.).

Koeppel (E.). Studien über Shakespeare's Wirkung auf Zeitgenössische Dramatiker. Louvain, 1905; in-8° (95 p.).

Wagner (Félix). La Saga de Fridthjof le Fort, traduite de l'ancien islandais, précédée d'une étude sur la Saga de Fridthjof et accompagnée d'un commentaire et d'une notice sur les *rimur*. Louvain, 1904; in-8° (138 p.).

Leuze (Joseph de). Formules de procédure en matière de réparation des dommages résultant des accidents du travail. Bruxelles, 1905; in-8° (36 p.).

De Jonge (Ed.). Les clauses métriques dans saint Cyprien. Louvain-Paris, 1905; in-8° (153 p.).

Maingie (Louis). De l'assurance dans les caisses communes. A propos d'un projet de caisse commune des mines du bassin de Liège. Bruxelles, 1905; in-8° (39 p.).

Lepreux (O.). De la réparation des accidents du travail. Critique d'un projet de caisse commune des industries du bassin de Liège (2° opuscule). Bruxelles, 1905; in-8° (30 p.).

LOUVAIN. *Université catholique.* Annuaire, 1905.

BRUXELLES. *Institut de sociologie.* Actualités sociales :

N° 5. Entraînement et fatigue au point de vue militaire; par J. Ioteyko, avec une préface de Ch. Richet. 1905; in-16 (xxvii-100 p.).

N° 6. L'augmentation du rendement de la machine humaine; par le docteur Louis Querton. 1905; in-16 (xii-216 p.).

N° 7. Assurance et assistance mutuelles au point de vue médical; par le docteur Louis Querton. 1905; in-16 (vii-145 p.).

N° 8. Les sociétés anonymes. Abus et remèdes; par T. Théate. 1905; in-16 (xix-225 p.).

BRESLAU. *Verein für Geschichte*. Zeitschrift, 39. Band, 1905.

— Register zu Band XXVI-XXXV. 1904.

— Acta publica, Band VII. 1905; in-4°.

ULM. *Verein für Kunst und Altertum*. Mitteilungen. Heft 11 und 12. 1904-1905; in 4°.

FRANCE.

Pascaud (H.). Congrès pénitentiaire international de Budapest, 1905. Travaux préparatoires. Rapport sur la question : Le recel doit-il être considéré comme un délit spécial ou comme un acte de complicité? In-8° (5 p.).

— D'après quels principes, dans quel cas et sur quelles bases y aurait-il lieu d'allouer des indemnités aux détenus ou à leurs familles en conséquence d'accidents survenus dans le travail pénal? Budapest, 1905; in-8° (9 p.).

Parisot (Robert). Sigefroy, le premier des comtes de Luxembourg, était-il fils de Wigeric? Nancy, 1905; extr. in-8° (8 p.).

Lepesqueur (Parfait-Charles). La France et le Siam. Communication faite à la Société indo-chinoise de France, dans sa séance du 31 octobre 1897. Paris, 1897; in-8° (89 p.).

CAEN. *Académie des sciences, arts et lettres*. Mémoires et tables générales, 1904.

CAMBRAI. *Société d'émulation*. Mémoires, tome LVIII, 1903.

PARIS. *Musée Guimet*. Annales, t. XVI : Le culte et les fêtes d'Adonis Thaminouz dans l'Orient antique, 1904; tome XVII : Le Népal, étude historique d'un royaume Hindou, 1905.

Holland (*Thomas-Erskine*). The british Academy. Neutral duties in a maritime war, as illustrated by recent events. Londres, 1905; extr. in-8° (16 p.).

ABERDEEN. *University*. Studies, n° 10 : Avogadro and Dalton (Adrew N. Meldrum). 1904; in-8°.

— Studies, n° 11 : Records of the sheriff Court of Aberdeenshire (David Littlejohn), volume I, 1904; in-4°.

ROME. *Institut historique belge*. Inventaire analytique des « libri obligationum et solutionum » des archives vaticanes, au point de vue des anciens diocèses de Cambrai, Liège, Théroutanne et Tournai; par dom Ursmer Berlière. 1904; in-8° (xxvii-317 p.).

NAPLES. *R. Accademia di scienze morali e politiche*. Atti, volume XXXV, 1905.

BRESCIA. *Ateneo*. Commentari, 1904.

Fremery (*James de*). Cartularium der abdij Mariënweerd. La Haye, 1890; in-8° (ix-420 p.).

LEYDE. *Maatschappij der nederlandsche letterkunde*. Het negerhollands der deens Antillen (Hesseling). 1905; in-8°.

BERGEN. *Museum*. Aarbog, 1905.

HELSINGFORS. *Société d'archéologie*. Tidskrift, xxiii, 1905.

ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE

BULLETIN

DE LA

CLASSE DES LETTRES

ET DES

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

ET DE LA

CLASSE DES BEAUX-ARTS

1905. — N° 7

CLASSE DES LETTRES

ET DES

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

Séance du 3 juillet 1905.

M. G. MONCHAMP, directeur.

M. le chevalier EDM. MARCHAL, secrétaire perpétuel.

Sont présents : MM. Paul Thomas, *vice-directeur* ;
le baron Em. de Borchgrave, S. Bormans, T.-J. Lamy,
L. Vanderkindere, le comte Goblet d'Alviella, F. vander
Haeghen, A. Giron, Paul Fredericq, G. Kurth, Mesdach
de ter Kiele, H. Denis, le baron Éd. Descamps, E. Dis-

1905. — LETTRES, ETC.

59

cailles, Ch. Duvivier, V. Brants, P. de Paepe, Aug. Beer-naert, Ch. De Smedt, Jules Leclercq, Maurice Wilmotte, D. Mercier, H. Pirenne, *membres*; Ern. Gossart, A. Rolin, Maurice Vauthier, Fr. Cumont et J.-P. Waltzing, *correspondants*.

M. Waxweiler écrit pour motiver son absence.

CORRESPONDANCE.

MM. Franz von Liszt, Krumbacher et Suchier remer-cient pour leur diplôme d'associé.

— M. Hubert, professeur à l'Université de Liège, soumet à l'appréciation de la Classe un mémoire portant pour titre : *Les Pays-Bas Espagnols et la République des Provinces-Unies, 1648 à 1713*. — Commissaires: MM. le baron Descamps, Gossart et Paul Fredericq.

— Hommages d'ouvrages :

1° *La première phase de l'évolution constitutionnelle des communes flamandes*; par Léon Vanderkindere;

2° *Les devoirs des neutres dans la guerre maritime et les événements récents*, par Thomas Holland; traduit de l'anglais par Ernest Nys;

3° *Petit dictionnaire chinois-français*; par Dierickx;

4° *Rapports sur les recherches et les fouilles exécutées par la Société d'archéologie de Bruxelles en 1902 et 1903*; par le baron Alfred de Loë.

— Remerciements.

PROGRAMME DU CONCOURS POUR 1908
ET DES PRIX PERPÉTUELS.

La Classe s'occupe des sujets pour son programme du concours pour 1908, ainsi que pour les prix de Stassart, Gantrelle, etc. Ce programme sera arrêté dans la prochaine séance.

COMMUNICATION ET LECTURE.

UNE PAGE DE SÉMITISME DIPLOMATIQUE ET COMMERCIAL. —

Incidents de la vie d'Amsterdam au XVII^e siècle, d'après des pièces inédites; par V. Brants, membre de l'Académie.

Chacun sait qu'à la suite des guerres civiles et de la clôture de l'Escaut, Anvers fut, à la fin du XVI^e siècle, supplantée par Amsterdam. Il y a donc pour nous un réel intérêt à connaître le régime commercial de la place hollandaise.

Le traité de Munster du 30 janvier 1648 avait rétabli la paix entre l'Espagne et les Provinces-Unies, mais les relations entre le jeune État et l'ancienne monarchie furent longtemps délicates et difficiles. Il fallut tout aussitôt veiller à l'exécution du traité, à le compléter et à maintenir la paix (1); l'idée des hommes d'État espa-

(1) WADDINGTON, *La République des Provinces-Unies, la France et les Pays-Bas espagnols de 1630 à 1650*. Paris, 1897. — H. LONCHAY, *La rivalité de la France et de l'Espagne aux Pays-Bas (1635-1700)*. Bruxelles, MÉM. DE L'ACAD. ROY. DE BELGIQUE, in-8°, t. LIV.

La politique du maintien de la paix est résolue, systématique de la part de l'Espagne, à ce moment, et elle n'est pas facile; la lutte

gnols allait plus loin : il s'agissait de détacher les provinces de la France pour éviter là un danger grandissant pour les Pays-Bas fidèles à la couronne. L'Espagne prit l'initiative de l'établissement d'une ambassade à La Haye, dont le premier titulaire fut un magistrat, Antoine Brun, puis vint un officier, don Estevan de Gamarra y Contreras. Le premier eut d'abord la période la plus malaisée, celle du stadhoudérat de Guillaume II, mais même après la mort de celui-ci, malgré les tendances pacifiques des marchands hollandais peu friands de guerre, la diplomatie habile et rusée du grand pensionnaire Jean de Witt leur donna bien des soucis. Les deux ambassadeurs espagnols travaillaient donc à maintenir la paix et s'efforçaient à lutter contre l'influence hostile de la France : telle était alors la politique de Philippe IV; la diplomatie de La Haye se joua des deux monarchies et le sort des ambassadeurs ne fut point enviable. Ce qui suit n'est qu'un incident de ces soucis diplomatiques; il est caractéristique (1).

contre l'influence hostile de la France en était le complément nécessaire. — Cette volonté de l'Espagne se révèle dans la correspondance des ambassadeurs de Philippe IV avec le Roi; elle est aux Archives royales de Bruxelles (Secrétairerie d'État et de guerre. Partie espagnole. Correspondance des ambassadeurs espagnols à La Haye). L. MULLER en a extrait une étude : *Spanje en de partyen in Nederland in 1650, uit de Correspondentie van Antoine Bruy*. (BIJDRAGEN VOOR VADERLANDSCHE GESCHIEDENIS, 1872.)

(1) Les principaux éléments inédits de cette étude sont puisés aux fonds de la Secrétairerie d'État et de guerre, aux Archives du royaume de Belgique, savoir :

Secrétairerie d'État et de guerre, cartons 2468 et suiv. : Correspondance de Richard, consul à Amsterdam, avec l'ambassadeur espagnol à La Haye.

Secrétairerie d'État et de guerre (espagnole), annexe, registres nos 2304 et suiv. : Correspondance de l'ambassadeur à La Haye avec le roi d'Espagne.

Nous cueillerons seulement quelques traits qui jetteront un jour curieux sur la vie commerciale de la grande ville du Nord dont les traités, en sanctionnant la clôture de l'Escaut, assuraient la victoire sur notre port d'Anvers.

C'était, au milieu du XVII^e siècle, une ville de riche négoce en pays très commerçant qu'Amsterdam, aux Pays-Bas, sous le gouvernement de Messieurs les États-Généraux. Les marchands y avaient la haute main. Les juifs y étaient nombreux, puissants dans les affaires et ailleurs (1). Ils cherchaient leur profit de vingt façons et notamment aux dépens des chrétiens, sujets de S. M. le Roi d'Espagne. La situation des juifs des Pays-Bas, leurs relations avec l'Espagne et le Portugal, les compromissions clandestines que nous allons rencontrer ne peuvent étonner l'historien. On sait combien nombreuse était la population juive de la Péninsule ibérique, quelle position influente juifs et judaïsants y occupaient. Pour échapper aux lois portées contre eux, beaucoup avaient simulé la conversion, mais restaient attachés à leur état antérieur et à leur nation; on les appelait les *Marranos*, ils s'étaient habilement faufilés partout; dans les familles et les emplois; ils avaient grandi dans le commerce et les affaires. Quand on les poursuivait, il y en eut qui émigrèrent notamment aux Pays-Bas, à Anvers, à Amsterdam, etc. Dès le début du XVI^e siècle, on signale leur

(1) Sur ces divers aperçus de l'histoire des Juifs à cette époque et leur influence, CLAUDIO JANNET a réuni quelques preuves dans *Le capital, la spéculation et la finance au XIX^e siècle*, chapitre XI : « La finance aux XVII^e et XVIII^e siècles », et dans *Les grandes époques de l'histoire économique*, p. 283. — EHRENBERG, *Das Zeitalter der Fugger*. Iéna, 1896, etc.

allure sympathique pour le luthéranisme à ses débuts (1). Cette situation persista, et l'on en trouve d'autres témoignages (2). Ils étaient restés en rapports au moins clandestins avec leurs compatriotes de la Péninsule, et il n'est pas surprenant qu'ils y trouvent des appuis, qu'ils cherchent à se dissimuler, mais qu'ils rencontrent aussi des complaisances jusque parmi certains fonctionnaires de la couronne et du fisc. Émigrés d'Espagne et de Portugal, ils avaient trouvé, surtout à Amsterdam, une situation et un marché où ils exerçaient en pleine liberté leurs opérations et restaient en relation avec les judaïsants de la Péninsule ibérique. Aussi avaient-ils des sentiments très vifs contre l'Espagne (3). Graetz, l'historien des juifs, fait de la situation de sa nation à Amsterdam une description enthousiaste. « Amsterdam, écrit-il, la Venise du Nord, fut au début du XVII^e siècle un nouveau centre pour les juifs; ils l'appelaient avec raison

(1) Un historien protestant signale cette influence. PAUL HALKOFF, *Die Anfänge der Gegenreformation in den Niederlanden*, 1. Teil. Halle, 1903, pp. 46 et suiv.

(2) Voir une curieuse lettre de Mancidor (au moins de son écriture), en date du 1^{er} décembre 1614, au roi d'Espagne, au sujet de deux judaïsants portugais résidant en Hollande: « Que todos los portugueses que residen alla son faltos deñra santafe catholica y que exercen su seta Judayca per cuya causa sehan retirado ally para poder vivir con mas libertad y que son muy poco affectos al servicio de Vm^d no deseando el bien y aumento del sino todo lo contrario...; il ne faut donc pas donner foi à leurs avis... » Archives de l'État à Bruxelles. Secrétairerie d'État et de guerre, reg. 177.

(3) Sur juifs et judaïsants et leur danger pour l'Espagne, détails dans HÉFELÉ, *Le cardinal Ximenes*, éd. fr. Paris, 1856, pp. 212 et suiv., etc. (Les juifs furent bannis d'Espagne par un décret de 1492, *Ibid.*, p. 224.)

leur nouvelle grande Jérusalem. Cette ville devint, avec le temps, une arche solide dans le nouveau déluge. » Bannis d'Espagne et de Portugal, ils y affluent, s'y développent, bâtissent maisons et palais, y font, avec des capitaux considérables, le commerce en grand style, participent aux Compagnies des Indes, dirigent des banques et paient un impôt volontaire à la synagogue; leurs richesses leur donnèrent une place considérable dans la métropole commerciale batave, comme aussi ils entrèrent dans les autres situations sociales (1).

Les incidents que nous allons narrer ne peuvent donc surprendre et montreront par le fait l'influence qu'exerçaient les juifs et la façon dont ils la mettaient en œuvre.

Or, il était à la même époque un consul d'Espagne à ladite Amsterdam qui soignait avec grand zèle les intérêts du roi son maître. Les relations officielles de la République des Provinces-Unies avec l'Espagne avaient suivi de près le traité de Munster de 1648. L'acte d'admission dudit consul à Amsterdam est du 7 juin 1753. Son nom, car c'est lui qui nous fournit les éléments de notre récit, est Jacques Richard. Originaire de la Franche-Comté, il ne se plait pas au nord, « où l'air et les peuples sont rudes... » Sa santé a toujours souffert à Amsterdam, l'air ne lui vaut rien, il a toujours été malade; après cinq années, il refuse le poste de Middelbourg, plus rude encore, en pleine Zélande, et il préférerait rentrer dans

(1) Dr H. GRAETZ, *Geschichte der Juden*, t. X : *Von der dauernden Ansiedelung der Marranen in Holland (1618) bis zum Beginne der Mendelsohnischen Zeit (1760)*, chap. 1 : *Das Holländische Jerusalem*.

son pays, par exemple « comme surnuméraire de maître en la Chambre des comptes à Dôle », fût-ce provisoirement avec la moitié de sa solde de consul, soit 900 florins (1). Il est, nous le disions, très dévoué aux intérêts de l'Espagne et les défend avec un zèle qui lui attire l'hostilité manifeste des marchands de la place, principalement des juifs, dont il dénonce les fraudes sans se lasser. Sa correspondance, qui nous est conservée, avec l'ambassadeur d'Espagne à La Haye est curieuse; elle relate des faits suggestifs sur la physionomie du temps. Entre le consul et les ambassadeurs, d'abord Antoine Brun (2), puis don Estevan de Gamarra (3), la correspondance est régulière. Elle fourmille de détails, où

(1) Les 150 florins par mois du consul étaient souvent en retard, comme les autres! Lettre de Brun au roi. Corr. amb. La Haye, 30 août 1654.

(2) Les traités le qualifient « Messire Anthoine Brun, chevalier, conseiller de S. M. en son Conseil d'Estat et suprême pour les affaires des Pays Bas et de Bourgogne près de sa Personne, son Plénipotentiaire aux Traités de la Paix Générale (de Munster) et son Ambassadeur ordinaire près desdits Seigneurs Estats Généraux ». — WICQUEFORT, *Histoire des Provinces-Unies*, La Haye, 1649, livre III, p. 171 : « Il avait été procureur général au Parlement de Dôle, d'où il avait été tiré pour être employé à la négociation de Munster, en qualité d'ambassadeur plénipotentiaire du roi. Il y joua un rôle actif et fut nommé ensuite ambassadeur ordinaire auprès des États des Provinces-Unies. » Il y arriva en 1649. Il était partisan de la paix et tâchait de la maintenir. Ses états de service et son rôle dans les négociations et après sont indiqués par WADDINGTON, *ouvr. cité*, t. II, p. 172, et *passim*, 282 et suiv.; et MULLER, *ouvr. cité*, dit : « Ses correspondances ont un grand intérêt. Beaucoup sont aux Archives de Bruxelles. »

(3) Don Estevan de Gamarra était qualifié de « membre du Conseil de guerre, mestre de camp general, chastelain du château de Gand », etc. La plus grande partie de notre récit se passe sous son administration.

dominent les incidents de la vie consulaire, mais où apparaissent bon nombre de récits sur des faits ou des impressions politiques, ou des menus détails même de vie privée, comme les provisions ou marchandises diverses qu'il procure au ménage de Son Excellence. Nous allons cueillir de ces récits l'histoire des difficultés qu'il eut avec les marchands juifs, dans les liasses de lettres que possède notre dépôt central des Archives du royaume à Bruxelles.

Les juifs sont nombreux et puissants en Amsterdam, c'est ce qui résulte encore des lettres de Richard; ils font des affaires, le plus qu'ils peuvent; trafiquent en contrebande aux dépens du roi d'Espagne et ont plus d'un tour dans leur sac. Tout cela n'a rien de surprenant. Mais notre consul nous donne quelques détails, et les juifs qui cherchent à dépister ses observations ne le portent pas dans leur cœur.

Depuis 1648, les relations commerciales avaient repris entre l'Espagne et les Provinces-Unies; celles-ci y tenaient, le commerce étant leur grande ressource; et les traités, tout en interdisant la contrebande avec les ennemis de l'Espagne, prenaient, pour l'éviter, des précautions insuffisantes.

Le traité de commerce et de navigation du 4 février 1648 est le complément du traité de paix de Munster du 30 janvier entre l'Espagne et les Provinces-Unies. Il rétablit les relations de commerce et sécurités réciproques, mais interdit de transporter de la contrebande de guerre aux ennemis du Roi. Pour cela, les navires devront seulement être munis d'un passeport contenant spécification de la charge de leurs navires, attestée et marquée du seing ordinaire et connu des officiers du

quartier d'où ils sont partis; il en est ainsi soit dans les ports, soit même pour la cargaison en mer. Ces passeports dispensent de la visite. Le traité du 4 février 1648 fut l'objet d'un second traité interprétatif du 17 décembre 1650 (1). Ce traité fut négocié par Antoine Brun lui-même. Il était donc à même d'en connaître la portée et les lacunes. Ces lacunes étaient graves; en réalité, comme le remarque un historien moderne (2), l'Espagne abandonne même, avec le droit de visite, tout moyen efficace d'empêcher la contrebande, et il ne faut pas être surpris des incidents que nous allons narrer. Il est vrai qu'un article du traité permet de prendre toute mesure éventuelle contre les inconvénients du commerce; nous verrons ce qu'il en advint.

Les marchands hollandais, les juifs en particulier, ne se faisaient pas faute de chercher profit dans le commerce avec l'Espagne et ses colonies. Ce dernier leur était fermé par le traité (3). Les articles 5 et 6 de la paix de Munster stipulent la réserve exclusive des colonies. Mais ils prenaient aussi des détours dont nous reparlerons. En Espagne même, les juifs cachés étaient nombreux ainsi qu'en Portugal; le bourgmestre d'Amsterdam, Spiegel, dit « en raillant ces paroles, qu'on savait bien qu'en Portugal la moitié est juif, et en Espagne le

(1) Le texte du traité de paix, du traité de commerce et de navigation de 1648 et du traité interprétatif de 1650 se trouvent dans WICQUEFORT, *Histoire des Provinces-Unies*, La Haye, 1749, t. I, aux *Preuves*; et dans le *Corps diplomatique* de DUMONT, t. XI.

(2) A. WADDINGTON, *ouvr. cité*, t. II, p. 242.

(3) Par la théorie du privilège des colonies. Nous avons exposé ailleurs ces entreprises : *Le premier établissement des Hollandais aux Indes Orientales*, dans la *REVUE CATHOLIQUE* de Louvain, 1884.

tiers » ! Ils revenaient parfois en Hollande quand ils étaient enrichis. Mais le commerce, tels qu'ils le pratiquaient en Espagne et aux colonies, ne manquait pas de dangers et ils recouraient à des trucs divers.

D'abord, ils craignaient la police espagnole, et pour éviter des poursuites, ils changeaient de noms, pratique constante pour dissimuler leur nationalité, non seulement en Espagne, mais même au Nord (1). Tel est le cas, que nous signale notre consul, du « président de la Synagogue qui se soussigne Cortez au lieu de Corticos qui est son propre nom, selon que j'en ay esté assuré par plusieurs de sa nation, et en ce changement de nom il y a du mystère, comme il est de coutume à ceux de sa nation qui en prennent tant qu'il leur plait soit pour tromper ou pour ne pas porter préjudice à leurs parents du même nom qui sont en Espagne... » Aussi le consul cherche à découvrir ces noms, et la liste de leurs correspondants en Espagne, au besoin pour s'assurer des garanties contre eux. Cette découverte est malaisée, et il lui fallut plusieurs mois pour la procurer à l'ambassadeur.

Mais les juifs pratiquaient beaucoup la contrebande en Espagne, et c'est un point que le consul cherche à punir et à réprimer; cette contrebande consistait notamment à trafiquer, même en Espagne, de produits des colonies espagnoles ou d'y importer des marchandises anglaises et françaises à l'époque où celles-ci étaient interdites ou grevées de droits spéciaux dans les ports d'Espagne. Les

(1) *Nil novi sub sole !* Les usuriers recourent encore à ce procédé aujourd'hui; voir en Angleterre les témoignages de l'enquête *on money lenders*, 1898.

procédés ne sont pas bien variés ni bien honnêtes. Pour pouvoir faire entrer des produits en Espagne, on exigeait un certificat d'origine, les produits des Pays-Bas pouvant ainsi y être introduits; à l'époque du traité de commerce, lors de la paix, il n'y avait pas encore de consul, et ces certificats furent rédigés et continuaient de l'être par les notaires locaux. C'était une garantie insuffisante, et Richard fera de grands efforts, peu fructueux, pour se faire attribuer le droit de délivrer ces certificats (1); bien que soutenu par l'ambassadeur, l'affaire n'alla pas toute seule, et cependant les certificats notariés, à l'en croire, faisaient l'objet de réels abus. Les notaires et les marchands lui en veulent, et il semble que ceux-ci ont des intelligences en Espagne, car on n'y favorise pas du tout les réclamations du consul.

En réalité, l'usage s'était introduit de fournir des certificats de provenance des marchandises, tandis que les traités ne parlaient *in terminis* que de leur nature, et de la provenance des navires. Il y avait donc là une interprétation élargie qu'on est surpris de voir admettre par les marchands, et il faut croire qu'elle les gênait peu, car le traité de 1650, tout en ne l'exigeant pas, ne contient trace d'aucune réclamation, et de fait le système persista. L'explication s'en trouve peut-être d'une part dans le désir d'éviter en tous cas toute visite des navires, grâce à ces pièces, et, d'autre part, à la manière dont se pratiquaient lesdits certificats par les notaires de la

(1) Il le présente comme une garantie pour le roi, alléguant d'ailleurs que telle est la règle du traité de commerce passé avec le Danemark.

place, manière que les tracas et les démarches de Bernard vont nous faire connaître. Le certificat de provenance des produits est, en effet, plus gênant que celui des navires; il constitue une garantie qui pourrait être très sérieuse pour l'Espagne; les Hollandais ne prétendent pas s'y soumettre à partir du jour où cela leur devient préjudiciable; suivant le récit de Bernard, les certificats ou passeports de provenance des marchandises, tels qu'on les pratiquait, étaient en réalité illusoires (1).

Les trucs qu'il nous narre méritent d'être signalés. Il s'agit de fausser les déclarations faites dans les certificats notariés. « Lorsqu'ils font le plus de serments et qu'ils donnent même des témoins, écrit-il, ... c'est alors qu'il y a le plus de fausseté... Ils trouvent de faux témoins tant qu'ils en veulent. » Voici un exemple comique auquel, par hasard, le consul assistait. Il s'agit de tabac du Brésil : on le déclare comme tel; le notaire fait observer que c'est contrebande et que la marchandise sera arrêtée en Espagne, que pour être sauf, il faut déclarer que c'est du tabac acheté en Zélande et pris sur les Portugais. Aussitôt le même témoin certifia la nouvelle provenance et signa. « Ils nommèrent, écrit Richard, encore un autre témoin, et s'ils en eussent eu besoin d'une demy douzaine, ils ne fussent pas demeurés courts pour cela; enfin c'était une comédie qui me fit bien rire, d'autant qu'ils ne me

(1) Bien que la formule impliquât une affirmation assermentée; cette formule se trouve annexée à une lettre du 26 décembre 1655. — Sur l'interprétation élargie, la controverse est expliquée par la lettre du 24 décembre; Bernard constate que le passeport actuel a été pratiqué depuis 1648 et que, partant, le traité de 1650 l'a ratifié tacitement.

cognoissaient pas et comme à un marchand, me demandaient conseil pour eschapper à ce mauvais pas (1) ! »

Pendant quelque temps, on avait arrêté des marchandises expédiées en Espagne sans certificat consulaire. Mais cela ne dura guère, et il s'en plaint amèrement ; il en écrit à l'ambassadeur. Les juifs s'en vantent : « Il faut qu'ils aient quelque appui en Espagne. » Ils disent « qu'ils savent bien le moyen de faire relascher » les marchandises !

On démarque aussi les marchandises anglaises, pour les faire entrer en Espagne, où elles sont alors interdites. Des Français aussi s'entendent avec ceux des Pays-Bas, prennent des lettres de mer, déclarant que le navire appartient aux gens d'ici, vont prendre des chargements à Saint-Malo, et on fraude ainsi les droits de 20 % sur les produits français (2).

Des Espagnols même se mettent sur les navires hollandais qui vont aux Indes, Rio de la Plata, Caracas, etc. ; notre consul estime qu'il faudrait châtier ces Espagnols peu recommandables.

Malgré un mémoire adressé au roi, celui-ci ne prend pas de mesures de rigueur, peut-être par raison politique,

(1) Pour couvrir le produit de la contrebande des Indes, ils figurent que leurs navires sont de course, et ont pris la charge sur les Portugais. Le procédé se répète.

(2) Le traité de paix avait formellement stipulé qu'on ne pourrait imposer une surcharge de droits aux Hollandais, notamment celle des 20 % qui avait existé pendant la guerre. Et le traité de 1630 stipule que leur droit de faire le commerce avec la France, notamment, ne sera pas entravé, sauf la contrebande de guerre. On voit comme tout cela facilitait les combinaisons.

car on invoque contre le certificat consulaire le texte des traités et les agents de la côte sont très tolérants. Le consul veut leur écrire, leur « apprendre les tours de passe-passe » ; s'ils ne font rien, il aura fait son devoir, mieux que les *corregidores* et *veederes* d'Espagne.

Il assure que le roi est « le monarque le plus trompé dans le commerce, qui soit ny qui ayt jamais esté », et que « tant plus Elle (Sa Majesté) aura de bénignité et de tolérance..., tant plus s'augmenteront les désordres ».

Le mémoire adressé au roi (1) et qui lui est officiellement transmis est conçu en termes énergiques, mais sans les réflexions vives et pittoresques de la correspondance.

Il déduit le fait des fraudes et démontre comment le gouvernement du roi est en droit d'y mettre un terme, en vertu même de l'article du traité qui permet de prendre toutes mesures nécessaires contre la fraude. Que le roi en ait pris connaissance, nous le voyons par une lettre qu'il écrit lui-même pour dire de prendre les mesures nécessaires afin d'obvier au mal qui s'y révèle, notamment quant à la contrebande des marchandises de France. Cette note, la correspondance le prouve (2), ne fut ni la première ni la dernière, et il paraît toujours que le roi n'y fût certes pas insensible, mais ce qui semble devoir arrêter l'efficacité et même la suite de cette disposition, c'est le désir politique prédominant de maintenir

(1) Correspondance des ambassadeurs à La Haye avec le roi. Secrétairerie d'État (Esp., reg. n° 2303, f° 14). Lettre du roi, *ibid.*, f° 12.

(2) Même fonds, *passim*, reg. 2304 et 2305.

la paix, voire d'établir l'entente avec les Provinces-Unies ; ménager leur commerce, fût-ce au prix de certains sacrifices, ne devait-il pas être un des moyens indispensables pour se concilier les États de Hollande ?

On comprend que les marchands hollandais ne tenaient pas à des certificats rédigés par les consuls d'Espagne, surtout de la trempe de Bernard ; aussi réclament-ils contre cette proposition ; on se plaint même des certificats existants disant que cette exigence est dure et n'est pas dans les traités. Mais Bernard tient bon ; il répond qu'on s'entend trop bien pour introduire en Espagne et y trafiquer des marchandises interdites par les traités comme celles des colonies espagnoles mêmes, ou des produits français, anglais, etc. ; il constate que les certificats existaient dès 1648 et que par conséquent ils sont ratifiés implicitement par le traité de navigation de 1650, qui n'y a pas dérogé ; enfin il argumente de l'article XVII de ce traité qui permet de prendre des mesures pour remédier aux fraudes et aux inconvénients du commerce (1). Bernard, on le voit, prend vigoureusement à cœur les intérêts de son souverain, mais encore un coup, le roi ne voudra ou n'osera pas lui donner satisfaction. L'histoire de ses efforts n'en est pas moins intéressante, et il s'ingénie à dérouter les combinaisons.

(1) « ... avec reserve toutefois qu'en cas qu'à la suite du temps on descouvre quelques fraudes ou inconvenients au fait dudit commerce et navigation, ausquels n'aura été suffisamment pourveu et remedié, d'y pouvoir apporter telles autres precautions qu'on estimera convenir d'un côté ou de l'autre, demeurant cependant le present Traitté en sa force et vigueur » (art. XVII du traité de 1650). Cf. lettre du 24 décembre 1655.

La découverte de tous ces « tours », « ces contrebandes » n'est pas facile, et pour y parvenir, le consul recourt à des hommes divers, à même de le renseigner. Probablement n'a-t-il pas grand choix.

Nous voyons qu'il emploie un clerc de notaire, appelé Emmanuel Laville, qui est assez international ; son père est Italien, sa mère est sœur d'un Portugais établi à Paris, Gaspar Fernandez de Leon ; il est premier clerc d'un notaire important d'Amsterdam qui connaît bien les juifs par tous leurs divers noms et il peut procurer la liste de leurs correspondants en Espagne, ce qu'il fait d'ailleurs ; il aide beaucoup le consul pour la découverte des fraudes, et Richard aura soin de le recommander à l'ambassadeur pour « quelque avantage » et plus tard pour tâcher de lui faire obtenir un notariat.

Mais il n'est pas toujours aussi heureux dans son choix et il prend parfois des juifs pour découvrir les tromperies de leurs confrères. Parmi eux, il en est un, sujet espagnol, peu sympathique d'ailleurs malgré ses misères, qui donna bien du fil à retordre au consul et même à l'ambassadeur qui crurent devoir le couvrir, si bien que ce dernier le réclama, en vain du reste, comme son domestique.

Ce personnage, nommé Iedellian, est vigoureusement poursuivi par les juifs, qui croient qu'il leur peut faire beaucoup de mal et veulent le mettre hors du chemin ; ils l'accusent de faire au ministre d'Espagne des propositions contre eux, comme de faire maltraiter leurs correspondants en Espagne, d'empêcher ou du moins de troubler le commerce des laines, etc.

L'écrit par lequel ils l'accusent est signé du président

et des principaux de la synagogue, et le procès qu'ils entament contre lui devant l'écoutète est un des incidents les plus curieux de la correspondance de Richard. L'arrestation de Iedellian met le consul fort en émoi, et il en écrit coup sur coup au ministre, qui d'ailleurs, nous l'avons dit, cherche à sauver l'homme.

Pour obtenir sa mise en liberté, le consul suggère de prendre en otage quelques juifs de Bruxelles ou d'Anvers; mais le prisonnier l'en a dissuadé, disant que la mesure serait inefficace, « qu'il n'y a que de la canaille auxdites villes, et que ceux de la synagogue ne feraient pas un pas pour la délivrer du gibet » !

Alors le consul et le ministre vont défendre au procès et, par la voie des influences, tâcher de sauver ledit Iedellian.

Les mémoires des accusateurs sont dressés et les plaidoiries se font; le tout avec une grande âpreté. « L'avocat de Mons. l'Écoutète, écrit le consul, qui est aussi celui des principaux juifs, fit un discours de plus de deux heures, pendant lesquelles il dit la rage contre ce pauvre diable. Il parla des laines, des fraudes dans l'extraction de la plata, et s'arresta longtemps à parler et à donner des exemples de l'affection que ledit Iedellian a tesmoigné pour le Roy notre Maistre, enfin il fit du pis qu'il peut, et conclut qu'il devra demeurer prisonnier toute sa vie ou donner caution *de non indemnando* pour assurance des Juifs... »

L'affaire d'ailleurs ne se borne pas à ces accusations, qui peuvent malaisément faire condamner à la prison à perpétuité; on y joint des accusations de droit commun. Dans leur désir de se débarrasser du « pauvre diable » qui, peut-être bien, n'était pas un modèle et que le

magistrat traitait en vagabond, les juifs multipliaient inconsidérément et ouvertement les démarches. « Ils ont fait prendre des papiers chez sa femme, dit le consul, les ont traduits à leur mode et ont fait attester la traduction par quelqu'un qui ne sait pas un mot de français ni d'espagnol, qui est la langue du procès. » Si enragé qu'on soit, ceci est-il croyable? Toujours est-il que les juifs sont acharnés à sa poursuite, « trois happe-chairs ou sergents sont venus le prendre », il est condamné à douze ans. Il est difficile de déchiffrer ce que valait au fond le personnage, évidemment de très basse condition, mais la rage des juifs et leur parti pris, leur action sur le magistrat sont manifestes. L'homme est interné au *Rasphuys*, prison sévère, où les juifs payèrent son entretien, car lui-même « il n'a pas de quoy »!

Quoique intervenant ainsi, les juifs essaient, dit le consul, de retirer leur responsabilité, ce qui est malaisément conciliable avec le paiement de l'entretien du prisonnier. Ceci d'ailleurs contribuera peut-être à raccourcir sa peine, car ils se fatigueront de cette dépense.

Le consul, moins accessible évidemment, est aussi l'objet du mauvais gré des juifs; ils le traitent en défiance, y voient un ennemi, et ne sont pas disposés à se rendre à ses démarches.

Au bout de quelque temps, les efforts réitérés ont cependant quelque effet. Iedellian est transféré dans une prison moins incommode et ignominieuse, dite le *Ghise-ling*, puis un changement dans le personnel de la synagogue détend un peu les affaires; on négocie avec les principaux, ce qu'on appelle « los Parnassos de la synagogue », et l'on parvient à obtenir la promesse d'une libération, à condition que le libéré s'en aille aux Indes.

C'était pour consul et ministre une affaire d'amour-propre de ne pas laisser incarcérer cet homme qui, sans doute, les avait servis et qui était d'ailleurs né sujet du roi ; mais ce n'était pas la crème de la société. Il est content d'être libéré et « d'aller aux Indes et aux antipodes si l'on veut », sa femme « n'a pas icy bonne renommée » et il prétend la mener avec lui aux Indes ; le consul qui a fait des démarches, dont je ne donne ici qu'un court aperçu, est heureux d'en être quitte, et manifeste qu'il en a assez !

Ainsi finit l'histoire pittoresque d'Iedellian ; il ne fut pas le seul, et quelques mois plus tard, nous revoyons « un pauvre juif au *Rasphuys*, dans la même prison que l'autre, persécuté par les autres juifs », peut-être pour les mêmes motifs. Iedellian paraît bien peu intéressant, mais sans doute, il connaissait le fond de plus d'un sac, et c'est ce qui explique la poursuite acharnée à se débarrasser du danger qu'il présente.

La carrière du consul est remplie de ces incidents assez piquants qui notent sur le vif les relations commerciales de ces pays avec l'Espagne au lendemain de la paix de 1648, l'énorme puissance commerciale des juifs dans ces milieux, et leurs procédés de trafic ; bien d'autres incidents pourraient y être ajoutés, comme les entraves qu'ils apportent dans les réclamations du consul contre un pirate anglais qui avait pris les biens de sujets espagnols. Il n'est pas étonnant que le consul peste à chaque instant contre le crédit qu'ils possèdent et contre la puissance de leur argent, dont les marchands sont un peu co-intéressés et dont le magistrat subit la forte influence.

C'est aussi pour sauvegarder son influence contre eux qu'il voudrait avoir le droit de signer les certificats de

marchandises, ce qui le leur rendrait redoutable, même ils le « craindront comme le feu » parce qu'il serait maître de surveiller leur négoce. Naturellement, l'amirauté hollandaise, à qui la question est déléguée, « fait des cérémonies », les juifs ne sont pas seuls intéressés. « Il n'y a personne là, écrit le consul, qui ne se mesle de négoce et ne soit frère, parent ou compère de marchands qui négocient en Espagne. » Mais l'influence des marchands s'exerce au loin. Les fonctionnaires des douanes espagnoles vont jusqu'à communiquer les lettres de dénonciation du consul aux marchands des Pays-Bas ; il leur en devient encore plus odieux. « Je ne scay plus, dit-il, comment me comporter avec ces juges de contrebande, d'Espagne », et il se propose d'écrire dorénavant au secrétaire du conseil de guerre de Madrid.

Il n'est pas content au milieu de ces soucis. Il écrit sans cesse à l'ambassadeur, qui transmet les informations ou pièces principales au roi, sans qu'il paraisse qu'il veuille trop insister, sans doute encore pour motif politique. Quant à Richard, sa place ne lui paraît pas un idéal, nous l'avons dit ; mais il a bon caractère, il se fait un plaisir de rendre de menus services aux ambassadeurs en se chargeant pour eux de mille petites choses, de leur envoyer du vin, des tapis, des fruits et des primeurs, sans compter les menues nouvelles politiques qui se cueillent en Amsterdam. Ce sont les événements d'Angleterre, les faits et gestes de Cromwell qui reviennent souvent ; le *Protecteur d'Angleterre* trouve, on le sait, peu de sympathie aux Pays-Bas (1). Quant aux nouvelles du dehors, on est sur-

(1) On est sous le coup de l'*acte de navigation* de 1651, qui développa la marine marchande britannique et était spécialement dirigé contre celle des Pays-Bas.

pris de rencontrer à chaque instant des nouvelles de la guerre du Nord, alors dans son plein, mais qui ne semblait pas devoir tant intéresser la place.

Au surplus, la ville d'Amsterdam, ou du moins certains de ses magistrats veulent faire bonne figure à l'ambassadeur d'Espagne, et celui-ci les ménageait pour l'intérêt de sa politique, désirant la paix, voire l'alliance, voulant les détacher de la France (1). A Amsterdam, les magistrats lui font organiser, en 1657, une réception, pas aussi bien qu'ils le voudraient cependant, écrit le consul, pour ne pas avoir des ennuis, disent-ils, avec les autres provinces. Ces détails ont leur éloquence, ils montrent que la politique était là !

Les collègues d'amirauté chargés d'examiner la question des passeports consulaires n'étaient pas à l'abri de suspicions et de reproches, et les faits de notre récit ne doivent pas, encore une fois, paraître surprenants. Ces bureaux étaient investis de l'administration des douanes, ils étaient juges des prises et des infractions sur les navires de guerre et de la contrebande douanière. Il y

(1) Qu'il les ménageait à ce titre, on en peut trouver preuve en ce fait caractéristique qu'au moment même où toutes ces plaintes se faisaient jour, sans résultat, sur les pratiques des gens des Provinces, d'autre part, si l'un des leurs avait à se plaindre, on pressait chaleureusement ses intérêts. Le 17 décembre 1655, à ce moment, les États Généraux réclament prompt justice pour un marchand d'Amsterdam lésé par un sujet des Pays-Bas. Une lettre au président L'Hermite appuie en ces termes : « Avec toute la promptitude possible pour oster tous sujets de plaintes aux dits Seigneurs Estats Generaux et cultiver de plus en plus la bonne correspondance entre les deux États selon les désirs et volontés de Sa Majesté... ! »

Archives nationales, Bruxelles, Secrétairerie d'État, carton 2520.

avait contre eux de gros griefs. On leur reproche de favoriser les intérêts locaux de leur ville. On avait pris des mesures, en exigeant que seulement un petit nombre de membres fussent de la province même où ils siégeaient; ils prêtaient serment d'agir équitablement et sans acception de personne ou de quartier. Mais l'influence des magistrats locaux était trop forte; pendant un temps, on mit les douanes à ferme; cela ne dura pas (1651-1656); Amsterdam, notamment, protesta et on revint à l'ancien système, avec beaucoup d'abus. Il ne faut pas oublier la prédominance de la vie locale, de la vie de quartier aux Pays-Bas.

Et ces griefs ne sont pas les seuls (1).

Il y a dans ces incidents un curieux phénomène de l'esprit mercantile, avide au profit. L'intérêt commercial était considéré par la province de Hollande et surtout par la ville d'Amsterdam comme l'intérêt vital du pays; à ce point de vue, le parti bourgeois qui y régnait tenait à la paix même avec l'Espagne (2). Mais cela n'excluait pas les pratiques de tous genres, même celles que nous venons de décrire. Le secrétaire de l'amirauté me dit, écrit le consul (3), « que ceux de son collègue vont toujours examinant l'affaire des certifications, qu'il y a

(1) La corruption et la négligence sont des reproches faits aux collègues d'amirauté, dont on trouve l'indication dans OTTO PRINGSHEIM, *Beiträge zur wirtschaftlichen Entwicklungsgeschichte der Vereinigten Niederlande im 17. und 18. Jahrhundert*. Leipzig, 1890, p. 3. Il qualifie les amirautés de *Brutstätte von Korruption und Muster von schlechter Verwaltung*!

(2) BLOK, *Geschiedenis van het Nederlandsch Volk*, t. V, 1902, pp. 6 et suiv., 144 et suiv.

(3) 24 décembre 1653.

des commissaires députés pour s'en informer et qu'aussitôt qu'ils en auront fait rapport, ils rendront à Messieurs les Etats generaux l'avis qu'ils ont demandé sur ce sujet. Il n'y a pas un de ces Messieurs de l'Admirauté qui ne se mesle de négoce ou qui ne soit père, frère, parent ou compère des marchands qui negocient en Espagne, tellement que c'est proprement demander avis aux parties contraires du Roy et les faire comme arbitres d'une chose ou ils sont bien interessés et l'on est icy tellement en possession de frauder le Roy dans le negoce que l'on cherchera tout moyen pour ne la pas perdre. »

Les faits que nous avons indiqués prouvent d'autant plus les dispositions des marchands d'Amsterdam qu'Antoine Brun, ambassadeur à La Haye, est un partisan convaincu du maintien de la paix, qu'il a négociée, qu'il la considère comme tout à fait souhaitable. Il s'est employé toujours à la maintenir entre l'Espagne et les Pays-Bas, et avait réussi à se faire assez bien venir en Hollande (1). Son successeur suivit la même politique, qui était d'ailleurs celle de Madrid. Il faut donc que les griefs ne fussent pas imaginaires, car ni l'un ni l'autre ne se fût prêté à susciter des querelles. Il est vrai qu'elles n'eurent pas de suite (2). Mais il est incontestable, non

(1) WADDINGTON, *op. cit.*, t. II, p. 173.

(2) Les informations sont régulièrement envoyées au roi, il y a des pétitions de marchands contre l'invasion des produits français, et l'on remercie l'ambassadeur de son initiative, mais on ne voit pas ni que les faits cessent, ni qu'il y ait de mesure efficace, bien que le roi, le Gouvernement des Pays Bas et le Conseil des finances s'en occupent! Cf. Archives nationales, Bruxelles, État et guerre, carton n° 2520 : *Correspondance de Gamarra*, 1635.

seulement que les juifs étaient fort puissants à Amsterdam, mais, nous l'avons déjà dit, que la pratique des autorités commerciales et des marchands laissait beaucoup à désirer et méritait de sévères critiques. S'ils avaient de grandes qualités commerciales, si partout on s'émerveille de leur prodigieuse activité qui a créé leur puissante et rapide fortune, on leur reprochait leur manque d'égards pour les étrangers, la tendance à abuser de leur inexpérience, un entêtement qui faisait dire qu'il était plus aisé de convertir un juif que de convaincre un Hollandais de son tort (1). Ces traits expliquent encore les incidents de notre récit, comme le désir dominant de la paix finit sans doute par décider aussi le roi d'Espagne à fermer les yeux.

On ne doit pas nous reprocher de faire ici un tableau pessimiste des Provinces-Unies. Un auteur contemporain, dont certes on ne récusera pas le témoignage, l'a déclaré très haut, et on sait d'ailleurs combien la spéculation était développée (2). Amsterdam s'était élevée à un haut degré de puissance commerciale par son initiative et grâce à la décadence d'Anvers; mais les amis les plus fervents de cette expansion commerciale, les défenseurs du système de la paix et des affaires demandèrent la réforme de la justice commerciale. Tel est le cas de Pierre de la Court, le fabricant de Leiden, auteur du

(1) Cf. P.-J. BLOK, *ouvr. cité*, t. V, pp. 7, 132, etc.

(2) Sur la spéculation en Hollande à cette époque, outre les ouvrages cités plus haut, ANDRÉ-E. SAYOUS, *La spéculation dans les Pays-Bas au XVI^e siècle*. Paris, 1901. *La bourse d'Amsterdam au XVII^e siècle*. (REVUE DE PARIS, juin 1900, et MÉM. DE L'ACAD. DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES. Paris, février 1901.)

célèbre écrit sur l'*Interest van Holland*, tant discuté et auquel Jean de Witt, le grand pensionnaire, avait lui-même mis la main (1).

Nous n'avons voulu cueillir que quelques traits de ces lettres; leur série est longue; la correspondance du consul Richard et ses successeurs avec les ambassadeurs d'Espagne à La Haye et celle des ambassadeurs avec le roi sont volumineuses; elles pourraient être utilisées avec intérêt pour l'histoire du commerce et celle des mœurs, autant que pour celle de la politique; nous n'en avons donné ici que quelques notes caractéristiques. Elles ont leur intérêt pour l'histoire générale en prouvant, une fois de plus, que l'Espagne ne sut pas défendre son commerce, et surtout en jetant un jour curieux sur les mœurs commerciales du XVII^e siècle.

(1) Il constate que le commerce repose sur la bonne foi et que les lois facilitent le dol et qu'on ne fait presque rien pour le réprimer : « . . Is hier zoo weinig zorgs gedragen, om door contrarie goede ordre en wetten de eerlicke koopluiden, tegen de valsche bedriegers, naam van koopluiden dragende, te protegeeren en an het hare te helpen; dat men groote reden heeft om te vragen waarom niet alle boos-aardige menschen uit verre Landen naar Holland komen om onder den dekmantel van koopluiden, hier openbarelyk te leeren stelen en dezen weg, die men met zo excessif groot profyt veilig en straffeloos kan inslaan, in te gaan? » (Ed. 1662, p. 72.)



CLASSE DES BEAUX-ARTS.

Séance du 6 juillet 1905.

M. **MAX. ROOSES**, vice-directeur, occupe le fauteuil.

M. le chevalier **EDM. MARCHAL**, secrétaire perpétuel.

Sont présents : MM. Éd. Fétis, G. De Groot, H. Hymans, Th. Vinçotte, J. Robie, G. Huberti, Ch. Tardieu, le comte Jacques de Lalaing, J. Winders, Ém. Janlet, H. Maquet, Eug. Smits, Edg. Tinel, Louis Lenain, Xav. Mellery, E. Acker, *membres*; L. Solvay et J. Brunfaut, *correspondants*.

MM. F.-A. Gevaert, directeur de la Classe, Ém. Mathieu et Frederic, membres, s'excusent de ne pouvoir assister à la séance.

CORRESPONDANCE.

M. L.-Paul Dubois annonce la mort de son père, M. Paul Dubois, statuaire, directeur de l'École des beaux-arts de Paris, associé de la Classe depuis 1883, décédé à Paris le 25 mai dernier.

M. le Secrétaire perpétuel fait savoir qu'il s'est

empressé d'adresser à M. L.-Paul Dubois les condoléances de l'Académie.

— M. le Ministre de l'Agriculture demande que la Classe veuille bien lui désigner, conformément à l'article 5 de l'Organisation du grand concours de composition musicale, les trois membres de l'Académie qui doivent faire partie du jury chargé d'apprécier la capacité des concurrents et de juger le prochain grand concours.

— M. le Secrétaire perpétuel présente, au nom de M. Alphonse de Witté, membre d'honneur et fondateur de la Société hollando-belge des Amis de la médaille d'art et secrétaire de la Société royale de numismatique de Belgique, les deux ouvrages suivants :

1° *Exposition universelle et internationale de Liège, 1905. Notice de l'Administration des Monnaies ;*

2° *Monnaie de Bruxelles. Exposition universelle et internationale de Liège, 1905. — La médaille en Belgique au XIX^e siècle.*

— Des remerciements sont votés à M. de Witte.

RAPPORTS.

Il est donné lecture des appréciations :

1° De MM. Rooses et Hymans sur le troisième rapport de M. Frans Huygelen, premier prix du grand concours de sculpture en 1900 ;

2° De M. Lenain, sur les dessins et la gravure de M. Dieu, premier prix du grand concours de gravure de 1901, soumis à la Classe conformément au règlement.

— Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture.

ÉLECTIONS.

La Classe se constitue en comité secret pour s'occuper des élections aux places vacantes.

Ont été élus membres titulaires, sauf approbation royale :

Section de sculpture : M. Charles Van der Stappen, ancien directeur de l'Académie royale des beaux-arts de Bruxelles.

Section de gravure : M. Auguste Danse, déjà correspondant.

Section des sciences et des lettres dans leurs rapports avec les beaux-arts : M. Florimond van Duyse, également correspondant.

CORRESPONDANTS. *Section de sculpture* : M. Victor Rousseau, second prix du grand concours de sculpture de 1894 et boursier de la Fondation Godecharle en 1890.

Associés. *Section de peinture* : M. von Gebhardt, professeur à l'Académie des beaux-arts de Dusseldorf.

Section de sculpture : MM. Augustin Saint-Gaudens, de l'Institut de France, à New-York, et Laurent-Honoré Marqueste, également de l'Institut, domicilié à Paris.

— La Classe fait choix ensuite des trois noms demandés par le Gouvernement pour constituer la Section permanente du jury pour le prochain concours de composition musicale.

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

Vanderkindere (L.). La première phase de l'évolution constitutionnelle des communes flamandes. Nancy, 1903; extr. in-8° (49 p.).

Holland (Thomas Erskine). Les devoirs des neutres dans la guerre maritime et les événements récents. Traduit de l'anglais par Ernest Nys. Bruxelles, 1903; in-8° (24 p.).

Dierickx. Petit dictionnaire chinois-français. Bruxelles, 1903; in-8° (86 p.).

Loé (baron Alfred de). Les « Terpen » de la Frise, réponse à M. P.-C.-J.-A. Boeles. Bruxelles, 1903; extr. in-8° (10 p.).

— Rapport sur les recherches et les fouilles exécutées par la Société d'archéologie de Bruxelles pendant les exercices 1902 et 1903. Bruxelles, 1903; 2 extr. in-8° (52 p. et 64 p.).

— Le cimetière franc de Villers-devant-Orval. Bruxelles, 1904; extr. in-8° (26 p.). (En collaboration avec M. J. Carly.)

— Les « Marchets ». Namur, 1904; in-8° (40 p.).

Smout (Herm.). Het antwerpsch dialect, met eene schets van de geschiedenis van dit dialect in de 17^e en de 18^e eeuw. Gand, 1903; in-8° (160 p.).

BRUXELLES. *Société centrale d'architecture*. Code des droits et des obligations et barème des honoraires de l'architecte, à raison de la conception et de l'exécution matérielle de son œuvre. Louvain, 1903; in-8° (40 p.).

GAND. *Koninkl. Vlaamsche Akademie*. Kern van ons burgerlijk wetboek. Eene poging tot verspreiding der Nederlandsche rechtstaal. 1903 (L. Doffel).

— Kinderspel en kinderlust in Zuid-Nederland; door A. De Cock en Is. Teirlinck. Deel V; 1903.

STUTTART. *Württembergische Kommission für Landesgeschichte*. Geschichtsquellen, Band VII, 1903.

Marshall (H. Saville). Funeral urns from Oaxaca. New York, 1904; in-8° (10 p., pl.).

CHICAGO. *University of Chicago*. The decennial publications, first series : Volume I. Administration; II. Publications of the members; III. Theology, philosophy, education; IV. Political economy, political science, history, sociology; V. Semitic languages; VI. Philology and archaeology; VII. Literatures; VIII. Astronomy and astrophysics; IX. Physics, chemistry, geology, mathematics; X. The biological sciences. 1903; 10 vol. in-4°.

WASHINGTON. *Bureau of ethnology*. Annual Report, 19th, 20th, 21st and 22^d, 1900-1901. 1897-1904; 6 vol. in-4°.

Acevedo (Édouard). La enseñanza universitaria en 1904. Montevideo, 1903; in-8° (150 p.)

CAMBRIDGE. *Harvard University*. Harvard oriental series, vol. V, VI. 1904.

Godard (A.). Médailles et plaquettes modernes. Paris, 1903; in-8° oblong (6 planches).

Boué (L.) et Monfallet (D.). Impressions d'Italie. Bordeaux, 1903; in-8° (92 p.)

PARIS. *Institut de France. Mémoires de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, tome XXXVII, 1^{re} partie, 1904. In-4°.*

— *Mémoires présentés par divers savants, 1^{re} série, tome XI, 2^e partie, 1904. In-4°.*

Société de l'histoire de France. Lettres de Louis XI, tome IX, 1481-1482; par Joseph Vaesen. 1903.

— *Mémoriaux du Conseil de 1661, tome I^{er}; par Jean de Boislisle. 1903.*

Pascal (Carlo). Graecia Capta. Saggi sopra alcune fonti greche di scrittori latini. Florence, 1903; in-8° (180 p.).

LAUSANNE. *Société d'histoire. Mémoires et documents, tome V. 1902.*



ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE

BULLETIN
DE LA
CLASSE DES LETTRES
ET DES
SCIENCES MORALES ET POLITIQUES
ET DE LA
CLASSE DES BEAUX-ARTS

1905. — N° 8

CLASSE DES LETTRES
ET DES
SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

Séance du 7 août 1905.

M. G. MONCHAMP, directeur.

M. le chevalier EDM. MARCHAL, secrétaire perpétuel.

Sont présents : MM. Paul Thomas, *vice-directeur* ;
le baron Em. de Borchgrave, S. Bormans, T.-J. Lamy,

1905. — LETTRES, ETC.

41

L. Vanderkindere, F. vander Haeghen, A. Giron, Paul Fredericq, G. Kurth, Mesdach de ter Kiele, E. Discailles, V. Brants, P. de Paepe, Ch. De Smedt, D. Mercier, H. Pirenne, *membres*; Ern. Gossart, *correspondant*.

MM. H. Denis et Maurice Vauthier se sont excusés de ne pouvoir assister à la séance.

En ouvrant la séance, M^{re} Monchamp, directeur, devant l'Assemblée debout, prononce les paroles suivantes :

« MESSIEURS,

« Il est juste que la Classe s'associe à la célébration du LXXV^e anniversaire de notre indépendance nationale. Voilà trois quarts de siècle que notre bien-aimée patrie jouit d'une prospérité inouïe. S'il est vrai que ce sont les idées qui gouvernent le monde, nous devons en conclure que, dans le domaine des choses de l'esprit, la Belgique est dans la voie qui rend les peuples heureux. Je n'ai qu'à jeter les yeux autour de moi pour constater que les lettres, les sciences morales et politiques ont parmi nous des maîtres.

» Nous continuerons, Messieurs, à nous adonner avec ardeur à nos travaux, convaincus que nous ne pouvons mieux servir la patrie qu'en servant la cause de la vérité. Vive la Belgique! Vive le Roi! » (*Applaudissements.*)

CORRESPONDANCE.

La Classe adopte le dépôt dans les archives de l'Académie de deux billets cachetés déposés, l'un par le baron de Borchgrave, membre de la Classe, et l'autre par M. Charles Vanhoutte (*Les acquis ou le crédit social réel*, 1905, n° III).

— L'Académie de Metz adresse le programme de ses concours pour 1905-1906.

— La bibliothèque de l'Académie a reçu un exemplaire des ouvrages suivants, offerts :

1° Par le Ministère de l'Intérieur et de l'Instruction publique :

Annuaire de la statistique de la Belgique, 53^e année, 1904;

Institut colonial international. Compte rendu de la session tenue à Rome en 1904;

2° Par le Ministère de l'Industrie et du Travail :

L'Office du Travail de 1895 à 1905. Notice publiée à l'occasion de l'Exposition universelle et internationale de Liège en 1905;

Les industries à domicile en Belgique, volume VII;

Salaires et durée du travail dans les industries textiles au mois d'octobre 1901;

3° Par le Ministère de la Justice.:

Commission royale des anciennes lois et ordonnances. Coutumes du quartier de Gand, tome XI;

Ordonnances des Pays-Bas autrichiens, tome XI;

4° Par l'Institut royal vénitien des sciences, lettres et arts :

Monumenti veneti nell'isola di Creta, volume I; par Gius. Gerola.

— Remerciements.

— Hommages d'ouvrages :

1° *L'évêque Van Bommel et la Révolution belge*; discours académique par M^{re} Monchamp;

2° *Patrologia orientalis*, tome II, fascicule 3 : *Vie de Sévère*, par Jean, supérieur du monastère de Beith-Aphthonia, texte syriaque publié, traduit et annoté par M.-A. Kugener;

3° *Étude historique sur deux légions romaines du Bas-Danube, etc.*; par Hubert Van de Weerdt, 1^{re} fascicule (ces deux derniers ouvrages sont présentés par M. T.-J. Lamy, avec des notes qui figurent ci-après);

4° *Papyrus grecs et démotiques recueillis en Égypte*; par Th. Reinach, associé, à Paris;

5° *A ceux qui doutent et à ceux qui pleurent*; par C. Moutonnier;

6° *Institutions judiciaires de Tournai au XIII^e siècle. Les registres de justice dits registres de la loi*; par L. Verriest;

7° *Les monnaies de Guillaume de Bronckhorst, baron de Gronsveld (1559-1563)*; par le vicomte B. de Jonghe;

8° *Le comte Frédéric de Mérode*, drame; par Émile Gielkens;

9° *Vers l'avenir pacifique*; par Gustave De Roy;

10° *Denkmäler Mittelalterlicher Meteorologie*. N° 13 de la collection : *Neudrucke von Schriften und Karten über Meteorologie und Erdmagnetismus*, publiée par le Prof^r Dr G. Hellmann.

Cet ouvrage est présenté par M. Alb. Lancaster, membre de la Classe des sciences, avec une note bibliographique (voir ci-après).

Il en résulte que ce volume contient la partie météorologique de l'œuvre de notre compatriote Thomas de Cantimpré, *De Naturis Rerum*, du XIII^e siècle.

— Remerciements.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

L'année dernière, j'ai offert à l'Académie, de la part de M. le professeur Kugener, le premier fascicule de son travail sur Sévère, patriarche d'Antioche de l'an 512 à l'an 518. Ce fascicule contenait la *Vie* de Sévère par Zacharie le Scholastique. Cet écrit ne nous donne qu'une biographie incomplète de Sévère. M. Kugener nous offre aujourd'hui une seconde *Vie* de Sévère qui complète la première et projette une nouvelle lumière sur les commencements du monophysisme en Orient. C'est la *Vie* inédite de Sévère par Jean, supérieur du monastère de Beith-Aphthonia, situé non loin d'Alep.

Cette *Vie* a été écrite en grec, mais le texte grec est perdu. Mar Serge ou Sergios, abbé d'un monastère dont le nom n'est pas indiqué, l'a traduite en syriaque : c'est cette version syriaque que nous donne M. Kugener d'après deux manuscrits, l'un de Berlin et l'autre du Musée britannique. M. Sackau fait remonter le manuscrit de Berlin à l'an 741 ; selon M. Kugener, il serait d'un siècle plus jeune. Le manuscrit de Londres remonte, d'après W. Wright, au XI^e siècle. Les différences entre

les deux manuscrits sont sans importance pour le texte; elles ne concernent guère que l'orthographe. M. Kugener a accompagné le texte syriaque d'une traduction française faite avec beaucoup de soin et d'exactitude.

L'abbé Jean, auteur de cette *Vie*, est un adepte fervent des doctrines monophysites de Sévère; il met en lumière l'enseignement de son maître et rapporte en détail les efforts et l'activité que l'habile et remuant patriarche déploya à Antioche et à Constantinople pour combattre le concile de Chalcédoine et propager le monophysisme.

Au texte de Jean et de Zacharie le Scholastique, M. Kugener a ajouté comme complément les extraits des historiens syriens monophysites : le pseudo-Zacharie, Jean d'Asie, la chronique d'Edesse, le livre des Kalifes, Jacques d'Edesse, Michel le Syrien et quelques autres, ainsi que des poésies écrites à l'éloge de Sévère.

Il ne pouvait négliger les monuments grecs et latins; il donne donc de longs extraits des actes du concile tenu à Constantinople en 536 et des écrivains grecs : Théodore le Lecteur, Cyrille de Scythopolis, Malalas, Evagre, Théophane, Cedrenus, Zonaras; au texte grec est jointe, comme pour le syriaque, une traduction française; mais l'auteur n'a pas jugé nécessaire de traduire les fragments latins de Liberatus et de Victor Tonnennensis. Enfin, pour ne rien omettre, l'auteur termine par trois fragments arabes dont la traduction est due à M. Chauvin, professeur à l'Université de Liège.

Il reste à discuter et à commenter tous ces documents. C'est ce que M. Kugener se propose de faire dans un troisième fascicule, qui complètera cet important travail.

T.-J. LAMY.

J'ai encore l'honneur d'offrir à l'Académie, de la part de M. Hubert Van de Weerdt, une savante et intéressante monographie de deux légions romaines du Bas-Danube, la V^e Macedonica et la XI^e Claudia, suivie d'un aperçu général sur l'armée romaine de la province de Mésie inférieure.

L'histoire générale des légions romaines, si importante pour bien apprécier l'histoire de l'empire, est encore à faire. Ce grand travail ne pourra être réalisé que le jour où les monographies particulières permettront à l'historien de se renseigner complètement et de jeter un coup d'œil sûr sur l'ensemble. M. Van de Weerdt a voulu apporter sa pierre à la construction de l'édifice en publiant le résultat de ses recherches sur les légions V^e Macedonica et XI^e Claudia.

L'auteur a utilisé pour son travail trois sortes de sources, auxquelles il a puisé avec une critique fine et judicieuse : les sources épigraphiques, numismatiques et littéraires. Il traite successivement des noms et surnoms de ces deux légions, de leurs insignes, de leur recrutement, de leur séjour en Mésie et en Dacie, et retrace leur histoire. Une liste des officiers et soldats termine cette intéressante étude historique.

T.-J. LAMY.

M. le Prof^r Dr G. Hellmann, chef de service à l'Institut météorologique de Berlin, m'a prié de présenter à la Classe, en son nom, le 15^e et dernier numéro de ses *Neudrucke von Schriften und Karten über Meteorologie und Erdmagnetismus*.

En entreprenant cette publication, avec le concours de la Société météorologique allemande, le savant berlinois a eu pour but de reproduire — en fac-similé dans la grande majorité des cas — quelques raretés bibliographiques offrant un intérêt marquant pour l'histoire des progrès de la météorologie et de la physique du globe. Le n° 1 des *Neudrucke* a paru en 1893, et l'impression des autres numéros, jusqu'au 15^e et dernier, s'est poursuivie régulièrement. M. Hellmann a ainsi reproduit, en tout ou en partie, près de cent traités, appartenant à toutes les époques et à tous les pays. Là ne s'est pas bornée sa tâche : chaque numéro des *Neudrucke* est précédé d'une introduction comprenant de nombreuses notes historiques et bibliographiques, qui ont, dans bien des cas, exigé de longues et patientes recherches.

M. Hellmann, en faisant revivre ces œuvres rares, d'un grand intérêt scientifique, a rendu aux savants un service dont on doit lui savoir gré. Grâce à lui, les plus remarquables productions des précurseurs de la météorologie moderne sont aujourd'hui accessibles à tous, et il a consacré à son œuvre une partie de sa carrière, déjà si bien remplie à d'autres égards; il n'a épargné ni son temps ni ses peines pour la mener à bonne fin.

Le n° 15 des *Neudrucke* porte pour titre spécial : *Denkmäler Mittelalterlicher Meteorologie*, et si M. Hellmann m'a exprimé le désir d'en faire hommage à la Classe, c'est parce qu'il contient, pages 117 à 126, un extrait du *De Naturis Rerum* de notre compatriote Thomas de Cantimpré. On sait que ce célèbre ouvrage n'a jamais été imprimé, mais qu'il en existe plusieurs copies. C'est d'après celles qui se trouvent à la Biblio-

thèque royale de Berlin et à la Bibliothèque de la ville de Breslau que M. Hellmann a préparé l'impression de la partie qu'il donne, et qui constitue le livre XVIII du traité de Thomas de Cantimpré, livre intitulé : *De Passionibus aëris*, et contenant la partie météorologique de l'œuvre du chanoine; ce fragment peut être considéré comme le premier ouvrage sur la science de l'atmosphère écrit par un auteur belge.

Nous ne rappellerons que très succinctement ici la vie et les travaux de Thomas de Cantimpré. Feu J.-H. Bormans a publié à ce sujet, dans le tome XIX, 1^{re} partie (1852), des *Bulletins* de l'Académie, une notice très étendue et pleine d'intérêt, à laquelle nous renvoyons le lecteur (1).

Cette notice établit que Thomas est né à Leeuw-Saint-Pierre (Brabant), vers 1200, et qu'il mourut à l'âge de septante ans environ. Il était d'origine noble. Élevé dans les écoles de Liège, il appartient longtemps au chapitre des chanoines de l'abbaye de Cantimpré, dans le diocèse de Cambrai, puis devint religieux de l'ordre des Frères Prêcheurs, à Cologne, à Paris et à Louvain. A Cologne, il assista aux leçons d'Albert le Grand, et c'est probablement sur les conseils de ce savant illustre qu'il écrivit son *De Naturis Rerum*, auquel il consacra quinze années de sa vie. Cette œuvre fut commencée en 1235 ou 1236 et doit avoir été achevée vers 1250.

(1) *Thomas de Cantimpré* indiqué comme une des sources où Albert le Grand et surtout Maerlant ont puisé les matériaux de leurs écrits sur l'histoire naturelle. Pages 132 à 159.

Quoique, au cours du XIII^e et du XIV^e siècle, on l'ait souvent consultée et même copiée, on fut longtemps à en ignorer le véritable auteur. On l'attribua souvent au maître de Cantimpré, c'est-à-dire à Albert le Grand. C'est Echard qui, dans ses *Scriptores ordinis praedicatorum*, tome I, page 251, rétablit la vérité, en s'appuyant sur le dire même du chanoine, qui s'était reconnu l'auteur du *De Naturis Rerum* dans la préface d'un autre de ses écrits, connu et imprimé par la suite sous le titre de *Bonum universale de apibus*.

Cantimpré a donné deux éditions de l'ouvrage dont nous nous occupons. La première contient dix-neuf livres, la seconde, vingt. A part ce vingtième livre, entièrement nouveau, les additions faites à la première édition sont peu nombreuses.

Les cinq derniers livres traitent de l'air, de la sphère, des passions ou phénomènes de l'air, des quatre éléments et de l'ornement du ciel, c'est-à-dire des planètes, des comètes et des éclipses (1).

Déjà du vivant de notre auteur, Vincent de Beauvais utilisa, pour son *Speculum naturale*, certains passages du *De Naturis Rerum*, mais sans citer Thomas de Cantimpré. J. Van Maerlant le mit aussi à contribution pour la rédaction de son poème : *Der Naturen Bloeme*, publié en partie par la Commission des grands écrivains du pays, il y a une cinquantaine d'années. Le frère Gheraert fit de

(1) Voir J. VINCENT, *Aperçu de l'histoire de la météorologie en Belgique* (1^{re} partie), dans l'ANNUAIRE MÉTÉOROLOGIQUE pour 1901, p. 59.

même dans son *Natuurkunde van het Geheel-Al* (XIII^e-XIV^e siècle), et enfin Conrad von Megenberg le remania pour son livre : *Buch der Natur*. Dans ce dernier ouvrage, la partie météorologique est plus développée que chez Cantimpré; toutefois, Conrad s'en tient mot à mot à ce dernier pour certains chapitres portant un titre spécial, comme celui qui est intitulé : *De Nebula*.

Nous arrêterons ici ces quelques remarques sur l'œuvre de notre compatriote et sur ses destinées.

En nous envoyant le livre que nous avons l'honneur de présenter à la Classe, M. le Prof^r Hellmann appelait notre attention sur ce point :

Puisque le fameux poème de Van Maerlant, *Der Naturen Bloeme*, n'est en réalité qu'une traduction, parfois un peu libre, il est vrai, d'une partie du *De Naturis Rerum* de Thomas de Cantimpré et que l'Académie l'a trouvé digne d'être publié sous ses auspices, ce corps savant ne jugerait-il pas à propos de faire imprimer tôt ou tard l'œuvre de Thomas, dont le mérite est attesté par les larges emprunts que des écrivains célèbres lui ont faits?

Je laisse à mes savants confrères de la Classe des lettres le soin d'examiner quelle suite il convient de donner à ce vœu exprimé par mon éminent collègue de Berlin.

A. LANCASTER.

**CONCOURS POUR L'ANNÉE 1908
ET PRIX PERPÉTUELS.**

PROGRAMME DU CONCOURS DE L'ANNÉE 1908.

Section d'histoire et des lettres.

PREMIÈRE QUESTION.

Étude sur Gongora et le Gongorisme dans les littératures du Midi de l'Europe. — Prix : six cents francs.

DEUXIÈME QUESTION.

On demande une étude sur les principaux rhétoriciens néerlandais du XV^e et du XVI^e siècle, notamment : Jan Van Hulst, Anthonis de Roovere, Cornelis Everaert, Mathijs de Casteleyn, Édouard de Dene et Jean-Baptiste Houwaert. — Prix : six cents francs.

TROISIÈME QUESTION.

Établir, d'après les récentes découvertes, le synchronisme des faits relatifs à l'histoire de l'Égypte et à celle de la Chaldée, depuis les temps les plus reculés jusqu'à l'invasion des Hyksos. Discuter les hypothèses relatives aux origines des civilisations égyptienne et chaldéenne. — Prix : huit cents francs.

QUATRIÈME QUESTION.

Faire l'histoire de la grande peste du XIV^e siècle et exposer ses conséquences religieuses, morales et sociales. — Prix : six cents francs.

CINQUIÈME QUESTION.

On demande une étude sur la bourgeoisie foraine (buten-ou haghepoorterie) dans les provinces belges depuis le XIV^e siècle jusqu'à la fin de l'ancien régime. — Prix : six cents francs.

Section des sciences morales et politiques.

PREMIÈRE QUESTION.

Exposer et discuter les théories modernes sur l'origine de la famille. — Prix : six cents francs.

DEUXIÈME QUESTION.

Exposer les théories relatives à la personnalité civile. Rechercher les applications de ces théories à l'état social actuel. — Prix : huit cents francs.

TROISIÈME QUESTION.

On demande une étude sur la condition des classes agricoles au XIX^e siècle dans une région de la Belgique, autre que la Campine. — Prix : six cents francs.

QUATRIÈME QUESTION.

Exposer le développement du droit international privé pendant les cinquante dernières années. Mettre en relief, à ce sujet, les principes constitutifs de cette science et la place qu'elle occupe dans l'ensemble des disciplines juridiques. —
Prix : six cents francs.

CINQUIÈME QUESTION.

On demande une étude approfondie de la contribution personnelle en Belgique, autant au point de vue fiscal qu'au point de vue politique et social. — Prix : huit cents francs.

Les mémoires seront adressés, franc de port, avant le **1^{er} novembre 1907**, à M. le Secrétaire perpétuel, au Palais des Académies, à Bruxelles.

**CONDITIONS RÉGLEMENTAIRES
COMMUNES AUX CONCOURS ANNUELS DE LA CLASSE.**

Les mémoires présentés aux concours de la Classe des lettres de l'Académie peuvent être rédigés en français, en néerlandais, en allemand ou en latin.

Les concurrents sont libres de signer leur travail ou d'y inscrire une devise reproduite sur une enveloppe cachetée qui contiendra leur nom et leur adresse.

Ils y joindront une déclaration attestant que le mémoire est inédit et n'a pas obtenu de récompense dans un autre concours.

Sauf dispositions contraires résultant de clauses spé-

ciales, les manuscrits soumis à la Classe restent déposés dans ses archives.

Il est permis aux auteurs d'en prendre copie dans les bureaux du Secrétariat.

PRIX PERPÉTUELS (1).

PRIX DE STASSART.

NOTICE SUR UN BELGE CÉLÈBRE.

(Dixième période : 1905-1910.)

Conformément aux volontés du fondateur, un prix de *six cents francs* est offert à l'auteur de la meilleure notice sur JEHAN BOUTILLIER, AUTEUR DE LA SOMME RURALE.

Déterminer la nature et la portée de ses fonctions de lieutenant du bailliage de Tournai-Tournaisis.

Indiquer les sources auxquelles il a puisé.

Comparer ses solutions et ses décisions avec celles des juristes du temps.

N. B.— Il y aura peut-être lieu de les mettre en rapport avec les décisions des échevins d'Ypres sur le référé des échevins de Saint-Dizier.

Le délai pour la remise des manuscrits expirera le **1^{er} novembre 1910.**

(1) Les concurrents pour les prix perpétuels sont tenus, sauf dispositions spéciales, de se conformer aux règlements des concours annuels.

PRIX DE STASSART.

HISTOIRE NATIONALE.

(Septième période prorogée : 1895-1906.)

Conformément aux volontés du fondateur, un prix de *trois mille francs* est offert à l'auteur du meilleur mémoire en réponse à la question suivante :

On demande une étude sur l'organisation économique d'un grand domaine du XIV^e siècle jusqu'à la fin du XVI^e.

Le délai pour la remise des manuscrits expirera le **1^{er} novembre 1907.**

PRIX DE SAINT-GENOIS.

HISTOIRE OU LITTÉRATURE EN LANGUE FLAMANDE.

(Quatrième période : 1898-1907.)

Un prix de *mille francs* sera décerné à l'auteur du meilleur travail, rédigé en néerlandais, en réponse à la question suivante :

Faire l'histoire de la période calviniste à Gand (1576-1584).

Le délai pour la remise des manuscrits expirera le **1^{er} novembre 1907.**

PRIX TEIRLINCK.

LITTÉRATURE FLAMANDE.

(Quatrième période : 1892-1896, prorogée jusqu'au 1^{er} novembre 1906.)

Un prix de *mille francs* sera accordé au meilleur ouvrage en réponse à la question suivante :

Faire l'histoire de la prose flamande avant l'influence bourguignonne, c'est-à-dire jusqu'à l'époque de la réunion de nos provinces sous Philippe de Bourgogne, vers 1450.

Le délai pour la remise des manuscrits est prorogé jusqu'au **1^{er} novembre 1906.**

PRIX ANTON BERGMANN.

MONOGRAPHIE, EN FLAMAND, D'UNE VILLE DE PLUS
DE 5,000 AMES, DE LA PARTIE FLAMANDE DU PAYS.

(Troisième période : 1897-1907.)

Conformément à un arrêté royal du 20 décembre 1902, la troisième période de ce concours, réservée à la province de la Flandre orientale, expirera le **21 mars 1907.**

Le prix à décerner sera de *deux mille francs*.

L'ouvrage doit avoir paru dans la période précitée.

Les auteurs étrangers au pays ne sont pas exclus, pourvu que leur ouvrage soit écrit en néerlandais et édité en Belgique ou dans les Pays-Bas.

Les auteurs sont invités à envoyer leur ouvrage franco à M. le Secrétaire perpétuel de l'Académie, avant la date ci-dessus.

PRIX JOSEPH DE KEYN.

Treizième concours.
(Seconde période : 1904-1905.)

Enseignement moyen et art industriel.

La seconde période du treizième concours pour les prix Joseph De Keyn sera close le 31 décembre 1905.

Cette période est consacrée aux ouvrages d'instruction ou d'éducation moyenne y compris l'art industriel.

Une somme de *trois mille francs* pourra être répartie entre les auteurs des ouvrages couronnés.

Peuvent prendre part au concours les œuvres inédites et les ouvrages de classe ou de lecture qui auront été publiés du 1^{er} janvier 1904 au 31 décembre 1905. Ils devront être adressés, franc de port, avant le 1^{er} janvier 1906, à M. le Secrétaire perpétuel, au Palais des Académies.

Ne seront admis au concours que des écrivains belges et des ouvrages conçus dans un esprit exclusivement laïque et étrangers aux matières religieuses. Les ouvrages pourront être écrits en français ou en néerlandais, imprimés ou manuscrits. Les imprimés seront admis, quel que soit le pays où ils auront paru. Les manuscrits pourront être envoyés signés ou anonymes; dans ce dernier cas, ils devront être accompagnés d'un pli cacheté contenant le nom de l'auteur et son domicile. Les manuscrits demeurent la propriété de l'Académie, mais les auteurs sont autorisés à en faire prendre copie, à leurs frais. Tout manuscrit qui sera couronné devra être imprimé pendant l'année courante, et le prix ne sera délivré à l'auteur qu'après la publication de son ouvrage.

PRIX ADELSON CASTIAU.

(Neuvième période : 1903-1907.)

La neuvième période de ce concours sera close le 31 décembre 1907.

Le prix, d'une valeur de *mille francs*, sera décerné à l'auteur du meilleur travail :

Sur les moyens d'améliorer la condition morale, intellectuelle et physique des classes laborieuses et des classes pauvres.

Les travaux concernant la petite bourgeoisie peuvent prendre part au concours.

Tout ce qui concerne ce concours sera adressé franco, avant le **1^{er} janvier 1908**, à M. le Secrétaire perpétuel de l'Académie, au Palais des Académies, à Bruxelles.

Ne seront admis à concourir que les écrivains belges.

La Classe des lettres et des sciences morales et politiques a décidé, dans sa séance du 2 juin 1902, par dérogation à l'article 2 du règlement, que le jury pourra dorénavant rechercher en dehors des ouvrages soumis, ceux qui rentrent dans ce concours. Ces ouvrages pourront être rédigés en français ou en flamand. Les manuscrits seront reçus comme les imprimés. S'ils sont anonymes, ils porteront une devise qui sera répétée sur un billet cacheté, contenant le nom et l'adresse de l'auteur.

Si l'ouvrage couronné est inédit, il sera publié dans l'année; dans ce cas, le prix ne sera délivré au lauréat qu'après la publication de son travail.

Les manuscrits deviennent la propriété de l'Académie; toutefois les auteurs peuvent en faire prendre copie, à leurs frais.

PRIX JOSEPH GANTRELLE FONDÉ POUR LA PHILOLOGIE
CLASSIQUE.

(Huitième période : 1903-1906.)

*Faire un recueil critique des fragments philosophiques de
Porphyre le Néo-Platonicien.*

(Neuvième période : 1907-1908.)

*L'histoire du paganisme dans l'empire d'Orient depuis le
règne de Théodose le Grand jusqu'à l'invasion arabe.*

Un prix de *trois mille francs* est attribué à la solution
de chacune de ces questions.

Ne seront admis à concourir que des auteurs belges;
les membres et les correspondants de l'Académie sont
exclus du concours.

Le délai pour la remise des manuscrits de la huitième
période expirera le **31 décembre 1906**; celui de la
neuvième, le **31 décembre 1908**.

Les mémoires peuvent être rédigés en français, en
néerlandais ou en latin.

Ils devront être adressés, franc de port, à M. le Secré-
taire perpétuel, au Palais des Académies, à Bruxelles.

Les concurrents se conformeront aux conditions régle-
mentaires ci-devant des concours annuels de la Classe.

PRIX ÉMILE DE LAVELEYE.

ÉCONOMIE POLITIQUE ET SCIENCE SOCIALE.

(Deuxième période : 1901-1906.)

Ce prix, fondé en vue d'honorer la mémoire d'Émile de Laveleye, consiste en une somme de *deux mille quatre cents francs* au moins. Il sera décerné tous les six ans par la Classe des lettres et des sciences morales et politiques de l'Académie royale de Belgique au savant, belge ou étranger, vivant au moment de l'expiration de la période de concours, et dont l'ensemble des travaux sera considéré par le jury comme ayant fait faire des progrès importants à l'économie politique et à la science sociale, y compris la science financière, le droit international et le droit public, la politique générale ou nationale.

La deuxième période expirera le **1^{er} janvier 1907**.

PRIX EUGÈNE LAMEERE

**POUR LE MEILLEUR OUVRAGE D'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE
DANS LEQUEL L'IMAGE JOUERA UN RÔLE IMPORTANT POUR
L'INTELLIGENCE DU TEXTE.**

(Première période : mai 1903-mai 1908.)

Tous les cinq ans il sera décerné un prix de *cinq cents francs* à l'auteur du meilleur ouvrage d'enseignement de l'histoire à l'usage des écoles primaires, moyennes ou normales de Belgique, ouvrage dans lequel l'image jouera un rôle important pour l'intelligence du texte.

Le jury chargé de juger ce concours quinquennal sera élu par la Classe des lettres dans la séance de janvier de l'année qui termine chaque période.

Il sera composé de deux membres de la Classe, de deux professeurs de la Faculté de philosophie et lettres de l'Université libre de Bruxelles et d'un membre de l'enseignement moyen ou normal de l'État.

La première période sera close le **1^{er} mai 1908**.

Les auteurs sont invités à envoyer leurs ouvrages franco à M. le Secrétaire perpétuel de l'Académie avant le **1^{er} janvier 1908**.

PRIX CHARLES DUVIVIER.

**HISTOIRE DU DROIT BELGE OU ÉTRANGER OU HISTOIRE DES
INSTITUTIONS POLITIQUES, JUDICIAIRES OU ADMINISTRATIVES
DE LA BELGIQUE.**

(Première période triennale : 1903-1907.)

Par arrêté royal du 28 février 1903, il est ouvert un concours triennal pour une question d'histoire du droit belge ou étranger ou d'histoire des institutions politiques, judiciaires ou administratives de la Belgique.

SUJET PROPOSÉ.

On demande une étude sur les conditions dans lesquelles s'est réalisée, dans une région déterminée de la Belgique, l'extinction du servage.

« Le mémoire indiquera ce qu'était le servage dans l'un des anciens territoires de la Belgique. Il mettra en relief les efforts accomplis pour l'adoucir et le faire disparaître. Il insistera particulièrement sur les droits et prestations successivement établis, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, en remplacement ou en représentation de la servitude. Le mémoire mentionnera également les mesures qui furent prises pour arriver à la suppression de ces droits et prestations lors de l'application, en Belgique, des lois abolitives de la féodalité. »

Ne seront admis au concours que des auteurs belges. Les membres et les correspondants de l'Académie sont exclus.

Les mémoires doivent être inédits; ils peuvent être écrits en français ou en flamand.

Le prix sera de *douze cents francs*.

Les manuscrits ne peuvent être signés. Ils porteront une devise qui sera répétée sur un billet cacheté renfermant les nom, prénoms et adresse de l'auteur. Il est défendu de faire usage d'un pseudonyme.

Les réponses devront être adressées, franc de port, avant le **31 décembre 1907**, à M. le Secrétaire perpétuel de l'Académie, au Palais des Académies.

**PRIJSKAMP VOOR 1908 EN BESTENDIGE
PRIJSKAMPEN.**

**PROGRAMMA VAN DEN PRIJSKAMP
VOOR HET JAAR 1908.**

Afdeling geschiedenis en letterkunde.

EERSTE PRIJSVRAAG.

Een studie over Gongora en het Gongorisme in de letterkonden van het Zuiden van Europa. — Prijs : zeshonderd frank.

TWEEDE PRIJSVRAAG.

Men vraagt een studie over de voornaamste Nederlandsche rederijkers der XV^e en XVI^e eeuw, onder anderen : Jan Van Hulst, Anthonis de Roovere, Cornelis Everaert, Matthijs de Casteleyn, Eduard de Dene en Jan-Baptista Houwaert. — Prijs : zeshonderd frank.

DERDE PRIJSVRAAG.

Volgens de jongste ontdekkingen het synchronisme bepalen der feiten betreffende de geschiedenis van Egypte en die van Chaldaëa, van de oudste tijden tot den inval der Hyksos. De onderstellingen betreffende den oorsprong der Egyptische en Chaldeeusche beschavingen onderzoeken. — Prijs : achthonderd frank.

VIERDE PRIJSVRAAG.

De geschiedenis schrijven van de groote pest der XIV^e eeuw en hare godsdienstige, zedelijke en maatschappelijke gevolgen uiteenzetten. — Prijs : zeshonderd frank.

VIJFDE PRIJSVRAAG.

Men vraagt eene studie over de buten- of haghepoorterie in de Belgische gewesten, van de XIV^e eeuw af tot aan het einde van het oud regime. — Prijs : zeshonderd frank.

**Afdeeling zedelijke en staatkundige
wetenschappen**

EERSTE PRIJSVRAAG.

De moderne theorieën over den oorsprong der familie uiteenzetten en bespreken. — Prijs : zeshonderd frank.

TWEEDE PRIJSVRAAG.

De stelsels betreffende de burgerlijke persoonlijkheid uiteenzetten. De toepassingen van die stelsels op den tegenwoordigen maatschappelijken toestand onderzoeken. — Prijs : achthonderd frank.

DERDE PRIJSVRAAG.

Men vraagt eene studie over den staat van den boerenstand in een Belgisch gewest, behalve de Kempen, tijdens de XIX^e eeuw. — Prijs : zeshonderd frank.

VIERDE PRIJSVRAAG.

De ontwikkeling schetsen van het bijzonder internationaal recht gedurende de laatste vijftig jaren. Te dier gelegenheid zal men de grondbeginselen dier wetenschap alsmede de plaats, die zij onder de andere rechtskundige wetenschappen inneemt, in 't licht stellen. — Prijs : zeshonderd frank.

VIJFDE PRIJSVRAAG.

Men vraagt een grondige studie van de personeele belasting in België, zoowel in fiscaal als in staatkundig en maatschappelijk opzicht. — Prijs : achthonderd frank.

De verhandelingen moeten vóór **1^{en} November 1907** aan den Heer Bestendigen Secretaris, in het Paleis der Academiën, te Brussel, vrachtvrij gezonden worden.

**REGLEMENTSBEPALINGEN
VOOR DE JAARLIJKSCHE PRIJSKAMPEN DER KLASSE.**

De voor de jaarlijksche wedstrijden aangeboden verhandelingen mogen in het Fransch, in het Nederlandsch, in het Duitsch of in het Latijn gesteld zijn.

De mededingers zijn vrij, hun werk te onderteekenen of te voorzien van een motto, te herhalen in een verzegeld omslag met hun naam en adres er in.

Zij zullen er een verklaring bijvoegen, bevestigende dat de verhandeling onuitgegeven is en niet in een ander wedstrijd bekroond werd.

Behalve anders luidende schikkingen, voortvloeiende

uit bijzondere bepalingen, blijven de aan de Klasse onderworpen handschriften in haar archief berusten.

Het is aan de schrijvers toegelaten, er in het Secretariaat afschrift van te nemen.

BESTENDIGE PRIJSKAMPEN (1).

PRIJS DE STASSART.

VERHANDELING OVER EEN BEROEMDEN BELG.

(Tiende tijdvak : 1905-1910.)

Volgens den wil van den stichter wordt een prijs van *zeshonderd frank* aangeboden aan den schrijver van de beste verhandeling over **JEHAN BOUTILLIER, AUTEUR VAN DE SOMME RURAAL.**

De natuur en de bevoegdheid van zijn ambt van luitenant van het baljuwschap van Doornik-Tournaisis bepalen.

De bronnen waaruit hij geput heeft, aanduiden.

Zijn oplossingen en beslissingen met die van de rechtsgeleerden van dien tijd vergelijken.

N. B. — Het zou wellicht passen, ze in verband te stellen met de beslissingen van de schepenen van Ieperen over het verslag van de schepenen van Saint-Dizier.

De termijn voor het inleveren van de handschriften vervalt den **1^{er} November 1910.**

(1) De mededingers voor de bestendige prijzen moesten zich, behoudens bijzondere schikkingen, voegen naar de reglementen van de jaarlijksche prijskampen.

PRIJS DE STASSART.
VADERLANDSCHE GESCHIEDENIS.

(Zevende tijdvak verlengd : 1895-1908.)

Volgens den wil van den stichter wordt een prijs van *drie duizend frank* aangeboden aan den schrijver van het beste werk, als antwoord op de volgende prijsvraag :

Men vraagt een studie over de economische inrichting van een groote grondbezitting sedert de XIV^e eeuw tot einde XVI^e eeuw.

De termijn voor het inleveren van de handschriften vervalt den 1^{en} **November 1907.**

PRIJS DE SAINT-GENOIS.
NEDERLANDSCHE VERHANDELING OVER GESCHIEDENIS
OF LETTERKUNDE.

(Vierde tijdvak : 1898-1907.)

Een prijs van *duizend frank* wordt toegekend aan den schrijver van het beste werk, geschreven in het Nederlandsch, als antwoord op de volgende prijsvraag :

De geschiedenis schrijven van het Calvinistisch tijdvak te Gent (1576-1584).

De termijn voor het inleveren van de handschriften vervalt den 1^{en} **November 1907.**

PRIJS TEIRLINCK.
NEDERLANDSCHE LETTERKUNDE.

(Vierde tijdvak : 1892-1896, verlengd tot 1^{en} November 1906.)

Een prijs van *duizend frank* zal toegekend worden aan het beste antwoord op de volgende prijsvraag :

De geschiedenis schrijven van het Nederlandsch proza vóór den Bourgondischen invloed, d. i. tot aan de vereeniging onzer gewesten onder Philips van Bourgondië, omstreeks 1430.

De termijn voor het inzenden der verhandelingen is verlengd tot **1^{en} November 1906.**

PRIJS ANTON BERGMANN.

NEDERLANDSCHE VERHANDELING OVER EEN STAD VAN MEER
DAN 5,000 ZIELEN UIT HET VLAAMSCH GEEDELTE VAN HET
LAND.

(Derde tijdvak : 1897-1907.)

Luidens een koninklijk besluit van 20 December 1902, zal het derde tijdvak van dezen wedstrijd, aan de provincie Oost-Vlaanderen voorbehouden, den **21^{en} Maart 1907** vervallen.

De toe te kennen prijs is *twee duizend frank*.

Het werk moet in het voormelde tijdvak verschenen zijn.

De vreemdelingen worden niet uitgesloten, als maar hun werk in het Nederlandsch opgesteld en in België of Nederland verschenen is.

De schrijvers worden verzocht hun werk voor boven vermelden datum aan den Heer Bestendigen Secretaris van de Academië vrachtvrij toe te zenden.

PRIJS JOSEPH DE KEYN.

Dertiende prijskamp.

(Tweede tijdvak : 1904-1905.)

Middelbaar onderwijs en nijverheidskunst.

Het tweede tijdvak van den dertienden prijskamp Joseph De Keyn zal op 31^{en} December 1905 gesloten worden.

Dit tijdvak omvat de werken over middelbaar onderwijs of opvoeding, de nijverheidskunst er in begrepen.

Een som van *drie duizend frank* kan onder de schrijvers der bekroonde werken verdeeld worden.

Mogen aan den prijskamp deelnemen de onuitgegeven werken, zoowel als de school- en leesboeken, die van 1^{en} Januari 1904 tot 31^{en} December 1905 verschenen zijn. Zij moeten vóór 1^{en} **Januari 1906** aan den Heer Bestendigen Secretaris, in het Paleis der Academiën, te Brussel, vrachtvrij gezonden worden.

Alleen Belgische schrijvers en werken, die in eenen uitsluitend wereldlijken geest opgevat zijn en buiten de godsdienstige onderwerpen staan, zullen tot dezen prijskamp toegelaten worden. De handschriften of drukwerken mogen in het Fransch of in het Nederlandsch opgesteld zijn. De drukwerken worden toegelaten zonder aanzien van het land, waarin zij het licht zagen. De handschriften mogen den naam des schrijvers vermelden of verzwijgen; in dit laatste geval zullen zij vergezeld zijn van een ver-

zegelden brief, bevattende naam en woonplaats des schrijvers. De handschriften blijven het eigendom der Academie; nochtans kunnen de schrijvers er op hun eigen kosten afschriften van laten maken. Ieder bekroond band-schrift moet binnen het loopend jaar in druk verschijnen; slechts na de uitgave van zijn werk zal de bekroonde zijn prijs kunnen ontvangen.

PRIJS ADELSON CASTIAU.

(Negende tijdvak : 1905-1907.)

Het negende tijdvak van dezen prijskamp wordt op 31^{en} December 1907 gesloten.

De prijs, ter waarde van *duizend frank*, zal toegekend worden aan den schrijver van het beste werk :

Over de middelen tot verbetering der zedelijke, verstandelijke en lichamelijke gesteldheid der werkende en der behoeftige standen.

De verhandelingen betreffende de kleine burgerij mogen ook aan den wedstrijd deel nemen.

Alles, wat dezen prijskamp betreft, moet vóór 1^{en} Januari 1908 aan den Heer Bestendigen Secretaris, in het Paleis der Academiën, te Brussel, gezonden worden.

Slechts de Belgische schrijvers worden tot dezen prijskamp toegelaten.

In haar zitting van 2^{en} Juni 1902 heeft de Klasse der Letteren en der Zedelijke en Staatkundige Wetenschappen beslist, dat bij afwijking van artikel 2 van het regle-

ment, de jury voortaan, buiten de voorgelegde werken, degene mag opzoeken die aan den prijskamp voldoen. Deze werken mogen in het Fransch of in het Nederlandsch zijn. Handschriften zoowel als drukwerken worden toegelaten. Vermelden zij den naam des schrijvers niet, dan moeten zij een kenspreuk dragen, die op een verzegeld omslag, bevattende zijnen naam en de aanduiding van zijne woonplaats, zal herhaald staan.

Is het bekroond werk nog onuitgegeven, dan zal het binnen het jaar der bekroning in druk moeten verschijnen; in dit geval zal de bekroonde den prijs slechts na de uitgave van zijn werk ontvangen.

De handschriften worden het eigendom van de Academie; nochtans mogen de schrijvers er op hun kosten afschrift van nemen.

PRIJS JOSEPH GANTRELLE. — KLASSIEKE PHILOLOGIE.

(Achtste tijdvak : 1905-1906.)

Eene critische verzameling samenstellen van de wijsgeerige fragmenten van Porphyrius den Neo-Platonicus.

(Negende tijdvak : 1907-1908.)

De geschiedenis van het heidendom in het Oostersche Rijk sedert de regeering van Theodosius den Groote tot aan den inval der Arabieren.

Een prijs van drie duizend frank wordt voor elke dezer prijsvragen uitgelooft.

Slechts Belgische schrijvers mogen mededingen voor den prijs; de titulaire en corresponderende leden der Academie blijven buiten den prijskamp gesloten.

Den **31^{en} December 1906** is de termijn voor het inzenden der verhandelingen verstreken, voor het achtste tijdvak, en den **31^{en} December 1908** voor het negende tijdvak.

De verhandelingen mogen in het Fransch, het Nederlandsch of het Latijn opgesteld zijn.

Zij moeten vóór hooger bepaalde datums aan den Heer Bestendigen Secretaris, in het Paleis der Academiën, te Brussel, vrachtvrij gezonden worden.

De mededingers moeten de bovenstaande reglements-bepalingen voor de jaarlijksche prijskampen der Klasse in acht nemen.

PRIJS EMILE DE LAVELEYE.

STAATHUISHOUDKUNDE EN MAATSCHAPPELIJKE WETENSCHAPPEN.

(Tweede tijdvak : 1901-1906.)

Deze prijs, gesticht ter vereering van de nagedachtenis van Emile de Laveleye, bestaat uit een som van ten minste *twee duizend vierhonderd frank*. Hij wordt om de zes jaar door de Klasse der Letteren en der Zedelijke en Staatkundige Wetenschappen van de Koninklijke Academie van België verleend aan den Belgischen of vreemden geleerde, nog in leven zijnde op het einde van het tijdvak van den prijskamp, wiens gezamenlijke werken door de jury zullen geacht worden op het gebied der staathuishoudkunde en der maatschappelijke wetenschappen, met inbegrip van de finantieele wetenschap, van het volkenrecht en het staatsrecht, van de algemeene of

ationale staatkunde, een belangrijken vooruitgang te hebben teweeggebracht.

Het tweede tijdvak zal den **1^{en} Januari 1907** eindigen.

PRIJS EUGENE LAMEERE

**VOOR HET BESTE WERK VAN GESCHIEDONDERWIJS, WAARIN
HET BEELD EEN VOORNAME ROL SPEELT OM DEN TEKST TE
VERDUIDELIJKEN.**

(Eerste tijdvak : Mei 1903-Mei 1908.)

Alle vijf jaar wordt een prijs van *viijfhonderd frank* toegekend aan den schrijver van het beste werk van geschiedonderwijs voor de Belgische lagere, middelbare of normale scholen, waarin het beeld een voorname rol speelt om den tekst te verduidelijken.

De jury, met de beoordeeling van dezen vijfjaarlijkschen prijskamp belast, zal door de Klasse der Letteren gekozen worden in de Januari-zitting van het slotjaar van elk tijdvak.

Hij zal samengesteld zijn uit twee leden van de Klasse, twee professoren van de Faculteit der wijsbegeerte en letteren van de Vrije Universiteit te Brussel en een lid van het middelbaar of normaal onderwijs van den Staat.

Het eerste tijdvak sluit den **1^{en} Mei 1908**.

De schrijvers worden verzocht hun werken vrachtvrij te zenden aan den Heer Bestendigen Secretaris van de Academie vóór den **1^{en} Januari 1908**.

PRIJS CHARLES DUVIVIER.

GESCHIEDENIS VAN HET BELGISCH OF VREEMD RECHT OF
GESCHIEDENIS VAN DE STAATKUNDIGE, RECHTERLIJKE OF
BESTUURLIJKE INSTELLINGEN VAN BELGIË.

(Eerste driejarig tijdvak : 1905-1907.)

Door koninklijk besluit van 28^{en} Februari 1905, wordt er een driejaarlijksche prijskamp geopend voor een vraag over de geschiedenis van het Belgisch of vreemd recht of de geschiedenis van de staatkundige, rechterlijke of bestuurlijke instellingen van België.

VOORGESTELD ONDERWERP.

Men vraagt een studie over de voorwaarden waarin, binnen een bepaald gebied van België, de verdwijning van de lijfeigenschap zich voorgedaan heeft.

« De verhandeling zal aanduiden wat de lijfeigenschap in een der oude grondgebieden van België was. Zij zal de pogingen doen uitschijnen om ze te verzachten en te doen verdwijnen. Zij zal vooral den nadruk leggen op de achtereenvolgens, tot einde XVIII^e eeuw, gevestigde rechten of uitkeeringen in vervanging of als verbeelding van de lijfeigenschap. De verhandeling zal ook de maatregelen vermelden, die genomen werden om, bij de toepassing in België van de wetten die het leenrecht afschaften, tot de opheffing van deze rechten en uitkeeringen te geraken. »

Alleen Belgische schrijvers worden tot den prijskamp

toegelaten. De titulaire en corresponderende leden van de Academie zijn uitgesloten.

De verhandelingen moeten onuitgegeven zijn ; zij mogen in het Fransch of in het Nederlandsch geschreven zijn.

De prijs is *twaalfhonderd frank*.

De handschriften mogen geen naamteekening dragen. Zij zullen een zinspreuk hebben, herhaald op een verzegeld omslag, waarin naam, voornamen en adres van den schrijver. Het is verboden een schuilnaam te gebruiken.

De antwoorden moeten vóór den **31^{en} December 1907** vrachtvrij gezonden worden aan den Heer Bestendigen Secretaris van de Academie, Paleis der Academiën.

COMMUNICATIONS ET LECTURES.

Deux réunions conciliaires en Gaule en 346 ; par
M^{sr} Georges Monchamp, directeur de la Classe.

Nous avons eu l'honneur, en 1902, de présenter à la Classe une modeste étude où nous essayions de prouver l'authenticité des actes du concile tenu à Cologne le 12 mai 346 (1).

Depuis cette époque, nous avons souvent médité sur le sujet. Nous restons convaincu de cette authenticité.

D'une part, nous avons vu M^{sr} Duchesne — un maître — abandonner les objections anciennes. Il en a formulé

(1) *Bull. de l'Acad. roy. de Belgique* (Classe des lettres, etc.), n^o 3, mai 1902; et, en tiré à part, Liège, librairie H. Dessain, 7, rue Trappé, 46 pages.

de nouvelles (1) : nous croyons y avoir répondu. Le fait est qu'on n'y insiste pas, et maints savants, même parmi ceux qui n'admettent pas la certitude de l'authenticité des actes du concile, dénie la force probante aux considérations de l'éminent historien français.

D'autre part, les actes concordent évidemment avec des faits contemporains, variés, nombreux, tantôt menus, tantôt considérables, tous certains. Il est dès lors impossible qu'un faussaire de l'époque carolingienne les ait fabriqués : c'eût été, en plein moyen âge, un monstre d'érudition.

Nous n'ignorons pas que sous d'autres rapports la concordance n'apparaît pas. Mais des *probabilités* ne suffisent pas pour renverser une thèse *bien prouvée* par ailleurs, et il serait étonnant que nous saisissons toutes les modalités de concordance quand il s'agit d'un procès-verbal rédigé au pied levé il y a plus de quinze siècles.

Nous n'avons pas l'intention de revenir directement sur cette question. Nous nous bornerons à signaler ici un travail approfondi sur la matière aboutissant aux mêmes conclusions que le nôtre et que ceux du bollandiste de Buck (1864) et du docteur Friedrich (1867). Il a paru d'abord dans les *Studien und Mittheilungen des Benedictiner- und Cistercienserorden* (4^e et 5^e année), puis en tiré à part, sous le titre : *Die erste Kirchenversammlung auf deutschem Boden* (Brünn, 1884, in-8°, 53 pp.). Due au P. Ambroise Soeder (P. Ambrosius in Metten), cette dissertation, sur la plupart des points, se rencontre avec la nôtre, et il nous a été agréable de le constater après coup.

(1) *Le faux concile de Cologne* (346). (REVUE D'HIST. ECCLÉSIAST., 3^e année, n° 1, 15 janvier 1902, pp. 16-29.)

Nous avons aussi examiné deux manuscrits nouveaux des actes du concile : un de la Bibliothèque royale de Bruxelles (manuscrit 428-442), l'autre de celle de Munich (cod. lat. 3244, Asp[acensis] 44). Quoique incomplets, ces deux textes, étroitement apparentés, fournissent plusieurs bonnes leçons. Grâce à eux, il semble possible maintenant d'élaborer une édition plus correcte du concile (1).

Et enfin, avant d'aborder le sujet du présent travail, nous avons un devoir de justice à remplir. C'est M. Karl Hanquet, le savant professeur de l'Université de Liège, qui a attiré notre attention sur trois coïncidences entre la série des évêques paraissant aux actes du concile de Cologne et la série des évêques de la Gaule qui ont adhéré aux décisions du concile de Sardique (2).

§ 1. — *Les coïncidences des listes épiscopales d'Athanase et de Cologne.*

Commençons par reproduire ces deux listes.

Dans celle d'Athanase figurent trente-quatre noms (3)

(1) Le codex de Bruxelles est décrit dans le *Catal. codd. hagiogr. bibl. reg. bruxell.*, t. I, pp. 233 et suiv. Il provient de Cologne et date de la fin du XV^e siècle. Les actes du concile de Cologne y sont fondus dans une vie de saint Séverin. Il en est de même dans le manuscrit de Munich, où la vie de cet évêque est ainsi intitulée : *Legenda sancti Severini episcopi Coloniensis ecclesie, Patroni filialis ecclesie Heyning, apportata a Colonia a. dni 1467.*

(2) *Archives belges*, 4^e année, 1902, livraison de juillet, pp. 140-141.

(3) Le premier nom est *Maximianus*, le dernier *Maximus*. On pourrait se demander s'ils ne se rapportent pas au même évêque qui aurait signé en tête, et homologué les autres signatures, ainsi qu'on

d'évêques de la Gaule ayant adhéré au concile de Sardique. Athanase ne donne pas leur siège (1). Cette liste est certainement postérieure à 343, année de la tenue du concile; certainement antérieure à 348, puisqu'elle mentionne Maximin, évêque de Trèves, décédé au plus tard l'année précédente.

Maximianus; Verissimus; Victurus; Valentinus; Desiderius; Eulogius; Sarbatus; Dyscolius; Superior; Mercurius; Declopetus; Eusebius; Severinus; Satyrus; Martinus; Paulus; Optatianus; Nicasius; Victor; Sempronius; Valerinus; Pacatus; Jesses; Ariston; Simplicius; Metianus; Amantus; Amillianus; Justinianus; Victorinus; Saturnilus; Abundantius; Donatianus; Maximus.

Celle de Cologne comprend vingt-quatre noms, tous avec indication de siège, répartis entre deux séries. La première (14 noms) comprend les Pères présents au concile, la seconde (10 noms) les Pères absents, mais ayant donné préalablement leur consentement et mandat pour le vote.

le constate ailleurs. Mais la chose est hautement improbable, d'autant plus que nous constatons qu'en 350 un évêque de la Gaule, nommé Maximus, et certainement distinct de Maximinus, alors décédé, accompagne saint Servais dans son voyage à Alexandrie et à Antioche, en vue de concilier à Magnence, l'évêque Athanase et l'empereur Constance.

(1) Nous n'avons pas besoin de rappeler ici qu'il est absolument certain que les pères du concile de Sardique ont été au nombre de 90 à 100 : Athanase donne les noms de 89, et il les fait suivre de 493 autres noms d'évêques distribués par pays. Ces évêques, postérieurement au concile, ont souscrit à ses décisions.

ÉVÊQUES PRÉSENTS A COLOGNE.

Maximinus (Trèves); Valentinus (Arles); Donatianus (Châlons-sur-Saône); Severinus (Sens); Optatianus (Troyes); Jesses (Spire); Victor (Worms); Valerianus (Auxerre); Simplicius (Autun); Amantius (Strasbourg); Justinianus (Bâle); Eulogius (Amiens); Servatius (Tongres); Discolius (Reims).

ÉVÊQUES REPRÉSENTÉS A COLOGNE.

Martinus (Mayence); Victor (Metz); Desiderius (Langres); Pancharius (Besançon); Sanctinus (Verdun); Victorinus (Paris); Superior (Cambrai); Mercurius (Soissons); Diclopetus (Orléans); Eusebius (Rouen).

Si l'on compare ces vingt-quatre noms avec les trente-quatre de la liste d'Athanase, on voit de suite que dix de cette dernière sont certainement différents (Verissimus, Paulus, Nicasius, Sempronius, Ariston, Metianus, Amillianus, Saturnilus, Abundantius, Maximus).

Restent vingt-quatre noms dans la liste d'Athanase, *exactement* le nombre des Pères de Cologne. L'identité n'est pas douteuse pour vingt-deux d'entre eux. Seulement Satyrus et Pacatus d'Athanase n'ont qu'une ressemblance telle quelle avec Sanctinus et Pancharius de Cologne. Mais la ressemblance est réelle, et, paléographiquement, une orthographe vicieuse est très explicable (1). Nous pouvons donc dire, à la suite de M. K. Hanquet, que *tous les noms de Cologne se retrouvent dans Athanase*.

(1) On sait d'ailleurs que les abréviations des copistes ont souvent induit en erreur les éditeurs d'Athanase sur l'orthographe des noms propres.

Nous allons maintenant rapprocher les deux listes : de leur confrontation va ressortir un phénomène nouveau très intéressant à étudier.

Nous omettons les noms propres à la liste d'Athanase et nous donnons dans leur ordre les autres en les numérotant de 1 à 24.

A côté de chaque nom de la liste colonaise, nous mettons le numéro de l'homonyme athanasien.

Evêques de la Gaule qui ont adhéré au concile de Sardique et ont été présents ou représentés à celui de Cologne.

Liste d'après Athanase.

Maximianus.	1	Satyrus.	13
Victurus.	2	Martinus.	14
Valentinus.	3	Optatianus.	15
Desiderius.	4	Victor.	16
Eulogius.	5	Valerinus.	17
Sarbatius.	6	Pacatus.	18
Dyscolius.	7	Jesses.	19
Superior.	8	Simplicius.	20
Mercurius.	9	Amanus.	21
Declopetus.	10	Justinianus.	22
Eusebius.	11	Victorinus.	23
Severinus.	12	Donatianus.	24

Liste d'après les actes du concile de Cologne.

EVÊQUES PRÉSENTS.

Maximinus.	1	Valerianus.	17
Valentinus.	3	Simplicius.	20
Donatianus.	24	Amandus.	21
Severinus.	12	Justinianus.	22
Optatianus.	15	Eulogius.	5
Jesses.	19	Servatius.	6
Victor.	16 ou 2	Discolius.	7

ÉVÊQUES REPRÉSENTÉS.

Martinus.	14	Victorinus.	23
Victor.	2 ou 16	Superior.	8
Desiderius.	4	Mercurius.	9
Pancharius.	18	Diclopetus.	10
Sanctinus.	13	Eusebius.	11

Il suffit d'un coup d'œil pour constater dans les deux listes l'existence des trois groupes absolument parallèles signalés par M. K. Hanquet.

Athanase, Cologne PP. présents.

Athanase, Cologne PP. représentés.

Eulogius, 5.
Sarbatius, 6.
Dyscolius, 7.

Superior, 8.
Mercurius, 9.
Declopetus, 10.
Eusebius, 11.

Simplicius, 20.
Amantus, 21.
Justinianus, 22.

Il est certain que ce parallélisme n'est pas dû au hasard. Nous savons d'ailleurs que dans les conciles les Pères votaient d'après l'ordre d'ancienneté : c'est donc cet ordre qui a été suivi au concile de Cologne, et il en découle que la disposition parallèle des noms dans la liste athanasienne est pareillement réglée par les dates des ordinations épiscopales.

Puisque cette liste est sensiblement contemporaine de celle de Cologne et concerne le même épiscopat gaulois, il faudrait donc que le parallélisme existât d'un bout à l'autre.

Or, que voyons-nous? Que non seulement il se vérifie exactement pour trois groupes comprenant ensemble dix noms sur vingt-quatre, mais qu'il *tend* à se vérifier pour tous les autres, et que cette tendance se transforme en concordance exacte moyennant des suppositions simples et naturelles.

C'est ce que nous allons montrer.

1° Dans Athanase, nous avons Victurus 2 et Victor 16. Dans Cologne, nous avons Victor 16 ou 2 et Victor 2 ou 16. Nous n'avons pas, jusqu'ici, déterminé de façon précise l'identification. Mais si, à Cologne, nous posons Victor 16 et Victor (Victurus) 2, à l'instant apparaissent deux nouveaux groupes exactement parallèles :

Maximinus, 1.

Victor, 2.

Valentinus, 3.

Desiderius, 4.

2° En tête des Pères représentés à Cologne se trouve Martinus 14. Il y a là une perturbation ; il devrait venir après Victor (Victurus) 2 et Desiderius 4. Mais il aura eu à Cologne une place hors rang comme évêque de la métropole de la Germanie première, siège du Consulaire, parce qu'il s'agissait ici d'une affaire concernant l'évêque de Cologne, métropole de la Germanie seconde.

3° Dans la liste colonaise, Pancharius 18 et Sanctinus 13 sont à peu près à la place qu'il faut pour que le parallélisme ressorte (1). Supposons que le notaire du concile de Cologne ait fait une petite erreur sur leur rang d'ancienneté (ils n'étaient pas là), et qu'il faille les intervertir. Dans ce cas, le parallélisme sera vérifié pour les six premiers Pères représentés comme pour les quatre premiers. En effet, il viendra :

Victor, 2.

Desiderius, 4.

Sanctinus, 5.

Martinus, 14 (de par la remarque 3).

Pancharius, 22.

Victorinus, 23.

(1) Nouvel indice de leur identité avec Pacatus et Satyrus d'Athanase.

4° Severinus 12, Optatianus 15, Jesses 19, Victor 16, Valerianus 17 sont à peu près à la place voulue. Supposons (chose que nous avons vue personnellement se vérifier maintes fois dans des cas similaires) qu'au moment du vote Jesses ait parlé avant ses deux collègues plus anciens, Victor et Valerianus : nous obtenons par le fait même deux groupes parallèles de cinq noms.

5° On remarquera enfin les perturbations finales de la liste des Pères présents à Cologne et des Pères représentés. Elles sont de nature identique : dans le premier cas, après la progression 12 à 22, on vient à 5, 6, 7 ; dans le second cas, après la progression 2 à 23 (remarque 3°), on vient à 8, 9, 10 et 11.

L'unique et très simple moyen de rétablir l'ordre, c'est de supposer qu'Athanase avait sous les yeux la liste originale suivante.

Liste athanasienne originale (restituée).

I. Maximinus (Trèves).	1	XVIII. Jesses (Spire).	13
II. Verissimus.		XIX. Ariston.	
III. Victurus (Metz).	2	XX. Simplicius (Autun).	14
IV. Valentinus (Arles).	3	XXI. Metianus.	
V. Desiderius (Langres).	4	XXII. Amandus (Strasbourg).	15
VI. Donatianus (Chalons-s-Saône).	5	XXIII. Amillianus.	
VII. Maximus.		XXIV. Justinianus (Bâle).	16
VIII. Severinus (Sens).	6	XXV. Victorinus (Paris).	17
IX. Sanctinus (Verdun).	7	XXVI. Saturnilus.	
X. Martinus (Mayence).	8	XXVII. Abundantius.	
XI. Paulus.		XXVIII. Eulogius (Amiens).	18
XII. Optatianus (Troyes).	9	XXIX. Servatius Tongres).	19
XIII. Nicasius.		XXX. Dyscolius (Reims).	20
XIV. Victor (Worms).	10	XXXI. Superior (Cambrai).	21
XV. Simplicius.		XXXII. Mercurius (Soissons).	22
XVI. Valerianus (Auxerre).	11	XXXIII. Declopetus (Orléans).	23
XVII. Pancharius (Besançon).	12	XXXIV. Eusebius (Rouen).	24

Athanase a transcrit d'abord I à V, ensuite XXVIII à XXXIV, puis il est revenu (au lieu de VI et VII) à VIII jusque XXVII, et s'est corrigé en terminant par VI et VII : de cette façon, il a obtenu sa liste actuelle.

Nous mettons en regard la série des évêques de Cologne d'abord telle que l'a donnée le notaire du concile, puis par ordre strict d'ancienneté tel que nous l'avons établi dans les cinq remarques ci-dessus.

Liste de Cologne (d'après les actes).

ÉVÊQUES PRÉSENTS.

Maximinus.	1	Valerianus.	11
Valentinus.	3	Simplicius.	14
Donatianus.	5	Amandus.	15
Severinus.	6	Justinianus.	16
Optatianus.	9	Eulogius.	18
Jesses.	13	Servatius.	19
Victor.	10	Discolius.	20

ÉVÊQUES REPRÉSENTÉS.

Martinus.	8	Victorinus.	17
Victor.	2	Superior.	21
Desiderius.	4	Mercurius.	22
Pancharius.	12	Diclopetus.	23
Sanctinus.	7	Eusebius.	24

Liste de Cologne par ordre strict d'ancienneté.

ÉVÊQUES PRÉSENTS.

Maximinus.	1	Jesses.	13
Valentinus.	3	Simplicius.	14
Donatianus.	5	Amandus.	15
Severinus.	6	Justinianus.	16
Optatianus.	9	Eulogius.	18
Victor.	10	Servatius.	19
Valerianus.	11	Discolius.	20

ÉVÊQUES REPRÉSENTÉS.

Victor.	2	Victorinus.	17
Desiderius.	4	Superior.	21
Sanctinus.	7	Mercurius.	22
Martinus.	8	Diclopetus.	23
Pancharius.	12	Eusebius.	24

§ 2. — *La réunion conciliaire des XXXIV évêques.*

Comment les trente-quatre évêques gaulois catalogués par Athanase ont-ils donné leur adhésion au concile de Sardique?

Nous avions jadis conjecturé que l'on avait fait circuler en Gaule la synodique de ce concile, et que les évêques y avaient apposé leur signature. Cette supposition n'a été faite par personne jusqu'ici; les autres écrivains qui ont exprimé leur pensée sur ce point se prononcent pour un concile. Nous croyons maintenant qu'ils ont raison. C'était le mode naturel et la voie ordinaire, et c'est certainement ainsi qu'ont été recueillies les adhésions des évêques de Palestine et d'Égypte cataloguées par Athanase à la suite de celles des évêques de la Gaule (1).

(1) La plupart des historiens ont cru que les cent quatre-vingt-treize évêques catalogués par Athanase et distribués par provinces (parmi lesquels nos trente-quatre de la Gaule) avaient été présents au concile de Sardique. Voici d'ailleurs ce qu'écrit le P. Ambrosius in Metten (p. 14) sur le point précis dont nous nous occupons : « Wir dürfen also als erstes Concil, an welchem Bischöfe des römischen Germaniens sicher betheiligt waren, ein wahrscheinlich im Frühjahr 345 stattgefundenen gallisches Nationalconcil unter dem Vorsitze des hl. Maximin annehmen, gleich dem spanischen unter Hosius von Corduba (*Libell. synod. gr. ap. Migne, P. L., 8, 1327*) u. a., wo die Serdicenser Beschlüsse angenommen wurden, und aus dessen ihm zugesandten Akten Athanasius die von ihm mitgetheilten 34 Namen gallischer Bischöfe entnommen hat. »

D'ailleurs, des adhésions obtenues par voie épistolaire auraient atteint un chiffre très supérieur à celui de 34. Car, de l'aveu de tous les savants, il devait y avoir vers 350 un minimum de quarante sièges épiscopaux dans le diocèse des Gaules et de cinquante dans celui des V provinces.

La composition de ce concile est très remarquable.

En 346, le diocèse des Gaules était formé de sept provinces : la Belgique 1^{re}, la Belgique 2^{de}, la Germanie 1^{re}, la Germanie 2^{de}, la Séquanie, la Lyonnaise 1^{re} et la Lyonnaise 2^{de}.

Nous omettons la petite province des Alpes Grées et Pennines.

Or, nous constatons que ces sept provinces sont représentées et que chaque fois apparaît l'évêque de la métropole, sauf, naturellement, pour la Germanie 2^{de} (métropole Cologne, évêque Euphratas).

Voici la distribution des Pères par provinces :

- 1^o BELGIQUE 1^{re} : *Trèves*, Metz, Verdun;
- 2^o BELGIQUE 2^{de} : *Amiens*, Reims, Soissons, Cambrai;
- 3^o GERMANIE 1^{re} : *Mayence*, Worms, Spire, Strasbourg;
- 4^o GERMANIE 2^{de} : *Cologne* (absent), Tongres;
- 5^o SÉQUANIE : *Besançon*, Bâle;
- 6^o LYONNAISE 1^{re} : *Lyon*, Châlons-sur-Saône, Sens, Autun, Langres, Auxerre, Troyes, Orléans, Paris;
- 7^o LYONNAISE 2^{de} : *Rouen*.

La liste d'Athanase comprend encore dix noms. Sur un seul, nous avons une indication certaine de siège : c'est celui de Valentin, évêque d'Arles, dans la Viennoise; et nous pouvons ajouter que l'évêque de la métropole (Vienne) ne figure pas dans les neuf autres, car nous possédons une bonne liste de ce siège.

On serait porté à croire que les neuf évêques appartiennent au diocèse des V provinces (1). Cela expliquerait pourquoi ils n'ont pas pris part au jugement de la cause d'Euphratas, ni personnellement ni par procureur. On a d'ailleurs peine à admettre que l'on n'ait pas invité les provinces du Sud comme celles du Nord à adhérer aux décisions prises à Sardique. Elles sembleront peut-être avoir répondu sans enthousiasme à cet appel, puisque les évêques méridionaux, en y comprenant Valentin d'Arles, n'étaient que dix contre vingt-quatre du Nord, quand cependant les sièges épiscopaux étaient plus nombreux dans le Sud.

Peut-être faut-il chercher l'explication de ce petit nombre soit dans une sorte de tiédeur pour la cause orthodoxe dans ces provinces où se produisirent un peu plus tard des défections, soit dans le fait probable de la participation d'un bon nombre d'évêques du Sud au concile tenu à Milan contre l'arianisme et le photinianisme vers la fin de 344 ou au commencement de 345, soit enfin dans l'éloignement relatif des cités.

Quoi qu'il en soit, si les neuf Pères appartiennent au diocèse de Vienne, les évêques de métropole (Narbonne, Bourges, Eauze) sont sans doute parmi eux, comme nous l'avons vu pour ce qui concerne le diocèse de Trèves (2).

(1) Au concile de Valence, l'évêque de cette ville, Æmilianus, signe le second des dix-neuf signataires. Ce doit être l'Amillianus d'Athanasæ.

(2) Nous avons déjà dit que l'évêque de Vienne n'y est pas, tandis que celui d'Arles, dont Vienne est la métropole, est présent. Ne faut-il pas voir dans ce fait un indice remarquable de la prééminence de la Rome des Gaules? Arles, au IV^e siècle, est à l'apogée de sa gloire.

§ 3. — *La date de la réunion conciliaire des XXXIV évêques.*

Mais quand ont été données ces trente-quatre adhésions aux décisions de Sardique? Généralement, on les place en 344 ou en 345, un an ou deux après le concile de Sardique (1). Pour nous, nous croyons qu'elles ont été données dans un synode, tenu en avril ou en mai 346.

Nous avons prouvé plus haut que les vingt-quatre Pères du concile de Cologne, depuis le premier jusqu'au dernier, se retrouvent dans la liste athanasienne. Cette particularité n'admet qu'une explication.

La voici. Quelques jours avant la réunion de Cologne, dans une autre localité, s'est tenue l'assemblée des XXXIV évêques.

De ces trente-quatre, quatorze se sont rendus à Cologne; vingt ne s'y sont pas rendus. De ces vingt, dix ont donné d'avance un avis conforme à celui que devaient émettre les Pères du concile de Cologne et les ont dûment mandatés pour le vote à intervenir. Les dix restants se sont abstenus.

La première raison qui nous amène à faire du concile de Cologne comme une seconde session d'un concile commencé ailleurs, c'est qu'il est invraisemblable qu'à

(1) M^{re} Duchesne date ces adhésions de 344, et il le prouve comme suit : « Saint Athanase dit que les signatures recueillies par la sentence du concile déterminèrent l'empereur Constance à le rappeler à Alexandrie. Les lettres de rappel sont de l'été de 345. (*Le faux concile de Cologne*, p. 25, note 1.) » Mais Athanase ne doit pas être pris si à la lettre, car, pour taire d'autres arguments, parmi ces signatures figurent celles du concile de Jérusalem qui se tint très certainement en 346, sur la fin du voyage de retour d'Athanase.

deux conciles indépendants on constate les mêmes absences et les mêmes présences.

Or, il n'y a pas à Cologne un seul évêque que l'on ne retrouve dans la liste d'Athanase. Cependant, il est incontestable et incontesté qu'au IV^e siècle plus ou moins avancé, dans le diocèse de Trèves, il y avait cinquante-cinq évêchés, et que dans celui de Vienne, il y en avait soixante-six (1).

D'ailleurs, le fait qu'au concile de Cologne dix Pères absents ont donné préalablement leur consentement à la ratification de la déposition d'Euphratas et procuration pour le vote, suppose un concert préalable. Cette entente s'explique naturellement s'ils se sont trouvés les jours précédents dans une autre localité avec les évêques qui partaient pour Cologne (2).

De cette façon enfin, la chronologie des événements devient aisée à établir. Euphratas, rentré en Germanie vers la fin de 344, prêche le marcellisme toute l'année 345 malgré la condamnation de l'erreur identique de Photin au concile de Milan fin 344 ou début 345. Athanase est venu faire ses adieux à Constant, fin 345 ou début 346 : c'est alors (3) qu'est décidé et convoqué le

(1) Nous avons donné plus haut pour le milieu du IV^e siècle un minimum de 40 pour le Nord et de 30 pour le Sud. Ces chiffres, croyons-nous, ne seront pas contestés, surtout maintenant que l'on semble d'accord pour admettre l'authenticité, sinon des actes du concile de Cologne, du moins de la liste d'évêques qu'ils contiennent.

(2) Le fait qu'un seul des dix évêques représentés (Declopetus, évêque d'Orléans) a voté par lettre, montre bien que ces prélats n'ont eu besoin que d'une entente verbale. Declopetus faisait, du reste, partie du concile des XXXIV.

(3) Et très probablement sur les instances d'Athanase. On comprend que les évêques aient attendu jusqu'en mai 346 pour répondre à l'invitation des Pères de Sardique qui, dans leur encyclique,

concile des XXXIV. A la même époque, le principal adversaire d'Euphratas, Servais de Tongres, en présence d'Athanase, attaque l'erreur de son collègue de Cologne, dans une assemblée nombreuse de prêtres et de diacres.

Postérieurement a lieu la déposition d'Euphratas par cinq de ses collègues.

A la fin d'avril ou au début de mai se tient le concile, et c'est durant sa tenue, à la réception d'une supplique des églises de la Germanie 2^{de}, que l'on décide la réunion de Cologne.

Celle-ci se tient le 12 mai 546.

§ 4. — *Le lieu du concile des XXXIV.*

Sur le lieu du concile des XXXIV évêques nous n'avons que des conjectures.

On doit penser tout naturellement à Trèves, capitale de la Gaule, résidence fréquente de l'empereur Constant et siège de l'évêque Maximinus, qui figure en tête de la liste athanasienne. Qui sait si ces évêques n'avaient pas fait coïncider leur arrivée en cette ville avec l'époque du départ du jeune empereur Constant pour l'Italie, où nous le trouvons, le 23 mai 546, à Cézène, dans les Romagnes? Ils seront venus prendre congé de ce prince, grand protecteur de l'Église d'Occident.

Mais nous nous demandons s'il ne faut pas chercher dans la curieuse légende annexée par le P. Crabbe à l'édition princeps du concile de Cologne et empruntée

demandaient instamment l'adhésion à leurs décisions. Les erreurs émises par Marcel d'Ancyre et Photin de Sirmium ont commencé à être bien connues dès la clôture du concile de Sardique : or cette assemblée avait proclamé l'orthodoxie de Marcel d'Ancyre, et elle avait pu le faire parce qu'elle n'avait eu à juger que son écrit de 335.

par lui, ce semble, à Jucundus, une allusion au concile des XXXIV.

Le fond de cette légende est celui-ci : Servais, avant de partir pour Rome, s'est rendu à un concile à Troyes (1), et de là au concile tenu à Cologne à propos du cas d'Euphratas (2).

La position centrale de Troyes la désignait assez bien pour être le siège d'un concile de la Gaule.

§ 5. — *La réunion conciliaire de Cologne.*

L'annonce de ce concile des XXXIV évêques doit avoir causé une certaine agitation en Gaule. Des évêques de la Germanie venaient de déposer Euphratas, Père du concile de Sardique, investi de sa confiance spéciale, puisqu'il y avait été choisi comme ambassadeur de l'Église d'Occident auprès de l'empereur Constance.

Cette synodique de Sardique, à laquelle les XXXIV étaient invités à adhérer, déclarait orthodoxe la doctrine de Marcel d'Ancyre dans son ouvrage de 355 contre l'Arien Astère; elle célébrait sa vertu. Or, Euphratas, l'évêque condamné, se réclamait de la doctrine de Marcel d'Ancyre, et c'était pour l'avoir soutenue qu'on l'avait déposé de son siège.

(1) A ce concile, la légende fait assister saint Exupère, évêque de Toulouse. C'est un anachronisme évident, puisque saint Exupère a certainement siégé à Toulouse au commencement du V^e siècle. Il se peut qu'on l'ait confondu avec Superior, évêque de Cambrai, présent à la réunion des XXXIV, absent, mais représenté, à celle de Cologne.

(2) Il serait très intéressant de rechercher l'origine de cette légende. Il nous semble qu'elle est bien antérieure au XI^e siècle, alors qu'écrivait Jucundus.

La communauté de Cologne (*plebs agrippinensium*), les communautés de tous les *castra* de la Germanie inférieure, prêtres et laïcs, demandèrent à l'assemblée des XXXIV qu'une réunion spéciale se tint à Cologne pour éclairer et rassurer les consciences.

Comme on l'a vu, vingt-quatre évêques répondirent à cet appel par la confirmation unanime de la déposition d'Euphratas (1). Mais pourquoi n'y en eut-il que vingt-quatre?

Il y a une réponse très simple et qui est presque certainement bonne : c'est que les autres, à part un, dont nous allons parler dans quelques instants, étaient des évêques du diocèse de Vienne qui, par conséquent, n'avaient pas à se mêler d'une affaire concernant un évêque du diocèse de Trèves.

Cependant, parmi les non-représentés à Cologne il s'en trouve un qui est certainement du Nord : c'est Verissimus, évêque de Lyon. Pourquoi s'est-il séparé de ses collègues? Devait-on penser qu'il fût marcelliste comme Euphratas? Dieu nous garde d'un pareil soupçon! Mais les *deux seuls* (2) représentants de la Gaule au

(1) On peut, ce semble, relever dans leurs votes des réminiscences de cette synodique de Sardique à laquelle ils avaient adhéré peu de jours auparavant.

(2) On a souvent dit que saint Maximin de Trèves avait été à Sardique. Mais l'*Epistola S. Athanasii ad ecclesias Mareoticas*, envoyée de Sardique (Migne, Ph., t. LVI, p. 851), porte : « Maximus similiter per epistolas de Galliis, incolumes vos in domino opto, dilectissimi. » Ce *Maximus* est sans doute Maximin de Trèves; or, on voit qu'il adhère par lettre. — Les anathèmes du conciliabule de Philippopolis contre lui n'impliquent nullement sa présence personnelle à Sardique. On ne peut davantage arguer de ce qu'il figure en tête du catalogue des XXXIV avec Verissimus comme second.

concile de Sardique avaient été Verissimus et Euphratas, et l'on peut croire que l'évêque de Lyon aura tenu à garder une sorte de neutralité dans une affaire où il s'agissait de la déposition de son confrère à Sardique.

On peut aussi assigner les raisons qu'eurent un bon nombre des dix évêques de ne pas aller à Cologne, mais uniquement de s'y faire représenter; c'est l'éloignement de leur siège ou leur grand âge. Les sièges épiscopaux de Cambrai, Soissons, Langres, Paris, Besançon, Rouen et Orléans sont parmi les plus éloignés de Cologne : ces villes étaient les sièges épiscopaux de sept des dix évêques représentés (1). Les évêques de Metz, de Langres et de Mayence figurent parmi les anciens sur la liste des XXXIV : ces trois prélats sont aussi absents à Cologne (2).

Reste à expliquer l'intervention personnelle d'un évêque d'Arles à Cologne, seul du Sud au milieu des évêques du Nord, quoique le plus éloigné et l'un des plus âgés. Nous estimons qu'il faut voir dans ce fait un indice de la situation spéciale de l'évêque d'Arles dans l'Eglise des Gaules, où il aurait rempli déjà à cette époque les fonctions de délégué de l'évêque de Rome. Nous n'insistons pas sur ce point qui soulève une grosse question et qui peut-être jette sur elle un certain jour.

(1) Cette considération peut expliquer certaines apparences d'ordre géographique dans la liste des Pères représentés à Cologne. Il arrive d'ailleurs que des coïncidences curieuses se produisent fortuitement. C'est ainsi que les évêques actuels de Belgique semblent signer d'après un ordre géographique (circulaire, de droite à gauche) : Malines, Gand, Bruges. Tournai, Namur et Liège. Et cependant, en fait, ils signent d'après l'ordre d'ancienneté.

(2) L'évêque de Langres pouvait donc légitimer son absence par la raison d'âge et d'éloignement.

CONCLUSION.

Il ressort de toute cette étude qu'un concile antiarien s'est tenu en Gaule, probablement à Trèves, sinon à Troyes, sous la présidence de saint Maximin, en avril ou au commencement de mai 346, et que trente-quatre évêques y ont pris part.

Il ressort une fois de plus (1) qu'une réunion conciliaire antimarcelliste s'est tenue en Gaule, à Cologne, sous la présidence de saint Maximin, le 12 mai 346, et que quatorze évêques y ont pris part personnellement et dix par procureur.

Ce double événement vient s'encadrer entre le concile antiarien et antiphotinien, tenu à Milan fin 344 ou commencement 345, et un nouveau concile contre Photin, tenu à Milan en 347.

L'Église d'Occident, dans ces diverses assemblées, a

(1) C'est ici le lieu de rappeler une judicieuse réflexion du bollandiste Cornille de Bye; il la faisait à propos de l'Achille des arguments apportés de son temps encore contre les actes du concile : « Nec raro fit, ut, etsi quidem difficultates objectae, quae, ne res quaequam gesta credatur, impediunt, vix ac ne vix quidem solvi posse videantur, mox tamen si omnia, quae cum re illa conjunguntur anteaque ignorabantur, adjuncta innotuerint, evanescent. Quare id quoque, quantum ad modo propositum quo Synodum agrippinensem impugnant argumentum, verosimiliter, si omnia quae ad hanc spectant modoque adhuc ignorantur, adjuncta innotescerent, locum esse sortiturum, existimari haud immerito potest. » (AA. SS., t. V, octobris, p. 595.) La découverte des lettres festives d'Athanase est venue donner raison au docte jésuite, en fixant avec certitude la date du concile de Sardique.

fait preuve d'un discernement doctrinal remarquable, puisqu'elle a su répudier simultanément deux dangereuses exagérations opposées l'une à l'autre.

Les Pères de Cologne ont un mérite spécial : en condamnant Euphratas, ils ont assimilé à Photin Marcel d'Ancyre, évêque recommandable, sans doute, par sa vertu et son zèle contre l'arianisme, et, à ce titre, glorifié par le concile de Sardique, mais finalement tombé dans un extrême opposé (1). La sentence rendue à Cologne est en définitive une proscription synodale du marcellisme et c'est la première en date dans l'Église d'Occident.

Quelques années plus tard, au concile d'Arles (334), Constance, devenu le seul maître de l'empire, demandera aux évêques de souscrire à la condamnation d'Athanase, de Marcel et de Photin. Il s'en trouvera quelques-uns pour faire le départ entre la vérité et l'erreur et refuser de signer la condamnation d'Athanase tout en acceptant celle de Marcel et de Photin : leur chef était Paulin, évêque de Trèves, successeur immédiat de Maximin (2). Il payera de l'exil sa fidélité à suivre les exemples des Pères du synode de Trèves (ou Troyes) et de Cologne.

(1) Selon nous, il y a penché dès 335, dans son ouvrage contre Astère, et le concile de Sardique l'insinue discrètement.

(2) Sulpice Sévère, *Historia sacra*. Migne, P. L., t. XX, pp. 149-151.

L'ancien Palais de Bruxelles et ses hôtes princiers; par le chevalier Edmond Marchal, secrétaire perpétuel de l'Académie.

Paris doit à Alphonse Daudet *Les Rois en exil*, ce sensationnel roman historique des mœurs royales de la capitale de la France, dans lequel se coudoient et même se bousculent nombre de Majestés ou de Princes en rupture de ban royal ou impérial.

Bruxelles vient d'être doté de *L'Auberge des Princes en exil* (1), curieux ensemble d'anecdotes sur la Cour espagnole de cette ville au XVII^e siècle. Nous nous en occuperons plus loin, lorsque je croirai pouvoir faire connaître le nom de l'auteur de cet intéressant volume, par la raison que je désire, avant tout, donner l'historique de l'édifice à qui a été appliqué ce qualificatif.

« L'Auberge des Princes en exil », c'est le Palais royal de Bruxelles que l'on vient de démolir pour être remplacé par l'une des plus magnifiques constructions en ce

(1) Ce mot d'auberge, qui sonne si... bourgeoisement à nos oreilles est encore employé en Italie pour les grands hôtels.

Dans un compte de la ville de Bruxelles de 1484, folio 19 v^o, il est dit : Den heere van Nassouwen, tot syn edificie van eenen nieuwe huysse binnen deser stadt, te doen maecken in syn *herberge* by den Coudenberge, boven thien honderd ringsgulden by de stadt gegunt, anno 1481. Or, la demeure des Nassau était plus qu'un hôtel, c'était un réel palais qui le disputait au palais ducal d'alors. (Voir GALSLOOT, *Bull. de la Comm. royale d'histoire*, 3^e série, tome IX, p. 491.)

genre, qui honorera autant Notre Auguste Souverain le Roi Léopold II, qui en a suscité le projet, que l'architecte, auteur des plans, M. Henri Maquet.

« L'Auberge des Princes détrônés », ainsi que Messieurs les Français appelaient, au XVII^e siècle, le Palais de Bruxelles, comme nous en verrons plus loin le motif, ne fut d'abord qu'un antique et fruste Steen, forteresse ou château féodal, en pierres des environs de Bruxelles, datant peut-être, selon l'historien Gramaye, de Charles de France (?), frère de Lothaire, duc de Brabant en 976, qui y aurait résidé dit-on ? Il fut remis en don ou en apanage, en 1179, par Godefroid III, duc de Lothier et de Louvain, à son fils aîné Henri I^{er}, lors du mariage de celui-ci avec Mathilde, mère de Philippe, comte de Flandre, et héritière du comté de Boulogne (1).

Il est déjà question du château ducal, *Bruxelle in castro*, dans une charte de 1150 de Godefroid le Grand ou le Barbu, premier duc héréditaire, approuvant une vente de terres à l'abbaye de Grand-Bigard par Francon Lupus ou Le Loup, avec l'assentiment de sa mère et de son frère Wenemaer.

Henné et Wauters disent que ce château constituait une véritable forteresse, *Castrum* ou *Castellum*, sur la hauteur dominant la ville appelée « Coudenberg ». Othon II avait signé en 974 ou en 976 plusieurs diplômes à *Brusela*, nom sous lequel on croit voir Bruxelles. Or, on assure que les premiers comtes de Bruxelles auraient eu leur château dans l'île Saint-Géry, au milieu de la ville

(1) *Bull. de la Comm. roy. d'histoire*, 4^e sér., t. VII, pp. 335-336.

d'alors (1). C'est possible, mais comment se fait-il que les Bruxellois, grands remueurs de pavés, n'en aient jamais retrouvé les fondements ou tout au moins des vestiges des moellons qui en constituaient les fondements?

Le château de Coudenberg fut rebâti sous Jean II ou Jean III, ducs de Brabant, et agrandi alors du côté du Borgendael, agglomération d'habitations qui se trouvaient entre le château et l'abbaye de Coudenberg; l'abbé Mann pense que ces changements remonteraient seulement à Jean III qui, en 1321, aurait acquis des champs pour créer le premier parc. L'édifice fut de nouveau agrandi vers le commencement du XV^e siècle : le compte du domaine de 1403 (2) en cite déjà nombre d'appartements parmi lesquels figurent, entre autres, la grande et la petite salle, la chambre de la duchesse de Brabant, sa salle à manger, son étuve ou salle de bains, sa chapelle, son comptoir, la chambre du confesseur, etc.

Jean III y reçut en 1320 le roi de Bohême, Jean de Luxembourg, dit *l'Aveugle*, qui fut tué en 1346 à Crécy où il avait voulu absolument combattre, malgré son infirmité : « Menez-moi dans la bataille, aurait-il dit

(1) Selon Henne et Wauters, les premiers comtes de Bruxelles avaient leur château dans l'île de Saint-Géry, au milieu d'une garenne (*Warande*) plantée sur le terrain actuel de la rue d'Anderlecht, et qu'en 1309 on appelait déjà le *Vieux Parc* (?). — *Traxeruntque Lambertus seu Baldericus et Oda sua conjux moram Bruzellae, in curia circa flumen prope capellam S. Gaugerici*, dit A. Thymo. (*Histoire de Bruzelles*, t. I, p. 26.)

(2) SCHAYES, *Histoire de l'architecture en Belgique*. Édit. Jamar, t. IV, p. 68.

à son écuyer, pour que je donne aussi un bon coup! » Hélas! bientôt reconnu, il fut immédiatement entouré, abattu de son cheval et tué.

Jean de Luxembourg vécut à Bruxelles pendant plusieurs mois. Il tint un enfant du duc sur les fonts baptismaux et conclut avec celui-ci un traité d'alliance.

Édouard III, roi d'Angleterre, séjourna au château de Bruxelles en août 1339, avant d'aller faire le siège de Cambrai. Selon Froissart (livre I, § 75), il y donna un tournoi dans lequel il rompit nombre de lances, ainsi que le firent aussi plusieurs princes d'Allemagne.

Pour s'assurer l'alliance des Flamands, Édouard convoqua, en 1340, en un parlement à Bruxelles, dans l'hôtel de Coudenberg, les habitants de Gand, Bruges, Ypres, Courtrai, Damme et l'Écluse, du terroir du Franc et des autres bonnes villes de Flandre, avant de prendre le titre de roi de France, selon Froissart (éd. Luce), livre I, chapitre XXXI, page ccxli. D'après *l'Art de vérifier les dates*, Édouard avait déjà pris ce titre en 1337, comme le prouvent, dit-il, ses lettres patentées du 7 octobre, par lesquelles il nomme le duc de Brabant son lieutenant ou vicaire en Flandre (?).

L'allié de Jacques d'Artevelde avait été précédé au château de Bruxelles par son grand-père Édouard I^{er}, qui y était venu pour rendre visite à sa fille Marguerite, mariée à Jean II, duc de Brabant. Édouard, débarqué à Anvers en 1323, y a aussi fait une visite.

Philippe le Hardi fut l'hôte du château le 26 mars 1398 et les 1-11 et 23-30 septembre 1401; son fils Jean Sans Peur n'y vint que du 20 au 25 février 1416.

L'édifice n'avait encore guère de proportions primitives lorsque Philippe le Bon devint héritier des deux

duchés de Brabant alors existants : après Jean III (1355), dernier mâle de la lignée de Jean le Victorieux, Anvers et une partie de Malines passèrent à sa fille Marguerite, duchesse de Bourgogne; l'aînée, Jeanne, eut le reste du Brabant et du Limbourg qu'elle abandonna en 1404 à son neveu Antoine, deuxième fils de Marguerite et de Philippe le Hardi; cette branche s'éteignit en 1430 : c'est ce qui explique comment Philippe le Bon en devint le propriétaire. Il y résida notamment en 1441, 1463, 1465 et 1466; on sait qu'il mourut à Bruges le 15 juin 1467. La ville avait fait bâtir, en 1452, sur sa demande, l'*Aula Magna*, de 150 pieds de long sur 60 de large; elle en confia la direction à son maître ouvrier ou architecte, Guillaume de Vogel (1).

Philippe avait résolu d'étendre le parc du château jusqu'à l'ancienne porte de Louvain, d'un côté, et, de l'autre, jusqu'à la porte (existant jadis) du Treurenberg; il le fit entourer de murs pour le peupler de gibier. Il chargea son maître de toutes les œuvres, Boucquet de Latre, de réaliser ce projet (2).

Rappelons-nous qu'à cette époque nous étions en plein style gothique. L'*Aula Magna*, fort élevée, n'était soutenue à l'intérieur par aucun pilier, contrairement à l'usage établi pour les grandes salles capitulaires; elle était éclairée sur trois de ses côtés par une rangée de hautes fenêtres à ogives surbaissées au-dessus desquelles régnait un rang de fenêtres croisées. Les côtés latéraux se ter-

(1) SCHAYES, *Histoire de l'architecture en Belgique*, t. IV, p. 70, édit. Jamar, 1850.

(2) HENNE et WAUTERS, *Histoire de Bruxelles*, t. III, p. 330.

minaient en pignons à créneaux et étaient flanqués aux angles de quatre hautes tourelles octogones entourées d'une balustrade et couronnées de flèches. L'entrée de la salle se trouvait à droite d'une tourelle semblable, accolée au centre de la façade, donnant sur la cour du palais. La porte, bâtie sous Charles-Quint (sa statue ornait la niche qui surmontait l'arc central), était abritée par un élégant portique; on y arrivait par un double perron à double rampe garni d'une balustrade. La façade postérieure donnait, avec les cours, jardins, étang, emplacement pour les tournois et le célèbre labyrinthe, du côté du Parc, c'est-à-dire au nord. Cet ensemble fut successivement agrandi en 1345, 1430 et 1552. D'une large terrasse on descendait vers les jardins par un escalier en pente douce qui menait au niveau de la future rue d'Isabelle. La façade antérieure se profilait dans l'axe de l'ancienne Magdalena Steenweg, — c'est-à-dire dans l'axe où se trouve la statue de Godefroid de Bouillon; — ce steenweg fut redressé en 1760, lors de la création de la place Royale. Cette partie devint alors la Montagne de la Cour (1); elle était entourée

(1) D'après le plan de Bruxelles d'Harrewyn jeune, imprimé en 1711 chez Eugène Fricx, imprimeur du Roi, la chaussée de la Madeleine, prolongement du Marché-aux-Herbes, débouchait vis-à-vis de l'entrée principale de la Cour des Bailles, c'est-à-dire contre le Palais même; celui-ci n'était séparé de l'hôtel d'Hoogstraete que par une rue (d'Isabelle), dans laquelle se trouvait le jardin du grand serment des arbalétriers de Saint-Georges. C'est à peu près contre la première enceinte de Bruxelles, dont une des tours subsiste encore au bas de la Montagne-du-Parc, à droite du mur qui se terminait de ce côté à la porte du Treurenberg, que fut tracée la rue Royale; le Parc, dessiné par Zinner, forma alors un parallélogramme dont le

de l'ancienne Cour des Bailles, du flamand *Balie* ou balustrade; la place Royale occupe la plus grande partie de la superficie de cette Cour des Bailles, qui allait jusqu'à la rue de la Régence, c'est-à-dire jusqu'à la Chambre des comptes d'alors (1).

Charles le Téméraire, qualifié aussi de Terrible après le sac de Dinant, en août 1466, et le sac de Liège, en 1467, le 3 novembre, reçut dans le palais ducal Louis XI, son « beau cousin », — ainsi qu'ils s'appelaient entre eux, — lorsque celui-ci, n'étant encore que Dauphin, avait dû quitter la France par suite de dissentiments avec son père Charles VII. Charles, né en 1433, n'avait que dix-neuf ans lorsqu'il rompit sa première lance, en 1452, contre Jacques de Lalaing, dit le *bon chevalier*, dans la cour du Palais de Bruxelles. Jacques de Lalaing, né en 1421, avait donc douze ans de plus que lui. D'après Henne et Wauters, que nous suivons de préférence au français barbare et prolix de Olivier de la Marche (l. I, chap. 22), qui, le premier, a donné le récit de cette joute, le comte de Charolais ayant atteint l'âge de dix-huit ans, son père résolut de lui faire accomplir ses premières armes, et, à cet effet, fit crier

côté opposé au Palais fut la rue de Brabant, ensuite rue de la Loi. D'autre part, la rue actuelle du Musée, anciennement rue de la Cour, qui, sur le plan de 1572, était encore la continuation de la Magdalena Steenweg et passait contre l'hôtel d'Orange-Nassau, fut supprimée depuis la chapelle Saint-Georges et reprise, comme rue du Musée, dès l'entrée même de l'hôtel. Voir *Civitates orbis terrarum*, publié par BRAUN, avec planches de Hogenberg.

(1) CH. DUVIVIER, dans *Revue d'histoire et d'archéologie*, t. I, p. 430; t. II, p. 444.

une joute. A la demande de la duchesse, trois jours avant la fête, le jeune prince s'essaya d'abord dans le parc contre Jacques de Lalaing, *le bon chevalier sans peur et sans doute*, comme on l'appelait communément. Le tournoi eut lieu ensuite sur la Grand'Place de Bruxelles, le premier dimanche du carême 1452; le comte rompit dix-huit lances et remporta le prix que les dames lui remirent (1).

Voici comment Éléonore de Poitiers raconte, dans son livre sur les *Honneurs de la Cour*, l'arrivée du dauphin à Bruxelles : « Le dauphin, accompagné environ de dix chevaux, arriva à Bruxelles à huit heures du soir, et quand Madame la duchesse (la femme de Philippe le Bon) et Madame de Charrolois sceurent qu'il estoit dedens la ville, elles allèrent jusques à la porte devant la cour qui est sur les bailles, et là, de pied coy, l'attendirent, et quand il vint tout près d'elles, il descendit et baisa Madame la duchesse et Madame de Charrolois, lesquelles s'agenouillèrent à terre, et puis il vint baiser le demeurant des dames et damoiselles de l'hostel. Après cela, il print Madame la duchesse par le bras et la vouloit mettre au dessus de lui, ce qu'elle n'eust jamais fait; toutesfois, il en pressa tant Madame qu'elle lui dit : Monsieur, il me semble que vous avez désir que l'on se moque de moi, car vous me voulez faire faire ce qu'il ne m'appartient pas. Monsieur le dauphin disoit que non et qu'il lui devoit bien faire honneur; car il estoit le plus pauvre du royaume de France. »

Éléonore de Poitiers rapporte ensuite que, malgré les

(1) *Histoire de Bruxelles*, t. I, p. 253.

instances de la duchesse, le dauphin s'avança au milieu de la cour pour aller au-devant du duc. Philippe descendit aussitôt de cheval : « Et dès qu'il perçut Monsieur le dauphin, il s'agenouilla jusques à terre. Monsieur le dauphin voulut marcher; mais Madame, laquelle il tenoit par le bras, le retint, et Monsieur le duc s'avança tant qu'il eust fait le deuxiesme honneur, premier que le dauphin sceust venir à luy; et quand il vint à luy, le duc s'agenouilla jusques à terre, et le dauphin le prinst bras-à-bras (1). »

Philippe le Bon abat, le 8 mai 1437, le papegay, place du Grand Sablon; il va voir la procession et dîner à l'hôtel de ville. L'année suivante, le 22 mai, son fils, le comte de Charolais, abat à son tour le papegay, ainsi qu'il résulte des comptes de la ville qui avaient été détruits lors du bombardement de 1695 et dont M. L. Galesloot a retrouvé une copie qu'il a publiée (2). D'autre part, en 1451, Nicolas de Cusa, cardinal de Saint-Pierre-ès-liens, à Rome, et conséquemment prince de l'Église, arrive à Bruxelles venant d'Allemagne, où il avait été envoyé par le pape Nicolas V pour rétablir la discipline monastique. Il fut reçu en grande pompe par Philippe le Bon, qui alla à sa rencontre à une demi-lieue hors de la porte de Louvain (3).

Charles le Téméraire était d'une aussi grande instabilité de personne que de caractère.

(1) Aliénor ou Éléonore de Poitiers était femme de Guillaume de Stavele, vicomte de Furnes, et fille de Jean, seigneur d'Archis, et d'Isabelle de Portugal.

(2) *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 3^e sér., t. IX, p. 475.

(3) HENNE et WAUTERS, *Histoire de Bruzelles*, t. I, p. 250.

Ses plus longs séjours à Bruxelles se placent en 1462, 1465, 1467, 1468 et 1475. Le 5 janvier 1477, on le trouva mort dans un fossé des fortifications de Nancy. A ses côtés avait combattu son ami Jean II, duc de Clèves et comte de la Marck, dit *le Clément*, dont le goût pour les combats avait tellement inquiété ses courtisans qui craignaient pour sa vie, qu'ils suscitèrent en lui l'amour des femmes. L'*Art de vérifier les dates* dit qu'avant son mariage il était déjà père de soixante-trois enfants, ce qui le fit appeler en allemand *Kindermacher*.

Philippe le Beau et sa femme Jeanne d'Aragon furent plus stables; ils habitèrent simultanément Bruxelles et Gand. C'est à Gand, dans leur château dit « Cour du Prince », datant de Louis de Male (1353), et qui a disparu définitivement en 1835, que Jeanne, pendant que se donnait un bal, se sentant indisposée, alla se réfugier dans un lieu d'aisances et y mit au monde Charles-Quint; son entourage, inquiet de son absence, l'y trouva dans les douleurs de l'enfantement (1).

Au temps de Philippe le Beau, le palais fut agrandi en

(1) « Les archiducs logeaient à Gand, au palais nommé la Cour du Prince. Le 25 février 1500, il y avait une grande fête à la Cour. La princesse, magnifiquement parée, y assistait à la fin de sa grossesse, mais elle sortit pendant un moment sous prétexte de quelque besoin : ses dames, la voyant tarder de revenir, la cherchèrent, et on la trouva seule, en plein travail d'enfantement, dans un lieu très dange-reux et nullement destiné à cette auguste naissance. Elle fut secourue à temps et accoucha heureusement de ce monarque (Charles V). » Cette anecdote, provenant du manuscrit des archives de Gand : *Memorien der stad Gent*, rub. S. Pierre, n° 45, figure dans les éditions Tarde et de Reiffenberg de l'*Histoire des troubles des Pays-Bas sous Philippe II*, de L.-J.-J. VAN DER VYNCKT.

1481, 1483 et 1484, selon les comptes de la ville (1). Il avait choisi Malines pour la résidence de ses enfants. Il reçut au Palais de Bruxelles, le 22 juillet 1486, l'empereur d'Allemagne Frédéric III, père de Maximilien d'Autriche, qui lui succéda en 1493 (2).

Maximilien et sa femme, Marie de Bourgogne (3), l'unique héritière et fille de Charles le Téméraire, durent résider à Bruxelles, car deux de leurs enfants, Marguerite et François (celui-ci mort jeune), y furent baptisés en 1478 et en 1482.

Philippe de Clèves et de la Marck, seigneur de Ravesteyn, petit-fils de Jean Sans Peur, qui s'était séparé de Maximilien dans la lutte de celui-ci contre les Flamands, avait été mis au ban de l'Empire par l'empereur Frédéric III, le 5 septembre 1488. Le 18, Philippe, bravant cette condamnation, entra triomphalement, comme capitaine général de la Flandre, dans Bruxelles, où sa femme résidait habituellement. Le 25 août 1489, il en sortait après la reddition du Brabant au duc de Saxe.

Marie d'Autriche, reine de Hongrie, dont le mari Louis II avait été tué à la bataille de Mohacs en 1526, était fille de Philippe le Beau dont elle fut le quatrième enfant. Marie naquit au Palais de Bruxelles le 15 septembre 1505; elle fut baptisée le 20 dans l'église du

(1) HENNE et WAUTERS, *Histoire de Bruxelles*, t. III, p. 321.

(2) DE REIFFENBERG a donné, dans les *Bull. de la Comm. roy. d'histoire* de 1846 (1^{re} sér., t. XI, p. 658), l'état de l'hôtel de Philippe le Beau, à Bruxelles, en l'an 1496. Ce prince souverain mourut à Burgos, le 25 septembre 1506.

(3) C'est le tombeau de Marie dans Notre-Dame à Bruges qui inspira à Louis XV, après la prise de la ville en 1745, cette réflexion : « Voilà le berceau de toutes nos guerres ! »

Sablon. D'autre part, la reine Éléonore de France, femme de François I^{er}, également fille de Philippe le Beau, revint visiter le Palais de Bruxelles, où elle aussi avait reçu le jour, le 20 octobre 1544, accompagnée du duc d'Orléans et du prince de Piémont.

C'est dans ce même palais qu'Érasme harangua Philippe le Beau le 6 janvier 1504, peu après le retour d'Espagne de ce souverain avec sa femme; Charles-Quint n'avait alors que quatre ans (1).

Devenu impérial après l'élection de Charles-Quint à l'Empire, le Palais de Bruxelles resplendit alors de richesses. L'empereur y tint une cour fastueuse et de grandes fêtes y eurent lieu (2). A deux reprises, en 1534 après la conquête de Tunis, et en 1550, il y reçut avec les plus grands honneurs le dey ou roi de Tunis, Muley-Hassem.

En 1553, le Palais abrita jusque sept têtes couronnées : l'empereur; Philippe, son fils; Maximilien, fils de Ferdinand, qui devint aussi empereur et qui, alors, était roi de Bohême, et sa femme Marie, fille de Charles-Quint; la reine Éléonore, veuve d'Emmanuel, roi de Portugal, qui épousa François I^{er}, roi de France, ainsi que Marie, reine de Hongrie, toutes deux sœurs de Charles-Quint; enfin, Muley-Hassem, déjà cité.

Christiern II, roi de Danemark, surnommé *le Cruel*,

(1) HENNE et WAUTERS, *Histoire de Bruxelles*, t. I, p. 321.

(2) Voir la pièce de vers de Nicaise Ladam, surnommé « le Songner », dit Grenade, héraut d'armes du roi Charles, faite en 1516 à l'occasion du « Tournoy a fer esmoulu faict à Bruxelles », (*Bull. de la Comm. roy. d'histoire*, 1^{re} sér., t. III, p. 166.)

chassé par ses sujets dès le commencement de son règne, s'était réfugié à Bruxelles en 1521. Il était l'époux d'Isabelle, sœur de Charles-Quint, laquelle mourut en 1526. Le magnifique tombeau de celle-ci, détruit par les iconoclastes en 1579, s'élevait dans l'oratoire de l'abbaye de Saint-Pierre, à Gand.

Le grand chancelier d'Angleterre sous Henri VIII, Thomas More, venu en ambassade en Flandre, a vraisemblablement dû être reçu au Palais (1).

I.

C'est sous le règne brillant de Charles-Quint que surgirent dans Bruxelles nombre de monuments et de splendides hôtels qui firent de cette capitale la plus belle ville des Pays-Bas. Elle rivalisait alors avec Gand, qui avait inspiré à Charles-Quint, lorsque, de passage à Paris en 1539, il fut reçu par François I^{er}, qui voulait lui faire admirer la capitale, le célèbre jeu de mots : « Je mettrais Paris dans mon gant ! » C'est de cette époque que datent la première reconstruction de l'ancienne halle au pain ou Maison du Roi, Grand'Place (1515-1525), — ainsi appelée alors parce qu'elle renfermait plusieurs tribunaux chargés de veiller aux droits et aux domaines de la couronne, — ce joyau d'architecture de la fin du style flamboyant, si habilement restauré il y a peu d'années; l'église Saint-Géry, rebâtie sur un emplacement plus vaste, de 1520

(1) Voir *Bull. de la Comm. roy. d'histoire*, 1^{re} sér., t. XVI, p. 74.

à 1562; les nouvelles Bailles de la Cour (1), dont les architectes malinois Antoine Keldermans *le Vieux* et son fils Antoine dessinèrent les plans, et dont le célèbre fondeur en cuivre René Van Thienen, de Bruxelles, coula les statues ainsi que les figures d'animaux, sur les modèles du peintre bruxellois Jean Van Roome; la grande chapelle ou chapelle impériale, commencée en 1525, qui se trouvait à l'amorcement de la rue Royale à la place Royale; bâtie sur les plans de Rombaut Keldermans, architecte de Charles-Quint; elle remplaçait la chapelle construite en 1363 par Adam Gheerys; la belle galerie du Palais, supportée par des arcades, qui renfermait des tableaux, des tapisseries, des objets d'art, etc. (2). La chapelle du Saint-Sacrement de Miracle, dans la collégiale des SS. Michel et Gudule, date de l'année 1534.

C'est en exécution d'une des dispositions testamentaires de Philippe le Beau que Charles-Quint avait fait reconstruire, en l'agrandissant, la grande chapelle; elle

(1) La première *baillie van buyten het hof*, selon un almanach flamand de 1682, fut construite en pierre bleue sur les ordres de Maximilien d'Autriche, avec l'intention d'y placer les figures en bronze des ducs de Brabant, qui devaient être coulées en Espagne. Quatre seulement, Godefroid I^{er} le Barbu, son fils Godefroid II, Maximilien et Charles-Quint, furent placées; les autres furent englouties par la mer pendant une tempête, dit L. HYMANS, *Bruxelles à travers les âges*, t. I, p. 206. Étrange! car Maximilien mourut en 1519, lorsque Charles-Quint n'avait encore que dix-neuf ans!

(2) C'est Butkens (édit. van Lom, de 1726) qui a donné la meilleure description du Palais. Toutefois il a copié Sanderus, qui écrivait en 1659 et qui a reproduit les descriptions sommaires de Puteanus et de Guichardin. — Voir aussi BERGERON, *Itinér. Germ.-Belgique*.

ne fut terminée qu'en 1555, après l'abdication (1). L'inscription gravée sur une plaque commémorative en cuivre disait qu'elle était dédiée à saint Philippe et à saint Jean-Baptiste, en mémoire de Philippe le Beau et de sa femme Jeanne d'Aragon, au vœu de Charles-Quint, de ses sœurs Éléonore, reine de France, et de Marie, reine de Hongrie. Philippe II l'orna de tapisseries représentant l'histoire de Gédéon. Pillée en 1579, elle fut restaurée par les archiducs Albert et Isabelle, qui y firent placer une tour et une horloge. Épargnée par l'incendie de 1731, elle ne fut démolie qu'en 1774, en même temps que tous les murs du Palais qui restaient encore debout. Henne et Wauters assurent qu'elle renfermait d'immenses richesses et que dans un tabernacle en forme de tour se trouvait une partie de la croix sur laquelle fut supplicié l'apôtre saint André, le patron de l'ordre de la Toison d'or.

Quant à la longue galerie supportée par douze arcades, du côté du Parc, construite de 1553 à 1557 par ordre de Charles-Quint, le cardinal-infant Ferdinand y fit placer, en souvenir de sa joyeuse entrée de gouverneur général des Pays-Bas en 1635, les douze statues colossales des empe-

(1) Le vendredi 25 octobre 1555, un peu avant trois heures, Charles-Quint, vêtu de deuil et portant le collier de la Toison d'or, quitta sa petite maison du Parc, accompagné de son fils, d'Emmanuel-Philibert de Savoie, de son grand écuyer (de Boussu), de son sommelier de corps (de la Chaulx) et d'autres gentilshommes. Ses infirmités ne lui permettant plus l'usage du cheval, il monta une petite mule, et à son arrivée au Palais il alla attendre dans ses anciens appartements que les députations des États fussent arrivées.

Voir la suite de la relation dans GACHARD, *Retraite et mort de Charles-Quint au monastère de Juste*. Introduction, pp. 78 et suiv.

reurs qui, de Rodolphe I^{er} à Ferdinand II, avaient occupé le trône impérial de 1273 à 1637. Ces statues, faites par Artus ou Arnould Quellyn le Vieux pour l'un des arcs de triomphe dessinés par Rubens lors de la joyeuse entrée du cardinal à Anvers, étaient un don de cette ville au cardinal-infant. Cette galerie, construite en quatre ans, agrandie et embellie ensuite par les archiducs Albert et Isabelle, renfermait un mobilier d'une rare magnificence.

La reine Marie de Hongrie ainsi que Marguerite de Parme, la fille naturelle de Charles-Quint, habitèrent aussi le Palais de Bruxelles. Seule, Marguerite d'Autriche, fille de Maximilien et tante de l'empereur, s'était fixée à Malines où elle mourut en 1530. Son palais subsiste encore et sert de local au tribunal de première instance.

C'est dans cet immense édifice qu'Holbein peignit, en 1537, le portrait de Christine de Danemark, duchesse de Milan, veuve, deux années auparavant, — bien qu'agée seulement de seize ans, — de François-Marie Sforza et qui était venue auprès de sa tante Marie, reine de Hongrie, en vue d'épouser le roi d'Angleterre Henri VIII, qui recherchait sa main (1).

Jean, duc de Nevers, avait pris et pillé Dinant en 1554. Coligny, qui avait été créé amiral l'année précédente par le roi de France Henri II, vint à Bruxelles pour traiter au nom de son souverain de la rançon et de l'échange des prisonniers de guerre.

M. Auguste Laugel, dans l'intéressant livre où il parle

(1) Selon WAUTERS, Bernard Van Orley aurait aussi peint, dans le Palais, le portrait de Christine. *Bernard Van Orley* (BULL. DE L'ACAD. ROY. DE BELGIQUE, 3^e sér., t. I, pp. 401 et 431).

de Gaspard Coligny (1), raconte que celui-ci fut reçu le 29 mars 1555, par Charles-Quint, dans la maison où il s'était retiré dans le Parc de Bruxelles. « Son habillement estoit une petite robe citadine de serge de Florence, coupée au-dessous des genoux, ses bras passés au travers des manches en pourpoint de treillis d'Allemagne noir, un bonnet de Mantoue entouré d'un petit cordon de soie, sa chemise à simple rabat. » L'amiral le salua au nom du roi de France et lui présenta une lettre de son souverain ; Charles-Quint ne put l'ouvrir, le tiret se trouvant un peu plus fort que pour les lettres ordinaires ; il la tendit à l'évêque d'Arras : « Vous voyez, Monsieur l'admiral, comme mes mains qui ont faict et parfaict tant de grandes choses et manié si bien les armes, il ne leur reste maintenant la moindre force et puissance du monde pour ouvrir une simple lettre. Voylà les fruits que je rapporte pour avoir voulu acquérir ce grand nom, plein de vanité, de grand capitaine et très capable et puissant empereur. » Charles-Quint continua ainsi sur le ton le plus familier : il demanda à voir Brusquet (le fou d'Henri II) et s'amusa de sa conversation : « Tu fais le fou, lui dit-il, et je t'assure que tu ne l'es pas. » Coligny eut encore plusieurs fois l'honneur d'être reçu par Charles-Quint ; et Brantôme raconte que, dans une de ces conversations où se plaisait l'empereur, il vint un jour à parler des grands capitaines : Il n'en reste plus, disait-il, que trois : « Luy premièrement, se donnant en premier lieu, comme de raison, M. le connestable, son oncle, pour le second, et le duc d'Albe pour le tiers » ; il ne voulait point faire

(1) *Fragments d'histoire*. Paris, 1886, vol. in-8°. — Voir aussi RIBIER, *Lettres et mémoires d'Estat*, t. II, p. 633.

tort au roi Henri, ni à M. de Guise, ni à l'amiral à qui il parlait, mais il était nécessaire que le temps leur apportât une plus longue expérience, il leur fallait vivre continuellement en guerre comme lui, « qui n'y avoit nullement espargné son corps tout royal, mol et tendre, l'y ayant abandonné comme le moindre soldat (1) ».

Charles-Quint reçut dans sa maison le légat que lui envoyait le pape Jules III. Ce légat était le cardinal d'Imola (Hieronymo Dandino). Il arriva à Bruxelles le 15 mai 1555. Sa mission était de réconcilier l'empereur avec Henri II, à qui le pape avait envoyé comme légat le cardinal de Saint-Georges (Hieronymo de Cappiterra). Dandino fut reçu le 10 juin par Charles-Quint. Le 2 juillet, il consacrait la grande chapelle. D'autre part, l'archevêque de Conza (Gerolamo Muzzarelli) avait été reçu le 10 mars 1554 par l'empereur (2).

Philippe II n'aimait pas Bruxelles. Il n'y vint qu'en 1549, au mois d'avril, et en 1555, le 8 septembre, pour assister à l'abdication de son père (3). Il y était encore en 1559.

Marguerite de Valois, duchesse de Valentinois, fille de Henri II et première femme de Henri IV, lors de son voyage aux Pays-Bas en juillet et août 1577, arriva par Valenciennes pour continuer par Mons, Namur, Huy

(1) Pour la Cour et la vie intérieure de Charles-Quint, voir lettres de G^{me} Van Male ou Malinaeus, *Revue nationale de Belgique*, t. XII, 4^e livr., p. 232.

(2) *Bull. de la Comm. roy. d'histoire*, 4^e sér., t. I, pp. 263, 264, 273.

(3) Voir dans HENNE : *Histoire de Charles-Quint*, t. X, pp. 260 et suiv., la description de la salle du Palais où a eu lieu l'abdication, ainsi que le compte rendu de la cérémonie.

et Liège; elle revint en France par Huy, Namur, Dinant, Florennes et passa la frontière d'alors pour arriver à Cateau-Cambrésis. Elle ne s'arrêta pas à Bruxelles et ne vint donc point visiter le palais impérial, ainsi qu'il est constaté par sa relation de voyage (1).

D'après une lettre de Pietro Aldobrandino, secrétaire d'État d'Alexandre Farnèse, duc de Parme, venu à Bruxelles en juillet 1567, — et retenu par Marguerite de Parme, — lettre adressée à Cosimo Masi, secrétaire du duc de Parme même (2), le duc d'Albe aurait fait son entrée à Bruxelles le 22 août suivant. « Son Excellence, dit-il, vint droit au Palais où Son Altesse l'attendait dans sa chambre à coucher; elle vint au-devant de lui jusque tout près de la porte de ladite chambre. Le duc ayant voulu s'incliner pour lui baiser la main, elle l'accueillit avec bienveillance. Ils parlèrent ensemble, échangeant des compliments, une demi-heure environ; le duc témoigna une grande volonté de servir Son Altesse. Cela fait et après avoir salué les dames, le duc se rendit à son logement qui touche aux écuries de Son Altesse. »

C'est dans le Palais de Bruxelles que la gouvernante générale Marguerite de Parme reçut, le 5 avril et le 30 juillet 1566, les délégués du Compromis des nobles.

Le frère de l'empereur Rodolphe II, l'archiduc Ernest, nommé gouverneur général des Pays-Bas par le Roi d'Espagne Philippe III, arriva à Bruxelles le 30 janvier 1594; il y mourut le 21 février de l'année suivante,

(1) DINAUX, *Archives du Nord de la France*, avril 1840, pp. 416-469. Voyage de Marguerite de Valois, reine de Navarre, dans les Pays-Bas (juillet et août 1577).

(2) *Bull. de la Comm. roy. d'histoire*, 3^e sér., t. XI, pp. 301-303.

âgé seulement de 41 ans ; il a été inhumé dans le chœur de l'église Sainte-Gudule. Pendant son court séjour, il trouva le moyen de tenir une cour fastueuse. Ses dépenses nous ont été révélées par les comptes de son secrétaire intime et premier valet de chambre, Blaise Hütter (1).

Le célèbre grand commandeur de Castille, Louis de Zuniga y Requesens, arrivé à Bruxelles le 17 novembre 1573, son successeur immédiat don Juan d'Autriche, frère naturel de Philippe II, le vainqueur de Lépante, et son compagnon d'armes à cette bataille navale de 1571, Alexandre Farnèse, comme l'archiduc Ernest dont nous avons déjà parlé, n'avaient fait que de courts passages au gouvernement général des Pays-Bas, lorsque Philippe II songea à faire de ceux-ci un État sous le gouvernement de sa fille Isabelle et du cardinal Albert d'Autriche qui devait devenir son mari. Albert avait déjà été nommé pour succéder au comte de Fuentes ; il arriva, à cet effet, à Bruxelles, le 29 janvier 1596.

Ce ne fut que le 6 mai 1598, après la paix de Vervins, que Philippe réalisa ses projets en ce qui concernait sa fille. Philippe mourut le 13 septembre suivant ; Isabelle avait épousé, le 18 avril 1597, l'archiduc Albert à Valence ; ils ne vinrent s'établir au Palais de Bruxelles qu'en septembre 1599.

Albert et Isabelle firent exécuter au Parc des travaux considérables, dont le coût s'éleva de 30 à 40 mille florins, selon les papiers d'État et de l'audience aux Archives générales du Royaume. Le célèbre Salomon de Caus y travailla comme ingénieur des archiducs.

(1) *Bull. de la Comm. roy. d'histoire*, 1^{re} sér., t. XIII, pp. 85 et 135.

Isabelle s'était fait bâtir contre le rempart, derrière la chapelle impériale, une demeure d'où elle pouvait avoir accès dans le jardin du grand serment des arbalétriers de Saint-Georges. C'est évidemment là l'origine du nom de la rue d'Isabelle. C'est dans cette demeure qu'on déposa, en 1754, les livres et les manuscrits échappés à l'incendie du Palais en 1751, dont nous parlerons plus loin : c'est la maison transformée en 1772 contre l'hôtel Errera et qui a donné à cette issue le nom de passage de la Bibliothèque, au haut des escaliers, derrière la statue Belliard.

Sur la gravure d'Harrewyn (extr. de Sanderus : l'ancien Palais des ducs de Brabant et le Parc, à la lettre I, figure cette maison d'Isabelle (*Chambre du Grand Serment*). Son oratoire est à la lettre F.

Jean-Ernest, duc de Saxe, né en 1594, qui succéda à son père le 31 octobre 1605, entreprit en 1613 un voyage en France, en Angleterre et aux Pays-Bas. C'est à Jean-Guillaume de Neumayr de Ramssla, que nous en devons la relation publiée à Leipzig en 1620, et traduite par Schayes (1).

Voici la partie qui concerne Bruxelles et son château :
« ... Le 7 février, S. A. prit la route de Bruxelles... Bien que S. A. fût descendue à Bruxelles, à l'auberge des Quatre Seaux, l'ordre vint de la Cour de n'y rien commander, S. A. devant être logée ailleurs.

» Environ une heure après arrivèrent auprès de S. A., dans deux voitures, attelées chacune de quatre chevaux, le comte de Boussu et deux autres seigneurs, dont l'un était Milanais; le comte la complimenta de la part de

(1) *Trésor national*, 2^e sér., t. III, p. 168.

l'archiduc et la mena dans un logement situé en face de la Cour. Les appartements en étaient richement décorés de tapisseries, et des officiers espagnols furent chargés d'y faire la garde...

» A quatre heures de relevée, S. A. et les comtes de Boussu et d'Embden se rendirent à la Cour dans deux voitures. Elle fut conduite d'abord par la grande salle au rez-de-chaussée, puis par deux vastes salons, où la garde était rangée en armes des deux côtés et où il se trouvait un grand nombre de spectateurs; après avoir traversé plusieurs autres appartements remplis de seigneurs de la Cour, elle arriva ensuite dans une petite chambre fort simple (*ein klein niedrig gemach*). Là se tenait debout, à droite, contre le mur, l'infante d'Espagne, épouse de l'archiduc, sous un dais en brocard d'or et sur une estrade élevée de terre de deux degrés et couverte de tapis. Avant de s'approcher de l'estrade, S. A. salua l'infante, puis, après avoir monté les degrés, elle s'inclina de nouveau et toucha le bas de sa robe; en même temps l'infante s'inclina aussi et prit la main droite de S. A., comme pour la relever. S. A. la complimenta dans la langue française, qu'elle comprenait très bien, dit-on. Elle l'engagea à plusieurs reprises à se couvrir, ce qu'il fit à la fin. L'infante lui répondit en espagnol. Le comte de Boussu, qui se tenait à leurs côtés, leur servit d'interprète.

» En se retirant, S. A. salua de nouveau l'infante. Il y avait beaucoup de seigneurs dans l'appartement. Les dames, dont un grand nombre étaient de très petite taille, se tenaient en face et à la droite de l'archiduchesse.

» Cette visite terminée, S. A. fut menée, à travers plusieurs appartements, auprès de l'archiduc. Ce dernier,

bien qu'il eût été très malade de la goutte pendant plus de deux mois et qu'il vint de sortir d'une fièvre dange-reuse, tellement qu'en plusieurs endroits on avait fait courir le bruit de sa mort, alla au-devant de S. A. jusqu'à la porte de l'appartement, appuyé sur une canne. Il était revêtu d'un habit noir espagnol, portant des culottes terminées en pointe, et un manteau long. L'archiduc reçut S. A. d'une manière affable, la conduisit jusqu'à son fauteuil, placé contre le mur, à côté d'une petite table, et la fit asseoir sur un autre fauteuil vis-à-vis du sien ; on posa devant l'archiduc une banquette, sur laquelle il appuya les pieds. Les personnes de la suite de S. A. qui avaient été admises dans l'appartement, de même que les seigneurs et autres qui y étaient entrés avec elles, se retirèrent sur un signal qui leur fut donné, de manière que l'archiduc et S. A. se trouvèrent seuls ensemble. Mais peu de temps après, on leur permit de nouveau d'entrer; ils allèrent l'un après l'autre saluer l'archiduc, qui, au fur et à mesure que chacun d'eux lui faisait sa révérence, se découvrait et s'informait de son nom et de son état à S. A., qui se tenait à ses côtés. Cette cérémonie achevée, l'archiduc reconduisit S. A. jusqu'à la porte (1)... »

L'archiduc Albert mourut le 13 juillet 1621 ; sa femme lui survécut jusqu'en 1633. Pedro Henriquez d'Azevedo, comte de Fuentes, déjà cité, fut alors nommé administrateur des Pays-Bas ou, selon ses lettres patentes, préfet militaire de l'Espagne dans nos anciennes provinces (2).

(1) Nous avons suivi littéralement la traduction donnée par A.-G.-B. SCHAYES dans le *Trésor national*, 2^e sér., t. III, pp. 224-226.

(2) HENNE et WAUTERS, *Histoire de Bruxelles*, t. III, p. 313.

Il périt en 1643 à la bataille de Rocroi, où il commandait la fameuse cavalerie espagnole qui fut pendant si longtemps la terreur de l'Europe (1).

Les archiducs n'ayant pas eu d'enfants, les Pays-Bas, à la mort d'Isabelle, rentrèrent sous la domination espagnole et furent livrés à une suite de gouverneurs généraux : Ferdinand, cardinal-infant, nommé en 1633 par Philippe IV, son frère, et qui mourut le 9 novembre 1641; Francisco de Mello, qui, malgré sa réputation d'habile capitaine, perdit la bataille de Rocroi le 9 mai 1643; le marquis Emmanuel de Castel Rodrigo, gouverneur de 1644 à 1647; l'archiduc Léopold-Guillaume, fils de l'empereur Ferdinand II, qui exerça le gouvernement de 1647 à 1656 (2); don Juan d'Autriche, fils de Philippe IV, qui mourut au mois de mars 1659; Louis de Benavides Carillo, nommé en 1659 et rappelé en Espagne au mois de septembre 1664; Francisco de Moura y Cortereal, marquis de Castel Rodrigo, qui à son tour retourna en Espagne au mois de septembre 1668 et mourut en 1675; le connétable de Castille, Inigo Melchior Fernandez y Tovar de Velasco, duc de Frias, qui ne resta au gouvernement général que jusqu'au mois de juillet 1670; Juan Domingo y Zuñiga et Fonseca, comte de Monterey, qui, à son tour, fut rappelé en Espagne au mois de février 1675; le duc de Villa-Hermosa, Carlos de Gurrea,

(1) *Bull. de la Comm. roy. d'histoire*, 4^e sér., t. II, pp. 31, 218. *L'Art de vérifier les dates* dit qu'il mourut à Milan en 1610 (?).

(2) Comme l'infante Isabelle, il fut roi du serment de Saint-Georges; il eut aussi l'honneur, au même titre, de voir planter l'arbre de mai devant le Palais de Bruxelles. Voir *Bull. de la Comm. roy. d'histoire*, 4^{re} sér., t. XI, p. 506.

qui n'en jouit que jusqu'au mois de décembre 1677; Alexandre Farnèse, prince de Parme, arrivé aux Pays-Bas le 24 octobre 1678 d'où il repartit en 1682; le marquis del Caretto, Otton-Henri, remplaçant Farnèse; il mourut le 19 juin 1685; son successeur, Francisco-Antonio de Agurto, marquis de Gastañaga, et enfin, avant le marquis de Bedmar, Isidor de la Cueva, nommé par Philippe V, le duc Maximilien-Emmanuel de Bavière, de si aimée et si respectée mémoire, qui fit son entrée à Bruxelles le 26 mars 1692. Maximilien, duc de la Haute et de la Basse-Bavière, fut nommé gouverneur à vie, en 1699, des provinces du cercle de Bourgogne, c'est-à-dire des Pays-Bas d'alors (1), Philippe V lui en ayant cédé la souveraineté. Lors du baptême de son fils, la Cour de Bruxelles déploya un luxe extraordinaire; des fêtes splendides eurent lieu.

Cette série de gouverneurs généraux avaient été les délégués des pouvoirs royaux des successeurs de Philippe II, les rois d'Espagne Philippe III (1598-1621), Philippe IV (1621-1665), Charles II (1665-1700) et Philippe V (1700-1724).

Aux troubles des Pays-Bas, qui s'éteignirent complètement sous le gouvernement paternel des archiducs Albert et Isabelle, succédèrent en Europe une série de guerres de rivalités, de compétitions, de conquêtes : l'annexion de la Lorraine à la France (1652), la rivalité entre la France et l'Espagne aux Pays-Bas, qui se prolongea de 1633 à 1700, la guerre des princes réformés d'Allemagne contre l'empereur et les princes catholiques,

(1) *Bull. de la Comm. roy. d'histoire*, 4^e sér., t. II, p. 68.

connue sous le nom de guerre de religion ou de « Trente ans », qui dura de 1618 à 1648.

D'autre part, Charles II, notre dernier souverain de race espagnole proprement dit, mort le 1^{er} novembre 1700, avait, par testament, désigné comme héritier le deuxième fils du dauphin; la maison de Bourbon, en la personne de Philippe V, duc d'Anjou, petit-fils de Louis XIV, né en 1683, devenait, par ce fait, souveraine de nos provinces dès 1700. Le traité d'Utrecht de 1713, établissant la paix entre la France, l'Espagne, l'Angleterre et la Hollande, mit fin à la guerre de la succession d'Espagne. Or, c'est dans cette longue période de nos annales de domination espagnole qui part de la fin du XVI^e siècle, que M. Gossart, dans son livre : *L'Auberge des princes en exil* (1), s'est occupé des têtes couronnées et princières qui étaient venues demander asile aux Pays-Bas. C'est surtout l'histoire anecdotique du temps du roi Philippe IV qui en fait l'objet.

(1) Bruxelles, Weissenbruch, 1905, pet. in-12. Afin de conserver au volume de 230 pages de M. Gossart toute sa saveur, je préviens le lecteur que je ne fais ici que rappeler le plus sommairement possible ce qu'il renferme. Le titre a été suggéré à l'auteur par une lettre écrite de Madrid le 27 juin 1634, qui se trouve dans le tome XIII du *Memorial historico español*, et par une note qui l'accompagne, publiés par la Commission royale d'histoire de Madrid. Dans la lettre se trouve cette phrase : « On dit que la Flandre est devenue une « Auberge de princes français » ! » et dans la note : « Selon VIBANCO : *Histoire manuscrite de Philippe IV*, on appelait alors à Paris, ce monarque : « L'aubergiste des princes détrônés » ! »

II.

La série des grandes figures dont M. Gossart s'est occupé commence par Charlotte-Marguerite de Montmorency, fille du connétable Anne de Montmorency. Elle avait été mariée à quinze ans, par ordre de Henri IV (avec des réserves mentales amoureuses de celui-ci, bien connues), à Henri de Bourbon, prince de Condé (1). Sollicitée par le Roi Vert-Galant, l'oncle de son mari, de donner un coup de canif dans son contrat de mariage, elle s'empressa, d'accord avec son bien-aimé époux, de passer la frontière qui nous séparait alors de la France, pour se mettre à l'abri de l'insigne faveur dont son royal protecteur et admirateur voulait l'honorer. Ils arrivèrent à Bruxelles en 1609. C'est à l'hôtel d'Orange-Nassau que Mademoiselle de Montmorency, belle-sœur de la princesse, alla d'abord habiter avec son époux, avant d'aller définitivement se réfugier au Palais même.

Le 14 mai 1610, Henri mourait frappé par le couteau de Ravaillac.

Gachard, dans son rapport sur ses *Recherches en Espagne* (2), dit que, parmi les trente-huit lettres qu'il a retrouvées de l'Infante Isabelle à son père, la plus curieuse est celle qui roule sur la guerre que Henri IV voulut faire aux Pays-Bas, à cause du refus des archiducs de lui rendre la princesse de Condé. L'Infante, — continue M. Gachard, — raconte les moyens qu'employait le roi

(1) LE DUC D'AUMALE, *Histoire des princes de Condé*, t. II, pp. 255-260.

(2) *Bull. de la Comm. roy. d'histoire*, 1^{re} sér., t. IX, p. 268.

de France pour faire parvenir à la princesse, à Bruxelles, des lettres et des présents. Isabelle trace le portrait de cette princesse, « dont la conduite lui cause, dit-elle, une peine extrême parce qu'elle est la plus jolie et la plus douce personne du monde, » et elle ajoute « que, lorsqu'elle se rappelle la figure du vert galant (Henri IV), elle ne peut s'empêcher de rire, malgré la guerre dont elle est menacée par lui... ». Gachard ajoute en note : « Nous avons dans nos archives plusieurs lettres échangées entre les archiducs et Henri IV, touchant la princesse de Condé. »

Puis vient l'altière et despotique veuve de Henri IV, Marie de Médicis, à qui son caractère valut, de la part de son fils Louis XIII, l'invitation de passer à tout jamais la même frontière des Pays-Bas d'alors. Elle fit son entrée à Bruxelles le 13 août 1631 ; elle y avait été précédée par les principaux ennemis de Richelieu, le duc de Vendôme, le seigneur de Sedan, duc de Bouillon, etc.

Elle habita les appartements de l'archiduc, qui se composaient de quatre chambres tapissées de toile d'or ou de satin blanc brodé et d'une alcôve avec lit (1).

Donnons toutefois, ici, un témoignage d'admiration et de reconnaissance à sa mémoire pour les magnifiques tableaux qu'elle commanda à Rubens, et qui sont une des gloires du Louvre.

Henri IV, s'il ne fut pas le modèle des époux, était le modèle des pères. Il ne souffrait pas que ses enfants l'appelassent Sire en lui parlant. « Je veux, disait-il, qu'ils m'appellent leur père. Ils ne sauroient prononcer

(1) HENNE et WALTERS, *Histoire de Bruxelles*, t. II, p. 48.

ce nom sans se souvenir en même temps de l'obéissance qu'ils me doivent. » Sa tendresse pour ses enfants ne l'aveuglait pas, au reste, sur leurs défauts. Il s'était aperçu que le dauphin était opiniâtre, et il avait fait tout ce qu'il avait pu pour rompre cette inflexibilité de caractère. « Vous avez pleuré, disait-il un jour à la reine (Marie de Médicis), de ce que je fouettois votre fils avec un peu de sévérité; mais quelque jour vous pleurerez beaucoup plus du mal qu'il aura et de celui que vous aurez vous-même... D'une chose plus, je vous assure, c'est qu'étant de l'humeur que je vous connois, et prévoyant celle de votre fils, vous entière, pour ne pas dire têtue, Madame, et lui opiniâtre, vous aurez assurément maille à partir ensemble. » (Histoire de la mère et du fils rapportée dans l'*Art de vérifier les dates*, article *Henri IV.*)

Le turbulent et peut-être inconscient Gaston d'Orléans, frère de Louis XIII, qui par faiblesse ou par légèreté de caractère, entra dans tous les partis politiques, arriva à Bruxelles en 1632.

Voici ce qu'en dit le duc d'Aumale (1) :

« Monsieur était en Lorraine depuis plusieurs mois (1632); renonçant subitement à la main de Marie de Gonzague qu'il avait paru désirer avec tant de passion, il venait d'épouser la sœur de Charles IV, et croyait avoir lié la fortune de ce prince à la sienne. Louis XIII voulut dissoudre cette alliance : deux fois, en décembre 1631 et en mai 1632, il envahit les États de M. de Lorraine; les intrigues de Gaston servaient de prétexte pour

(1) *Histoire des princes de Condé*, t. III, p. 240.

frapper l'armée du duc Charles et dégager nos alliés de la France en Allemagne. M. de Lorraine céda et chassa son beau-frère, qui, avec quelques régiments, rebut de l'armée espagnole, se prépara à rentrer en France » (après avoir passé par les Pays-Bas, ajouterai-je).

Or, d'après une tradition dans ma famille, la fuite de Nancy de la femme de Gaston, Marguerite de Lorraine, sœur de Charles IV, aurait été protégée par un de mes ancêtres en ligne directe, Nicolas-Georges Marchal, compagnon d'armes du duc, « fils de l'ingénieur des fortifications de nos païs », dit le diplôme, et constructeur, en 1594, des fortifications de la ville même de Nancy : Nicolas Marchal. Cet acte, joint aux titres de celui-ci à la reconnaissance des ducs de Lorraine, nous a valu la noblesse en 1634. Le diplôme a été signé le 10 janvier par le duc, lequel abdiquait neuf jours après (le 19 suivant).

Voici comment j'ai raconté cette évasion dans ma notice (1) sur mon père, le chevalier François-Joseph-Ferdinand Marchal, ancien membre de l'Académie :

« Richelieu voulait se rendre maître de Nancy en vue d'en faire le boulevard de la France contre l'Allemagne. Louis XIII et le cardinal attirèrent par des flatteries le duc de Lorraine dans leur camp et l'y retinrent. Le cardinal, qui était frère du duc Charles IV, avait obtenu d'entrer dans la place pour parlementer, mais en réalité pour faire évader Marguerite, sa sœur. Afin de mieux assurer cette fuite, la princesse, déguisée en simple garde, prit place sur une haquenée, au milieu de l'escorte qui

(1) *Annuaire de l'Académie royale de Belgique* pour 1900.

suivait le cardinal. Nicolas-Georges Marchal était à côté d'elle dans un costume semblable, avec la mission de veiller sur ses jours; il ne la quitta que lorsqu'elle fut en sûreté à Thionville, alors au roi d'Espagne. (Voir manuscrits de la Bibliothèque de Nancy, n^{os} 10043 à 10048.) Quant au cardinal de Lorraine Nicolas-François, qui avait dû quitter les ordres pour épouser sa cousine Claude, il ne vint à Bruxelles qu'en juin 1654. »

D'autre part, voici ce que dit le duc d'Aumale du duc Charles IV (1) :

« Charles IV, duc de Lorraine en 1624, à l'âge de vingt ans. Dépouillé par Louis XIII, il se joint aux Impériaux en Allemagne; abdique le 19 janvier 1634, en faveur du cardinal Nicolas-François, son frère; prend part à la victoire remportée à Nördlingen sur les Suédois par le cardinal-infant (6 septembre 1634); depuis lors, il soutint et continua une guerre rigoureuse, quoique parfois ralentie par des tentatives d'accord. Arrêté le 26 février 1634 à Bruxelles par Fuensaldaña, il resta cinq années prisonnier des Espagnols. La Lorraine lui fut rendue par le Traité des Pyrénées, puis reprise par Louis XIV en 1670. Il termina sa vie par la défaite du maréchal de Créquy, le 11 août 1675, à Consarbruck, à 7 kilomètres de Trèves, puis mourut un mois après (18 septembre). »

Avant Charles IV, don Emmanuel, prétendant à la couronne de Portugal, mort en 1638, était venu se réfugier à Bruxelles; il avait épousé Émilie, fille de Guillaume le Taciturne et d'Anne de Saxe. Il était fils

(1) *Histoire des princes de Condé*, t. III, pp. 240-241.

d'Antonio, grand prieur de Crato (1), mort à Paris en 1595, qui avait disputé la possession du Portugal à Philippe II.

Vient la princesse de Phalsbourg, Henriette, sœur aînée du duc Charles IV précité, qui fut comparée, autant pour ses défauts que pour ses qualités, à Charlotte-Marie de Lorraine, célèbre sous le nom de duchesse de Chevreuse, nom de son mari qui épousa ensuite Claude de Lorraine, dont nous avons déjà parlé. De Chevreuse fut le chef de la conspiration des *Importants*, en 1643 (2).

Arrivons à la figure la plus originale de ce temps : Christine de Suède, que son abdication a rendue encore plus célèbre après son abjuration solennelle du protestantisme. Née en 1626, elle était devenue reine à 6 ans (1632), après la mort héroïque, à Lutzen, de Gustave-Adolphe, son père, qui, à sa naissance, lorsque les femmes occupées à la recevoir s'exclamaient que ce serait un garçon, tellement Christine était noire et velue, s'écria : « Cette fille sera habile, car elle nous a tous trompés (3) ! »

Arckenholtz (4), son historien le plus copieux, assure qu'elle avait déjà passé quelques jours incognito (?) à Bruxelles avant d'y être reçue royalement le 23 décembre 1654. Le prince de Condé-Montmorency, lequel habitait Bruxelles avec sa femme depuis 1609 et qui, avec l'archiduc Léopold, était allé recevoir officiellement

(1) Ordre de chevalerie fondé en 1113 d'après la règle des chevaliers de Malte.

(2) LE DUC D'AUMALE, t. III, p. 107.

(3) Christine se présentait *coiffée* de la tête aux genoux, c'est-à-dire revêtue d'une membrane, que le peuple regarde comme un présage de bonheur pour l'enfant.

(4) *Mémoires concernant Christine de Suède*, t. I, p. 455.

Christine à Anvers, aurait dit : « Est-ce là cette femme-homme qui a si légèrement abandonné un objet pour lequel nous combattrions et nous userions toute notre vie sans pouvoir l'obtenir ! »

Christine, dont on croit que les mémoires qu'elle a écrits sont au Vatican, avait constamment refusé de se marier, disant : « Il peut naître de moi un Néron aussi bien qu'un Auguste. »

Arckenholtz (1) assure que c'est le P. dominicain Guemes qui l'initia à la religion catholique. « Après cette cérémonie, quoique secrète, dit-il, il n'y eut sorte d'agrémens que la Cour de Bruxelles ne tâchât de procurer à une hôtesse si agréable. Le bal, la comédie, les tournois, les parties de chasse, les promenades, tous ces plaisirs se succédèrent l'un à l'autre, et même le cardinal Mazarin (malgré la guerre ouverte qu'il y avoit alors entre la France et l'Espagne) y donna une espèce de relief en envoyant de Paris à Bruxelles une bande entière de comédiens... La reine en fait part à son amie, la belle comtesse Ebba Sparre, par une lettre qu'elle lui écrivit à Stockholm. Voici la fin de cette missive à la femme du comte Jacques-Casimir de la Gardie : « ...Mes occupations sont de bien manger et de bien dormir, étudier un peu, causer, rire, voir les comédies françoises, italiennes et espagnoles, et à passer le tems agréablement. Enfin, je n'écoute plus des sermons, je méprise tous les orateurs. Après ce que dit Salomon, tout le reste n'est que sottise, car chacun doit vivre content en mangeant, buvant, chantant. Adieu, belle, et souvenez-vous de votre

CHRISTINE. »

(1) *Mémoires concernant Christine de Suède*, t. I, p. 473.

On raconte qu'apprenant que son amie M^{me} de la Suze, séparée de son mari, venait aussi d'abjurer le protestantisme, elle aurait dit : « C'est pour ne plus revoir son mari ni dans ce monde ni dans l'autre ! »

Il paraîtrait que Christine, peut-être pour échapper aux dames qui venaient la baiser (?), — ce qui lui inspira cette réflexion : « Elles me prennent peut-être pour un homme ! » — alla habiter l'hôtel d'Egmont jusqu'au moment de son départ, le 12 septembre 1655. Ce serait l'hôtel d'Egmont attenant au palais d'Arenberg, que l'on vient de démolir.

Le duc d'Aumale, dans le tome VI de son *Histoire des princes de Condé* (1), s'est beaucoup occupé de Christine et surtout de ses relations avec le grand Condé. Il fait là part un peu trop belle à celui-ci : glissons, mais n'appuyons pas ; nous nous en référons à ce sujet à la lettre ci-après de Christine à M^{lle} de Scudéri.

Mais, d'abord, rappelons que Gachard, dans ses *Recherches en Espagne* (2), raconte qu'il y a trouvé une lettre qu'écrivit de Bruxelles, le 22 août 1654, l'abbé de Balerne (Philippe Chifflet) à son neveu, Jules Chifflet, chancelier de la Toison d'or, à Madrid, sur l'arrivée et le départ de Christine à Bruxelles. On y lit, entre autres particularités, que la reine parlait très bien le français ; qu'elle jouait au billard et au mail avec une adresse merveilleuse ; qu'elle était d'une vivacité telle qu'elle ne pouvait rester longtemps dans le même endroit ; et que, dans la conversation, on avait de la peine à la suivre.

(1) Page 367.

(2) *Bull. de la Comm. roy. d'histoire*, 1^{re} sér., t. IX, p. 288.

Une des choses qui frappèrent le plus l'abbé était que, quoique de petite taille, Christine *portât les souliers très bas*.

Nous n'avons pas à nous occuper ici du séjour de Christine en France (1) et à Rome. A Paris, elle avait fait la connaissance de Madeleine de Scudéri. La sœur du poète et romancier, laquelle fut un des ornements de l'hôtel de Rambouillet et qui, bien que fort laide, sut s'attacher entre autres Pellisson et Conrart, reçut de Rome, le 30 septembre 1687, la lettre suivante de Christine (2) :

« Je ne comprends pas Mademoiselle de Scudery comment une personne qui a écrit comme vous sur la Tyrannie de l'usage, ignore celui qu'on a établi à Rome. Vous avez mal adressé *votre Ami*. Ne savez-vous pas, qu'il seroit plus facile à vos François de voir la Grande Sultane que moi, quoique personne ne soit ni amoureux ni jaloux de moi, et que je sois Dieu merci, en mon entière liberté? Il y a ici une espèce de passion qui n'a pas de nom, qu'on substitue à l'amour et à la jalousie qui règnent à Constantinople, et l'on s'y vange sur votre nation des chagrins bien ou mal fondés qu'on prétend avoir reçus de moi. Je suppose toutefois que cet usage finira, et si jamais cela arrive, je ferai voir à votre ami que tous les honnêtes gens sont bien reçus chez moi, mais surtout ceux qui sont de votre connoissance.

» Je suis toutefois très résolue de ne rien contribuer à

(1) M. CHARLES JOLIET a consacré un curieux article à son séjour en France, sous le titre : *Une reine excentrique : Christine de Suède à la cour de France*, dans la *Revue britannique* d'avril 1873.

(2) ARCKENHOLTZ, t. II, p. 272.

ce changement, et la conduite de ma vie passée doit persuader aux gens que je me passe sans peine de tout. Cela n'empêche pas que vos reproches sur mon portrait ne me soient agréables. Vous avez raison, et je vous promets de réparer ma faute d'une manière, qui ne vous déplaira pas. En attendant, en voici un qui ne vous coûtera rien. Sachez donc que depuis le tems que vous m'avez vûë, je ne suis nullement embellie. J'ai conservé toutes mes bonnes et mauvaises qualités aussi entières et aussi vives qu'elles ont jamais été. Je suis encore, malgré la flatterie, aussi mal satisfaite de ma personne, que je la fus jamais. Je n'envie ni la fortune, ni les vastes États, ni les trésors, à ceux qui les possèdent, mais je voudrais bien m'élever par le mérite et par la vertu, au-dessus de tous les mortels, et c'est-là ce qui me rend mal satisfaite de moi. Au reste, je suis en parfaite santé, qui me durera autant qu'il plaira à Dieu. J'ai naturellement une grande aversion pour la vieillesse et je ne sai (*sic*) comment je pourrai m'y accoutûmer. Si l'on m'eût donné le choix d'elle, et de la mort, je crois que j'aurois choisi sans hésiter, la dernière. Toutefois, puisqu'on ne nous consulte pas, je me suis accoutumée à vivre avec plaisir. Aussi la mort qui s'approche et ne manque jamais à son moment, ne m'inquiète pas. Je l'attends sans la désirer et sans la craindre... »

Christine mourut en 1689, le 19 avril. Au moment fatal, elle aurait répété ce qu'elle avait dit trente années auparavant, qu'« étant libre, elle voulait mourir libre » (1).

(1) Pour les détails de sa maladie, etc., voir note de M. COREMANS, dans le *Bull. de la Comm. roy. d'histoire*, 1^{re} sér., t. XI, p. 79.

Dans sa lettre précitée, Christine, par les mots « votre ami », désignait Louis II, prince de Condé, dit le Grand Condé, qui, lors de son arrivée à Anvers le 12 août 1647, où elle avait repris ses vêtements de femme, aurait été reçu avec les plus grands honneurs par l'archiduc Léopold, tandis qu'elle refusa sa visite : le Grand Condé aurait voulu, dit-on, être reçu de la même manière. Cela choqua un peu le prince, mais, dit Arckenholtz (1), on trouva cet expédient qu'il serait reçu par Christine en qualité de cavalier particulier. On raconte que dans un des premiers entretiens, la Reine lui parla ainsi : « Mon cousin, qui auroit cru, il y a dix ans, que nous nous serions rencontrés l'un l'autre dans cet état ci ? »

Voici comment la comtesse d'Aunoy rapporte l'entrevue de Bruxelles : « La reine Christine disoit à tout le monde qu'elle souhaitoit passionnément de voir le Prince de Condé; qu'il était devenu son héros; que ses grandes actions l'avoient charmée; qu'elle avoit envie d'aller apprendre le métier de la guerre avec lui. Le Prince n'avoit pas moins de curiosité de la voir qu'elle en témoignoit pour lui. Au milieu de cette commune impatience la Reine s'arrêta tout d'un coup sur quelques formalités et sur quelques démarches qu'elle refusa de faire lorsqu'il viendrait la saluer. Ces raisons l'empêchèrent de le voir avec les cérémonies accoutumées. Mais un jour que la chambre de la Reine était pleine de courtisans, le Prince s'y glissa. Soit qu'elle eût vu son portrait, ou que son air martial le distinguât entre tous les autres, elle le démêla et le reconnut. Elle voulut aussitôt le lui témoigner par des civilités extraordinaires.

(1) Tome I, p. 453.

Il se retira sur-le-champ. Elle le suivit pour le conduire : alors il s'arrêta et se contenta de lui dire ces mots : *Ou tout ou rien*. L'un des jours après on ménagea une entrevue entre eux au Mail, qui est dans le parc à Bruxelles. Ils s'y parlèrent avec beaucoup d'honnêtetés et beaucoup de froideur... »

D'autre part, selon le Sr Coste, le Prince se glissa dans la chambre de la Reine et l'aborda comme l'un de ceux qui la saluaient de sa part. « ... Il y vint donc *incognito* et sans aucun cérémoniel. Ainsi il ne pouvoit prétendre à aucun, encore moins le pouvoit-il à tout... »

Après Christine, l'hôte le plus illustre de l'« Auberge des princes en exil » fut Louis II de Bourbon, prince de Condé, dit le *Grand Condé*, dont nous venons de parler. Il était venu mettre son épée au service de l'Espagne pendant les guerres de la Fronde; il fut alors nommé généralissime des troupes du Roi Catholique (1).

Enfin, pour terminer cette longue énumération princière, Charles et Jacques, deux des fils de l'infortuné roi d'Angleterre Charles I^{er}, décapité en 1649, et qui, avant l'exécution de leur père, s'étaient réfugiés aux Pays-Bas. Comme on le sait, c'est le fils aîné, Charles II, qui monta sur le trône en 1660, avec le concours puissant du général Georges Monk. Charles II fonda en 1660 la Société Royale de Londres, la seule chose qui nous intéresse ici.

M. Gossart, afin de donner encore plus de couleur locale, c'est-à-dire de teinture dix septième siècle à son livre, termine celui-ci par trois chapitres :

Le premier est le récit d'un duel, c'est-à-dire de la

(1) LE DUC D'AUMALE, *Histoire des princes de Condé*.

fin tragique par l'épée du jeune baron d'Oiselay, descendant d'une famille bourguignonne, dont l'adversaire ou plutôt le provocateur fut Gabriel Paschal, cornette au service du prince Thomas de Savoie.

Le motif : la défection d'un des cavaliers de Paschal pour passer dans la cornette du jeune baron ; le lieu du combat : le verger d'une maison de plaisance, appelée Bethléem, hors de la porte de Hal (1). Ceci se passait à l'époque du séjour de Marie de Médicis, où s'élevaient des querelles si vives entre Français, Flamands, Espagnols, etc., par un maudit sentiment de rivalité nationale que la venue de Gaston d'Orléans ne fit qu'aviver.

Le chapitre suivant est consacré à la détention dans le château-fort de Vilvorde (2), construit en 1375 par le duc de Brabant Wenceslas, de M^{me} Deshoulières et de son mari, accusés de trahison par le prince de Condé et arrêtés en 1657 sur sa demande, Deshoulières ayant été à son service.

Et enfin, comme appendice, sept documents originaux qui ne sont pas sans intérêt pour l'histoire du XVII^e siècle.

Ce qui incite la curiosité du lecteur, ce sont les photographies dont le volume est enrichi, surtout celle représentant, d'après un tableau du musée royal de La Haye, de Francken (3) et Pourbus, un bal à la cour des archiducs Albert et Isabelle. A droite du tableau, sur une estrade élevée seulement d'une marche, sont assis

(1) Dans le quartier excentrique à l'ouest de la commune de Saint-Gilles, entre la gare du Midi et le parc, et où, jadis, ne subsistaient que des jardins potagers.

(2) Voir la photographie du château dans le livre de M. Gossart.

(3) Apparemment Jérôme ?

les augustes princes; derrière eux, leur cour. Au premier plan, un seigneur et une dame dansent la pavane ou pavana, nom qui paraît être une abréviation de la Padouana ou Padovana; dans le fond, une galerie divisée par deux arcades et des spectateurs dans une loge à gauche. Les peintres, pour agrandir le plan de leur tableau, ont placé les gouverneurs généraux à un angle de la salle de bal. A leur droite se profile une autre galerie. Ce bal dut se passer avant 1621, car le 13 juillet de cette année, Albert mourait à Bruxelles.

Le dernier chapitre, également illustré d'une photographie, est consacré au drame musical : *Ulysse dans l'île de Circé*, donné au Palais de Bruxelles pendant le séjour de la reine Christine et du Grand Condé, en 1650.

Ce qui rehausse encore le mérite de cet intéressant livre, ce sont les photographies reproduisant : 1° l'entrée de la reine Christine au Palais de Bruxelles, d'après un tableau de Teniers à la galerie de Cassel; 2° le portrait de Henry II de Bourbon, prince de Condé, d'après une estampe de L. Gaultier appartenant au Musée de Chantilly; 3° le portrait de Charlotte-Marguerite de Montmorency, d'après un tableau du même Musée; 4° l'entrée de Marie de Médicis au Palais de Bruxelles, gravure extraite de l'ouvrage de La Serre : *Histoire curieuse de ce qui s'est passé à l'entrée de la reine-mère dans les villes des Pays-Bas*; 5° le portrait de Béatrix de Cusance, comtesse de Cantecroix, d'après un tableau de Van Dyck à la galerie royale de Windsor; 6° le Palais de Bruxelles (vue prise du côté du Parc), d'après une gravure de N.-J. Visscher, au Cabinet des Estampes, à Bruxelles; 7° l'arrivée de la reine Christine de Suède à Bruxelles, d'après un tableau de Teniers à la galerie de Cassel; 8° le portrait de Christine de Suède,

d'après une gravure de Nanteuil (1), au Cabinet des Estampes à Bruxelles; 9° celui de Louis II de Bourbon, prince de Condé, d'après un tableau de D. Teniers, au Musée Condé à Chantilly; 10° celui de don Juan d'Autriche, gouverneur général des Pays-Bas (1656-1659), d'après une gravure de Nanteuil, au Cabinet des Estampes à Bruxelles.

III.

Nous voici arrivés au XVIII^e siècle.

L'empereur Charles VI, par le traité de Rastadt, du 6 mars 1714, avec la France, acquit les Pays-Bas espagnols qui devinrent alors les Pays Bas autrichiens.

N'ayant pas d'enfants mâles, il établit la Pragmatique Sanction déclarant sa fille aînée, Marie-Thérèse, héritière de ses États; cet acte, connu sous le nom de Pragmatique autrichienne, fut adopté par les États de nos anciennes provinces le 7 avril 1723.

Charles VI y établit comme gouvernante générale, en 1725, sa sœur Marie-Élisabeth. Cette princesse, morte au château de Mariemont le 26 août 1741, donna le plus grand éclat à sa cour; elle avait été richement dotée par les États du pays, car, fait sans précédent dans nos annales, ils lui constituèrent une liste civile de

(1) Fait assez curieux, le portrait de Christine, placé en tête du livre d'Arckenholtz, est la reproduction *identique*, sauf un petit détail dans la moulure du cartouche renfermant l'épigraphe en vers, par Madeleine de Scuderi, du célèbre portrait gravé par Nanteuil. Ce portrait est signé *P. Tanjé, sculpt. Bourdon, pinx.* Le livre d'Arckenholtz a paru à Amsterdam et à Leipzig, chez Pierre Mortier, libraire, MDCCLI.

550,000 florins, ce qui de nos jours s'élèverait à plus de 3,000,000 de francs, dit Gachard (1).

Marie-Élisabeth fit son entrée solennelle à Bruxelles le 9 octobre 1725. Elle eut pour lieutenant-gouverneur et capitaine général le feld-maréchal comte de Daun, prince de Thiano, qui y était arrivé le 13 février précédent. Au comte de Daun succéda, en ces mêmes qualités, Frédéric, comte de Harrach et de Rorrhau, conseiller d'État, grand maître et grand maréchal de la Cour, gouverneur et capitaine général *ad interim* (comme Daun), de 1741 à 1745.

Charles VI avait constitué pour sa sœur une brillante cour composée presque exclusivement de nobles, depuis la grand'maitresse (la comtesse douairière d'Ulefeld) jusqu'aux dames, seigneurs et cavaliers, et l'on vit renaître le luxe et la splendeur des fêtes du temps passé (2). Une part considérable des principales fonctions fut attribuée à la noblesse des Pays-Bas.

L'archiduchesse avait décidé de donner un bal dans son palais le lundi 5 février 1751, lorsque, trois jours avant cette date, par la faute des chefs de cuisine qui préparaient les confitures, éclata un incendie qui prit rapidement les proportions les plus formidables; tous

(1) Notre vénéré confrère a fait erreur à ce sujet dans sa notice académique sur l'*Incendie du Palais royal de Bruxelles*. Pour arriver à une somme de plus de 3,000,000 de francs, ce devaient être des écus de six livres tournois (à fr. 5,80 au moment de leur suppression), et non des florins de Belgique qui ne valaient plus, en 1790, que 1 fr. 83, ce qui ne ferait que 1,005,500 francs.

(2) L. HYMANS, *Bruxelles à travers les âges*, t. I, p. 234, a donné d'après l'ouvrage : *La cour de Bruxelles sous la maison d'Autriche*, le récit du luxe et des cérémonies introduits par Marie-Élisabeth.

les bâtiments, sauf la chapelle, furent embrasés et ne formèrent bientôt que des ruines. Le feu avait pris dans la partie des offices située immédiatement au-dessous de l'appartement de la gouvernante; il se propagea, dit Gachard (1), avec tant de rapidité et de violence qu'en peu de temps il atteignit le plancher de la chambre où la princesse reposait. On rapporte que Marie-Élisabeth ne dut son salut qu'à son petit chien qui couchait sur son lit et qui l'éveilla en la grattant au visage. Elle sentit la fumée, sonna ses femmes; dans le même moment, ses gardes enfonçaient la porte de sa chambre : elle n'eut que le temps de passer une robe et un bas et de gagner la chapelle par le couloir secret (2). De là, elle fut emmenée par le grand maître de la Cour, le comte Julio de Visconti (3), à l'hôtel d'Orange-

(1) *L'incendie du Palais royal de Bruxelles*. (BULL. DE L'ACAD. ROY. DE BELGIQUE, 2^e sér., 1873, t. XXXV, p. 109.)

(2) Il paraît qu'on arrivait aussi de la *Magna Aula* dans la chapelle impériale, bâtie sur des souterrains qui avaient une issue dans l'angle formé par les rues Terarken et d'Isabelle; ces souterrains étaient fort étendus : il y en avait un qui allait vers la rue de Namur et un autre vers la porte de Louvain (?).

Les fouilles récentes pour la construction du nouveau Palais ont fait constater l'existence du souterrain aboutissant à la chapelle impériale. Avant 1848, on pouvait avoir accès rue d'Isabelle, à gauche en montant l'escalier, au souterrain se dirigeant sous le Parc et aboutissant, disait le gardien qui en avait la clef, au Palais. J'ai parcouru alors ce souterrain et je crois plutôt que c'était le couloir menant à la maison d'Isabelle.

(3) Selon l'abbé Mann, l'archiduchesse se réfugia d'abord chez son grand écuyer, le prince de Rubempré, dont l'hôtel était vis-à-vis de son palais; le comte de Visconti y étant accouru, la mena à l'hôtel d'Orange-Nassau.

Nassau, où celui-ci habitait. De tout le palais, il ne restait plus que la grande salle et la chapelle; encore le toit de l'un et de l'autre avaient-ils été consumés. C'est dans cet incendie que périrent les magnifiques toiles de Rubens qui ornaient le salon dit d'Espagne, c'est-à-dire la salle d'honneur, sans parler de l'Aula Magna où avaient siégé les États généraux des dix-sept provinces avant la scission de celles-ci et dans laquelle, « fort bien ornée et tendue de la tapisserie de la Toison d'or ou de Gédéon, la plus riche et la plus exquise qu'on saurait avoir vue », avait eu lieu l'abdication de Charles-Quint. C'était, au dire des contemporains, la plus belle salle de l'Europe; elle communiquait souterrainement avec la chapelle.

Voici l'énumération des tableaux de Rubens consacrés au Triomphe de la Religion : *La Manne au désert; L'Amour divin; Les quatre docteurs de l'Église; L'Église triomphante; L'ancienne Loi cédant la place à la nouvelle; Élie nourri par un ange; Melchisédech venant à la rencontre d'Abraham; Les quatre Évangélistes; Le Triomphe de la Religion; La Religion; L'Hérésie.*

Selon Fricx (voir sa *Description de la ville de Bruxelles*), l'église des Petits-Carmes, démolie en 1811, possédait dix copies de tableaux de Rubens dont les originaux, dit cet auteur, étaient dans l'ancien Palais, où ils furent consumés en 1731, et c'est ce qui rend aujourd'hui ces copies très précieuses, ajoute-t-il. Ces tableaux représentaient le Triomphe de la Religion. Louis Hymans rappelle que, d'après le *Manuel de l'histoire de la peinture* de Waagen, qu'il a traduit en français avec Jules Petit en 1863 (1),

(1) *Bruxelles à travers les âges*, t. I, p. 226.

Rubens avait décoré le monastère de Loeches, à 34 kilomètres de Madrid, de peintures colossales représentant le Triomphe de la Religion. Selon Waagen, ces toiles sont aujourd'hui en partie au Louvre (n^{os} 426-432) et dans la galerie du duc de Westminster, Grosvenor House, à Londres. Louis Hymans se demande si ce ne seraient pas les copies enlevées de l'église des Petits-Carmes. D'autre part, Auguste Wagener (1), dans une note relative à la lecture de M. Gachard sur l'*Incendie du Palais de Bruxelles*, assure que les toiles de Rubens, alors détruites, avaient heureusement été copiées par Van Thulden. Comme ces copies, qui, selon A. Wagener, se trouveraient dans l'église Saint-Pierre à Gand, sont une reproduction exacte de l'œuvre primitive, l'art n'a eu à regretter, dit-il, en cette circonstance, que la perte des originaux. M. Wagener n'a pas été tout à fait exact : il a parlé d'après le dire des autres ; car l'église Notre-Dame à Saint-Pierre, de Gand, et non Saint-Pierre tout court, ne renferme de Van Thulden que le *Triomphe de la Vérité sur l'Erreur* et le *Triomphe du Christianisme*, copies d'après Rubens.

Louis XIV, bien qu'il ait fait plusieurs incursions dans les Pays-Bas à la tête de ses armées, ne mit jamais les pieds dans Bruxelles. Il n'assista qu'au siège de Gand, en 1667, et au siège de Namur, en 1692.

C'est sur ses ordres que le grand maître de son artillerie, le maréchal de Villeroi, vint bombarder Bruxelles vers la mi-août 1695, pour faire diversion à la prise de Namur et pour obliger les alliés à cesser le bombardement des villes maritimes de France.

(1) Bull. de l'Acad. roy. de Belgique précité, p. 148.

mange ce soire prez Son Excellence. On ne parle encore de son départ... »

Paul Bergmans, qui nous a révélé l'existence de ces lettres dans les archives de Gand (*Ont. brieven*, 1717), ajoute que Pierre le Grand se mit peu de temps après en route pour la France et arriva à Paris le 7 mai 1717.

A la suite des événements politiques dont Bruxelles avait été le théâtre, la garde-robe et le mobilier de Charles-Quint furent vendus à l'encan, en 1580, à la Maison du Roi, Grand'Place; ensuite furent vendus le mobilier de la Cour et des tapisseries (1), parmi lesquelles, dit-on, se serait trouvée l'*Histoire de Gédéon* qui décorait la grande salle du Palais où avait eu lieu l'abdication.

En ce qui concerne la maison même de Charles-Quint (2), c'est la dernière mention de son existence que nous avons trouvée dans la lettre précitée de A. de la Tour. Abandonnée complètement lors de l'incendie du Palais en 1731 et du transfert de la Cour dans l'hôtel d'Orange-Nassau, elle dut bientôt tomber en ruines. Or, selon Henne et Wauters (3), ces ruines subsistèrent pendant

(1) GALESLOOT, *Bull. de la Comm. roy. d'histoire*, 3^e sér., t. XIV, p. 307.

(2) Cette maison, avec jardin, avait été achetée par la reine Marie de Hongrie en 1531, de Philibert de Mastaing, seigneur de Sassignies. Elle n'avait qu'un étage auquel on arrivait par un escalier de dix à douze marches. L'architecte Pierre Van Wyenhoven l'appropriait pour Charles-Quint. L'appartement de celui-ci ne se composait que de deux pièces de vingt à vingt-cinq pieds carrés, dont l'une servait de salle et d'antichambre. Un corridor conduisait à une petite chapelle et aux chambres pour le service de l'empereur. — GACHARD, *Retraite et mort de Charles-Quint*, etc. Introduction, p. 78.

(3) Tome III, p. 335.

plus de quarante ans après cette date; ce fut seulement en 1753 qu'on en appropria quelques parties. C'est alors que le prince Charles-Alexandre de Lorraine y fit ajouter une orangerie dans la rue du même nom, ouverte alors, — de nos jours la rue Henri Beyaert. Avant 1830, ce petit bâtiment, enclavé dans la maison Hayez, servait déjà d'atelier d'imprimerie. Enfin, en 1772, il fut proposé dans une assemblée du magistrat de la ville de faire déblayer, niveler et paver la place des Bailles, devant le Palais, pour que la garde montante pût y parader. Marie-Thérèse donna son assentiment au plan qui lui fut soumis pour en consacrer le terrain et une partie du terrain du Palais même à une place où devait s'élever la statue du prince Charles-Alexandre de Lorraine votée par les États; cette mesure fut portée le 12 septembre à la connaissance du magistrat. En 1770, on avait déjà commencé la place Royale, sur les plans et dessins de Barnabé Guimard, qui imita la place Royale de Nancy.

La convention signée entre le conseiller Limpens et les échevins de la ville de Breeckman, Vieusart et Vandeveldel pour la transformation du Parc, date du 10 mai 1776; le plan avait déjà été dressé par Zinner en 1774. C'est sur l'emplacement du vaste terrain de la maison de Charles-Quint que l'hôtel des États de Brabant (actuellement Palais de la Nation) fut bâti de 1774 à 1783. Guimard en dessina la façade surmontée du grand bas-relief de Godecharle, pendant que Dewez, l'architecte du prince Charles, bâtissait, d'après ses ordres, le Concert Noble, dans l'ancienne rue du Concert Noble, créée en 1779, et dont la grande salle servait aux réunions et aux fêtes de la noblesse. Cette construction devait se

trouver en plein milieu du terrain sur lequel on vient de raccorder la rue de la Presse à la rue Ducale ; l'entrée était dans la rue du Nord prolongée.

Le 5 septembre 1731, François-Étienne, fils aîné de Léopold, duc de Lorraine, qui devait devenir l'époux de l'impératrice Marie-Thérèse, arriva à Bruxelles. Il passa cinq mois dans les Pays-Bas (1).

La victoire de Fontenoy, le 11 mai 1745, avait ouvert nos frontières aux armées françaises. Le maréchal de Saxe entra à Bruxelles le 23 février de l'année suivante. Louis XV vint alors à Bruxelles. Il y arriva le 4 mai 1746. Le Palais de Bruxelles n'existant plus depuis 1731, c'est évidemment dans l'ancien hôtel d'Orange-Nassau, qui était devenu la « Nouvelle Cour » depuis que Marie-Élisabeth s'y était réfugiée, que Louis XV habita. Sa présence est constatée officiellement par les lettres patentes qu'il y signa pour confirmer le Conseil souverain de Brabant, la cour féodale, le magistrat, tous les corps de justice et autres, dans l'exercice de leurs charges et fonctions (2).

On raconte que pendant le séjour à Bruxelles de Louis XV et de l'armée du maréchal de Saxe, après la reddition de la ville le 20 février 1746, des grenadiers français auraient insulté *Manneken Pis*. Le fait fut rapporté au Roi qui créa le *plus vieux bourgeois de Bruxelles* chevalier de son ordre, ce qui lui valut l'honneur de pouvoir porter l'épée et un costume, afin d'obliger les soldats français à saluer cette idole populaire !

Le maréchal de Saxe était hydopique. Le gain de la

(1) *Messager des sciences* de 1846.

(2) *Bull. de la Comm. roy. d'histoire*, 1^{re} sér., t. VIII, p. 235.

bataille de Fontenoy amena en lui une révolution telle qu'au moment où Louis XV le félicitait, le maréchal de Noailles ne put s'empêcher de s'écrier : « M. le comte de Saxe est le premier général que la gloire ait désenflé ! »

Marie-Thérèse, qui, en vertu de la Pragmatique Sanction, était devenue en 1740 impératrice, à la mort de Charles VI, son père, avait accordé la main de sa fille Marie-Anne à son beau-frère, le duc Charles-Alexandre de Lorraine. Elle l'appela au gouvernement général des Pays-Bas; elle nomma, en même temps, son mari lieutenant-gouverneur et capitaine général, le 17 janvier 1744.

Marie-Anne mourut à Bruxelles le 16 décembre 1744.

Le prince Charles, ainsi qu'on l'appelait familièrement à Bruxelles, avait dû quitter brusquement les Pays-Bas devant l'invasion de l'armée de Louis XV; il n'y rentra qu'en 1749, lorsque l'Autriche obtint la restitution de ces provinces.

IV.

Occupons-nous maintenant de la « Nouvelle Cour ».

Charles-Alexandre de Lorraine acheta, en 1750, à la princesse douairière d'Orange-Nassau, veuve du prince de Frise, l'hôtel ou plutôt — disons le vrai mot — le palais princier qui avait été bâti en 1484 par Engelbert II de Nassau. Cet hôtel avait conservé son vieux caractère d'édifice gothique (1).

(1) Voir dans L. HYMANS, *Bruxelles à travers les âges*, t. I, p. 283, le dessin que Heins en a donné d'après une aquarelle de la Bibliothèque royale de Bruxelles, et qui a été pris d'après un ancien tableau de la galerie historique du Musée de Bruxelles. D'autre part, une vue latérale se trouve dans la collection d'Arenberg.

On connaît l'efflorescence architecturale et ses conséquences ornementales qui a surgi et brillé en France à la fin du règne de Louis XIV (où elle avait été suscitée par la construction du palais de Versailles) ainsi que durant les règnes de Louis XV et de Louis XVI, ce qui a valu à ces styles les noms de ces trois monarques. D'un autre côté, je ne parle que pour nos anciennes provinces, au style Rubens, au style italo-flamand succéda dans les Pays-Bas l'influence de Vienne et de la Cour autrichienne en matière d'art. Le style rocaille fut le résultat de l'influence du zopfstil viennois de J.-E. Fisher von Erlach et du rococo (ou style chicorée) de l'architecte parisien Gilles-M. Oppenord, directeur des manufactures et intendant des jardins royaux de France (1672-1742).

Lorsque le duc Jean-Ernest de Saxe, dont nous avons parlé page 679, quitta le palais des archiducs Albert et Isabelle, on le mena au palais du prince d'Orange-Nassau. « Le prince, dit le narrateur, J.-G. de Neumayr, alla également au devant de S. A. Dans l'appartement se trouvait la princesse, sœur du prince de Condé. Ils s'assirent tous les trois devant le feu (c'était le 9 janvier 1620).

... » Le prince, continue de Neumayr, occupe un grand et beau palais, bâti en partie sur une hauteur d'où la vue s'étend sur la ville presque tout entière. Il mena S. A. dans le jardin situé à côté du palais, et au bas de la hauteur, dans un petit parc séparé, orné d'un grand nombre de fontaines. Il lui fit voir ensuite ses écuries et ses chevaux ; il y avait deux écuries, l'une contenant plus de vingt beaux chevaux, dont six de race espagnole et un de la Barbarie ; il les fit sortir et mener dans la cour. Dans la seconde écurie se trouvaient environ trente voitures et chevaux de voyage. »

Le premier souci du prince Charles-Alexandre de Lorraine lors de sa rentrée dans son gouvernement général des Pays-Bas, fut d'appeler l'architecte Folte, alias Faulte, pour transformer vers 1760, en palais style Louis XVI, cet ancien hôtel d'Orange-Nassau où il était revenu s'installer. Folte s'associa pour la partie ornementale le sculpteur Laurent Delvaux et son élève Godecharle. C'est Folte qui fit l'entrée en hémicycle et qui donna les plans de la voûte plate du grand vestibule, laquelle s'écroula lorsqu'on défit les cintres, opération à laquelle l'architecte n'avait pu assister, mais qui, refaite, n'a plus bougé depuis : Folte s'était placé en plein milieu, pendant qu'on enlevait l'échafaudage qui avait servi à la reconstruction.

Laurent Dewez eut aussi une grande part dans la reconstruction du Palais. L'architecte du gouverneur général des Pays-Bas (18 mars 1767) construisit l'aile avec l'ancienne salle au dais, de la partie où se trouve le commencement de la galerie de peinture. L'année suivante, le 27 juillet 1768, le roi de Danemark, voyageant sous le nom de comte de Travendahl, y fut reçu.

Dewez est aussi l'auteur de la façade de l'aile dans laquelle se trouvait, d'abord, au rez-de-chaussée, l'ancienne Académie, et actuellement affectée à la section des manuscrits de la Bibliothèque royale; et au premier étage, les appartements mêmes du prince Charles, que l'Académie a occupés de 1846 à 1876; ils forment actuellement le Cabinet des Estampes.

Cette reconstruction de l'ancien hôtel d'Orange-Nassau était devenue de toute nécessité par la création, en octobre 1774, de la place Royale à l'instar de la place Stanislas

à Nancy, et en 1776 du quartier du Parc (1), sur les plans de Guimard. Claude-Joseph-Antoine Fisco, directeur des travaux publics de la ville, avait donné les plans pour la transformation du quartier du Palais brûlé et pour le Parc, qui fut dessiné par Zinner, le jardinier de l'orangerie du Parc, plus tard inspecteur de la forêt de Soignes.

C'est dans la Nouvelle Cour que s'établirent en 1780, à la mort du prince Charles-Alexandre de Lorraine, l'archiduchesse Marie-Christine, également fille de Marie-Thérèse, et son époux Albert-Casimir de Saxe-Teschen, nommés tous les deux (20 août 1782) lieutenants-gouverneurs et capitaines généraux des Pays-Bas. Ils habitèrent le Palais qu'ils durent abandonner le 18 novembre 1789 devant la Révolution brabançonne; ils y rentrèrent le 15 juin 1791, pour le quitter définitivement le 8 novembre suivant.

Depuis la mort de l'infante Isabelle (1633), à qui Philippe II avait donné les Pays-Bas, jusqu'à l'arrivée dans nos anciennes provinces de l'empereur Joseph II en 1784, nous n'avions plus reçu la visite d'aucun de nos souverains.

Le séjour de Joseph II, qui dura du 31 mai jusqu'au 27 juillet, a donné lieu à un important mémoire de M. le professeur Eugène Hubert, de l'Université de Liège, publié dans les *Mémoires couronnés et autres in-4°* de l'Académie (2), sous le titre : *Le voyage de l'empereur Joseph II aux Pays-Bas*.

(1) Voir Fricx pour le Parc à cette époque.

(2) Tome LVIII, p. 62.

C'est le 23 juin, sans escorte et sans le moindre appareil, que Joseph II arriva à Bruxelles, où il passa quinze jours. « Il s'était arrêté à Tervueren, dit M. Hubert, afin de se soustraire aux démonstrations officielles et à l'affluence de monde dont ses ordres exprès n'auraient probablement pu le préserver. »

Ce manque de cérémonie a excité l'humeur de l'historien Van Ruckelingen (pseudonyme de feu Louis Mathot) (1). « Le 22 juin 1781, écrit celui-ci, vers minuit, une vieille calèche roulait par les rues solitaires de Bruxelles. Elle s'arrêta devant le palais des gouverneurs, aujourd'hui le Musée de l'Industrie (2). La sentinelle, qui faisait les cent pas devant la porte, toujours close depuis la mort du prince Charles de Lorraine, étonnée de cette arrivée insolite, allait crier « qui vive », lorsqu'une tête poudrée se montra à la portière et dit, d'un ton bref : « L'Empereur ! »

» Le souverain fut reçu en silence par quelques vieux serviteurs, et, sans attacher grande importance à leurs marques de respect, ordonna qu'on le conduisit à ses appartements.

» C'est ainsi, comme un fugitif, que Sa Majesté le Roi des Romains, l'Empereur du Saint-Empire, Joseph II, duc de Brabant, faisait son entrée dans la capitale ! »

(1) Voir son livre : *Joseph II. Geschied. der Oostenr. Nederlanden.*

(2) Comme je l'ai fait remarquer à M. Hubert, ce qui s'appelait Musée de l'Industrie n'a été bâti qu'en 1830, sur les ordres du roi Guillaume I^{er}, pour la première exposition industrielle qui eut lieu alors à Bruxelles. C'est dans ce corps de bâtiment que se trouve la salle de lecture de la Bibliothèque royale.

Le comte d'Artois, plus tard Charles X, rendit visite en 1783 aux gouverneurs généraux dans la « Nouvelle Cour ». C'est dans le même palais, à la mort de Marie-Christine, que vint s'établir, le 20 avril 1793, l'archiduc Charles-Louis, nommé lieutenant-gouverneur et capitaine général des Pays-Bas, fonctions qu'il occupa jusqu'à l'époque où il rentra à Vienne à la suite de la perte de la bataille de Fleurus (26 juin 1794), qui mit les Pays-Bas sous la domination française.

L'année précédant la visite du comte d'Artois, le czar Paul I^{er} et sa femme, voyageant sous le nom de comte et comtesse du Nord, passèrent par Bruxelles les 10 et 11 juillet 1782. Ils furent magnifiquement reçus par Marie-Christine et son impérial époux ; toutefois ils ne voulurent loger qu'à l'hôtel de Belle-Vue, qui venait d'être bâti. Ils quittèrent la ville le 13 juillet pour Anvers et la Hollande.

Napoléon vint à deux reprises à Bruxelles, la première fois avec Joséphine, le 1^{er} septembre 1804, alors qu'il n'était encore que premier Consul, et la seconde fois le 29 avril 1810, avec Marie-Louise, au moment de son départ pour la Russie. Ce n'est que la seconde fois qu'il alla coucher au château de Laeken, qu'il avait fait restaurer.

En 1804, le général de division Belliard, qui revint en 1831 comme ministre plénipotentiaire du roi Louis-Philippe, alla habiter l'ancien hôtel des commandants généraux des troupes autrichiennes, appelé communément « l'hôtel Bender ».

Le 8 février 1814 eut lieu l'arrivée à Bruxelles du prince d'Orange, plus tard Guillaume II, du duc Charles-

Bernard de Saxe-Weimar et du général de Bulow. Ils furent reçus dans la Nouvelle Cour (1).

Le duc de Wellington, lorsqu'il arriva à Bruxelles le 21 mai 1815, descendit à l'hôtel de Belle-Vue ainsi que le duc de Cambridge, lequel se borna à visiter le Palais de Bruxelles. D'autre part, le roi d'Angleterre Georges IV, attendu à Bruxelles le 18 septembre 1821, alla loger à l'hôtel du duc de Wellington, rue Ducale, occupé par la légation britannique.

Dès que le Parc, sur les ordres du lieutenant-gouverneur capitaine général des Pays-Bas *ad interim* (août 1780-juillet 1781), le prince Georges de Stahremberg, approuvés par Joseph II, fut établi d'après le plan qui subsiste toujours, on combla et nivela le sol sur lequel se trouvait l'ancien Palais même; on y ouvrit une rue en plein milieu, dans l'axe central du Parc, rue qui aboutissait du côté de la rue Bréderode. alors appelée rue Verte, au bâtiment de la Chambre héraldique, musée d'armures jusqu'en 1794, que le roi Guillaume I^{er} fit démolir. Au coin de droite existait un hôtel que l'abbaye de Villers avait fait bâtir dès 1783 et qu'elle revendit le 9 avril 1784 au Gouvernement autrichien, lequel l'assigna comme demeure au Ministre plénipotentiaire de l'empereur, alors le comte Louis de Belgiojoso. Bientôt après, sur l'autre coin, on éleva l'hôtel du commandant général des troupes autrichiennes, poste occupé d'abord, en 1787, par le comte de Murray, de 1787 à 1792 par le comte d'Alton, et en 1792 par Georges, comte de Browne, et Blaise-Colomban, baron de Bender.

(1) *Bull. de la Comm. roy. d'histoire*, 1^{re} sér., t. XII, p. 133.

L'hôtel du comte de Belgiojoso devint, en 1790, le siège du Congrès belge pendant la Révolution brabançonne, et ensuite, en 1794, la Préfecture, lors de la domination française. Dès la création du royaume des Pays-Bas, proclamée le 1^{er} août 1814, l'édifice fut affecté comme résidence au roi Guillaume I^{er}, tandis que son second fils, le prince Frédéric d'Orange, alla habiter l'ancien hôtel du commandant général des troupes autrichiennes. Et ce doit être dans l'ancien hôtel Belgiojoso que le roi Guillaume reçut, en 1815, la visite du czar Alexandre retournant en Russie.

Le roi Guillaume se préoccupa bientôt de remanier les deux bâtiments pour n'en faire qu'un seul édifice (1). Il en confia les plans à l'architecte Van der Straeten. Celui-ci supprima la rue Héraldique, et son élève Tilman-François Suys raccorda les deux hôtels par un avant-corps à balcon avec colonnades. Gautier, dans son *Conducteur de Bruxelles*, disait en 1824 : « Le palais de Sa Majesté masque maintenant la Chambre héraldique qui en fait partie. Il se constitue de deux ailes réunies par une nouvelle bâtisse faite provisoirement pour entretenir la communication entre les deux monuments. Lorsque le plan de M. Van der Straeten sera exécuté, l'édifice sera régulier et d'une architecture simple et imposante. Le palais sera isolé de toutes parts et présentera du côté du Parc un frontispice mieux achevé que celui du Conseil de Brabant (le frontispice de Godecharle qui orne le Palais de la Nation). »

(1) Voir dans L. HYMANS, *Bruxelles à travers les Ages*, t. II, p. 88, le Palais du Roi avant la construction de l'avant-corps avec colonnade formant l'angle de la rue Héraldique.

Or, dans son livre : *Le voyageur dans le royaume des Pays-Bas* (1), l'excellent avocat précité à la Cour de justice de Bruxelles donne la description suivante du Palais royal : « Le palais de Sa Majesté est en face de celui des États-généraux. Reconstitué à neuf sur le dessin de M. Suys, il est décoré au milieu d'un avant-corps formant, au rez-de-chaussée, un porche ouvert sous cinq arcades sur le devant, par deux autres latérales, et s'élevant jusqu'au niveau d'un superbe balcon soutenu par des consoles. Ce balcon règne sur toute la longueur de la façade et donne au palais le plus bel aspect. Au-dessus du porche s'élèvent six colonnes d'ordre corinthien d'une seule masse supportant un entablement de même ordre avec denticules et modillons très bien sculptés : une magnifique corniche règne dans le haut du bâtiment et couronne l'édifice. La longueur du bâtiment est de 114 aunes de Brabant (soit 78^m66). On n'a employé pour la façade que les pierres d'Arquennes, de Feluy et de Soignies. »

Au coin de la rue Ducale, côté est du Palais, subsiste toujours l'ancien hôtel Walckiers, datant de cette époque; devenu ensuite hôtel d'Assche, il est occupé actuellement par les bureaux de la Liste civile, tandis que le coin ouest, du côté de la rue Royale, dont un lot de 13,000 pieds avait été acheté 2,500 florins en 1776 par le sieur de Proft pour y établir l'hôtel de Belle-Vue, vient d'être réuni au Palais, pour la somme de 2,200,000 francs.

Ce qu'il y avait surtout de précieux et d'utile chez

(1) Bruxelles, C.-J. De Mat fils et M. Remy, 1827, in-12, p. 18.

les annalistes et les chroniqueurs, c'est le soin qu'ils mettaient à donner les dates des grands événements. Ils avaient pour cela le temps et la réflexion; rien ne se faisait alors avec hâte. De nos jours, par ce temps de presse à outrance, nous manquons complètement de recul pour donner des dates certaines aux visites que le Palais de Bruxelles a encore dû recevoir depuis au moins un demi-siècle.

Pour en finir en fait de visites princières, citons encore :

En 1815, avec l'empereur de Russie Alexandre I^{er} déjà cité, le roi de Prusse Frédéric III, Jean et Louis archiducs d'Autriche, et don François de Paule, infant d'Espagne;

Puis, à diverses reprises, la reine Marie-Aurélie et ses enfants;

En septembre 1841, la duchesse de Kent qui vint présider, avec la famille royale, à l'inauguration de la gare du Nord;

La reine Victoria et le prince Albert en 1847 et en 1852;

En 1847, le Roi de Saxe;

Le séjour, d'une nuit à peine, du roi Guillaume I^{er} de Prusse et de son chancelier Bismark au retour de l'Exposition universelle de Paris de 1865;

La visite, en 1873, du shah de Perse Nasser-ed-Din;

Le séjour de Guillaume III, roi des Pays-Bas, et de la reine Emma, qui rendirent en mai 1884 au roi Léopold II la visite qu'il leur avait faite à Amsterdam, et qui vinrent alors cimenter à jamais l'amitié entre la Néerlande et la Belgique. Ils couchèrent chez le baron Gericke de Herwynen, ministre plénipotentiaire des Pays-Bas. Le roi Guillaume, comme on le sait, était né

le 19 février 1817 dans l'hôtel actuellement affecté au Ministère des Affaires étrangères, rue de la Loi, que son père, le prince d'Orange, plus tard Guillaume II, habita jusqu'au moment où il fut mis en possession, en 1826, du Palais de la rue Ducale; celui-ci lui fut offert par les Belges, en reconnaissance de la part qu'il avait prise au gain de la bataille de Waterloo.

C'est sur le magnifique emplacement qu'occupait le Palais qu'on vient de démolir que Sa Majesté Léopold II, notre Auguste Protecteur, fait élever en ce moment par l'architecte Henri Maquet le Palais dont nous saluerons l'achèvement avec enthousiasme.

Ce Palais aura une longueur en ligne droite de 306^m40, y compris le bâtiment de la Liste civile et l'hôtel de Belle-Vue; il sera relié à ces bâtiments par deux galeries circulaires à l'extrémité desquelles se trouveront à l'est le corps de garde et à l'ouest un pavillon.

La façade principale et ses retours, en pierre d'Euville, seront en style Louis XVI, le même que celui adopté par Alphonse Balat pour les transformations antérieures : elle aura un avant-corps central avec dôme et deux avant-corps extrêmes, chacun avec toiture surélevée, et tous trois avec colonnade à la hauteur du premier étage.

Le Palais proprement dit aura 154^m58 de façade. Il sera à trois étages : un rez-de-chaussée ayant au centre un vaste hall précédé d'un péristyle à cinq arcades, conduisant à l'escalier d'honneur, avec, de chaque côté, un grand vestibule à entrée carrossable; un premier étage avec les salles et les salons d'honneur; un second et un troisième étages dont les avant-corps extrêmes seront réservés au personnel des princes étrangers et les autres chambres aux divers services du Palais.

Ultérieurement se feront la décoration sculpturale ainsi que le grand bas-relief de l'avant-corps central.

C'est tout autant l'intéressant volume de M. Gossart : *L'Auberge des princes en exil* que le désir de faire l'histoire du Palais de Bruxelles qui vient d'être démoli, qui m'a inspiré l'idée de cette étude. Le recueil anecdotique de M. Gossart, c'est aussi du roman historique, du roman vécu par d'illustres personnages. Quel champ immense subsiste encore pour nos jeunes historiens, pour nos jeunes littérateurs, dans cette histoire de Belgique !

Au moment où je terminais cet écrit, je recevais de notre vénéré confrère et ami J. Stecher, à qui je m'étais fait plus qu'un devoir d'offrir mon article sur « le roman historique et la poésie belges de langue française », la carte suivante (1) :

« Merci, mon cher Confrère, de votre aimable souvenir. Mais quel dommage, n'est-ce pas ? qu'au lieu de refaire un Quentin Durward, on ne songe jamais à ce qui, dans notre histoire, a préfiguré notre *Union belge* ! En 1382, dit Froissart (2), Gand reçut des secours de Liège contre la tyrannie aristocratique ! Et en 1345, Jacques d'Artevelde avait uni en neutralité : Flandre, Brabant et Hainaut,

VOILA L'ÂME BELGE ! »

(1) Né à Gand le 11 octobre 1820, il était âgé alors de plus de 85 ans.

(2) 1345, livre I^{er}, § 237; 1382, livre II, §§ 263-312.

ANNEXE.

Les représentations de l'ancien Palais royal de Bruxelles se trouvent dans *Bruzella septenaria*, de Puteanus, *Chorographia Brabantia*, de Sanderus, *Les Trophées du Brabant*, de Butkens, *Les Délices du Brabant*, *Bruzella*, de Sanderus.

La Ville de Bruxelles possède une gravure de Callot, ainsi que des dessins des vues intérieures de la chapelle de la Cour.

M. Arnold de Pret de Terveken, d'Anvers, possède un tableau de Van der Heyden représentant le Palais vu du Parc.

M^{me} la baronne du Demaine de Vaudieu, née baronne de Draeck, avait un tableau représentant une vue semblable, dont l'intérêt était doublé par la vue, sur la grande pelouse du Parc, de l'Infante Isabelle, en costume de clarisse, en compagnie de personnages de la Cour de France, que l'on suppose être de la suite de Marie de Médicis.

L. Hymans, dans *Bruxelles à travers les âges*, tome I, page 210, a donné comme planches représentant le Palais : 1° *Curia Brabantia in celebri et populosa urbe Bruxellis*, offrant une vue cavalière de tout le quartier de la Cour, prise du Parc, avec le mur d'enceinte aboutissant à la porte de Caudenberg à gauche, et dans le fond, à droite, le Palais d'Orange-Nassau, construit vers 1340 par Guillaume de Duvenvoorde, seigneur de Dongers, et reconstruit à grands frais par Engelbert II, comte de Nassau, en 1481 ; 2° l'eau-forte de Lucas Vosterman junior : *Palatium bruxellense ducis Brabantia*, qui montre le développement complet du Parc (*Raborarium*), avec le vivier, le jardin des fleurs, la maison d'Isabelle (*chambre du Serment*), le labyrinthe, la maison des dames, les fontaines, la porte du Treurenberg, à gauche, et la porte de Louvain, à droite.

Sur les autres planches, on voit les *Baillies*, la cour intérieure du Palais et l'ensemble de la façade postérieure avec ses arcades ornées de statues et ses terrasses monumentales. Au bas, le champ clos pour les tournois.

La reproduction photographique de la gravure de Callot représentant la façade de l'ancien Palais de Bruxelles se trouve dans une notice d'Alphonse Wauters sur Bernard Van Orley (1).

Page 420 suivante du même *Bulletin* se trouve la photographie de la tapisserie dite des « chasses de Maximilien », d'après Bernard Van Orley : elle représente la façade du Palais du côté du Parc.

La galerie de peinture de Cassel renferme un tableau de Teniers représentant l'entrée de Christine de Suède au Palais de Bruxelles.

Au Musée royal de La Haye se trouve un tableau de Franken et Pourbus représentant un bal à la Cour des archiducs Albert et Isabelle.

Dans l'ouvrage de La Serre : *Histoire curieuse de tout ce qui c'est* (sic) *passé à l'entrée de la Reyne mère du Roy très chrestien dans les villes des Pays-Bas* (Anvers, 1632, vol. in-folio) se trouve une gravure représentant l'entrée de Marie de Médicis au Palais de Bruxelles.

Au Cabinet des estampes à Bruxelles existe un exemplaire de la gravure de N.-J. Visscher représentant le Palais de Bruxelles vu du côté du Parc.

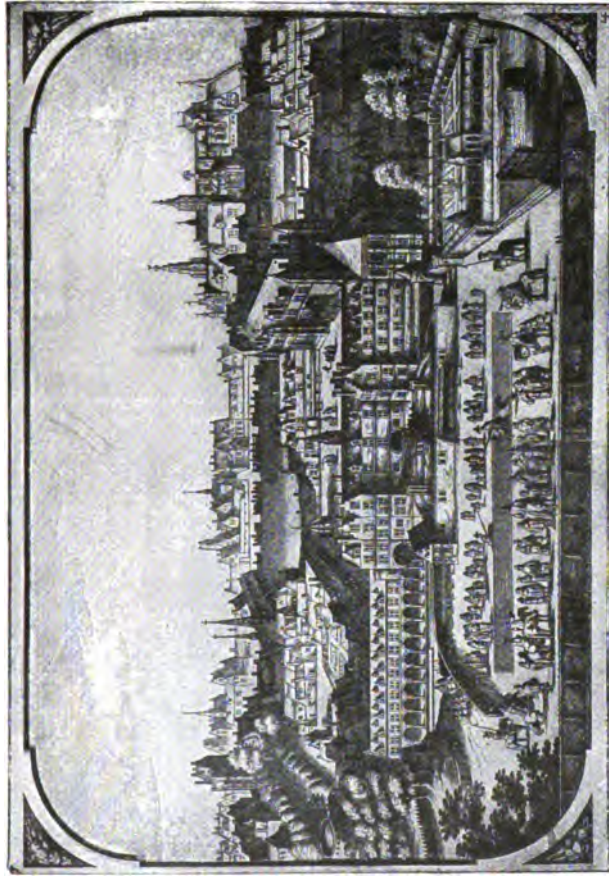
La galerie historique du Musée royal de Bruxelles, rue de la Régence, possède le tableau représentant l'ancien hôtel d'Orange-Nassau dont nous avons parlé page 710, en note.

(1) *Bernard Van Orley*. (BULL. DE L'ACAD. ROY. DE BELGIQUE, 3^e sér., t. 1^{er}, p. 418.)



Chev. EDM. MARCHAL, *Bull. de l'Acad. roy. de Belgique*
(Classe des lettres, etc.), n° 8, 1905.

Planche I.



Le Palais de Bruxelles incendié en 1731.



Chev. EDM. MARCHAL., *Bull. de l'Acad. roy. de Belgique*
(Classe des lettres, etc.), n° 8, 1905.

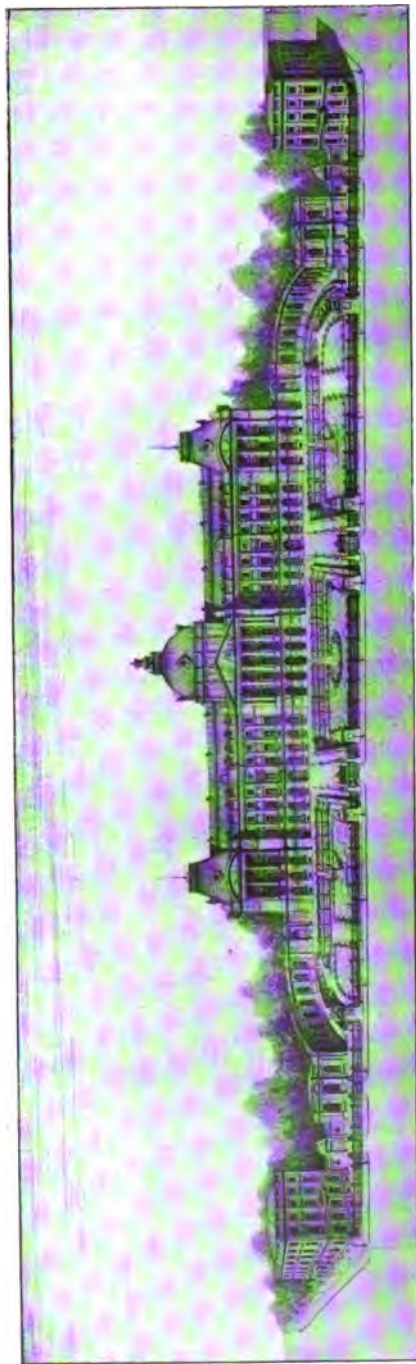
Planche II.



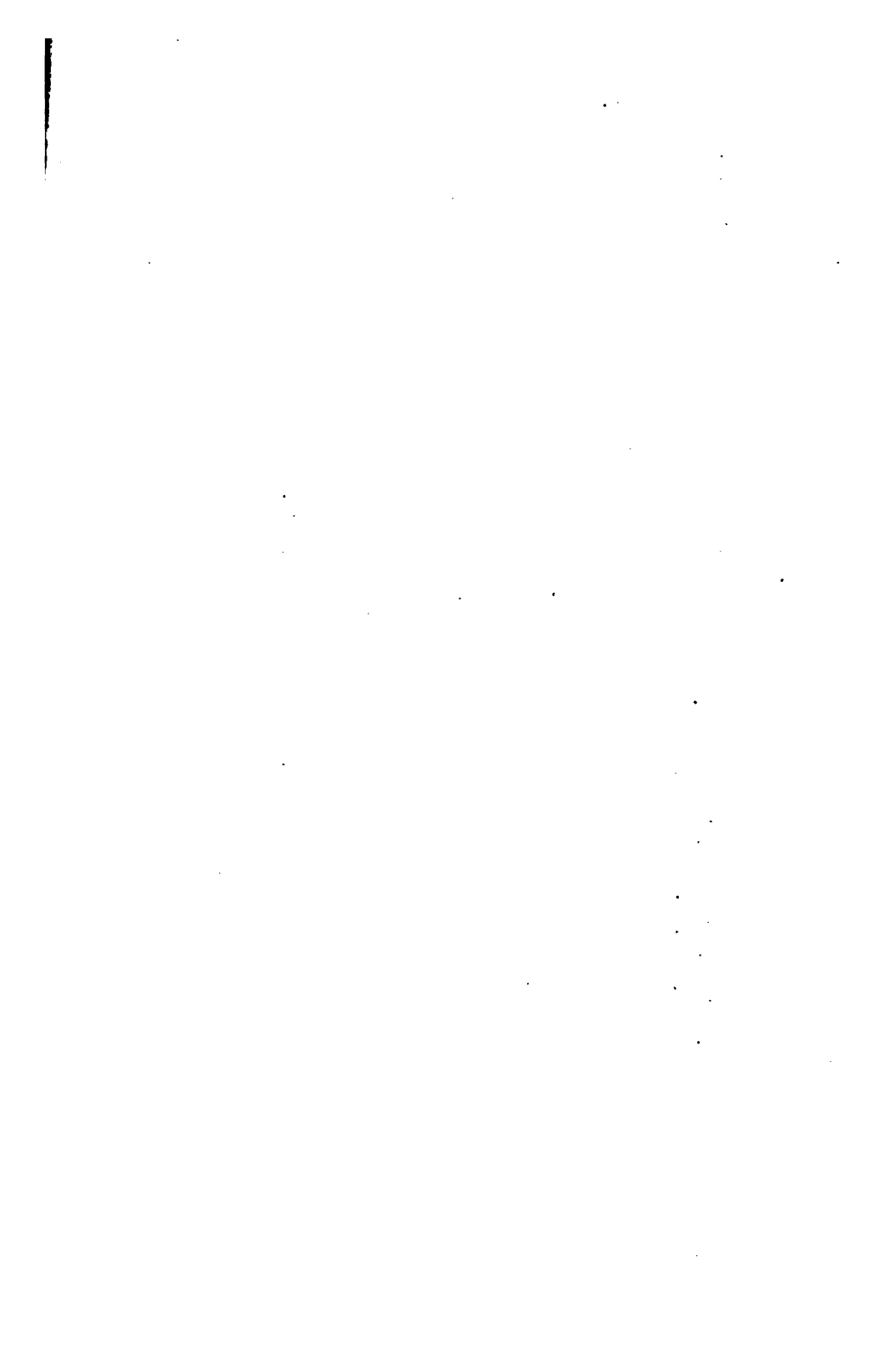
Le Palais de Bruxelles démoli en 1905.

Chev. EDM. MARCHAL, *Bull. de l'Acad. roy. de Belgique*
(Classe des lettres, etc.), n° 8, 1905.

Planche III.



Le Palais de Bruxelles tel qu'il va être bâti.



CLASSE DES BEAUX-ARTS.

Séance du 3 août 1905.

M. MAX. ROOSES, vice-directeur, occupe le fauteuil.

M. le chevalier EDM. MARCHAL, secrétaire perpétuel.

Sont présents : MM. Éd. Fétis, G. De Groot, J. Robie, Ch. Tardieu, le comte Jacques de Lalaing, J. Winders, Ém. Janlet, Ém. Mathieu, Eug. Smits, Edg. Tinel, Xav. Mellery, Léon Frédéric, Ch. Van der Stappen, *membres*; L. Solvay, *correspondant*.

MM. Gevaert, président de l'Académie; Radoux, Hymans, Acker et Danse, membres titulaires; Brunfaut et V. Rousseau, correspondants, s'excusent de ne pouvoir assister à la séance.

M. le Directeur adresse les compliments de bienvenue à MM. van Duyse et Van der Stappen, élus membres titulaires. Il ajoute que la Classe compte sur leur concours pour continuer la haute mission qu'elle a à remplir au nom du pays.

CORRESPONDANCE.

MM. Van der Stappen, Danse et Fl. van Duyse, élus membres titulaires; V. Rousseau, élu correspondant; E. von Gebhard et Marqueste, élus associés, adressent leurs remerciements.

— M. L. Solvay remet, pour l'*Annuaire* de 1906, les manuscrits de ses deux notices biographiques consacrées à Jean Clays et Alfred Cluysenaer, anciens membres de la Section de peinture de la Classe. — Des remerciements sont exprimés à M. L. Solvay.

— M. Fierens-Gevaert fait hommage de son livre *Les grands artistes. Leur vie. — Leur œuvre. Jordaens* (biographie critique illustrée de vingt-quatre reproductions hors texte).

— M. Ernest Matthieu envoie, pour la bibliothèque de l'Académie, un exemplaire du *Rapport annuel du Comité provincial de la Commission royale des monuments du Hainaut*. — Remerciements.

— M. Ferdinand Gysen, grand prix de sculpture en 1903, adresse de Rome son deuxième rapport accompagné de deux dessins. — Renvoi pour examen à MM. Rooses, Hymans et Van der Stappen.



OUVRAGES PRÉSENTÉS.



Gossart (Ern.). L'Auberge des princes en exil. Bruxelles, 1905; in-12 (230 p.).

Monchamp (Georges). L'évêque van Bommel et la Révolution belge. Liège, 1905; in-8° (98 p.).

Verriest (Léo). Institutions judiciaires de Tournai au XIII^e siècle. Les registres de justice dits Registres de la Loi. Tournai, 1905; in-8° (128 p.).

Fierens-Gevaert. Les grands artistes. Leur vie. — Leur œuvre. Jordaens. Biographie critique illustrée de vingt-quatre reproductions hors texte. Paris, 1905; in-8° (127 p.).

de Jonghe (le vicomte B.). Les monnaies de Guillaume de Bronckhorst, baron de Gronsveld (1559-1563). Bruxelles, 1905; in-8° (8 p.).

Gielkens (Émile). Le comte Frédéric de Mérode. Drame. Bruxelles, 1905; pet. in-8° (256 p., portraits).

De Roy (Gaston). Vers l'avenir pacifique. Péruwelz, 1905; in-8° (20 p.).

Kugener (M.-A.). Patrologia Orientalis, tome II, fasc. 3. Vie de Sévère, par Jean, supérieur du monastère de Beith-Aphthonia, texte syriaque publié, traduit et annoté. Suivi d'un recueil de fragments historiques syriaques, grecs, latins et arabes, relatifs à Sévère. Paris, 1905; in-8°.

Matthieu (Ernest). Comité provincial de la Commission royale des monuments. Rapport annuel adressé à M. le Gouverneur. Frameries, 1905; in-8° (24 p.).

Van de Weerdt (Hubert). Étude historique sur deux légions romaines du Bas-Danube (V^e Macedonica, XI^e Claudia), suivie d'un aperçu général sur l'armée romaine de la province de Mésie-Inférieure, 1^{er} fascicule. Louvain-Paris, 1905; in-8°.

Ministère de l'Intérieur. Annuaire statistique de la Belgique, 35^e année, 1904.

Institut colonial international. Compte rendu de la session tenue à Rome en avril 1905.

Ministère de l'Agriculture. Rapports des Commissions médicales provinciales sur leurs travaux pendant l'année 1904, 1^{er} fascicule. 1905.

Ministère de l'Industrie et du Travail. L'Office du Travail de 1895 à 1905. Notice publiée à l'occasion de l'Exposition universelle et internationale de Liège en 1905. In-8° (247 p.).

— Les industries à domicile en Belgique, vol. VII. 1905.

— Salaires et durée du travail dans les industries textiles au mois d'octobre 1901-1904; in-4°.

Ministère de la Justice. Commission royale des anciennes

lois et ordonnances. Coutumes du quartier de Gand, t. XI. Ordonnances des Pays-Bas autrichiens, tome XI.

Institut international de bibliographie. Notice-catalogue. 1905.

Hellmann (Dr G.). Neudrucke von Schriften und Karten über Meteorologie und Erdmagnetismus. N° 15 : Denkmäler Mittelalterlicher Meteorologie. Berlin, 1904; in-4°.

Moutonnier (C.). A ceux qui doutent et à ceux qui pleurent. Paris, 1904; in-18 (108 p.).

Reinach (Théodore). Papyrus grecs et démotiques recueillis en Egypte et publiés avec le concours de MM. W. Spiegelberg et S. de Ricci. Paris, 1905; gr. in-8° (243 p. et 17 pl.).

LA HAYE. *Koninklijke Bibliotheek. Verslag over den toestand der Bibliotheek in 1904.*

— *Catalogue van de pamfletten-verzameling, 5^{de} deel, 1776-1795.*

Gray (Pola). Portugalia. Materiaes para o estudo do povo portuguez, tomo I e II. Porto, 1899-1905; 2 vol. in-4°.

Sampaio (Alberto). As « Villas » do Norte de Portugal, estudo sobre as origens e estabelecimento da propriedade. Porto, 1903; in-4° (172 p.).

ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE

BULLETIN

DE LA

CLASSE DES LETTRES

ET DES

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

ET DE LA

CLASSE DES BEAUX-ARTS

1905. — Nos 9-10

CLASSE DES LETTRES

ET DES

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

Séance du 9 octobre 1905.

M. G. MONCHAMP, directeur.

M. le chevalier EDM. MARCHAL, secrétaire perpétuel.

Sont présents : MM. Paul Thomas, *vice-directeur* ;
S. Bormans, T.-J. Lamy, L. Vanderkindere, le comte

Goblet d'Alviella, F. vander Haeghen, A. Giron, baron J. de Chestret de Haneffe, Paul Fredericq, G. Kurth, Ch. Mesdach de ter Kiele, H. Denis, le baron Descamps, Ch. Duvivier, V. Brants, Polydore de Paepe, Aug. Beer-naert, Ch. De Smedt, A. Willems, Jules Leclercq, M^{ce} Wilmotte, H. Pirenne, *membres*; J. Lameere, A. Rolin, M^{ce} Vauthier et F. Cumont, *correspondants*.

M. Nys, membre titulaire, et M. Gossart, correspondant, s'excusent de ne pouvoir assister à la séance.

CORRESPONDANCE.

Il est donné notification à la Classe de la mort de Jules Oppert, associé depuis 1874 de la Section d'histoire et des lettres, décédé à Paris, le 21 août, à l'âge de 80 ans.

Oppert s'était fait connaître, par son système d'interprétation des inscriptions cunéiformes et par une érudition et une mémoire vraiment encyclopédiques.

Ses connaissances mathématiques en avaient fait un chronologiste et un calculateur astronomique de premier ordre. Il connaissait à fond les langues et les littératures anciennes, anglaise, allemande et française. Mais c'est surtout sa science d'orientaliste qui a rendu son nom célèbre.

— M. le Ministre de l'Intérieur envoie, pour la bibliothèque de l'Académie, un exemplaire de *l'Inventaire général des archives ecclésiastiques du Brabant*, par Alfred d'Hoop.

— M. le Ministre de l'Industrie et du Travail fait hommage d'un livre publié par son Département, à l'occasion de l'Exposition universelle de Liège : *La Belgique : Institutions. — Industrie. — Commerce.*

— M. le comte Goblet d'Alviella fait don des années 1891-1905 du *Journal of Asiatic Society of Great Britain and Ireland*, à Londres, dans le but de compléter ce recueil dans les collections de la Compagnie.

— Remerciements.

— Hommages d'ouvrages :

1° *La Maison de Jean du Chesne, ou le mobilier d'un chanoine de Saint-Lambert au XV^e siècle*; par le baron J. de Chestret de Haneffe;

2° *Monnaies inédites du XI^e et du XII^e siècles découvertes la plupart à Maestricht en 1856* (avec planche); par le même;

3° *L'état légal du contrat collectif du travail*; par V. Brants;

4° *De Legatis et Legationibus tractatus varii*; par Vladimir E. Hrabar, de Dorpat (présenté par M. E. Nys);

5° *Perles d'Orient*; par S. A. le Prince Arfa-Ud Dogleh, ambassadeur de Perse à Constantinople;

6° *Les animaux* (sonnets); par Dathan de Saint-Cyr;

7° *Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830*, 1^{re} série; par Louis Bertrand;

8° *Philosophie des sciences sociales. II. Méthode des sciences sociales*; par René Worms;

9° *Les champs de bataille historiques de la Belgique. Supplément : Louvain, 12 août 1831*; par Louis Navez;

(Ces deux derniers ouvrages ont été présentés par le comte Goblet d'Alviella.)

10° *Per la dignità della scuola. — Tetralogica*; par L.-M. Billia;

11° *Mémoire sur la guerre de Flandre de 1302 à 1304*; par le baron de Maere d'Aertrijcke;

12° *Le Palais de Bruxelles et ses hôtes princiers*; par le chevalier Edmond Marchal.

— Remerciements.

COMMUNICATIONS ET LECTURES.

Le salaire usuraire devant la loi et les juges allemands;
par V. Brants, membre de l'Académie.

Il n'est plus actuellement de pays européens qui aient une législation directe sur le salaire. Dans l'époque contemporaine, on s'est borné, en matière d'intervention, à certaines garanties externes, puis aux stipulations relatives aux adjudications et marchés publics (1). Le salaire

(1) Résumé des mesures prises : MAURICE LAMBERT, *Essai sur la protection du salaire*, avec préface de Ch. Gide. Paris, Larose, 1897.
— O. VON ZWIEDENECK-SÜDENHORST, *Lohnpolitik und Lohntheorie mit besonderer Berücksichtigung des Minimallohnes*. Leipzig, 1900, etc.

privé, depuis la proclamation de la liberté industrielle, est demeuré objet des libres conventions. Cependant, les principes généraux du droit et de la législation positive y sont applicables comme à tout intérêt social. Il y a donc lieu d'examiner comment se présente cette application à un point de vue spécial : celui du taux contractuel du salaire et des conditions de la rémunération.

Le législateur a pris en plusieurs pays quelques règles d'ordre public précises, telles que l'obligation du paiement en espèces; la garantie contre certaines retenues; il a donné des moyens de vérifier le mesurage exact et loyal; il a exigé, notamment en Angleterre, la connaissance exacte des bases de la rémunération par un mode suffisant, etc.; mais quant au taux lui-même, il est demeuré l'objet des conventions libres, individuelles ou collectives.

Cependant le pouvoir public peut-il sanctionner tout contrat de salaire? Et à défaut du législateur précisant des mesures qui échappent à sa compétence directe à cause de la multiplicité extrême des cas ou sanctionnant celles des autorités professionnelles, le juge n'a-t-il aucune autre mission à remplir qu'à appliquer la convention telle qu'elle est conclue? Qu'il puisse y avoir des abus à réprimer, c'est ce que les non-interventionnistes les plus déterminés devraient hésiter à contester. Ce n'est certes pas la première fois que la question se pose, sans doute, mais cette idée, qui paraît hardie dans divers milieux, assurément, a déjà sous des formes spéciales et dans une certaine mesure, droit de cité dans les conceptions juridiques allemandes. C'est ce que nous voudrions examiner en quelques courts aperçus.

Quel est le principe général dont, soit en doctrine, soit en jurisprudence, le droit positif peut s'armer pour en arriver à cette conclusion? C'est un principe de moralité publique, le respect des bonnes mœurs, auxquelles les conventions ne peuvent déroger sans être radicalement viciées dans leur cause.

Ce principe est celui déposé dans les articles 1135 et 1138 du Code Napoléon et qui, en droit allemand, trouve notamment son expression connue dans la nullité des actes juridiques contraires aux bonnes mœurs (*gute Sitte*), § 138 du Code civil d'Empire. Cette règle, nous en avons déjà parlé assez longuement à propos de l'usure dont le second alinéa du même article n'en fait qu'une application (1).

En quelle mesure peut-on étendre au contrat de travail, et notamment au salaire, les conséquences de cette théorie? Qu'elle y soit applicable, c'est ce qui ne peut se contester, et, en réalité, n'est pas contesté en Allemagne. Sans doute, cette conséquence n'est pas acceptée volontiers, l'extension paraît grave, et cependant, non seulement telle est très réellement la portée de l'article, mais elle n'est pas déjà sans quelques applications judiciaires, rares et assez timides, qui, néanmoins, introduisent la jurisprudence et en établissent avec certitude la légalité.

Dans notre étude antérieure sur l'usure, nous avons marqué le caractère du principe légal allemand des con-

(1) *Les formes actuelles de la lutte contre l'usure* (BULL. DE L'ACAD. ROY. DE BELGIQUE, 1904). Pour toute la présente étude, il faut se référer aux idées générales émises dans ce travail.

trats contraires aux bonnes mœurs, et la notion régnante de celles-ci; nous en avons marqué les lacunes théoriques graves, tout en constatant les effets parfois heureux que, dans la situation actuelle, elle peut encore produire. En l'absence de doctrine fondamentale officielle, c'est la « conscience nationale » qui est le critère assigné au juge; que ce soit là une base insuffisante, nous l'avons déjà naguère montré; elle peut même être très dangereuse, mais en fait, elle constitue encore en Allemagne une base générale assez solide au milieu du trouble des théories. Néanmoins, comment procéder aux applications, notamment quant au contrat de travail? Où ici chercher le critère?

Dans une étude de fond, un auteur allemand allègue que dans l'interprétation des *gute Sitte* il y a deux éléments : une part de ce qu'on considère comme de moralité générale, absolue, et une part aussi de règles spéciales aux participants, aux intéressés, et tout cela dans la pensée commune usuelle du temps présent (1). C'est ce que nous savons déjà, mais en matière de contrat de travail comment préciser ceci? Une revue spéciale en souligne la difficulté dans un article suggestif : « Les *gute Sitte* dans la lutte des classes. » Cette notion, dit l'auteur en termes pittoresques, est en passe de devenir la « bonne à tout faire » de la jurisprudence, elle dispense de motifs quand on en manque, tout comme les mots

(1) Prof. Dr LEONARD JACOBI (Charlottenbourg), *Recht, Sitte und Sittlichkeit*, dans JHERINGS JAHRBÜCHER FÜR DIE DOGMATIK DES BÜRGERLICHEN RECHTS, 1900. L'auteur se débat vainement contre les difficultés de sa théorie.

« naturellement », « évidemment » servent au même usage. En matière de contrat de travail, le point est spécialement délicat ; dans une même classe, on a certaines règles d'application commune, il faut juger les gens en tenant un certain compte de la mentalité de leur classe ; alors dans des matières comme celles du contrat de travail et du salaire, où sont engagés des intérêts de classes différentes, où il y a lutte de classes même, on ne peut imposer le critère de l'une d'elles (1), il faut s'en tenir à des éléments généraux communs à toute la société, et il faut certes, conclut-il, beaucoup de tact au juge qui devra restreindre avec prudence les applications (2).

Que l'absence de principes stables dominants marque encore ici une faiblesse, c'est trop clair, bien que, même sous leur règne, la question d'application puisse être délicate. Si l'on voit les idées de certains auteurs, et si les juges les appliquaient, ou s'ils suivaient *leur* appréciation subjective, *leur* opinion particulière et non l'opinion commune, on pourrait aller bien loin. Que deviendrait la stabilité des contrats ? Le législateur et le juge doivent donc user, on le voit, de circonspection, sans pour cela reculer devant les applications.

Mais on comprend combien la mentalité publique en cette matière est difficile encore à apprécier, et l'on se

(1) On ne peut cependant considérer les *abus habituels* dans une classe comme constituant une norme ! Nous l'avons dit autrefois pour le commerce, et ici reparait la difficulté générale du critère. Il faut au moins que le sens *commun* ait toujours la part principale.

(2) Rechtsanwalt Dr BAUM, *Die guten Sitten im Klassenkampf*, dans la revue DAS GEWERBEGERICHT, de Jastrow, 1^{er} novembre 1902.

plaint dans les milieux « sociaux » que selon qu'on est ouvrier ou patron, cette estimation varie, et les jugements s'en ressentent. A propos de l'article 826 du Code civil, dont la notion est la même au fond, la question se représente; c'est l'article qui condamne à la réparation du dommage celui qui a sciemment et volontairement lésé un autre par un acte contraire aux « gute Sitte ». A propos d'une *liste noire* dressée contre des ouvriers, la Cour impériale a, dans l'exposé des motifs rejetant la plainte, émis cette réflexion instructive : Dans les luttes actuelles relatives aux salaires dans l'industrie, les deux parties recourent à des moyens, tels que grèves et lock-outs, qui ont le caractère d'une certaine contrainte et d'une atteinte à la situation économique de l'autre partie, sans qu'on puisse toujours de ce chef les taxer comme des actes contraires aux bonnes mœurs. C'est donc une question de fait, résultat de l'appréciation ; quelle large place laissée encore à l'estimation, quel champ ouvert à l'application des *gute Sitte* (1) !

Que la prudence s'impose, cela résulte à l'évidence encore des idées exprimées par certains auteurs.

A. Menger (2), assimilant au contrat usuraire le contrat de travail à salaire déprimé, constate qu'il manque là une sanction, qu'on n'a rien fait de ce côté pour empêcher l'exploitation abusive. Sans doute, on a fait peu de chose, très peu, dans l'ordre juridique, mais les théories de certains écrivains en rendent la difficulté très sérieuse ; lui-

(1) *Soziale Praxis*. Berlin, numéro du 4 février 1903.

(2) *Le droit au produit intégral* (trad. Andler). Paris, 1900, p. 174.

même ne fait que les aggraver. Citons encore, par exemple, le professeur Ph. Lotmar, qui, dans son traité sur le contrat de travail, fait appel à l'article 138 cité et ajoute cette réflexion que, en fait, une grande part de la vie économique présente repose sur des contrats nuls en vertu dudit article (1). On comprend que malgré les restrictions qu'il y a jointes, de telles réflexions excessives fassent redouter les effets du système.

En réalité, les décisions sont assez rares et encore discutables. Qu'un contrat de travail sans salaire puisse être annulé (2), cela n'a rien d'étonnant. Mais, par contre, que dire en sens contraire d'une décision annulant un contrat qui stipule que le salaire à la tâche égalera au moins le salaire habituel à l'heure, parce qu'il favorise la réduction intentionnelle de la production par l'ouvrier (3)?

N'oublions pas une distinction essentielle au point de vue allemand : quant aux salaires, comme pour toute cette matière, il faut distinguer le cas des deux alinéas de l'article 158. Le premier pose le principe général : nullité des actes contraires aux bonnes mœurs; le second fait une application à l'usure, qu'il définit au sens strict en exigeant certaines conditions. Il y a des contrats non usuraires qui peuvent tomber sous le coup du premier

(1) *Der Arbeitsvertrag nach dem Privatrecht des deutschen Reiches*. Leipzig, 1902, t. I, p. 170.

(2) Francfort, 8 juin 1902 (*Das Gewerbegericht*, 1^{er} février 1903).

(3) Schöneberg, 16 juillet 1902 (*Ibid.*, 1^{er} avril 1904, avec la critique); le cas prévu est évidemment celui du premier alinéa de l'article 138 et non de l'usure proprement dite.

alinéa, cela peut se présenter pour diverses stipulations du contrat de travail (1). Mais s'il s'agit spécialement du

(1) Contraire aux « bonnes mœurs » (alinéa 1) serait certes l'exclusion absolue du droit de rupture immédiate (LOTMAR, p. 623). Nous venons de citer un cas d'application du premier alinéa au *système* même du salaire. Telle serait de même l'interdiction de l'exercice du droit de coalition suivant plusieurs auteurs, et la controverse sur ce point est intéressante (LOTMAR, *ouv. cit.*, p. 218. — JASTROW, *A propos de la grève des tramways de Stuttgart*, dans le *GEWERBEGERICHT* du 1^{er} juillet 1902. — BAUM, *Guten Sitten im Klassenkampf*, *IBID.*, 4^{er} novembre 1902.)

Bien que dans cette étude nous ne considérions que la question du salaire usuraire, citons cependant encore une application intéressante en matière de travail du principe du premier alinéa de l'article 138 : Il s'agit de l'interdiction conventionnelle faite par un patron à son ouvrier, de s'établir en concurrence de sa propre affaire, après avoir quitté son service (*Konkurrenz-Klausel*). La jurisprudence ancienne allemande annulait ces stipulations quand elles étaient abusives en elles-mêmes et, en tout cas, quand elles étaient illimitées dans le temps et l'espace; c'était là une application du principe. L'article 74 du Code de commerce allemand de 1897 a précisé le cas pour les employés de commerce et déclaré la clause non obligatoire dans la mesure où, excessive pour l'objet, le temps et l'espace, elle constitue une entrave inadmissible à l'avenir de l'intéressé; il en résulte que le juge ne doit plus prononcer la nullité totale, sauf si l'employé est mineur, mais a le pouvoir de réduire la stipulation dans les proportions légitimes. C'est là, par l'article 74, à la fois une application, une délimitation et une limitation du principe général (TIEDEMANN, *Das gesetzliche Konkurrenzverbot und die Konkurrenzklausel*... Leipzig, 1904). Mais en dehors du contrat d'emploi, le principe reprend son empire de droit commun, et une convention de non-concurrence absolue entre commerçants, *selbständig*, serait nulle, car on ne peut *annihiler économiquement* une personne (*Entscheidungen des Reichsgerichts*).

salaire, c'est-à-dire des *avantages* stipulés dans un contrat commutatif à titre onéreux, on se trouve plus souvent, pas toujours, devant la notion juridique de l'usure en droit allemand, c'est-à-dire des *avantages ou prestations disproportionnés*, et c'est de ce point que nous avons l'intention surtout de nous occuper ici ; il faut donc, pour annuler le contrat à cause d'un salaire insuffisant, qu'il y ait les conditions légales de l'usure.

Malgré la définition spéciale de l'usure, la difficulté d'appréciation subsiste d'ailleurs.

Lotmar et d'autres, comme Endemann, signalent qu'il faut appliquer la règle aux *salaires de famine*, mais ils reconnaissent aussi qu'il faut, en conformité de la notion légale d'*usure*, que la disproportion des services soit frappante, qu'elle ait le caractère d'une exploitation consciente, un but de lucre ; on constate aussi que, vu le critère de l'opinion commune, on admet l'excuse du « salaire courant » comme une circonstance excluant la disproportion frappante.

La loi, pas plus ici qu'en matière d'argent ou de choses, ne protège le juste prix en lui-même, mais réprime l'exploitation criante qui soulève la conscience publique.

Il ne suffit donc pas, on le voit, pour qu'il y ait

Civilsachen, 1903, t. LIII, p. 154). Il en serait de même pour l'ouvrier à qui on interdirait ou de s'établir ou de s'engager chez un concurrent d'une façon trop absolue, entravant d'une façon inadmissible son activité ; c'est ce que décide, en vertu du même principe du Code autrichien, le *Gewerbegericht* de Brunn (Moravie). (*Gewerbegerichtliche Entscheidungen*, 1904, n° 823, art. 26 et 878, Code autrichien.)

« usure » légale ou salaire usuraire, que la disproportion existe, il faut qu'elle soit choquante, vu les circonstances; il faut qu'il y ait exploitation, donc non seulement profit mais abus conscient, de la légèreté, de l'inexpérience ou des besoins de l'autre partie; il y a là une série de conditions pour que le salaire puisse être considéré, aux yeux de la loi, comme quasi-usuraire; ce sont les mêmes conditions que pour l'usure en général (1).

Le cas d'application, on le voit, se restreint et, en réalité, il en est fait peu d'usage. Même les cas de « salaires de famine » signalés par les enquêtes n'ont pas été l'objet d'actions judiciaires, malgré l'avis des commentateurs. Cette application ne pourrait-elle être plus efficace?

Si l'on veut examiner avec un peu de réflexion la notion de l'exploitation abusive du salaire, on se convaincra vite cependant que l'application du système au « salaire de famine » est loin même d'y satisfaire. Il s'agit, en effet, d'« exploitation »; or, s'il est vrai que celle-ci est particulièrement révoltante sous la forme des salaires infimes, il est clair que des salaires relativement convenables, dans leur chiffre absolu, peuvent, vu les circonstances, constituer aussi une exploitation usuraire des besoins ou de la situation de l'ouvrier. Et ici tout dépend de la situation de fait, de l'état des affaires, pour constater si la disproportion est criante, tombe sous le coup du blâme moral public, blesse le sens général du

(1) ENDEMANN, *Lehrbuch des bürgerlichen Rechts*, § 423, p. 688. — LOTMAR, *Arbeitsvertrag*, p. 170. — Hölder, *Bürg. G. B. Kommentar*, § 438, etc.

droit. Il est vrai que les cas seront rarement *frappants*, comme l'exige la loi, mais il en est certes où cela peut se produire, bien que les applications puissent présenter des difficultés d'appréciation.

Ces difficultés sont-elles réellement si grandes?

Encore une fois, on ne peut que constater la très grande rareté des applications judiciaires et le ton des controverses.

Cueillons quelques espèces (1).

D'application directe, il en est fort peu, et prenons parmi celles qui sont à notre main, l'exemple le plus net : le 26 avril 1900, le tribunal industriel de Stuttgart annulait de ce chef le contrat d'une ouvrière de fabrique payée 25 marks par mois pour 10 $\frac{1}{2}$ heures de travail quotidien; le juge estime que rien n'explique cette rémunération infime de 83 pfennig par jour. Ce jugement est l'objet d'un commentaire de Jastrow; il ouvre, dit-il, de larges perspectives; tout en admettant que l'article 158, § 2, s'applique incontestablement à ce qu'il appelle lui-même les *wucherische Arbeitsverträge*, il fait remarquer que la loi exige que le cas soit frappant, qu'il n'y ait donc pas besoin de calcul pour constater la disproportion, qu'il faut aussi l'*Ausbeutung*, c'est-à-dire la vraie exploitation, la *prise*, comme sur un vaincu, par extorsion. Et Jastrow paraît ainsi rappeler le juge à la prudence dans l'application, par cette réflexion que la

(1) Une espèce dans la *Soziale Praxis* du 20 octobre 1904 : *Dienstvertrag und gute Sitten* : il s'agit de la directrice d'une succursale, payée à 30 marks par mois et avec la charge d'une responsabilité accablante. — *Ibid.*, n° du 2 nov. 1905, un autre cas.

Notlage seule, le *besoin*, est une situation dont l'ouvrier est toujours bien près, et si l'on s'en contentait, quel contrat serait stable? En tout cas, un contrat collectif, accepté et débattu entre groupes ou sous l'égide d'une autorité conciliatrice, serait toujours inattaquable, car il n'y a certes pas la condition requise d'« extorsion » (1).

On voit comme on procède avec réserve et quelles remontrances quand un tribunal applique.

Citons encore Francfort-sur-Mein, qui, le 8 juin 1902, annule pour usure un engagement d'ouvrier payé seulement de la *freie Station*, c'est-à-dire de l'entretien évalué à 1.40 mark, ce qui est en disproportion évidente avec les services d'un homme de 19 ans quand le salaire local usuel est de 3.10 marks, et encore la rédaction du journal industriel demande s'il y avait bien *exploitation*, puisqu'on allègue qu'il était content de trouver une place.

D'autre part, c'est en vertu du principe général et non comme spécialement usuraire que le tribunal de Hambourg, le 12 octobre 1903, annule le contrat décidant que l'ouvrier devra réclamer son salaire à un intermédiaire (*Zwischenmeister*) et non au patron; le juge allègue que la loi a pris une foule de précautions contre le patron pour assurer le paiement du salaire, et que c'est « donner un soufflet à la conscience publique » que de s'en libérer de cette façon.

Outre la règle civile, l'usure, on le sait, dans les mêmes termes légaux, est encore punie par le Code pénal, arti-

(1) JASTROW, *Wucherische Arbeitsverträge* (GEWERBEGERICHT, numéro du 1^{er} avril 1901). — Le jugement de Stuttgart est dans le même numéro.

cles 302 et suivants (1). L'application possible au contrat de travail-salaire de ces dispositions n'est pas contestable, mais la jurisprudence comme la doctrine sont ici de la plus extrême pauvreté (2).

En réalité, la protection du salaire contre l'exploitation quasi usuraire est en fait assez peu de chose, en Allemagne, bien que le principe, un principe intéressant, soit formulé dans son Code impérial. Il est déjà de quelque importance d'en constater la présence, comme moyen de se défendre contre des abus extrêmes, mais il ne faut pas, on le voit, en enfler la valeur pratique (3).

Y a-t-il dans d'autres pays quelque chose de semblable ? Je n'ai pas l'intention de le rechercher cette fois.

Je me borne à indiquer quelques analogies ; au surplus, nous aurons peu de chose à relever.

Il y a en France une loi spéciale qui a bien la même base ; elle n'a qu'une portée limitée et une influence assez mince sur l'ensemble du système, mais elle existe, et il y

(1) Sur la répression pénale de l'usure, voir nos précédentes études : *L'usure dans la législation contemporaine* (BULL. DE L'ACAD. ROY. DE BELGIQUE [Classe des lettres, etc.], 1895). — *Les formes actuelles de la lutte contre l'usure*. (IBID., 1903.)

(2) L'usure en salaire est-elle punissable par le Code pénal comme simple fait (302 a) ou comme habitude (302 e) ? Voir JASTROW, *Wucherische Arbeitsverträge*.

(3) L'hypothèse inverse pourrait se produire aussi : l'ouvrier exploitant le patron, et un syndicat ouvrier notamment peut dépasser les exigences raisonnables ; l'usure (*Wucher*), dit A. Weiss, se conçoit aussi de la part du travail contre le capital (*Soziale Frage*. Fribourg, 1882, 22^e conférence, n° 43, p. 715). — Telle pourrait être notamment l'exploitation d'un patron en temps de grève. JASTROW, *Wucherische Arbeitsverträge*.

a quelque intérêt à la signaler en passant : c'est le décret de 1848 sur le marchandage, dont d'ailleurs l'interprétation a varié gravement (1).

Mais ne pourrait-on mettre en œuvre le principe des articles 1133 et 1135 du Code civil Napoléon ? Il amènerait des conséquences plus larges que l'article 158 allemand, car il n'en exigerait pas toutes les conditions spéciales, mais on ne l'a pas encore admis en cette matière, bien qu'on ait introduit par ailleurs des règles fort délicates. C'est ainsi que l'on examine les motifs qui légitiment le renvoi des ouvriers, même dans les contrats à durée indéterminée, et qu'on limite le droit de les congédier (2); mais jusqu'ici je n'ai pas connaissance d'une application de l'article 1133, annulant un contrat de travail pour cause de salaire insuffisant.

(1) Le marchandage ou sous-entreprise était très mal vu des ouvriers, qui estimaient que l'intermédiaire bénéficiait toujours à leurs dépens. C'est bien cette pensée simpliste qui a dicté le décret, car elle est exprimée dans le considérant, et dès lors le système était interdit comme *abusif en lui-même*. Cependant la Cour de cassation a décidé toutes chambres réunies, le 31 janvier 1901, que le décret ne punit que l'exploitation *abusive*; il faut donc constater, établir l'abus spécial, ce qui n'est pas sans difficulté. Nous ne discutons pas ici la question du marchandage lui-même, mais nous signalons ce point curieux de législation et de jurisprudence des salaires. Sur cette question : PIC, *Lois ouvrières*, 2^e éd., nos 1192 et suiv. — RIST, *Le marchandage en France*, appendice à la traduction du livre de SCHLOSS : *Les modes de rémunération du travail*, 1902. — RAOUL JAY, *Le marchandage et le décret de 1848*. (REVUE D'ÉCONOMIE POLITIQUE, février 1900, etc.)

(2) Loi du 27 décembre 1890.

Le projet de loi italien sur le contrat de travail, en 1902, allait bien plus loin ; il exigeait, par définition même, une *equa retribuzione* ; c'était introduire l'estimation du juge, en ajoutant qu'il fallait tenir compte de tous les éléments économiques et moraux du salaire. La Commission, à la suite de pétitions adressées à la Chambre, biffa cette règle, en argumentant de l'indétermination du critère (1).

Sans doute, en France comme en Belgique (2), lorsque le salaire n'est pas fixé, le juge doit suppléer au contrat en fixant un salaire convenable et, par conséquent, il doit alors se régler d'après les renseignements multiples qu'il peut réunir. Que de fois n'a-t-il pas à juger des points délicats, quant à un travail supplémentaire, par exemple, aux conditions de rémunération mal prévues dans le contrat, etc. ? Et tout cela n'exige-t-il pas qu'il connaisse la situation, les usages, pour appliquer convenablement ce principe honnête de l'article 1135 du Code civil Napoléon ? Faudrait-il au juge tant de sagacité pour apprécier si le taux est vraiment inique, de nature à vicier le contrat lui-même ?

Le projet italien était très hardi, sans doute, car il mettait tout contrat à la merci de l'estimation du juge, en exigeant l'équité absolue, et l'on comprend qu'on ait redouté les procès de ce genre ; mais quand il ne s'agit que de situations très graves, comme c'est le sens de l'article 138, ce danger n'apparaît certes pas de même.

(1) Détails dans G. BEVILACQUA, *Saggio su la legislazione operaia in Italia*. Rome, Bocca.

(2) EUG. HANSSENS, *Théorie du contrat de travail*. Lyon, 1902, p. 29. « Tout cela, dit-il, ne paraît pas de nature à donner lieu à des difficultés. »

Et revenant ainsi en Allemagne, on ne demande même pas au juge, comme dans le cas de salaire non stipulé, de préciser un chiffre, mais d'apprécier cette disproportion qui choque le sentiment de la justice. A vrai dire, est-ce donc là estimation si difficile?

Pour l'usure d'argent, en Allemagne, il a un critère qui sert de point de départ, celui de l'intérêt usuel de la région. Le juge n'a-t-il pas ce même guide pour l'appréciation du salaire? Ce guide, il l'a pour la fixation du salaire en cas de silence de la convention, il l'a comme point de repère dans l'estimation du salaire équitable ou de l'exploitation criante.

En somme, on le voit, il y a sans doute dans l'abstention constatée en cette matière comme une crainte résultant de la nouveauté relative de l'idée et surtout des systèmes multiples qui s'agitent sur ce point, la crainte aussi de l'intervention elle-même.

Il y a une distinction importante à faire, ne l'oublions donc pas, entre le salaire qui soulève la conscience publique, usuraire au sens de l'article 138 allemand, et le salaire qui seulement ne serait pas juste, convenable; sans doute, en thèse, tout salaire qui manque au juste prix est quasi usuraire, mais on a vu que la loi allemande exige d'autres facteurs de cette notion; la note *usuraire* y est plus qualificative. S'il s'agissait de salaire convenable au sens du projet italien, comment pourrait-on le protéger, ceci est plus difficile, et jusqu'ici rien n'est fait en ce sens. Serait-ce possible?

Sans doute, il y a un critère de l'estimation commune des salaires. On pourrait même en trouver un dans les arrangements et les contrats collectifs de travail. Nous avons récemment examiné la valeur juridique de ces

contrats dans l'état légal actuel (1); cette valeur est fort controversée. En Allemagne, ces arrangements sont devenus assez fréquents, les *Gewerbegerichte*, siégeant en conciliation, en font une large application. En Angleterre, on les prend pour base du salaire usuel; le projet hollandais les sanctionne obligatoirement. Nous croyons qu'on pourrait bien considérer comme contraire aux « bonnes mœurs » un contrat fait par un patron *adhérent* ou un ouvrier *syndiqué*, en contravention avec ces arrangements acceptés, plutôt encore parce que cela choque la bonne foi, *Treu und Glaube*, qu'à cause de l'insuffisance du salaire. Mais c'est là encore une base restreinte, comme la pratique même du contrat collectif, et qui ne s'étend pas à tout le métier ni à tous les métiers.

Peut-on songer à prendre ces tarifs comme base *générale* des *gute Sitte* dans la profession? Certes tels tarifs,

(1) *L'état légal du contrat collectif de travail*, dans la REVUE PRATIQUE DE DROIT INDUSTRIEL. Liège, 1905. — Pour l'Allemagne, un grand nombre de ces arrangements sont amenés à l'intervention du *Gewerbegerichte* siégeant en conciliation. Nous avons dit, peut-être à tort, de façon trop générale que ce n'était pas à titre contractuel; car ce sont bien, en effet, des arrangements entre parties qu'amène l'intervention du *Gewerbegericht*; ce sont des sortes de contrats collectifs, mais revêtus d'une espèce d'entérinement. Quant à la valeur légale du contrat dit collectif en Allemagne, elle est fort discutée encore. Cf. LOTMAR, *ouv. cit.*, qui lui attribue une valeur absolue, puis divers articles du journal *Gewerbegericht*: D^r BAUM, *Die Rechtsprechung des G. G. Solingen über Tarifverträge*, annexe 18-19 septembre 1905, et antérieurement: *Der kollektive Arbeitsvertrag in Berlin*, numéro du 1^{er} mars 1904; *Die Aeltesten der Kaufmannschaft von Berlin über kollektive Arbeitsverträge*, numéro du 1^{er} février 1905.

comme celui des typographes, déclarent que leur convention exprime ce qui devrait être la loi du contrat (1), mais il serait inadmissible d'interpréter aussi largement les « bonnes mœurs ». Si générale était l'adhésion de la profession, on pourrait y voir comme l'estimation commune du juste prix, bien que parfois le caractère transactionnel diminue sa signification objective; en fait, les contrats de ce genre sont jusqu'ici l'œuvre de groupes ordinairement trop restreints; en tout cas, ce ne serait jamais là ce taux absolu dont la violation heurte d'une manière frappante la conscience publique; tout au plus en faciliterait-il la constatation.

Le contrat collectif ne fixe pas la norme, limite de l'usure, mais pourrait seulement servir un jour de base à une régularisation professionnelle du salaire.

Par l'article 158, on n'atteint directement que des cas individuels; par la nature même de l'action, on peut légitimement admettre qu'il y ait un effet de contre-coup préventif, mais ce sera toujours plutôt restreint; d'autre part, il ne faut pas oublier que les procès de ce genre sont toujours socialement douloureux; de tels conflits enveniment les discordes.

Bien qu'il y ait là un moyen direct d'abattre les exploitations criantes de certaines situations, le remède quant aux salaires est certes insuffisant; assurément mieux vaut, pour la paix sociale, restaurer la vraie notion des bonnes mœurs par l'action morale; mieux vaut aussi procéder par la voie conciliatrice et celle des arrangements cor-

(1) *Das gewerbliche Arbeitsvertrag und der Buchdruckertarif.* (GEWERBEGERICHT, 6 janvier 1898.)

poratifs en donnant à ceux-ci une sanction sérieuse et efficace : ainsi non seulement on écarterait les salaires qualifiés ici d'usuraires, mais petit à petit on formerait pacifiquement une coutume de salaire juste et convenable, résultat de l'estimation commune des groupes sociaux, qui pourrait un jour, en se généralisant, servir de base à leur garantie juridique (1).

Propager et sanctionner ces arrangements, c'est là une autre question, que nous avons examinée ailleurs, mais ce point est différent de celui que nous avons étudié dans cette note. Ce que nous avons recherché, c'est l'arme que la loi avait créée pour protéger l'ouvrier contre l'abus extrême et qui peut aussi servir au patron au cas inverse. Certes pour lutter contre le salaire insuffisant, le moyen que fournit l'article 138 est lui-même trop peu efficace; même en élargissant les applications, ce ne serait toujours qu'au cas légal criant d'exploitation voulue que la règle juridique apporterait la sanction civile. La lutte contre la quasi-usure, plus sérieusement appliquée, n'en aurait pas moins son utilité très réelle, et sous les réserves que nous avons faites, le principe de l'article 138 est de ceux qu'il faut examiner avec attention et saluer avec éloge, sauf à le compléter, à d'autres points de vue, dont l'étude nous entraînerait au delà de la notion spéciale de « droit comparé » que nous désirons analyser ici.

(1) Cf. notre étude citée sur le *Contrat de travail collectif*.

La politique communale de Philippe d'Alsace et ses conséquences; par L. Vanderkindere, membre de l'Académie.

La politique communale de Philippe d'Alsace n'a pas été comprise jusqu'ici; nos meilleurs historiens font de ce prince l'ami, le protecteur des communes. M. Pirenne, que je cite non pour me donner le plaisir de le combattre, mais à cause de la légitime autorité que son œuvre a conquise, a pu dire encore : « La dynastie d'Alsace ne sépara jamais sa cause de celle des villes; les divers princes qu'elle fournit au pays virent qu'il n'y avait pas d'autre moyen pour fonder solidement leur pouvoir que l'alliance intime avec la population urbaine. Au lieu de se laisser arracher des concessions, ils allèrent au-devant d'elles. Toutes les grandes villes de Flandre furent traitées avec une égale bienveillance (1). »

Cependant Warnkönig (2) et après lui Wauters (3) avaient formulé quelques réserves; elles avaient permis à M. Luchaire d'écrire : « On peut citer les comtes de Flandre comme le type des souverains qui, somme toute, témoignèrent aux communes plus de mauvais vouloir que de bienveillance. » Et, plus loin : « Les communes du

(1) *Histoire de Belgique*, I, 184, 2^e éd., 185; voir aussi *Biographie nationale*, XVII, 121.

(2) *Flandrische Staats- und Rechtsgeschichte*, II, 1, 38.

(3) *Les libertés communales*, 545 et suiv.; 565 et suiv.

XII^e siècle n'ont pas eu à se louer de l'administration de Thierry et de Philippe d'Alsace (1). »

Voilà des jugements bien divers; mais aussi longtemps que le caractère des chartes promulguées par Philippe pour Arras, Gand, Bruges, Ypres, Audenarde, n'avait pas été reconnu, il était malaisé de juger sa politique.

Wanters, qui s'était exprimé avec sévérité sur son compte, paraît admettre qu'à certains moments il modifia ses dispositions à l'égard des communes (2), mais il n'explique rien, et au fond, j'ose le dire, personne n'y a vu clair.

En fait, bien que la maison d'Alsace fût arrivée au gouvernement de la Flandre grâce à l'appui des villes, elle ne put vivre en bonne intelligence avec elles. Gand, dès le début du XII^e siècle, était devenu un foyer d'agitation intense, et nous apprenons qu'en 1158, Thierry dut se résoudre à mettre le siège devant la place, sans réussir à l'emporter : *Comes Theodoricus obsidet Gandam nec devicit* (3).

Cet échec permit certainement aux Gantois de donner libre jeu à leurs prétentions et d'affirmer leur autonomie.

La situation du prince vis-à-vis des bourgeoisies grandissantes et l'amoindrissement qu'elles faisaient subir à son autorité se laissent deviner par l'accord que Thierry fut amené à conclure, en 1150, avec l'évêque Milon de Téroouanne. Le comte et le prélat croyaient devoir se

(1) *Les communes françaises*, 228 et 229.

(2) *Les libertés communales*, 579.

(3) *Chron. S. Bavonis*, ap. DE SMET, I, 583; cf. *Anonymi Blandi-tensis append.*, ap. BOUQUET, XIV, 19.

rapprocher et se faire des concessions réciproques. Milon renonçait à certaines immunités judiciaires et souscrivait à la défense de donner à l'Église des terres inféodées. En revanche, Thierry garantissait les droits fiscaux dont le clergé avait été dépouillé par les usurpations des communes : *Quoniam vero jura ecclesiastica in censu et teloneo et vectigalibus per burgensium conventiones et libertates quas sibi vendicaverunt, hactenus diminuta sunt. institutum est ut omnia ecclesiastica jura ad formam et integritatem quam ante conventiones habuerant, plenarie revocentur* (1).

Ce langage n'est certes pas celui de la bienveillance ; l'alliance du prêtre et du prince est cimentée par leur intérêt à tous deux, opposé à celui des communes.

La rigueur avec laquelle Philippe d'Alsace, à son tour, sévit contre les bourgeoisies récalcitrantes résulte de l'ordonnance qu'il publia, en 1178, à son retour de Jérusalem : elle frappait d'exil ou mettait hors la loi quiconque n'avait pas, dans les trois jours, acquitté l'amende de 60 livres à laquelle il avait été condamné envers le prince ; pour assurer le paiement, on saisissait les biens ou la personne du débiteur ; on usait des mêmes procédés envers les cautions. Enfin, nul ne pouvait, à Gand, s'attacher un « homme » (2). Quelque concise que soit cette disposition, elle permet de deviner que le comte redoutait les complots des bourgeois

(1) MIRÆUS, IV, 204.

(2) WARNKÖNIG, II, 1, *Urkunden*, 10 ; GHELDOLF, III, 219. Le paragraphe 6 porte : *Nullus hominem habeat in Gandavo, nisi de faida vel de feodo.*

influent et qu'il leur interdisait de se former une clientèle; l'acte, dans son ensemble, montre qu'il entendait réprimer avec énergie toute atteinte à ses prérogatives.

Sans parler ici des violences qu'il exerça dans le Vermandois, à Saint-Quentin, à Péronne (*Sancti-Quintini et de Perona... cives... persecutione diu multumque humiliavit*); (1), nous voyons qu'à Hesdin il abolit la commune et transporta la cloche qui en était le symbole dans la petite ville d'Aire : *Hesdiniensibus reipublicæ dignitatem abstulit; campaniam communie apud Ariam transmisit* (2).

Pour en revenir à Gand, la population, au milieu du XII^e siècle, y avait pris une attitude qu'il n'est pas exagéré d'appeler anticléricale; la question scolaire était née; les chanoines de Sainte-Pharailde, forts d'une ancienne concession, prétendaient y maintenir le monopole de l'enseignement. Comme un incendie avait détruit leurs titres, les Gantois n'avaient pas hésité à créer eux-mêmes des écoles. L'archevêque Guillaume de Reims (1176-1202) fait allusion à ce conflit dans une lettre qu'il adresse, en 1179, à Simon, *notarius Gandensis*; il y dénonce les bourgeois qui, fiers de leurs richesses et confiants dans la solidité de leurs demeures, qu'ils assimilaient à des forteresses, en étaient arrivés à ce point de témérité que, arrogants et rebelles, ils avaient osé, non seulement s'emparer de la direction des écoles, mais encore usurper, dans presque tous les domaines, la juridiction du prince ainsi que son autorité. Heureuse-

(1) *Wilhelmi chronica Andrensis*, SS., XXIV, 714.

(2) *Ibid.*

ment, continue l'archevêque, le comte Philippe, aimé de Dieu et des hommes (on sait ce que cela veut dire), a su faire face à cet orgueil; il a confondu les audacieux et, grâce à son énergie, il a foulé aux pieds les puissants et les superbes (1).

Philippe, assisté du prélat, qui brandissait l'anathème (2), brisa donc l'obstination des bourgeois, et c'est alors qu'il édifia le château-fort destiné, suivant l'expression du chroniqueur Gislebert, à réprimer l'insolence des Gantois : *ad reprimendam hominum Gandensium superbiam* (3).

Avec de telles prémisses, comment a-t-on pu jamais arriver à cette conclusion que Philippe fut l'ami des communes et que c'est à lui qu'elles doivent les fondements définitifs de leurs libertés?

Les chartes, les fameuses « grandes chartes », ont égaré les érudits de toutes les époques; ils y ont vu des concessions gracieuses, l'extension des privilèges communaux réalisée spontanément par Philippe en vue

(1) MIRÆUS, II, 974. Le passage mérite d'être reproduit en entier : *Multitudo civium propter arridentem sibi divitiarum abundantiam et arces domorum cum turribus æquipollere videbantur, ultimum modum superbiens, domino suo rebellis, contumax et insolens facta est ut non solum in regimine scholarum transferendo, verum etiam in aliis ple-risque jurisdictionem sibi et dominium Comitis usurparet. Cum autem ad tempora prenominati hujus excellentis Comitis, Deo et hominibus amabilis, ventum esset, superbis in facie restitit et sortia quæque confundens, superborum atque sublinium colla propria virtute calcavit...* Frans de Potter, en reproduisant cet acte (*Petit Cartulaire de Gand*, n° 4), a imprimé : *arces domorum* pour *arces*.

(2) *Sub incommatione anathematis*, *IBID.*, 975.

(3) *Gisleberti chronic.*, éd. VANDERKINDERE, 266.

d'assurer l'alliance des villes et du pouvoir central. Rien n'est plus éloigné de la vérité.

Je ne m'occupe pas ici de la date précise de ces actes. Des chroniqueurs beaucoup plus récents ont indiqué pour Ypres l'année 1174, pour Gand, 1178, pour Arras, 1180, pour Bruges et Audenarde, 1190 environ (1). Si l'on compare les textes tels qu'ils nous sont parvenus, on sera disposé à croire que la loi d'Arras est la plus ancienne (2), et que c'est probablement le motif pour lequel cet échevinage fut assigné aux autres comme chef de sens. Il importe peu, d'ailleurs, que les chartes aient été successives ou simultanées : nous sommes en présence d'une législation uniforme, appliquée au moins à cinq villes de Flandre.

En quoi se distingue-t-elle de la législation antérieure?

Tout d'abord, elle est octroyée par le prince : *Hæc est lex et consuetudo quam Philippus... comes observandam instituit*, ou encore : *quam Brugenses tenere debent*. Il n'est plus question ici d'un accord des deux parties, d'une *keure* choisie, acceptée par les bourgeois. La *keure* a disparu, le serment communal a disparu, et aussi toutes les dispositions minutieuses concernant la garantie collective, l'aide mutuelle, l'appel de la cloche, les assu-

(1) Les textes ont été publiés, pour Gand, Bruges, Ypres et Audenarde, dans WARNKÖNIG, I, *Urkunden*, 33, et dans GHELDOLF, II, 417; pour Arras, dans WAUTERS, *Libertés communales*, Preuves, 32, et GUESNON, *Inventaire des archives de la ville d'Arras*, 1. Voir aussi l'acte par lequel, en 1189, Philippe donne aux habitants d'Audenarde les usages et lois des Gantois. WARNKÖNIG, II, 2, CCVII, p. 147.

(2) Sur ce point, voir la *Note additionnelle*, p. 787.

rances de la liberté individuelle, les restrictions du duel judiciaire, qui formaient le noyau des actes anciens.

A leur place, que trouve-t-on ? L'affirmation des droits du prince :

1° Le marché est au comte; personne ne peut y établir d'étal sans son autorisation (1);

2° Il est défendu aux bourgeois de porter des armes en ville. Le texte d'Arras porte : *intra menia predictæ urbis*, et : *in civitatem*; les autres textes : *intra muros castri*, ce que Gui de Dampierre, en 1281, traduira par : *dor die port* (2);

3° Les échevins et les bourgeois ne sont pas autorisés à changer, corriger, ajouter quelque chose à la loi (3);

4° Pour tous les délits graves est comminée l'amende de *soixante* livres. L'amende de soixante livres est l'amende du ban royal que les comtes partout avaient réussi à s'approprier. Elle implique que la justice est seigneuriale et non pas communale; sous le régime antérieur, à Saint-Omer par exemple, en 1127, la plus haute amende pour les contraventions à la keure, était de dix livres; cette amende est désormais sextuplée, et ce point suffit pour établir que le droit communal a été confisqué. La preuve, d'ailleurs, qu'il en est bien ainsi, c'est que, immédiatement après la mort de Philippe, quand, vers 1192, les Gantois arrachèrent à sa veuve, la comtesse ou, comme on le disait, la reine Mathilde, un privilège nouveau, leur premier soin fut de rétablir le tarif primitif,

(1) § 22. *Nemini in foro Comitæ stallos locare licebit.*

(2) WARNKÖNIG, II, 1, *Urkunden*, p. 104, § 13.

(3) § 29. *Nec scabini nec burgenses aliquid addere, mutare nec corrigere poterunt...*

le seul qui correspondit à leur juridiction autonome. Remplacer l'amende de soixante livres par l'amende de dix livres, c'était ressaisir les prérogatives que d'un trait le comte avait effacées.

L'absorption de la juridiction communale par le comte résulte d'ailleurs du principe de l'institution nouvelle. Les jurés ne sont plus mentionnés (1), je ne dis pas qu'ils aient disparu : on verra plus loin le contraire ; mais ils sont désormais au second plan. Leur rôle n'est plus de maintenir la paix, d'administrer la commune, de punir les délinquants.

Toutes ces attributions ont passé aux échevins ; ce sont les échevins qui imposent les trêves (2), sévissent contre ceux qui ne les respectent pas (3) ; ce sont eux qui ont la police locale ; tous les procès sont de leur compétence, à l'exception des cas les plus graves réservés au prince lui-même ; ils concentrent en eux la juridiction pénale et la juridiction civile ; ils exercent enfin toutes les fonctions qui se rattachent à la gestion des intérêts publics, y compris la fixation et la levée des accises (4).

Or, si l'on se rappelle que l'échevinage était toujours demeuré l'émanation et l'expression de l'autorité centrale, on voit se dessiner sans peine le caractère de la réforme réalisée par Philippe d'Alsace : tout l'organisme communal est désormais directement rattaché au prince,

(1) Sur les jurés de la commune primitive, voir mon étude : *La première phase de l'évolution constitutionnelle des communes flamandes*, dans les ANNALES DE L'EST ET DU NORD, juillet 1905.

(2) § 13.

(3) § 14.

(4) § 20. *Bannum in pane aut in vino aut in caeteris mercibus.*

car Philippe a soin de le dire : si l'une des places d'échevin devient vacante, le titulaire sera désigné *electione principis nec aliter* (1), par le choix du prince et non autrement. *Nec aliter*, l'addition est significative; elle répond évidemment à une préoccupation du moment : les bourgeois auraient voulu autre chose. une part plus ou moins grande dans cette élection; ils ne doivent pas y prétendre : *nec aliter*.

Et les échevins sont à ce point les hommes du comte que, s'ils sont convaincus d'avoir rendu une sentence inique, il les a, avec tous leurs biens, à sa merci : *ipsi et omnia sua in potestate comitis erunt* (2). Aucune keure communale ne tient un pareil langage à propos des jurés.

La genèse de l'échevinage urbain tel qu'il est dès lors constitué, me paraît donc aisée à suivre. Dans la commune primitive, j'ai montré un dualisme patent : les bourgeois conjurés étaient à peu près en face des échevins du prince comme la plèbe romaine avec ses tribuns, en face des consuls patriciens. La crise qu'avait provoquée l'extinction de la lignée mâle des Baudouin, l'assassinat de Charles le Bon, la brièveté du gouvernement de Guillaume de Normandie, les luttes qui avaient accompagné l'avènement de la dynastie d'Alsace, tout cela avait fortifié, enhardi, émancipé les villes, et certainement elles en avaient profité pour accentuer leurs exigences et pour transformer ces échevins princiers, dont elles relevaient encore, en échevins communaux; elles avaient, comme le dit la lettre de l'archevêque de Reims,

(1) § 24.

(2) § 26.

usurpé la juridiction du comte; elles étaient sur la voie de s'ériger en républiques.

Philippe d'Alsace a su endiguer ce flot montant; il a repris et au delà ses avantages, mais très habilement il a, du même coup, en récupérant l'échevinage, abrogé la commune jurée et condensé toutes les forces urbaines en un corps unique de magistrats. Par là, il faisait droit, en apparence, aux vœux des bourgeois, puisqu'il leur reconnaissait le tribunal distinct, personnifiant la cité, qu'ils avaient essayé de créer eux-mêmes, mais de ce tribunal, auquel appartiendrait désormais aussi le pouvoir administratif, tous les fils aboutissaient à la main du comte.

L'œuvre de Philippe est donc une œuvre de centralisation; loin qu'on puisse l'opposer aux comtes du XIV^e siècle et aux ducs de Bourgogne, il n'en est que le précurseur; il a fondé un droit urbain identique pour les cinq grandes villes de Flandre (1) et les a fait entrer dans l'organisme du comté en abolissant tout ce qui pouvait laisser subsister entre elles et lui un germe menaçant d'autonomie républicaine.

Telle est la raison d'être des grandes chartes, telle est leur signification essentielle. Et s'il en était autrement et si l'on persistait à soutenir que les villes, dès le début du XII^e siècle, étaient en possession du régime que nous sommes habitués à leur voir plus tard, on s'enlèverait le moyen de trouver un sens quelconque à la législation de Philippe. Pourquoi aurait-il promulgué des actes qui n'inno-

(1) Termonde appartient au même type; c'est ce qui résulte de la charte que lui confère, en 1223, Robert, avoué d'Arras (WARNKÖNIG, II, 2, CCXXXVII, 239).

vaient en rien, pourquoi la postérité y a-t-elle attribué tant d'importance? En dehors des points que je signale, ils ne renferment rien d'inédit, rien d'intéressant : ce seraient des parchemins inutiles. Et l'on constate que ces concessions gracieuses, au lieu d'étendre les libertés des individus ou de la communauté, ne font que les restreindre; elles se résument en deux mots : méfiance et hostilité.

Assurément, les événements n'ont pas tout à fait répondu aux espérances du comte; la guerre de France et la perte de l'Artois ont jeté la Flandre dans un désordre prolongé, et les échecs répétés infligés à l'autorité du prince ont fourni aux villes l'occasion de se ressaisir. Philippe avait commis la faute de confondre dans l'échevinage tous les pouvoirs et de préparer ainsi l'éclosion d'oligarchies bourgeoises solidement armées et qui pouvaient devenir menaçantes pour le pouvoir central lui-même.

Le jour où les échevins, dissociant leur cause de celle du comte, s'affirmaient comme les défenseurs du droit urbain, la réforme de 1190 aboutissait à des résultats diamétralement opposés à ceux qu'elle avait voulu atteindre; c'était, en somme, le vieil esprit communal qui renaissait sous un vêtement nouveau, et l'on comprend qu'alors la signification primitive des chartes de Philippe ait été oubliée et qu'on ait pu célébrer le créateur des grands échevinages comme le bienfaiteur des communes. L'opinion des hommes sur les institutions change avec le profit qu'ils en tirent, et chacun de nous a pu voir, dans le cours d'une brève existence, les partis politiques adorer aujourd'hui ce que hier ils avaient maudit.

L'œuvre de Philippe demeure, en tout cas, comme un essai original de résoudre le problème communal ; il a modelé un type de constitution urbaine qui n'était ni celui de la France du Nord ni celui de l'Allemagne (y compris nos principautés lotharingiennes), et qui devait donner aux grandes villes de la Flandre un relief particulier.

Dese grave Philips sette
In Vlaendren alle die wette,

a dit la *Rymkronyk* (1), et cette fois, on a pu s'en convaincre, l'expression est parfaitement exacte.

Si l'exposé que je viens de faire laissait quelques doutes, ces doutes seraient levés par l'examen de la charte gantoise de 1192 (2), à laquelle j'ai fait allusion déjà. On sait qu'après la mort de Philippe, Baudouin V de Hainaut, au nom de son épouse, Marguerite d'Alsace, put revendiquer le gouvernement du comté ; mais Mathilde de Portugal tenait à s'assurer le douaire qui lui avait été assigné (3) et elle était naturellement prête à faire toutes les concessions possibles aux bourgeoisies qui consentaient à la reconnaître. Les Gantois profitèrent de ces dispositions et arrachèrent à Mathilde le privilège important dont il s'agit.

Et qu'on y réfléchisse : si vraiment Philippe avait été, comme on l'a dit, au-devant des exigences des villes et s'il leur avait bénévolement octroyé ce qu'elles dési-

(1) Vers 4755-4756 (*Corpus*, éd. DE SMET, IV, 729).

(2) Cette date n'est qu'approximative. WARINKÖNIG, II, 1, *Urkunden*, p. 14.

(3) Cf. GISLEBERT, § 178.

raient, pourquoi les Gantois auraient-ils saisi la première occasion qui leur était offerte pour défaire son œuvre et pour réclamer autre chose?

La charte de 1192 est de nouveau une véritable keure, construite sur le modèle des keures anciennes; elle est minutieuse et détaillée et reproduit les dispositions connues sur la procédure traditionnelle, y compris les cojureurs et les épreuves judiciaires.

Mais elle a surtout du prix à nos yeux parce qu'elle énonce clairement le programme des revendications bourgeoises et les points essentiels qui le distinguent du régime centralisateur de Philippe.

La charte affirme, d'abord, qu'il appartient aux libertés des Gantois d'avoir leur propre tribunal échevinal (1), et que nul ne peut citer un bourgeois de Gand devant une autre juridiction dans le rayon de six milles ou dans le pays de Waes. Ceci n'était plus une innovation, mais l'insistance avec laquelle ce principe est formulé prouve qu'il était d'application assez récente et que l'on n'entendait pas retourner à l'époque où les échevins du canton judiciaire, les *scabini terræ*, pouvaient réclamer des droits de justice sur les habitants des villes.

Ce qui est plus décisif, c'est qu'au système de nomination des échevins par le prince, *electione principis nec aliter*, la charte oppose celui de la cooptation; si un siège devient vacant, les magistrats en fonction y

(1) § 2. *Spectat autem ad libertatem oppidi ut in eo tredecim habeantur scabini, quorum iudicio omnes causæ reipublicæ (la commune) tractabuntur...* — § 16. *Oppidani Gandenses nullius iustitiæ stare tenentur infra sex miliaria ab oppido nec in tota Wasia...*

pourvoiront, et le choix sera soumis à l'agrément du prince (1).

Les amendes dont disposent les échevins ne dépassent pas le taux de 10 livres; j'ai montré plus haut quelle est la signification de ce chiffre.

Les échevins ont le droit d'interprétation et peuvent ajouter à la keure ce qui leur paraît nécessaire (2).

La ville peut se fortifier (3).

Elle a le droit de créer librement des écoles (4); c'est la solution du conflit avec les chanoines de Sainte-Pharilde.

Des garanties sont prises contre les abus de la juridiction ecclésiastique (5).

L'évêque de Tournai ne peut procéder à des enquêtes synodales si ce n'est tous les trois ans et en personne (6).

(1) § 2. *Horum (schabinorum) si quis obierit vel schabinatum resignaverit, residui alium eligent et principi praesentabunt et princeps electionem eorum et electum approbabit.*

L'orthographe *schabini*, constamment suivie dans l'acte, est digne d'attention; elle répond à la prononciation gantoise et s'explique dans un document qui n'émane pas de la chancellerie comtale.

(2) § 32. *Si qua forte causa acciderit quae in praesenti scripto non continetur, schabini, secundum conscientiam suam, juste et rationaliter inde judicabunt, nec alieni super sententiam schabinorum sententiam aliam ferre licebit.*

(3) § 4. *Spectat autem ad libertatem eorum, oppidum suum muris, vallis et quacumque voluerint munitione ad libitum suum firmare, sic et proprias domos.*

(4) § 15. *Si quis in Gandavo scholas regere voluerit, sciverit et potuerit, licet ei nec aliquis poterit contradicere.*

(5) §§ 25, 26, 27.

(6) § 28.

Le service militaire n'est dû que pour les expéditions navales, avec un seul navire et pour trois marées au delà d'Anvers (1).

Les Gantois ont le droit d'expulser les habitants *inutiles* (2); entendez quiconque paraît nuire soit par sa mauvaise conduite, soit par son hostilité déclarée à la commune. L'article exclut l'existence d'un droit supérieur du prince qui pourrait maintenir dans la cité des gens qu'elle considère comme dangereux; c'est assurément l'affirmation d'une sorte de pouvoir souverain.

Personne ne peut disposer des terres communes (3) : elles sont donc la propriété de la ville.

Chacun est libre de bâtir sur son propre terrain (4), ce qui implique, si je ne me trompe, la reconnaissance de l'alleu urbain, tandis que sur une terre accensée, il était loisible au propriétaire du tréfonds d'interdire la construction de maisons; c'est ce que faisaient, notamment, les abbés de Saint-Pierre et de Saint-Bavon (5).

Il n'existe pas de retrait lignager (6) : nouvelle manifestation des progrès de l'idée du droit individuel.

(1) § 3.

(2) § 30. *Si quis forte in Gandavo inventus fuerit toto oppido et universitati inutilis, quamdiu schabinis visum fuerit, expelletur.*

(3) § 17. *Nemo debet alicui dare terram exceptam et toto oppido communem nec alicui licet in ea ædificare.*

(4) § 20. *Quicumque voluerit super terram suam ædificare, licet ei.*

(5) ... *quæ terra decimalis est... quod inædificare non poterunt in eadem* (DIERICX, *Mémoires*, II, 642, n. 1; acte de 1281 : cf. DES MAREZ, *La propriété foncière*, 229).

(6) § 19. *Est autem tanta libertas oppidi Gandensis, quod, si quis hereditatem suam infra justitiam oppidi contentam vendere vel invadere voluerit, licet ei, tam extraneis quam proximis, nec aliquis ratione consanguinitatis vel proximitatis poterit contradicere.*

Il n'est plus question ni de la défense de porter des armes en ville ni de l'interdiction d'établir au marché des échoppes (1).

Telles sont les dispositions essentielles de la charte, celles que j'appellerai à la fois combatives et conservatrices des prérogatives communales. J'ajoute, pour éclaircir la grosse question du rôle des marchands dans la genèse du droit urbain, qu'il n'y est fait aucune allusion et que, tout au contraire, la bourgeoisie active, celle qui tient à garantir ses privilèges, est uniquement composée de propriétaires; c'est ce qui résulte indubitablement des articles en vertu desquels les bourgeois *héréditaires* peuvent seuls prêter un témoignage valable en justice (2) et, comme corollaire, le faux témoignage d'un bourgeois *héréditaire* est sévèrement puni (3).

L'acte de 1192 a une réelle éloquence; il nous transporte *in medias res*, au milieu des conflits qui agitaient

(1) D'après la chronique d'Adrien de Budt (*Corpus*, DE SMET, I, 291) (si je comprends bien le texte, singulièrement obscur), Mathilde aurait reconnu le droit d'appel d'un échevinage à l'autre, et Baldouin VIII aurait interdit ce recours. Aucun acte, à ma connaissance, ne fait mention de cette disposition : *Item quod a sententia scabinarum non liceret appellare, hoc est de lege ad legem transire, prout regina Mathildis donaverat, quae parvipendere successores et posteris, nihilominus per litteras patentes datas a Balduino et Margareta uxore sua, sic actum est apud Curtracum anno Domini MCXIX* (il faut lire : MCXIV).

(2) §§ 7, 8, 9, 10, 11, 12. Voir aussi 1228, WARNKÖNIG, II, 1, *Urkunden*, p. 24 : *Lex super placito de pecunia*, §§ 1 et 2.

(3) § 29.

la cité; il est comme le procès-verbal des différends qui avaient surgi entre elle et le prince. Les deux conceptions s'opposent nettement l'une à l'autre : la commune aspire à devenir une ville libre, et fièrement elle affirme, à l'imitation des barons féodaux, son droit à une part de la souveraineté. Philippe d'Alsace, devançant son époque, n'avait pas craint de nouer en un faisceau unique tous les intérêts urbains, mais à la condition de les subordonner aux intérêts généraux. Je n'essayerai pas de dire s'il eut tort ou raison, car les formes d'être qui ont réussi à subsister ne sont pas nécessairement les seules qui fussent susceptibles de vie. Les petites républiques grecques ont fait plus pour l'humanité que les empires laborieusement organisés, et rien ne nous dit que les communes flamandes, s'épanouissant librement, n'eussent pas fait apparaître au soleil de l'histoire des créations insoupçonnées.

La charte de Mathilde se maintint quelques années. Baudouin IX, qui réussit à prendre possession de la Flandre entière, ne put cependant que confirmer le privilège de 1192 (1); il y ajouta que les paroissiens éliraient leur curé et les autorisa à écarter et à remplacer les curés déshonnêtes : *Si inhonestæ et inordinatæ conversationis comprobatus fuerit, licet parrochianis, consilio personæ, eum amovere et alium idoneum eligere*. L'addition est tout dans l'esprit de la charte.

Mais le régent Philippe de Namur, sous la minorité de Jeanne de Constantinople, a dû ressaisir toute son auto-

(1) WARNKÖNIG, II, 1, *Urkunden*, p. 18.

rité, car dans une ordonnance qu'il publia vers 1205, au sujet des désordres à Gand, on voit reparaitre les amendes de soixante livres (1).

Les grandes chartes de Philippe d'Alsace ne mentionnent pas les jurés ; ce silence ne veut pas dire cependant qu'ils aient cessé partout d'exister. On voit à Bruges, en 1346, les échevins tenir conseil avec les jurés pour décider de l'aliénation d'un pré : *scabini Brugenses.... habito consilio cum juratis* (2).

A Douai et à Lille, nous les retrouvons également ; ces deux villes importantes ont sans doute vu se créer chez elles des échevinages semblables à ceux des autres grandes cités flamandes. Or, pour la première, deux lettres de l'archevêque Henri de Reims, datées de janvier 1230, signalent les *scabini et jurati* qui prétendaient imposer le paiement des accises à la Collégiale de Saint-Amé (3).

A Lille, une série nombreuse d'actes qui s'échelonnent sur toute la durée du XIII^e siècle, font apparaître les *jurati* à côté des échevins (4).

Nous n'avons aucune raison de croire que ces jurés soient différents des anciens magistrats communaux qui portaient ce nom. Il n'y a ici aucune solution de conti-

(1) WARNKÖNIG, II, 1, *Urkunden*, p. 30.

(2) MIRÆUS, IV, 551.

(3) ESPINAS, *Les finances de la commune de Douai, des origines au XV^e siècle*, p. 40 et n. 1.

(4) ROISIN, *Franchises, lois et coutumes de la ville de Lille : 1202* (p. 228) ; 1226 (p. 232) ; 1233 (p. 234) ; 1235 (p. 236) ; 1244 (p. 254) ; 1267 (p. 277) ; 1271 (p. 285), etc.

nuité (1) ; seulement, les jurés sont descendus à un rang inférieur : ce sont les subordonnés des échevins, et avec des fonctions beaucoup plus modestes ils font l'office de *conseillers* ; c'est le nom que leur donne à Gand, en 1225, un acte de la comtesse Jeanne : *secundum ordinationem majoris partis scabinorum et consiliariorum* (2).

On s'est demandé maintes fois comment dans les villes

(1) Voici un petit tableau, assurément incomplet, qui fait ressortir jusqu'à l'évidence cette continuité dans la Flandre, le Brabant et le Hainaut. Les jurés sont cités :

1114. Valenciennes.	1220. Trazegnies.
1127. Saint-Omer.	1222. Tournai.
1142. Soignies.	1229. Bruxelles.
1147. Poperinghe.	1231. Arques, Lille.
1156. Hirson.	1233. Poperinghe, Anvers, Lille,
1164. Saint-Amand.	Valenciennes.
1168. Furnes.	1234-35. Tournai.
1183. Gand.	1237. Valenciennes.
1184. Cambrai.	1241. Tournai.
1188. Aire, Tournai.	1244. Lille, Tournai.
1191. Hesdin.	1246. Bruges.
1196. Bapaume.	1249. Tirlumont, Soignies.
1199. Tournai.	1250. Tournai.
1200. Saint-Omer.	1251. Louvain.
Fin du XII ^e siècle. La famille de	1256. Valenciennes. Bois-le-Duc
Prisches.	1262. Louvain, Anvers.
1202. Lille.	1263. Léau.
1203. Boulogne.	1264. Bruges.
1206. Haelen.	1270. Ham, Bruxelles.
1208. Poperinghe.	1271. Lille.
1210. Calais.	1273. Middelbourg.
1213. Valenciennes, Hesdin, Léau.	1275. Lille.
1215. Hesdin.	1276. Valenciennes.
1218. Tournai.	1279. Diest.

(2) WARNKÖNIG, II, 1, *Urkunden*, p. 32.

le conseil a pris naissance; la réponse n'est donc pas douteuse; il s'est formé tout naturellement par le rapprochement et la collaboration des échevins et des jurés. A Lille, la formule du serment imposé aux *verejurati* (voir-jurés) porte (1) qu'ils conseilleront la ville et les échevins bien et loyalement, qu'ils garderont la loi et les franchises, qu'ils porteront loyal témoignage partout où ils seront appelés, qu'ils tiendront leurs avis secrets et qu'ils ne se laisseront guider en aucun cas soit par l'amour, soit par la haine.

Leur rôle de conseillers est ici très nettement tracé; la concentration des magistratures urbaines n'a pas eu pour effet d'abolir entièrement les organes anciens de la commune; elle les a coordonnés dans un ordre nouveau.

Pour de petites localités où cette complication paraissait inutile, on se contenta d'un seul corps de magistrats. Ainsi, à Neuville et à Lieu-Saint-Amand, dans le comté de Hainaut, Ferrand et Jeanne déclarent, en 1231, que les échevins seront à la fois *scabini et jurati* (2).

Il me paraît intéressant de rechercher ce que sont devenues les institutions municipales dans les parties de la Flandre qui vers la fin du XII^e siècle ont été cédées à la France.

Pour Tournai, nous savons que Philippe-Auguste, en prenant possession de la ville, lui avait octroyé une charte de commune (1188). Les réformes de Philippe d'Alsace

(1) ROISIN, p. 130.

(2) WAUTERS, *Libertés*, Preuves, p. 118. Neuville-sur-Escaut et Lieu-Saint-Amand, canton de Bouchain.

ne purent donc avoir ici aucune influence, et, en effet, pendant tout le cours du XIII^e siècle, on retrouve à Tournai les prévôts et les jurés communaux, le maire et les échevins royaux (1).

Il n'en fut pas tout à fait de même à Arras. La charte de 1190 avait donné la première place à l'échevinage. Lorsque le traité de 1191 eut fait passer la cité épiscopale sous l'autorité directe du roi, il promulgua (1194) une charte nouvelle (2) qui, partiellement, s'inspire de la précédente et conserve aux échevins la suprématie; mais loin de revendiquer pour lui-même le choix de ces magistrats, Philippe-Auguste reconnaît aux échevins sortants le droit de présider au renouvellement du collège; tous les quatorze mois, ils désigneront quatre prud'hommes qui eux-mêmes éliront vingt autres citoyens honorables. Ces vingt-quatre élus se partageront en deux corps : douze seront échevins; les douze autres seront chargés de toutes les affaires de la ville, sauf les juge-

(1) 1199, MIRÆUS, II, 1204 : *praepositorum, juratorum, scabinorum*; avant 1200, D'HERBOMEZ, *Histoire des châtelains de Tournai*, II, 37; 1222, *Mémoires de la Société historique et littéraire de Tournai*, I, 253; 1228, *Bull. de la Comm. roy. d'histoire*, 1^{re} sér., IX, 137; 1234, WAUTERS, *Libertés*, Preuves, 127; 1236, COUSIN, *Histoire de Tournai*, IV, 50; 1241, *Mémoires de la Société historique et littéraire*, I, 296 : Prévôts et jurés, maires et échevins; 1244, POUTRAIN, *Histoire de Tournai*, 24; 1264, BEUGNOT, *Olim.*, I, 193; 1271, *Ibid.*, I, 876, etc. A Bruille-Saint-Amand, la charte octroyée en 1274 par le seigneur Jean de Mortagne, châtelain de Tournai, assigne comme chefs de sens aux échevins les échevins de Saint-Brice (Tournai, rive droite), et aux jurés, la Halle de Tournai.

(2) GUESNON, *Inventaire chronologique des chartes de la ville d'Arras*, 3.

ments et les témoignages, qui sont afférents à l'échevinage : *Alii XII viri remaneant ad omnia negotia civitatis, preterquam ad iudicium et testimonium de scabinatu.*

La distinction des échevins juges et des jurés administrateurs reparait donc très nette ; c'est la régénération de l'ancienne commune ; le roi, plus libéral que le comte, autorise le choix des magistrats par une sorte d'élection à deux degrés, et il relève, avec le mot de *communia* : *major et scabini et tota communia* (1), les prérogatives essentielles de la commune : le devoir pour tous les conjurés de s'unir pour l'arrestation d'un criminel et de le poursuivre dans la banlieue.

A Hesdin, Louis, fils de Philippe-Auguste, octroie, en 1215, une charte de commune (2), en vertu de laquelle la haute justice demeure au prince et est exercée par les échevins, tandis que toute autre juridiction appartient aux vingt jurés ; ceux-ci sont changés d'année en année (3) ; les sortants nomment cinq hommes qui s'en

(1) Page 4. *Quicumque alium occiderit vel ad mortem vulneraverit, major et scabini et tota communia debent juvare justitiam nostram ad capiendum eum, et communia poterit eum sequi ubicumque infra bannileugam sine forisfacto nostro.*

(2) TAILLIAR, *Recueil d'actes des XII^e et XIII^e siècles en langue romane*, 45-52.

(3) § 3 : Item toute la haute justiche remaint à nous et sera jugie par eskevins. En le commugne de Hesding seront XV jure deskes li I sera maires, et se uns ou dei ou pluseur de ches XX defalent, li remanans des jures doivent raemplir des autres le nombre devant dit, et seront mue chascun an en manière que cil ki sera jures en lan. en l'autre an ensuiant après ne porra estre jures. Item li vies jures esliront V jures et chil V esliront les autres.

agrègent quinze autres et, dans leur sein, choisissent le maire (1).

Saint-Omer continue à présenter des problèmes malaisés à résoudre. On sait que la charte primitive, qui était une vraie keure, fut ratifiée, en 1164, par Thierry d'Alsace, et que l'acte nouveau, attribué à Philippe, son fils, n'apportait aucune dérogation à l'organisation de la commune. Dans la suite, une série de confirmations se rattachent toutes à la charte de 1164 et, par conséquent, à celle de 1127.

Le traité d'Arras (1191) avait cédé Saint-Omer au roi. Baudouin IX réussit, en 1127, à se remettre en possession de la ville et il publia, en 1198 probablement, une keure qui, mot pour mot, reproduit celle de 1164 (2). Le traité de Péronne (1200) avait consacré la réintégration de Saint-Omer dans le comté de Flandre, mais le 25 février 1212, à l'occasion du mariage de Jeanne avec Ferrand de Portugal, le traité de Pont-à-Wendin annula celui de Péronne et détacha pour un siècle et demi Saint-Omer de la Flandre.

La même année, Louis, fils de Philippe-Auguste, reproduisait la charte de 1164 (3), et c'est ce que firent, après lui, en 1230 Louis IX (4), en 1237 Robert d'Artois (5), en 1267 Robert II (6).

(1) § 33. Item li jure... porront eslire leur maieur...

(2) GIRY, *Histoire de la ville de Saint-Omer*, 398.

(3) Id., *Ibid.*, 404.

(4) Id., *Ibid.*, 416.

(5) Id., *Ibid.*, 412.

(6) Id., *Ibid.*, 428.

Tous ces documents impliquent que l'organisation datant des débuts du XII^e siècle est demeurée immuable, et cependant dans les actes les jurés ne sont plus mentionnés après 1200; déjà en 1199 (1), Baudouin IX avait concédé aux bourgeois *ut de omni excessu et forefacto secundum quod a bona veritate intellegerent judicia proferant, sicut tempore Philippi comitis avunculi mei scabini fecerant*.

On remarquera que Baudouin rappelle ce qui a existé du temps du comte Philippe, son oncle, et il paraît bien que si cette confirmation avait visé un usage plus ancien, il n'aurait pas manqué de le dire, ou plutôt que dans ce cas la confirmation solennelle eût été superflue.

J'en conclus qu'ici comme dans les autres grandes villes de Flandre, l'initiative de Philippe d'Alsace avait apporté dans les institutions des altérations notables. Dans le courant du XIII^e siècle, l'action prépondérante des échevins n'est pas douteuse (2); ce qui demeure singulier, c'est que la formule officielle est toujours celle de 1127 et qu'elle répond ainsi à un état de choses qui s'était profondément modifié. Mais la charte de Guillaume Cliton avait eu pour objet principal d'assurer à la ville une droite justice échevinale, et l'on peut supposer que les bourgeois, fiers de l'antiquité de leur privilège, en demandaient le renouvellement intégral et accommodaient dans la pratique les formules obsolètes aux besoins des temps nouveaux.

Un mot encore au sujet du petit comté de Boulogne,

(1) GIRY, *Histoire de la ville de Saint-Omer*, 401.

(2) Actes de 1255, 1271, 1280, 1281; GIRY, 425, 429, 430, 433, 435.

qui avait été un fief flamand et qui, par l'annexion du territoire situé au delà du Fossé neuf, était entré directement dans la mouvance française. Renaud de Dammartin, devenu comte par son mariage (1190) avec l'héritière Ida de Boulogne, ne tarda pas à prendre vis-à-vis de son suzerain une attitude qui l'entraîna dans l'alliance anglaise et lui valut, après la catastrophe de Bouvines, une dure captivité. Il semble s'être appliqué, dès son avènement, à satisfaire aux vœux de ses sujets, et il n'apporta pas d'altération aux traditions de la commune ancienne.

En 1210, il confère à la ville de Calais un échevinage propre, distinct de celui du territoire de Marcq, dont elle avait relevé jusque-là : *Scabinos nostros de eadem villa (Kaleis) et omnes infra banleucam de Kaleis habitantes a communitate aliorum hominum nostrorum de terra de Merc separavimus* (1). On surprend ici sur le fait la séparation qui s'opère entre l'échevinage territorial et l'échevinage urbain.

Mais les échevins dont il s'agit sont encore des *scabini nostri*, des échevins du comte, et à côté d'eux Calais avait ses *coremans (queremanni)*; ils devaient, comme les échevins, s'adresser, en cas d'incertitude, à leurs chefs de sens, les *coratores* de Marcq, et remonter éventuellement jusqu'à ceux de Bourbourg : on remarquera les rapports étroits qui unissent les institutions urbaines aux institutions territoriales.

(1) WAUTERS, *Libertés*, Preuves, 67. Sur le territoire de Merck, aujourd'hui Marcq, à l'est de Calais, voir GODEFROY-MÉNILGLAISE, *Chronique de Lambert d'Ardes*, p. 512, et la carte du comté de Guines, jointe à l'ouvrage.

A Boulogne même, dès 1203, Renaud et Ide s'étaient engagés à reconnaître la commune jurée avec les us et coutumes de Tournai. Tous ceux qui jureront la commune seront paisibles et francs. Les magistrats sont des jurés (1).

Nous voilà donc replacés, au XIII^e siècle, en face d'une keure identique à celle d'autrefois. Le régime nouveau des villes flamandes n'a pas pénétré jusqu'ici. Renaud n'est pas assez puissant pour effacer l'organisation corporative; il la respecte et fournit ainsi une vérification excellente de la thèse que je défends.

Si nous tournons les yeux vers le Hainaut, nous y retrouvons pendant tout le XIII^e siècle les institutions locales primitives; c'est le cas à Valenciennes, où subsistent les prévôts et les jurés distincts des échevins (2), et de même à Soignies : un acte de 1249, par lequel les jurés et les échevins définissent les droits du maire, porte que les prises de gages auront lieu sous le témoignage des jurés *se c'est dedens le franchise, et se c'est dehors... par eskevins*, et « *se nul debas vient entre le glise et ses parche-niers, departir le doeent et déterminer li juret dedens le franchise et defor li enskevin* » (3).

(1) WAUTERS, *Libertés*, Preuves, 58.

(2) 1198, DUVIVIER, *Actes et documents*, nouvelle série, 257; 1213, MIRÆUS, II, 736; 1233, LE BOUCQ, 133; 1237, WAUTERS, 136; 1239, Id., 144; 1256, Id., 185; 1276, Id., 234. J'ai ici une correction à apporter à mon premier article (p. 17), où j'ai eu le tort, en suivant M. Bauchond, d'admettre l'identité à Valenciennes, des échevins et des jurés.

(3) TH. LEJEUNE, *Histoire de Soignies*, 273.

Il ne sera pas sans intérêt de rechercher enfin quelle est la forme qu'ont, à la même époque, les institutions du Brabant.

Nous sommes dans une obscurité complète au sujet des communes primitives du duché; aucun acte de la première moitié du XII^e siècle ne nous est parvenu (1). Le grand dispensateur de privilèges fut Henri I^{er}, mais presque toutes ses chartes ne comportent que des octrois de *franchises* et l'on n'aura garde de les confondre avec des *keures* communales. Elles dispensent des charges ayant un caractère servile, des tailles arbitraires, et souvent ajoutent quelques dispositions de droit privé (dot, héritages, disposition de biens), quelques règles de droit pénal, la confirmation des droits d'usage dans les communaux, la garantie de la juridiction échevinale.

Très peu laissent entrevoir une organisation municipale, et alors, à côté des échevins du duc, se montrent toujours les jurés; c'est le cas pour Haelen, 1206 (2), Graves, 1233 (3), où les *rectores electi una cum villico nostro et scabinis, pulsata campana*, appellent la communauté et marchent avec elle à la poursuite du malfaiteur.

A Anvers, en 1233, Henri I^{er} cède à un chevalier une terre avec le consentement des échevins, des jurés et de

(1) Les privilèges de Tirlemont, 1168 (*Brab. Yeeften*, I, 611), de Gembloux, 1187 (*MIRÆUS*, IV, 215) et de Vilvorde, 1192 (*BUTKENS*, I, Preuves, 46), ne sont que des concessions de franchises, abolition de la mainmorte, etc. Aux bourgeois de Vilvorde, Henri I^{er} assure le jugement par échevins.

(2) *WAUTERS, Libertés*, Preuves, 64.

(3) *Id.*, *Ibid.*, 120.

tous les bourgeois; il approuve un acte des mêmes échevins, jurés et bourgeois (1).

A Tirlemont, 1249 (2), à Bois-le-Duc, 1259 (3), à Turnhout, 1261 (4), même personnel administratif et judiciaire.

A Herenthals, comme le duc avait créé une bourgeoisie et que le chapitre de Sainte-Waudru de Mons, propriétaire du sol, avait fait entendre des protestations, Henri lui reconnaît ses revenus, son *villicus* et ses échevins, mais à côté paraissent le *villicus* et les échevins du duc (5).

Sur les villes de Léau, de Louvain et de Bruxelles, nous avons des renseignements un peu plus détaillés.

A Léau (1213), les échevins sont investis du pouvoir judiciaire; les jurés élus, au nombre de six, aident les échevins à corriger les contraventions et ils administrent la ville : *Pretereā ipsi burgenses sex juratos eligant inter se, qui cum scabinis excessus oppidi corrigentes de honore et utilitate oppidi tractent* (6).

En 1283, le *villicus* de Léau, les échevins, les *conjurati* et les autres bourgeois font connaître qu'ils ont élaboré une constitution en vertu de laquelle, si un étranger lèse un bourgeois et ne fournit pas satisfaction, le *villicus* avec les échevins et le *magister communitatis* avec les

(1) *Bull. de la Comm. roy. d'histoire*, 4^e sér., VIII, p. 347.

(2) MARSHALL et BOGAERTS, *Bibliothèque des antiquités belgiques*, II, 46.

(3) VAN DEN BERGH, *Oorkondenboek*, II, 428.

(4) MIRÆUS, I, 428.

(5) 1209, MIRÆUS, I, 197.

(6) WILLEMS, *Brab. Yeesten*, 618.

jurés, donc d'une part les organes seigneuriaux et de l'autre les organes communaux, sortent de la ville au son de la cloche ; quiconque ne les suivra pas, paiera 20 sous ou sera privé d'une oreille ou exilé pour an et jour (1).

Jean I^{er}, en 1291, appelle encore les échevins de Léau *scabini nostri* (2).

Voilà donc un type d'ancienne organisation communale, analogue aux exemples que la Flandre a fournis pour le XII^e siècle.

Louvain reçoit une charte de Henri I^{er} en 1234 (3). Le duc garantit la justice par échevins, mais les échevins ne sont pas les chefs de la commune (4). De même qu'à Léau, si un étranger refuse de faire droit, les *rectores ad hoc electi* sonnent la cloche de la commune (*campana communie*) et procèdent à l'exécution.

En 1251, les *scabini, jurati et communitas oppidi Lovaniensis* envoient à Merchtem copie de leurs privilèges, *tam de communione quam de libertate nostra* (5); la distinction est nettement faite ici entre la charte de franchise et la charte de commune.

Enfin, à Bruxelles, on rencontre une véritable keure,

(1) *Messenger des sciences historiques*, 1843, 365.

(2) *Ibid.*, 366.

(3) WILLEMS, *Brab. Yeesten*, 638.

(4) M. Vander Linden dit très exactement : « De schepenen, alhoewel zy de rol vervullen van stedelyke rechters... blyven niettemin uitsluitend ambtenaars van den vorst. .; zoo als in de Luiksche stedene, treden de gesworenen als vertegenwoordigers der gemeente op. (*Geschiedenis van de stad Leuven*, 70)

(5) WAUTERS, *Libertés*, Preuves, 176.

datant de 1229 (1). Le texte qui a été publié par Marshall et Bogaerts n'a pas jusqu'ici, ce semble, obtenu l'attention qu'il méritait.

Le mot keure y est rendu par *electio*, et c'est la meilleure traduction possible.

La ville accepte cette *electio* pour une période de trois ans (2), à la condition qu'elle soit loyalement appliquée et qu'elle ne reçoive aucune atteinte de la violence du duc ou des nobles.

Les bourgeois et leurs fils de 15 ans jurent fidélité à la keure : *jurabunt pacem et hanc electionem*, et l'on constate une fois de plus quel rôle les préoccupations pacifiques ont eu dans la formation des communes jurées.

On n'acceptera ni un chevalier ni un échevin comme garant de la keure (3) : l'échevin n'est donc pas un magistrat communal.

Si le duc et ses hommes ainsi que les échevins et les jurés trouvent une addition utile à faire à la keure, ils pourront l'opérer afin que la paix et la keure subsistent fermement (4).

Suivent des dispositions semblables à celles des keures flamandes sur les principaux délits : peine de mort pour

(1) MARSHALL et BOGAERTS, I, 183.

(2) *Hanc electionem eligit sibi oppidum Bruxellense per consensum nostrum per tres annos observare sub ea conditione quod secundum eam regetur et ultra eam nullam patiaturs a nobis nec a nostris violentiam.*

(3) Page 188, *Nec miles nec scabinus fidejussor erit hujus electionis.*

(4) Page 191, ... *si dux cum hominibus suis et scabinis et juratis potest invenire quod est utile burgo et burgensibus...*

le meurtre, le viol, l'incendie, le rapt, l'infraction à la paix, talion pour les mutilations, amende de vingt sous pour vol et pour fractures de membres, si le coupable est convaincu *per viros legitimos et juratos*.

Les jurés ont à requérir les trêves; ils collaborent avec les échevins pour convaincre les prévenus, pour reconnaître avec l'amman du duc que des marchandises exposées en vente sont altérées, pour apprécier la satisfaction offerte par un coupable, et pour faire comparaître, à cette occasion, les deux parties devant eux et les échevins.

Il m'est permis de conclure, sans aucune hésitation, que Bruxelles, à ce moment, n'avait pas été touché par l'influence flamande; la réforme de Philippe d'Alsace n'avait eu aucune répercussion sur les communes brabançonnnes; les formes primitives s'y étaient fidèlement conservées.

La constitution des grands échevinages devait avoir, à bref délai, pour les villes de Flandre, une conséquence inévitable, l'adoption du principe de l'annalité. La nouvelle magistrature était trop puissante, trop universelle pour que le maintien des mêmes hommes aux affaires n'entraînât pas de graves abus : juges sans appel et administrateurs sans contrôle, les échevins à vie devenaient de petits tyrans, et des familles privilégiées, sûres de la faveur du prince, assuraient à leurs membres le monopole du gouvernement local.

L'échevinage ancien, alors qu'il n'était qu'un tribunal, ne s'accommodait guère des mandats à courte échéance ;

ces juges, qui n'étaient pas des juristes, devaient au moins se pénétrer du droit coutumier, et l'expérience acquise leur assurait une légitime autorité. Mais il n'en était plus de même le jour où la gestion financière venait compliquer leurs fonctions.

Dans les communes françaises, à Hesdin, par exemple, les *jurés* étaient élus à temps, les échevins étaient permanents (1). La charte d'Arques porte que les *choremanni* seront renouvelés chaque année; les échevins demeureront en fonctions aussi longtemps qu'il plaira à l'abbé (2).

On a vu qu'à Arras, Philippe-Auguste, qui dans son ordonnance de 1194 avait accepté le principe de l'échevinage flamand, y avait adapté cependant le système électif et la mutation de quatorze en quatorze mois (3).

Il en fut de même à Bapaume en 1196 (4).

Les bourgeoisies flamandes ne tardèrent pas à réclamer le même correctif à l'institution de Philippe d'Alsace, et profitant des difficultés que créèrent la mort de Baudouin IX, la minorité de sa fille, la politique agressive du roi et les infortunes de Ferrand de Portugal, elles réussirent, l'une plus tôt, l'autre plus tard, à obtenir la réforme souhaitée.

Dès 1209, Philippe de Namur, régent de Flandre, concède à la ville d'Ypres l'échevinage annuel (5) : les échevins sortants désigneront cinq prud'hommes qui, sans

(1) Ci-dessus, p. 770.

(2) Art 3. WARNKÖNIG, III, NACHTRAG, CLXVI, p. 31.

(3) Ci-dessus, p. 769.

(4) GUESNON, *Inventaire*, p. 7.

(5) WARNKÖNIG, II, 1, *Urkunden*, 161.

faveur ni haine, éliront cinq échevins; ceux-ci, à leur tour, s'en adjoindront huit par cooptation.

Ce privilège fut renouvelé en 1228 par Ferrand de Portugal (1), avec cette modification qu'il était permis à un échevin de demeurer pendant deux ans en fonctions.

Ferrand, en 1212, avait disposé d'une manière analogue en faveur de Gand (2). Le comte élira quatre prud'hommes dans les quatre paroisses, et ceux-ci, d'accord avec lui, éliront treize échevins, un de chaque paroisse et neuf indistinctement. On constate qu'ici le comte se réserve une action prépondérante.

La réforme se généralisa lentement.

Jeanne, en 1228, concéda à la ville de Douai le renouvellement de treize en treize mois (3). Les échevins sortants prennent quatre bourgeois dans les quatre sections de la ville (*escorbeti*); ces quatre bourgeois choisissent quatre échevins qui en choisissent quatre autres, et les quatre derniers complètent le nombre de douze. Toutefois la comtesse se réserve le droit de ne pas agréer les élus et, dans ce cas, de les désigner elle-même.

En 1255, ce fut le tour de Lille (4); ici, le jour de la Toussaint, le comte, prenant conseil des quatre curés des paroisses, nomme douze échevins. Les échevins élisent quatre voir-jurés, un inspecteur de l'amitié, et huit jurés,

(1) WARNKÖNIG, II, 1, *Urkunden*, 163. Il m'est impossible de découvrir dans cet acte le second banc échevinal dont parle M. Pirenne (p. 268, 2^e éd., 274).

(2) WARNKÖNIG, II, 1, *Urkunden*, 79.

(3) IBID., II, 2, *Urkunden*, 256.

(4) IBID., II, 2, *Urkunden*, 257.

soit treize personnes qui, avec les douze magistrats principaux, forment le *Conseil* de la ville.

Bruges dut attendre jusqu'en 1241 pour être doté du même privilège (1). A cette date, Thomas et Jeanne décidèrent que le comte élit les échevins le jour de la Purification de la Vierge. Si la désignation n'a pas eu lieu, les anciens magistrats demeureront provisoirement en fonctions pour prendre les trêves et les otages et procéder à la reconnaissance des dettes et à la prise de gages, mais point pour autre chose.

Dans le cas où le Conseil de la ville serait disposé à renoncer à l'application de l'annalité, le comte, comme auparavant, nommerait des échevins permanents.

Les mêmes dispositions furent appliquées la même année, à Damme (2).

Enfin Furnes (3), Audenarde (4) et Alost (5) n'aboutirent à ce résultat que sous le gouvernement de Marguerite : Furnes, en 1266 (mêmes dispositions qu'à Bruges); Audenarde, en 1273 (la comtesse qui nomme les échevins se réserve, dans le cours de l'année, le droit de révoquer ceux qu'elle juge *inutiles*); Alost, en 1276.

Comme il arrive en pareil cas, de très petites localités suivirent la trace des villes; Biervliet eut un échevinage annuel en 1224 (6), Watervliet en 1258 (7), Ter Piete,

(1) WARNKÖNIG, II, 1, 97.

(2) IBID., II, 2, 9.

(3) IBID., II, 2, 81.

(4) MIRÆUS, II, 1248.

(5) WARNKÖNIG, II, 2, 167.

(6) IBID., II, 2, *Urkunden*, 212.

(7) *Bull. de la Comm. roy. d'histoire*, 1^{re} sér., XVI, 211.

qui relevait de Saint-Pierre de Gand, en 1266 (1), Sleydinghe, Desseldonck, Lovendegem en 1268 (2).

Dans le Brabant, je n'aperçois que Bruxelles où, en 1235, le duc accorde *ut de anno in anno semper infra octo dies ante festum Beati Johannis Baptiste novos eligant scabinos et 13 juratos* (3).

Cette disposition, arrêtée six ans après la charte de 1229, surprend au premier abord, car il semble qu'elle suppose l'existence d'un échevinage communal; mais Giry a signalé la même bizarrerie à Saint-Quentin (4); dès le début du XIII^e siècle, le maire et les jurés y ont le droit de choisir les échevins; or, ceux-ci sont encore toujours des « échevins du roi », et jusqu'en 1362, l'échevinage demeura « séparé de la commune ». Mais, comme le dit le savant historien français, il y avait depuis longtemps une tendance à les confondre. Le même phénomène se présente à Péronne (1207), à Bray (1210) (5).

On comprend que la création d'échevinages particuliers ait plus ou moins rapidement conduit à l'absorption de ces corps par la commune, et à leur transformation en magistratures mi-publiques, mi-communales. La réforme de 1235 paraît donc marquer une date importante dans l'histoire interne de la ville de Bruxelles; on aimerait à connaître les circonstances qui l'ont provoquée.

(1) VAN LOKEREN, *Chartes de l'abbaye de Saint-Pierre*, I, 338.

(2) WARNKÖNIG, II, 1, *Urkunden*, 56.

(3) MIRÆUS, III, 96.

(4) GIRY, *Étude sur la commune de Saint-Quentin*, 35-48.

(5) *Ordonnances*, XI, 159. § 25, et 295, § 25.

L'introduction de l'annalité dans l'échevinage était assurément une déviation de l'institution primitive telle que Philippe d'Alsace l'avait créée, et telle qu'elle résultait des traditions séculaires établies pour les cours de justice. C'était un emprunt aux formes de la magistrature communale que Philippe avait confondue avec l'échevinage, et l'on est tenté d'y voir une sorte de revanche de la commune.

Le prince cependant y trouvait tout profit. D'abord, il se réservait une part prépondérante dans le choix des échevins, soit qu'il les désignât lui-même, soit qu'il gardât le droit de les récuser. A Ypres seulement, par une générosité que la pénurie des sources n'éclaircit pas, Philippe de Namur avait concédé l'élection libre par le collège sortant.

Mais l'avantage le plus marqué pour le comte était d'avoir, tout en cédant aux vœux de la bourgeoisie moyenne, paralysé les oligarchies qui avaient réussi à s'emparer de la direction des villes.

Nécessairement, ces oligarchies regrettaient leur ancienne puissance et elles ne se firent pas faute de chercher à la reprendre dès que l'occasion parut favorable. C'est ce qui se présenta à Gand après la libération de captivité du comte Ferrand, à laquelle, par leur intervention pécuniaire, les riches bourgeois de la ville avaient coopéré. Ils achetèrent de la sorte le privilège de 1228, qui instituait l'échevinage des XXXIX (1).

Les échevins actuels devaient élire cinq bourgeois qui, à leur tour, en choisiraient trente-quatre autres; ils divi-

(1) WARNKÖNIG, II, 1, *Urkunden*, 39.

seraient ensuite ces trente-neuf élus en trois séries de treize chacune : les échevins, les conseillers et les *vacui* ; chaque année un roulement ferait passer les *vagues* au rang de conseillers, les conseillers au rang d'échevins et les échevins au rang de *vagues*, et au cas seulement où une vacance se produirait, un nouveau membre serait coopté par les échevins alors en fonctions.

M. Pirenne a exprimé l'opinion que cet arrangement avait dû prendre naissance tout de suite après l'introduction de l'annalité (1) (qui date de 1212), mais je ne devine pas sur quoi repose cette hypothèse. Est-ce sur la mention de conseillers en 1225 ? On a vu que ces conseillers, là comme ailleurs, sont les jurés. Et de plus, le trait particulier de l'institution des XXXIX, c'est la création du banc des *vagues*, des échevins inoccupés. Or ceci est visiblement un expédient imaginé pour combiner, en apparence, la permanence avec le renouvellement, et c'est une solution si artificielle qu'elle a pu être suggérée par les besoins du moment, mais que certes elle n'a pas dû surgir spontanément.

La période à laquelle est consacrée cette étude et qui comprend approximativement les vingt dernières années du XII^e siècle, et environ les trois premiers quarts du XIII^e, a vu s'implanter, en Flandre, le régime nouveau des constitutions urbaines. Dépouillant leur caractère rural, les grands centres, enrichis par le com-

(1) P. 267, 2^e éd., 274.

merce et l'industrie, sont devenus des *villes à lois, steden van wette*, dotées d'un échevinage, dont l'autorité complexe et exclusive rejette dans l'ombre les anciens organes de la commune ou, pour le dire plus exactement, abolit la commune elle-même.

Le contraste est frappant entre la générosité de Philippe-Auguste, qui, en France, multiplie les municipalités autonomes, et l'attitude de Philippe d'Alsace, qui les soumet durement à son autorité policière. Il est vrai que la puissance des bourgeoisies flamandes était une menace permanente pour les desseins d'un prince qui visait, sans doute, à unifier son domaine héréditaire et ses acquisitions récentes du Vermandois et du Valois. Tous les efforts de ses successeurs pour maintenir dans l'obéissance leurs remuantes cités se heurteront à des résistances opiniâtres, et la lutte, dès la fin du XIII^e siècle, prendra un caractère si aigu que fréquemment elle aboutira à la révolution; avides de liberté, les bourgeois formuleront alors des revendications nouvelles, et pour s'en défendre, l'absolutisme princier resserrera d'autant son étreinte, et chaque fois que la réaction éprouvera le besoin de s'affirmer, elle invoquera à son profit les chartes de Philippe d'Alsace, sauvegarde de l'ordre et de l'autorité : « On ne leur otroie riens ki soit encontre le keure le conte Philippe (1). »

(1) Avis du conseil du comte Louis de Nevers sur les privilèges des Brugeois, 1329 (GHELDOLF, IV, 345).

NOTE ADDITIONNELLE (1).

Les arguments qui plaident pour l'antériorité de la charte d'Arras sont les suivants :

1° L'autorité du comte ne s'affirme pas dans le préambule : *Talis est lex et consuetudo quam cives Atrebatenses tenent*. Ailleurs : *quam Philippus comes. . Gandensibus observandam instituit*, ou *quam Brugenses tenere debent*.

2° Une mention de la commune s'est conservée dans les dispositions relatives aux injures verbales : *Si testimonio duorum virorum communionis super hoc convictus erit*. Ailleurs : *si testimonio duorum scabinorum convincatur*.

On voit de plus que les échevins prennent la place des *virorum communionis*. De même,

3° Pour l'abatis de maison, la charte d'Arras porte : *Viri Attrebatenses domum prosternere possunt* ; les autres : *si scabini voluerint, domum prosternere possunt*.

Et, à propos des accises : *virii Attrebatenses emendare possunt in pane, vino...* ; ailleurs : *si scabini gratia emendationis villas... bannum in pane... constituerint*, c'est-à-dire que les attributions des échevins se sont étendues.

4° Dans l'article qui interdit le port d'armes à l'intérieur de la ville, la charte d'Arras ne fait pas, comme les autres, une exception en faveur des officiers du comte.

5° La charte d'Arras est plus courte, et les dispositions

(1) Voir la page 754.

qui, pour les quatre autres villes, y ont été ajoutées, accentuent l'autorité du prince :

Défense de placer, sans sa permission, des étals au marché.

Élection des échevins par le comte.

L'échevin coupable de faux témoignage est à la merci du comte.

Les échevins coupables de faux jugement seront frappés de la même façon; ils ne peuvent s'abstenir de répondre, en ce cas, à la citation du comte.

Pour toutes causes relevant du comte, les échevins viendront plaider en sa présence.

Les échevins et les bourgeois ne peuvent rien ajouter ni corriger à la loi.

Le comte exige des échevins qu'ils jugent dans les trois jours les causes introduites par les marchands ou d'autres étrangers (*mercator sive alius homo extraneus*).

COMITÉ SECRET.

La Classe se constitue en comité secret pour prendre connaissance de la liste des candidatures pour une place d'associé vacante dans la Section d'histoire et des lettres.



CLASSE DES BEAUX-ARTS.

Séance du 12 octobre 1905.

M. F.-A. GEVAERT, directeur, président de l'Académie.
M. le chevalier EDM. MARCHAL, secrétaire perpétuel.

Sont présents : MM. Max Rooses, *vice-directeur* ; Éd. Fétis, Th. Radoux, G. De Groot, H. Hymans, Th. Vinçotte, J. Robie, G. Huberti, Ch. Tardieu, le comte Jacques de Lalaing, J. Winders, H. Maquet, Ém. Mathieu, Edg. Tinel, Xav. Mellery, Léon Frédéric, Ern. Acker, Fl. van Duyse, Ch. Van der Stappen, *membres* ; L. Solvay et Victor Rousseau, *correspondants*.

MM. Janlet, A. Danse, membres titulaires, et J. Brunfaut, correspondant, s'excusent de ne pouvoir assister à la séance.

M. le Président installe M. V. Rousseau, récemment élu correspondant de la Section de sculpture, qui, par suite d'un douloureux événement de famille, n'a pu encore assister aux réunions de la Classe.

CORRESPONDANCE.

La Classe prend notification officielle de la mort de William-Adolphe Bouguereau, de l'Institut de France, associé de la Section de peinture, décédé à La Rochelle, le 21 août dernier.

Une lettre de condoléance sera adressée à l'Académie royale des beaux-arts de Paris.

— M. le Ministre de l'Intérieur adresse une expédition de l'arrêté royal du 31 juillet dernier qui approuve l'élection de MM. A. Danse et P. van Duyse, correspondants, et de M. Van der Stappen, en qualité de membres titulaires de l'Académie.

— M. le Ministre de l'Agriculture communique les résultats suivants :

1^o Du grand concours de composition musicale, de 1903 :

1^{er} prix, à l'unanimité, à M. Louis Delune, né à Charleroi, domicilié à Bruxelles;

2^o prix : A. à l'unanimité, à M. Robert Herberigs, né à Gand, y domicilié, et

B. Par 4 voix contre 3, à M^{lle} Berthe Busine, née à Anvers, domiciliée à Gand;

Mention honorable, par 6 voix contre 1, à M. Édouard Verheyden, né à Anvers, y domicilié;

2^o Du grand concours d'architecture de 1903 :

1^{er} prix, par 8 voix contre 1, à M. Servais Mayné, élève de l'Académie de Bruxelles, né à Ixelles, y domicilié;

2^o prix, par 8 voix contre 1, à M. Knauer Mario, élève de la même Académie, né à Liège, domicilié à Saint-Gilles;

Mention honorable, par 5 voix contre 4, à M. Jean-R. Vanhoenacker, élève de l'Académie d'Anvers, né à Courtrai, domicilié en la même ville.

Ces résultats seront proclamés dans la séance publique de la Classe du 26 novembre.

— M. Tryphon De Smet envoie les résultats de sa

seconde année d'études en Italie, comme premier prix du grand concours d'architecture de 1902.

— Renvoi, pour appréciation, à MM. Winders, Jan let et Acker.

— Hommages d'ouvrages :

1^o *Het land van Rubens, belgische reisherrinneringen, derde druk met eene inleiding van Max. Roose*, par Gaston Busken Huet fils ;

2^o *Catalogue de la Bibliothèque du Conservatoire royal de musique de Bruxelles*, 1^{er} volume; par Alfred Wotquenne.

— Remerciements.

JUGEMENT DU CONCOURS ANNUEL.

PARTIE LITTÉRAIRE.

La Classe vote l'impression au *Bulletin* (1) des rapports de MM. le baron J. de Chestret de Hanefte, H. Pirenne et H. Hymans, sur le mémoire en réponse à la question : *Faire l'histoire, au point de vue artistique, de la sigillographie dans l'ancien comté de Flandre et le duché de Brabant.*

ART APPLIQUÉ.

Elle prend ensuite notification des propositions des jurys qui ont jugé les projets reçus :

1^o Pour une frise décorative représentant en peinture un « Retour de chasse aux temps préhistoriques ».

(1) Voir le n^o 14, séance du 23 novembre.

Devises et marques distinctives des projets : a) *Fais ce que veux*; b) *Sol lucet omnibus*; c) *Excelsior*; d) *Struggle for life*; e) *Foi et conscience*; f) *XX^e siècle*; g) *Un monogramme*; h) *Quatre triangles entrelacés*; i) *Sans devise*.

2^o Pour une médaille destinée à perpétuer la mémoire de Marie-Henriette, Reine des Belges.

a) *Ad perpetuum rei memoriam*; b) *Ars longa vita brevis*; c) *Arte et Labore*; d) *Un triangle cantonné de quatre points*.

Le jugement de ces concours sera prononcé dans une séance ultérieure.

CAISSE CENTRALE DES ARTISTES.

M^{me} veuve Eugène Marlier, en souvenir de son défunt époux, a fait parvenir à M. le Secrétaire perpétuel, pour la Caisse centrale des artistes belges, une somme de 3,000 francs.

Cette communication est accueillie par de chaleureux applaudissements.

PROGRAMME DE LA SÉANCE PUBLIQUE DU 26 NOVEMBRE.

1^o *L'exécution musicale*; discours de M. Gevaert, directeur de la Classe des beaux-arts, président de l'Académie;

2^o Proclamation des résultats des grands concours du Gouvernement ainsi que du concours annuel de la Classe des beaux-arts;

3^o Exécution de la cantate : *La Mort du Roi Meynaud*, musique de M. L. Delune, premier prix du grand concours de composition musicale de 1905.



OUVRAGES PRÉSENTÉS.

Chestret de Haneffe (le baron J. de). La maison de Jean du Chesne ou le mobilier d'un chanoine de Saint-Lambert au XV^e siècle. Liège, 1905; extr. in-8° (28 p.).

— Monnaies inédites du XI^e et du XII^e siècle, découvertes la plupart à Maestricht en 1856. Bruxelles, 1905; extr. in-8° (8 p. et 1 pl.).

Wotquenne (Alfred). Catalogue de la Bibliothèque du Conservatoire royal de musique de Bruxelles, 1^{er} volume. Bruxelles, 1898; in-8°.

Dathan de Saint-Cyr. Les animaux (sonnets). 83 illustrations hors texte avec un portrait de l'auteur. Paris, 1905; in-8° (167 p.).

Tahon (Victor). Nécrologie : Clément Lyon. Bruxelles, 1905; extr. in-8° (4 p.).

De Roy (Gaston). Vers le triomphe du pacifisme. Tournai, 1905; in-8° (23 p.).

Weber (Armand). Essai de bibliographie verviétoise, volume III. Verviers, 1905; in-8°.

Maere d'Aertrycke (Baron de). Mémoire sur la guerre de Flandre de 1302-1304. Bruges, 1905; in-8° (110 p., cartes).

Navez (Louis). Les champs de bataille historiques de la Belgique, supplément. Louvain, 12 août 1831. Bruxelles, 1905; in-8° (78 p., cartes et photogravures).

Jacquemin (J.-J.-S.). Des habitations ouvrières dans les villes. Résolution de cette question ou moyen de faire des « millionnaires » par le Multiplicateur de capitaux et de maisons d'habitation. Liège, 1906; in-8° (32 p.).

Hennebicq (Léon). Le roi Léopold II. Conférence donnée à Ostende en 1905. Bruxelles, 1905; in-4° (9 p.).

Bertrand (Louis). Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830. Préface par Émile Vandervelde, 1^{re} série. Bruxelles, 1905; in-8° (60 p.).

Frank (Louis). Les Belges et la paix. Bruxelles, 1905; in-8° (180 p.).

BRUXELLES. *Archives de l'État.* Inventaire général des archives ecclésiastiques du Brabant (Alfred d'Hoop). Tome I : Églises collégiales. 1905; in-8°.

Ministère de l'Industrie et du Travail. La Belgique : Institutions, Industrie, Commerce. 1905; gr. in-8° (xx-870 p., photographures).

LIEGE. *Institut archéologique.* Bulletin, tome XXXV, 1^{er} fascicule, 1905.

ANVERS. *Académie Royale des beaux-arts.* Rapport annuel, 1904-1905.

GAND. *Kon. Vlaamsche Academie voor taal-en letterkunde.* Afrikaansche Studies (Pieter Jacobus du Toit), 1905.

ALLEMAGNE ET AUTRICHE-HONGRIE.

Wilmersdörffer (Ritter Max von). Münzen und Medaillen-Sammlung. Erste Serie, Kunstmedaillen der Renaissance. Francfort-sur-le-Main, 1905; in-8° (200 p. et 18 pl.).

LINZ. *Museum Francisco-Carolinum.* Nebst der 57. Lieferung.

BUDAPEST. *Statistisches Bureau.* Statistisches Jahrbuch, 1902.

DRESDE. *Verein für Erdkunde.* Muschelgeld. Studien von Prof. Dr. Oskar Schneider. 1905.

AMÉRIQUE.

Rio (Manuel) y Achaval (Luis). Geografía de la Provincia de Córdoba, vol. I y II. Buenos-Ayres, 1904-1905; 2 vol. in-8° avec atlas in-plano.

Hallock-Greenewalt (Mary). Pulse in verbal rhythm. Philadelphie, 1905; extr. in-8° (6 p.).

WASHINGTON. *American Institute of architects*. The promise of american architecture. 1905; in-8°.

FRANCE.

Reinach (Solomon). La collection Piette au Musée de Saint-Germain. Paris, 1902; extr. in-8° (3 p.).

Worms (René). Précis de philosophie, rédigé conformément aux programmes officiels pour la classe de philosophie, d'après les leçons de philosophie de M. E. Rahier, 3^e édition revue. Paris, 1905; in-18 (408 p.).

— Philosophie des sciences sociales. II. Méthode des sciences sociales. Paris, 1904; in-8° (254 p.).

Billia (Lorenzo-Michelangelo). Per la dignità della scuola. Tetralogia. Turin, 1905; pet. in-8° (27 p.).

Arfa-Ud-Dovleh (S. A. le Prince Mirza Riza Khan). Perles d'Orient. Constantinople, 1904; in-8° (156 p. et un portrait).

Arabar (Vladimir E.). De Legatis et legationibus tractatus

varii. *Bernardi de Rosergio*, Ambaxietorum brevilogus; *Hermolai Barbari*, De officio Legati; *Martini Garrati Laudensis*, De Legatis maxime principum, etc. Dorpat, 1905; in-8° (xiv-247 p.).

Nielsen (Yngvar). Lensgreve Johan Caspar Herman Wedel Jarlsberg, Del I-III. Christiania, 1901-1902; 3 vol. in-8°.

Winge (Dr Paul). Den Norske Sindssygelovgivning. Christiania, 1901; in-8° (286 p.).

STOCKHOLM. *Nordiska Museet*. Meddelanden, 1903.

Errata au Bulletin n° 8 (août 1905).

MONCHAMP : *Deux réunions conciliaires en Gaule en 346* : page 645, 3°, lignes 11 et 13, au lieu de : Sanctinus, 5, il faut 13; Pancharius, 22, il faut 18.

CHEV. MARCHAL : *L'ancien palais de Bruzelles* :

Page 685, ligne 3, lisez : Henri de Montmorency.

- 707, ligne 21, au lieu de : Beeckman, Vieusart, lisez : de Beeckman-Vieusart.
- 709, ligne 7, au lieu de : fille, lisez : sœur.
- 712, ligne 10, au lieu de : également, lisez : celle-ci.
- 718, ligne 24, au lieu de : 1865, il faut : 1867.



ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE

BULLETIN

DE LA

CLASSE DES LETTRES

ET DES

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

ET DE LA

CLASSE DES BEAUX-ARTS

1905. — N° 11

CLASSE DES LETTRES

ET DES

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

Séance du 6 novembre 1905.

M. G. MONCHAMP, directeur.

M. le chevalier EDM. MARCHAL, secrétaire perpétuel.

Sont présents : MM. Paul Thomas, *vice-directeur* ;
S. Bormans, T.-J. Lamy, L. Vanderkindere, le comte
Eug. Goblet d'Alviella, F. vander Haeghen, Ad. Prins,

1905. — LETTRES, ETC.

54

A. Giron, Paul Fredericq, G. Kurth, Ch. Mesdach de ter Kiele, H. Denis, le baron Éd. Descamps, E. Discailles, Ch. Duvier, V. Brants, Polydore de Paepe, Aug. Beer-naert, Ch. De Smedt, A. Willems, Jules Leclercq, Maurice Wilmotte, D. Mercier, H. Pirenne, *membres*; Ern. Gossart, J. Lameere, A. Rolin, Maurice Vauthier, J. Vercoullie, P. Waltzing et H. Francotte, *correspon-dants*.

CORRESPONDANCE.

La Société mexicaine de géographie et de statistique, à Mexico, annonce qu'elle célébrera en cette ville, le 20 mai 1906, le quatrième centenaire de la mort de Christophe Colomb.

— M. Ch. Vanhoutte demande le dépôt dans les archives d'un billet cacheté portant en suscription : *Les acquis ou le crédit social réel*, V, 1905, n° 4. — Accepté.

— Hommages d'ouvrages :

1° *Mesures prises en Autriche et en Hongrie pour favo-riser l'expansion économique à l'étranger*; par le baron Émile de Borchgrave;

2° *Deux reunions conciliaires en Gaule en 546*; par G. Monchamp;

3° *Le poète Lygdanus, étude critique suivie d'une édition et d'une traduction des Elégies*; par H. de la Ville de Mirmont;

4° *Les Belges et la Paix*; par Louis Frank (présenté par M. E. Discailles avec une note bibliographique);

5° *Éléments de droit civil anglais*, tomes I et II; par Ernest Lehr, associé (2^e édition revue avec la collaboration de l'auteur, considérablement augmentée et mise au courant de la jurisprudence et de la bibliographie; par Jacques Dumas, procureur de la République, à Rethel);

6° *Les archives de l'État à Gand et le château de Gérard le Diable*; par A. Diegerick;

7° *Contribution à l'étude des vies de Paul de Thèbes*; par Josué de Decker;

8° *La politique douanière équitable ou le système d'équilibre*; par Herman Schoolmeesters;

9° *Essais de littérature et de politique*, 1^{re} série, avec une préface de M. Émile Fagnet; par Charles Saroléa;

10° *Sainte-Beuve à Liège. Lettres et documents inédits*; par Oscar Grojean (présenté par M. Maurice Wilmotte avec une note);

11° *Jules Michelet. Études sur sa vie et ses œuvres, avec des fragments inédits*; par Gabriel Monod, de l'Institut de France;

12° *Werken van Zuster Hadewijch. III : Inleiding, varianten, errata*; par J. Vercoullie;

(Ces deux derniers ouvrages ont été présentés par M. Paul Fredericq avec des notes);

13° A. *Projet de dictionnaire général de la langue wallonne*, publié par la Société liégeoise de littérature wallonne; B. *Règles d'orthographe wallonne* adoptées par la Société liégeoise de littérature wallonne; par Jules Feller; C. *Projet d'un glossaire des patois de la Suisse romande*; D. *Rapports annuels sur le glossaire, 1899-1905*; E. *Bulletin du glossaire*, nos 1 et 2; F. *La philologie wallonne*; par Jules Feller (présentés par M. Maurice Wilmotte avec notes);

14^e *L'ancien Palais de Bruxelles et ses hôtes princiers* ;
par le chevalier Edm. Marchal.

— Remerciements.

Les notes bibliographiques de MM. Discailles, Frédéric et Wilmotte figurent ci-après.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

LOUIS FRANK : *Les Belges et la Paix* ;
Bruxelles, Lamertin, 1905.

Au nom de M. Louis Frank, j'ai l'honneur, Messieurs, de vous faire hommage de son livre : *Les Belges et la Paix*.

Ce livre est comme le bilan de l'activité internationale et pacifique de la Belgique depuis sa reconnaissance comme nation libre et indépendante.

Si l'idée des congrès scientifiques est éclosée en Allemagne, si la conception en appartient sans conteste à Alexandre de Humboldt, il faut reconnaître que c'est en Belgique que l'idée fut mûrie et perfectionnée, notamment par notre premier Secrétaire perpétuel Quetelet.

La nation belge peut s'enorgueillir d'avoir institué l'œuvre des congrès périodiques appelés, comme le dit M. Frank, à devenir, pour chaque groupe d'études, des parlements internationaux, auxiliaires féconds du progrès des sciences.

L'auteur montre que dans le grand mouvement social, international et pacifiste dont l'idéal préoccupe à l'heure présente l'élite des penseurs et des dirigeants de l'univers civilisé, « les Belges sont en droit de revendiquer et de s'attribuer la paternité soit réelle, soit adoptive, de toute

l'évolution qui a donné à la seconde moitié du XIX^e siècle son caractère spécial de grandeur, de générosité et d'inestimable progrès ».

On lira avec un vif intérêt l'analyse que fait M. Frank des travaux des congrès, œuvres et conférences de caractère pacifiste dus à l'initiative de la Belgique et réunis, fondés ou installés dans le pays de 1836 à 1905.

L'exposé succinct des conséquences directes de ces travaux est fort suggestif.

A voir le rôle considérable joué par les Belges dans la création des entreprises internationales et la part prépondérante qui leur revient dans les travaux préparatoires et l'établissement des bases de la pacification universelle, on est tenté de se demander, comme l'auteur, si l'avenir ne réserverait pas à notre pays une mission spéciale de la plus haute importance dans l'organisation de la Paix mondiale.

ERNEST DISCAILLES.

Au nom de notre éminent associé français, M. Gabriel Monod, j'ai l'honneur d'offrir à la Classe des lettres un livre intitulé : *Jules Michelet. Études sur sa vie et ses œuvres* (1).

Personne en France autant que M. Monod n'a contribué à nous faire pénétrer dans tous les replis de la vie, du caractère et du génie de Jules Michelet. Pendant des années, il a eu la libre disposition de tous les papiers (manuscripts, notes, lettres, mémoires) que le Maître avait laissés à sa femme, qui elle-même s'est consacrée corps et âme jusqu'à son dernier jour au culte de son époux.

(1) Avec des fragments inédits, 383 pp. Paris, Hachette, 1905.

Tour à tour, M. Monod nous avait donné déjà des pages excellentes sur Michelet dans ses ouvrages précédents : *Les Maîtres de l'histoire : Renan, Taine et Michelet* (1894) et *Portraits et souvenirs* (1897).

Le nouveau volume qu'il m'a chargé de vous présenter, est exclusivement rempli de Michelet tout seul, ou plutôt il embrasse avec l'historien lui-même tout ce qui prolongea son être : son père, ses deux femmes, ses enfants, ses amis et ses relations (surtout ses rapports très réservés avec George Sand, dont il nous est donné une série de lettres intéressantes), et même une partie de ses voyages et de ses impressions de voyage en Italie, en Allemagne et en Belgique.

Michelet se montre, dans ces notes de touriste, à la fois archéologue, philosophe et paysagiste de premier ordre. Il y a là des pages admirables, des descriptions burinées en quelques lignes avec des mots qui sont des trouvailles. En 1842, à Mayence, debout sur la terrasse du Jardin de la Favorite, il dépeint en traits inoubliables le confluent du Rhin et du Mein, et il termine ses notes écrites d'un crayon rapide par cette phrase sculpturale : « Les montagnes regardaient de loin, avec leur majesté douce, avec leurs vignes, leurs bois, leurs moissons et des villages entre les mamelles. » Ailleurs, ce sont des sensations fugitives qui remuent profondément : « Une chose m'impressionna : ce fut dans la forêt de Villers-Coterets, à 1 heure de la nuit, de rencontrer des troupes de moissonneurs qui s'en allaient, d'un pays à un autre, chercher des travaux : pauvres ombres qui glissaient pâles et blanches. Leur misère contrastait rudement avec cette magnifique nuit illuminée de diamants. » Ou bien encore c'est au milieu des angoisses de son cœur tout saignant au

lendemain de la mort de sa première femme, qu'il écrit :
« Le soir nous surprit sur la route. La lune était d'une clarté triomphante. L'indifférence de la nature augmente les peines du cœur. »

M. Monod nous révèle un Michelet assez inconnu et presque imprévu pour beaucoup de ses admirateurs en nous montrant quelle grande place certaines influences féminines ont tenu dans son cœur, dans sa vie et dans son œuvre : Pauline, sa première femme, M^{me} Dumesnil, son amie intime, Athénaïs Mialaret, sa seconde femme et son autre lui-même.

Pour les lecteurs de notre pays, le journal d'un voyage en Belgique (13-27 août 1849), tenu par la seconde M^{me} Michelet, sous l'inspiration et presque sous la dictée de son mari, a une véritable valeur documentaire.

Après avoir voyagé en diligence dans le Nord de la France jusqu'à la région de Mézières (il n'y avait pas encore de chemins de fer en France), M. et M^{me} Michelet entrèrent en Belgique par Couvin, Philippeville et Charleroi, où ils trouvèrent la voie ferrée. Ils visitèrent surtout Bruxelles, Malines, Anvers, Gand, Bruges, Ostende, Mons et Jemappes, où Michelet étudia le champ de bataille de Dumouriez.

Les richesses artistiques de Bruxelles, d'Anvers et de Bruges et l'*Agneau mystique* des Van Eyck à Gand firent une impression profonde sur ces deux voyageurs d'élite. Mais la Belgique n'est pas flattée dans leurs réflexions ni dans leurs sensations : surtout la ville de Gand et la personnalité d'Altmeyer, à Bruxelles, semblent avoir été profondément antipathiques à M^{me} Michelet, qui, d'ailleurs, à cette époque, était extrêmement nerveuse, portée à la mélancolie et fantasque dans ses jugements.

Je m'arrête et crois en avoir dit assez pour faire deviner quels trésors d'aperçus nouveaux sur Michelet M. Monod a amoncelés dans son dernier ouvrage.

PAUL FREDERICQ.

Au nom de notre confrère M. Vercoullie, j'ai l'honneur d'offrir à la Classe des lettres le tome III et dernier des *Werken van Zuster Hadewijch* (1).

Depuis environ trois quarts de siècle, l'attention des érudits et des amateurs des lettres néerlandaises a été fixée sur cette femme mystérieuse, dont les poésies et la prose viennent enfin d'être éditées après tant de retards et d'hésitations presque invraisemblables.

Dans son *Uebersicht der Niederländischen Volks-Literatur älterer Zeit*, paru à Tubingue en 1838, le savant allemand F.-J. Mone signalait l'existence d'un manuscrit contenant les œuvres de notre auteur à la Bibliothèque royale de Bruxelles.

Willems, le père du mouvement flamand, et ses amis C.-P. Serrure, Ph. Blommaert et F.-A. Snellaert projetèrent tour à tour de publier les œuvres d'Hadewijch. En 1852, deux jeunes gens encore inconnus, A. Angillis, de Roulers, et E. van Even, bibliothécaire adjoint à Louvain, en firent paraître un premier fascicule à Thielt; mais l'édition fut arrêtée faute de souscripteurs.

Les Bibliophiles flamands de Gand décidèrent, plus

(1) *Werken van Zuster Hadewijch*, III. Inleiding, varianten, errata door J. Vercoullie, professor in de Nederlandse filologie te Gent. — Jan van Ruysbroeck en Blommardinne door K. Ruelens, in leven bewaarder van de afdeeling der handschriften in de Koninklijke Bibliotheek te Brussel (*Maatschappij der Vlaamsche Bibliophilen*, 4^{de} reeks, n^o 14), cxxxii pp. Gand, Ad. Hoste, 1905.

tard, de se charger de ce soin. Le professeur J.-F.-J. Heremans et son neveu, le Dr Casimir Ledeganck, fils du grand poète, publièrent, en 1875, la partie versifiée de l'œuvre; mais la mort les empêcha d'éditer les écrits en prose. Vingt ans plus tard seulement, notre confrère M. Vercoullie nous donna ce complément (1895); et ce n'est qu'après dix nouvelles années que nous recevons son introduction, concise, mais substantielle, dans laquelle il examine avec une grande sagacité toutes les questions que soulèvent les manuscrits, les antécédents de l'édition et la personne même de l'auteur. Il a joint en appendice la dissertation un peu prolixe, mais très érudite et très intéressante, de feu Charles Ruelens, le savant conservateur des manuscrits de la Bibliothèque royale, qui s'efforce d'identifier Hadewijch avec la fameuse hérétique bruxelloise du XIV^e siècle, connue sous le nom de Bloemaerdinne.

Il a donc fallu environ soixante-quinze ans pour donner une édition complète et définitive des œuvres en vers et en prose de la mystique brabançonne; en cette année jubilaire, elle sort enfin des limbes du mystère qui l'entourait depuis plus de cinq siècles.

Ses ardents chants d'amour en l'honneur du fiancé spirituel et de la *Minne* (amour mystique), ses manifestes rimés adressés à ses coreligionnaires, ses poétiques visions en prose nous ont été conservés dans trois manuscrits du XIV^e siècle et dans quelques fragments épars. Est-elle vraiment, comme Ruelens et moi-même (1) nous

(1) *Geschiedenis der Inquisitie in de Nederlanden*, t. II, pp. 40-60 : De geheimzinnige ketterin Bloemaerdinne (Zuster Hadewijch) en hare secte der « Nuwe » te Brussel en in de Nederlanden. Gand et La Haye, 1897.

l'avons cru, la *Bloemaerdinne* que le grand mystique contemporain Jan van Ruusbroec (Ruysbroeck) a combattue par la parole et par la plume? M. Vercoullie estime que le doute s'impose encore. Quoi qu'il en soit, nous possédons enfin tous les éléments du problème.

L'achèvement si laborieux de l'édition d'*Hadenwijn* sera, il faut l'espérer, le point de départ de nouvelles recherches.

PAUL FREDERICQ.

J'ai l'honneur de présenter à la Classe un petit travail de M. Oscar Grojean, attaché à la Bibliothèque royale de Bruxelles (Bruxelles, Misch et Thron, 1905, 66 pp. in-12). Le titre : *Sainte-Beuve à Liège*, éveille déjà l'intérêt. A l'occasion du centenaire du grand critique, on a beaucoup écrit sur sa vie et sur son œuvre, et le séjour qu'il a fait à Liège a été le sujet de quelques pages très vivantes de M. le chevalier J. de Thier, insérées dans le *Livre d'Or* qu'une souscription internationale, provoquée par un comité français, a permis de publier à la suite des fêtes de Boulogne. M. Grojean ne s'est pas borné à redire ce qui avait été dit sur le court professorat de Sainte-Beuve en Belgique. Il a, par le détail et avec une précision documentaire très louable, raconté en quelles circonstances le futur critique des *Lundis* avait, et en 1831 et en 1848, été amené à une pensée d'expatriation, qui, la première fois, ne fut pas suivie d'effet. Il n'a rien omis des polémiques, humiliantes pour notre amour-propre, il faut le dire, que provoqua le choix de Charles Rogier en 1848. Déjà on savait que l'animosité de Michiels (Michaut, *Études sur Sainte-Beuve*) n'avait rien épargné pour rendre déplaisants les débuts du nouveau professeur à l'Université de Liège. Mais on ignorait que

ce médiocre polémiste avait été encouragé et secondé par nos littérateurs du temps, tandis que la masse du public restait indifférente, sinon hostile. Aujourd'hui nous avons toutes les pièces du procès ; M. Grojean les a rassemblées avec un zèle minutieux ; il convient de l'en féliciter.

M. WILMOTTE.

J'ai l'honneur d'offrir à la Classe un ensemble de communications relatives aux projets de dictionnaire général des patois romands qui ont, quasi simultanément, été formés en Suisse et dans notre Wallonie. Voilà donc les deux pays où la langue française est parlée naturellement hors de France, qui semblent se donner la main pour accomplir la même tâche à la fois patriotique et scientifique. C'est bien la preuve que cette tâche correspond à un besoin réel, et non au caprice de quelques érudits.

Vous me dispenserez d'entrer ici dans des développements quelconques sur l'intérêt, la valeur intrinsèque et la portée des publications que je sou mets à l'attention de la Classe. Dans une lecture que je compte faire tantôt, je serai nécessairement conduit à dire, en le détaillant, mon sentiment sur l'œuvre de nos patoisants et sur celle des hommes d'études suisses, qui ont entrepris le *Glossaire* et l'*Atlas* de leurs parlers populaires. Qu'il me suffise d'observer que mon dépôt comprend : 1^o *Projet de dictionnaire général de la langue wallonne*, publié par la Société liégeoise de littérature wallonne, Liège, 1903-1904 ; 2^o Jules Feller, *Règles d'orthographe wallonne* adoptées par la Société liégeoise de littérature wallonne, Liège, 1905 ; 3^o *Projet d'un glossaire des patois de la Suisse romande* ; 4^o *Six Rapports annuels* sur ledit Glossaire

(1899-1905); 3° un spécimen du *Bulletin du Glossaire des patois de la Suisse romande*, (1902); [6°] un spécimen de ce *Glossaire* et quelques documents complémentaires.

M. WILMOTTE.

CONCOURS ANNUEL DE 1906.

La Classe a reçu trois manuscrits en réponse aux questions suivantes du programme :

SECTION D'HISTOIRE ET DES LETTRES.

On demande une étude sur l'exotisme dans la littérature française du XVIII^e siècle.

Un mémoire de 141 pages in-4°.

Devise : *Il en est des livres comme du feu de nos foyers...*
(VOLTAIRE.)

Commissaires : MM. Wilmotte, Discailles et P. Frédéricq.

Faire l'histoire des invasions en Belgique au moyen de l'étude systématique des dates fournies par les trouvailles de monnaies dans les ruines de villas, dans les tombeaux et dans les trésors enfouis.

Un mémoire de 71 pages et une carte.

Devise : *Facta loquuntur.*

Commissaires : MM. Kurth, Vanderkindere et De Smedt.

SECTION DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES.

Faire une étude historique et critique de l'organisation des banques nationales; comparer le régime des banques constituées suivant les principes de la Banque Nationale de

Belgique (loi de 1900) à celui des banques d'État proprement dites.

Un mémoire de 500 pages in-8° en cinq cahiers.

Devise : *Non recuso laborem.*

Commissaires : MM. Beernaert, Brants et Denis.

COMMUNICATIONS ET LECTURES.

Les Athéniens à l'Éclésié; par Alphonse Willems,
membre de l'Académie.

Les traités d'antiquités grecques coordonnent et résument tout ce qu'il nous est donné de savoir au sujet de l'Éclésié, ou assemblée du peuple à Athènes, de sa constitution, ses prérogatives, ses règlements, sa police. Un seul point, secondaire il est vrai, mais curieux tout de même, est demeuré dans l'ombre. Dans quelle posture les citoyens d'Athènes assistaient-ils aux séances? C'est ce que je me propose de déterminer. Mais, avant d'entrer en matière, il est certains faits essentiels qu'il importe de rappeler.

Le lieu ordinaire des réunions, comme chacun le sait, s'appelait le Pnyx, ou, pour être tout à fait exact, la Pnyx. C'était un immense plateau rocheux, occupant la superficie d'une colline située au sud-ouest de l'Acropole, et au pied de laquelle venait aboutir l'Agora. La place du Pnyx subsiste encore, facile à reconnaître, du moins à notre avis. Le roc y est toujours aussi pelé et rugueux, quoique plus profondément raviné que dans l'antiquité.

Comme les réunions étaient fréquentes (quarante réunions régulières par an, sans compter les extraordinaires), on peut croire qu'en général la foule n'abondait guère. Il va sans dire que dans les circonstances graves il n'en allait plus ainsi. Toutefois il s'en faut bien que l'Éclésié ait jamais groupé la majorité des citoyens. On peut s'en assurer dans Thucydide, qui à propos de l'établissement des Quatre Cents nous apprend que « distraits par les expéditions militaires et les occupations de delà les frontières, les Athéniens n'avaient atteint dans aucune assemblée le nombre de cinq mille, si importante que fût la décision à prendre (1) ». Cinq mille ne fait pas le quart des citoyens, mais c'est un chiffre encore.

Ajoutons un dernier trait qui n'est pas sans importance. L'Athénien se rendant au Pnyx ne manquait pas de se munir du bâton long, la *βακτηρία*, qui lui servait de soutien et de porte-respect dans toutes ses sorties. Ce bâton demeurait à sa portée pendant la séance. Il y avait même une sorte d'élégance à savoir s'y appuyer de l'aisselle tout en parlant (2), du moins quand on parlait de sa place, car il est peu vraisemblable que cette attitude fût de mise à la tribune. Bâton et manteau court, *βακτηρία καὶ τριβώνιον*, formaient, pour ainsi parler, la tenue de rigueur du populaire à l'assemblée (3).

Telles sont les principales données du problème. Supposer qu'on assistait debout aux séances, qui parfois

(1) THUCYDIDE, VIII, 72.

(2) ARISTOPHANE, *Ecclés.*, v. 150. — EPHIPPOS : *σχῆμα' ἀξιώχρεων ἐπικαθεὶς βακτηρίᾳ*. *Frag. Com. Gr.*, éd. Meineke, t. III, p. 332.

(3) ARISTOPHANE, *Guêpes*, vv. 33 et 116; *Ecclés.*, vv. 74 et 75.

duraient des heures, ne viendra à l'idée de personne. Pareille posture peut convenir à un meeting où tout le monde s'accorde, ou à peu près, mais non pas à un corps constitué. Une assemblée politique, où plus que nulle part ailleurs les intérêts et les passions se heurtent, si chacun était libre de se mouvoir et de circuler à son gré, offrirait le plus souvent le spectacle de réunions tumultueuses; les débats y dégénéreraient en bagarre et se videraient à coups de bâton. D'ailleurs les textes en cela sont formels. Laissons de côté le terme καθήμενοι (*assis* ou *en séance*), sur lequel on pourrait épiloguer. Mais voici qui décide la question : toutes les fois qu'un assistant fait mine de se lever, nous voyons le président lui crier : κάθησο « reste assis » (1) ou κάθιζε « assois-toi » (2), et de même, quand un orateur a fini de parler : βάδιζε καὶ κάθησο « va et reste assis » (3).

Les citoyens étaient donc assis; mais il y a plusieurs manières de s'asseoir. D'après l'opinion commune, nous verrons tout à l'heure sur quoi elle se fonde, ils siégeaient sur des bancs de bois, ξύλα. Voilà ce qu'il s'agit d'examiner et ce que pour ma part je conteste résolument.

S'imaginer-t-on ces centaines, ce millier de bancs de bois installés à demeure dans un endroit découvert et exposés à toutes les intempéries? Qui en avait le soin? D'où vient qu'il n'en soit fait mention, ni dans les orateurs, ni dans les historiens, ni dans les comiques? D'ailleurs des bancs ne se conçoivent que posés droit sur une surface unie et soigneusement nivelée. Or il

(1) *Acharniens*, v. 59.

(2) *Acharniens*, v. 123.

(3) *Ecclés.*, v. 144.

suffit aujourd'hui d'un coup d'œil pour s'assurer que le roc du Pnyx est demeuré tout brut, ou à peine dégrossi en quelques endroits; et si, pour des raisons que je ne veux pas discuter ici, on n'accepte pas la situation assignée actuellement au Pnyx, où trouvera-t-on à Athènes un plateau dont la roche ait été suffisamment aplanie pour qu'on pût y placer ces innombrables rangées de bancs? Enfin, quand le peuple était convoqué ailleurs qu'au Pnyx, à Colone, par exemple, dans une autre enceinte à ciel ouvert (1), dira-t-on qu'au préalable on y transférerait les bancs?

Il ne reste donc qu'une solution, c'est que les Athéniens étaient assis par terre, à côté de leurs bâtons allongés sur le roc. Et cette solution ne se fonde pas seulement sur des *à priori*, elle est appuyée par des documents d'une authenticité indéniable. Citons d'abord cet endroit des *Guêpes* d'Aristophane où un personnage raconte un songe qu'il vient d'avoir. Il s'est cru transporté au Pnyx, au milieu d'une assemblée où Cléon tenait le principal rôle. Parmi les assistants il a discerné Théoros « assis par terre » à côté du démagogue (2). Voilà, j'espère, un détail dont la précision ne laisse rien à souhaiter : Cléon debout, parlant de sa place, et à terre, χαμᾶι, à côté de lui, son flatteur Théoros se disposant à applaudir.

Une autre scène d'Aristophane nous conduit à la même conclusion. Cette fois nous assistons à une réunion de femmes où l'on répète une séance de l'Ecclésie qui doit avoir lieu tout à l'heure. Dès que les conjurées se

(1) THUCYDIDE, VIII, 67.

(2) *Guêpes*, v. 43.

trouvent en nombre, Praxagora, qui fait fonction de présidente, ne manque pas de prononcer la formule sacramentelle : *καθίσθε τοῖνυν* « asseyez-vous » (1). Je tiens ce texte aussi concluant que le précédent, car la scène a lieu dans l'orchestre, où, comme on pense bien, il n'y a pas ombre de bancs ni de sièges. Où donc voulez-vous que les femmes trouvassent à s'asseoir si ce n'est par terre?

Il y a dans les *Cavaliers* une parodie plus explicite encore d'une séance de l'assemblée. Ici aussi la scène se passe dans l'orchestre, censé représenter le Pnyx. Dèmos, qui à lui seul représente le populaire, écoute assis les deux orateurs, Cléon et le charcutier, se disputant sa faveur à force de platitudes et de flagorneries. Le charcutier reproche à son rival de souffrir que « Dèmos soit ainsi durement assis sur la roche ». Lui a fait coudre un coussin et l'offre à Dèmos : « Lève-toi, dit-il, puis sieds-toi mollement, pour ne pas froisser ce derrière qui fut à Salamine (2). » Se peut-il rien de plus clair?

Une dernière preuve, d'ordre philologique, achève de mettre le fait hors de doute. Celui qui désirait prendre la parole « sautait en pied » (*ἀναπηδᾶν*), c'est le terme propre (3), et il est si caractéristique que pas un helléniste ne s'y trompera. Pour se rendre à la tribune, quiconque quittait sa place (*ἔδραν*, jamais *βάθρον*) était obligé d'enjamber (*ὑπερβαίνειν*) par-dessus ceux qui l'en séparaient (4).

(1) *Ecclés.*, v. 57.

(2) *Cavaliers*, vv. 783 et suiv.

(3) *Ecclés.*, v. 428; CRATINOS, fr. 124 (*Fr. Com. Gr.*, t. II, p. 244);
ESCHINE, c. *Ctésiphon*, 74, 42; 78, 29.

(4) *Ecclés.*, v. 96.

Seuls les prytanes disposaient de quelques bancs creusés dans le roc, lesquels dominaient la tribune et faisaient face à l'assemblée (1). On me permettra d'insister sur ce point, car il aide à expliquer un passage assez mal compris d'Aristophane.

Le banc présidentiel, le comique l'appelle *πρῶτον ξύλον*, évidemment par analogie avec le banc de la présidence dans le bouleutérion (2), dans les tribunaux, et sans doute aussi à l'Aréopage. On a beaucoup disserté là-dessus. Certains, s'en tenant à l'étymologie, en ont tiré cette conclusion, grosse de conséquences, que le banc en question était de bois, et, puisque dénommé « le premier », pareil en cela, prétendent-ils, aux bancs affectés aux assistants. La déduction paraît logique, mais elle n'est que spécieuse. *Ξύλον* est proprement un bois. « Un bois » pour un banc de bois, est ce qu'on appelle une catachrèse, comme « un fer » pour une épée. Par la suite *ξύλον* servit à désigner un banc quelconque, fût-il de pierre, et c'est une autre catachrèse : exemple « une plume » pour un instrument servant à écrire (fût-il de fer), ou bien « une planche » pour une estampe (même gravée sur métal). Notons à ce propos que la fameuse machine à réduire les luxations, appelée *ξύλον* par Hippocrate, les médecins qui vinrent après la nommèrent *βάθρον*, *banc* (3). Enfin, en vertu d'une troisième catachrèse, *πρῶτον ξύλον* s'est pris dans l'acception de *προεδρία* « présidence ». Les scholies d'Aristophane en font foi,

(1) *Ecclés.*, v. 87.

(2) Lysias fait mention des bancs réservés aux prytanes qui présidaient la Boulè : τὰ βάθρα οὗ νῦν οἱ πρυτάνεις καθέζονται, *Orat.* XIII, 133, 10.

(3) PETREQUIN, *Chirurgie d'Hippocrate*. Paris, 1878, t. II, pp. 528 et suiv.

ainsi que Pollux, Hésychius et Photius, et je ne vois raison quelconque de récuser ce quadruple témoignage. Pareilles transformations de sens se rencontrent dans toutes les langues. N'appelle-t-on pas en Angleterre *King's bench*, ou banc du roi, la cour souveraine où le roi est censé présider en personne ?

L'épistate des prytanes, qui présidait l'assemblée du peuple, prenait place sur ce banc de pierre, encore visible aujourd'hui, et avec lui ceux de ses collègues (au nombre de cinquante) qui parvenaient à s'y caser (1). Ces quelques prytanes pouvaient être dits, suivant un terme d'Hérodote, ἐν προεδρίᾳ καθήμενοι (2). Mais, à part eux, aucun texte ne permet de supposer qu'il y eût des places réservées.

Certes cela ne laisse pas de déconcerter d'abord. La posture en question nous paraît, à nous Occidentaux, exclusive de la gravité du maintien, et, pour dire le mot, elle manque de dignité. Qu'elle convint aux foulons, cordonniers, maçons, ouvriers sur métaux, laboureurs, négociants et boutiquiers, qui, au témoignage de Xénophon, composaient presque seuls l'assemblée (3), n'a rien qui puisse surprendre; qu'elle convint surtout à un Cléon, qui même à la tribune affectait de se débrailler,

(1) Au début des *Acharniens*, il est dit des prytanes : « Ils vont se bousculer les uns les autres pour occuper le premier banc », περὶ πρώτου ξύλου; et quelques vers plus loin : « Vous voyez bien, tous se bousculent vers la proédrie », εἰς τὴν προεδρίαν (vv. 25 et 42). Preuve que pour Aristophane les deux termes sont synonymes. — Je n'ai jamais compris, soit dit en passant, par quelle raison on a substitué περὶ πρώτων ξύλων à la leçon des manuscrits. Ne lit-on pas, déjà dans Homère : ἐπελγεσθαι περὶ νίκης *Iliade*, XXIII, 437, θέειν περὶ τρέποδος (XI, 701), et vingt tournures pareilles ?

(2) HÉRODOTE, IV, 88.

(3) XÉNOPHON, *Mémor.*, III, 7, 6.

étonne moins encore : il devait si bien s'en accommoder qu'au besoin il l'aurait inventée. Mais les Aristide, les Alcibiade, les Nicias, évidemment il nous répugne, habitués que nous sommes à nous les figurer dans des attitudes de statues, de nous les représenter assis à même le roc, en attendant leur tour de parler. Et pourtant, quoi qu'il en coûte, il faut prendre son parti et se rendre à l'évidence.

Et puisque nous en sommes sur ce point d'antiquité, peut-être y a-t-il lieu d'aller plus loin et d'étendre la portée des observations qui précèdent. L'habitude de s'asseoir sur le sol était beaucoup plus générale qu'on ne suppose. La chaise était en somme un meuble de luxe dont les Athéniens se passaient volontiers, du moins les Athéniens contemporains de Périclès. Autrefois, quand ils vivaient à l'ionienne, ils poussaient la mollesse jusqu'à se faire suivre d'un esclave, porteur d'un pliant, « pour n'avoir pas, nous dit-on, à s'asseoir à l'aventure (1) ». Mais depuis les guerres médiques ils avaient pris en dédain ces mœurs efféminées et, le cas échéant, ne faisaient pas difficulté de se reposer à plate terre. N'est-il pas singulier que dans les onze comédies qui nous restent il ne soit question nulle part de siège, sauf en un seul endroit? C'est dans les *Cavaliers*, lorsque Dèmos, toujours assis dans l'orchestre, se voit offrir à dîner par ses deux flatteurs. Le charcutier, ne sachant qu'imaginer pour lui être agréable, s'avise, à défaut de lit, de lui offrir une chaise, δέζον : le mot dans Aristophane ne se trouve que là (2).

(1) HÉRACLIDE du Pont, cité par Athénée (l. XII, p. 512, c.).

(2) *Cavaliers*, v. 1164.

L'exception, comme on voit, confirme la règle. Partout ailleurs les choses se passent d'une façon toute primitive. Mnésiloque, pour se faire faire la barbe, s'asseyait sur le sol (1). Bdélycléon, donnant à son père des leçons de savoir-vivre, lui demande s'il sait seulement comment on se couche à table chez des gens comme il faut; et le vieux, sans plus de façon, de s'étaler sur la scène, en disant : « Est-ce ainsi, selon toi, qu'il convient de se coucher (2) ? »

Même la nuit on se résignait sans trop de peine à dormir dans la rue, appuyé à une borne ou à un seuil de porte, comme autrefois, à Naples, les lazzaroni. Témoin Strepsiade qui pour s'abandonner au sommeil s'allonge devant sa porte, enveloppé dans son manteau (3). Plus loin le même Strepsiade, qui sur l'ordre de Socrate a pris place sur un grabat où les punaises l'incommodent, demande comme une faveur de pouvoir se coucher par terre (4).

(1) *Thesmoph.*, v. 221.

(2) *Gulpes*, v. 1211.

(3) *Nuées*, v. 11. — C'est à M. van Leeuwen que nous devons cette précieuse indication. On supposait jusqu'ici, sur la foi du scholiaste, que la première scène des *Nuées* se passait à l'intérieur de la maison de Strepsiade. Mais comme cela ne se conciliait ni avec la suite du dialogue, ni avec les traditions du théâtre antique, on faisait intervenir l'ecceyclème. On omettait toutefois d'expliquer par quelle ouverture de porte on poussait sur la scène, pour la faire disparaître ensuite, une estrade supportant toute une chambre à coucher à deux lits; non plus qu'on ne justifiait l'exceptionnel emploi de cette machine de tragédie, chère à Euripide, mais dont les comiques n'ont jamais usé que pour s'en moquer. M. van Leeuwen a nettement établi, en s'appuyant sur le mot *ἐκπαρε* du vers 19, que l'action se passe, comme toujours, en plein air, devant la maison.

(4) *Nuées*, v. 697.

L'esclave de Dèmos, c'est Démosthène, qui pour se tirer d'un pas difficile a pris le parti de chercher dans le vin une inspiration, s'étend également sur la place avant de recevoir la coupe (1). Cela s'explique d'autant mieux qu'on ne faisait pas autrement au cabaret. En veut-on la preuve? On la trouvera dans les *Grenouilles*. Héraclès, descendu dans l'Hadès, s'est arrêté dans une auberge pour se refaire. Quand il a dévoré toutes les provisions et qu'on lui réclame l'écot, il met en fuite les deux patronnes en feignant la démence « et s'élance hors du logis en emportant les nattes (2) ». Qu'est-ce à dire? et que nous importe ce dernier trait? Il signifie que, non content d'avoir manqué à la probité, Héraclès a commis un vol en faisant main basse sur le mobilier de l'établissement. Car, à part les ustensiles de cuisine, il tombe sous le sens qu'il n'y en avait pas d'autre. C'est sur une natte qu'il a pris son repas. Un personnage plus cossu aurait obtenu ou apporté avec lui un tapis de Milet (3). Mais les nattes conviennent aux petites gens qui forment la clientèle ordinaire d'un cabaret. L'archer Scythe s'en va également chercher une natte quand il se dispose à monter la garde devant Mnésiloque attaché au poteau (4).

Une question resterait encore à vider, mais qui n'est pas de ma compétence. Je disais tout à l'heure qu'il y a diverses manières de s'asseoir; j'ajoute qu'il en est plus d'une d'être assis par terre. Les Athéniens se tenaient-ils à croupetons, ou bien allongeaient-ils les jambes, ou bien

(1) *Cavaliers*, v. 98.

(2) *Grenouilles*, v. 567.

(3) *Grenouilles*, v. 542.

(4) *Thesmoph.*, v. 1007.

enfin les repliaient-ils sous eux, à la turque? Cette dernière attitude paraît la plus probable, étant à la fois la plus aisée et la moins encombrante. Et cette question en appelle une autre. Est-il à supposer qu'imitateurs en cela comme en tant de choses, les Turcs aient emprunté aux Grecs cette coutume, si tant est qu'elle subsistât chez ces derniers au temps de Byzance? Il se peut, mais j'ai peine à le croire. Les Turcs autrefois étaient nomades, et c'est surtout aux nomades que la posture semble convenir. Selon toute apparence, non plus que les Grecs, les Turcs ne l'ont inventée. Me tromperais-je en estimant qu'elle se perd dans la nuit des temps, et qu'à bien chercher on la retrouverait d'original, si j'ose dire, chez tous les peuples asiatiques, jusqu'aux confins extrêmes de l'Orient?

—

Un double projet de dictionnaire des patois romands et wallons (1); par Maurice Wilmotte, membre de l'Académie.

Tous ceux qui s'intéressent à l'étude de nos patois savent déjà quelle est l'initiative prise par la *Société liégeoise de littérature wallonne*, à Liège.

Un de mes collègues de l'Université, M. Doutrepoint, deux professeurs de nos athénées, MM. Feller et Haust, et le secrétaire de cette Société, laquelle a déjà rendu tant de services à la dialectologie, M. Julien Delaite, ont signé un *Projet de Dictionnaire général de la Langue wallonne*,

(1) Une partie de ces considérations a été verbalement exposée au Congrès de la Fédération des sociétés archéologiques et historiques belges, à Mons (1904); mais jusqu'ici, elles n'ont été du tout imprimées.

qui mérite de fixer l'attention. D'autre part, il y a bientôt six ans qu'a paru le premier Rapport annuel sur le *Glossaire des patois de la Suisse romande* (Neuchâtel, Attinger); vers la même date, M. L. Gauchat adressait aux directeurs de l'Instruction publique des cantons français de son pays une sorte d'appel, où il indiquait à grands traits tout ce que lui-même et ses collaborateurs comp- taient faire pour sauver les patois romands de l'oubli qui les menace. Il semble donc qu'en Suisse, comme en Bel- gique, une même pensée filiale ait, vers le même temps, éveillé et concentré des activités dispersées, qu'on ait compris l'impuissance des efforts individuels devant une tâche vaste et difficile, que les hommes d'enseignement (en Suisse, cinq professeurs et un archiviste forment la commission philologique) aient été enfin réintégrés dans une fonction trop longtemps dévolue ou abandonnée à des amateurs, zélés mais inexperts.

On nous permettra de juger du dehors, avec indépen- dance et en toute franchise, la double tentative vraiment scientifique que nous avons le plaisir de signaler ici; on nous excusera d'être plus attentif à ce qui se passe chez nous qu'aux élaborations, d'ailleurs préliminaires, de nos confrères étrangers. Ce n'est pas seulement affaire d'étroite sympathie; c'est aussi, et surtout, affaire de compétence. Au surplus, nous ne nous priverons pas, dans cet exposé général, d'emprunter largement aux publications qui nous viennent du Bureau fédéral de Berne et de nous livrer à des comparaisons qui, le plus souvent flatteuses pour l'excellente méthode de celui-ci, ne seront peut-être pas sans profit pour le petit groupe des travailleurs liégeois.

* * *

Nous ne manquons pas de dictionnaires wallon-français. Nous en avons autant et plus qu'il n'en faut pour l'intelligence des textes en dialecte. Nous en avons trop. Mais nous n'en avons pas qui réponde aux exigences de la science. L'œuvre de Grandgagnage, remarquable pour le temps où elle fut composée, n'est qu'un torse mutilé. M. Scheler, notre regretté confrère, a dépensé beaucoup d'intelligence et de labeur pour faire de ce torse une statue. Mais on peut dire, sans calomnier sa mémoire, qu'il n'y a pas réussi. Il ne pouvait y réussir, n'étant pas lui-même dialectologue et, à bien des égards, s'inspirant de doctrines qui n'étaient pas du tout celles de son remarquable devancier. Celui-ci fut un érudit dans toute l'acception du terme, mais un érudit qui avait dû se forger lui-même l'outil dont il se servait. Comme tous les laborieux de province, il subissait certaines influences et obéissait à certains préjugés. Il voulut joindre l'étymologie à l'explication du sens des vocables, et c'était ainsi qu'on envisageait alors la tâche du lexicologue ; c'était ainsi qu'avait procédé Diez, le maître et l'ami de notre compatriote.

Mais, conscient du bilinguisme de l'ancienne principauté de Liège, d'autre part très préoccupé du rôle considérable que l'Empire d'Allemagne avait joué dans l'histoire de cette principauté, dont le Centre et le Sud parlent depuis plus de dix siècles un dialecte roman, Grandgagnage crut devoir rapporter aux dialectes germaniques du Nord et de l'Est tout ce qui, dans le wallon, lui paraissait indéchiffrable à l'aide du latin et de

l'ancien français. De là des erreurs assez nombreuses, et surtout des déductions fort arbitraires (1).

C'est le plus grave défaut du *Dictionnaire de la langue wallonne*. Mais ce n'est pas son seul défaut. Le classement des mots et celui des sons laissent à désirer; la transcription phonétique est négligée; bref, il y a là des matériaux, en partie rares et précieux; il n'y a pas un « Dictionnaire ».

Il vaut mieux ne pas apprécier ici les autres dictionnaires des patois wallons. Ce sont, en général, des ouvrages de pure pratique, qui peuvent rendre des services à un lecteur, mais qui sont du poids mort pour le savant. Leur plus grave tort, — et Grandgagnage lui-même n'est pas irréprochable à cet égard, — c'est de n'être pas le résultat d'un triage soigneux. Les mots vraiment populaires, les mots français wallonisés, enfin les termes d'école sont jetés pêle-mêle et traités avec la même méthode. Il en résulte bien des méprises et quelque confusion.

Est-ce à dire qu'il ne se mêle à tout ce fumier quelques

(1) Les exemples abondent. En voici quelques-uns, relevés parmi bien d'autres en feuilletant la première partie (pp. 1 à 70) du *Dictionnaire* : Grandgagnage pense au hollandais *hullen* pour expliquer *afûler*, après avoir indiqué la bonne étymologie; *agaimeté-teur* est rattaché à l'aba. *kaman*, et non à l'ancien français *gaimenter-teur*; l'étymologie germanique d'*avaur-ci*, *avaur-là* est insoutenable; *awaton* viendrait (addenda) de l'ancien flamand *awe-tronck*, alors qu'il se rattache à l'ancien français *avoutre* (adulterum), ainsi que *awoutron*; *bacèle* suggère un rapprochement inutile avec l'ancien frison, etc.; *baligand* est résolument indiqué comme dérivé du mot allemand; la *Lex salica* n'a rien à faire avec *bardah*, *bardouhi*, etc.; *boie* ne peut être le hollandais *beul*; etc., etc.

perles, ou du moins quelques parcelles utiles et fécondes? Certes non. Mais après Grandgagnage, qui restera longtemps la base des recherches lexicologiques, ce qu'il importe le plus aux auteurs du futur Dictionnaire wallon de connaître et de méditer, ce sont les parlers eux-mêmes, et c'est ensuite la série de travaux critiques qui, depuis trente ans, en Allemagne, en France, en Suisse et même chez nous, ont étendu singulièrement notre connaissance détaillée du vocabulaire du peuple. Je n'ai pas, et pour d'excellentes raisons personnelles, à analyser ici tous ces travaux (1), mais je voudrais, me plaçant à un autre point de vue, celui de la méthode inductive, me demander quelles sont les sources où devraient puiser de préférence les dialectologues, préparant le dictionnaire d'un groupe de patois (2).

De ces sources, la plus abondante, c'est le patois parlé, et, puisqu'il s'agit de wallon, ce sont les patois parlés, non seulement à Liège et dans la région liégeoise, mais tous les patois wallons. Il y a donc lieu de déterminer tout d'abord jusqu'où s'étend le domaine de ces derniers, s'il faut entendre par là, suivant une notion d'ailleurs

(1) On en trouvera un résumé consciencieux, en ce qui concerne le wallon, dans un rapport présenté par M. Jules Feller au Congrès wallon de Liège, sous ce titre : *La philologie wallonne*. Voyez aussi mon exposé rétrospectif dans le tome I des *Jahresberichte*, de VOLL-MÖLLER.

(2) Je dis *patois* et non *langue*, et j'avoue être surpris que, sans raison valable, les auteurs du *Projet* aient maintenu dans le titre de leur spécimen de publication une dénomination que rien ne justifie. Les arguments de l'un d'eux, M. Delaite, détaillés dans un rapport au Congrès wallon, ne m'ont nullement convaincu.

arbitraire, tous les patois non germaniques de la Belgique, ou bien si les patois de formation picarde de l'ouest du Hainaut et ceux de physionomie bien lorraine du sud du Luxembourg ne doivent pas être exclus (1). J'estime, pour ma part, qu'ils doivent l'être résolument.

En tout cas, si l'on veut, comme les dialectologues suisses le font, ne sacrifier aucun parler d'origine latine de la région, il convient de renoncer à ce terme de wallon, qui, dans le langage conventionnel de la science, si pas toujours dans la tradition nationale, désigne seulement le parler de trois provinces et d'une fraction de deux autres provinces, le Brabant et le Hainaut (2). Qu'on intitule donc, non pas *Dictionnaire wallon*, mais *Glossaire des patois romans de Belgique* l'œuvre considérable et méritoire dont on attend la réalisation avec une légitime impatience. Qu'on fasse plus et que, renonçant à la thèse admise par la grande majorité des philologues, on se rallie

(1) Le préambule du *Projet* est trop peu explicite sur ce point important. En revanche, il suffit de consulter quelques-uns des articles offerts à titre d'échantillon, pour être averti que le montois et le tournaisien seront admis au même titre que le liégeois et le namurois dans le futur *Dictionnaire*. C'est là, à mon sens, un grave tort que se sont donné les rédacteurs de celui-ci. Si la « langue wallonne » se parle à Mons et à Tournai, elle se parle non moins légitimement à Valenciennes et à Douai, et je me demande ce qu'on fait du dialecte picard, qui a bien son individualité et dont le passé littéraire est, hélas ! infiniment plus brillant que celui de notre cher wallon. Il n'est heureusement pas trop tard pour rebrousser chemin et pour rentrer dans la voie scientifique.

(2) Voy. *Romania*, XVI, 121, et SIMON, *Les limites du wallon et du picard en Belgique*, dans *MÉLANGES WALLONS*, recueil auquel ont collaboré MM. Doutrepont et Haust.

carrément à celle de MM. Paris et Meyer (1), suivant quoi la dialectologie demande à être traitée géographiquement, et qu'on nous dresse d'abord (2) un atlas soigneux de

(1) Cette théorie, exposée pour la première fois dans un discours célèbre de Gaston Paris (1888), est trop connue pour qu'il soit nécessaire de la résumer ici. Je me bornerai à faire observer que M. J. Simon (*op. cit.*) en avait brièvement développé une autre, qui a été vivement combattue, à sa date, dans la *Romania*. Il s'appuyait principalement sur l'analogie des faits naturels et distinguait des genres et des espèces, dont l'une (par exemple, le parisien) a fort bien pu étouffer toutes les autres. M. Horning, qui est l'un des juges les plus compétents en la matière, substitua à cette notion une conception « sociale » de l'essaimement des patois (Zs. f. R. Ph., XIII, 178), en quoi il fut, je crois, bien inspiré. Il tenait compte — ce que Gaston Paris n'avait pas fait — des conditions historiques d'implantation et de la diffusion des parlers populaires. L'évolution phonétique n'a pas eu lieu partout sur place. D'où la nécessité d'admettre des types qui se propagent par rayonnement. D'où cette autre conclusion qu'il y a des *dialectes historiques*, parce qu'il y a des limites historiques de dialectes. Sans doute les traits distinctifs de deux dialectes anciens, dans leur aspect actuel, ne coïncident pas toujours complètement; mais qui nous prouve qu'ils ne coïncidaient pas jadis? Il faut tenir compte de l'intercourse, des conditions naturelles qui s'opposent à des contacts plus fréquents ou qui les favorisent, des changements de régime politique, etc. Au sud du Luxembourg, j'ai constaté la quasi-coïncidence d'un certain nombre de traits et de vocables isolant le *gaumais*, et M. Simon est arrivé au même résultat, pour le Hainaut, dans ses *Limites du picard et du wallon*. Ce sont des faits dont il faudrait se préoccuper. M. Gauchat n'a eu garde de les négliger. Il a (*Bulletin du glossaire des patois romands*, I, 22-23) mentionné la thèse Paris et lui en a opposé une autre, très vraisemblable, reposant sur l'observation directe et reconnaissant que sur plus d'un point « la limite dialectale est bien une ancienne limite politique ».

(2) Car l'*Atlas* suisse « servira d'introduction au *Glossaire* », comme il est dit excellemment dans le sixième *Rapport* suisse (1904); sa publication sera répartie sur les années 1906-1909.

toutes les variations phonétiques de nos parlers populaires. Déjà MM. Boclinville et Simon en avaient fait le projet en 1892; les autres collaborateurs des *Mélanges wallons* s'étaient inspirés de principes peu différents, lorsqu'ils notaient, classaient et expliquaient les plus légères nuances dialectales dans la province de Liège; M. Maréchal a, depuis lors (1900), étendu l'enquête à l'arrondissement de Namur.

Les auteurs du futur *Glossaire* helvétique ont montré ce qu'on pouvait entreprendre et réaliser dans cet ordre de recherches. Dès l'origine de leurs travaux, le plus actif d'entre eux, M. Gauchat, rédacteur en chef du *Glossaire*, élaborait le plan d'un *Atlas*, qui, revu et définitivement adopté, portait sur une liste de 300 mots types, recueillis dans 273 (plus tard 353) localités, réparties sur deux régions, l'une au Nord et l'autre au Midi (*a* et *b*). En 1899, 6 cartes étaient dressées, 13 en 1900, 22 en 1901, en 1903, 36 de la région *a* et près d'une trentaine de la région *b*; 56 de la région *a* en 1904; l'ébauche du reste est, pour le Nord, quasi achevée, le nombre définitif étant fixé à 75, et il suffit d'avoir consulté le *Petit atlas phonétique du Valais roman*, dû à un autre Suisse qui enseigne à Paris, M. Gilliéron, pour être édifié sur les grands services que peut rendre à la science une œuvre de l'espèce, conduite avec toute la rigueur des besognes scientifiques.

Des considérations qu'on vient d'exposer, il ressort déjà que la première moitié du problème à résoudre consiste dans des enquêtes précises, faites sur place et partout, soit par les auteurs du futur glossaire suisse ou belge, soit par leurs correspondants. La qualité de ces derniers a une grande importance, puisqu'ils tiennent entre leurs mains le sort de tout l'œuvre.

Il va de soi, en effet, que MM. Delaite, Doutrepoint, Feller et Haust ne peuvent, chez nous, retourner de leurs propres mains tout le sol de trois provinces, sinon de cinq, et qu'ils auront besoin de concours nombreux et sérieux. Sérieux surtout ; car ce n'est pas assez, dans ces investigations difficiles, de faire preuve de bonne volonté et de désintéressement. Il faut, si l'on n'est philologue soi-même, observer scrupuleusement les instructions que les directeurs d'une telle enquête devront rédiger avec un soin minutieux. Et la plus grosse difficulté qu'ils rencontreront, ce sera peut-être de trouver les auxiliaires dociles et modestes, sans lesquels ils ne peuvent songer à épuiser leur immense matière ; ce sera surtout de convaincre ces auxiliaires de l'extrême délicatesse de leur tâche, qui consistera moins à se livrer à des interrogatoires en règle qu'à dresser l'oreille (1) et à cueillir, en quelque sorte, la fleur du dialecte sur les lèvres des paysans (2).

(1) Voy. *Rapports*, etc., I, 6, et II, 5, pour l'utilisation des appareils de phonétique expérimentale, et *Rapports*, IV, 10, pour « des essais d'enregistrement de spécimens de patois à l'aide du phonographe ». Ces essais n'ont pas abouti, mais rien ne prouve qu'on ne sera pas plus heureux quelque jour.

(2) Ce qu'on lit à ce propos dans l'*Avertissement* des futurs auteurs du *Dictionnaire de la langue wallonne* est, avouons-le, peu rassurant, et il me paraît que ces messieurs n'exigent pas des aptitudes suffisantes de leurs collaborateurs. On voudrait des indications plus précises et des instructions plus formelles. A cet égard, on ne saurait trop louer les soins minutieux qui président à la rédaction des questionnaires de M. Gauchat et de ses collaborateurs. Les carnets remis par eux et destinés à des listes particulières de mots, relatifs à un métier, à une idée ou notion distincte (par exemple les sens, les parties du corps, le ménage, etc.), sont d'excellents guides pour leurs

En Suisse on s'est heurté à des difficultés graves, lorsqu'on a voulu organiser le service des correspondants du *Glossaire*. Au début, le nombre de ceux-ci s'est élevé à 199 (*Rapport*, etc., I, p. 9); mais il s'est rapidement abaissé. La seconde année, il se trouvait réduit à 70; l'année suivante, il subissait un nouveau déchet; on put croire que les travaux allaient être interrompus dans le canton du Valais : « La diminution du nombre de ses correspondants et la façon intermittente ou trop sommaire » dont répondent certains d'entre eux (ainsi s'exprime » le *III^e Rapport*) sont d'autant plus regrettables que ce » canton, par suite de la richesse, de la variété et de » l'originalité de son vocabulaire, est un de ceux qui » demanderaient à être explorés le plus à fond. » Il semble, toutefois, que les rédacteurs du *Glossaire* aient, enfin, triomphé de l'indifférence, d'ailleurs universelle, de l'habitant des campagnes pour la conservation de son patois; le nombre de leurs correspondants (1) était, en 1904, de 75; c'est une moyenne honorable.

correspondants. Sans doute nous avons nos glossaires technologiques; mais leur valeur est purement lexicologique et l'orthographe en est déplorable. Celle des glossaires en voie de formation là-bas sera impeccable, ce qui les avantagera phonétiquement, comme ils sont déjà avantagés topographiquement.

(1) Ce qui a aidé jusqu'ici le plus efficacement nos confrères suisses, c'est, outre l'appui officiel dont je reparlerai, la coopération de l'enseignement public. Tous les professeurs de philologie romane des universités sont du comité de l'œuvre, tandis qu'en Belgique il n'y en a eu qu'un seul qui y ait été appelé. Deux thèses (et peut-être j'en ometts d'autres) ont été défendues par de jeunes docteurs, dont les patois helvétiques formaient l'objet; ce sont celles de MM. Gignoux et Alge. Chez nous, l'Université ne coopère point à cette tâche patriotique; les étudiants, d'ailleurs clairsemés, s'en désintéressent.

Il faut s'en féliciter et souhaiter, d'autre côté, le même heureux partage à nos compatriotes, si bien intentionnés. Ni ceux-ci ni leurs confrères suisses ne doivent, en effet, perdre de vue que ce qui importe surtout dans la rédaction d'un dictionnaire patois, c'est qu'il reproduise la physionomie exacte du parler naturel et familier des gens de la campagne et de la portion la moins cultivée des habitants de la ville.

La littérature wallonne moderne, qui a contribué singulièrement au maintien et à la glorification des parlers populaires de la Belgique orientale (Liège, Namur et Verviers), a eu toutefois ce grave défaut de créer une langue artificielle, qui trop souvent traduit sur le théâtre, non seulement les conceptions, mais aussi le langage des auteurs français. Que de fois j'ai, en écoutant ce qui se disait sur la scène du Casino Grétry, à Liège, retraduit mentalement en notre idiome les tirades, les répliques, les couplets de chansons qu'applaudissait le public! Celui-ci applaudissait avec d'autant plus de ferveur que les mots employés, combinés, se rapprochaient davantage de cette *lingua franca* qui tient lien du patois de nos pères dans nos cités. Ce n'est pas du tout celle que parle le Wallon ignorant le français (1).

Au village où je séjourne quasi constamment pendant l'été, je suis toujours frappé de la belle indépendance du patois usité, par rapport à nos vocables et nos tournures françaises. Ainsi *commencer* ne s'y dit pas *c'minci*, mais *attaqué*, et une bonne femme, déplorant devant moi les

(1) M. Gilliéron fait des observations analogues pour la Suisse romande dans son *Patois de la commune de Vionnaz*, p. iv.

longs jours de sécheresse que nous avons traversés en 1904, s'écriait, avec une expression de désolation que je ne puis rendre, que *les cromptres attaquet à mori*. La même, pour me dire qu'une voisine, frappée la veille d'un mal subit, était tout à fait hors de danger, me déclarait qu'elle *esteut clére*. La même encore distingue la grosse pluie d'orage et la pluie qui tombe avec une sorte de régularité automatique. Dans le premier cas, elle dit qu'i *vûde*, dans le deuxième cas, qu'i *roubène*; dans aucun cas, qu'i *plout*.

Ces démonstrations lexicologiques varient à l'infini, et j'ai constaté que deux villages contigus préféreraient choisir un terme différent pour désigner un phénomène naturel ou un objet familier. Parfois le mot français s'est introduit, mais avec une valeur spécifique qui le fait tolérer à côté du mot patois; par exemple on dit *robête* pour désigner le lapin domestique et *lapin*, le lapin de garenne; on distingue *banstai* et *panier*, etc.

Toutes ces expressions sont *directement significatives*, et si l'on examine de près le vocabulaire patois, on est frappé du petit nombre d'expressions transposées de sens, ou bien ayant soit élargi, soit rétréci la signification que la langue générale leur assigne (1). L'image est abon-

(1) Le mot *waide* est resté chez nous dans l'acception où l'employaient les Germains, vivant sous le régime que les historiens de ces peuplades appellent le *Dorfsystem*. Il en résulte déjà que le mot *gangni* (gagner), qui, comme on sait, vient du même thème que *waide* (wadhanhan), ne peut être qu'un emprunt postérieur au français, ce que confirme, avec sa signification figurée, la gutturale initiale que le wallon n'aurait pas substituée au *w* primitif (comparez *waiti*, *wârdé*, etc.). Même remarque en Valais, pour des formes telles que *parə* et *pirə*, étudiées dans le *Bulletin*, etc., I, 9.

dante, mais elle n'est pas artificielle comme dans les vers du poète; elle jaillit de la constatation aisée d'un rapport entre deux notions ou deux objets; elle est claire et d'une intelligence immédiate; son charme est celui de la plante agreste; elle a la frêle corolle et la saveur ingénue de la fleur d'égantier. Souvent la forme en est tout à fait rudimentaire; elle se contente de qualifier l'objet pour le désigner. Elle ne dira pas que la lune est parcille à une chasseresse; elle ne l'appellera point Diane ou Phébé; elle sera satisfaite de la trouver belle et de le proclamer. L'astre des nuits sera donc *li bété* (Wallonie septentrionale) ou *la bal* (canton de Neuchâtel).

Faut-il s'étonner qu'il en soit ainsi? Non certes, puisque la part du conventionnel est infiniment moins grande dans l'idiome des illettrés que dans celui des gens possédant une culture. Les désignations sortent de la nature, comme une tige du sol; les greffes savantes y sont rares ou même inconnues. Point de ces mots comme le latin *factio*, l'allemand *Getreide*, le français *épices* (1), où git tout le repliement d'une pensée, longuement et diversement appliquée aux œuvres de la civilisation.

C'est pour cette raison que les patois renferment une foule de tours et de vocables, ayant gardé la valeur qui leur était attribuée, il y a plusieurs siècles, dans la langue littéraire à laquelle ils sont apparentés. On a accoutumé de dire que la phonétique des patois français est en avance sur celle de la langue littéraire; et à première vue, ils accusent des amputations, des contractions ou des modifications que celle-ci n'a pas encore subies et qu'elle

(1) MICHEL BRÉAL, *La Sémantique*, pp. 111-112.

ne subira peut-être jamais. Mais il ne serait pas difficile de faire la preuve contraire, comme on dit en mathématiques. Le conservatisme lexicologique des parlers wallons a de quoi nous étonner, surtout si l'on veut bien réfléchir qu'il n'est dû à aucune tradition scolaire; pareil au trésor de nos légendes, de nos adages, de nos croyances, le trésor des mots se transmet pieusement, croirait-on, de génération en génération, et c'est à peine si les traces d'usure apparaissent à l'œil du philologue sur l'enveloppe de termes qui ont, depuis quinze cents ans et même davantage, suffi à concrétiser les plus usuelles des notions, les plus essentiels des besoins.

Le dictionnaire des patois wallons devra compter avec cette immutabilité; il devra, notamment, éclairer le sens de vieux mots patois à l'aide de vieux mots français. Ce qui importe surtout à nos dialectologues (et ce que Grandgagnage ne possédait pas à un degré suffisant), c'est la connaissance du vocabulaire de la langue d'oïl. Ils y trouveront, en effet, la justification de maints tours, de maints vocables qui, à première inspection, pourraient les embarrasser, à moins qu'ils se contentent du rôle d'enregistreurs de l'usage; et même en ce cas, cette connaissance ne leur sera pas indifférente ou inutile, lorsqu'il s'agira d'établir la filiation des sens d'un même mot ou bien, malgré l'identité de la forme actuelle, de distinguer deux mots là où la lettre phonétique n'en note qu'un seul.

Si MM. Feller et consorts se livrent à cette comparaison instructive (elle a été faite inversement par M. F. Godefroy avec un illogisme et un manque de critique au-dessous de toute appréciation), ils constateront, je pense, que tous ou quasi tous nos vieux vocables, bannis de l'usage

des villes, mais restés vivants dans les campagnes, se retrouvent avec une fréquence particulière dans les œuvres anciennes d'un caractère populaire, chansons de geste de la belle époque, variétés non courtoises de lyrisme, fabliaux, etc. C'est le vieux fond de la langue commune, sans les raffinements qu'apporte toujours une littérature de classe (1). Les écrits de ce caractère reflètent directement les sentiments et les usages du grand nombre; ils ne reculent pas devant le réalisme méticuleux et le bavardage un peu puéril; ils n'en sont que plus précieux à interroger pour nos patoisants.

J'ai nommé les chansons de geste. Que de souvenirs elles ont laissé dans la langue populaire! J'ai déjà signalé le mot *Ganon*, qui, à Herve, signifiait jadis un traître et qui n'est autre que le Ganelon de Roland et de dix épopées. *Batigant* est devenu à Liège une injure banale, un synonyme de vagabond. Il y a plus : les formules de salutation, employées généralement dans la littérature narrative des XII^e-XIII^e siècles, se sont conservées jusqu'aujourd'hui dans les patois suisses ou wallons. M. Gauchat a fait une étude très attentive de ces formules (2); la plupart ont survécu dans son pays, plusieurs subsistent dans le nôtre. De même les formules apparentées d'optation : *A l'wâlde di Dyu*, dit le mineur qui descend dans un de nos char-

(1) De celle-ci, point de trace en wallon, car le latin a suffi très tard aux écrits philosophiques, théologiques et même historiques. Et quand un chroniqueur très lettré, et très cosmopolite de mentalité comme Jean le Bel, se sert de la langue vulgaire, ce n'est pas son patois qu'il écrit, c'est le français central, dont j'ai déjà relevé des traces, vers l'an 1200, dans le *Poème moral*, écrit vraisemblablement à Liège.

(2) *Bulletin*, etc., 3^e année, p. 41, sqq.

bonnages, ou, plus simplement, l'homme qui se jette à l'eau pour sauver son semblable; *a la gardà dè Dyôé*, s'écrie de même un Vaudois ou un Valaisan; à *Dyè v' wôdde*, d'une part, correspond, de l'autre, *Dyôé tè voudrdè* (Praz-de-Fort) (1). Tout cela est du vieux français, et du meilleur (2).

Telle tournure d'accent populaire nous ouvre, grâce à une attentive confrontation avec l'ancienne littérature française, des horizons inespérés et nous apparaît comme une sorte de fossile, resté à la surface malgré les révolutions du langage (3). *Trové bdb' di four*, par exemple, est

(1) *Ibid.*, p. 48.

(2) *Ine maïon* veut dire une jeune fille, dans le langage des vieilles gens de nos faubourgs liégeois et probablement de beaucoup de nos villages. C'est tout simplement l'ancien français *marion*, et ceci nous remémore la figure la plus populaire du lyrisme septentrional au XIII^e siècle, l'héroïne d'un joli poème dramatique d'Adam de le Hale. Gautier de Coincy, qui est plus ancien que notre grand trouvère artésien, emploie le nom de *Marion* avec la valeur d'un nom commun, ce qui prouve qu'il était dans l'usage littéraire, et par conséquent populaire, bien avant 1280 :

Mes cil est trop mal mariez,
Et tuit cil trop se mesmarient
Qui as *marions* se marient..

écrit-il, avec une intention péjorative, dans son récit *du valet qui se maria à Notre Dame*, vers 188-190. Il va de soi que les patois romands permettent des constatations analogues. La place me manque pour les faire ici. On les trouvera dans les travaux philologiques écrits en Suisse. Voy., par exemple, *Bulletin*, I, 50, à propos d'*émâgé*, et I, 62, à propos de *pé* (= *peil*, avec le même sens en ancien français).

(3) Je citerai encore quelques exemples, choisis entre un plus grand nombre qui trouveront place ailleurs : *j'a p'chi* (j'ai plus cher) n'est plus guère employé, mais l'a été régulièrement, de même qu'on disait *alé à mosti* pour « aller à l'église », de même qu'on disait *plamou* (à cause de), vieille locution que Gautier d'Arras emploie, peu après 1150, avec un sens analogue à celui du patois (*Ille et Galeron*,

le témoignage expressif de croyances très anciennes, dont le sens était déjà plus ou moins obscurci au XIII^e siècle, s'il faut en croire le passage suivant de la *Vie de Sainte-Léocadie* :

Nes puet véoir (Diex *sujet*), le dos lor torne,
Bien font à Dieu *barbe de fuerre*.

Au XVII^e siècle, cette façon de dire n'avait pas totalement disparu du français. Dans la 6^e satire de Mathurin Regnier, dont on sait l'instinct archaïque, on lit (vers 136) :

Et l'hypocrite fit *barbe de paille* à Dieu.

L'exemple est significatif. Il l'est doublement, car l'amateur de folk-lore a aussi de quoi s'y intéresser. Les patois sont, d'ailleurs, pour lui, une mine trop rarement explorée, et nos dialectologues auraient, de leur côté, grand tort de négliger l'étude comparative des traditions populaires, qui peut leur découvrir le sens de certains mots, leur valeur d'emploi, leur relation avec certains usages, leur place dans certaines formules, etc. (1).

4472, 4478), et qui est conservée à peu près intacte dans l'*École des Maris*, III, 9. L'étymologie de *chèv'née* (omelette au lard) serait embarrassante (elle le fut pour Grandgagnage) si l'on n'avait en langue d'oïl *charbonee*, avec le sens de « tranche de lard frit ». Voy. MONTAIGLON et RAYNAUD, *Fabliaux*, V, 234, où il est question d'une

Charbonee d'un cras bacon.

Comp. les vers 605, 706, 721 du même texte (*Du segretain moine*), qui sont plus explicites encore, et les vers 333 et 375 d'une autre version (*ibid.*, pp. 125-127).

(1) M. Gauchat s'en est préoccupé. Voy. *Projet*, etc., p. 2, et *Rapport*, etc., I, 6. Il y aurait peut-être lieu d'introduire aussi dans une telle étude un chapitre sur le geste et la mimique, comme l'a fait M. Ph. Wagner dans son enquête sur le patois de Reutlingen.

L'étude des noms de lieux se rattache très naturellement à celle des mots sortis de l'usage, ou du moins, de l'usage des villes. Eux aussi nous apparaissent comme les énigmatiques débris d'un temps qui n'est plus. Il faudra les recueillir, en conserver la prononciation populaire, qu'une bonne transcription sauvera de l'oubli; les lieux-dits méritent encore plus de soins peut-être que les noms de communes et de hameaux; il y a des portions d'histoire, incluses dans leur effacement devant le chemin de fer et la grand'route moderne.

Les enquêteurs suisses se sont, dès le premier jour, préoccupés de la toponymie des cantons français. L'un d'eux, M. Muret, émit le vœu de voir s'élaborer « un dictionnaire toponomastique de la Suisse romande ». En 1900, un des collaborateurs du *Glossaire*, M. Vodoz, entreprit le relevé de tous les noms de lieux du canton de Neuchâtel, en s'aidant de la carte de Siegfried; mais il constata sans peine que ce n'était qu'une mince fraction des noms réellement conservés. « Pour obtenir des » matériaux sûrs et complets, dit le *Rapport* de 1900, il » sera nécessaire de dépouiller les registres du cadastre » et de rechercher en même temps sur place la forme » patoise authentique de chaque nom local, en s'entou- » rant de tous les renseignements pouvant servir à son » interprétation. » En 1901, l'ambition de M. Vodoz grandit avec ses recherches, et il rêve d'un *Dictionnaire topographique de la Suisse romande*, « ouvrage très vaste », qui « devrait être séparé du *Glossaire* et placé sous une direction spéciale ». On accueille à la fois avec sympathie et réserve ces importantes conclusions. Cependant MM. Vodoz et Muret poursuivent leur étude, et l'année suivante, un rapport de M. Muret conclut à l'abandon

momentané de l'œuvre, du moins sous la forme largement scientifique qui avait été reconnue nécessaire pour aboutir à des résultats définitifs. Les ressources financières faisant défaut, on se bornera « pour le moment » aux recherches que les ressources disponibles permettront d'entreprendre, en ayant surtout en vue l'intérêt et l'avancement du *Glossaire* ».

N'allez pas croire que nos dialectologues aillent se désintéresser, pour cela, d'un sujet si digne d'attention. M. Muret, au contraire, redouble d'ardeur. Il dépouille ou fait dépouiller le cadastre de plusieurs cantons; il fait un cours sur les noms de lieux du canton de Genève à l'Université de cette ville, et il y associe ses élèves; un de ceux-ci dépouille « entièrement les anciens plans d'une cinquantaine de communes de l'évêché de Bâle »; puis il explore « toute la série des vieux plans de Dardagny, qui remontent jusqu'aux premières années du XVIII^e siècle, et ceux de Vernier, dressés sous Napoléon I^{er} pour le grand cadastre de l'Empire français ». Enfin on recrute, en Valais, des collaborateurs aussi nombreux que les communes et « qui seraient chargés d'extraire des plans cadastraux, ou des registres de l'impôt foncier, les listes des noms locaux ».

Tout cela s'accomplit ou se met en train en l'espace d'une année (1), et par l'initiative d'un seul professeur. J'ai eu plaisir à entrer dans des détails qui ne sont pas, on en jugera, de pure curiosité, mais qui constituent une leçon précieuse et complète pour nous. Quand donc nos

(1) Voy. pour les années suivantes (1903-1904) le cinquième *Rapport*, p. 3, et surtout le sixième, pp. 3-6, qui renferment d'intéressants détails.

universités, où les préoccupations matérielles sont si cruellement prédominantes, deviendront-elles des laboratoires scientifiques pour des études comme celles que j'analyse brièvement ici?

Ce qui a été dit des noms de lieux s'applique également aux noms de personnes. On devrait, pour ne rien omettre dans un Glossaire de patois, dresser par commune la liste des noms de famille les plus usités. Chaque village possède cinq ou six de ces noms, qui se répètent quasi à l'infini dans sa petite enceinte, et il est rare que deux villages connaissent la même prédilection pour un nom déterminé. Il n'est pas jusqu'aux prénoms qui ne subissent des fluctuations analogues. Il serait intéressant de s'en enquérir, de se demander à quoi elles tiennent, si les noms des saints, particulièrement honorés dans une contrée, ne sont pas en corrélation avec elles. En tout cas, un dictionnaire qui sacrifierait l'onomastique ne serait ni complet ni rigoureusement scientifique.

Voilà quelques réflexions suggérées par l'*Avertissement* du *Projet de Dictionnaire de la Langue wallonne* et par la lecture des publications de même ordre (*Rapports* et *Bulletins*) du Bureau du *Glossaire des patois de la Suisse romande*. Ces réflexions sont bien sommaires; elles n'ont aucune prétention à l'originalité; elles ne sont ni les meilleures sans doute, ni les seules qu'on pourrait faire à l'occasion de ces travaux d'approche d'une grande et difficile entreprise. Ce qui m'a surtout plu dans les déclarations de nos confrères wallons et suisses, c'est la notion très élevée et très juste qu'ils ont du caractère vraiment scientifique, c'est-à-dire désintéressé de leur tâche; ils n'ont pas le puéril espoir, comme d'autres patoisants, dont l'ardeur militante s'exerce dans le vide, d'arrêter

ou même de retarder l'envahissement du français : « Les » mots sont au service des idées. Notre but n'est pas de » résister aux changements que créent à la fois une édu- » cation plus généreuse des masses et une expansion » sans précédent (1). Mais on peut concilier le respect » du présent avec le culte du passé. Si le wallon est des- » tiné à se désagréger de plus en plus, à s'alourdir d'élé- » ments étrangers, il faut, *par amour du passé*, se hâter » d'en fixer par écrit la physionomie et l'histoire; si on » juge qu'il a mérité de vivre, aussi pur, aussi intact que » possible, il faut en fixer les traits actuels pour l'*ensei- » gnement de l'avenir*. » Ainsi s'expriment les dialecto- logues liégeois. « Amour du passé » et « enseignement de l'avenir », n'est-ce pas en deux mots toute la philosophie humaine, celle qui est dégagée des vains espoirs et des calculs chimériques? Ne soyez pas surpris ni surtout choqués que des mobiles aussi grandioses soient allégués à l'appui d'une aussi modeste cueillette, ni que des

(1) M. Gauchat (*Bulletin*, etc., I, 9-10) ne s'exprime pas autrement : « Faut-il blâmer nos paysans d'avoir d'un cœur si léger oublié leur langue maternelle, la langue dans laquelle leurs parents s'étaient juré un amour éternel, l'idiome que leur mère chantait en les berçant, ces doux sons qui avaient d'abord frappé leur oreille? N'ont-ils pas échangé la langue du cœur contre la langue de la raison? Je ne le crois pas. La langue n'est qu'un instrument. Ce n'est pas une partie organique de notre être, et celui qui échange son vieux patois contre la langue polie et châtiée de tout le monde n'est pas plus coupable que celui qui troque sa vieille charrue de bois contre un instrument de fer, perfectionné, importé d'Amérique. Le nouvel outil est plus commode. cela en justifie assez l'emploi... Le patois qui s'éteint ne ressemble pas à l'arbre fruitier que le vent arrache au sol natal, mais à un vieil arbre dont le tronc est pourri et auquel la sève vitale manque. »

visions aussi nobles puissent surgir devant nous, philologues, après que notre myopie s'est penchée sur d'humbles vocables, proférés par des illettrés : « Un souffle, a dit » lyriquement Herder, un souffle devient la peinture du » monde, le tableau de nos idées et de nos sentiments. » Mais ce souffle, il a passé sur les lèvres gercées du pauvre pacant comme sur les lèvres peintes d'une jolie femme de Paris!

Si les langues littéraires sont comme les archives vivantes et parlantes d'un peuple, les patois, dans leur modeste envergure, ne laissent pas de constituer des documents d'un singulier prix pour l'étude de la pensée humaine. Moins perfectionnés, parce que moins travaillés, n'ayant pas reçu cette dernière toilette — où la mode a tant de part — qui est l'œuvre des littérateurs originaux, ils gardent comme une virginité, que déflorent à peine, dans les villes, les influences politiques et sociales, la terrible action scolaire (1), la lecture des journaux et des livres, enfin le contact des illettrés avec les personnes cultivées. Ce sont là des agents dissolvants; pourtant ils n'opèrent pas toujours dans le sens destructif et tout négatif qu'on imagine. Les mots français qui

(1) Voy. les mêmes constatations pour la Suisse dans *Bulletin*, I, 9. La question du patois à l'école a été traitée par M. Oscar Colson, instituteur à Liège, dans un des rapports du *Congrès pour la culture et l'extension de la langue française* (Liège, septembre 1905). Je ne puis souscrire à toutes les opinions qu'il y professe; mais je suis d'accord avec lui lorsque, tout en renonçant à « un enseignement du wallon, dont la caducité est manifeste », il demande qu'on traite avec ménagement ce compagnon de notre enfance, qu'on l'utilise même dans l'école, au lieu de le considérer comme un « ennemi sournois, qui s'embusque au nœud des conjonctures grammaticales ».

entrent dans le patois ne sont pas nécessairement des trouble-fête, et un patois est, à bien y réfléchir, un tout composite par essence aussi bien qu'une langue littéraire. Il l'est même davantage, si l'on tient compte de ce fait que l'infiltration, chez lui, n'est ni réglée ni tempérée par un usage rigoureux, enregistré par des corps savants et défendu par toute la hiérarchie professorale.

A cet égard, les patois wallons sont, dans leur libre ondoyance, particulièrement instructifs. Ils se parlent dans un coin de terre embusqué, en quelque sorte, entre deux nations étrangères, l'Allemagne et la Hollande. A l'allemand et au hollandais ils ont donc fait des emprunts incessants, et l'on a essayé, avec plus ou moins de succès, de distinguer plusieurs couches de moins en moins profondes dans ces sortes de dépôts que l'œil du philologue reconnaît tout de suite, en opérant une coupe verticale dans la masse linguistique. En Suisse, la situation est peu différente. Les parlers germaniques bornent et enserrrent les patois romans, limitrophes des terres françaises. Plus au Midi, ceux-ci cèdent la place au rhéto-roman et à l'italien.

Ils sont donc, ces patois, sur les bords du lac Léman aussi bien que sur les rives de la Meuse, les postes avancés de la civilisation gallo-romane, et déjà à ce seul titre, ils ne peuvent laisser indifférents tous les amis de la culture française. Mais pour le philologue, ils ont encore un autre genre d'intérêt, que M. Gauchat — et je finirai par là — a excellemment défini dans le *Bulletin du Glossaire*, etc., lorsqu'il dit : « Le patois et le français » sont tous deux des produits du latin populaire, introduit en France, et peu de temps après en Suisse » (*ajoutons* : en Belgique), par les armes des soldats

» romains. Mais tandis que le français a subi toutes les
» influences d'une littérature puissante, les patois peu-
» vent être considérés comme des produits *spontanés*,
» comme un *développement linguistique livré à lui-même*...
» On pourra donc mieux étudier les mobiles du déve-
» loppement linguistique en observant les dialectes vi-
» vants, où nous voyons tant de lois phonétiques s'accom-
» plir momentanément, qu'en s'arrêtant aux formes
» choisies et pour ainsi dire cristallisées des anciennes
» phases de la langue littéraire (1). »

COMITÉ SECRET.

La Classe se constitue en comité secret pour adopter définitivement la liste des candidatures à la place vacante d'associé.

(1) J'aurais voulu, comme je l'annonçais plus haut, dire quelques mots du côté financier de ces deux entreprises, menées parallèlement en Suisse et à Liège. Malheureusement, les éléments me font en partie défaut pour me prononcer sur les ressources des deux organismes philologiques auxquels sont confiées les destinées des patois romans hors de France. Si j'en juge d'ouï-dire, les pouvoirs publics sont restés sourds jusqu'ici en Belgique; en Suisse, dès 1900, le budget de la Commission du *Glossaire* s'élevait à 12,400 francs; il a dû progresser depuis. Peut-être y a-t-il dans cette dernière constatation l'explication au moins partielle de l'évidente supériorité de l'entreprise à laquelle MM. Gauchat, Muret et leurs collaborateurs ont attaché leur nom.

CLASSE DES BEAUX-ARTS.

Séance du 9 novembre 1905.

M. F.-A. GEVAERT, directeur, président de l'Académie.

M. le chevalier EDM. MARCHAL, secrétaire perpétuel.

Sont présents : MM. Max. Rooses, *vice-directeur* ;
Éd. Fétis, Th. Radoux, G. De Groot, H. Hymans, Th.
Vinçotte, J. Robie, G. Huberti, le comte Jacques de
Lalaing, J. Winders, H. Maquet, Ém. Mathieu, Edg.
Tinel, Louis Lenain, Xav. Mellery, Léon Frédéric, Ern.
Acker, Ch. Van der Stappen, Fl. van Duyse, *membres* ;
L. Solvay, Em. Claus et Victor Rousseau, *correspondants*.

MM. A. Danse, membre titulaire, et J. Brunfaut, cor-
respondant, s'excusent de ne pouvoir assister à la séance.

CORRESPONDANCE.

La Classe prend notification officielle de la mort :

1^o D'Isidore Verheyden, correspondant de la Section
de peinture, décédé à Ixelles le 1^{er} novembre ;

2^o De Florent Willems, associé de la même Section,
décédé à Paris (Neuilly) le 23 octobre.

Des remerciements sont votés à M. le Secrétaire per-

pétuel pour le discours qu'il a prononcé aux funérailles d'Isidore Verheyden.

Ce discours paraîtra au *Bulletin*.

— M. Roujon, secrétaire perpétuel de l'Académie des beaux-arts de l'Institut de France, remercie pour la lettre qui a été écrite à l'occasion de la mort du peintre Bonguereau.

— M. le Ministre de l'Agriculture demande avis :

1° Sur le troisième rapport réglementaire de M. Biant, premier prix du grand concours de composition musicale de 1901. — Renvoi à MM. Mathieu, Tinel et Blockx;

2° Sur le cinquième rapport de M. Frans Huygelen, premier prix du grand concours de sculpture de 1900. — Renvoi à MM. Rooses, Hyman et Van der Stappen.

— M. Max. Rooses accepte de représenter l'Académie à la manifestation qui aura lieu le dimanche 12 novembre, au Théâtre royal flamand, à Anvers, à l'occasion du centenaire de la naissance de K.-L. Ledeganck (1805 + 1847).

— Hommages d'ouvrages :

1° *Het oude Nederlandsche lied. Wereldlijke en geestelijke liederen uit vroegeren tijd. Teksten en melodieën*, 2° deel; par Flor. van Duyse (présenté par M. le Secrétaire perpétuel, avec une note qui figure ci-après);

2° A) *La Renaissance septentrionale et les premiers maîtres des Flandres*; B) *Le rôle des maîtres wallons dans la première Renaissance des Valois*; C) *Les artistes belges à l'étranger. Rapport au Congrès d'expansion économique*

mondiale; par H. Fierens-Gevaert (présentés par M. le Secrétaire perpétuel, avec une note qui figure ci-après);

3° *Commission royale des Monuments. Assemblée générale et réglementaire du 10 octobre 1904* (offert par M. Lagasse-de Loch, président);

4° *Pieter Brueghel der ältere und sein Kunstschaffen*; par Axel L. Romdahl. — Remerciements.

Discours prononcé aux funérailles d'Isidore Verheyden, correspondant de la Classe des beaux-arts; par le chevalier Edmond Marchal, Secrétaire perpétuel de l'Académie.

MESSIEURS,

L'Académie royale de Belgique, pour la cinquième fois, est en deuil en cette année 1905, et c'est, de nouveau, dans la Classe des beaux-arts qu'un décès vient de surgir, décès que rien ne faisait présager il y a peu de temps encore, en raison de l'âge et de l'état de santé de celui que nous venons de perdre.

Lorsque la Classe appela, par ses unanimes suffrages, dans la séance d'élection du 5 janvier de l'année actuelle, l'éminent peintre Isidore Verheyden à occuper une place de correspondant vacante, elle fondait, à bon droit, les plus grandes espérances sur le concours et l'assistance du nouvel élu pour l'aider à remplir la mission, au nom du pays, de la haute direction morale du mouvement des arts. Cette mission, tous la connaissent, car c'est en l'Académie que le Gouvernement recherche les éléments pour

la composition des jurys de ses grands concours; c'est à la Classe des beaux-arts qu'il a confié le mandat de surveiller les études de ses pensionnaires-prix de Rome, à l'étranger, et pour cela l'assistance de tous les membres est nécessaire; c'est la Classe, enfin, qui est consultée pour la solution des questions qui réclament toute la compétence voulue pour juger les matières si complexes de l'art.

La Classe des beaux-arts avait constamment suivi, avec un réel intérêt, la belle carrière que Verheyden avait déjà parcourue jusqu'au moment où la réputation de l'artiste l'appela à figurer dans ses rangs; elle estimait bien sincèrement le talent de l'élève de Jean Portaels, l'élève de ce maître de si glorieuse et de si vénérée mémoire; elle avait apprécié, chaque fois qu'elles apparaissaient, à leur juste valeur, les productions du pinceau de ce vaillant et sincère admirateur de la lumière, de l'éloquent interprète du paysage en plein air, dont les tableaux reflètent tout ce que cet art comporte de grandiose et de beau; elle reconnaissait en Verheyden le don, à un suprême degré, de rendre la nature avec son charme réel et ses côtés pittoresques dont notre regretté confrère saisissait toujours le sens poétique dans la plus pure acception du mot! Aussi, chaque fois que dans les salons surgissaient ses œuvres si sensationnelles qui attiraient immédiatement tous les regards, où le beau et le vrai s'unissaient en un hymne à la divinité créatrice de toutes choses, l'écho des éloges qu'elles attiraient venait se répercuter dans le sein de la Classe. La magistrale virtuosité du pinceau de Verheyden avait de sincères admirateurs en nous. D'autre part, c'est à son incomparable maîtrise dans le portrait que l'art doit, entre

autres, l'image si vivante de son vieil ami Meunier. Il partageait les idées, en fait d'art, de l'illustre auteur du Monument du Travail; l'affection la plus sincère unissait ces deux organisations d'élite. La mort, bien proche encore, de Meunier, avait vivement affecté Verheyden; sa santé s'en ressentit profondément. Il hésitait toujours à venir assister à nos séances, où il n'avait pas encore paru, lorsque récemment, voulant s'associer à la cérémonie de la pose d'une plaque commémorative sur la maison natale de l'illustre statuaire, malgré le temps affreux qu'il faisait ce jour-là, Verheyden rentra chez lui frappé de l'affection pulmonaire qui vient de l'emporter après de longues et cruelles souffrances.

S'il était, à vrai dire, l'un des nôtres, de par le scrutin, il n'a pu, suivant les usages académiques, être installé officiellement; il n'a donc pas su, malgré son plus vif désir, participer, comme il l'avait espéré si ardemment, aux travaux de la Classe. Il n'a donc pu venir prendre le véritable contact de la confraternité.

La Classe des beaux-arts, dans son éclectisme en fait d'art, avait sincèrement applaudi au choix d'Isidore Verheyden pour la direction de l'Académie royale des beaux-arts de Bruxelles: elle savait que l'excellent peintre possédait, à un haut degré, tous les mérites, toutes les qualités voulues pour occuper ce poste de confiance; elle était assurée que cette direction serait on ne peut plus fructueuse pour l'institution.

La Classe, par conséquent, laisse à l'organe de la célèbre institution à laquelle Verheyden avait déjà appartenu si longtemps comme professeur lors de sa nomination de directeur, le soin de parler plus longuement du défunt. Notre rôle en ce moment doit se borner à nous associer

à ces éloges, ce que nous faisons bien sincèrement. La Classe des beaux-arts offre à la famille du regretté et si distingué artiste, ses bien vives condoléances.

Verheyden et Meunier, vous fûtes unis dans la vie par la plus sincère communauté de sentiments; vous voilà cette fois réunis dans la mort! Et votre souvenir à tous les deux restera en nous comme la plus douce pensée du cœur.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

Sur la publication du deuxième volume du livre de M. Florimond van Duyse : HET OUDE NEDERLANDSCHE LIED; par le chevalier Edmond Marchal, Secrétaire perpétuel de l'Académie royale de Belgique.

Lorsque j'eus l'honneur d'offrir à la Classe des beaux-arts, dans sa séance du 5 mai 1903, au nom de l'auteur, notre estimé confrère Florimond van Duyse, le tome premier de son ouvrage consacré à l'ancienne chanson néerlandaise (1), je terminai ma note en exprimant le vœu de voir paraître bientôt le tome deuxième. Aujourd'hui ce vœu est exaucé.

Je suis heureux, Messieurs, de pouvoir vous présenter le second volume de l'œuvre publiée par la maison Martinus Nijhoff, de La Haye, dont la réputation n'est

(1) HET OUDE NEDERLANDSCHE LIED. *Wereldlijke en geestelijke liederen uit vroegeren tijd*. Teksten en melodieën, verzameld en toegelicht. Eerste deel, 1903, vol. gr. in-8° de xxvi-938 pages.

plus limitée depuis longtemps aux frontières néerlandaises.

Ce tome deuxième porte le millésime de 1905. Il renferme 897 pages, comprenant deux cent vingt-huit chansons, portant les n^{os} 247 à 474 des textes et mélodies publiés et annotés par M. van Duyse; il est donc beaucoup plus riche en matières que le premier de ces tomes, où ne figurent que cent quarante-six numéros. Il est entièrement consacré à la chanson profane : chansons ayant trait aux divers états ou professions; chansons ironiques ou sarcastiques, bachiques, de fêtes, de danses; chansons enfantines; chansons diverses et chansons historiques.

Parmi ces dernières figure la « Chanson du Tabac » (*Het tabakslied*) (1), qui a fait l'objet d'une curieuse lecture de M. van Duyse, publiée dans notre *Bulletin* de 1894 (2).

La mélodie de cette chanson prend sa source dans un air de ballet français : « Est-ce Mars, le grand dieu des alarmes, que je voy? » dansé et chanté en l'honneur de Henri IV.

Le motif de l'air est devenu célèbre depuis que notre

(1) Voir le n^o 318 du volume II (p. 1137) : *Isse iemant uyt Oost-Indien gecomen?*

(2) [3^e série, t. XXVII, p. 978, 64^e année.] — Selon Hoffmann von Fallersleben, l'usage du tabac ne devint général aux Pays-Bas qu'après 1620, alors que des soldats anglais, fumant dans de courtes pipes en terre, l'y eurent propagé. Cette petite pipe existe toujours en Angleterre : le foyer ovoïde est très court, avec une petite pointe au-dessous; le tuyau est légèrement courbé; on la trouve, entre autres, dans les tavernes de Douvres, où on vous en offre en même temps que l'on vous sert l'ale.

éminent confrère, M. Gevaert, s'en est inspiré pour l'introduire dans sa cantate : *Jacob van Artevelde*, dont les paroles sont de Napoléon Destanberg. M. Gevaert, en agrandissant et en amplifiant la phrase musicale, lui a donné une vigueur toute flamande, où se reflètent les luttes ardentes des Gantois pour la liberté, leurs douleurs et leurs joies. Aussi, du jour où, à Gand, le 14 septembre 1863, l'hymne retentit pour la première fois, au moment où on enlevait le voile de la statue de l'illustre tribun, la foule, frappée de son rythme et de son allure grandiose, adopta cette solennelle épopée musicale et en fit un chant populaire. Ce jour-là, les applaudissements ne s'adressèrent pas uniquement à d'Artevelde.

« Est-ce Mars? » vient encore de subir une nouvelle incarnation sous la magistrale inspiration de M. Gevaert, dans le superbe chant de l'« Expansion mondiale » : *Vers l'avenir*, dont les paroles sont d'Antheunis.

Le patriotisme des Belges a fait à ce nouvel hymne une grandiose ovation lors de la célébration à Bruxelles, le 21 juillet dernier, du 75^e anniversaire de l'Indépendance du pays, où il fut exécuté publiquement, pour la première fois, à la fête nationale.

Parmi les chants historiques figure également le *Wilhelmus* (1), la chanson de Guillaume de Nassau, que l'on a considéré comme le plus ancien hymne national néerlandais. Le texte en a été attribué, tour à tour, à Marnix, à Coornhert et, en dernier lieu, à Houwaert (2).

(1) Il porte le n^o 435 du volume II, p. 1620; titre : *Wilhelmus van Nassouwe*.

(2) Voir les notes de M. van Duyse, pp. 1633-1634, rubrique *Tekst*, ainsi que STECHER, *Histoire de la littérature néerlandaise en Belgique*, p. 219.

M. van Duyse démontre que cette mélodie, devenue populaire en Hollande vers la fin de l'année 1568, dérive d'un air français : « Oh! la folle entreprise! » Cette chanson sarcastique se rapporte au siège de Chartres, que Louis I^{er} de Bourbon, prince de Condé, tué à Jarnac en 1569, avait entrepris le 23 février de l'année antérieure, avec ses troupes huguenotes (1).

La paix du 23 mars suivant, que les historiens ont appelée « la petite paix de Chartres » et « la paix fourrée » (2), obligea Louis de Condé à abandonner ce siège, qui n'avait plus de raison d'être.

« Oh! la folle entreprise! » fut bientôt introduite en Hollande par les soldats huguenots qui s'y étaient réfugiés; elle y devint, sous le titre de « *Wilhelmus van Nassouwe* », le chant patriotique glorifiant Guillaume le Taciturne, *Willem de Zwijger*.

Le troisième volume de la colossale entreprise de M. van Duyse sera consacré à la chanson religieuse avant et après la Réforme. Nous lui présageons un aussi chaleureux accueil que celui que suscite en ce moment le livre que je dépose sur le bureau de la Classe.

M. Gevaert, directeur de la Classe, s'associant aux conclusions de la communication de M. le Secrétaire perpétuel, félicite M. van Duyse d'avoir élevé, dit-il, un

(1) O la folle entreprise du prince de Condé,
à Chartres la jolie il a voulu entrer;
c'est à luy grand folie, il n'y entrera pas :
les bons soldats de France, ne le souffriront pas.

(2) LE DUC D'AUMALE, *Histoire des princes de Condé*.

véritable monument à la chanson néerlandaise ancienne. Son œuvre, ajoute-t-il, est des plus remarquables, autant au point de vue musical qu'au point de vue des commentaires accompagnant les textes. D'autre part, la maison Martinus Nijhoff mérite aussi d'être félicitée pour tous les soins apportés à la publication. (*Applaudissements.*)

--

J'ai également l'honneur de déposer sur le bureau un volume petit in-4°, portant pour titre : *Études sur l'Art flamand. La Renaissance septentrionale et les premiers maîtres des Flandres.*

L'auteur n'a plus à faire ses preuves. Ses brillants débuts dans la littérature artistique par ses écrits sur nos anciennes gloires nationales, son professorat à l'Université de Liège, où, avec une compétence et une érudition reconnues, il donne le cours d'esthétique et d'histoire de l'art, sont des témoignages plus que suffisants de la place que M. Fierens-Gevaert occupe dans la légion d'auteurs belges s'occupant de ces matières et qui honorent la Belgique par leurs travaux.

M. Fierens-Gevaert, avec ce charme de plume, avec ce soin de la recherche historique en ses meilleures sources, avec ce souci du sentiment esthétique, c'est-à-dire de la préoccupation du beau, qu'il possède à un haut degré, a entrepris de nous doter d'une série d'études sur nos primitifs, depuis les Carvaël, les de Baerze, les Broederlam jusques et y compris les Van Eyck.

Son volume est abondamment illustré de photographies inédites, de manière à charmer l'œil tout autant que l'imagination se complait à parcourir le texte.

Mais je désire m'arrêter ici, Messieurs, pour la raison

qu'à côté de moi se trouve l'une de nos gloires académiques à laquelle M. Fierens-Gevaert est uni par les liens de la plus étroite parenté. Il serait par conséquent indiscret et peu séant de parler plus abondamment du livre de ce jeune auteur en présence de son beau-père, d'autant plus que je ne pourrais que répéter ce qui est dans le sentiment de tous ceux qui ont pu apprécier la valeur des écrits du jeune et brillant auteur.

Tout ce que je puis ajouter, c'est que ce volume sur « La Renaissance septentrionale » est une des productions littéraires des plus sensationnelles du moment ; elle sera une des plus solides assises de la réputation de l'éminent écrivain d'art à qui nous devons, entre autres, des études sur l'art contemporain, sur Bruges (physiologie d'une ville), sur Van Dyck et sur Jordaens, sur le rôle des maîtres wallons dans la première Renaissance : Jean Pépin de Huy, Jean de Liège, André Beauneveu, et, enfin, un sensationnel rapport sur les artistes belges à l'étranger, présenté au Congrès international d'expansion économique mondiale de Mons en 1905, rapport dans lequel se trouvent les noms de tous les Belges qui ont aidé à la gloire de la Belgique à l'étranger depuis six siècles.

Chev. EDMOND MARCHAL.

JUGEMENT DU CONCOURS ANNUEL.

La Classe ratifie la proposition de ses commissaires qui ont jugé son concours annuel. Le prononcé du jugement aura lieu dans la séance du 23 novembre.



CLASSE DES BEAUX-ARTS.

Séance du 25 novembre 1905.

M. F.-A. GEVAERT, directeur, président de l'Académie.

M. H. HYMANS remplit les fonctions de secrétaire perpétuel.

Sont présents : MM. Max. Rooses, *vice-directeur* ; Éd. Fétis, Th. Radoux, G. De Groot, J. Robie, G. Huberti, le comte J. de Lalaing, J. Winders, Ém. Janlet, H. Maquet, Ém. Mathieu, Edg. Tinel, Louis Lenain, Xav. Mellery, Léon Frédéric, Ern. Acker, Ch. Van der Stappen, Fl. van Duyse, *membres* ; L. Solvay et V. Rousseau, *correspondants*.

M. le chevalier Marchal, secrétaire perpétuel, fait savoir qu'une indisposition l'empêche de se rendre à la séance.

MM. A. Danse, membre titulaire, et J. Brunfaut, correspondant, s'excusent de ne pouvoir y assister.

M. le Président, devant l'assemblée debout, prononce l'éloge de S. A. R. M^{re} le Comte de Flandre, dont les funérailles viennent d'être célébrées.

De l'assentiment unanime, une lettre de respectueuse condoléance sera adressée à S. M. le Roi et à la Famille Royale.

CORRESPONDANCE.

S. M. le Roi fait exprimer ses regrets de ne pouvoir assister à la séance publique.

— M. le Ministre de l'Agriculture, MM. les Présidents des deux Chambres ainsi que le bureau de l'Académie royale de médecine remercient pour les invitations qui leur ont été adressées pour la même solennité. M. le Ministre s'excuse en même temps de ne pouvoir y assister.

— M. P.-B. Gheusi fait hommage à la Classe d'une étude sur Florent Willems qu'il a publiée, avec illustrations, dans la *Nouvelle Revue*, numéro du 13 novembre 1905. — Remerciements.

JUGEMENT DES CONCOURS.

PARTIE LITTÉRAIRE.

Faire l'histoire, au point de vue artistique, de la sigillographie dans l'ancien comté de Flandre et l'ancien duché de Brabant.

*Rapport de M. le baron de Chestret de Haneffe,
premier commissaire.*

« Un mémoire en réponse à cette question a déjà été présenté en 1902. Jugé insuffisant, surtout en raison de l'absence complète de représentations graphiques, il ne

put mériter la palme, et la Classe décida de remettre la question au concours.

Un travail plus complet, portant la devise : *Secretum meum*, nous arrive aujourd'hui, enrichi d'une ample moisson de photographies.

De même que son devancier, l'auteur traite d'abord de la signification du sceau au moyen âge; de la matière, tant de la matrice que de l'empreinte; de la technique ou des procédés employés pour graver la matrice. Puis viennent huit chapitres consacrés spécialement à la Flandre et au Brabant; le premier n'est qu'un aperçu général, sans grande importance; les autres sont intitulés : *Type équestre* (hommes et femmes), *Type féminin* (la Vierge, les saintes, les dames nobles et les abbesses), *Type masculin* (ecclésiastiques, images des anges, sceaux militaires), *Type armorial*, *Type monumental*, *Type naval*, *Types divers*. Enfin, comme chez le premier concurrent, une annexe contient la liste alphabétique des graveurs de sceaux avec l'énumération de leurs œuvres.

Cette division, basée sur les divers genres des sujets traités, se comprend d'autant mieux qu'ici le sceau n'est envisagé qu'au seul point de vue de l'art. On y reconnaît en raccourci le plan adopté par Douët d'Arcq, dans ses *Éléments de sigillographie* (1); mais si, à la différence du savant archiviste français, l'auteur du mémoire n'avait pas à consacrer un chapitre spécial aux légendes, il était tenu du moins de les rendre exactement. C'est ce qu'il n'a pas toujours fait : à preuve le sceau de Godefroid, frère du duc de Brabant (fig. 283), qu'il attribue à Henri,

(1) *Archives de l'Empire. Collection de sceaux*, t. I, p. xvii.

fils du duc, et celui du bâtard Guillaume (fig. 472), qui n'était pas comte de Flandre, mais oncle du comte. Dans le même ordre d'idées, remarquons que Léon d'Aa (p. 164) n'était pas seigneur d'Aa, mais seigneur de Grimberghe. Ce ne sont là, dira-t-on, que des inadvertances; aussi me serais-je gardé d'en faire état si elles ne venaient à l'appui de ma conclusion.

En remettant la question au concours, la Classe a décidé, avec raison, que l'auteur ajouterait à son manuscrit des reproductions graphiques des sceaux les plus remarquables de chaque série. Feu M. Van Even, dans son rapport fait il y a trois ans, en proposait cent cinquante à deux cents; l'honorable M. Hymans ne voulait pas aller aussi loin. Que direz-vous lorsque vous saurez que le nouveau mémoire contient cinq cent quatre-vingt-cinq photographies, obtenues presque toutes, ou je me trompe fort, d'après les moulages de la collection des Archives générales du Royaume!

J'en conclus, tout invraisemblable que cela paraisse, que l'auteur n'a pas lu les rapports des commissaires chargés d'examiner le premier mémoire; et ce qui me confirme dans cette opinion, c'est qu'on ne voit pas figurer, dans son énumération des œuvres de Jean Heylen, le sceau *ad causas* de Louvain, signalé par M. Van Even.

Pour rester dans la mesure, il aurait dû tout d'abord écarter bon nombre de sceaux étrangers à son sujet. Page 214, on lit cette singulière phrase : « En terre flamande siégeaient les évêchés de Cambrai, de Téroüanne et de Tournai »; et l'auteur de pousser ses recherches sur toute l'étendue de ces trois diocèses. Passe encore pour Tournai et Téroüanne, qui furent pendant quelque temps soumis au pouvoir des comtes de Flandre; mais Cambrai

n'a jamais été ville flamande. Ensuite il importait de faire un choix parmi tant de photographies plus ou moins bien venues, et au lieu de les intercaler isolément dans le texte, où rarement elles figurent à leur place, il fallait les grouper sur des planches, de manière à en faciliter l'étude comparative et réduire les frais de la publication.

Je voudrais borner là mes critiques et n'avoir plus qu'à louer l'auteur de sa connaissance des arts du dessin, de l'esprit d'observation dont il donne maintes preuves, et du goût qui préside à ses jugements; mais comment passer sous silence les défaillances de style qui déparent son mémoire? Sans parler de l'orthographe du manuscrit, dont les fautes sont évidemment imputables au copiste, les constructions vicieuses, le mauvais emploi des temps, les mots impropres ou étranges y abondent. Ici (p. 30) un artiste *exprime* des empreintes de cire; là (p. 110) une effigie « *situe* à sa date (1257) différentes améliorations ». Plus loin (p. 263), un fantassin de la milice urbaine se transforme en « homme d'armes », c'est-à-dire en cavalier armé de toutes pièces; et toujours le vêtement connu sous le nom de cotte hardie devient une *cotardie* (1).

L'auteur, il est vrai, prie les membres de la Classe « de vouloir bien excuser tout à la fois et la négligence de son style, d'une rédaction trop hâtive, et le caractère incomplet de certains chapitres ». Il annonce ensuite qu'il s'applique dès ce moment à parer à ces incorrections. Mais, tout en prenant acte de sa bonne volonté, j'estime qu'après six années d'attente l'Académie a le droit d'exi-

(1) Nous avons indiqué sur le manuscrit quantité d'expressions défectueuses, et il y en a bien davantage.

ger un mémoire achevé, et qu'en tout cas son jugement doit porter non pas sur un travail en perspective, mais sur un projet réalisé.

Ma conclusion se devine aisément. Malgré les recherches consciencieuses de l'auteur et sa connaissance du sujet, je ne saurais proposer à la Classe de lui accorder le prix. L'honorable troisième commissaire, dont la compétence en esthétique est bien connue, vous dira si les qualités qui distinguent le mémoire sont assez éminentes pour contre-balancer les défauts que j'ai signalés. »

Rapport de M. Pirenne, deuxième commissaire.

« L'auteur du mémoire soumis au jugement de la Classe s'est livré à de longues recherches et a traité son sujet *con amore*. Son volumineux et consciencieux travail renferme plus d'une remarque utile et témoigne en tous cas d'un effort très sincère. Il me semble pourtant n'avoir pas répondu exactement à la question du concours. On lui demandait une histoire de la sigillographie en Flandre et en Brabant; il a fourni à l'Académie une description méthodique de sceaux, et ce n'est point la même chose. Car les problèmes précisément qui préoccupent l'historien n'ont point été abordés ou n'ont été qu'effleurés par lui. Il n'a point attaché une importance suffisante aux diverses influences qui ont exercé leur action dans le domaine qu'il a parcouru. Il signale bien l'intérêt que présenterait la comparaison des sceaux d'Allemagne et de France avec nos sceaux nationaux, mais après avoir indiqué ainsi l'un des points essentiels qui s'offraient à son étude, il semble le perdre de vue dans la suite de son

ouvrage. J'ajouterai que l'ordre chronologique, essentiel à toute enquête historique, n'a pu être suivi, en vertu du plan purement schématique adopté par l'auteur. En groupant les sceaux par types et non par époques, il s'est mis dans l'impossibilité de bien faire saisir les diverses étapes de leur développement. Et pourquoi débiter par l'examen du type équestre, puisque celui-ci n'apparaît qu'au XII^e siècle, c'est-à-dire à une époque déjà très tardive de l'histoire de la sigillographie? C'est encore un défaut de composition que d'avoir divisé chaque chapitre en deux compartiments étanches, consacré le premier au Brabant et le second à la Flandre. Il en résulte, en effet, que le lecteur ne peut que bien difficilement se faire une idée soit du caractère commun, soit des particularités que présente l'art sigillaire dans ces deux pays. Si l'auteur tenait absolument à cette division, il eût dû, en tous cas, donner à la Flandre le premier rang au lieu du second, puisqu'il constate très justement que l'évolution s'est opérée plus rapidement dans la région flamande que dans la région brabançonne.

Malgré la surabondance d'exemples qu'il fournit par endroits, le mémoire m'a paru, en revanche, mesurer trop parcimonieusement la place à des catégories de sceaux fort intéressantes et caractéristiques de nos contrées. Il aurait dû apporter plus d'attention aux sceaux des métiers, des villes, des corporations et à cette innombrable quantité de sceaux de bourgeois, appendus depuis le XIV^e siècle aux chartes privées, et qui lui eussent fourni la matière d'observations aussi instructives pour l'histoire de l'art que pour celle des mœurs. Il y aurait eu lieu également de consacrer quelques dévelop-

pements aux intailles antiques dont l'usage s'est perpétué si longtemps au moyen âge.

Le plus grave reproche, peut-être, que l'on pourrait adresser à l'auteur, c'est de n'avoir point cherché à fixer avec exactitude la date des sceaux qu'il étudie. Il lui arrive souvent d'attribuer à ceux-ci l'âge de la charte à laquelle il les a trouvés appendus. C'est ainsi, par exemple, qu'il décrit comme appartenant au XV^e siècle divers sceaux brugeois qui étaient déjà en usage cent ans auparavant. Le détail chronologique présentait pourtant ici, comme dans toutes les recherches relatives à l'histoire de l'art, une importance capitale.

Il en va de la sigillographie comme de la paléographie. L'une et l'autre doivent prendre nécessairement pour base des documents à date certaine. Sans doute, il est difficile de déterminer toujours avec précision l'année de la confection d'un sceau. On y arrivera pourtant, avec une approximation très suffisante, si l'on a soin de relever, dans la série des actes originaux scellés par un même prince ou par une même institution, les dates inaugurales de l'emploi des types nouveaux. Faute de n'avoir point procédé de cette manière, l'auteur en est réduit trop souvent à exprimer ses résultats sous une forme trop générale pour répondre aux exigences que l'on est en droit d'imposer à une monographie.

Je n'insisterai point sur l'insuffisance de la bibliographie et sur un certain nombre de menues erreurs (1).

(1) Il eût fallu citer les études spéciales de M. G. Des Marez sur les sceaux des métiers bruxellois (ANNALES DE LA SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE DE BRUXELLES, 1904) et celle de M. J. Cuvelier sur les sceaux de Bilsen (Hasselt, 1902). — Il est tout à fait inexact de dire que l'on

Elles achèvent de me ranger à l'avis du premier commissaire. Et pourtant, ce n'est pas sans regret que je souscris à ses conclusions. C'est du moins avec l'espoir que l'auteur continuera ses études et, pourvu d'une méthode plus critique, nous fournira quelque jour l'œuvre définitive que l'on peut attendre de son zèle. »

Rapport de M. Hymans, troisième commissaire.

« A ne l'envisager qu'au point de vue iconographique et descriptif, le mémoire portant pour devise : *Secretum meum* constitue un travail d'intérêt sérieux. L'auteur y rassemble, au nombre de plusieurs centaines, les types les plus remarquables de la sigillographie dans l'ancienne Flandre et l'ancien Brabant; il les commente en archéologue et les juge en artiste.

Il fait preuve, en outre, de connaissances assez étendues en héraldique, possède l'histoire du costume et son

n'a publié en Allemagne que des reproductions de sceaux impériaux. L'auteur eût dû connaître au moins : le *Sphragistisches Album* du prince de Hohenlohe-Waldenburg, les *Niederrheinische Städtiesel* d'Endrulat, les *Westphälische Siegel* de Philippi et Tumbült, les facsimilés de sceaux du Haut-Rhin publiés par la Société historique de Bâle, etc.

Page 4. Il est prouvé maintenant que les sceaux romains ne servaient pas seulement de cachets, mais aussi de moyen d'authentification. Voy. H. ERMAN, *Die Siegelung der Papyrusurkunden*. (ARCHIV FÜR PAPYRUSFORSCHUNG, t. I, pp. 68 sqq.)

Page 90. Il est faux que le sceau d'Arnoul de Flandre soit, « pour tous les pays », le premier en date des sceaux seigneuriaux.

vocabulaire. Si, comme l'observe l'honorable baron de Chestret de Haneffe, il fait emploi du mot « cotardie », pour « cotte hardie », plus généralement usité, à peine est-ce là une faute. Quicherat, dans son *Histoire du costume*, un livre faisant autorité, imprime invariablement « cotardie ».

La forme peut n'être pas à l'abri de toute critique : elle n'est point banale. Et c'est quelque chose dans une matière où se rencontrent à foison les mêmes éléments, où, dès lors, doivent se répéter, en quelque sorte inévitablement, les mêmes termes.

Comme œuvre historique et critique, le mémoire répond moins aux exigences du programme. Celui-ci, en effet, demande « l'histoire, au point de vue artistique, de la sigillographie dans l'ancien comté de Flandre et l'ancien duché de Brabant ».

Les sources de pareille étude devaient être, nécessairement, les œuvres elles-mêmes. L'auteur, fort intelligemment, a procédé à leur choix ; il l'a fait avec goût. Malheureusement, il s'est borné là. Il lui appartenait de nous renseigner, en outre, sur l'origine des spécimens, sur les personnages dont ils consacrent le souvenir et, particulièrement, de s'appliquer à la recherche de leurs créateurs. C'était le rôle de l'historien. Tâche certainement ardue, les sceaux, pour la plupart, étant anonymes. En revanche, les archives révèlent les noms de quantité d'artistes de nos provinces, ou venus de l'étranger dans nos provinces, associés à leur production.

L'auteur n'ignore pas ces noms ; il en relève près de cent recueillis par le comte de Laborde, par Pinchart, pour son précieux ouvrage : *Recherches sur la vie et les travaux de graveurs de médailles, de sceaux et de monnaies*

des Pays-Bas, mais il les relègue à la fin de son œuvre, omettant ainsi de les rattacher à aucun des types mis sous nos yeux.

N'importait-il pas de dire, par exemple, que si Pierre de Beckere travailla pour les ducs de Bourgogne en qualité de sigillographe, il créa surtout cette œuvre d'exceptionnelle valeur, le Tombeau de Marie de Bourgogne où, précisément, sur les faces du socle sont figurés en abondance, grandiosement conçus, des motifs héraldiques avec leurs supports, admirables de style ? L'étude de ces précieux éléments s'imposait au critique soucieux de se rendre compte de l'évolution de la sigillographie en Flandre.

De même fallait-il se livrer à un examen approfondi des œuvres de J.-B. Jonghelinx, autre sculpteur associé à la production de sceaux et de médailles et l'auteur du cénotaphe de Charles le Téméraire placé, comme le tombeau de sa fille, à Notre-Dame, à Bruges. Ici encore se présentaient de remarquables échantillons, devenant, par le fait même, des guides précieux.

D'autres noms d'artistes : Spinelli, ce Nicolas de Forzore, venu de Florence travailler pour Charles le Téméraire et de qui procède, sans nul doute, le cachet d'or trouvé sur le champ de bataille de Granson ; Jean Fouet ou Fovet (1), autre sigillographe attaché au service du duc de Bourgogne.

L'auteur, si patientes qu'aient été ses recherches, si

(1) Voir à ce sujet PINCHART, *Archives des arts, sciences et lettres*, t. III, p. 280.

dignes d'attention que soient les spécimens mis sous nos yeux, n'a fait, en somme, ainsi que le remarque M. Pirenne, qu'une partie du travail demandé par la Classe.

Il a dressé un inventaire illustré, recueil précieux à plus d'un titre, dont la publication mettrait les travailleurs en possession d'un outil de haute utilité. A supposer toutefois que l'Académie songeât à l'entreprendre, le mémoire aurait pour titre : « Répertoire figuré des sceaux de la Flandre et du Brabant » ; l'histoire de la sigillographie, dans l'ancien comté de Flandre et dans l'ancien duché de Brabant, resterait à faire.

Mes éminents confrères de la Classe des lettres ont émis, avec une autorité, une compétence auxquelles je ne saurais songer à prétendre, leur opinion sur la portée du travail au point de vue historique. Je m'incline devant leur avis motivé.

Pourtant, s'il ne m'est pas permis de conclure à l'octroi du prix, je tiens expressément à rendre hommage au mérite de ce travail, à la patience comme à la conscience qui ont présidé à son élaboration.

Et si je m'abstiens de solliciter pour lui une seconde mention, c'est afin de permettre à l'auteur de le représenter, en tenant compte des observations de mes honorables confrères et des miennes. En lui donnant toute la portée nécessaire, il aura bien mérité non seulement de l'Académie, mais de quiconque aspire à mieux connaître les sources de l'histoire nationale. »

La Classe adoptant les conclusions des rapports de ses commissaires n'a pas décerné le prix proposé.

La question sera remise au concours.

ART APPLIQUÉ.

PEINTURE.

La Classe partage le prix, d'une valeur de *huit cents francs*, entre MM. Victor Creten et Albert Hager, auteurs des projets *XX^e siècle* et *Un monogramme*.

Une *mention honorable* est votée à l'auteur du projet *Foi et conscience*, à la condition qu'il se fasse connaître.

GRAVURE EN MÉDAILLES.

Le prix, d'une valeur de *huit cents francs*, est partagé entre MM. Jules Jourdain et Julien Steppé, auteurs des projets *Ars longa, vita brevis* et *Un triangle cantonné de 4 points*.

La proclamation des résultats aura lieu en séance publique.

PRÉPARATIFS DE LA SÉANCE PUBLIQUE.

Conformément au règlement, M. Gevaert donne lecture du discours qu'il prononcera, en sa qualité de directeur, à la séance publique précitée. Il a pour sujet : *L'exécution musicale*.



CLASSE DES BEAUX-ARTS.

Séance publique du dimanche 26 novembre 1905.

M. F.-A. GEVAERT, directeur, président de l'Académie.

M. H. HYMANS remplace M. le chevalier EDM. MARCHAL, indisposé, dans ses fonctions de secrétaire perpétuel.

Le Bureau se compose, en outre, de M. G. Monchamp, directeur de la Classe des lettres, et de M. Max. Roose, vice-directeur de la Classe des beaux-arts.

Sont présents : MM. Éd. Fétis, Th. Radoux, G. De Groot, G. Huberti, Ch. Tardieu, le comte J. de Lalaing, J. Winders, Ém. Janlet, Ém. Mathieu, Edgar Tinel, L. Lenain, Léon Frédéric, Ern. Acker, Ch. Van der Stappen, Fl. van Duyse, *membres* ; L. Solvay et Victor Rousseau, *correspondants*.

Assistent à la séance :

CLASSE DES SCIENCES. — MM. C. Malaise, Alfr. Gilkinet, G. Van der Mensbrugghe, Michel Mourlon, Léon Frédéricq, Pol. Francotte et Paul Pelseneer, *membres* ; Th. Durand, *correspondant*.

CLASSE DES LETTRES. — MM. S. Bormans, T.-J. Lamy, A. Giron, E. Discailles, Polydore de Paepe et Jules Leclercq, *membres* ; Ern. Gossart, *correspondant*.

L'exécution musicale; discours prononcé par F.-A. Gevaert, directeur de la Classe, président de l'Académie.

Appelé cette année encore à prendre la parole dans une de nos séances académiques où l'art que je professe tient la plus large place, je me suis fait un devoir de choisir cette fois un sujet capable d'intéresser directement les personnes, aujourd'hui si nombreuses, qui recherchent les hautes jouissances de l'art musical. Mon allocution aura donc pour programme de déterminer, d'une manière sommaire, mais précise, les conditions spéciales dans lesquelles les grandes œuvres symphoniques et vocales sont transmises, au public de nos concerts et de nos théâtres. Le prélude rationnel propre à établir un tel thème doit consister évidemment à montrer en quoi la musique se distingue des autres manifestations esthétiques de l'activité humaine.

I

Personne n'hésite aujourd'hui à ranger la musique parmi les beaux-arts, et les académies fondées dans toutes les capitales européennes s'accordent pour donner aux musiciens une place à côté des architectes, des statuaires, des peintres et des graveurs. Cette association se justifie en ce qui concerne les personnes, les représentants des diverses branches de la production artistique.

Comme le peintre et le sculpteur, le musicien se donne pour but de réaliser les expressions du sentiment humain à l'aide des moyens spéciaux que lui fournit son art.

La réunion de ces activités si diverses dans un même milieu et en vue d'un travail commun se comprend moins si, laissant de côté les considérations de confraternité, on met en parallèle l'art des sons avec les arts de la forme et de la couleur. Séparée de la Poésie, sa sœur jumelle, la Musique se trouve représentée, à elle seule, dans la classe académique qui lui est assignée, l'une des deux grandes provinces de l'art : celle qui comprend les réalisations du sentiment au moyen du Son, du Verbe et du Geste.

Pour démontrer ma proposition, il suffira de relever une seule des différences essentielles entre les deux catégories d'art : la manière dont l'artiste établit et fixe son œuvre pour la livrer à la jouissance esthétique des hommes.

L'architecte, le statuaire, le peintre présente directement le fruit de son travail à la contemplation du spectateur, dont la personnalité, si humble qu'elle soit, se trouve en contact immédiat avec le produit du génie de l'artiste. Le premier touriste venu qui, débarqué au Pirée et arrivé dans Athènes, va se poser devant le Parthénon a devant les yeux, sinon l'œuvre intégrale d'Ictinos et de Phidias, du moins tout ce qui en reste aujourd'hui. S'il pousse jusqu'à Olympie, il pourra y contempler face à face l'Hermès, tel à peu près qu'il sortit, il y a plus de deux mille ans, de l'atelier de Praxitèle. Celui qui se rend à Gand pour y admirer la merveille de l'art pictural a devant les yeux le miraculeux rétable que Jean

van Eyck lui-même présenta aux regards stupéfaits des seigneurs bourguignons et des poorters gantois, le 6 mai 1432.

Quand il s'agit de musique, l'élaboration de l'œuvre et sa transmission au sens auditif s'opèrent ordinairement d'une manière beaucoup plus compliquée. L'élément premier de cet art étant d'ordre immatériel, le son, une vibration aérienne, un phénomène physique qui se dérobe à toute préhension tactile, le compositeur, pour assurer la durée de son œuvre et la transmettre aux absents, est forcé de prendre une voie détournée. Il la fixe au moyen d'une écriture figurative, qui exprime par des signes convenus, — des notes, — les deux parties constitutives de toute création musicale : la hauteur et la durée relative des sons dont elle se compose. Cette œuvre, immobilisée dans son écriture hiéroglyphique, existe virtuellement : *en puissance*, comme disent les philosophes. Mais pour passer à la vie réelle, pour mettre l'air en vibration et résonner à notre oreille, il faut — chaque fois — que le grimoire des notes musicales soit traduit par les sons de la voix humaine ou de la voix artificielle des instruments. En un mot, il faut l'acte individuel ou collectif de l'exécution : une seconde création puisqu'elle confère, pendant toute sa durée, le mouvement et la vie à ce qui, sans elle, n'a qu'une existence purement idéale.

Une condition analogue régit la poésie dramatique. Un Macbeth, un roi Lear, un Faust ne peut agir et vivre sous nos yeux que par la parole unie au geste. Dans un état primitif de la société il en était ainsi pour toute poésie chantée ou déclamée ; elle était communiquée aux auditeurs par la voix de l'aède ou du rhapsode. D'assez

bonne heure toutefois, la récitation publique ne fut plus indispensable; et de nos jours, où une instruction, au moins sommaire, est devenue l'apanage de la multitude, il s'est créé une poésie presque exclusivement destinée à la lecture solitaire ou, pour mieux dire, à l'*audition intérieure*, car les cacophonies verbales, telles qu'hiatus, vers faux, etc., sont aussi sensibles dans la lecture silencieuse que dans la récitation à haute voix. Néanmoins les artistes du verbe, un Flaubert, un José de Heredia, ne jugent définitivement leur période ou leur vers qu'après en avoir entendu la sonorité dans leur propre organe.

L'audition intérieure d'une cantilène exprimée par des notes musicales s'acquiert également sans grande difficulté par la seule lecture, excepté quand il s'agit d'une production polyphone. En ce cas, de beaucoup le plus fréquent, la lecture matérielle du discours musical se complique déjà singulièrement. Elle ne suit plus uniquement la ligne horizontale de la lecture des vocables ou de la notation homophone : elle doit être en même temps verticale. Tout en lisant la ligne mélodique de gauche à droite, le musicien doit embrasser du même coup d'œil, et de haut en bas, toutes les notes, tous les dessins mélodiques qui résonnent avec la cantilène principale. S'il a sous les yeux la partition d'une œuvre à la fois vocale et orchestrale, il doit en outre saisir chaque voix, chaque partie instrumentale avec son timbre particulier. Or ce mode de lecture, qui seul peut susciter l'audition intérieure d'un morceau de musique, faculté indispensable au compositeur, n'est pas à portée de la plupart des musiciens professionnels. Aussi n'existe-t-il pas d'autres productions musicales faites pour la seule lecture que les

exemples scolastiques des traités d'harmonie et de contrepoint. Plus encore que le poète et le prosateur, le compositeur aspire ardemment à éprouver l'impression sensorielle de son œuvre conçue et entendue en imagination, afin de juger si son rêve sonore a été pleinement réalisé. Conçoit-on la situation tragique de Beethoven, à la fin de sa vie, alors qu'il se voyait à jamais privé de l'audition physique de ses divines Symphonies ?

La nécessité de l'exécution effective se fait sentir surtout dans les productions vocales de style dramatique. Ce que le timbre vivant de la voix humaine peut ajouter à l'effet émouvant d'un chant expressif est incommensurable. La musique de Gluck ne fait sentir toute sa beauté que traduite par l'organe humain.

II

Dans la musique des Anciens, composée presque uniquement d'une ligne mélodique, le genre de productions le plus élevé, le chant à la cithare, ne nécessitait qu'un seul exécutant, à la fois chanteur et instrumentiste. Aussi l'art grec bornait-il son pouvoir à traduire des états d'âme simples, des sentiments déterminés. Voilà ce que nous apprend Aristote (1). Notre art européen, au contraire, création originale du moyen âge chrétien, musique polyphone par essence, c'est-à-dire formée d'un entrelacement continu et simultané de sons, de Jessins mélodiques,

(1) *Les problèmes musicaux d'Aristote*, publiés, traduits et commentés par F.-A. Gevaert et J.-C. Vollgraft. Gand, Hoste, 1903, pp. 318-321.

de rythmes et de timbres, a pour organe rationnel une collectivité d'exécutants. Parvenu depuis deux siècles au point culminant de son développement technique, et aujourd'hui en possession de tous ses moyens matériels, il s'est donné pour tâche d'exprimer non seulement les affections élémentaires du sentiment, mais la vie intégrale de l'âme humaine, le drame qui se joue au dedans de chacun de nous, la lutte sans cesse renaissante des forces opposées qui se disputent notre être.

Les plus puissantes expressions de notre art moderne, le Drame en musique, religieux ou profane, la Symphonie, réclament le concours d'un grand nombre d'exécutants, chanteurs, instrumentistes, suffisamment préparés à leur tâche technique.

Mais pour que le contenu musical de la partition se transmette nettement au sens auditif, pour que le caractère expressif du morceau devienne saisissable, il ne suffit pas que chaque exécutant interprète correctement les signes qu'il a devant les yeux, même en donnant aux dessins mélodiques l'accent voulu : il faut encore l'intervention d'une volonté unique personnifiée dans un chef ; d'abord pour qu'il inculque à ses coopérateurs subordonnés le style de l'œuvre, ensuite pour qu'il unisse tous ces talents épars dans une tâche commune, enfin pour qu'il donne, par l'acte matériel de la direction, une impulsion continue à la marche de l'ensemble.

L'homme naturellement qualifié pour un tel office est l'auteur de l'œuvre, quand il possède avec l'imagination créatrice la faculté de réalisation pratique (deux choses qui ne vont pas toujours ensemble). Il est alors dans la situation de l'architecte qui dirige la construction de l'édifice dont il a dressé le plan. Aux époques antérieures

de notre art polyphone et jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, alors que les grandes compositions vocales et orchestrales ne se répandaient guère hors du milieu qui les avait vues naître, c'était généralement le compositeur lui-même qui dirigeait les répétitions et l'exécution de ses œuvres. A notre époque, où les productions musicales de nos célébrités et celles des maîtres classiques trouvent un auditoire passionné jusque dans les contrées les plus lointaines, l'intervention personnelle du compositeur ne peut être qu'une exception. Ordinairement, on voit paraître au pupitre de la direction un chef d'orchestre qui se constitue l'interprète, le fondé de pouvoirs de l'auteur. Nous touchons là le point délicat de l'exécution musicale. Entre la création propre du maître et l'auditeur surgit un tiers, soit le virtuose individuel, s'il s'agit d'un solo, soit le chef, représentant de la collectivité des exécutants. La personnalité artistique de l'un et de l'autre se reflète nécessairement sur l'ouvrage exécuté, et y ajoute un élément adventice qui, en certains cas, peut aller jusqu'à dénaturer un chef-d'œuvre et en rendre la jouissance impossible à l'auditoire accouru pour l'entendre.

Cet état de choses indique les conditions techniques et les dons naturels que le directeur d'une exécution musicale est tenu de réunir dans sa personne, sous peine d'être inférieur à sa mission. De même que le compositeur, il doit posséder la faculté de l'audition intérieure, afin de pouvoir s'assimiler complètement des œuvres dont il n'a jamais eu l'audition physique. Il doit se montrer capable de remplacer, comme chef dirigeant, l'auteur, non seulement en donnant une interprétation fidèle du texte noté, mais encore en déterminant, par

son initiative propre, ce qu'aucun signe écrit ne saurait lui apprendre : l'accent vrai de la mélodie, le vrai mouvement, et, ce qui résume tout, le sentiment général qui pénètre la composition entière et lui donne cohérence et unité. Il est presque superflu de dire que ces qualités vitales, en partie mystérieuses, ne se révèlent clairement qu'à ceux qui, par une pratique quotidienne, ont vécu longtemps dans la familiarité des œuvres qu'ils entreprennent de produire devant le public.

III

Le chef dirigeant voit se restreindre ou s'agrandir son initiative, selon le genre de productions qu'il est appelé à interpréter, selon la période d'art à laquelle se rapportent les œuvres inscrites au programme.

Quand il s'agit du répertoire symphonique commençant avec Haydn, et que le chef dispose d'une phalange d'exécutants habiles, déjà individuellement initiés au style des maîtres classiques, sa tâche personnelle se trouve considérablement allégée. Les plus brillants bijoux de ce trésor musical ornent la mémoire de tous les artistes et de beaucoup de dilettantes. Les mouvements, le mode d'exécution des morceaux et leurs effets saillants sont connus et se reproduisent, à quelques nuances près, dans tous les grands centres musicaux ; sauf là où le chef d'orchestre vise à concentrer l'attention du public, plutôt sur sa personne que sur l'œuvre exécutée.

Si l'exécution a pour objet soit un drame en musique, soit toute autre composition réunissant le chant collectif ou individuel à une masse instrumentale, le conducteur

de l'ensemble cesse d'être simplement le chef de l'orchestre. Sa sphère d'action doit s'étendre et embrasser les deux éléments. Il a le devoir d'instruire et de guider les chanteurs aussi bien que les instrumentistes. Cependant, la plupart des chefs ne comprennent pas les choses ainsi : ils imposent aux chœurs une mesure rigoureuse, déduite de l'accompagnement instrumental ; mais ils abdiquent leur qualité de chef devant le chanteur virtuose qu'ils se résignent à suivre docilement, ne pouvant le diriger. Dans une dissertation, pleine d'intérêt, sur la direction de l'orchestre, écrite en 1869, Richard Wagner attribue la technique routinière des vieux *Kapellmeister* allemands, dans l'exécution des symphonies de Beethoven et de Mozart, à leur totale ignorance de l'art du chant (1). En effet, comment un chef d'orchestre peut-il enseigner à ses instrumentistes le phrasé et l'accentuation d'un dessin mélodique, s'il est incapable de montrer, par son propre exemple, de quelle manière la voix humaine, prototype de tout organe musical, module et détaille une mélodie ? Et comment pourrait-il, dans ces conditions, diriger l'exécution d'un drame musical, une *Alceste*, une *Armide*, de manière à émouvoir le public ?

Une tâche plus complexe encore s'impose à celui qui entreprend de mener à bonne fin l'exécution d'une des créations monumentales de la plus ancienne période classique : les Passions et Cantates d'église de Jean-Sébastien Bach, les Oratorios de Händel, les Psaumes de Marcello. Les partitions originelles de cette époque ne transmettent par leur notation explicite que la hauteur et

(1) *Ueber das Dirigiren*, dans les *GESAMMELTE SCHRIFTEN*, t. VIII, p. 341.

la durée des sons à exécuter par chaque genre de voix, par chacune des parties obligées de l'orchestre. Sauf les paroles du texte chanté et quelques signes d'accentuation pour les instruments, on y voit rarement les indications accessoires dont les partitions modernes sont si prodigieuses.

C'est au chef dirigeant qu'il appartient de déterminer, à l'aide des lumières puisées dans l'étude de l'œuvre, deux points importants de l'exécution sur lesquels la plupart des anciens documents restent muets : les mouvements et les nuances d'intensité sonore. C'est également au directeur de l'exécution de reconstituer un élément complémentaire de l'instrumentation primitive, lequel a disparu de l'orchestre depuis Haydn. Nous voulons parler de l'accompagnement en accords plaqués exécuté sur un instrument à clavier : il restait inexprimé par la notation musicale et abandonné à l'improvisation de l'organiste ou du claveciniste.

Pour s'expliquer ces omissions caractéristiques, si déconcertantes pour le lecteur néophyte, il faut se rappeler tout d'abord que le compositeur lui-même dirigeait ordinairement son œuvre et donnait l'impulsion à ses exécutants, toujours peu nombreux à cette époque. Un mouvement du bras ou de la main, un signe de la tête, un simple coup d'œil suffisait à commander les mouvements, à indiquer les nuances d'intensité, très sommaires alors. Ensuite il importe de savoir que l'auteur, tout en conduisant son œuvre, prenait à de certains moments part à l'exécution comme accompagnateur au clavier. Pour s'acquitter de sa double tâche sans avoir à redouter une défaillance de la mémoire, il se guidait sur une copie

de la partie instrumentale de basse, au-dessus des notes de laquelle il indiquait parfois en chiffres les accords successifs. Voilà l'origine de la Basse-continue, du remplissage harmonique que le compositeur variait suivant le nombre et le talent de ses musiciens, ou suivant sa fantaisie momentanée. Dans les conditions actuelles de nos orchestres et de nos masses chorales, cet accompagnement supplémentaire doit être fixé et noté tout au long, si l'on veut maintenir intacte l'instrumentation explicitement écrite par l'auteur : cette instrumentation si savoureuse, si saisissante d'originalité, avec ses timbres particuliers (violes de gambe, hautbois d'amour, cornet à bouquin, trompettes jouant à l'aigu) et avec son coloris si différent de celui de l'orchestre moderne.

Je n'ai pas besoin de rappeler aux personnes ici présentes l'impression qu'ont produite sur le public bruxellois les grandes créations de Bach et de Händel chaque fois que l'on a pu lui en donner une audition. Un effet semblable a été constaté partout où elles ont été exécutées de manière à faire ressortir leurs beautés.

IV

Cependant au dehors une voix des plus autorisées s'est fait entendre pour révoquer en doute l'opportunité des exécutions publiques consacrées à des œuvres appartenant à la période de l'ancien art classique. Un compositeur illustre de l'époque actuelle a dit (du moins en substance) : « Les œuvres chorales et instrumentales des Bach et des Händel sont d'admirables sujets d'étude pour nous autres musiciens, qui sommes capables de

nous en procurer l'audition en les lisant. Mais il ne s'ensuit pas de là que nous puissions, en conscience, les produire devant le public de nos concerts, *puisque aucune tradition technique relative à leur exécution ne nous est parvenue.* » Si cet argument était fondé, il faudrait se résigner à rayer du programme de nos concerts non seulement les productions de l'ancienne période classique, mais encore tout le répertoire symphonique antérieur à 1830.

Car, s'il est vrai qu'à Leipzig, et dans l'église même que le grand Bach avait comblée des trésors de son génie, ses merveilleuses compositions religieuses tombèrent dans un oubli profond dès la seconde génération; à Vienne, où vécurent Haydn, Mozart et Beethoven, la tradition du style d'exécution de leurs Symphonies s'est-elle maintenue pour se répandre de là dans les autres contrées de langue allemande?

Dans sa dissertation déjà mentionnée, Richard Wagner s'est chargé de répondre péremptoirement à cette question, en ce qui concerne le plus récent et le plus grand des trois maîtres symphonistes. Le génial poète-compositeur de l'*Anneau de Nibelung* nous apprend qu'au début de sa carrière, la *Neuvième symphonie* de Beethoven, qu'il avait entendue exécuter seulement en Allemagne, était pour lui « un problème insoluble », et qu'elle resta telle jusqu'au jour où il l'entendit à Paris, en 1839, exécutée par l'orchestre de la Société des Concerts, sous la direction d'Habeneck (1). « A ce moment-là, » dit-il, « les

(1) Pages 337 et suivantes. Ce fut le dimanche 10 février. Il put l'entendre encore le 8 mars 1840 et le 21 mars 1841. ELWART, *Histoire de la Société des Concerts*. Paris, Castel, 1860.

écaillés me tombèrent des yeux et tout s'éclaira dans mon esprit. » Ainsi, ce fut une simple association d'exécutants français qui, sans le secours d'aucune tradition, et uniquement guidée par un chef plutôt virtuose que savant musicien, avait su découvrir, grâce à des efforts inlassables, l'interprétation d'une œuvre symphonique aussi merveilleusement compliquée et longtemps aussi incomprise que son pendant littéraire, le second *Faust*. Ce fut cette même société qui donna à l'Europe entière, y compris l'Allemagne, le modèle de l'exécution pour toute la série des Symphonies de Beethoven. Dans une autre branche de l'art musical, ne sont-ce pas les chanteurs virtuoses réunis au Théâtre-Italien de Paris, vers 1849-1850, qui ont enseigné à leurs contemporains le style d'exécution, devenu aujourd'hui classique, des chefs-d'œuvre scéniques de Mozart : *Don Giovanni* et *Le Nozze di Figaro*?

Tenons donc pour certain que toute partition dictée par le génie, qu'elle soit ancienne ou moderne, révèle le secret de sa réalisation pratique à celui qui sait l'interroger assidûment et avec amour. Et gardons-nous de croire que les productions les plus élevées de l'art polyphone n'ont été conservées que pour une élite de professionnels isolés. Toute multitude recueillie, écoutant en silence, est apte à sentir le souffle du génie musical passer sur elle.

Qu'il me soit permis, à propos des auditions publiques de musique rétrospective, de m'arrêter encore un moment sur une idée émise en ces derniers temps, afin d'y rattacher mes conclusions.

On s'est demandé si l'on ne réaliserait pas complète-

ment le rêve du compositeur en reproduisant son ouvrage dans des conditions identiques à celles où il fut présenté à l'origine : c'est-à-dire avec un nombre égal d'exécutants, avec les mêmes engins sonores que ceux dont se servaient les musiciens de l'époque. Les personnes qui ont formulé ce *desideratum* ont perdu de vue que toute exécution musicale, au concert ou au théâtre, implique la réunion de trois intervenants : l'œuvre du maître, l'ensemble des exécutants (y compris leur chef) et l'auditoire. A supposer que l'on pût réunir le matériel instrumental requis pour une telle audition, les instrumentistes actuels pourraient difficilement se débarrasser de la technique perfectionnée qu'ils tiennent de leur maître pour adopter la manière rustique des symphonistes contemporains de Bach et de Händel. Mais en admettant qu'ils pussent y réussir jusqu'à un certain point, il reste à supputer l'effet qu'une exécution conçue d'après de telles données produirait sur un public du XX^e siècle. Pour que cet effet fût satisfaisant, il faudrait posséder le pouvoir d'opérer ce miracle : transformer par un coup de baguette les auditeurs de notre époque en un auditoire de 1730, avec toutes ses habitudes musicales, si peu exigeantes en matière de puissance sonore, de justesse instrumentale, de délicatesse et de nuances. Le résultat de la tentative serait apparemment aussi caricatural que si l'on s'avisait de représenter les drames de Shakespeare avec des poteaux indicateurs en guise de décors ; les pièces héroïques de Corneille et de Racine avec les perruques et les costumes portés par les acteurs tragiques sous Louis XIV. Que l'on se figure l'effet que produirait dans nos grandes salles de concert l'*Oratorio de Noël*

(pour ne pas parler de la *Passion selon saint Matthieu*) exécuté avec le personnel musical dont se contentait Bach : 21 instrumentistes, 12 chanteurs (1), total, trente-trois exécutants.

En musique, il y a impossibilité absolue à faire abstraction des besoins nouveaux qui se sont développés depuis bientôt un siècle, par l'accroissement continu des orchestres, par le perfectionnement mécanique des instruments à vent (qui leur a donné la justesse), par la virtuosité, devenue générale chez nos symphonistes : progrès dont nous devons faire bénéficier les chefs-d'œuvre du passé, si nous voulons mettre en lumière leur caractère grandiose, le coloris pittoresque de leur instrumentation, leur merveilleuse polyphonie. Agir autrement, ce serait les rendre intelligibles aux auditeurs cultivés et les discréditer aux yeux de la foule. On n'a le droit de troubler leur glorieux sommeil que pour les montrer dans tout leur éclat et les imposer à l'admiration des vivants. Si l'on doute d'y parvenir, la meilleure preuve de respect que l'on puisse leur donner, c'est de les laisser dormir en paix.

V

Concluons en nous reportant à notre point de départ. Le chef-d'œuvre ancien en musique n'est pas la statue taillée dans un bloc de pierre, la déesse marmoréenne

(1) SPITTA, *Johann-Sebastian Bach*, t. II, p. 75.

qui, debout, impassible sur son piédestal, voit passer devant elle les empires, les peuples, les générations, qui incline le même regard serein sur le Grec et le Barbare, et verse indifféremment les trésors de sa beauté sur son adorateur à genoux et sur le farouche Vandale qui s'avance pour la fracasser. — Non, c'est une création idéale qui, par moments, revêt une existence réelle et se mêle alors intimement à notre vie psychique et sentimentale. C'est la *Belle au bois dormant*, la princesse ensorcelée, sortant de son sommeil séculaire, sous le baiser du jeune prince qui l'aime, pour renaître à une vie nouvelle qu'elle partagera avec lui. Au moment de son réveil, dit la légende, elle apparaît à son libérateur dans le costume qu'il voyait, étant enfant, porter à son aïeule. Mais au jour solennel où leur union est consacrée devant l'autel, la belle ressuscitée se montre dans les riches atours des princesses contemporaines et parle le langage de la nouvelle génération.

Il en est ainsi d'une sublime œuvre polyphone, oubliée depuis longtemps. Après ce sommeil ininterrompu, elle sort de son inertie par l'acte d'un musicien qui s'est épris d'elle, sous son déguisement graphique. Tout en gardant intact son contenu musical, elle est obligée, pour entrer en communion avec son auditoire actuel, de se prêter à une réalisation technique plus affinée. A chacune de ses résurrections futures, elle s'ornera de beautés nouvelles; elle aura des accents plus persuasifs, plus pénétrants; et le parfum antique qui lui est inhérent ne fera qu'ajouter à son charme. La faculté de s'adapter à des conditions différentes de celles que l'auteur prévoyait est, en poésie dramatique comme en musique, la pierre de

touche des créations universelles et la plus sûre garantie de leur durée. Le *Roi Lear* et *Hamlet*, *OEdipe-roi* et *l'Orestie* émeuvent le spectateur dans leur mise en scène moderne, même à travers une traduction médiocre. Pareillement la *Passion selon saint Matthieu* et le *Messie*, exécutés dans nos salles de concert, avec un orchestre nombreux et des instruments perfectionnés, n'inspirent pas moins de recueillement à un public profane qu'ils n'en inspiraient primitivement aux fidèles réunis dans une église. A mesure qu'ils reculent dans le passé, les vrais chefs-d'œuvre grandissent et s'enrichissent, dans notre imagination, de toute l'activité artistique et intellectuelle qu'ils ont suscitée autour d'eux.

On est ainsi amené à les assimiler aux plus nobles produits du règne végétal, qui croissent et se développent en vertu de la force vitale déposée dans leur germe et de l'impulsion qu'ils reçoivent sans cesse du milieu ambiant. Un des plus brillants publicistes français de notre époque, M. de Vogüé, a éloquemment amplifié ce parallèle, il n'y a pas longtemps, dans une page que vous me saurez gré de vous redire littéralement (1).

« Une œuvre d'art, dit-il, si elle naît viable, est un organisme comme les autres, qui se développe, grandit et fructifie avec le temps. Il n'y a pas de commune mesure entre l'enfant et le vieillard, quand même celui-là devrait un jour atteindre ou dépasser celui-ci; il n'y en a pas entre le petit plant de chêne et l'arbre magni-

(1) *Sur la Puissance des Ténébres*, de TOLSTOI, dans la REVUE DES DEUX-MONDES de 1888, t. I, p. 439.

fique, trois fois séculaire, qui l'abrite de son ombre. Les deux glands qui leur donnèrent naissance contenaient peut-être en germe la même puissance de développement, mais rien ne peut remplacer le travail des siècles. Durant ces siècles, le vieil arbre a tiré, pour se les approprier, les meilleurs sucres de tout le pays d'alentour; ils ont centuplé sa force première. Ainsi l'œuvre d'art : sa vie s'accroît incessamment de notre vie, de nos pensées, de nos rêves; chaque génération qui passe enrichit de sa substance la moelle et la frondaison du géant. En sera-t-il de même pour cette jeune pousse? — Oui, si elle vit. — Mais combien vivra-t-elle? Jusqu'à quelle taille? — Nous l'ignorons. Nous savons seulement que rien ne reste immobile, dans l'état de création première. La loi de mouvement, d'accroissement et de décadence, cette loi gouverne tous les êtres, ceux du monde intellectuel comme ceux du monde physique. Donc nous ne pouvons pas comparer les valeurs, changeantes avec la durée. Mais nous pouvons comparer l'esprit, les tendances. Nous pouvons dire à l'inspection des premières feuilles : ce petit plant est de la famille du chêne, non de celle du saule ou du tremble. »

Semblablement, pour en revenir à la musique, un homme sagace et doué de flair pourra dire après avoir entendu l'œuvre de début d'un compositeur : Voilà ce qui nous promet un symphoniste, ou bien : Voilà qui dénote un futur compositeur de théâtre, — rien de plus. Aucun enfant mâle n'est venu au monde grand homme. Aucune production d'art ne peut être proclamée chef-d'œuvre le jour où elle paraît pour la première fois à la lumière du jour. Mais hâtons-nous

d'ajouter que rien ne nous autorise à supposer que l'atmosphère du XX^e siècle soit devenue irrespirable pour le génie musical ; les miracles que les deux derniers siècles ont vu s'accomplir dans ce domaine artistique peuvent se reproduire aujourd'hui ; et il est de notre devoir de ne pas entraver leur accomplissement par notre manque de foi, de bonne volonté.

C'est une outrecuidance que de formuler un jugement défavorable fondé uniquement sur son impression personnelle, surtout lorsqu'il s'agit d'un genre de production qui passe devant notre sens auditif comme passe devant nos yeux un paysage vu de l'intérieur d'un wagon en train express. Le musicien en particulier doit s'abstenir de juger sommairement — et défavorablement — l'œuvre d'un jeune confrère, si elle ne lui est connue que par une seule audition. Un développement ultérieur est toujours possible quand le don indispensable s'appuie sur un fonds solide de qualités techniques. Songeons que Gluck n'a fait son premier chef-d'œuvre, *Orphée*, qu'à l'âge de 50 ans...

C'est dans ces sentiments de bienveillance et d'espoir que je vous engage à écouter l'œuvre couronnée de notre jeune compatriote, dont l'audition nous réunit aujourd'hui.

Le public qui m'a écouté patiemment voudra bien m'excuser, j'espère, si j'ai abusé de sa longanimité et retardé un peu trop le moment le plus attendu et le plus attrayant de cette séance.

M. le Président donne ensuite la parole à M. H. Hymans, pour la proclamation des résultats des concours et des élections.

CONCOURS ANNUEL DE 1905.

PARTIE LITTÉRAIRE.

Un mémoire a été reçu en réponse à la question suivante :

Faire l'histoire, au point de vue artistique, de la sigillographie dans l'ancien comté de Flandre et le duché de Brabant.

L'auteur devait ajouter à son manuscrit des reproductions graphiques des sceaux les plus remarquables de chaque série.

La Classe, adoptant les conclusions des rapports de ses commissaires, n'a pas décerné le prix proposé.

La question sera remise au concours.

ART APPLIQUÉ.

(Ces concours sont uniquement réservés aux Belges de naissance ou naturalisés.)

PEINTURE.

On demande le projet d'une frise décorative représentant un Retour de chasse aux temps préhistoriques.

Le projet, exécuté en couleurs, devait être sur châssis

et avoir 1^m20 de largeur sur 50 centimètres de hauteur.

Neuf projets ont été reçus.

Le prix, d'une valeur de *huit cents francs*, est partagé entre MM. Victor Creten, à Bruxelles, et Albert Hager, artiste peintre, à Forest.

Une mention honorable est accordée au projet portant pour devise : *Foi et conscience*. L'auteur est prié de se faire connaître, s'il accepte cette distinction.

GRAVURE EN MÉDAILLES.

On demande une médaille destinée à perpétuer la mémoire de Marie-Henriette, Reine des Belges.

Les projets, en plâtre ou en cire (face et revers), devaient être du module de 30 centimètres de diamètre.

Quatre projets ont été reçus.

Le prix, d'une valeur de *huit cents francs*, est partagé entre MM. Jules Jourdain, sculpteur à Bruxelles, et Julien Steppé, à Saint-Gilles lez-Bruxelles.

—

PRIX DU GOUVERNEMENT POUR 1905.

—

Comme suite aux délibérations des jurys de ces concours, les résultats sont les suivants :

GRAND CONCOURS D'ARCHITECTURE.

Premier prix, à M. Servais Mayné, né à Ixelles, élève de l'Académie royale des beaux-arts de Bruxelles;

Second prix, à M. Mario Knauer, né à Liège, élève de la même Académie;

Mention honorable, à M. Jean-R. Vanhoenacker, né à Courtrai, élève de l'Académie royale des beaux-arts d'Anvers.

GRAND CONCOURS DE COMPOSITION MUSICALE.

Premier prix, à l'unanimité, à M. Louis-Florentin Delune, né à Charleroi;

Second prix : A. à l'unanimité, à M. Herberigs, né à Gand; B. à M^{lle} Berthe Busine, née à Anvers;

Mention honorable, à M. Édouard Verheyden, né à Anvers.

La séance s'est terminée par l'exécution de la cantate (*La mort du Roi Reynaud*), de M. L.-F. Delune, premier prix à l'unanimité du grand concours de composition musicale de 1905. — Poème de M. Eug. Landoy, homme de lettres, à Anvers.

OUVRAGES PRÉSENTES.

de Borchgrave (le baron Émile). Mesures prises en Autriche et en Hongrie pour favoriser l'expansion économique à l'étranger. Bruxelles, 1905; extr. in-8° (14 p.).

Duyse (Flor. van). Het oude Nederlandsche lied. Wereld-

lijke en geestelijke liederen uit vroegeren tijd. Teksten en melodien, 2^{de} deel. La Haye-Anvers, 1904; in-8°.

Marchal (le chevalier Edmond). L'ancien Palais de Bruxelles et ses hôtes princiers. Bruxelles, 1903; in-8° (66 p., 3 fotogr.).

Monchamp (Georges). Deux réunions conciliaires en Gaule, en 346. Bruxelles, 1903; extr. in-8° (23 p.).

Vercoullie (J.). Werken van Zuster Hadewych. III : Inleiding, varianten, *errata*. Gand, 1903; in-8° (1-20 p.).

Grojean (Oscar). Sainte-Beuve à Liège. Lettres et documents inédits. Bruxelles-Paris, 1903; petit in-8° (66 p.).

Feller (Jules). Règles d'orthographe wallonne adoptées par la Société liégeoise de littérature wallonne. Liège, 1903; in-8° (72 p.).

— La philologie wallonne. Liège, 1903, in-8° (8 p.).

Gauchat (L.). Projet d'un glossaire des patois de la Suisse romande. In-4° (3 p.).

Glossaire des patois de la Suisse romande. Rapports annuels, 1899-1904. Neuchâtel, 1900-1903; 6 br. in-8°.

Carton de Wiart (H.). Pourquoi et comment défendre nos paysages? Bruxelles, 1903; extr. in-8° (29 p.).

Diegerick (A.). Les archives de l'État à Gand et le château de Gérard le Diable. Bruxelles, 1903; in-8° (14 p.).

De Decker (Josué). Contribution à l'étude des vies de Paul de Thèbes. Gand, 1903; in-8° (87 p.).

Bertrand (Louis). Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830, 2^e série. Bruxelles, 1903; in-8°.

Gheusi (P.-B.). Florent Willems. (Pages illustrées.) [*La Nouvelle Revue*, 15 novembre 1903.] Paris, in-8° (16 p.).

Schoolmeesters (Herman). La politique douanière équitable ou le système d'équilibre. Rapport présenté au Congrès international d'expansion économique mondiale de Mons. Bruxelles, 1903; extr. in-8° (24 p.).

Fierens-Gevaert (H.). La Renaissance septentrionale et les premiers maîtres des Flandres. Bruxelles, 1905; pet. in-4° (223 p., phototypies et planches hors texte).

— Le rôle des maîtres wallons dans la première Renaissance des Valois : Jean-Pepin de Huy, Jean de Liège, André Beauneveu (XIV^e siècle). Liège, 1905; extr. in-8° (12 p. et 1 fig.).

— Les artistes belges à l'étranger. Rapport au Congrès d'expansion économique mondiale. Bruxelles, 1905; extr. in-8° (14 p.).

Saroléa (Charles). Essais de littérature et de politique. Première série, avec une préface de M. Emile Faguet. Bruxelles-Londres, 1905; in-12 (viii-391 p.).

BRUXELLES. *Commission royale des Monuments*. Assemblée générale du 10 octobre 1904. Présidence de M. Lagasse-de Lochet, 1904; in-8°.

— *Commission centrale de statistique*. Exposé de la situation du Royaume, de 1876 à 1900, 1^{er} fascicule.

LIÈGE *Société de littérature wallonne*. Projet de dictionnaire général de la langue wallonne. Liège, 1903-1904; in-8° (36 p.).

BRUGES. *Société d'Émulation*. Cartulaire de l'ancienne Estaple de Bruges, tome III, par Gilliodts-Van Severen. Bruges, 1905; in-8°.

. FRANCE.

Lehr (Ernest). Éléments de droit civil anglais, 2^e édition, revue avec la collaboration de l'auteur, considérablement augmentée et mise au courant de la législation, de la jurisprudence et de la bibliographie, par Jacques Dumas, tomes I et II. Paris, 1906; 2 vol. in-8°.

Pariset (E.). La médaille énigmatique. Lyon, 1905; extr. in-8° (29 p.).

Rivière (Émile). Les parois gravées et peintes de la grotte de la Mouthe (Dordogne), 2^e édition. Paris, 1905; in-8° (26 p., 2 pl.).

— Discours au Congrès préhistorique de France, session de Périgueux, le 26 septembre 1905. Paris, 1905; in-4° (8 p.).

— Quelques mots sur la grotte de Liveyre (Dordogne). 1905; in-8° (3 p.).

de la Ville de Mirmont (H.). Le poète Lygdamus. Étude critique suivie d'une édition et d'une traduction des élégies. Louvain-Paris, 1904; in-8° (91 p.).

Monod (Gabriel). Jules Michelet. Étude sur sa vie et ses œuvres, avec des fragments inédits. Paris, 1905; in-12 (383 p.).

Busken-Huet (C.). Het land van Rubens, Belgische reis-herinneringen. Derde druk met eene inleiding van Max Rooses. Harlem, 1905; in-8° (xv-435 p.).

Romdahl (Axel-L.). Pieter Brueghel der ältere und sein Kunstschaffen. Vienne, 1905; in-4° (44 p.).

ZURICH. *Bulletin* du Glossaire des patois de la Suisse romande. 1902, n^{os} 1 et 2. In-8°.

ERRATUM.

Page 789, dernière ligne, au lieu de : *Académie royale des beaux-arts de Paris*; lisez : *Académie des beaux-arts de Paris*.

ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE

BULLETIN

DE LA

CLASSE DES LETTRES

ET DES

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

ET DE LA

CLASSE DES BEAUX-ARTS

1905. — N° 12

CLASSE DES LETTRES

ET DES

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

Séance du 4 décembre 1905.

M. G. MONCHAMP, directeur.

M. le chevalier EDM. MARCHAL, secrétaire perpétuel.

Sont présents : MM. Paul Thomas, *vice-directeur* ;
S. Bormans, T.-J. Lamy, L. Vanderkindere, le comte
Goblet d'Alviella, F. vander Haeghen, Ad. Prins, A.
Giron, Paul Fredericq, G. Kurth, Ch. Mesdach de ter

Kiele, H. Denis, le baron Descamps, E. Discailles, Ch. Duvivier, V. Brants, Polydore de Paepe, Aug. Beer-naert, Ch. De Smedt, A. Willems, Jules Leclercq, M. Wilmotte, D. Mercier, H. Pirenne, *membres*; J. Lameere, A. Rolin, M. Vauthier, Franz Cumont et G. de Greef, *correspondants*.

M. E. Gossart a excusé son absence pour motifs de santé.

M. le Directeur, devant l'assemblée debout, fait savoir que M. le président Gevaert, d'accord avec M. le Secrétaire perpétuel, a adressé au Roi, protecteur de l'Académie, une lettre de condoléance au sujet de la mort de S. A. R. M^{re} le Comte de Flandre.

La Classe s'associe à ce deuil national et rend un hommage ému à la mémoire du frère de l'Auguste Souverain.

CORRESPONDANCE.

M. C. D. af Wirsén, président du Comité Nobel de l'Académie suédoise, envoie les statuts et la circulaire relatifs au prix de littérature.

— M. Paul Fredericq soumet à l'appréciation de la Classe un mémoire intitulé : *Het Nederlandsch proza in de zestiende eeuwse pamfletten uit den tijd der beroerten, met eene Bloemlezing (1566-1600) en een aanhangsel van liedjes en gedichten uit dien tijd*. — Commissaires : MM. Vercoulle et Willems.

— Hommages d'ouvrages :

1^o *Le chanoine Daris*; par M^{re} le vicaire général Mon-

champ. L'auteur rappelle que l'honorable chanoine fut un canoniste et un historien de mérite, et il ajoute que son caractère moral lui avait conquis l'universelle sympathie;

2° a) *La Conférence internationale de Berne, mai 1905*;
b) *Le baron Carl von Vogelsang (1815-1890) et la réorganisation sociale corporative en Autriche*; par Victor Brants;

3° *Chronique polaire*; par Jules Leclercq;

4° *Un nouvel ouvrage sur Rabelais*; par Maurice Vauthier;

5° *Erasmus Causse, een Kortrijksche schrijver en kunstenaar (1660-1758)*; par le baron de Béthune;

6° *Le droit subjectif individuel et social*; discours de rentrée à la Cour d'appel de Liège, en 1905, par le premier avocat général H. Delwaide.

— Remerciements.

ÉLECTIONS.

La Classe procède à l'élection d'un associé de la Section d'histoire et de littérature en remplacement de M. Jules Oppert, décédé.

Les suffrages se portent sur M. W. Bang, professeur de philologie et de littérature anglaise à l'Université de Louvain.

Elle procède ensuite à l'élection de sa Commission spéciale des finances pour 1906. MM. Bormans, de Paepe, baron Descamps, Giron et Lamy sont réélus.



CLASSE DES BEAUX-ARTS.

Séance du 7 décembre 1905.

M. F.-A. GEVAERT, directeur, président de l'Académie.

M. le chevalier EDM. MARCHAL, secrétaire perpétuel.

Sont présents : MM. Max. Rooses, *vice-directeur* ;
Éd. Fétis, G. De Groot, H. Hymans, J. Robie, G. Hu-
berti, Ch. Tardieu, le comte J. de Lalaing, J. Winders,
Ém. Janlet, H. Maquet, Ém. Mathieu, Eug. Smits,
Edg. Tinel, Louis Lenain, Xav. Mellery, Léon Frédéric,
Ern. Acker, Ch. Van der Stappen, Flor. van Duyse,
membres ; L. Solvay et Jan Blockx, *correspondants*.

MM. J. Brunfaut et V. Rousseau ont excusé leur
absence.

CORRESPONDANCE.

M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction
publique transmet l'ampliation de l'arrêté royal du
25 novembre dernier qui l'autorise à accepter, au nom
de l'État, le legs fait par M. Jules Raeymaekers en faveur
des artistes désireux de faire des études de paysage en
Ardenne et qui auraient été jugés dignes de cette faveur
par l'Académie. (Voir ci-après, p. 898.)

— M. Victor Dieu, premier prix du grand concours de gravure de 1901, envoie son avant-dernier rapport (voyage en Hollande). — Renvoi à l'examen de MM. Lenain, Tardieu et Hymans.

— M. Ferd. vander Haeghen, secrétaire-trésorier de la Commission de la *Biographie nationale*, fait savoir que, en séance du 25 novembre, M. Hymans a été élu président en remplacement de M. G. Dewalque, décédé. M. Van der Mensbrugghe de la Classe des sciences a été élu vice-président.

— La Classe des beaux-arts, s'associant à la Manifestation qui aura lieu le dimanche 10 décembre, à Gand, à la mémoire de Paul De Vigne et Liévin De Winne, invite MM. Mathieu, directeur du Conservatoire royal de Gand, et H. Hymans, Conservateur en chef de la Bibliothèque royale de Belgique, à bien vouloir la représenter officiellement à cette solennité.

RAPPORTS.

Il est donné lecture des appréciations suivantes :

1° De MM. Winders, Janlet et Acker sur le premier rapport, avec quatre planches, de M. Vanneck, prix Godecharle pour l'architecture en 1903;

2° Des mêmes commissaires sur le deuxième rapport (séjour à Paris) de M. Triphon De Smet, premier prix du grand concours d'architecture en 1902;

3° De MM. Rooses, Hymans et Van der Stappen sur le deuxième rapport (séjour à Rome) de M. Ferdinand Gysen, premier prix du grand concours de sculpture de 1903.

Ces appréciations seront envoyées à M. le Ministre de l'Agriculture pour être communiquées aux intéressés, selon l'article 16 du règlement pour les grands concours dits prix de Rome et les concours Godecharle.

Legs Jules Raeymaekers.

LÉOPOLD II, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Vu l'extrait délivré par le notaire Ouverleaux-Lagasse, de résidence à Bruxelles, du testament de feu M. Jules Raeymaekers, artiste peintre à Houffalize, portant :

« Ce testament annule tous les testaments antérieurs...

» J'institue pour mon légataire universel mon excellent ami...

» Je donne et lègue à...

» 3° L'usufruit de ma petite maison d'Houffalize.

Codicille.

» Mon intention était de léguer ma maison d'Houffalize à l'Académie royale de Belgique afin que cette maison servit de résidence à des artistes désireux de faire des études de paysage en Ardenne et qui auraient été jugés dignes de cette faveur par l'Académie.

» Dans ma pensée, chacun des artistes désignés ne pourrait occuper la maison pendant plus de deux années et ils ne pourraient, dans aucun cas, modifier l'usage actuel des places composant l'immeuble.

» Je tiens essentiellement que cette maison soit habitée avec le même soin que je l'habitais moi-même.

» L'Académie royale de Belgique ne jouissant pas du privilège de la personnalité civile, il ne m'est pas possible de réaliser mon projet dans les conditions où j'aurais voulu le faire.

» Je donne et lègue, en conséquence, ma maison d'Houffalize à l'État belge, et je désire que celui-ci mette cette maison à la disposition de l'Académie royale de Belgique afin que celle-ci désigne les artistes qui pourront gratuitement l'occuper. Au cas où l'État belge accepterait ce legs, je lui donne et lègue aussi ma maison située rue du Billard, à Molenbeek-Saint-Jean, n° 40, dont les revenus serviront à l'entretien de ma maison d'Houffalize..., l'excédent de ces revenus devant former au bout d'un certain nombre d'années une bourse d'études pour des jeunes peintres désignés par l'Académie royale de Belgique.

» Au cas où l'État belge accepterait ce legs, je désire qu'il réalise ma pensée ci-dessus exprimée.

» Si l'État belge refuse d'accepter le legs de ma maison d'Houffalize pour l'affecter au but ci-dessus exprimé, ce legs sera nul et non avenu, et il y aurait lieu de ne tenir compte quant à cette maison ainsi que de la maison n° 40, rue du Billard, dont les revenus devaient servir à l'entretien de la maison d'Houffalize, que des dispositions de mon testament.

» Il doit être entendu pourtant que le présent codicille ne modifie en rien le legs d'usufruit de ma maison d'Houffalize que j'ai fait à..., dans mon testament précité, et que les revenus de la maison n° 40, rue du Billard, lui seront également affectés en usufruit.

.

» Dans le cas où l'État accepterait ce legs dans les conditions décrites, les meubles meublants resteraient à la maison, ou bien mon légataire universel pourrait en disposer en les remplaçant par d'autres. Je répète qu'en tous cas, toutes les œuvres d'art lui appartiendront. L'excédent des revenus de la maison n° 40, rue du Billard, pourrait, au choix de l'Académie, être affecté aux artistes qui occuperaient la maison d'Houffalize.

.

» Les meubles et les panneaux attachés aux murailles doivent rester en place pendant toute la durée de l'usufruit. Si l'un ou plusieurs des passages de mon testament soulevait des difficultés ou des interprétations différentes, je veux qu'on s'en rapporte à l'avis de M. Félix Ouverleaux-Lagasse, qui connaît mes intentions. »

Vu l'avis émis par la Classe des beaux-arts de l'Académie royale de Belgique ;

Considérant que l'Académie des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique forme un établissement public dont la personnification se confond avec celle de l'État ;

Vu le rapport de Notre Ministre des Finances et des Travaux publics ;

Vu les articles 910 et 937 du Code civil ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ARTICLE PREMIER. — Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique est autorisé à accepter, au nom de l'État, le legs fait par M. Jules Raeymaekers et aux fins indiquées par le testateur.

ART. 2. — Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Laeken, le 25 novembre 1905.

(S.) LÉOPOLD.

Par le Roi :

*Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Instruction publique,*

(S.) J. DE TROOZ.

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

Brants (V.). Le baron Carl von Vogelsang (1815-1890) et la réorganisation sociale corporative en Autriche. Louvain, 1905; extr. in-8° (38 p.).

— La Conférence internationale de Berne, mai 1905. Paris, 1905; extr. in-8° (7 p.).

Leclercq (Jules). Chronique polaire. Bruxelles, 1905; extr. in-8° (15 p.).

Vauthier (Maurice). Un nouvel ouvrage sur Rabelais. Liège, 1905; in-8° (14 p.).

Monchamp (Georges). Le chanoine Daris. Liège, 1905; in-8° (27 p.).

vander Haeghen (F.). Bibliotheca Belgica : Bibliographie générale des Pays-Bas, livraison 119-121. 1905.

GAND. *Kon. Vlaamsche Academie.* De Keuren van Hazebroeck van 1336, met aantekeningen en glossarium; door Edw. Gailliard, deel V, 1905.

— Bibliographie van den Vlaamschen taalstrijd, door Th. Coopman en Jan Broeckaert, deel II, 1845-1852. 1905.

BERLIN. *Archaeologische Gesellschaft*. 65. Programm zum Winckelmannsfeste : Echelos und Basile, attisches Relief aus Rhodos in den königlichen Museen. Berlin, 1905; in-4°.

FRANCE.

BESANÇON. *Société d'émulation*. Mémoires, volume VIII, 1903-1904.

CHAMBÉRY. *Société savoissienne*. Mémoires et documents, tome XLIII, 1^{er} fascicule, 1905.

CHALONS-SUR-SAÔNE. *Société d'histoire et d'archéologie*. Mémoires, 2^e série, tome I, 1^{re} partie, 1905.

LIMOGES. *Société archéologique et historique*. Bulletin, tome LIV, 2^e livr., 1905.

PARIS. *Société de l'histoire de France*. Annuaire-Bulletin, 1904. — Lettres de Charles VIII, roi de France, tome V, 1905.

ROUEN. *Société libre d'émulation*. Bulletin, 1904.

TOULOUSE. *Académie de législation*. Recueil, 1904.

SAINT-OMER. *Société des Antiquaires de la Morinie*. Cartulaire de la chartreuse du Val de Sainte-Aldegonde, près Saint-Omer. (Ms. 901 de la Bibliothèque de Saint-Omer.) Analyse et extraits publiés avec un appendice et les listes des prieurs et procureurs du couvent, par Justin De Pas. 1905; in-4°.

Valentin du Cheylard (R.). Découverte à Annonay (Ardèche) de monnaies féodales, royales et étrangères. Genève, 1905; in-8° (28 p.).

MESSINE. *R. Accademia Peloritana*. Atti, volume XX, fascicule 1 (1905-1906).

BOIS-LE-DUC. *Provinciaal Genootschap van kunsten en wetenschappen in Noordbrabant.* *Analecta Gysberti Coeverincx*, pars II (G. Van den Elsen en W. Hoevenaars). 1905 ; in-8°.

Rosa (Alexandre). *Numismatica : Los países bajos y Francia en America (siglo XVII).* Buenos-Ayres, 1905 ; in-8° (60 p.).

La Bibliothèque de l'Académie a reçu, en outre, pendant l'année 1905, les Revues et les publications des Institutions savantes qui suivent :

Anvers. *Académie royale d'archéologie.* — *Société royale de géographie.*

Bruges. *Société d'émulation.*

Bruxelles. *Analecta Bollandiana.* — *Bibliographie de Belgique.* — *Commission royale d'histoire.* — *Commissions royales d'art et d'archéologie.* — *Fédération artistique.* — *Institut international de bibliographie.* — *Revue bibliographique belge.* — *Revue de Belgique.* — *Revue générale.* — *Sociétés : d'archéologie, d'architecture, royale belge de géographie, de librairie, royale de numismatique.*

Enghien. *Cercle archéologique.*

Gand. *Koninklijke Vlaamsche Academie.* — *Société d'histoire et d'archéologie.* — *Willemsfonds.*

Liège. *Institut archéologique.* — *Revue de l'instruction publique.* — *Wallonia.*

Louvain. *Le Musée belge.* — *Le Muséon.* — *Revue néoscolastique.* — *Revue d'histoire ecclésiastique.* — *Revue sociale catholique.* — *Bulletin bibliographique et pédagogique.*

Maredsous. *Abbaye.*

Namur. *Société archéologique.*

Saint-Nicolas. *Cercle archéologique du Pays de Waes.*

Termonde. *Cercle archéologique.*

Verviers. *Société d'archéologie et d'histoire.*

Berlin. *Gesellschaft für Erdkunde*. — *Verein für Geschichte der Mark Brandenburg*.

Budapest. *Statistisches Bureau*.

Gotha. *Geographische Anstalt*.

Hanovre. *Historischer Verein*.

Vienne. *Geographische Gesellschaft*.

Albany. *University of the State of New York*.

Buenos-Ayres. *Bulletin mensuel de statistique municipale*.

Lima. *Sociedad geographica*.

Mexico. *Estadística general*.

Montevideo. *Direction générale de la statistique*.

New-York. *Geographical Society*.

Rio de Janeiro. *Sociedade de geographia*.

Santiago. *El pensamiento latino*.

Washington. *Bureau of education*. — *Department of Agriculture*. — *Historical Association*. — *Institute of architects*.

Abbeville. *Société d'émulation*.

Amiens. *Société des Antiquaires*.

Arras. *Commission des antiquités départementales*.

Caen. *Société des beaux-arts*.

Lille. *Société des architectes*.

Montpellier. *Société des langues romanes*.

Paris. *École des Chartes*. — *Journal des Savants*. — *Musée Guimet*. — *Le Polybiblion*. — *Revue des questions historiques*. — *Revue politique et littéraire*. — *Société des Antiquaires*. — *Société de géographie*. — *Revue historique*.

Saint-Omer. *Société des Antiquaires de la Morinie*.

Toulouse. *Société archéologique*.

Brisbane. *Royal Geographical Society*.

Dublin. *Royal Irish Academy*.

Londres. *Royal Society of Antiquaries*. — *Royal Insti-*

tute of British Architects. — Royal Geographical Society. — Numismatic Society. — Royal Statistical Society.

Manchester. Literary and Philosophical Society.

Florence. Biblioteca nazionale centrale.

Palerme. Circolo giuridico.

Rome. Reale Accademia dei Lincei. — Accademia pontificia de Nuovi Lincei. — Ministero degli Affari esteri.

Harlem. Musée Teyler.

La Haye. Instituut voor... volkenkunde.

Leyde. Maatschappij der Nederlandsche letterkunde.

Ruremonde. Genootschap van geschiedkundige wetenschappen.

Athènes. Société littéraire « Le Parnasse ».

Berne. Le Droit d'auteur.

Copenhague. Société des Antiquaires.

Genève. Société de géographie.

Hanoï. École française d'Extrême-Orient.

Le Caire. Société khédiviale de géographie.

Luxembourg. Verein für Geschichte.

Madrid. R. Academia de la historia. — Revista de archivos.

Saint-Petersbourg. Société impériale de géographie.

Stockholm. Société des Antiquaires



TABLES ALPHABÉTIQUES

CLASSE DES LETTRES ET DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

ET

CLASSE DES BEAUX-ARTS

1905.

TABLE DES AUTEURS.

A

Académie de Metz. Adresse son programme de concours pour 1905-1906, 605.

Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique. Condoléances respectueuses au Roi et à la Famille Royale (mort du Comte de Flandre), 854, 894. — Grand prix collectif à l'Exposition de Saint-Louis, 527. — Liste de ses travaux publiés de mai 1904 à mai 1905, 530.

Académie royale des beaux-arts de Berlin. Annonce la mort d'Adolphe von Menzel (condoléances), 179.

Académie des beaux-arts de l'Institut, à Paris. Voir Roujon (H.-F.-J.).

Académie royale des sciences de Munich. Fait savoir que le plan pour le *Corpus* des actes et diplômes grecs a été adopté par l'Association internationale des Académies lors de la session de Londres, 9.

Acker (Ern.). Rapports : voir

- Bonduelle (A.-J.-P.)*; *De Smet (Triphon)*; *Evrard (J.)*; *Vanneck (J.)*.
- Anonymes* (prix de Stassart). Mémoire de concours sur les Béguinages dans les Pays-Bas. Rapports de MM. L. Fredericq, Vanderkindere et De Smedt, 323, 330, 331, 323.
- Anonymes* (concours de la Classe des beaux-arts). Mémoire sur la sigillographie. Rapports de MM. le baron de Chestret, Pirrenne et Hymans, 853, 859, 862.
- Arfa-Ud-Dovleh* (S. A. le prince *Mirza Riza Khan*). Hommage d'ouvrage, 729.
- Association internationale des Académies* (2^e session, à Londres). M. Foster envoie le « Report of proceedings » de cette réunion, 9. — Comité de rédaction pour la publication d'un *Corpus* des actes et diplômes grecs du moyen âge, 10. — Proposition de M. Paul Fredericq qui figurera à l'ordre du jour de l'Assemblée de Vienne en 1907, 546.
- B**
- Bang (W.)*. Hommage d'ouvrage, avec note de M. G. Kurth (Materialien zur Kunde des älteren englischen Dramas, Bd VII und VIII), 132, 140, 548. — Élu associé, 895.
- Banneux (Louis)*. Prix Adelson Castiau (viii^e période), 361; proclamé lauréat, 524; remer-
- cie, 547; rapports de MM. Brants, De Greef et Waxweiler, 336, 339, 351, 359.
- Bergmans (P.)*. Hommage d'ouvrage, avec note de M. Hymans (Le campanile du beffroi de Gand), 180, 186.
- Bertrand (Louis)*. Hommage d'ouvrage, 729.
- Béthune (baron de)*. Hommage d'ouvrage, 895.
- Biarent (Ad.)*. Deuxième rapport et symphonie (lecture des appréciations de MM. Mathieu, Tinel et Blockx), 106. — Poésie symphonique: *Trenmor* (à l'examen), 566. — Troisième rapport (à l'examen), 844.
- Bidez (J.-A.-H.)*. Mémoire couronné sur les textes relatifs aux doctrines des Chaldéens (rapports de MM. Cumont, Thomas et le comte Goblet d'Alviella), 362, 368, 371; lauréat, 373; proclamé, 524; remercie, 547.
- Biebuyck (Alb.)*. Hommage d'ouvrage, avec note de M. V. Brants (Le régime légal de la personification civile en Hollande. Les associations sans but lucratif et les fondations), 283, 287.
- Bierliet (J. Van)*. Prix De Keyn, 336; rapport du jury, 332; proclamé lauréat, 523; remercie, 547.
- Billia (L.-M.)*. Hommages d'ouvrages, 284, 730.
- Biot (Gust.)*. Décès, 272. — Discours à ses funérailles, par H. Hymans, 274.

- Blockx (J.)*. Rapport : voir *Bia-rent (Ad.)*.
- Boisacq (Em.)*. Hommage d'ouvrage, avec note de M. P. Thomas (L'élégie en Grèce et à Rome), 283, 286.
- Boll (F.)*. Hommage d'ouvrage, 8.
- Bonduelle (A.-J.-P.)*. Quatrième et cinquième rapports, avec plans (lecture des appréciations de MM. Winders, Janlet et Acker), 106.
- Borchgrave (baron Ém. de)*. Dépose un billet cacheté, 605. — Hommage d'ouvrage, 798.
- Bormans (S.)*. Rapport sur les Prix De Keyn, 332. — Réélu membre de la Commission des finances, 895.
- Bouguereau (W.-A.)*. Décès, 789. — Remerciements de l'Académie des beaux-arts de Paris pour les condoléances, 844.
- Brants (V.)*. Le groupement industriel et les premiers résultats du recensement en Autriche, 376. — Une page de sémitisme diplomatique et commercial. Incidents de la vie d'Amsterdam au XVII^e siècle, d'après des pièces inédites, 573. — Le salaire usuraire devant la loi et les juges allemands, 730. — Hommages d'ouvrages, 729, 895. — Notes bibliographiques : voir *Biebuyck (Alb.)*; *Perquy (J.-L.-M.)*; *Toniolo (G.)*; *Tran-noy (baron de)*. — Rapports : voir *Banneux (L.)*. — Prix Castiau); *Vliebergh (Ém.)*.
- Brichy (Ch. De)*. Premier rapport et dix-sept croquis (lecture des appréciations de MM. Solvay, De Groot et Vinçotte), 541.
- Brunfaut (J.)*. Élu correspondant, 107; remercie, 124.
- Busine (Berthe)*. Second prix du grand concours de composition musicale de 1905, 790; proclamée, 889.
- Busken Huet (fils)*. Hommage d'ouvrage, 791.

C

- Carlier (Ém.)*. Annonce que l'Académie a obtenu un grand prix collectif à l'Exposition de Saint-Louis, 527.
- Carton de Wiart (H.)*. Hommage d'ouvrage, avec note de M. Marchal (La Cité ardente), 283, 381.
- Chestret de Haneffe (baron J. de)*. Guillaume de la Marck n'est pas le Sanglier d'Ardenne. 116. — Hommage d'ouvrages, 729. — Rapport : voir *Anonymes* (Mémoire sur la sigillographie).
- Cohen (Gust.)*. Mémoire couronné sur la mise en scène dans les mystères français (Mémoires de la Classe des lettres, collection in-8°, t. I). Rapports de MM. Wilmotte, Stecher et Discailles, 288, 291, 293; proclamé lauréat, 522; remercie, 547.
- Cornil (Georges)*. Hommage d'ouvrage, avec note de M. Nys (Traité de la possession dans le droit romain), 283, 284.

Creten (V.). Prix en partage (concours de peinture), 866; proclamé, 888.

Cumont (Fr.). Élu correspondant de l'Académie des inscriptions et belles-lettres (félicitations), 6. — Hommage d'ouvrage, 8. — Le gouvernement de Cappadoce sous les Flaviens, 197. — La destruction de Nicopolis en 499 après J.-C., 557. — Rapport : voir *Bideç (J.-A.-H.)*. — Prix Gantrelle).

D

Danse (Aug.). Élu membre titulaire, 599; remercie, 723; approbation royale de son élection, 790.

Daresté (R.). Hommage d'ouvrage, 283.

Dathan de Saint-Cyr. Hommage d'ouvrage, 729.

De Decker (Josué). Hommage d'ouvrage, 799.

De Greef (G.). Hommage d'ouvrage, 116. — Rapport : voir *Banneux (L.)*. — Prix Castiau).

De Groot (G.). Membre de la Commission des finances pour 1905, 107. — Rapport : voir *Brichy (Ch. De)*.

De Jonge (Ed.). Hommage d'ouvrage, avec note de M. T.-J. Lamy (Les clausules métriques dans saint Cyprien), 547, 548.

de Jonghe (vicomte B.). Hommage d'ouvrage, 606.

de la Ville de Mirmont (H.). Hommage d'ouvrage, 798.

Delehaye (Hipp.). Hommage d'ouvrage avec note de M. De Smedt (Les légendes hagiographiques), 131, 140.

Delune (L.-Fl.). Premier prix du grand concours de composition musicale de 1905, 790; proclamé, 889; exécution de sa cantate, 889.

Delwaide (H.). Hommage d'ouvrage, 895.

Denève (H.). Prix De Keyn, 336; proclamé lauréat, 523; remercie, 547. Rapport du jury, 332.

Denis (H.). Hommage d'ouvrage, 8. — Rapport : voir *Janssens (Edgar)*.

De Paepe (Polyd.). Réélu membre de la Commission des finances, 895. — Rapport : voir *Janssens (Edgar)*.

De Roy (Gust.). Hommage d'ouvrage, 606.

Descamps (baron Ed.). Discours au Roi le 1^{er} janvier 1905, 1. — Hommage des *Annuaire*s de 1894-1904 de l'Institut de droit international, 131. — Réélu membre de la Commission des finances, 895. — Rapport : voir *Laloire (Ed.)*.

De Smedt (Ch.). Note bibliographique : voir *Delehaye (Hipp.)*. — Rapports : voir *Anonymes* (mémoire sur les Béguinages); *Laloire (Ed.)*.

De Smet (Triphon). Premier et deuxième rapports (lecture des

appréciations de MM. Winders, Janlet et Acker, 544, 897. — Envoi réglementaire (à l'examen), 790.

de Witt (A.). Hommages d'ouvrages, 535, 598.

Diegerick (A.). Hommage d'ouvrage, 799.

Dierickx. Hommage d'ouvrage, 572.

Dieu (V.). Sixième rapport semestriel et dessins (lecture des appréciations de MM. Lenain, Tardieu et Hymans), 567, 599. Rapport sur son voyage en Hollande (à l'examen), 897.

Dillens (J.). Décès, 87; discours prononcé à ses funérailles par le chev. Edm. Marchal, 90.

Dillens (M^{me} V^e J.). Remercie pour les condoléances qui lui ont été adressées, 125.

Discailles (Ern.). Le prince de Ligne ambassadeur en Italie en 1849, 143. — Note bibliographique : voir *Frank* (Louis). — Rapport : voir *Cohen* (G.).

d'Olivecrona (R.-D.-C.). Décès, 130.

Donnet (Fern.). Hommage d'ouvrages, 125.

Dubois (P.). Décès, 597.

Duvivier (Ch.). Fonde un prix de 1,200 francs, 114. Arrêté royal d'acceptation, 130. Règlement et programme, 134. 136. — Manifestation en son honneur (ouvrage offert), 194.

Duyse (Flor. van). Élu membre titulaire, 599; remercie, 723. —

Approbation royale de son élection, 790. — Hommage d'ouvrage. avec notes de MM. le chev. Edm. Marchal et Gevaert (Het oude Nederlandsche lied, 2^{de} deel), 844, 848, 851.

E

Even (Ed. Van). Décès (hommage à sa mémoire), 179; discours à ses funérailles; par M. Max. Rooses, 181.

Evrard (J.). Premier rapport (avec plans) de sa quatrième année d'études (lecture des appréciations de MM. Winders, Janlet et Acker), 125.

F

Feller (J.). Hommage d'ouvrage, avec note de M. Wilmotte (projet d'un glossaire des patois de la Suisse romande), 799, 807.

Fétis (Éd.). Réélu délégué près la Commission administrative, 542.

Fierens-Gevaert (H.). Hommage d'ouvrages, 724, 844. — Note de M. le chev. Edm. Marchal sur son ouvrage : Études sur l'Art flamand. La Renaissance septentrionale et les premiers maîtres des Flandres, 852.

Flandre (S. A. R. M^{te} le comte de). Décès (condoléances respectueuses à S. M. le Roi et à la Famille Royale), 854, 894.

Francotte (H.). Remercie pour son élection de correspondant, 7.

Frank (Louis). Hommage d'ouvrage, avec note de M. Discailles (Les Belges et la Paix), 798, 800.

Fredericq (L.). Rapport sur les Prix De Keyn, 332.

Fredericq (P.). L'hérésie à l'Université de Louvain vers 1470, 11. — Antoine de Montchrétien comme source de l'histoire économique des Pays-Bas au commencement du XVII^e siècle, 237. — *Het Nederlandsch proza in de zestiendeuwsche pamfletten uit den tijd der beroerten...* (à l'examen), 894. — Sa proposition à l'Association internationale figurera à l'ordre du jour de l'Assemblée de Vienne en 1907, 546. — Notes bibliographiques : voir *Monod (Gabr.)*; *Vercoullie (J.)*. — Rapport sur les Prix De Keyn, 332. Voir aussi *Anonymes* (mémoire sur les Béguinages).

G

Gebhardt (E. von). Élu associé, 599; remercie, 723.

Gevaert (F.-A.). Président de l'Académie pour 1905, 7, 88. — L'exécution musicale (discours), 868. — Hommage d'ouvrages, 534. — Note bibliographique : voir *Duyse (Flor. van)*.

Gheusi (P.-B.). Hommage d'ouvrage, 855.

Gielkens (Ém.). Hommage d'ouvrage, 606.

Giron (A.). Réélu membre de la Commission spéciale des finances, 895.

Goblet d'Alviella (comte Eug.). Dons des années 1891-1905 du Journal of Asiatic Society of London, 729. — Rapport : voir *Bidez (J.-A.-H.)*. — Prix Gantrelle).

Gossart (Ern.). Hommage d'ouvrage, avec note par le chevalier Edm. Marchal (L'établissement du régime espagnol dans les Pays-Bas et l'insurrection), 131, 142. — Note bibliographique : voir *Rodriguez-Villa (A.)*.

Gourland (Jacques de). Hommage d'ouvrage, 195.

Grojean (Oscar). Hommage d'ouvrage, avec note de M. Wilmotte (Sainte-Beuve à Liège), 799, 806.

Guillaume (Eug.). Décès, 180.

Gysen (F.). Premier rapport accompagné de dessins. Lecture des appréciations de MM. Meunier, Rooses et Hymans, 188. — Deuxième rapport. Lecture des appréciations de MM. Rooses, Hymans et Vander Stappen, 898.

H

Hager (A.). Prix en partage (concours de peinture), 866; proclamé, 888.

Hellman (G.). Hommage d'ouvrage, avec note par Alb. Lan-

caster (Denkmäler Mittelalterlicher Meteorologie), 606, 609.
Herberigs (R.). Second prix du grand concours de composition musicale de 1905, 790; proclamé, 889.

Holland (Thomas). Hommages d'ouvrages, 547, 572.

Hrabar (Vladimir-E.). Hommage d'ouvrage, 729.

Hubert (Eug.). Les Pays-Bas espagnols et la République des Provinces-Unies, 1648-1713 (à l'examen), 572.

Huberti (G.). Membre de la Commission des finances, 407.

Huygelen (Fr.). Troisième et quatrième rapports (lecture des appréciations de MM. Rooses et Hymans), 541, 598; cinquième rapport (à l'examen), 844

Hymans (H.). Membre de la Commission des finances, 407. — Discours aux funérailles de G. Biot, 274. — Élu président de la Commission de la *Biographie nationale*, 897. — Délégué, à Gand, à la manifestation P. De Vigne et L. De Winne, 897. — Note bibliographique : voir *Bergmans (P.)*. — Rapports : voir *Anonymes* (Mémoire sur la sigillographie); *Dieu (V.)*; *Gysen (F.)*; *Huygelen (Fr.)*.

I

Institut de droit international. Hommage de ses *Annuaire*s par le baron Descamps (13^e à 20^e volumes), 131.

Institut royal vénitien des sciences et des lettres. Hommage d'ouvrage, 606.

J

Janlet (Em.). Rapports : voir *Bonduelle (A.-J.-P.)*; *De Smet (Triphon)*; *Evrard (J.)*; *Van-neck (J.)*.

Janssens (Edgar). Mémoire couronné sur la théorie de la connaissance et de la certitude de Ch. Renouvier (Rapports de MM. Mercier, de Paepé et Denis), 296, 299, 304; proclamé lauréat, 522; remercie, 547.

Jourdain (Jules). Prix en partage (projet de médaille), 866; proclamé, 888.

K

Knauer (Mario). Second prix du grand concours d'architecture de 1905, 790; proclamé, 889.

Krumbacher (K.-M.). Élu associé, 525; remercie pour son élection et son diplôme, 547, 572.

Kugener (M.-A.). Hommage d'ouvrage, avec note de M. T.-J. Lamy (*Patrologia orientalis* : Vie de Sévère...), 606, 607.

Kurth (G.). Encore Renier de Huy, 227. — Note bibliographique : voir *Bang (W.)*.

L

Lagasse-de Lochet (Ch.). Hommage d'ouvrage, 845.

Laloire (Ed.). Hommage d'ouvrage, 125. — Mémoire cou-

- ronné sur les coutumes et la législation du duel (rapports de MM. De Smedt, J. Lameere et le baron Descamps), 319, 320, 322; proclamé lauréat, 522; remercie, 547.
- Lameere (Jules)*. Rapports : voir *Laloire (Ed.)*; *Vliebergh (Ém.)*.
- Lamorinière (J.-P.-J.)*. Élu correspondant, 106; remercie, 124.
- Lamy (T.-J.)*. Réélu membre de la Commission des finances, 895. — Notes bibliographiques : voir *De Jonge (Ed.)*; *Kugener (M.-A.)*; *Van de Weerd (Hubert)*.
- Lancaster (Alb.)*. Note bibliographique : voir *Hellman (G.)*.
- Leclercq (J.)*. Hommages d'ouvrages, 284, 895.
- Lefebure (Ch.)*. Hommage d'ouvrage, 283.
- Lehr (Ern.)*. Hommage d'ouvrage, 799.
- Lenain (L.)*. Rapports : voir *Dieu (V.)*.
- Lepreux (O.)*. Hommages d'ouvrages, 195, 547.
- Leuze (Jos. de)*. Hommages d'ouvrages, 131, 548.
- Liszt (Fr. von)*. Élu associé, 525; remercie pour son élection et son diplôme, 547, 572.
- Loë (baron Alfr. de)*. Hommage d'ouvrage, 572.
- M**
- Maere d'Aertrycke (baron de)*. Hommage d'ouvrage, 730.
- Maingie (L.)*. Hommage d'ouvrage, 548.
- Maquet (H.)*. Membre de la Commission des finances pour 1905, 107.
- Marchal (chev. Edm.)*. Discours aux funérailles : de Julien Dillens, 90; de C. Meunier, 535; d'Isidore Verheyden, 845. — Le roman historique et la poésie belge de langue française, 381. — François Pétrarque à Gand et à Liège en 1333 (erratum), 556. — L'ancien palais de Bruxelles et ses hôtes princiers, 659. — Présente l'Annuaire de l'Académie pour 1905, 115, 125. — Hommage d'ouvrage, 730, 800. — Notes bibliographiques : voir *Duyse (Fl. van)*; *Fierens-Gevaert (H.)*; *Gossart (Ernest)*; *Nys (Ern.)*; *Wagner (Félix)*.
- Marlier (M^{me} V^e Eugène)*. Don de 3,000 francs à la Caisse centrale des artistes, 792.
- Marqueste (H.)*. Élu associé, 599; remercie, 723.
- Masoin (Fritz)*. Hommage d'ouvrage, 284.
- Mathieu (Ém.)*. Délégué, à Gand, à la manifestation P. De Vigne et L. De Winne, 897. — Rapport : voir *Biarent (Ad.)*.
- Matthieu (Ern.)*. Hommage d'ouvrage, 724.
- Mayné (Servais)*. Premier prix du grand concours d'architecture de 1905, 790; proclamé, 888.
- Menzel (Ad. von)*. Décès (condoléances), 179, 180.

Mercier (D.). Rapport : voir *Janssens (Edgar)*.

Mesdach de ter Kiele (Ch.). Réélu délégué auprès de la Commission administrative, 565.

Meunier (C.). Rapport : voir *Gysen (F.)*. — Décès, 273; discours à ses funérailles par le chev. Edm. Marchal, 535.

Ministre de la Justice. Envois d'ouvrages, 115, 605.

Ministre de l'Industrie et du Travail. Envois d'ouvrages, 605, 729.

Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique. Lettre relative au Prix fondé par Ch. Duvivier, 114, 130. — Envois d'ouvrages, 7, 130, 131, 194, 283, 605, 729.

Monchamp (G.). Hommages d'ouvrages. 115. 606, 798, 894. — L'évêque Van Bommel et la Révolution belge (discours), 393. — Paroles prononcées à l'occasion du LXXV^e anniversaire de l'indépendance de la Belgique, 604. — Deux réunions conciliaires en Gaule en 346, 638

Monod (Gabr.). Hommage d'ouvrage avec note de M. P. Frédéricq (Jules Michelet), 799, 804.

Moutonnier (C.). Hommage d'ouvrage, 606.

N

Navez (Louis). Hommage d'ouvrage, 730.

Neuberg (J.). Rapport sur les Prix De Keyn, 332.

Nicolai (Edm.). Hommage d'ouvrages, 8.

Nys (E.). Hommage d'ouvrages, avec note de M. le chev. Edm. Marchal (Le droit international. Les principes, les théories, les faits, t. II), 131, 142, 572. — Note bibliographique : voir *Cornil (G.)*.

O

Olivecrona (R.-D.-C.). Voir d'*Olivecrona*.

Oppert (J.). Décès (hommage rendu à sa mémoire), 728.

P

Pascaud (H.). Hommage d'ouvrages, 195.

Peeters (P.). Hommage d'ouvrage, 116.

Perquy (J.-L.-M.). Hommage d'ouvrage, avec note de M. V. Brants (La typographie à Bruxelles au début du XX^e siècle), 8.

Pirenne (H.). Une crise industrielle au XVI^e siècle (La draperie urbaine et la « nouvelle draperie » en Flandre), 489. — Rapport : voir *Anonymes* (Mémoire sur la sigillographie).

R

Raeymakers (feu Jules). Legs au profit des paysagistes (avis de la Commission administrative).

- et de la Classe des beaux-arts), 88, 89; arrêté royal d'acceptation, 898.
- Recke (Fr.)*. Hommage d'ouvrage, 283.
- Reinach (Th.)*. Hommage d'ouvrage. 606.
- Robie (J.)*. Membre de la Commission des finances, 107.
- Rodriguez-Villa (Antonio)*. Hommage d'ouvrage, avec note de M. Ern. Gossart (El Emperador Carlos V y su Corte), 131, 137.
- Roose (Max.)*. Élu directeur pour 1906, 107. — Lijkrede bij de begrafenis van den heer Edward van Even, 181. — Délégué au centenaire de K.-L. Ledeganck. 844. — Rapports : voir *Gysen (F.)*; *Huygelen (Fr.)*.
- Roujon (H.-F.-J.)*. Remercie pour les condoléances au sujet de la mort de Gabriel Thomas et W.-A. Bouguereau. 273, 844.
- Rousseau (V.)*. Élu correspondant, 599; remercie, 723.

S

- Saint-Gaudens (Augustin)*. Élu associé. 599.
- Sarolea (Ch.)*. Hommage d'ouvrage, 799.
- Schoolmeesters (H.)*. Hommage d'ouvrage, 799.
- Société de géographie et de statistique, à Mexico*. Annonce qu'elle célébrera en 1906 le IV^e centenaire de la mort de Christophe Colomb, 798.
- Société liégeoise de littérature wallonne*. Hommage d'ouvrage, avec note de M. Wilmotte (Projet de dictionnaire général de la langue wallonne), 799, 807.
- Solvay (L.)*. Remet pour l'Annuaire ses notices sur J. Clays et Alfr. Cluysenaar (remerciements), 724. Rapport : voir *Brichy (Ch. De)*.
- Stecher (J.)*. Rapport : voir *Cohen (G.)*.
- Steppé (Julien)*. Prix en partage (projet de médaille), 866; proclamé, 888.
- Sturdza (Demètre-A.)*. Hommage d'ouvrage, 8.
- Suchier (H.)*. Élu associé, 525; remercie pour son élection et son diplôme, 547, 572.

T

- Tardieu (Ch.)*. Rapports : voir *Dieu (Victor)*.
- Thomas (Gabriel)*. Décès, 272. — Remerciements de l'Académie des beaux-arts de Paris pour les condoléances, 273.
- Thomas (P.)*. Élu directeur pour 1906, 6. — Remarques critiques sur les œuvres philosophiques d'Apulée (5^e et 6^e séries), 78, 153. — Hommage d'ouvrage, 115. — Rapport sur les Prix De Keyn, 332. — Voir *Bidez (J.-A.-H.)* — Prix Gantrelle).
- Tinel (Edg.)*. Rapport : voir *Blarent (Ad.)*.
- Toniolo (G.)*. Hommage d'ou-

vrage, avec note de M. V. Brants. (L'odierno problema sociologico), 283, 286.

Trannoy (baron de). Hommage d'ouvrage, avec note de M. V. Brants (Jules Malou, 1810 à 1870), 194, 195.

U

Université de l'État de l'Illinois.

Installation de son nouveau président, M. Janes James, 547.

Université de Turin. Remerciements du Gouvernement italien pour les collections offertes à la Bibliothèque, 7.

V

Van den Berghe-Loontjens (L.). Hommage d'ouvrage, 195.

vander Haeghen (F.). Rapport sur les travaux de la Commission de la *Biographie nationale*, 527; remerciements, 530.

Vanderkindere (L.). Hommage d'ouvrage, 572. — La politique communale de Philippe d'Alsace et ses conséquences, 749. — Rapport : voir *Anonyme* (Mémoire sur les Béguinages).

Van der Mensbrugghe (G.). Élu vice-président de la Commission de la Biographie nationale, 897.

Vander Stappen (Ch.). Élu membre titulaire, 599; remercie, 723; approbation royale de son

élection, 790. — Rapport : voir *Gysen* (Ferd.).

Van de Weerd (Hubert). Hommage d'ouvrage, avec note de M. T.-J. Lamy (Étude historique sur deux légions romaines du Bas-Danube...), 606, 609.

Vanhoenacker (R.). Mention honorable du grand concours d'architecture de 1905, 790; proclamé, 889.

Vanhoutte (Ch.). Dépose des billets cachetés, 194, 282, 603, 798.

Vanneck (J.). Premier rapport avec quatre planches (lecture des appréciations de MM. Winders, Janlet et Acker), 897.

Vauthier (M.). Hommage d'ouvrage, 895. — Rapport : voir *Vliebergh* (Ém.).

Vercoullie (J.). Rapport sur les Prix De Keyn. 332. — Hommage d'ouvrage, avec note de M. P. Fredericq (Werken van Zuster Hadewijch), 799, 804.

Verheyden (Éd.). Mention honorable au grand concours de composition musicale de 1905, 790; proclamé, 889.

Verheyden (Isidore). Élu correspondant, 106; remercie, 124. — Décès, 843; discours prononcé à ses funérailles par le chev. Edm. Marchal, 845.

Verriest (L.). Hommage d'ouvrage, 606.

Vincotte (Th.). Rapport : voir *Brichy* (Ch. De).

Vliebergh (Émile). Mémoire couronné sur la condition des

classes agricoles dans la Campine (rapports de MM. Vauthier, Brants et Lameere), 302, 306, 317; proclamé lauréat, 522; remercie, 547.

W

Wagner (F.). Hommage d'ouvrage, avec note de M. le chev. Edm. Marchal (La Saga de Fridthjof le Fort), 547, 550.

Waltzing (J.-P.). Délégué de l'Académie au Congrès d'archéologie à Athènes, 7.

Waxweiler (Ém.). Rapport : voir *Banneux (L.)* — Prix Castiau).

Willems (Alph.). Délégué de l'Académie au Congrès d'archéologie à Athènes, 7. — Les Athéniens à l'Éclésié, 809.

Willems (Florent). Décès, 843.

Wilmotte (M.). Rapport sur les Prix De Keyn, 332. — Un double projet de dictionnaire des patois romands et wallons, 819. — Notes bibliographiques : voir *Feller (J.)*; *Grojean (Oscar)*; *Société liégeoise de littérature wallonne*. — Rapport : voir *Cohen (Gust.)*.

Winders (J.). Rapports : voir *Bonduelle (A.-J.-P.)*; *De Smet (Triphon)*; *Evrard (J.)*; *Vanneck (J.)*.

Wirsén (C.-D. Af.). Hommage d'ouvrage (Prix Nobel de littérature), 894.

Worms (R.). Hommage d'ouvrage, 730.

Wotquenne (Alfr.). Hommage d'ouvrage, 791.

TABLE DES MATIÈRES.

A

Amsterdam (Incidents de la vie d') au XVII^e siècle, d'après des pièces inédites; par V. Brants, 573.

An (Nouvel). Discours prononcé au Palais le 1^{er} janvier 1903; par M. le baron Descamps, 1.

Anniversaires. Voir *Jubilés*.

Annuaire. M. le Secrétaire perpétuel présente l'*Annuaire* pour 1903, 115, 125. — Voir *Notices biographiques pour l'Annuaire*.

Apulée. Remarques critiques sur les œuvres philosophiques d'Apulée (cinquième et sixième séries); par P. Thomas, 78, 153.

Archéologie. Voir *Renier de Huy*.

Art. Voir *Beaux-Arts*.

Athéniens (Les) à l'Ecclesie; par Alph. Willems. 809.

B

Beaux-Arts. Étude sur l'art flamand. La Renaissance septentrionale et les premiers maîtres des Flandres (H. FIERENS-GEVAERT); note par le chev. Edm. Marchal, 882. — Voir

Concours de la Classe des beaux-arts; Concours (Grands). Prix de Rome; Lied; Legs Jules Raeymaekers; Manifestation; Musique; Prix Gode-charle.

Beffroi de Gand. Voir *Campanile*.

Béguinages aux Pays-Bas jusqu'au milieu du XVI^e siècle. — Voir *Prix de Stassart* (Histoire nationale).

Belgique. Les Belges et la Paix (L. FRANK); note par M. Ern. Discailles, 801. — Voir *Histoire*.

Bibliographie. Liste des travaux publiés par l'Académie de mai 1904 à mai 1903, 530. — Voir *Publications; Météorologie*.

Billets cachetés déposés par : Ch. Vanhoutte, 194, 282, 603, 798; le baron Ém. de Borchgrave, 603.

Biographie. Hommages à la mémoire : de S. A. R. M^{re} le Comte de Flandre, 894; de Ed. van Even, 179; de Adolphe von Menzel, 179; de Jules Oppert, 728. — Voir *Commission de la Biographie nationale; Funérailles; Hagiographie; Jubilés; Malou (Jules); Manifestation; Michelet (Jules); Notices biographiques pour l'Annuaire; Sévère*.

Bommel (L'évêque *Van*) et la Révolution belge; discours par G. Monchamp, 393.
Bruxelles. Voir *Palais*; *Typographie*.

G

Caisse centrale des artistes. Don de 3,000 francs par M^{me} veuve Eugène Marlier, 792.
Campanile (Le) du beffroi de Gand (P. BERGMANS); note par H. Hymans, 186.
Cappadoce sous les Flaviens (Le gouvernement de); par Fr. Cumont, 197.
Chansons flamandes anciennes. — Voir *Lied*.
Charles-Quint et sa cour (ANT. RODRIGUEZ-VILLA); note par Ern. Gossart, 137.
Clausules métriques (Les) dans saint Cyprien (Ed. DE JONGE); note par T.-J. Lamy, 548.
Colomb (*Christophe*). Le IV^e centenaire de sa mort, 798.
Commission administrative. Délégués pour 1905-1906: MM. Fétis, Mesdach de ter Kiele, 542, 565.
Commission de la Biographie nationale. Rapport sur les travaux de la Commission pendant l'année 1904-1905: par Ferd. vander Haeghen, 527. — M. Hymans élu Président, 897.
Commission des anciennes lois et ordonnances de la Belgique. Envoi de publications par M. le Ministre de la Justice, 115.

Commission royale des monuments. Hommage d'ouvrage, 845.

Commission royale d'histoire. Livres déposés dans la Bibliothèque de l'Académie, 110.

Commissions spéciales des finances. Élections : Classe des beaux-arts, 107; Classe des lettres, 895.

Conciles. Deux réunions conciliaires en Gaule en 346; par G. Monchamp, 638.

Concours. Programmes reçus : Académie de Metz, 605.

Concours de la Classe des beaux-arts :

1905. PARTIE LITTÉRAIRE.

Mémoire sur l'histoire de la sigillographie. Rapports de MM. le baron J. de Chestret de Hanefte, Pirenne et Hymans, 855, 859, 862; proclamation, 887.

ART APPLIQUÉ. *Peinture et gravure en médailles*. Proposition des jurys, 791; lauréats, 866; proclamation, 887.

1907. Programmes, 98, 102.

Concours de la Classe des lettres et des sciences morales et politiques :

1905. Mémoire couronné sur la mise en scène dans les mystères français; par G. Cohen (t. I, in-8°, nouv. sér., Lettres). Rapports de MM. Wilmotte, Stecher et Discailles, 288, 291, 293. — Mémoire couronné sur la théorie de la connaissance et

de la certitude de Ch. Renouvier, par Edgar Janssens. Rapports de MM. Mercier, de Paepe et Denis, 296, 299, 301. — Mémoire couronné sur la condition des classes agricoles dans la Campine, par Em. Vliebergh. Rapports de MM. Vauthier, Brants et Lameere, 302, 306, 317. — Mémoire couronné sur les coutumes et la législation du duel principalement en Belgique, par Ed. Laloire. Rapports de MM. De Smedt, Lameere et le baron Descamps, 319, 320, 322. — Proclamation, 521; remerciements des lauréats, 547.

1908. Programme, 626.

Concours (Grands). Prix de Rome :

ARCHITECTURE. Programme de l'examen scientifique et littéraire des concurrents (à l'examen), 180.

1899. Rapport (avec dessins) de la quatrième année d'études du lauréat J. Evrard. Lecture des appréciations de MM. Winders, Janlet et Acker, 125.

1902. Premier et deuxième rapports du lauréat Triphon De Smet. Lecture des appréciations de MM. Winders, Janlet et Acker, 541, 897. Envoi réglementaire (à l'examen), 790.

1905. Lauréats, 790; proclamation, 888.

GRAVURE. 1901. Sixième rapport, dessins et gravure du lauréat Victor Dieu. Lecture des

appréciations de MM. Lenain, Tardieu et Hymans, 567, 599. — Septième rapport du même lauréat (à l'examen), 897.

MUSIQUE. 1901. Deuxième rapport (avec symphonie) de M. Biarent. Lecture des appréciations de MM. Mathieu, Tinel et Blockx, 106. — Troisième rapport (à l'examen), 844. — *Trenmor*. poésie symphonique (sera examinée après audition publique), 566.

1905. Désignation de trois membres pour faire partie du jury, 598, 600. — Lauréats, 790; proclamation, 888. — Exécution de la cantate de L.-F. Delune. premier prix à l'unanimité, 889.

SCULPTURE. 1900 Troisième et quatrième rapports de M. F. Huygelen. Lecture des appréciations de MM. Rooses et H. Hymans 541, 598. — Cinquième rapport (à l'examen), 844.

1903. Premier et deuxième rapports de M. Gysen, avec dessins. Lecture des appréciations de MM. Meunier, Rooses, Hymans et Van der Stappen, 188, 898.

Congrès international d'archéologie à Athènes. MM. Alph. Willems et Waltzing délégués, 7.

Corpus des actes et diplômes grecs du moyen âge et des temps postérieurs (plan adopté par l'Association internationale des Académies), 9; comité de rédaction, 10.

Cyprien (Saint). Voir *Clausules métriques*.

D

de la Marck (Guillaume) n'est pas le Sanglier d'Ardenne; par le baron J. de Chestret de Haneffe, 116.

De Vigne (Paul). Voir *Manifestation*.

De Winne (Liévin). Voir *Manifestation*.

Dictionnaire général des patois romands (Projet de). Publications y relatives; note par M. Wilmotte, 807. — Un double projet de dictionnaire des patois romands et wallons; par M. Wilmotte, 849.

Dinanderie. Voir *Renier de Huy*.

Dons. Ouvrages imprimés : par Arfa-Ud-Dovleh (S. A. le prince Mirza Riza Khan), 729; Bang (W.), 132, 548; Bergmans (P.), 180; Bertrand (L.), 729; Béthune (baron de), 895; Biebuyck (Alb.), 283; Billia (L.-M.), 284, 730; Boisacq (Em.), 283; Boll (F.), 8; Borchgrave (baron Ém. de), 798; Brants (V.), 729, 895; Busken Huet (fils), 791; Carton de Wiart (H.), 283; Chestret de Haneffe (baron J. de), 729; Cornil (G.), 283; Cumont (Fr.), 8; Dareste (R.), 283; Dathan de Saint-Cyr, 729; De Decker (J.), 799; De Greef (G.), 116; de Jonghe (vicomte B.), 606; De Jonge (Ed.), 547; de la Ville de Mir-

mont (H.), 798; Delehay (Hipp.), 131; Delwaide (H.), 895; Denis (H.), 8; De Roy (G.), 606; Descamps (baron Ed.), 131; de Witte (A.), 535, 598; Diegerick (A.), 799; Dierickx, 572; Donnet (F.), 125; Duyse (F. van), 844; Feller (J.), 799; Fierens-Gevaert (H.), 724, 844; Frank (L.), 798; Gevaert (F.-A.), 534; Gheusi (P.-B.), 855; Gielkens (Ern.), 606; Goblet d'Alviella (comte Eug.), 729; Gosart (Ern.), 131; Gourland (J. de), 195; Grojean (O.), 799; Hellman (G.), 606; Holland (T.), 547, 572; Hrabar (V.-E.), 729; Institut de droit international, 131; Institut royal vénitien des sciences et des lettres, 606; Kugener (M.-A.), 606; Lagasse-de Loch (Ch.), 845; Laloire (Ed.), 125; Leclercq (Jules), 284, 895; Lefebure (Ch.), 283; Lehr (Ern.), 799; Lepreux (O.), 195, 547; Leuze (J. de), 131, 548; Loë (baron Alfr. de), 572; Maere d'Aertrycke (baron de), 730; Maingie (L.), 548; Marchal (chevalier Edm.), 730, 800; Masoin (Fritz), 284; Matthieu (Ern.), 724; Ministre de la Justice, 115, 605; Ministre de l'Industrie et du Travail, 605, 729; Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique, 7, 130, 131, 194, 283, 605, 729; Monchamp (G.), 115, 606, 798, 894; Monod (G.), 799; Mouton-nier (C.), 606; Navez (L.), 730;

Nicolaï (Edm.), 8; Nys (E.), 131, 572; Pascaud (H.), 195; Peeters (P.), 116; Perquy (J.-L.-M.), 8; Recke (F.), 283; Reinach (Th.), 606; Rodriguez-Villa (A.), 131; Saroléa (Ch.), 799; Schoolmeesters (H.), 799; Société liégeoise de littérature wallonne, 799; Sturdza (Demetre-A.), 8; Thomas (P.), 115; Toniolo (G.), 283; Trannoy (baron de), 194; Van den Berghe-Loontjens (L.), 195; Vanderkindere (L.), 572; Van de Weerd (H.), 606; Vauthier, (H.), 895; Vercoullie (J.), 799; Verriest (L.), 606; Wagner (F.), 547; Wirsén (C.-D. af), 894; Worms (R.), 730; Wotquenne (A.), 791.

Draperie en Flandre. Voir *Histoire de Belgique*.

Droit. Voir *Usure*.

Droit civil. Le régime légal de la personnification civile en Hollande. Les associations sans but lucratif et les fondations (ALB. BIEBUYCK); note par V. Brants, 287.

Droit international. Les principes, les théories, les faits (ERN. NYS); note par le chev. Edm. Marchal, 142.

Droit romain. Traité de la possession dans le droit romain, pour servir de base à une étude comparative des législations modernes (G. CORNIL); note par E. Nys, 284.

Duel. Voir *Concours de la Classe des lettres (1905)*.

E

Éclésié (Les Athéniens à l'); par Alphonse Willems, 809.

Économie industrielle. Une crise industrielle au XVI^e siècle (La draperie urbaine et la « nouvelle draperie » en Flandre), par H. Pirenne, 489. — Voir *Prix Castiau*; *Statistique industrielle*; *Usure*.

Économie sociale. Voir *Concours de la Classe des lettres (1905)*. *Élections et nominations*.

ACADÉMIE :

1905. M. Gevaert nommé président, 7, 88.

CLASSE DES BEAUX-ARTS :

1905 (janvier). MM. Lamoynière, Isidore Verheyden et J. Brunfaut élus correspondants, 106; remerciements, 124.

1905 (juillet). MM. Ch. Van der Stappen, A. Danse et Flor. van Duyse élus membres titulaires, 599; approbation royale de leur élection, 790; M. V. Rousseau élu correspondant, 599; MM. von Gebhardt, A. Saint-Gaudens et L.-H. Marqueste élus associés, 599; remerciements, 723.

1906. M. Max. Rooses élu directeur, 107.

CLASSE DES LETTRES ET DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES. M. Fr. Cumont élu correspondant de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, 6.

1904 (décembre). Remerciements de M. H. Francotte, élu correspondant, 7.

1905 (mai). MM. Suchier, Krumbacher et von Liszt élus associés, 525; remerciements, 547, 572.

1905 (décembre). M. W. Bang élu associé, 895.

1906. M. Thomas élu directeur pour 1906, 6.

Voir *Commission administrative; Commission de la Biographie nationale; Commissions spéciales des finances.*

Élégie (L') en Grèce et à Rome (E. BOISACQ); note par P. Thomas, 286.

Espagnols. Voir *Pays-Bas.*

Exposition universelle de Liège.

Hommage du livre publié par le Ministère de l'Industrie et du Travail, 729.

Exposition universelle de Saint-Louis. Grand prix collectif attribué à l'Académie, 527.

F

Flamands au XVI^e siècle. Voir *Pays-Bas.*

Flandre. Voir *Économie industrielle.*

Fondations. Voir *Legs; Prix.*

Funérailles. Discours prononcés par le chev. Edm. Marchal aux funérailles: 1^o de Julien Dillens, 90; 2^o de Constantin Meunier, 535; 3^o d'Isidore Verheyden, 845; d'Edward Van Even; par

Max Roose, 181; de Gustave Biot; par H. Hymans, 274.

G

Gand (Beffroi de). Voir *Campañile.*

H

Hadewijch. Werken van zuster Hadewijch, III (J. VERCOULLIE); note par P. Fredericq, 804.

Hagiographie. Les légendes hagiographiques (Le P. HIPP. DELEHAYE); note par Ch. De Smedt, 140.

Hérésie (L'), à l'Université de Louvain en 1470, par P. Fredericq, 11.

Histoire. Entente entre les musées, bibliothèques, dépôts d'archives, etc., pour le recouvrement des manuscrits, cartes, plans, tableaux historiques (proposition de M. P. Fredericq pour la 3^e session de l'Association internationale des Académies à Vienne en 1907), 546. — Voir *Saga.*

Histoire de Belgique. La politique communale de Philippe d'Alsace et ses conséquences; par L. Vanderkindere, 749. — Une crise industrielle au XVI^e siècle (La draperie urbaine et la nouvelle draperie en Flandre); par H. Pirenne, 489. Voir *Belgique; Charles-Quint; de la Marck (Guillaume); Ligne*

(prince de); *Malou (J.)*; *Palais de Bruxelles*; *Pays-Bas*; *Prix Ch. Duvivier*; *Prix de Stas-sart*; *Révolution belge*.

Histoire littéraire. Materialien zur Kunde der älteren Englischen Dramas (W. BANG und G.-C. MOORE); note par G. Kurth, 140. — Voir *Littératures française et flamande*.

Histoire romaine. Étude historique sur deux légions romaines du Bas-Danube (H. VAN DE WEERDT); note par T.-J. Lamy, 609.

I

Iconographie. Voir *Campanile*. *Italie en 1849*. Voir *Ligne* (Le prince de).

J

Jubilés :

LXXV^e anniversaire de l'Indépendance nationale; paroles prononcées par G. Monchamp, 604.

Quatrième centenaire de la mort de Christophe Colomb (célébration à Mexico), 798.

Centenaire de la naissance de K.-L. Ledeganck. M. Max. Rooses, délégué, 844. — Voir *Manifestation*.

L

Législations modernes. Voir *Droit romain*.

Legs Jules Raeymaekers au profit des paysagistes (avis de la Commission administrative et de la Classe des beaux-arts), 88, 89; arrêté royal d'acceptation, 896, 898.

Lied. Het oude Nederlandsche lied, 2^{de} deel (FLOR. VAN DUYSE); notes par le chev. Edm. Marchal et F.-A. Gevaert, 844, 848, 851.

Liège. Voir *Exposition*; *Sainte-Beuve*.

Ligne (Le prince de), ambassadeur en Italie en 1849; par Ern. Discailles, 143.

Linguistique. Voir *Dictionnaire*. *Littérature française*. Le roman historique et la poésie belges de langue française; par le chev. Edm. Marchal, 381. — Voir *Michelet (Jules)*.

Littérature néerlandaise. Het Nederlandsch proza in de zestiende eeuwse pamfletten uit den tijd der beroerten, met eene Bloemlezing, 1366-1600; door P. Fredericq (à l'examen), 894. — Voir *Hadewijch*; *Jubilés*.

M

Malou (Jules), 1810 à 1870 (baron DE TRANNOY); note par V. Brants, 195.

Manifestation, à Gand, à la mémoire de Paul De Vigne et de Liévin De Winne (MM. Mathieu et Hymans délégués), 897.

Météorologie. Denkmäler Mittel-

alterlicher Meteorologie (G. HELLMANN); note par Alb. Lancaster, 609.

Michelet (Jules). Études sur sa vie et ses œuvres (G. MONOD); note par P. Fredericq, 801.

Montchrétien (Antoine de) comme source de l'histoire économique des Pays-Bas au commencement du XVI^e siècle; par P. Fredericq, 237.

Moralité. Voir *Usure*.

Musique. L'exécution musicale; discours par F.-A. Gevaert, 868.
— Voir *Concours (Grands)*.

Prix de Rome; Lied.

Mystères français (La mise en scène dans les). — Voir *Concours de la Classe des lettres* (1905).

N

Nécrologie. Décès : Biot (Gust.), 272; Bouguereau (W.-A.), 789; Dillens (Julien), 87; d'Olivcrona (R.-D. Canut), 130; Dubois (Paul), 597; Even (Ed. Van), 179; Flandre (S. A. R. M^r le Comte de), 894; Guillaume (Eug.), 180; Menzel (Ad. von), 179; Meunier (Constantin), 273; Oppert (Jules), 728; Thomas (Jules-Gabriel), 273; Verheyden (Isidore), 843; Willems (Florent), 843.

Nicopolis (La destruction de, en 499 après J.-C.; par F. Cumont, 557).

Notices biographiques pour l'An-

nuire. M. Solvay remet ses notices biographiques consacrées à Jean Clays et à Alfred Cluysenaar (Remerciements), 724. — Voir *Annuaire*.

O

Ouvrages présentés. Janvier, 108; février, 125; mars, 188; avril, 278; mai, 542; juin, 568; juillet, 600; août 724; octobre, 793; novembre, 889; décembre, 901.

P

Paix (La) et les Belges (L. FRANK); note par Ern. Discailles, 800.

Palais de Bruxelles (L'ancien) et ses hôtes princiers; par le chev. Edm. Marchal, 659.

Patois. Voir *Dictionnaire*.

Patrologie orientale. Voir *Sévère*.

Pays-Bas. Aperçu des lacunes qu'il faudrait combler pour la publication des sources de l'histoire des Pays-Bas (ouvrage imprimé), 131. — Espagnols et Flamands au XVI^e siècle. L'établissement du régime espagnol dans les Pays-Bas et l'insurrection (ERN. GOSSART); note par le chev. Edm. Marchal, 142. — Les Pays-Bas espagnols et la République des Provinces-Unies, 1648-1715, par Eug. Hubert (à l'examen), 572. — Voir *Amsterdam; Histoire de Belgique; Montchrétien (Antoine de)*.

Peinture. Voir *Beaux-Arts*; *Legs Jules Raeymaekers*.

Personnification civile. Voir *Droit civil*.

Pétrarque (François) à Gand et à Liège en 1333 (erratum); par le chevalier Edm. Marchal, 556.

Philippe d'Alsace. Sa politique communale et ses conséquences; par L. Vanderkindere, 749.

Philologie. Voir *Apulée*; *Athéniens*; *Cappadoce*; *Clausules métriques*; *Dictionnaire*; *Élégie*; *Hadewijch*; *Nicopolis*; *Prix Gantrelle*; *Saga*.

Philosophie. Voir *Apulée*; *Concours de la Classe des lettres* (1903); *Sociologie*.

Possession (Traité de la). Voir *Droit romain*.

Prix. Voir *Concours*.

Prix Bergmann (Monographie d'une ville de la Flandre orientale):

1897-1907 (III^e période).
Programme, 629-631.

Prix De Keyn:

1903-1904 (XIII^e concours, I^{re} période. Enseignement primaire). Ouvrages reçus et désignation du jury, 44; rapport du jury, 332; MM. H. Denève et J. Van Biervliet lauréats. 336; proclamés, 523; remercient, 547.

1904-1905 (XIII^e concours, II^e période: Enseignement moyen et art industriel). Programme, 620, 632.

Prix de Rome. Voir *Concours (Grands)*.

Prix de Saint-Genois (Histoire ou littérature flamande):

1898-1907 (IV^e période).
Programme, 618, 650.

Prix de Stassart (Notice sur un Belge célèbre):

1905-1910 (X^e période).
Question posée, 617, 629.

Prix de Stassart (Histoire nationale):

(VII^e période). Origine et rôle social des béguinages dans les Pays-Bas (ou tout au moins en Belgique) jusqu'au milieu du XVI^e siècle. Rapports de MM. P. Fredericq, Vanderkindere et De Smedt, 323, 330, 334; prix non décerné, 523.

1895-1908 (VII^e période, prorogée). Question posée, 618, 630.

Prix Castiau (Classes laborieuses et classes pauvres):

1902-1904 (VIII^e période). Ouvrages reçus et désignation des commissaires, 40, 536. Rapports de MM. Brants, De Greef et Waxweiler, 336, 339, 351, 359. M. L. Banneux lauréat, 361; proclamé, 524 remercie, 547.

1905-1907 (IX^e période).
Programme, 621, 633.

Prix Charles Duwivier (Histoire du droit [belge ou étranger] et des institutions politiques, judiciaires ou administratives de la

Belgique). Création, 144. — Arrêté royal acceptant la donation et approuvant le règlement, 132.

1905-1907 (I^{re} période).
Question posée et programme, 136, 624, 637.

Prix Émile de Laveleye (Économie politique et sciences sociales) :

1901-1906 (II^e période).
Programme, 623, 635.

Prix Eugène Lamere (Ouvrage illustré pour l'enseignement de l'histoire) :

1903-1908 (I^{re} période).
Programme, 623, 638.

Prix Heuschling (Statistique) :

1899-1903 (V^e période).
M. le Ministre adresse un exemplaire du rapport du jury et exprime à celui-ci tous ses remerciements, 546.

Prix Godecharle :

1901. ARCHITECTURE. Quatrième et cinquième rapports (avec 14 châssis) de M. Bonduelle. (Lecture des appréciations de MM. Winders, Janlet et Acker, 106.

1903. Premier rapport (avec 4 planches) du lauréat Vanneck (Lecture des appréciations de MM. Winders, Janlet et Acker), 897.

1903. SCULPTURE. Premier rapport réglementaire de M. Ch. De Brichy. (Lecture des appréciations de MM. L. Solvay, De Groot et Vinçotte), 541.

Prix Joseph Gantrelle. Philologie classique :

1903-1904 (VII^e période).
Recueillir les textes relatifs aux doctrines des Chaldéens et étudier l'influence de ces doctrines sur l'antiquité gréco-romaine. Mémoires reçus et désignation des commissaires, 10, 130; rapports de MM. Cumont, Thomas et le comte Goblet d'Alviella, 362, 368, 371. M. Joseph-A.-H. Bidez lauréat, 375; proclamé, 524; remercie, 547.

1905-1906 (VIII^e période).
Question posée, 622, 634.

1907-1908 (IX^e période).
Question posée, 622, 634.

Prix Nobel. Statuts et circulaire relatifs au Prix de littérature. 894.

Prix Teirlinck (Littérature flamande) :

1892-1906 (IV^e période prorogée). Question posée, 619, 634.

Publications de l'Académie. Remerciements pour les collections académiques offertes à l'Université de Turin, 7.

R

Renier de Huy (Encore), par G. Kurth, 227.

Renouvier (Théorie de la connaissance et de la certitude de). Voir *Concours de la Classe des lettres* de 1905.

Révolution belge (La) et l'évêque Van Bommel; par G. Monchamp, 393.

S

Saga (La) de Fridthjof le Fort, traduite de l'ancien islandais (F. WAGNER); note par le chev. Edm. Marchal, 550.

Sainte-Beuve à Liège (O. GROJEAN); note par M. Wilmotte, 806.

Salaire. Voir *Usure*.

Sanglier d'Ardenne (Le). Voir *de la Marck* (Guillaume).

Sémitisme (Une page de) diplomatique et commercial. Incidents de la vie d'Amsterdam au XVI^e siècle, d'après des pièces inédites; par V. Brants, 573.

Sévère (Vic de), patriarche d'Antioche, par Jean (M.-A. KUGENER); note par T.-J. Lamy, 607.

Sociologie. L'odierno problema sociologico (G. TONIOLO); note

par V. Brants, 286. — Voir *Prix Castiau*.

Statistique. Voir *Prix Heuschling*.

Statistique industrielle. Le groupement industriel et les premiers résultats du recensement en Autriche; par V. Brants, 376.

T

Théâtre. Voir *Histoire littéraire; Mystères français* (Concours de la Classe des lettres, 1905).

Thomas de Cantimpré. De Naturis Rerum. — Voir *Météorologie*.

Typhographie (La) à Bruxelles au début du XX^e siècle (J.-L.-M. PERQUY); note par V. Brants, 8.

U

Usure. Le salaire usuraire devant la loi et les juges allemands, 731.

TABLE DES PLANCHES ET FIGURES.

DE CHESTRET DE HANEFFE (baron J.). Guillaume de la Marck n'est pas le Sanglier d'Ardenne (deux médailles), p. 120.

MARCHAL (Chevalier EDM.). Le

Palais de Bruxelles incendié en 1731. — Le Palais de Bruxelles démoli en 1905. — Le nouveau Palais de Bruxelles (3 photographies), p. 722.

ERRATA.

Page 106, ligne 13, *au lieu de* : le premier, *lisez* : le deuxième.

MONCHAMP : *Deux réunions conciliaires en Gaule en 346* : page 645, 3^e, lignes 11, 12 et 13, *au lieu de* : Sanctinus, 5, *il faut* 13; de par la remarque 3, *il faut* 2; Pancharius, 22, *il faut* 18; page 646, 5^e, ligne 25, *au lieu de* : simplicius, *il faut* sempronius.

CHEV. MARCHAL : *L'ancien palais de Bruxelles* :

Page 685, ligne 3, *lisez* : Henri de Montmorency.

— 707, ligne 21, *au lieu de* : Beeckman, Vieusart, *lisez* : de Beeckman-Vieusart.

— 709, ligne 7, *au lieu de* : fille, *lisez* : sœur.

— 712, ligne 10, *au lieu de* : également, *lisez* : celle-ci.

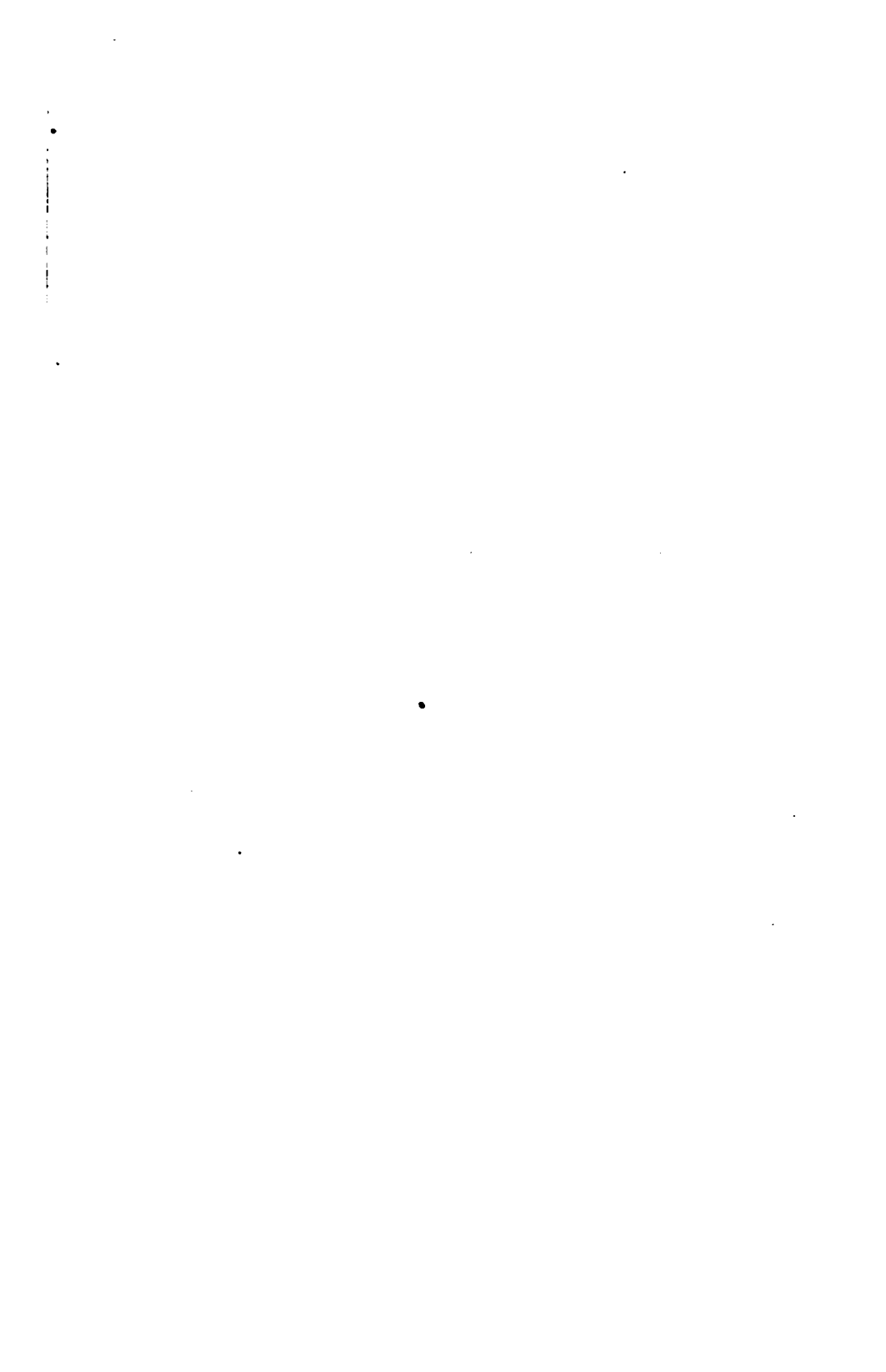
— 718, ligne 24, *au lieu de* : 1865, *il faut* : 1867.

Page 789, dernière ligne, *au lieu de* : Académie royale des beaux-arts de Paris, *lisez* : Académie des beaux-arts de Paris.











3 2044 021 210 13

THE BORROWER WILL BE CHARGED
AN OVERDUE FEE IF THIS BOOK IS
NOT RETURNED TO THE LIBRARY
OR BEFORE THE LAST DATE STAMPED
BELOW. NON-RECEIPT OF OVERDUE
NOTICES DOES NOT EXEMPT THE
BORROWER FROM OVERDUE FEES.

Harvard College Widener Library
Cambridge, MA 02138 (617) 495-2413

